



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Le 6 janvier 2003 à la Chambre des Députés

Réception de Nouvel An



(Photo tageblatt)

Rapprocher les citoyennes et citoyens de la Chambre des Députés, qui est *leur* représentation: cette devise devra guider tous les acteurs de la vie parlementaire dans leur travail – députés, fonctionnaires et collaborateurs des différents groupes politiques – au cours de l'année 2003, tout comme elle les a guidés dans le passé. «Pour y arriver, nous devons faire en sorte que le public se rende compte davantage du fait que le travail parlementaire ne se limite pas aux séances publiques – loin de là!» En citant les chiffres-clés du rapport d'activité de la session 2001/2002 qui vient de paraître, le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, a pu démontrer que les députés passent en effet de plus en plus de temps à préparer des projets ou des débats au sein des commissions parlementaires (554 réunions au

cours de la session 2001/2002) ou à s'acquitter du nombre croissant d'obligations internationales. Les 233 heures de débats au cours des 66 séances plénières de la session écoulée ne constitueraient donc en vérité qu'un aspect de l'activité parlementaire parmi tant d'autres.

Avant d'exprimer ses meilleurs vœux pour 2003 à tous les invités – parmi eux, le Vice-Premier Ministre, Mme Lydie Polfer, le Ministre aux Relations avec le Parlement, M. François Biltgen, le Maréchal de la Cour, M. Jean-Jacques Kasel, le Président du Conseil d'Etat, M. Marcel Sauber et le Président de la Cour des Comptes, M. Norbert Hiltgen –, le Secrétaire général a cité les priorités de son administration pour l'année à venir: achever la réforme de ses structures et de ses procédures internes, mettre en route le projet «knowledge mana-

gement» (projet informatique destiné e.a. à faciliter et à accélérer les recherches documentaires) et affiner sa stratégie de communication générale qui sera axée en 2003 plus particulièrement sur les jeunes, avec la publication d'un livre leur expliquant le parlementarisme luxembourgeois, le tournage d'un film allant dans le même sens et l'organisation de forums de discussion.

Dans son allocution le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, s'est penché sur l'actualité politique. Il estime que trois sujets domineront probablement le débat au cours des douze mois à venir: la gestion des conséquences du ralentissement économique au niveau national, la discussion sur l'avenir de l'Union Européenne ainsi que les menaces d'une guerre éventuelle en Irak sur le plan international.

Le médiateur européen à la Chambre des Députés

"Complaints are very democratic!"

«Toute administration devrait se réjouir des plaintes introduites par les citoyens plutôt que de s'en plaindre. Car elles lui permettent d'améliorer son fonctionnement!» C'est ainsi que M. Jakob Söderman a conclu un échange de vues le 27 novembre 2002 avec les membres de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés sur la fonction qu'il exerce au niveau européen et dont le Luxembourg voudrait se doter sur le plan national: la fonction de médiateur ou d'ombudsman.

Le Grand-Duché est le seul pays membre de l'Union Européenne à ne pas disposer d'une telle voie de recours pour les citoyens en litige avec une administration. Mais il ne devrait pas tarder à combler cette lacune.* Restent à définir l'étendue et la nature des pouvoirs d'un tel ombudsman à la luxembourgeoise.

Les médiateurs nationaux dans les différents pays bénéficient de pouvoirs très inégaux, a précisé M. Söderman, ce qui selon lui est tout à fait justifié et logique. Chaque solution nationale tien-

dra nécessairement compte des spécificités du pays, de son histoire, de sa mentalité.

Mme Lydie Err, présidente de la Commission des Pétitions, a qualifié l'entretien avec M. Söderman de très clarifiant et de très utile pour ses collègues et elle-même dans leur quête commune du modèle de médiateur le plus adapté pour le Grand-Duché de Luxembourg. Elle a insisté sur le fait que les missions de l'ombudsman devront être complémentaires à celles de la Commission des Pétitions. Le médiateur devra jouir d'une indépendance et d'une autonomie totales tout en étant lié par une étroite collaboration à la Commission parlementaire.

Avant la réunion de travail, M. Söderman avait été accueilli par le Président de la Chambre, M. Jean Spautz, avec lequel il s'est entretenu brièvement en tête-à-tête. Le médiateur européen s'est également inscrit dans le Livre d'or de la Chambre des Députés.

* La Chambre des Députés est actuellement saisie de deux initiatives: d'un projet de loi gouvernemental et d'une proposition de loi déposée par Mme la Députée Lydie Err.



M. Jacob Söderman, lors de la signature du Livre d'or, est entouré de Mme Agny Durdu, M. Patrick Santer, M. Jean Huss, Mme Lydie Err, M. Jean Spautz, M. Xavier Bettel et M. Théo Stendebach

Réunions de travail des Présidents des délégations de la Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) à Copenhague

Un groupe de travail composé des Présidents des délégations de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires) des Etats membres de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen s'est réuni le 18 novembre 2002 à Copenhague. La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Mosar, Président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC.

Mis en place par la XXVII^e COSAC (Copenhague, 16-18 octobre 2002), le groupe de travail a trouvé un consensus au niveau de la préparation d'un code de conduite (normes minimales indicatives) en vue de permettre un contrôle parlementaire national efficace des Gouvernements en ce qui concerne les affaires européennes et au niveau de l'intervention de la COSAC dans le contrôle de la subsidiarité. Seront également introduites de nouvelles

règles de vote et de nouvelles dispositions concernant l'organisation des futures réunions de la COSAC. Il est en outre envisagé de changer la dénomination de la COSAC.

Une deuxième réunion s'est déroulée le 16 décembre 2002 à Copenhague où a été discutée la mise en place d'un secrétariat permanent pour la COSAC. Ce point sera à l'ordre du jour d'une réunion extraordinaire de la plénière de la COSAC au début de l'année 2003.



48ème Session de l'UEO à Paris

La dimension structurelle de la défense européenne au centre des débats

Entre le 2 et le 4 décembre a eu lieu à Paris la deuxième partie de la 48ème session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, assemblée européenne intèrimaire de la sécurité et de la défense. Le Luxembourg y était représenté par les députés Gusty Graas, Marcel Glesener et Norbert Hauptert.

Parachever une Europe unie, capable de veiller à la sécurité intérieure et extérieure de ses citoyens! Voilà, résumé en une phrase, la volonté affichée par tous les orateurs qui ont longuement évoqué les implications du double élargissement et de l'OTAN et de l'UE. A l'avenir les obligations de l'UEO concerneraient non seulement la clause

d'assistance mutuelle, mais également la dimension parlementaire de la politique de sécurité et de défense.

Lors de sa dernière allocution devant l'Assemblée, le Président sortant Klaus Bühler soulignait l'importance du rôle collectif des parlements nationaux dans l'architecture de l'Union Européenne et, en particulier, dans le domaine de la PESD. Le projet d'une Europe de la défense restait à construire, concluait-il.

La question irakienne avait été un autre point fort d'une session au cours de laquelle plusieurs ministres, à savoir Mme Michèle Alliot-Marie, Ministre française de la Défense, M. Antonio Martins Da Cruz, Ministre des Affaires Etrangères du Portugal et M. Yannis Papantoniou, Ministre grec de la Défense, s'adressaient aux députés.

Signalons encore que le député Marcel Glesener a été reconduit dans sa fonction de vice-président de l'Assemblée et que le député Emile Calmes a été nommé vice-président de la commission du budget et des règlements. Le Néerlandais Jan Dirk Blaauw occupe désormais le poste de Président de l'Assemblée de l'UEO.



(de gauche à droite): M. Norbert Hauptert, M. Gusty Graas, le Président sortant de l'Assemblée M. Klaus Bühler, M. Marcel Glesener et M. Roger Loutz

29e Séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional

L'avenir de la Grande Région au centre des débats



1^{er} plan: M. John Schummer et M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. 2^e plan: M. Alex Bodry et M. Nicolas Strotz

Un exposé du Ministre-Président de la Sarre M. Peter Müller sur la «vision d'avenir 2020» pour la Grande Région Lorraine/Luxembourg/Rhénanie-Palatinat/Sarre/Wallonie a été au centre de la 29e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) qui s'est tenue le 13 décembre 2002 en Sarre. L'actuel Président du Sommet des Exécutifs de la Grande Région s'est dans ce contexte également prononcé en faveur d'une plus forte collaboration entre les Exécutifs et le CPI.

La Chambre des Députés a été représentée à cette réunion par M. Jean Spautz, Président, et MM. Alex Bodry, John Schummer et Nicolas Strotz.

A l'ordre du jour figuraient en outre la coopération aéroportuaire dans la Grande Région, les aspects sociaux de la «vision d'avenir 2020», la formation et la recherche, la coopération en matière de sécurité intérieure, de protection civile et de services de secours ainsi qu'une présentation de l'IPI-«Presse Interrégionale».



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

NOUVELLES LOIS

5007 - Projet de loi

portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national la directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté. La date-butoir pour la transposition de ladite directive est le 31 décembre 2002.

La directive européenne 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service a instauré, à l'échelle communautaire, un cadre réglementaire pour le secteur postal comprenant des mesures visant à garantir la prestation d'un service universel, la fixation de limites maximales pour les services postaux susceptibles d'être réservés par les Etats membres au(x) prestataire(s) du service universel en vue de préserver ledit service universel, de même qu'un calendrier pour la prise de décision concernant la poursuite du processus d'ouverture du marché à la concurrence, dans le but de créer un marché unique des services postaux. Par la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux et le règlement grand-ducal du 10 mars 2001 fixant la durée d'acheminement des envois postaux de la catégorie la plus rapide du service postal universel, le législateur luxembourgeois a transposé ladite directive en droit luxembourgeois.

Par la loi du 15 décembre 2000, 17% du marché postal luxembourgeois ont été ouverts à la concurrence. Cette part est nettement au-dessus des taux en vigueur dans d'autres Etats membres de l'UE. Suite à des décisions récentes prises au niveau européen, les Etats membres devront ouvrir à la concurrence d'autres segments de leurs marchés nationaux.

Pour l'opérateur luxembourgeois l'étape de 2003 signifie une ouverture à la concurrence de 42% de son chiffre d'affaires total actuel, et l'étape de 2006 une ouverture de 48% de son chiffre d'affaires actuel.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 12.08.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

25.11.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du texte du projet de loi

09.12.2002 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2002

5008 - Projet de loi

portant approbation de la "Ver einbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger", signée à Berlin, le 21 mars 2000

5009 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant

- du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant signés à Belgrade, le 19 juillet 2002

5010 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier

- du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002

5011 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002

Les projets de loi 5009, 5010 et 5011 ont pour objet l'approbation parlementaire d'accords de réadmission, dans leurs pays d'origine, de personnes en situation irrégulière, accords signés entre le Benelux, d'une part, et différents autres pays, d'autre part. Ces autres pays sont la Yougoslavie (projet de loi 5009), la Hongrie (projet de loi 5010) et la Slovaquie (projet de loi 5011).

Les différents accords de réadmission prévoient que chaque Etat contractant s'engage à réadmettre sur son territoire ses propres ressortissants séjournant irrégulièrement dans un autre Etat contractant.

En outre ces accords prévoient la

réadmission de ressortissants de pays tiers séjournant irrégulièrement dans un Etat contractant.

Ces accords prévoient encore le transit, par le territoire des Etats contractants, de ressortissants de pays tiers séjournant irrégulièrement dans un Etat contractant, au cas où un renvoi direct de ces personnes dans leur pays d'origine n'est pas possible.

Enfin les différents accords fixent les conditions et les critères d'après lesquels la réadmission devra se faire, ainsi que les délais de procédure.

Quant au projet de loi 5008 il a pour objet l'approbation parlementaire d'un accord entre l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Hongrie, l'Italie, la Slovaquie et la Suisse - accord auquel ont adhéré par la suite le Luxembourg et les Pays-Bas - permettant, sous certaines conditions, le transit, par ces pays, de ressortissants yougoslaves en vue de leur retour volontaire en Yougoslavie.

Dépôt des projets de loi par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 13.08.2002

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

20.11.2002 Désignation du rapporteur
Présentation et examen du texte des projets de loi

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

09.12.2002 Echange de vues avec le Ministre de la Justice

Présentation et adoption du projet de rapport

Votes en séance publique: 12.12.2002

5031 - Projet de loi

relatif à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée Technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange

Suite à l'augmentation constante du nombre d'élèves fréquentant le Lycée Technique du Centre, des solutions provisoires ont dû être trouvées afin de combler le manque en infrastructures. Le Lycée Technique du Centre a ainsi rassemblé les élèves du cycle inférieur dans 5 annexes localisées sur des sites différents, qui n'offrent plus de capacités supplémentaires. Une solution d'urgence remédiant au manque chronique d'espace s'impose également à la lumière de l'absence d'ateliers nécessaires aux différents cours pratiques notamment.

Le projet a pour objet la construction d'un bâtiment sur un site unique aux fins de regrouper tous les élèves du cycle inférieur du Lycée Technique du Centre logés actuellement sur 5 sites différents. Les bâtiments ou infrastructures différents manquent de salles spéciales ou de bureaux administratifs appropriés. Le projet sous rubrique prévoit ainsi de construire

40 salles de classe, quatre classes spéciales et dix ateliers avec aires de stockage. Le projet tient également compte des besoins en infrastructures administratives du Lycée Technique du Centre en prévoyant des salles de réunion, des bureaux pour la direction, l'administration, les éducateurs et le SPOS. Les structures d'accueil pour les élèves avec cantine et réfectoire, une loge de concierge ainsi qu'un parking pour voitures automobiles et pour vélos seront aménagés.

Le nouveau bâtiment sera implanté sur un terrain appartenant à la Ville de Luxembourg, situé en face de l'école primaire de Dommeldange aux abords immédiats d'une zone verte arrêtée par le plan d'aménagement général. Il sera séparé par une surface gazonnée de l'école existante et comportera deux corps de bâtiments de respectivement deux et trois niveaux avec rez-de-chaussée.

Dépôt du projet de loi par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 07.10.2002

Rapporteur: M. Willy Bourg

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

18.11.2002 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.12.2002 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2002

Chamber TV weist all öffentliche Sätzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003
(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, M. Charles Goerens, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech wollt lech folgend Kommunikatioun maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a déposé au greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 décembre 2002, le

- *Projet de loi 5064 modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires.*

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé le

- *Projet de règlement grand-ducal 5065 concernant l'organisation du service de protection et de prévention, le*

- *Projet de règlement grand-ducal 5066 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, et le*

- *Projet de règlement grand-ducal 5067 concernant la fixation des modalités de formation des délégués à la sécurité.*

3) Une délégation de la Chambre des Députés a participé à la 48^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO) qui s'est tenue du 15 au 19 novembre 2002 à Istanbul (Turquie). La Chambre des Députés était représentée par MM. Niki Bettendorf, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Haldorf et Paul Helminger.

M. Bettendorf a été élu à cette occasion président de la sous-commission sur la gouvernance démocratique de la Commission sur la dimension civile de la sécurité de l'APO.

4) Par lettre du 3 décembre 2002 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au greffe de la Chambre une résolution sur les résultats du Conseil européen de Bruxelles des 24 et 25 octobre 2002, adoptée par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 7 novembre 2002.

2. Ordre du jour

Eisen Ordre du jour vun dëser Woch gouf an der Sitzung vum 5. Dezember vun der Chamber guttgeheescht. Aus organisatoresche Grënn ginn d'Readmissionssaccorden, déi en Donneschdeg de Mëtte virgesi waren, op en Donneschdeg de Moien um zéng Auer virverluegt.

Doriwwer eraus ass den éischte vun deene Readmissionssaccorden, nämlech den Nummer 4691, weinst enger Onregelméissegkeet bei der Iwwersetzung op e spéideren Zäitpunkt ze verleeën.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg stinn d'Debatten iwwert de Statshaushalt vum Joer 2003. Et sief ugangs nach drun erënnert, datt de Statsrot säin Avis complémentaire haut de Mëtteg unhëlt an dass d'Adoptioun vum Rapport complémentaire vun der Finanzkommissioun fir e Méindem, de 16. Dezember virgesinn ass.

D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluegt. D'Riednerléschtt gëtt elo gläich verdeelt.

Als éischte Riedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Lucien Weiler huet d'Wuert.

3. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 (suite)

Discussion générale

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee vun de Leitartikele vun der Lëtzebuurger Press huet virun e puer Wochen, wéi en déi verännert Wirtschaftsa - Finanzsituatioun vum Land kommentéiert huet, tituliert: Zréck an d'Normalitéit. Mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Wiseler, huet haut de Moien an engem Interview gesot: „Mir si gutt preparéiert fir déi Zäit, wa se méi schwierig gëtt.“

Enner anerem, Här President, ëm dës zwee Stéchwierder wäert ech meng Interventioun haut de Mëtten zum Budget aktéieren. De Beweis ass, Här President, haut do, datt Lëtzebuerg keng Insel ass, keng Wuelstandsinsel, wéi se ëmmer beschriwwen ginn ass. Et gouf zwar ëmmer gewarnt, datt eist Land keng esou eng Insel wär an datt, wann et ronderëm eis méi kräfteg a méi stiermesch géif zougoen, mir eis deem net kéinten entzéien. Mä keen huet esou richtig am Laf vun der Zäit dru gegleef. Mir haten eis gewinnt u vill Wuesstum, un eng Wirtschaft där et gutt gaangen ass, déi floréiert huet, u stattlech Recette vum Stat. Elo wësse mer, datt dat eng Situatioun war, déi mer net fir op éiweg gepacht haten. Mir wëssen et haut besser.

Virun engem Joer hu Verschiddeener scho gemengt ze spieren, datt alles kéint méi lues goen. Mä deemools war dat nach en diffust Gefill, op Basis vun deem ee keng Politik konnt maachen. Haut ass et zu enger Gewëssheet ginn. Zu Lëtzebuerg geet et méi lues. Et geet vill méi lues, wéi mer dat nach viru kuerzer Zäit geduecht hätten. D'Ausflëss an d'Konsequenze vun der Welt- a vun der europäescher Wirtschaftskris hunn d'Grenze vun eisem Land erreicht. D'Situatioun ass eescht, mä si ass net dramatesch. Et dämpft, mä et gëtt kee Feier.

Dat si Formelen, Här President, mat deenen an deene leschten Deeg oft, a vu ville Responsabelen hei am Land, d'Situatioun beschriwwen ginn ass. Ech denken och, datt dat eng korrekt Beschreibung ass vun deem, wat sech de Moment hei ofdeet. A well dat esou ass, well d'Situatioun net dramatesch ass, denken ech - an dat ass och gesot ginn -, gëtt et keng Ursach, fir a Panik ze verfallen. Et gëtt keng Ursach, fir Ängschten ze schüren, et gëtt keng Ursach, fir oniwierluecht an hektesch ze reagieren.

Mä d'Zäit ass komm, fir mat rouegem Kapp an zolitter Hand ze versichen, fir d'Schëff ze steieren, et gutt ze steieren an esou ze reagieren, datt mer eis net selwer aus der Kéier geheien. Zënter méi wéi zwee Joer, Här President, huet déi allgemeng wirtschaftlech Morositéit an deene meeschte Länner vun der OECD, zesumme mat dem Drock op de Boursen a mat enger wuessender Onsécherheet iwwer Entwécklungen an der Welt, zu engem ganz verhalenen, fir et emol frëndlech auszedrücken, wirtschaftleche Wuesstum weltwäit a virun allem och an der Europäescher Unioun gefouert.

Hei zu Lëtzebuerg huet dat laang Zäit geschéngt anescht ze sinn. Prognosen, net nëmme vum Statec, mä och vun anerem Institut, waren ëmmer erëm nach positiv. D'Agäng, déi d'Steierverwaltung verzeecht huet, hunn och keng extra Revirementer ugedeit. Dat esouger nach am éischte Semester vun dësem Joer. Mä dunn hunn d'Wuesstumsprognose sech awer am Hierscht vun dësem Joer drastesch geännert. De Statec war am Fréijoer nach vun engem Wuesstum vu 6% ausgaange fir d'nächst Joer, a vun 3,5% fir dat lafend Joer. D'OECD an d'Europäesch Kommissioun waren zwar méi virsiichteg an hire Prognosen, allerdéngs hu se ëmmer erëm op eng Reprise higewisen. Fir d'éischt wat 2001 ubelaangt, du wat 2002 ubelaangt. An elo gëtt eis da gesot, datt déi wirtschaftlech Reprise sech soll am zweete Semester vum nächste Joer ofspillen.

D'Regierung huet am Juli d'Eckdate vun engem Budget fir 2003 presentéiert, déi op enger méi virsiichteger Wuesstumsrat vu 5% tabléieren, vum Statec ware jo 6% prognostizéiert. An dat, well et deemools scho kloer geschéngt huet, datt fir d'nächst Joer e Wuesstum vu 6% net kënnst erreicht ginn.

De Statsminister huet d'lescht Woch hei e Réckbléck gemaach iwwert déi Konjunkturprognose vun deenen zwee leschte Joren. En huet beschriwwen a gesot, wéi sech dës Prognose gejoet hunn. En huet festgestallt, datt et engem kéint dronke gi bei engem Réckbléck op dee Prognosekarussell, dee sech virun eisen Aen an deene leschten zwee Joer ofgespillt huet. D'Europäesch Kommissioun, d'OECD, den FMI, de Statec, si hunn all periodesch prognostizéiert, si hu revidéiert, si hunn estiméiert, si hunn ajustéiert, a virun allem ass ëmmer erëm eng wirtschaftlech Reprise ugekënnegt ginn. Fir d'éischt fir d'Joer 2001, du fir 2002. Well se bis elo nach net komm ass, gëtt gehofft, datt déi am zweete Semester vum Joer 2003 sech géif astellen.

An där Prognoselandschaft, Här President, sinn d'Budgete fir 2002 an 2003 opgestallt ginn an et war eréischt am Hierscht, wéi de Statec an du schliesselech och d'Europäesch Kommissioun mat hiren drastesche Revisiounen, wat de Wuesstum ubelaangt, komm sinn. En halwe Prozent, 0,1% bei der Europäescher Kommissioun, Här Pre-

sident, dat huet ernüchert. Dat huet deelweis schockéiert. Et war en Ausgangspunkt zum Retour an d'Normalitéit hei zu Lëtzebuerg.

Wéi ech virdu gesot hunn, eppes wat all Mensch ëmmer erëm ugemahnt huet, mä dat déi meescht net wollte gleewen, datt et eng Kéier kéint antrieden. Wat bedeit dat dann elo alles? Wat bedeiten déi Chifferen? Wat bedeit déi Situatioun, an där mer eis befannen?

Ech hunn et virdu gesot, et gëtt keng Ursach, fir a Panik ze verfallen. Et gëtt keng Ursach, fir Vollbremsunge virzuehelen. Et gëtt keng Ursach, fir zu drasteschen Aschnëtter an deem engen oder an deem anere Politikberäich an dësem Moment ze kommen. Et muss ee jo gesinn, wann een d'wirtschaftlech Situatioun kuckt, datt mer et virun allem am Bankesektor, am Finanzsektor, mat seriöse Réckbildungen ze dinn hunn. Net an alle Beräicher, mä a verschiddeenen, a wichtige Beräicher, währenddeems de Rescht vun der Lëtzebuurger Ekonomie nach ëmmer gewuess ass, iwwer 3%. Eis Ekonomie ausserhalb vum Finanzsektor wiisst nach, ass nach gewuess déi finanziell Situatioun vum Stat gesond ass. Mir hunn eng minimal Verschuldung. Déi kleng Verschuldung, déi mer hunn, ass zum Deel nach provisionéiert. Mir hunn op der anerer Säit Reserven, déi extrem héich sinn, 3 Milliarden Euro u Reserve plus ou moins. Dann hu mer déi schlummernd Reserven. Et sinn dat déi Steierréckstänn, déi nach ausstinn, mä déi bis elo nach net ofgeruff gi sinn.

Wann een dat alles gesäit, op där enger Säit wéi eis Wirtschaft evolueiert, an op där anerer Säit wéi d'finanziell Situatioun vum Stat ass, dann denke mir als CSV - mä ech denken, datt dat fir déi ganz Koalitioun géllt, och fir d'Demokratesch Partei -, datt ee soll iwwerluegt a roueg reagiere, keng Iwwerreaktioun maachen an net a Panik verfallen. Alles deit drop hin, datt mer déi ganz Situatioun ouni gréisser Blessur kënnen iwwerstoen. Dat, well mer besser gerüst sinn, wéi all aner Länner, déi mat eis an der europäescher Gemeinschaft sinn. Kuckt nëmme, wéi d'Situatioun an Däitschland ass. Ech hunn haut de Moien héieren, datt de Bundeskanzler gedroht hätt mat Récktrët. „Wann anerer mengen, si géifen Däitschland besser aus där schwieriger Situatioun erausféieren, an där et ass, da solle se et maachen“, schéngt den Här Schroeder haut de Moie gesot ze hunn.

Mir si glécklecherweis, Här President, a kenger Situatioun wéi eis däitsch Frënn, au contraire, mir sinn, wann een déi Situatioun matenee vergläicht, an enger wierklech beneidenswäerter Situatioun.

D'Reaktiounen, Här President, op all déi aktuell Wirtschaftsdonnéeën sinn net ausbliwwen a si ware ganz ënnerschiddlech. De Grondtoun vun dese Reaktiounen éiert déi eng a beleet op där anerer Säit deenen hir Hëlleflosigkeit, déi aus dëser Situatioun, wéi mer se ewell kennen, wëlle Kapital schloen, aus enger Situatioun aus där kee Kapital ze schloen ass. Et sinn d'Reaktiounen vun de Patronatsorganisations. Et sinn d'Reaktiounen vun de Gewerkschaften. Et sinn och d'Reaktiounen vun de Berufschamberen, déi an engem duerchwees rouegen a ponderéierten Toun zur Kenntnis huelen, datt sech zu Lëtzebuerg zwar eppes ännert, mä duerfir awer net lamentéieren et géif alles d'Baach ofgoen.

Déi Reaktiounen, Här President, beleeeën, datt d'Forces vives, wéi mer se hei am Land nennen, verënerlecht hunn, datt et net drëm geet, fir elo Panik ze maachen a Scholdzouweisungen, mä datt et drëm geet, fir d'Schëff op Kurs ze halen. Et éiert se, well et en daitleche Beweis vun hirem Responsabilitéitsgefäll ass. Anescht, ech géif

soe ganz anescht, waren d'Reaktiounen am politesche Raum. Hei, wéi wär et anescht méiglech an ze erklären, virun allem bei der parlamentarescher Opposition. Ech komme spéiderhin dorobber zréck.

(Interruptions diverses)

Här President, wéi déi leschten Zuelen um Dësch lungen, hunn déi zwou Majoritéitsfraktiounen sech beroden a sech mat der Regierung zesummegesat. Mir hunn der Regierung eis Vuen duergeluegt, wéi ee sollt reagieren, budgetär gesinn - well mir diskutiere jo haut iwwert de Budget -, well et gouf jo eng Rei vu Méiglechkeeten, wéi een hätt kënnen op déi Situatioun hei reagieren.

Et wär fir d'éischt emol d'Méiglechkeet gewiescht, fir de Budget esou ze loossen, wéi d'Regierung en Enn Juli arréiert hat an den halwe September hei an der Chamber déposéiert hat. Dat wär awer opgrond vun deene revidéierte Prognosen, och opgrond vun deene revidéierten Aschätzungen, virun allem vun der Steierverwaltung, der Véridicité budgétaire net gerecht ginn. Duerfir war et normal, datt een hei zu Adaptatiounen komm ass.

Da wär eng zweet Optioun déi gewiescht, fir en offiziellen Defizit am Budget unzuehuelen, sou datt d'Regierung hätt kënnen d'Recetten adaptéieren, mä d'Dépenses onverännert loosse. Or, et huet eis awer geschéngt, an enger Situatioun, wou et méiglech ass ouni gréisser Schwierigkeeten e Budget an den Equilibre ze kriegen, wou nach all déi normal Dépense kënnen getäget ginn, een net sollt e Budget mat engem Defizit virleeën. Virun allem denken ech, datt et kee gutt Zeechen no bausse gewiescht wär vis-à-vis vum Land an de Leit, wa mer op där enger Säit wëssen, datt et méi lues geet, an datt mer manner erakären, an op där anerer Säit maache mer op der Dépensesäit, wéi wann näscht geschitt wär. Ech mengen, dat wär kee gutt Zeeche gewiescht. Duerfir ass déi Solutioun net zréckbehalde ginn.

Da wär déi drëtt Méiglechkeet gewiescht, déi vu Verschiddeenen an d'A gefaast ginn ass, fir Schold ze maachen. Mir denken, datt mer awer net an enger Situatioun sinn, wou een heirobber sollt zréckgräfen. Mir kënnen ouni Schold ze maache weiderhin en zolide Sozialbudget presentéieren, eis Investitiounen op engem héijem Niveau halen, eis international Verpflichtungen erfüllen an d'Sécherheit hei am Land garantéieren. An esou enger Situatioun ass et net noutweneg, fir op Emprunten zréckzegräfen. Wann eng weider Verschuldung sech dann zu engem spéideren Zäitpunkt sollt als noutweneg erausstellen, da kënnen mer ëmmer nach op deen dote Wee goen, well d'Verschuldungskapazität vum Stat ass intakt.

Mir hu schlussendlech zesummen zréckbehalen - an ech ënnersträichen dat - d'Fraktiounen vun der Majoritéit mat der Regierung, fir op dee Wee ze goen, deen elo beschratt ginn ass, nämlech op där enger Säit d'Recetten esou ze ajustéieren, wéi d'Previsiounen eis dat noutweneg erschénge loosse, an op där anerer Säit d'Dépenses och no ennen unzepassen.

Mir konnter op deenen zwou Säiten, Här President, vum Budget schneiden, well den Zoustand vun de Finanzen dat erlaabt, well den Zoustand vun eise Fonge gëtt do-duerch net negativ beréiert, hir Alimantatioun geet weider, wann och net an deem massive Mooss, wéi dat virdrun de Fall war. An de Fonge leien - ech hunn et virdrun ugedeit - bal dräi Milliarden Euro als Reserv fir déi öffentlech Investitiounen, déi mer eis virgeholl hunn. Mir kënnen, wéi scho gesot, ewell e Budget hei ficelieren, deen awer ëmmerhin nach engem Steigerungsrat vu 5% huet. Dat sinn net méi déi Steigerungsraten, déi mer an der

Vergaangenheet kann hunn, mä ëmmerhi 5% ass nach e ganz appreciable Prozentsatz. All wichteg Dépensé si gesécher.

Här President, déi dote Situatioun an déi doten Aart a Weis, fir e Budget fir d'Joer 2003 hei kennen ze presentéieren, beweist op eng androcksvoll Aart a Weis wéi richtig a wéi néideg déi Politik war, déi virsiichteg Ausgabepolitik, déi net nëmme vun deser Regierung, mä virun allem och vun deene Regierunge virdrun, ech géif soe vun der leschter Koalitioun a vun deser Koalitioun, gemaach ginn ass.

Et gouf jo laang Zäit ëmmer erëm hei am Parlament driwwer diskutéiert, ob et dann noutwenneg wär, fir esou vill Geld, wéi genannt ginn ass, ze horten an de Leit net zoukommen ze loossen. Mir erënneren eis drun, wéi vun deser Tribün aus vill Fuerderunge komm sinn, wou gesot ginn ass: Wat maacht Dir mat deene villen Erspuerisser? Firwat gitt Der de Leit net dat Geld zréck, wat iwwer de Steierwee erakomm ass? Et sinn hei allmögliche Zorte vu Politiken ugemahnt ginn, déi sollten, missten a kënnte gemaach ginn an noutwenneg wäeren, mä awer net dat, wat déi lescht an des Regierung während laange Jore gemaach hunn, nämlech dat, wat se ëmmer genannt hunn: en Apel fir den Dusch op d'Säit leeën. Dat ass gemaach ginn. Et ass an der Zäit op vill Onverständnis gestouss. Haut sinn déi, bei deenen et deemools op Onverständnis gestouss ass, frou, datt mer an där finanzieller Situatioun dra sinn, an där mer haut sinn.

Ech erënneren hei drun: Virun engem oder zwee Joer huet de Spriecher vun der sozialistescher Fraktioun vun deser Tribün aus d'Chambre des Employés privés zitiiert, déi geschriwwen hat an hirem Avis, datt et scho bal immorallesch wär, wéi vill Geld, datt de Stat géif op d'Säit leeën, net direkt investéieren, respektiv net a gewësse Politikberäicher direkt afléisse loossen. Et ass als praktesch immorallesch dohinner gestallt ginn an et ass hei zitiiert gi vun de Sozialisten. Ech weess net, ob et gemengt war, fir eng Thees ze ënnermaieren, ëmmerhi war et mat zimlech Genoss op deser Tribün gesot ginn.

Ech wëll soen, Här President, datt meng Fraktioun haut net a Freed doriwwer verfallt, datt mer Recht hunn an datt mer Recht haten, datt d'Regierung an déi zoustänneg Ministeren, déi responsabel si fir d'öffentlech Finanzen hei am Land, an deene leschten zéng Joer, wéi et dem Land gutt gaang ass, wou mer extrem héich Recetten haten, op dee Wee gaange sinn, dee mer gaange sinn, en Apel, fir den Dusch unzeleeën. Et ass en zoliden Apel. Et ass en décken Apel. Mir kënne laang dovun zieren. Et ass en Apel fir den Dusch. Wéi gouf gesot: Anerer hunn Dusch an et sinn der vill ronderëm eis, déi Dusch hunn, mä déi hu weder en Apel nach emol e Batz vun engem Apel, fir dran ze bäissen. Mir hunn de Moment en Apel a mir wäerte mat deem Apel den Dusch vun deenen nächste Jore kënne stëlen.

Här President, ech hunn et virdu gesot, mir brauche keng ziddereg Hand ze hunn. Eng ziddereg Hand ass geféierlech, net nëmme am Verkéier, mä och an der Finanzpolitik. D'Regierung brauch net, d'Majoritéit och net, an ech menge mir alleguer brauchen net an Hektik ze verfallen. Mir wëssen, Här President, datt mer eis op engem verminnten Terrain befannen, an datt äusserst virsiichteg Bewegungen ubreucht sinn. A well et net sécher ass, datt dee Konjunkturoschwung, deen eis elo vun allen Instituter fir d'zweet Semester vun nächste Joer virusgesot gëtt, datt dee sech an der zweeter Hallschent vun nächste Joer presentéiert, musse mer virsiichteg sinn a bleiwen. A wann deen dann net sollt kommen, da musse mer zu

anere Mëtzel gräifen, fir de Patient ze heelen, wann dat sollt noutwenneg sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech kommen zum Schluss vu mengen Interventiounen nach eng Kéier gär dorobber zréck.

Här President, de Rapporteur huet a sengem schréffleche Rapport an och a senger Ried d'lescht Woch op deser Tribün duergeluegt, wéi hien déi finanziell Situatioun vum Land aschätzt, an et ass eng Aschätzung, déi vun der Majoritéit heibanne gedeelt gëtt. Hien huet drop verwisen, datt et kann noutwendeg sinn, ënner Emstänn, datt et zu méi substantielle Korrekturen an de staatlechen Dépensé ka komme wéi déi, déi fir d'est Joer virgesé sinn, wann et net zu enger schneller wirtschaftlecher Erholung kënnt.

Ech wëll dem Kollege Emile Calmes merci soen, fir déi Eierlecke, mat där hie säi Rapport verfasst huet a fir déi Energie, mat där en ënner schwierigen Emstänn, a si waren d'est Joer schwierig, si ware selten esou schwierig fir e Budgetsrapporteur wéi d'est Joer, trotzdem e Budgetsrapporteur erstallt huet, an deem ee vill fénn an e Rapport, dee vill seet. Dese Rapport weist, datt d'Majoritéit sech duerchaus de Schwierigkeete bewusst ass an datt se deementsprechend gewëllt ass ze handeln.

Här President, fir an deene kommende Joren an engem wirtschaftlech méi rouegen Umfeld Finanz- a Budgetspolitik kennen ze bedriewen, ass et noutwendeg, datt mer eis ekonomesch op eng méi breet Basis stellen. Mir hunn et nach ëmmer gesinn, mä mir gesinn et haut apart daitlech, datt wann de Finanzsektor hei zu Lëtzebuerg de Schnapp kriit, datt dann d'ganz Land un d'Houschte kënnt. De Finanzsektor mécht bal d'Halbschent vun eise Recetten aus. Dat gëtt eis d'est Joer méi wéi jee erëm daitlech, an d'Ofhängegkeet vum Finanzsektor, an där eis Finanzen eigentlech agespaart sinn, ass, an dat muss ee gesinn, an et soll een et och net esou dohinner stellen, wéi wann dat eng Gäissel wär, ënner där mer nëmme ze leiden hätten. Et ass eng gutt Situatioun, wa mer niewent eiser Finanzplaz et awer och fäerdeg bréngen, fir d'wirtschaftlech Diversifikatioun esou ze maachen, wéi se noutwendeg ass.

An da sinn ech bei engem Reizthema, wat jo an deene leschte Woche méi oft vun deser Tribün a vun aneren Tribünen aus beméit ginn ass. Ech wëll e Wuert dozou soen.

Et gëtt der Regierung virgeworf, a virun allem dem Wirtschaftsminister, dem Här Grethen, hien hätt déi wirtschaftlech Diversifikatioun hei am Land net richtig viru gedriewen, hie géif sech ausrouen op de Lorbeere vun deem, wat seng Virgänger gemaach hunn. Ech hunn et virun aacht Deeg schon eng Kéier vun deser Tribün aus gesot, Här President, mir sinn net där Meenung. Wann een d'Zuele kuckt, an et geet jo net duer, fir generell hei e Statement ze maachen, et muss ee jo awer och kucken, wéi d'Zuelen déi effektiv Situatioun kënne beleen.

Zënter 1999 ass eng ganz Rei vun neie Betriber hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn. Et si bestehend Aktivitéiten ausgebaut ginn. Et sinn esou vill Aarbechtsplaze geschafe ginn an ass Kapital investéiert ginn an deene leschten dräi Joer, wéi dat am Duerchschnitt an deene Jore virdrun de Fall war, an dobai muss ee gesinn, datt dese Wirtschaftsminister konfrontéiert war mat méi enger schwieriger Situation, mat méi engem schwierige wirtschaftlechen Umfeld, wéi dat an deene Joren an notament och an där leschter Koalitioun de Fall war.

Kuckt lech emol Amerika un. Zanter enger Rei vu Joren dréit et lues do, an esou engem schwierigen Umfeld ass et natierlech och méi schwierig, fir nei Betriber unzezéien, wéi an Zäite wou et boomt a wou et fluppt. Et muss een där Situatioun an deem Facteur Rechnung droen, wann een d'Diversifikatiounsefforté vun dem Wirtschaftsminister hei wëllt considéieren. An da wëll ech nëmme d'Fédération des Industriels als Beispill zitieren. Déi schreift, datt se absolut zefridden ass mat där Politik, déi de Wirtschaftsminister an deem Beräich gemaach huet, datt se keng Ursach huet, fir sech iwwer hien ze bekloen. Da selwecht huet iwwregens d'lescht Woch de Statsminister op deser Tribün gesot an dofir géif ech mengen, an deene Reprochen do soll ee virsiichteg emgoen, well d'Zuelen an d'Fakte beleen eppes anesches wéi dat, wat ëmmer erëm hei gesot gëtt.

An dann, Här President, gëtt gesot, de Finanzsektor misst och diversifiéiert ginn. Ech muss lech soen, datt et nach eng Rei vun Elementer gëtt, d'Titrisatioun an den Trust. Dat sinn Elementer, wou mer de Moment nach keng Texter hunn, déi awer an deser Legislaturperiode gesetzlech wäerten an deser Chamber behandelt ginn. Mä doriwwer eraus muss een dach awer gesinn, wat an deene leschten zéng Joer am Finanzsektor gemaach ginn ass un Diversifikatioun. Mir hunn eng Produktpalett hei zu Lëtzebuerg an deem Secteur, déi esou breet gefächert ass, wéi ee se praktesch néierens an Europa fénn. Déi heiteg Regierung an och déi lescht Regierung hunn all Kéiers reagiert, fir esou schnell ewéi méiglech dat wat noutwendeg war fir eis Finanzplaz ze konsolidéieren a fir se ze diversifiéieren. An deen neiste Projet, dee mer d'nächst Woch hei an der Chamber diskutéiere wäerten, deen iwert d'OPCen, ass ee Projet, deen de Summer vun der Regierung abruucht ginn ass. Et ass e Projet de substance, dee vum Conseil d'Etat aviséiert ginn ass a wou den honorabelen Här Santer eis d'nächst Woch e komplette Rapport doriwwer presentéiere wäert, esou datt mer esou schnell wéi keen aneren nees eng Kéier an deem Beräich reagieren.

An dofir, wa vun de Sozialisten aus déi ultimativ Opforderung un d'Regierung geet, fir hei eppes ze ënnerhuelen, da muss ech lech soen, Här President, da rennen d'Sozialisten domat oppen Dieren an. De Gros, an domat si sech all d'Observateuren an och d'Leit vun der Finanzplaz eens, an deem dote Beräich ass gemaach. Eis Finanzplaz ass zefridde mat deem, wat gemaach ginn ass. Datt mer selbstverständlech zu all Moment musse weiderfueren, wa sech nei Elementer an nei Chancen bidden, da wäerte mer maachen.

Virun allem, Här President, freet et eis, datt d'Kollege Sozialisten haut esou eng grouss Léift fir de Finanzsektor entdecken. Dat war jo an der Vergaangenheet net ëmmer esou de Fall. Ech hunn d'lescht Woch mat ganz vill Opmierksamkeit an och mat vill Freed der Gebuertsdaysfeier vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei bäigewunnt. Et war eng ganz würdeg Feier fir eng eeler Damm, déi hire Gebuertsdag gefeiert huet. Ech hunn och mat vill Interesse dem Här Asselborn sengen Ausféierungen, déi ganz interessant waren, nogelauschert.

Ech verstinn, datt op esou enger Feier d'Sozialisten natierlech déi méi positiv Säiten ervirsträichen. Bei engem Gebuertsdag muss ee jo déi méi negativ Säiten net onbedéngt virun engem Public étaléieren. Ech wëll awer soen, Här Presi-

dent, och d'Lëtzebuurger sozialistesche Partei huet net nëmme där gudder Momenter an deene leschten honnert Joer gehat. A well mer grad just hei bei de Finanzen a bei der Finanzplaz sinn, ...

(Interruptions)

Mir haten där och schonn.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Elo fängt Der emol erëm u würdeg ze ginn!

(Hilarité)

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, well alles esou wonnerschén dohinner gestallt ginn ass, woufir ech iwwregens Versteesdemech hunn, well op enger Gebuertsdaysfeier mécht een dat esou, erlaabt Der mer awer, datt ech vun deser Tribün aus och soen, datt et Momenter gouf, wou et net esou ganz glécklech war a wann d'Land haut an där Situatioun ass, wou mer sinn, mat enger Finanzplaz, déi jo de Räichtum vun deem Land konsolidéiert huet, da well ech soen, datt d'Sozialisten, wéi d'Wéi dovunner gestanen huet, net darbäi waren an net Pätter an och net Giedel gespillt hunn. Si hunn deemools eng aner Roll gespillt. Dofir freet et eis, datt se déi Roll, déi se deemools gespillt hunn, haut ofgestraift hunn, an den Här Krecké mat ganz vill Energie a mat ganz vill Enthusiasmus hei d'Lëtzebuurger Finanzplaz verdeedegt, contrairement zu deem wat emol eng Rei vu senge Virgänger gemaach hunn.

An dann, Här President, wat à propos Finanzplaz - an ech wëll nëmme ee Saz doriwwer soen - décisiv wäert sinn, vläicht muer, vläicht och eréischt zu engem spéideren Datum: Wat geschitt a puncto Accore vu Feira. Ech si frou, datt wéinegstens déi grouss Fraktiounen hei an deem Parlament eng grouss Unanimitéit un den Dag leeën, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen an deem, wat déi offiziell Politik vun der Regierung an deem dote Beräich ass. Ech wëll haut nëmme vun deser Plaz aus - well muer wësse mer et net - der Regierung eng glécklech Hand an deem doten Dossier wënschen, well oui glécklech Hand wäerte mer nach Zäite kréien, wou mer ganz anescht wäerten ze diskutéiere kréien, wéi mer haut diskutéieren.

(Interruptions)

Här President, et freet mech, datt niewent deene grouss Fraktiounen och eng vun deene klenge Fraktiounen am Parlament ass, fir an engem allgemenge Konsens der Regierung eng glécklech Hand ze wënschen. Ech wëll awer soen, Här President, fir de Volet vun der Bewäertung vun der Finanzplaz an der wirtschaftlecher Diversifikatioun ofzeschleissen, datt et och nach Secteure gëtt, wou mer eis mussen dru ginn, wou mer eis musse Méi ginn, fir anstänneg Rahmebedingungen ze schaffen an de légiféieren. Dat betrëfft virun allem de Beräich vun de Biotechnologien, wou mer nach guer keng legislativ Instrumenter hunn, fir dee Secteur kënne attraktiv ze maachen. Et géllt och fir de Beräich vun de Medien an der Kommunikatioun, och dem elektronischen Handel. Do hu mer Usätz vun enger Législatioun, déi awer onbedéngt muss ausgebaut ginn.

Da wëll ech soen, Här President, wa mir Diversifikatioun schwätzen, dann hunn ech vill Versteesdemech fir dat, wat vun de Kollege vun där grénger Säit gefuerdert gëtt. Ethesch Investitiounsfongen oder Hightechbetriber am Umweltberäich, dat si wichteg Saachen, Här President, mä et geet awer net domadder duer, mir brauchen och eng industriell Diversifikatioun.

Den Här Castegnaro huet viru 14 Deeg en Interview ginn, wou en dorobber higewisen huet - mat Bléck op eisen Aarbechtsmaart a mat Bléck op d'Main-d'oeuvre, déi mir hei am Land hunn -, datt mir

och Aarbechtsplazen an deem Beräich brauchen, allerdéngs net op Käschte vun egal wat. An deem Punkt sinn ech net mam President vum OGB-L d'accord, wann e mengt, Umwelt kënnt mir hei an déi drétt Rei op de Balkon stellen, wann et em esou Aarbechtsplaze geet. Neen, selbstverständlech muss d'Umwelt mat am Vierdergrond stoen. Nohaltegkeet jo, mä datt mir awer och Aarbechtsplazen an deem Beräich brauchen a muss schafen, datt schéngt mir evident ze sinn, eleng iwwer ethesch Investitiounsfongen oder iwwer...

(Interruption)

...ëmweltschounend Betriber an dem ganzen Umweltberäich - Hightechbetriber, selbstverständlech -, mä donieft muss eng Rei vun aneren Elementer dobäi kommen.

Här President, ee Wuert nach zum Budget, dee mir jo haut hei sollen diskutéieren. Ennert dem Stréch ass et e Budget, deen den dräi Haaptcharakteristiken, déi d'Lëtzebuurger Budgeten an deene leschte Joren haten, gerecht gëtt.

Ennert dem Stréch hu mir e Budget, deen am Equiliber ass, deen an enger Rei vu Beräicher och Akzenter setzt, ob dat d'Sécherheet ass, ob et d'Education ass, ob et d'Recherche ass oder den öffentlichen Transport. An et ass e Budget, dee wisst, ëmmerhin nach ëm 5%, sou wéi ech dat virdrun dohinner gestallt hunn, wat, wann een dat mat eise Nopere vergläicht, ganz erhieflech ass, a wat in etwa och der Norm entsprécht no där mir an deene leschte Joren - net méi zënter 2000, mä déi Jore virdrun -, eis Budgeten unwuesse gelouss hunn.

Här President, ech hu virdu gesot, datt keng nervös Hektik, mä e kloren a kille Kapp a keng spektakulär Reaktiounen, mä iwwerleuchtend Handeln, datt dat d'Reaktiounen vu bal, awer och nëmme vu bal all deene waren, déi sech zu deene verännerte Wirtschaft- a Finanzdate geäussert hunn: Gewerkschaften, Patronat, Chambres professionnelles. Dofir gouf et jo och am Kader vun der Tripartite e groussen a breeden Accord a Konsens fir déi Modifikatiounen, déi d'Regierung un hirem Budget fir d'Joer 2003 virgeholl huet, eng Adaptatioun vun de Recetten un déi Schätzungen, déi de Moment virleien, an deementsprechend och eng Adaptatioun vun den Dépensen. Ech stelle fest: E groussen Accord an der Tripartite.

Mä ech hu virdu gesot bal, well et och Beräicher gëtt, an ech hat se schonn ugedeit, notament bei der parlamentarescher Opposition hei am Parlament an och dobaussen, wou déi Approche, déi d'Koalitioun gewielt huet, net gedeelt gëtt. An do gëtt et e puer duerchaus novollzéibar Iwwerleeungen, déi hei geäussert gi sinn, notament vun de Kollege vun dem gréngen Bord, déi sech hirer Linn trei bliwwen sinn. Déi Gréng hunn, wéi mir d'Steierreformen, d'Steierreduktiounen virun zwee an engem halwe Joer hei decidéiert hunn, gesot, si géife mengen, datt dat alles géif zevill wäit goen. Haut soe se, gesi Dir, mir hunn et gewost, mir hunn lech et deemools scho gesot, dat ass ze wäit gaangen. Mir sinn net där Meenung, datt dat ze wäit gaangen ass, mä ëmmerhi bleiwen d'Kollege ronderëm den Här Bausch där Linn trei, déi se scho viru Joren hei vertrauden hunn.

Et si virun allem, Här President, d'Kollege vun der sozialistescher Säit, déi sech, wat déi Situatioun an där mir eis haut befannen ugeet, ervirgedoen hunn, an dat op eng Aart a Weis - an ech wëll dat ganz daitlech am Numm vu menger Fraktioun soen -, déi weder fir eis an der Form nach am Fong akzeptabel ass.

(Interruption)

Et huet een, Här President, zäiteweis d'Impressioun gehat - an ech erënnere mech un déi memorabel

Pressekonferenz vum 18. November -, wéi wann d'Sozialisten net méi wéissen, wou se dru wäeren. Si hu sech op onzählege Pressekonferenzen zu Interviews, Communiquéen an Artikelen geäussert a gemaach, wéi wann elo eppes hei am Land geschitt wär, en Accident, ähnlech wéi dee vum 11. September.

Or, dat ass jo net de Fall, ech zitieren: „De Lack ass erof, den Uewen aus, d'Iddie fort, alles geet d'Baach erof, iwwreg bleift en décke Koup Schierbelen, als eng Zort vun Ierfschaft, vun e puer plakegen Dilettanten.“

Dat war d'Tounlag, Här President, vun der Pressekonferenz vun de Sozialisten den 18. November. An, Här President, zu deser Tounlag hunn net nëmme mir, mä och aner Leit, sech d'Fro gestallt, wat lass wär bei de Sozialisten. Wou ass de Sériëus bliwwen, mat deem si, bis elo wéinegstens, versicht hunn, hir Roll hei am Parlament als Oppositionspartei ze spillen? Wou ass déi konstruktiv Opposition, mat där de honorabelen Här Krecké versicht huet, senger Aufgab als Chef vun der Opposition hei am Parlament gerecht ze ginn? Ass dem Fraktionschef vun de Sozialisten, dee jo net nëmme vum Statsminister geschätzt gëtt, d'Ruder aus der Hand gelaf, oder sinn d'Segelen em agebracht? Huet d'Virwahlféiwer d'Sozialisten elo schonn esou am Grëff, datt déi verschidde Leaderen, déi verschidde Chefen a potentiell Spézikandidaten et fäerdeg bréngen, fir hiren éischte Mann zu Doten ze driewen, déi guer net zu him passen?

Här President, den Här Asselborn huet am Kader vun dem Gebuertsdag vu senger Partei e Saz gesot, dee mir gefall huet: „D'Demokratie verdréit keng Monotonie“. Ech deelen, Här President, déi Appreciation. Effektiv, an enger Demokratie soll et a muss et lieweg zougoen, mä et muss een natierlech awer nach wëssen, wat een dann ënnert Net-Monotonie versteet. Ech denke mol, datt ech do mam President vun de Lëtzebuerger Sozialisten eens leien, wa mir dodrënner eng gesond a konstruktiv Sträitkultur verstinn.

Mä da stellen ech mir awer d'Fro, wéi gesäit dann déi Sträitkultur en fait aus, wann ech se elo mol kucken an deem Kader an deem mir eis elo bewegen: Budget, Finanzsituatioun, wirtschaftlech Situation?

Fir d'éischt, wat d'Form ubelaangt, e Koup Schierbelen hannerlooss vun Dilettanten. Also ech muss jo soen, et muss een net frou si mam Här Juncker, an et sinn der jo vill, déi net frou mat him sinn, grad esou wéi eng Partie net frou si mam Här Asselborn, et muss een net frou mat him sinn, mä fir en awer als Dilettant a Finanzfroh dohinner ze stellen, do muss ech awer ganz éierlech soen, dat fannen ech awer e relativ staarkt Stéck. Ech mengen, de Finanzminister huet an deene leschten zéng Joer, bei all deene Reformen, déi en hei am Parlament abuecht huet, bewisen, datt en net dilettantesch virgeet. Wann d'Sozialisten dat mengen, dann ass dat hiert gutt Recht. Op jidde Fall gleewen ech net, datt et vill Leit dobaussen am Land gëtt, déi déi doten Impression deelen.

An dann de Koup Schierbelen, wéi gesäit dann de Koup Schierbelen aus, déi des Koalitioun elo am Hierscht 2002 dem Land hannerléisst? Woura besteet en dann? E besteet an enger Statsschold, déi inexistent ass. E besteet a Reservé vun iwwer 120 Milliarden ale Lëtzebuerger Frang. E besteet an héije schlummernde Reserven, déi nach net ofgeruff sinn. E besteet an enger Finanzsituatioun, déi gesond ass, eng Finanzsituatioun, déi awer net nëmme mä awer och, vun deser Koalitioun erbäi gefouert ginn ass. Ech hunn d'Budgetsrieden nogelies. Ech hunn nogelies, wéi den Här Bodry am Joer 2000 an 2001 och ëmmer erëm op déi gutt Fi-

nanzsituatioun higewisen huet, an op d'Efforte vun där leschter Koalitioun fir des Finanzsituatioun.

(Interruption)

Déi lescht Koalitioun, Här President, déi huet en Apel un d'Wuesse kritt gehat, deen, wéi se ofgaangen ass am Joer 1999, ronn 70 Milliarden al Lëtzebuerger Frang beinhalt huet. Haut sinn aus deene 70 Milliarden 120 Milliarde Reservé ginn. Ech ginn net dem Här Frieden an dem Här Juncker an deser Regierung de Mérite, et ass well et gutt gedréint huet, mä et ass awer och...

(Interruption)

...well mir déi Gelder net ausginn hunn. An den Här Frieden, dee jo als Knéckjang ëmmer erëm dohinner gestallt ginn ass, deen dat daper Vollek dobaussen net wëllt deelhuele loossen un där gudder finanzieller Situatioun.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Wat huet dat mat eis ze dinn?

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Sou Appreciation wéi e Koup Schierbelen vun Dilettanten, déi hu mat der Form, Här President Asselborn, vun der Sträitkultur ze dinn. Ech erënnere mech un déi Zäit, wou mir an der Opposition waren, mir hunn déi aner och net ëmmer mat Plastikhändchen ugepaakt.

■ Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech géif léiwer net dorun erënnere.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Mä ech denke jo mol, datt d'Sozialiste sech gäre beléiere loosse vu Leit, déi eppes richteg maachen. Musse se dann och dat, wat emol eng Kéier ee falsch gemaach huet, haut imitéieren? Ech hat geduecht, datt mir awer hei géifen en Toun fannen, dee bei aller Schäerft vun enger Sträitkultur sech géif op Niveauë bewegen, déi fir jiddfereen akzeptabel wäeren.

Här President, elo kommen ech zum Fong vun der Sträitkultur, den Alternativen an de Propositione vun de Lëtzebuerger Sozialisten.

D'Regierung huet gesot: Et geet méi lues, mir mussen adaptéieren. Wa mer d'Dépensen erofsetzen, da mussen mer iergendwou Aschneidunge maachen, an et goufen der gemaach. Et gouf gesot, mir ginn hin an d'Investitionsfongen, dat ass eppes, wat de Moment net fuerchtbar wéi géif dinn, ech ginn dat gar zou, mir speisen déi an engem manner héije Grad. D'Sozialisten, hunn ech an engem Communiqué gelies, kritiséieren dee Fait, datt op deem Niveau sollt gespuert ginn, grad wéi se kritiséieren, datt am Beräich vun der Fuerschung, well déi jo automatesch par rapport zum PIB fixéiert gëtt, soll gespuert ginn.

Här President, ech hunn näischt dogéint, et kann een doriwuer wierklech streiden, wou een dann elo soll usetze goen a wou ee soll déi liicht Coupuren, déi mer de Moment sollen a mussen maachen, maachen, ob een déi am Beräich mécht, deen d'Regierung proposéiert huet oder ob ee se an anere Beräicher mécht.

Mä d'Sozialisten, Här President, hunn de Mond gespézt. Elo muss gepaff ginn. Mir erwaarden eis, datt an desen Debatte klipp a kloer gesot gëtt, wann ee net d'accord ass mat deenen Usätz, déi d'Regierung presentéiert, wou dann déi aner Niveaue sinn, op deenen een da wëllt spueren, well datt mer op iergend engem Niveau mussen spueren, dat schéngt mer evident ze sinn. D'Majoritéitskoalitioun huet gesot, wou si dat wëllt maachen. Haut si mer gespaant, wat d'Opposition eis presentéiert, fir datt mer kënnen ofweien, ween dann elo do déi richteg Tournure fonnt huet, fir op deem richtege Moment ze spueren.

Mir wëssen allerdéngs an der Zwé-

schenzäit, datt op deem engen oder aneren Niveau, well d'Sozialisten eis am Virfeld matgedeelt hunn an Artikelen, op Pressekonferenzen, Communiquéen, och an der Finanzkommission, et déi eng oder aner Iddi bei hinne gëtt, wou ee kënn spueren. Do ass eng éischt Iddi: d'Verteidigungsausgaben, de Militärbudget - wann een deen Term wëllt huelen -, d'Schëff an de Fliger, wou mer finanziell sollen dru participéieren, déi sollen elo mol op e Minimum an op spéider verréckelt ginn.

Här President, ech well heizou dräi Saache soen: Éischstens fannen ech et bedauerlech bei esou enger Partei, wéi der sozialistescher Partei, déi ech als eng grouss an eng seriö Partei aschätzen, an hir e bëssen onwierdeg, als alleréischte Beräich, wou soll gespuert ginn, dee Beräich erauszesechen, dee selbstverständlech an esou Zäite wéi desen, wou et wirtschaftlech méi schlecht geet, op de Stammdescher am Beschte floréiert. E Schëff géint e puer Fleegebetter, e Fliger géint e puer Klasesäll. Här President, dat si Saachen, déi ware mer gewinnt vun enger anerer Partei bis elo.

(Interruptions)

■ M. Lucien Lux (LSAP).- Iwwerloost eis eis Programmatik.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Frot mol Är Kolleegen, wat se vum Schëff halen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, wann esou séier esou haart gejaut gëtt, dann ass et ëmmer een Zeechen, datt et wéi deet. Bei eis ass et jo och d'selwecht, wa mer getraff ginn, da versiche mer och alt duerch e bësschen Zauber...

(In4terruptions)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir sidd dat just amgang ze maachen!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Wann et wéi deet, Här President, da gëtt et ëmmer haart.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mir gesinn, wéi wéi et lech gedoen huet.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir fannen et bedauerlech, datt deen alleréischte Beräich, wou d'Sozialiste wëllen een Aschnëtt maachen, grad just deen dote Beräich ass. An dann, wat dat witzegst bei der Affär ass, Här President, mir schwätze jo hei iwwer de Budget vum Joer 2003, och am Budget vum Joer 2003 steet kee Frang...

(Interruptions)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här Weiler, de Budget 2003 ass net de Problem. De Budget 2005 gëtt de Problem vun desem Land!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, mä, Här President, mir mussen jo mol fir d'éischt...

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dat wësst Dir och.

(Interruptions)

■ Une voix.- Après nous le déluge.

(Interruptions)

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

■ La même voix.- Après eux le déluge!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, et geet drëm ze wëssen, ob Aschnëtt beim Budget vum Joer 2003 mussen virgeholl ginn. Ech géif éischer soen, mer mussen Korrektur virhuelen. Mir wëssen awer gären, wéi eng Korrektur virgeholl solle ginn. D'Majoritéit huet Korrektur proposéiert. D'Sozialisten hunn och éischt Elementer vu Korrektur proposéiert a proposéieren eis anzespieren op engem Punkt, deen iwwerhaupt net am Budget present ass. Do soll elo ee mir erklären, wou d'Logik ass? Et ass dach do kee Punkt, wou mir fir d'Joer 2003 och nëmme ee Frang kënnen aspieren, well en net am Budget present ass.

An dann, Här President, wëll ech an deem do Beräich op ee Leitartikel hiweisen, well den Artikel mer extra gutt gefall huet, deen de Christian Reuter am Lëtzebuerger Journal geschriwwen huet a wou en den Nol op de Kapp getraff huet, wou e gesot huet, Här President: „Nur wenn Luxemburg sich aktiv an der Friedenserhaltung, an der Verteidigung der Grundwerte und an den internationalen Solidaritätsbemühungen beteiligt, verfügen wir auf der internationalen Bühne über den nötigen Vertrauensvorsprung, um auch nationale Interessen glaubhaft vertreten zu können.“ An e seet derbäi, deen éischte Moment, wou eis finanziell Situation e kleng Schnapp kritt, d'Signal un eis Partner ze ginn, datt mer da géifen aus der internationaler Solidaritéit ausbriechen, eis international Engagementer net méi matmaachen.

Dat ass déidlech, Här President. Dat ass op jiddfer Fall net déi Politik, wéi dës Majoritéit, des Koalitioun wäert droen, well dat doten einfach net korrek ass. Den Här Eichel, dee kee Su a kee Frang vir an hannen huet, dee ka 60 Fligere kafe goen. Lëtzebuerg, wat dat räichste Land ass, wat dee klengste verteidigungspoliteschen Effort mat 0,8% an der ganzer NATO mécht; mir, déi Räichsten, déi dee klengsten Effort maachen, mir sollen déi alleréischte sinn, déi Raute wénken an déi net méi d'accord sinn.

Här President, esou verst mir international Solidaritéit net!

(Interruptions)

An dann, Här Bodry, well Der mech ënnerbriecht, Dir hutt jo gesot, wa mer schonn dat dote géife maachen, da könnte mer och nach Helikoptere kafen. Ech froe mech, wéi et mat den Helikopteren ass, ob déi och elo vun der Lescht gestrach sinn, oder ob mer déi nach solle bäibehalen? Dozou hu mer bis elo vun de Sozialisten nach näischt héieren.

Also, Här President, beim éischte Punkt, wou soll am Budget fir 2003 gespuert ginn, maachen d'Sozialisten eng Propos, wou näischt ze spieren ass, well do, wou näischt ausgi gëtt, kann och näischt agespuert ginn.

Déi zweet Propos, Här President, vun de Sozialisten ass déi bei de Privatschoulen: Et gëtt näischt fir d'Privatschoulen. déi ze ënnerstetzen ass eng Katastroph. Dat sollt Der strächen.

Ech si gär d'accord, datt ee sech hei iwwerhält iwwer de Fong öffentlech Schoul - privat Schoul. Et ass eng Diskussioun, déi mer am Kader vun deem Projet, deen eis nach virläit, féiere wäerten. Mä finanziell gesinn, wann et drëm geet fir ze spieren, wëll ech lech just soen, ënnert dem Stréch gëtt eng Schoulplaz an der öffentlecher Schoul de Lëtzebuerger Stat méi deier, wéi dat eng Schoulplaz am private Beräich kascht.

(Interruptions)

Jo, mä esou ass et awer.

(Interruptions)

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, därerf ech dem Här Weiler eng Fro stellen?

(Assentiment)

Här Weiler, sidd Der dann d'accord domat, wann Der dat dote bis un d'Enn denkt, datt d'Schoulen hei zu Lëtzebuerg solle privatiséiert ginn, da géif de Stat jo Sue spieren?

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Selbstverständlech net.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Dann äntwert och dorop!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, eng drëtt Remarque ass déi, d'LSAP huet en 20-Punkte-Programm virgeluegt,...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- 21.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...en 21-Punkte-Programm virgeluegt. Ech muss soen, ënnert dem Stréch kann ee sech net allze vill domat kafen, mä ech hunn eng Fuerderung gelies, d'Fuerderung betreffend de Mëtzelstand, dee weiderhi muss ënnerstetzt ginn, wou muss gekuckt ginn, datt méi Driff dodra kënn. Zur selwechter Zäit ginn d'Sozialisten e Communiqué eraus, wou se soen, datt bei dem Mindestloun déi 3,5% Augmentatioun, déi d'Regierung proposéiert, net duer geet, datt mer minimum 7% beim Mindestloun brauchen.

Ech muss lech soen, Här President, 7% Augmentatioun vum Mindestloun an där Situatioun, an där mer haut dra sinn, dat ass onerträglech fir de Mëtzelstand. A wa mer dann nach eng Kéier erëm am Kontext vum Budget a vum Spere sinn, muss een och gesinn, datt 7% Augmentatioun vum Mindestloun eng substantiell Dépense supplémentaire fir de Statsbudget mat sech bréngen an net eng Aspierung.

Ech wëll soen, Här President, bei deenen dräi Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, an déi eis bis haut bekannt sinn u Propositione vu Saite vun de Kolleege Sozialisten, do ass nach net eng eenzeg Aspierung gemaach ginn, mä ënnert dem Stréch hu mer nëmme nach méi ausginn. Or, d'Zäit ass net déi vum Méi ausginn, d'Zäit ass déi vum Aspieren, wann net dramatesch, mä dach awer a gewësse Proportionen. Mir wäere frou, wa mer elo mol endlech net nëmme Propositionen op den Dësch krite, déi eis méi Sue kaschten, mä datt mer emol Propositionen op den Dësch kréischen, wou a bei weem an a wéi enger Grëissenueerdnung kënn a sollt agespuert ginn?

An dann, Här President, hunn ech een Artikel...

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dir spuert bei deene Klengsten an op eemol si keng Sue méi do!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Neen, neen, neen, ech kommen direkt dorobber.

Ech wëll just soen, Här President, am Kontext vun där neier Situation huet den Här Bodry een Artikel geschriwwen, wou hien iwwer déi Schönwetterkoalition sech lëschteg gemaach huet a wou en där virwerft: „...diffuses Geldverteilen, freudige Ausgabenpolitik“.

An den Här Asselborn huet an engem ähnlechen Toun e bëssche méi spéit an engem Interview gesot: D'Regierung geet net selektiv genuch vir. Wa mir do gewiescht wäeren, mir hätte besser opgepasst bei Ausgaben, déi „jedes Jahr wiederkehren“.

Ech wëll lech, Här President, dräi Wieder dozou soen. Éischstens, zum „diffusen Geld verteilen“: Ech weess net, wat dat ass. Ech hätt emol gären, wann den Här Bodry eis hei géif soen - am Laf vun deenen nächste Stonnen an Deeg, wäert hie jo d'Méiglechkeet hunn -, wou des Regierung diffus Geld verdeelt huet? Ech ka mech bis elo just drun erënnere, datt eng Kéier Geld diffus verdeelt ginn ass. Dat war an der leschter Koalitioun, an

dat huet iergendwann zum Récktrétt vun iergendengem Minister gefouert.

(Hilarité)

Do war esou en diffust Geldverteilen, wat een net richtig matkritt huet. Bei dëser Koalitioun hunn ech et nach net gesinn, mä ech sinn awer gäre bereet et unzehuelen, wann et esou ass. Mä da soll ee mir konkret soe bei wéi engem Punkt, datt dat de Fall ass.

(Interruptions diverses)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Bei de Comptes bloqués.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- „Freudige Ausgabenpolitik!“

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Oh, wat sidd Dir Lëschtenger!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- „Freudige Ausgabenpolitik“ hätt dës Regierung gemaach?

Här President, wéi d’Koalitioun vun de Sozialisten an der CSV 1999 opgehale huet, hat se ronn 70 Milliarde Reserven an de Fongen. Mir hunn haut praktesch 120 Milliarden al Frangen. Wa mir déi „freudige Ausgabenpolitik“ getätet hätten, vun där den Här Bodry geschriwwen huet, Här President, da wier déi Situatioun net déi, déi mir haut hunn. Mir hu keng „freudige Ausgabenpolitik“ gemaach. Mir hätte viles maache mat deene 40 Milliarden oder méi wéi 40 Milliarden, déi mir an der Zwëschenzäit supplémentaire an de Reserven hunn. Mir hunn et net gemaach, well mir dat gemaach hunn, wat de Budgetminister ëmmer ugemahnt huet: Et gétt hei en anstännege Apel fir déi Zäite vum Duuscht an elo gebrauchte mir dem Här Frieden säin Apel.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- E Budget, deen an engem Joer ëm 10% wüsst, dat ass eng freudige Ausgabenpolitik.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, den Här Bodry versicht ëmmer hei...

■ M. Alex Bodry (LSAP).- De Budget vun 2002 ass ëm méi wéi 10% gewuess.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, deen ass selbstverständlech gewuess, mä deen ass awer och gewuess. Här President, opgrond vu villen Demanden, déi virlongen, an déi de Sozialisten a ville Punkten ni duergaange sinn.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Mat engem Prozent Wuesstum.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech komme gläich nach dorop zréck.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- De Gros ass an Investitionsfonge gaang, Här Bodry, vun deem Joer.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Net nëmmen.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- De Gros ass doranner gaang, an duerfir ass déi Progressioun do esou.

(Interruptions diverses)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, d’Dotatiounen vun de Fongen, Här President, sinn, wéi den Här Minister Frieden dat richtig seet, zu engem groussen Deel net nëmmen iwwert d’Gesetz vun de Plus-valuen, mä och iwwert d’Speisung direkt aus dem Budget gemaach ginn, wou déi dote Progressioun mat dra kënn.

Da soen ech lech, wann et freudige Ausgabenpolitik gewiescht wär, loosse mir emol nach dovunner ausgoen et wier esou gewiescht, Här President, ma do waren d’Sozialisten awer ëmmer dobäi. Déi hunn dach hei all Gesetz mat ge-

stëmmt, wou mir Ausgabe virgesinn haten. Bei all Projet, dee mir hei gestëmmt hunn a wou et drëm gaang ass, fir Geld, sief et iwwert de Wee vum Kannergeld oder iwwer aner Weeër, ze verdeelen, hunn d’Sozialisten mat gestëmmt. Et ware Punkten dobäi, wou déi „freudige Ausgabenpolitik“ vun dëser Regierung de Sozialisten iwwerhaupt net duergaangen ass, wou si vill méi wäit gaange sinn a wollte goen, wéi mir. Mir kënnen dat jo alles noliesen. Mir kennen et aus de Motiounen, de Rieden an den Interventiounen vun de Sozialisten, Här President. Dofir kann een awer net higoen, an dëser Regierung „freudige Ausgabenpolitik“ virwerfen, wann een zur selwechter Zäit hei Fuerderunge stellt, déi de loin méi wäit ginn.

Ech wëll emol soen, Här President: Wa mir, wéi mir d’Steierreformen an d’Steierreduktiounen gemaach hunn, déi Proposé gemaach hätten, déi d’Sozialisten gemaach hunn, dann hätte mir vill méi Begléckungspolitik gemaach, well hir Propose vill méi wäit gaange sinn.

(Interruption)

Dach, Här Asselborn, Dir braucht dat elo net ofzestreden.

(Interruption)

Mir maachen de Bilan ënnert dem Stréch: op där enger Säit d’Privatpersounen an op där anerer Säit d’Betriber. Dat, wat d’Koalitioun proposéiert huet a wat d’Koalitioun gestëmmt huet. An da kucke mir op där anerer Säit dat vun de Sozialisten. Da wäert Dir gesinn, datt mir eng Milliardendifferenz an al Lëtzebuurger Frangen an deene Propose fannen.

Dann huelen ech d’Wunnéngsbaupolitik, d’Unterrichtspolitik, den Environnement, d’Ennerstëtzung fir d’Gemengen an d’Personalfuerderung vun de Sozialisten an deene leschten dräi Joer, wéi se hei virbruecht gi sinn. Wann Dir dat zsummererecht, Här President, kommt Dir op e Milliarde-Chiffer. Eis Problemer, déi mir haut hätten, budgetsmeisseg a finanziell gesinn, wären de loin méi grav wéi déi, déi mir haut kennen, wa mir an deene leschten dräi Joer alles dat gemaach hätten, wat ëmmer erëm vu Säite vun de Sozialisten gefuerdert ginn ass, mat Ausnahm wéi den Här Asselborn ugemahnt huet, mir wäer méi selektiv virgaangen.

Selektiv, dat ass ganz schéin, mä ech géif gäre Beispiller do wëssen. Ech kennen een eenzeg Beispill, Här President, wou d’Sozialisten effektiv méi eng selektiv Propos maachen, an dat ass déi bei der Steierbonifikatioun fir Kanner. Do huet dës Koalitioun opgehale mat dem Ofbaue vun där par rapport zu deem, wat mir an der leschter Koalitioun gemaach hunn. Dat ass awer déi eenzeg selektiv Mesure. Bei allen anere Mesuren kennen ech keng eenzeg vun deenen, déi d’Sozialisten a Form vu Propositionen de loi an deene leschte Joren hei am Parlament abruucht hunn, wou eng Selektivitéit an dem Sënn, wéi den Här Asselborn se ugemahnt huet, dra gewiescht wär.

An der leschter Koalitioun hate mir eng Rei vu Méiglechkeeten, wou mir an der Sozialpolitik hätte ganz einfach kënne méi selektiv virgoen, wéi d’Sozialisten am Sozialministère d’Responsabilitéit gedroen hunn, a wou d’Wuert Selektivitéit ëmmer ganz kleng geschriwwen ginn ass. Ech muss soen: Mir hunn dat ëmmer mat gedroen, an ech gesinn et haut nach als ganz schwierig un, fir an de Froen vun notament der Sozialpolitik, selektiv Mesuren ze ergräifen, obsonnns se ganz oft méi gerecht wären. Mä et ass ganz schwierig am politesche Beräich dat duerchzusetzen. Dofir wier ech frou, Här President, wann een net op där enger Säit en offizielle Sproochgebrauch huet an Argumenter an d’Feld féiert, an op där anerer Säit net deemspriechend handelt.

Här President, dës Koalitioun huet, denken ech, mat dësem Budget

Faarf bekannt. Mir hu méi wéi kosmetesch Korrektur gemaach. Mir gi kritiséiert. Elo wësst mir gäre vun deenen, déi eis kritiséieren, firwat datt dat, wat mir proposéieren, falsch ass a wat dann hält sollen a missten op wéi enger Plaz, wéi vill a bei wem anescht gemaach ginn? Mir wäerte mat vill Freed eis an deenen nächsten Deeg déi Proposen hei unhéieren. Mir si jo eng tolerant Majoritéit, déi ëmmer bereet ass, fir gutt Proposen unzehuelen, a mir wäerten eis dofir dat, wou effikass gespuert gi kann, ganz genee ukucken a gegebenfalls le moment venu dorobber zréckkommen.

(Interruption)

Här President, et wär elo nach viles ze soen, zum Beispill un d’Kollegen vum ADR, déi jo och eng Rei Propose gemaach hunn, mä ech wëll mir dat emol fir haut erspieren.

Ech wëll just soen, Här President, datt d’Wirtschafts- an d’Finanzschwierigkeeten, déi mir de Moment hunn, Reaktiounen bedéngt hunn. Reaktiounen si komm. Et ass net, wéi eis den Här Bausch am Lëtzebuurger Land an engem Artikel ënnerstallt huet, datt d’Regierung d’Enkpäss op spéider géif verschieben. Budgetär gesinn, Här President, si mir sécher, datt d’Antwort, déi d’Regierung an dësem Budget ginn huet, déi richtig Antwort ass op d’Situatioun, esou wéi mir se am Hierscht 2002 kennen. Ob um Enn vum nächste Joer sech weider Antworten an aner Antworten opdränge wéi déi, déi d’Regierung elo opgrond vun dëser Situatioun ginn huet, muss mir da gesinn. Alles zu senger Zäit.

Eent steet fest: All Regierung, déi konfrontéiert ass mat enger wirtschaftlecher Réckbildung wéi déi, déi mir de Moment kennen, huet eng Rei vu Méiglechkeeten. Et sinn déi klassesch Méiglechkeeten, déi ëmmer bei Situatiounen geholl ginn, wann et an der Wirtschaft schlecht geet: D’Steiere fir d’Privatleif erof, dat reegt de Konsum un. D’Steiere fir d’Betriber erop, dat reegt d’Investitiounen an d’Luucht, dat ass, fir der Wirtschaft ënnert d’Aerm ze gräifen.

Mä, Här President, all déi doten dräi Politikberäicher si geschitt. Dës Regierung huet déi am Virfeld gemaach, vläicht well si et gesinn hat, net ëmmer well si et gesinn hat, mä ëmmerhin si se gemaach ginn. D’wirtschaftlech Effikasitéit ass an d’Weeër geleet ginn. Déi sozial Sensibilitéit, Här President, bleift: Mindestloun, RMG a Renten. Alles dat, wat mir eis virgeholl haten, gétt duerchgezunn. Et kann net sinn an enger Zäit, wou mir Steierreforme maachen a wou déi Leit, déi Steieren bezuelen dovunner kënne profitéieren, an datt dann, wann et méi schlecht geet, déi Leit, déi net esou vill hunn, net sollten an de Genoss komme vun deem, wat hinnen zousteet. Dat maache mir.

Ech hu virdru gesot, Här President, datt wann d’nächst Joer ëm dës Zäit d’Situatioun sech stabiliséiert huet, mir deemspriechend e Budget presentéieren wäerten. Wann dat net de Fall sollt sinn, da wäerte mir wëssen ze reagéieren. D’Europäesch Kommissioun, d’OECD an de Stateg soen eng Reprise fir d’zweet Semester vum nächste Joer viraus, mä déi Prognose si keng Garantie. Dat hu mir elo geléiert. 2001 an 2002 haten si et och gesot. Mir hu keng Garantie, datt et 2003 sollt dann esou goen. A wann nach aner Elementer dobäi kommen, wann déi wirtschaftlech Réckbildung sech sollt virusetzen, wann et Krich, zum Beispill, am Irak géif ginn, wann et e Pétrolschock géif ginn, da stelle sech ganz aner Froen, an dann ass et ganz sécher, datt et net onbedéngt

zu där Reprise kann a soll kommen, oder muss kommen, déi eis viraugesot gétt.

Wann et dann esou sollt kommen, Här President, d’nächst Joer, datt dat alles sech net sollt astellen, a wann et dann esou wäit sollt sinn, datt méi drastesch Aschnëtter am Budget mussen virgeholl ginn, Här President, da steet viles zur Diskussioun. Da wäerten et vill Beräicher ginn, iwwert déi mir hei diskutéieren wäerten. Ech denken emol, datt mir da bei eis selwer, bei der Chamber, bei den Deputéierten ufänke wäerten ze iwwerleeën, wat mir maache sollen, an net emol fir d’éischt erëm bei déi aner kucke goen, mä emol bei eis selwer ufänken.

(Interruption)

Neen, Här President, dat wäerte mer gesinn.

(Interruptions diverses)

Mir hunn als Chamber e Budget presentéiert, dat wëssen d’Kollegen heibanne ganz genau, mat deem ech streckeweis, notament wat e ganze Koup vun Acquisitiounen am Beräich vun der Informatik ugeet, déi ganz vill Geld kaschten, net d’accord war. Ech kann dat och öffentlech soen. Dat ass esou, well ech einfach fannen, datt et och Zäite gétt, wou mir mussen wëssen, wat mer kënnen, wat mer sollen an net dierfen.

Dës Koalitioun, Här President, wäert net, esou wéi et hir schonn ënnerstallt ginn ass, mat alle Mététele versichen iwwert de Wahltermin eraus ze kommen. Mir wäerte virun de Wahlen, Här President, d’Kaarten op den Dësch leeën, esou wéi mer se kennen. Mir wäerte virun de Wahlen déi Mesuren huelen, déi noutwendeg sinn op Grund vun der Situatioun, déi mer d’nächst Joer den Hierscht kennen. A wann dat sollten och onpopulär Moosname sinn, da gi se geholl.

(Interruptions diverses)

Et kënn ganz sécher keng Steierhéijung, an dat aus gudden Ursaachen. Mä et kommen awer déi Mesuren, déi noutwendeg sinn, wa mer wëssen, wéi d’Situatioun um Enn vum nächste Joer wäert sinn. Här President, d’Leit dobaussen ...

(Interruption)

Här President, ech kann dem Här Gibéryen ee Moment meng Plaz ginn.

■ M. le Président.- Fuert Dir roueg virun, Här Weiler, a loosst lech net vum Här Gibéryen provozéieren.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir wäerte vrun de Wahle soen, wat mer fir noutwendeg fannen, a mir wäerte vrun de Wahlen dat maachen, wat noutwendeg ass. Mir wäerten net enger nächster Koalitioun....

(Interruption)

Mir wäerte dat och esou maachen, mä datt muss een ëmmer erëm widerhuelen, Här Asselborn, well d’Leit bei lech net ëmmer ganz gutt héieren, an ëmmer erëm de Géigendeel vun deem behaupten, wat hei op der Tribün gesot ginn ass.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Dir probéiert lech selwer ze iwwerzeegen

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech well lech soen, Här President, d’Leit dobaussen wëssen ze apprécieieren. Déi kënne ganz gutt gesinn, an déi apprécieieren och de Moment, datt d’Land finanziell esou preparéiert ass op déi Schwierigkeeten, déi mer de Moment hunn, wéi et effektiv preparéiert ass. An et wonnert mech, Här President, datt den Här Lux elo laaacht, well bei där Preparatioun, déi gemaach ginn ass op dës Situatioun, waren d’Sozialisten jo laang Zäit dobäi. Dofir froen ech mech, firwat datt den Här Lux dat esou lächerlech féint.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Weiler, wann ee kuckt, wéi d’Leit reagéieren, da schéngt se lech net vill ze gleewen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Op där anerer Säit hunn d’Leit och ganz vill Versteesdemech, wann et méi lues geet, Här President, wann et méi rau a méi spatzt gétt, datt da muss méi lues getréppelt ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Kee vun eis wënscht, datt et soll esou kommen. Viles deit drop hin, datt et net esou kënn, mä egal wéi et kënn, wa mer zesumme stinn, wa mer solidaresch an dëser Gesellschaft mateneen ëmginn, da wäerte mer och dat packen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d’Wuert.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, den Här Weiler konnt wierklech der Tentation net widerstoen, während de Statsminister nach eng roueg Ried gehalen huet, hei eng Polemik vum Stapel ze loosse, déi ech an där Form net ka stoe loosse.

Hei de Moralapostel ze spillen, woubäi seng Partei besser hätt an d’Geschicht, a mir hunn dat gemaach. Mir hunn an eis Geschicht gekuckt, wat alles war, a mir hunn lech et gezielt déi leschte Kéier, leschte Freideg. Dir hätt besser Dir géift kucken, wat zwëschen 74 an 79 Äre Partei, erausragend Politiker anscheinend aus ärer Partei, gesot huet. Kuckt emol eng Kéier no - e Fach wat Dir jo kennt -, wat Äre Leit iwwert d’Justiz, iwwert de Justizvollzuch vum Robert Krieps, zum Avortement gesot hunn. Dat ass indigne. Ech ginn op alle Fall net hin, an erzielen lech dat nach eng Kéier, well et géing wéi doen.

Wann Dir Problemer hutt mat Bezechnungen, ech hunn der domat och. Ech hu Problemer mat Bezechnungen, déi Dir vis-à-vis vu mir gebraucht hutt, déi ech ni vis-à-vis vun lech gebraucht hätt. An ech wëllt lech just dorop hiweisen, wann Dir Moralapostel sidd, da passt op, datt Dir selwer net deenen aneren op emol noleet, si hätten iergend eng mat engem Seegel krut. Dat war net dat, wat gefrot gouf. Hei am Land ass och keen deen d’Impressioun huet, ech hätt eng mam Seegel krut. Mä dat hutt Dir jo gemengt, dat misst Dir soen. Mä et ass den Déphasage, deen Dir hutt, Här Weiler, Dir an Äre Partei, mat de Realitéiten.

Dir hutt scheinbar, bei deem wat Dir haut erzielt hutt, kee Gefill fir d’Froe vun de Bierger. Dir mengt, hei wier Zodi veranstat ginn, wa Leit aus der Opposition hi ginn a Saachen dénoncéieren, esou wéi se ofgelaf sinn, wa se hi ginn an dem Land och emol eng Rei Wourechte soen, wa se aginn op dat, wat eng Rei Bierger festgestallt hunn. D’Titelen vun den Zeitungen, déi huet jo net d’Oppositionspartei gemaach, an Titelen op Radio an Televisioun och net. Déi hunn eng Stëmmung mat sech bruecht, wou ee muss eng Antwort drop ginn, wou ee muss drop agoen. D’Noriichten aus dem Ausland op déi hei schonn ugespillt ginn ass, hunn och hir Incidenten hei gehat, an et ass jo awer net, wéi wann näscht geschitt wär bei eise Statsfinanzen. Et mengt een awer, grad hei wär näscht geschitt.

Um Aarbechtsmaart, wou mir op emol déi gréisste Steigerung an Europa hunn, ass dat näscht? Ass et näscht, wou een ufänkt doriwwer ze schwätzen, ass et näscht, wa mir am Wirtschaftswuesstum, wou mir ëmmer Spëtzerreider waren, elo op emol déi allerlescht sinn? Ass et näscht, wa mir eng Rekordzuel vu Failliten hunn? Ass et näscht, wa mir an der Fro vun der Steierharmoniséierung ganz eescht Momenter hunn?

Dat si scho Sujeten déi ee kann uschwätzen. Dat si Sujeten, déi dést Land beschäftegen a seng Bierger, an ech verwiere mech, datt Dir der Oppositouon wëllt gleeuwen dinn, mir dierften esou Sujeten net hei uschwätzen, och wa se lech net passen. Ech gleewen, datt Dir lech méi à l'aise fillt, wann Dir kënnt schwätzen, wat am Joer 2050 hei an engem Konvent soll organiséiert ginn. Déi Impressioun hunn ech. Datt dat lech méi à l'aise mécht, wéi wa mir mussen am Joer 2002 schwätzen, wat am Joer 2001 geschitt ass.

Här Weiler déi Polemik do war net noutwenneg, déi Dir hei entfacht hutt, déi steet och net op mengem Ziedel, mä wann Dir se gären hätt, da kritt Dir se. Ech soen lech et. Dir hutt de Vertrauensbroch hei an der Gesellschaft provoziert, wann Dir esou virgitt, wéi Dir haut virgaange sidd, der Oppositouon just wëlle Schwaarzmlerei dohinner ze maachen. Dir wëllt sécher de Leit d'Wouerecht net soen.

Ech muss lech soen, de Moment vun der Wouerecht ass nämlech komm an och dee vun dem Primat vun der Politik, deen ass komm. An haut wäerte mir gesinn, datt et effektiv Ennerscheider gëtt. Här Weiler, ech hunn lech ganz andächtig nogelauschert an d'Prioritéiten, déi ech lech herno wäert opzielen, do sinn der effektiv wahrscheinlech derbäi, déi lech net esou interesséieren.

Une voix.- Wéi nervös gëtt den Här Weiler?

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Den Här Asselborn huet als Reaktioun gesot, dee Budget hei ass platt. Wat ass en ausgelacht gi vun lech. Wat huet den Här Wiseler probéiert, och an Artikelen, doriwwer ze schwätzen, dat riicht ze béien. Ma anscheinend hat e Recht. Wat liesen ech an der Revue? Wat seet den Emile Calmes, Rapporteur vun dem Budget? „Wäre die wirtschaftliche Entwicklung weiterhin normal verlaufen, hätte der Haushalt für 2003 keinen Pepp und wenig Höhepunkte gehabt.“

Dat ass also dee ganze Brimborium an Zirkus gewiescht, deen op eemol am August vun lech lassgeklappt ginn ass, wéi mer gesot hunn, et ass net vill ze rafan an deem Budget hei.

De Budgetsrapporteur huet, mat enger Ausnam, op déi ech nach zrëckkommen, eng zolidd a propper Aarbecht gemaach. Eis Fraktioun huet him dat bei Geleeenheet vun der Adoptioun, déi mer net virgeholl hu vun eiser Säit, ze verstoe ginn. Hie war schlecht drun, fir eng Rei Reformakzenter do erauszufannen an huet sech herno misse ploer mat Zuelen, déi em manner Spaass gemaach hunn. Mä d'Zuelen, déi nun eben um Dësch leien, hu vill Diskussiounen provoziert.

De Statsminister huet gemengt, et wier nëmmen e Sickerbrand gewiescht. Den Här Weiler huet gemengt, do wou et dämmt wier awer nach kee Feier. Dat ass ganz nei fir mech. Mä enfin, do wou e Sickerbrand ass, muss ech soen, an et dämmt, do gëtt et och Mechanismen, do gëtt et haut Instrumenter, déi esou e Sickerbrand feststellen an déi dann en Alarm déclenchéieren.

(Interruption)

Et ginn Detektoren, duerfir brauch ee keen Internet. Ech ginn awer op Är Internet- Interventioun nach an.

Ech muss soen, dat wat awer geschitt ass, dat ass, datt d'Detektoren net gespillt hunn, wëll se net do waren, net op där Plaz ware wou se hätte solle sinn, a wéi du bis de Sickerbrand, wann et da soll nëmmen e Sickerbrand sinn, festgestallt ginn ass, dann huet d'Regierung d'ganz Arelerstroos, d'Kasär eidel getrootert an huet se allegerger geruff. D'Regierung ass hei um falsche Fouss erwëscht ginn. A wann ech soen, „gouverner, c'est

prévoir“, dann huet dat net eppes mat de Reserven ze dinn, zu deene mer ëmmer stongen, Här Weiler. Mir hu jo näischt dergéint gesot, datt Reserve géingen ugeleegt ginn, mä mir hunn eppes dergéint gesot, datt et d'Aart a Weiss ass, wéi op emol déclenchéiert Nouvelen iwwert d'Land gepraselt sinn, net verstänneg waren, well domat sinn Är Lobeshymnen op eng klug an eng kompetent Finanzpolitik an deene leschte Joren dohin, iwwert déi Aart a Weiss wéi dat erogaangen ass.

Kommt mir kucken emol d'Ried vun Budgetsminister nach eng Kéier, well et gëtt ee jo gemooss un deem, wat een ëmmer déi Jore virdrun erzielt huet. De Budgetsminister am Dezember 2001 iwwert de Budget 2002:

„D'Regierung huet dofir gemengt, wéi se d'Amendement fir 2002 diskutéiert huet, datt ee kënnt ouni zevill Risiko bei enger Previsioun vun Wirtschaftswuesstem vun 6 % bleiwen.“

Wann ee bedenkt, wou mir haut drun sinn. Mir hei an der Chamber hu jo déi Instrumenter net, fir dat do nozevollzéien. D'Regierung huet se, an ech kommen herno ganz genau op déi Instrumenter zrëck. Ech iwerloossen lech et feststellen, wou dann déi besonnen Hand soll sinn.

An e seet dann hannendrun: „Dat ass d'Konscht vun der Budgetpolitik. Mir hunn d'Ausféierung vun Budget och strikt gemaach, well et kann een net nëmmen e Budget virleeën an dann herno kënnt eppes anesches eraus.“

Or, précisément, dat ass dat wat geschitt ass. Wann ee sech dat Joer virdrun dat do als Lat dohinner leet, da gëtt een och un där Lat gemooss.

Sécherlech ass et net d'Schold vun der Regierung, datt mer haut déi Situatioun an där Form hunn. Dat hunn ech nach ni behaupt, dat wäert ech och haut net behaupten. Mä wann den Här Frieden am selwechten Otemzuch seet: „Kënnen mir de Wuesstem steieren an engem gewësse Mooss? Jo, wann et eise Land esou gutt geet, dann ass dat d'Resultat vun enger Politik.“ Abbee, wann ee sech dat Positiivt zouschreift, dann deet et mir Leed, dann ass een och responsabel fir dat Negatiivt. Dat heescht, wa mer an eng bal rezessiv Phase wéi de Statsminister dat nennt - erakommen, dann ass et normal, dass een de Spigel virgehale kritt fir dat, wat ee virdrun dauernd behaupt huet. Et sinn d'Uspréich, déi ee gestallt huet, un deenen een herno gemooss gëtt, Här Budgetsminister. Dir hutt dat oft genuch an Are Riede widerholl. Dir kënnt net nëmme responsabel sinn, wann et dem Land gutt geet, mä Dir musst och responsabel sinn, oder Dir hätt missten e bësse méi bescheide sinn, wann et dem Land ee Moment méi schlecht geet.

De STATEC huet seng Zuele revidéiert - an ech kommen herno drop zrëck -, sou datt mer, op eemol, zrëckgekuckt op 2001 vu 6% bei 1% sinn. Mir sinn am Joer 2002 a scho relativ wäit fortgeschritt. Mä wat heescht dat da fir 2003? Nach nom Ministerrät, ech mengen et war den 6. Oktoberr, seet de Statsminister - ech kann en net wuertwärtlech zitieren, ech war net dobäi, ech kann nëmmen d'Lëtzebuerger Wort zitieren: „Haushaltspolitisch bedürfe es keiner Kurskorrektur, indem er ausdrücklich an den von der Regierung bei der Budgetaufstellung berücksichtigten Prognosen festhielt.“ Do ware mer awer schonn de 6. Oktober. D'Fro, wéi ass et dann ze erklären, dass ee bei engem Wirtschaftswuesstum, deen ee feststelle kann an deem Joer virdrun, a wouwen ee jo am Fong geholl lieft, wann een haauptsächlech d'Recetté kuckt, wéi ass et da méiglech, dass millimetergenau,...

(Interruption)

...dräi Stellen hannert dem Komma, Här Weiler, bei engem Wuesstum vun 1% a bei engem vun 3,8%, nach ëmmer genau deeselwechte Budget soll opgoen?

Dunn ass Hektik a Panik opkomm, an zwar Mëtt November. An dozou stinn ech, a wann do eng Oppositouon net reagiert hätt, da muss ech soen, da wär se schlecht berode gewiescht. Well d'Fro, déi ech mer stellen, ass, firwat datt mer net e Mount virdrun reagiert hunn, wéi mer d'Zuelen um Dësch haten. Well mer eng responsabel Haltung ageholl hunn, a mir hunn net deen Tralala veranstallt, deen op eemol veranstallt ginn ass.

Dunn ass d'Cofibu zesumme geruff ginn. D'Kommissioun vun de Finanzen a vum Budget ass d'urgence, vun engem Dag op deen aneren, zesumme geruff ginn. Mä déi Chiffere louchen du scho längst um Dësch.

Et ass eng Pressekonferenz vun Budgetminister ageruff ginn, an et huet ee sech gefrot, firwat? Eng Tripartite huet just virdrun getaagt.

(Interruption)

Jiddereen huet sech d'Fro gestallt, wéi ass et méiglech? E Kriseninstrument gëtt zu dem Zäitpunkt zesumme geruff an Iwwerreaktiounen kommen. Alles gëtt d'urgence ageruff.

Ech hu wierklech geduecht, an de Statsminister hat esouguer mat mer Rieds, elo géingen nei Zuelen op den Dësch kommen. Et waren awer déi Zuelen, déi mir um Dësch haten.

Mir hunn eis als Oppositouon déi Zuelen ugekuckt. An Dir wäert mir jo net verwiere, well ech hunn aktiv an där Sitzung matgeschwat, well et war nämlech iwwert d'Steieren an déi indirekt Steieren. Dat ass jo licht nozulesen an de Berichter vun der Finanzkommissioun, wien iwwerhaupt eppes dozou gesot huet. Ech war et garantéiert an den Här Bodry och.

De Wirtschaftsminister as dohinner komm an et huet ee geduecht, elo géing en nei Saache soen. Och näischt Neies, nëmmen Zuelen, déi largement scho bekannt waren.

Keng Diskussioun ass gefouert ginn iwwert d'Budgetsreserve en rapport beispillsweis mat deem, wat an de Fonge méi un Dépensé virgesinn ass. De Méi un Dépensen ass jo annerhalfe mol esou vill, wéi mir iwwerhaupt Budgetsreserven hunn an engem Joer.

Et ass keng Diskussioun gefouert ginn iwwert den en cours, dee mer de Moment hunn, deen iwwert 200 Milliarden duerstellt, deen en cours, dee feststellen ass.

Et ass keng Rieds gaangen - eréischt Deeg duerno hu mer driwergeschwat -, wat dann am Pluri-annuellen téschent 2003 an 2006 virgesinn ass. Do hu mer en Ennerscheid vu méi wéi zwou Milliarden Euro téschent deem, wat un Aspeisung virgesinn ass, an téschent deem wat un Dépensé virgesinn ass.

Mir hunn e kale Kapp behalen als Oppositouon. Mir hunn dat Wuert Kris net gebraucht, mir hunn dat Wuert Rezessioun net gebraucht. Mir sinn net higaangen an hunn eng Pressekonferenz iwwert déi Chifferen do gemaach. Mir hunn eis awer eescht Gedanken driwergeschwat, wéi mer festgestallt hunn, dass op eemol Pressekonferenze vu Säite vun der Regierung ageruff gi sinn, fir Saachen, déi e Mount um Dësch louchen. Wat ass dann an deem Mount geschitt, wou Funkstille war, wou näischt komm ass vu Säite vun der Regierung? Entweder huet d'Verwaltung déi Zuelen net weiderginn, oder d'Regierung huet déi Zuelen net zur Kenntnis geholl. Eppes anescht

kann et net sinn, datt deen Aktivismus op eemol komm ass.

Et war keng Rieds méi vun där roueger Hand, vun där Dir esou gärschwätzt, ouni Panik an Hektik, wéi een et hätt misste maachen.

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, et ass net korrekt, wat den Här Krecké hei mécht. Ech hunn him deen Dag ier d'Finanzkommissioun ageruff ginn ass gesot an der Conférence des Présidents, d'Regierung hätt gefrot, well d'Tripartite elo getaagt hätt, a well se net wëllt, datt d'Chamber eréischt aacht Deeg méi spéit géif informéiert ginn, fir kuerzfristeg eng Finanzkommissioun ze maachen, fir mat eis déi lescht Chifferen, déi si zur Verfügung hätt - a mir hate se net alleguerten am Virfeld, nämlech déi vun den direkte Steieren hate mer net -, fir eis déi Freides an d' Kommissioun duerleeën ze kommen.

Den Här Krecké wouss, datt dat d'Ursach war. Do war näischt vu Panik, et war just, fir datt d'Parlament sollt zur selwechter Zäit wéi d'Tripartite informéiert ginn, datt do keen Décalage wär. Duvunner war Der informéiert, a wann Der dat elo dohinner stellt, wéi wann dat eppes Urgentes gewiescht wär, wat do dramatesch zesummegetrommelt gi wär, dann ass dat vun Är Säit net korrekt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, ech muss hei ganz kloer an däitlech soen, datt dat wat den Här Weiler elo - ech hunn e jo net ennerbrach, mä et kacht bal a mer - gesot huet, grondfalsch ass. Ech soen lech, datt vun 268 Milliounen Euro mer der 257 woussen, an datt mer déi an den direkte Steieren absolut woussen. Deen eezenge Ennerscheid, deen nach war an de Chifferen, ass dee vun der TVA, vun 20 op 28 Milliarden. Dat ass deen eenzege Chiffer, Här Weiler, ech kann lech dat nowise mam Print vun de Steieren. Et ass grondfalsch, wat Der erzielt hutt an et ass och richtig, datt ech an déi Sitzung gaange sinn, well ech geduecht hunn, mir géifen nei Chiffere kréien, mä mir hu keng nei krut. Et war guer keng Noutwendegkeet, fir virun der Tripartite eis iwwer eppes ze informéieren.

M. Lucien Weiler (CSV). - Dat doten ass awer e Witz. Dir hutt ëmmer reprochéiert, datt d'Tripartite géif informéiert ginn an elo sot Der just de Contraire.

(Brouhaha général)

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech widerhuelen nach eng Kéier Här Weiler, et ass net noutwendeg, eis ze informéieren iwwer Chifferen, déi ee Mount al sinn. Ech soen lech et nach eng Kéier, wann Der et wëllt hunn.

M. le Président. - Den Här Statsminister freet d'Wuert. Sidd Der d'accord, Här Krecké? Hie stellt lech gär eng Fro.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech hunn dem Här Statsminister nach nie eppes verwuert.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Här President, ech wëll dem Här Krecké just soen, dass et keen Zoufall ass, dass d'Tripartite op engem bestëmten Datum zesumme komm ass. D'Tripartite ass zesumme komm deen Dag nodeem d'Kommissioun hir Hierschprognose fir d'Wirtschaftsentwécklung vun de Joren 2002, 2003 an 2004 sollt virleeën.

Richtig ass et, dass d'Verwaltung virdrun schonn hei an der Chamber eng Rei vun Donnéeën ginn haten. Richtig ass et awer och, dass d'Ministeren am Parlament zu deenen Donnéeën nach net Stellung geholl haten, a richtig ass et, dass mir hu mussen d'Hierschpro-

gnose vun der Kommissioun ofwaarden, fir se am Liicht vun der Evolutioun, déi mer am Laf vun Joer 2002 festgestallt hunn, kënnen a geballter Form am Parlament ze kommentéieren.

Do kann ech keng Form vun Hektik a vu Panik gesinn, mä eigentlech ee vun lech normalerweis a senger mangelhaft erscheinender Form opriedende Respekt virum Parlament. Wann et esou ass, dass d'Parlament net wëllt iwwert dat informéiert ginn, wat souwisou an d'Zeitung kënnt, an net wëllt d'Ministeren héieren an hire Stellungnahmen zu deenen Donnéeën, déi virleien, da muss ee mer dat matdeelen. Dat wier zäitspuerend.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Statsminister, ech gestinn lech gären zou, dass Der net kënnt wëssen, wéi déi Réunion ofgelaf ass, well Der net dobäi waart.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Ech hunn awer de Procès-verbal gelies.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Jo, ech widerhuelen lech et. Da kuckt déi Procès-verbaux vun deene Sitzung virdrun, da gesi Der, dass mer souwuel vun Wirtschaftminister genau déi Zuele genannt kruten, déi de STATEC eis just virdrun ginn huet, wéi vum Budgetsminister genau déi Zuele genannt krutt hunn, déi d'Administratioun eis geliiwert huet. Ech wollt et net soen, mä ech wëll lech et awer elo soen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Et ass jo drëm gaangen, wat fir eng Reaktiounen, dass d'Regierung géif op Grond vu deenen Zuelen entwéckelen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Statsminister, just fir lech ze weisen - ech wollt dat do net soen, wéi déconcentréiert awer trotzdem d'Regierung do gewierkt huet. Den Här Budgetsminister huet eis wëlle kloer maachen a sot an engem ganz eeschten Toun: Soll ech lech weisen, wéi déi Zuelen do vun Dag zu Dag änneren? Wéi d'Administratiounen hei waren, hat der deen an dee Chiffer, an elo ass de Chiffer deen an deen. Wëst Der wat et war? Dee Mount virdrun hate mer e schonn. Et ass nämlech op de Frang genau dee Chiffer gewiescht, dee mir schonn e Mount virdrun haten. Hie wollt eis gleewen dinn, en hätt do en neie Chiffer, an hie wouss net, dass mir e schonn e Mount haten. Ech wollt dat do net soen, mä wann Der et gären héiert, da soen ech lech et. An dat huet mech rose gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Mä wa mer lech domat eng Freed maachen, da maache mer all Dag eng Finanzkommissioun. Da konfrontéiere mer lech all Dag mat deene variéierende Chifferen, déi d'Verwaltung matdeelt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Statsminister, et deet mer Leed, an deem Fall war et net esou.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Jo, mä d'Chifferen änneren wierklech all Dag.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Net bei deenen, déi Der eis geliiwert hutt. Et deet eis Leed, déi waren e Mount al.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Mä wa mer dat agesat hätten, wat Dir lescht d'Joer proposéiert hat, da géife se wesentlech méi no enne variéieren, wéi se dat de Moment maachen.

(Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Also fir mech ass dat do ...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Ech bleiwe bei de Procès-verbaux vun de Kommissiounssitzungen. Ech hunn och d'Riede vun deenen Hären hei vum leschte Joer am Dezember.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Et war, an ech bleiwen dobäi, e Pilotage à vue. Deen of-fensichtlech wirtschaftlechen Ab-roch, dee mer festgestallt hunn, fir deen ech lech net responsabel maachen, hutt Dir laanscht goe ge-looss. Dir hutt wéi laang gewaart, bis Der reagéiert hutt. De Statec huet Ufank 2002 d'Resultater vun de Banke kommentéiert, an huet drop higewisen, dass et e bedei-tende Réckgang ass bei de Bilanz-poste wéi Provisiounen an ähnle-chem, iwwer 26%. Do huet een dach gemierkt, dass sech eppes zesummebraut.

Et huet een och gemierkt, dass bei de Resultater, déi virilong vum Joer 2001, d'Opléisung vun de Provi-siounen wesentlech méi héich long wéi soss. Ech loosse dat net am Raum stoen, wat de Budgetsminis-ter mir virgeworf huet an der Fro vun der Taxe d'abonnement. E war am Joer 2000, wou ech lech gesot hunn, Här Minister, Dir hutt 14 Milli-arden ageschriwwen, schreift Der 18 an, well de Compte prévi-sionnel, an dat huet Är Administra-tioun festgestallt, dass et der 18 dést Joer ginn. Ech hu wuertwiert-lech gesot, et gétt der 18 oder 20 d'nächst Joer. Dir sidd bei 14 bliw-en. Lo kommt Der an da sot Der, dat war genau richtig, well de Chiffer ass genau esou op 18 er-auskomm, an dat Joer duerno sot Der, ech hätt mech geiert, et ware keng 20, mä et waren der 18, och dat Joer duerno, an esou weider. Mä Dir hutt dat net direkt revidéiert, Dir hutt et duerno revidéiert a ge-sot, et wier d'Chamber gewiescht, déi lech dozou forcéiert hätt.

Mir forcéieren lech net fir falsch Zuelen ze maachen. Mir hätté just gären, dass Der déi richtig Zuelen zu deem richtigen Zäitpunkt maacht. A wann Är Administratioun eis Zuele geliiwert huet, ech hu mer déi jo net aus de Fangere ge-suckelt, dann hat Dir se jo och. Dann hätt Dir sollen déi richtig asetzen. A wann Der elo Misère hat mat der Taxe d'abonnement, da soen ech lech, dann hutt Der net opgepasst. D'Boursé si jo net elo eréischt säit 6 Méint an d'Knéie gaang. D'Bourse huet ugefaangen an d'Knéien ze goen Enn 2000. Dat ass lücht nozekucken, wann een den Eurostock kuckt. Enn 2000, mat engem decken Abroch nach eng Kéier am September, mat eng-em lüchten Opschwung, mä d'Kurv ass u sech eng riicht Linn vun Enn 2000 un.

Wann ee sech dann, annerhalleft Joer duerno, iwwerrascht weist bei der Taxe d'abonnement, dass déi esou noléisst. Dobäi ass dat jo ganz normal, et ass eng Verméi-genssteuer, wann een esou wëllt, op de Fongen. Et ass dach evi-dent, dass dat huet missen abrie-chen. A wann ee sech do verwon-ert mécht, dann deet et mer Leed.

(Interruption)

Oh, Här Weiler, wann Der gär hätt, dann zitieren ech lech e puer Saachen.

Här Weiler, déi éischt Reaktioun, déi Dir deemools schon hat, wéi den Här Juncker nach d'Situatioun elo beim Etat de la Nation be-schriwwen huet, war, dass Der ge-sot hutt: „Juncker hat in seinem herausragenden Stil aber zugleich im Namen der ganzen Regierung die Lage des Landes millimeterge-nau beschrieben“. Dat ass net de Fall gewiescht zu deem Zäitpunkt. Et deet mer Leed, dat war net de Fall.

An ech soen, eng Regierung, an ech kommen herno nach drop, déi

huet d'Instrumenter, a wa se net gutt sinn, da muss se se verbesse-ren. An et ware Méiglechkeeten, dat ze maachen. Et sinn Zweifel en opkomm beim Här Wiseler an der Finanzkommissioun schon am Ju-li. Nozeliesen och, vu dass jo vill Leit anscheinend Procès verbaux liesen. Do seet en iwwert déi Aug-mentatioun, déi virgesinn ass vun de Recetten, wann ech mech net ieren, vun 8,24%. Do kritt en d'Änt-wert vum Här Budgetsminister zu deem Zäitpunkt, wou et scho kloer war, dass d'Taxe d'abonnement net kënnt mat deem dote Resultat of-schleissen.

Vu den Etat vun der Bourse, an dee war jo net nei, sot Der: „Le budget 2002 sera exécuté conformément aux prévisions“. Et steet am Procès verbal. Or, wann ee kuckt, an ech verweisen lech just op den Avis vun der Cour des Comptes, deen eemol méi excellent war a wou ee scho bal huet misse mat de Majo-ritéitspartei streiden, fir dass d'Cour des Comptes huet dierfen hiren Avis maachen, wann een do d'Situatioun vun der Trésorerie kuckt an et hëlt een de Solde cumulé vun der Trésorerie, dee jo net alles ausseet, awer munches aus-seet, an et gesäit een op eemol, dass et Differenze vu 500 Milliounen ronn sinn - ech kann dat net op den Euro près an och net op d'Millioun près soen, vu dass et e Schema ass - vis-à-vis vun 2001, a ronn 700 Milliounen vis-à-vis vum Joer 2000, also en Abroch vermierkt gétt, da weess een, dass eppes geschitt ass. A wann een dat net gesinn huet, a wann een net drop reagéiert huet, wat nach méi schlëmm ass, da muss ee sech dat do gefale loosse.

Um Nationalkongress vun der CSV huet och de Jean-Claude Juncker d'Lat héich geluecht fir d'Politiker. Ech net, hie sot: „Es ist nicht das Wachstum, das mir Angst macht, sondern das Unvermögen der Poli-tiker, die Situation rechtzeitig zu er-kennen.“ Précisément, Här Stats-minister, dat ass de Virwurf vun eiser Partei un lech, dass Der net mat Zäiten lech d'Instrumenter esou verbessert hutt, wéi dat hätt kënne sinn. Dann hätt Der dee Misère elo net, deen Här Wiseler och huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- 2003 géif vill méi enk ginn, hätt ech gesot, dass do dee Member vun Är Par-tei am Tageblatt en Artikel ge-schriwwen huet, fir mir ze soen, ech géif Schwarzmalerei maache fir de Leit, a besonnesch deene klenge Leit, d'Suen aus der Täsch ze zéien. Sidd Der ganz sécher?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dat kann ech net no-vollzéien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Ech konnt et deemools och net novollzéien.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir konnt lech wahr-scheinlech och net méi erënneren, dass Der dat do gesot hutt. Dofir wollt ech lech et an Erënnerung bréngen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Dir kriti-séiert hei déi 15 Finanzministeren aus der Eurozon plus déi aus den industrialiséierte Länner.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Statsminister, ech kommen herno op déi Punkten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Et gétt kee Finanzminister, deen déi Situati-oun, wéi se an der zweeter Hal-schent vun deem Joer age-trueden ass, a sengem Budget age-droen hat. Keen eenzeg. Vläch den dee vum Vatikan, mä do kuckt Der jo net esou genau.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Minister, de President vun der Zentralbank huet lech - et ginn e puer Méiglechkeeten - be-stëmmt eng Indikatioun ginn, wou ee sech hätt misse Gedanken driw-er maachen. Ech sinn net res-ponsabel fir dat, wat de Statec mécht. Wann een awer, seet de President vun der Zentralbank, nëmmen eemol am Joer dat do moost, dann ass et grad, wéi wann ee bei engem Kranken eemol d'Temperatur hëlt. Entweder huet ee se just richtig geroden zum richtige Moment oder et huet ee se zum falsche Moment geroden, mä d'Evolutioun mierkt ee jo net. Esou elementar Kritike vu Säiten, net vun der Oppositioun, mä vum President vun der Zentralbank, weisen lech, dass Der d'Instrumen-ter hätt kënne verbessern.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Jo.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech kann lech en anert Beispill ginn, wat Instrumentver-besserung ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Et muss een onbedéngt probéieren eng Kéier 15 Joer laang Wirtschafts-minister ze sinn, fir dat kënne ze beuerteelen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Also lauscht, mir haten déi do Situatioun scheinbar net, mä ech muss lech soen, et ass kloer, wann ee sech net déi Instrumenter gétt, fir eppes feststellen, da brauch ee sech och net ze wonne-ren iwert dat, wat erauskënnt.

Ech kommen och nach op eppes, wou Dir selwer betraff sidd, Här Fi-nanzminister, a wat Der kennt. Jo, ech weess, dass dat lech nert. Dann hätt Der mech ni sollen ustel-len, esou eppes ze maachen. Mä Dir hutt lech d'Instrumenter net ginn zu deem Zäitpunkt, wou Der lech se hätt kënne ginn. Ech kom-men nach eng Kéier drop zrëck.

Op alle Fall, Dir waart net hei, wéi den Här Weiler esou profund expli-zéiert huet, wéi an der Koalitioun dat do jo besprach ginn ass, wéi dat mat grousem Wäitbléck herno an a grousser Concertatioun ofge-laf ass. Den Här Calmes, Budgets-rapporteur, huet nach ufanks der Woch, dat war Méindes, an engem Interview haart gesot, et kënnt net zu enger Upassung, mir brauchen näischt un deem Budget ze änne-ren, et ass alles an der Rei. Dat war Méindes, nozekucken op der RTL Télé. Den Här Biltgen, Dëschdes hei an der Chamber, beim Débat iwwert den Emploi, seet genau dat selwecht a seet, et ass iwwerhaapt näischt drun. Et huet mech, wéi dann Donneschdes déi urgent Sit-zung huet misse kommen, fir d'éischt d'Tripartite an da Freides déi aner Sitzung, drun erënnet un déi Situatioun, déi mer bei der Stei-erreform haten, wou d'CSV-Frak-tioun, zesumme mat hirem Partei-president, nach geschwat huet, et kënnt net zu enger Upassung, den Här Rippinger huet grouss Dekla-ratiounen gemaach, et kënnt eréischt am Joer 2002 zu där Stei-erreform, awer dräi Deeg duerno huet de Statsminister se annon-céiert. Dat hei, huet mech e bëssen drun erënnet.

Wann Der net dovou geschwat hätt, hätt ech och net méi dovou ge-schwat. Ech weess, et deet wéi Här Weiler, mä ech muss lech awer soen, Dir sidd nu wierklech lech déi do selwer siche gaang.

(Interruption)

Wësst Der, d'Chambre de Com-merce bréngt et op de Punkt. Tat-saach ass, soe se, si sinn net kapa-bel uerdentlech Aschätzung vir-

zehuelen, sief et a gudden oder a schlechten Zäiten.

(Interruption)

D'Lëtzebuerger Land seet vun der langue de bois. Här Weiler lausch-tert dach. „Schein und Wirklichkeit: Die „langue de bois“, bisher bei der Erörterung der öffentlichen Finanzen üblich, gehört der Vergan-genheit an.“ A wann ech dann op den Apel vum Statsminister kom-men, do seet den Här Weiler e wär déck, mä et hat awer och ee ge-sot, et ésst een en nëmmen eng Kéier. Wësst Der wat de Feeler war? Et hätt een, anstatt den Apel ze plécken, sollen de Bam fleegen. Dann hätt een nach an deene Jo-ren duerno och Appel gehat.

(Brouhaha général et interrup-tions)

Wéi hätt een dat do gemaach? Dat hätt een éischtens gemaach do-duerch, dass ee sech d'Instrumen-ter ginn hätt, vun deenen ech ge-schwat hunn, beim Statec. Et hätt ee sech d'Instrumenter gi gehat en temps utile a bei rouegem Wie-der, Instrumenter fir genau anze-schätzen, wéi ass meng Situatioun bei de Steieren?

Här Statsminister, oder Här Finanz-minister, fannt Dir et normal, dass d'Administratioun vun deem wich-tigste Büro, nämlich dem Büro VI - dat ass dee vun de Banken; et ass deen, dee scheinbar zoustän-neg ass fir ongeféier 70 bis 75% vun de Betriebssteieren, wat en net onwesentlechen Deel an eisem Budget ass - seet: „le Bureau des Sociétés VI fonctionne actuelle-ment à 25% de l'effectif nécessai-re“.

Wann deen entscheidendste Büro esou vernoléisst gétt, wéi dat de Fall ass, da soen ech einfach: Et huet ee seng Hausaufgaben net gemaach.

(Interruptions diverses)

Wann een duerno feststellt, dass ee keng kloer Vuen huet iwwert d'Einnahmen, déi een huet, dass een op eemol nëmmen, wéi en Epi-cier, deen owes a senger Keess kuckt, wat hien dran huet, fiert, da brauch ee sech net ze wonneren. Dir wësst et nach aus där Zäit, wou mer Steierreduktiounen, Steierre-forme virgeholl hunn. De Problem ass dee vun de Simulatiounen ge-wiescht.

Firwat konnte keng seriö Simula-tiounen gemaach ginn, well keng seriö Chifferen um Dësch louchen. Firwat louche keng seriö Chifferen um Dësch, well déi Administra-tiounen ganz schlecht an der Infor-matik équipéiert waren.

Här Weiler, et ass net esou, dass een eppes erreecht, wann een un der Informatik spuert, wéi Dir hei ugefaangen hutt ze schwätzen. Genau dat ass de Problem ge-wiescht beim Stat. Genau dat huet zu Pisa II gefouert, wann een op der Informatik spuert, wéi Dir ge-mengt hutt, dass ee misst een Hie-wel elo usetzen.

(Brouhaha général)

Mat deem, wat Dir do erzielt hutt, kritt Dir vläch um Stammdësch e bësse Recht, mä ech muss soen Dir leit total dernieft an där Appro-che.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- D'Finanz-verwaltungen hunn ni och nëmmen e Frang gestrach kritt vun deene Propositions budgétaires, déi si eraginn hunn, wat d'Informatik ubelaangt.

Plusieurs voix.- Den Här Weiler huet dat proposéiert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Den Här Weiler huet e ganzen Exkurs gemaach, wéi ee kënnt spueren.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech waarden nach ëmmer op Är Propositionen, Här Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, Jo. Hei ass déi éischt.

M. Lucien Weiler (CSV).- Sot eis elo emol, wou Dir spueren wëllt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Vous ne perdez rien au change. Mir hätten eis d'Instrumen-ter solle ginn.

De Stats- a Finanzminister weess ganz genee, dass hien a seng Ad-ministratiounen kee klore lwe-berbléck doriwuer hunn, wat mer zu deem Zäitpunkt fir d'Joren: 1998, 1999, 2000 an 2001 un Avancé kritt hunn, wat mer nach ausstoen hunn a wéi vill mer provi-sionéiert hätten. Mir kéinten dat nämlech maachen. Et ass dem Fi-nanzminister seng Aufgab, senger Administratioun heiansdo ze soen, wann him Saache feelen - an déi feelen lech haut, an déi hunn lech scho viru fennef Joer gefeelt -, elo geet et duer. Elo maache mir et esou.

Dir hätt hinne kënne soen, si sollen emol direkt dat aschreiwen, wat e Betrib oder e Particulier ofgëtt. Da mécht een dat, wat aner Betriber och maachen, et approvisionéiert een emol eng Recette. Ob et déi richtig ass, dat ass eng aner Saach, mä déi huet een dann emol. Déi hu mir net.

(Interruption)

Bon, da froen ech mech, firwat mir se net kritt hunn, wéi mer se gefrot hunn. Déi hu mir net. D'Opdeelung, wat vun 1998 un Avancent era-komm ass, wat ofgerechent ass, wat nach net ofgerechent ass, wat nach am Tirang a wat nach am Schaf läit, kenne mir guer net, well d'Administratiounen sinn net capa-bel dat ze maachen.

Dofir soen ech: Dat ass de wesent-leche Punkt, wou een de Bam hätt fleege sollen, fir dass een nach Äp-pel duerno gehat hätt, anstatt dass ee sech just un engem Apel er-götz.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- De Bam vun Är Erkenntnis dréit keng aner Friichten, wéi déi, dass Der hei wëllt bewiesen, dass ee besser Aschätzung kënnt hunn. Mir waar-den dauernd drop, dass Dir eis er-kläert, wéi ee méi Suen an d'Keess kritt a wéi ee méi Sue kënnt spue-ren, fir de Budget besser équilibri-éiert ze kréien.

Une voix.- Dat ass d'Fro.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Statsminister, ech wäert lech net enttäuschen. Dat ass deen nächste Punkt. Et steet hei Steuerrückstände.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances*.- Dass d'TVA méi séier erakënt, dofir kréie mir net méi eran, well déi, déi haut méi séier erakënt, déi ass mar net méi do.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat ass d'selwecht, wéi mam Apel.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Statsminister, den Här Weiler huet d'Fro gestallt, wat ee maache soll. Dir sot jo: „Et ass kee Brand, et ass e Sickerbrand.“ Et ass also nach net esou schlëmm.

Dat éischt, wat ech emol géing maachen, wier ze kucken, déi Ein-nahmen emol eranzehuelen - d'sel-wecht wéi Dir et jo macht bei der Betriebssteuer, do huet Dir jo elo eran, wat nach iwwreg bliwwen ass -, déi nach dorëmmer trëllen an déi mer riskéieren net méi eranzekrei-en. Dat ass nämlich de Punkt. Et ass dat, wat an der TVA geschitt - an ech kommen op déi Beispiller zrëck -, well do kréie mir e groussen Deel dovunner, duerch d'Schlamperei, iwwerhaapt net méi eran.

Dat zweet ass, Här Weiler, da geet een hin a probéiert een d'Ausgabe besser am Grëff ze hunn. An der Exekutioun vum Budget kann ee ganz vill maachen.

Dréttens geet een hin um Niveau vun den Infrastrukturen, den Investissementer a kuckt, ob do net iwerdriwwer gëtt. Oder fannt Dir et normal, dass wann eng Rockhal geplangt gëtt, déi 300 Milliounen kascht, mer elo eng mussen dohinner setze vun 1,2 Milliarden? Ech gönnen all Jugendlechen eng Rockhal, a sief et eng vun 10 Milliarden, mä ech muss soen: Verständneg ass dat doten a kengem Mooss!

An da véiertens, Här Weiler - an an där Reiefolleg hätt ech gären, dass mer dat diskutéieren - kucke mer eréischt, wat fir eng Ausgaben - da kucke mer op dat Eingemachte - mir gegebenfalls müssen zréckhuelen. Do wëll ech lech drop verweisen, dass Dir selwer gesot hutt: Et soll ee fir d'éischt dat maachen, wat noutwenneg ass. Ech soen lech: Mir hunn net d'Impressioun, dass et noutwenneg ass, am Sozialbudget eppes anzespieren, an dofir hu mir et net proposéiert. Mir sinn och net déi, déi verantwortungslos waren.

A wann Dir gären hätt, dass mir mar en Alternativbudget maache sollen, da maache mir lech en, mä da kréie mir d'Dossiere vun der IGF, déi Linn fir Linn soen, ass dat do eng Konventioun, ass dat do contractuel, ass dat do e Gesetz. Da kréie mer all déi Dossieren, déi d'IGF huet, an da maache mir lech dat. Anescht soen ech lech direkt: Op dat d'Glatäis, do lackelt Dir mech net, fir dann herno ze soen, jo, Dir hutt elo wëllen där doten Associatioun d'Halschent vun de Suen ewechhuelen.

(Interruption)

Här Weiler, da soen ech lech d'Ennerscheeder. Och wa mir d'Steiere mat gestëmmt hunn, ass nozeliesen, dass mer trotzdeem eng aner Approche haten. Mir wieren net op 38% erofgaangen. Ech hu gesot 42%. 40% war herno d'Propos, déi mir gemaach hunn. Mir hunn dat anert mat gestëmmt, mä ech hunn awer gesot, dass eis Propos vill méi verstänneg gewiescht wär.

Dat anert, wat méi verstänneg gewiescht wär, a wat ech och gesot hunn, war: Et misst een net ënner 30 goen an et kënn ee bei 32 stoe bleiwen, wat d'Betriber ubelaangt. D'Betriebssteiere cumuléiert, si mer elo ënner 30. Mir hu gesot bei 32 wier et zu deem Zäitpunkt duergaangen. Dir waart anerer Meinung. Dir hat aner Méiglechkeeten. Dir hat anscheinend déi richteg Chifferen, déi mir nach net haten. Dat sinn d'Alternativen.

Beim Rentendesch, wëll ech lech soen, dass eis Partei d'Clignotanten Rieds hat. Et ass emol net Notiz, weder vun lech nach vu soss engem geholl ginn, dass een dat soll maachen.

(Interruption)

M. Lucien Weiler (CSV).- Dat ass dach net richteg.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Et ass ganz kloer gewiescht, dass mir beim Kannergeld, dat mir proposéiert hunn, Här Weiler - wann Dir nach gären esou Saachen hätt -, eng Géigefinanzierung gemaach hätten. Wat hu mir gesot? Da geet d'Steierbonifikation weider erof. Dat, wat Dir net méi wëllt maachen. Mir hunn also do net nëmme Fantasien an d'Welt gesat. Mir hu probéiert responsabel ze sinn a mir hu Saache proposéiert, déi Aspierungen duergestallt hätten, dat nëmmen als Beispill.

M. Lucien Weiler (CSV).- Dir wollt Är Steierpropositiounen finanzéieren iwwert de Wee vun de Plus-valué bei der Taxe d'abonnement, nozeliesen an Ärer eegener Ried. Do sténge mir haut schéin

do, wa mer missten dorobber zréckgräifen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Weiler, Dir hutt mer deemools virgeworf. Et war eng Berechnung op d'Joer, op d'Budgetsjoer, an do hunn ech lech gesot: Do feele 4 Milliarden, dat si précisément déi, vun deenen ech lech virdru geschwat hunn, vu 14 op 18. Mir hu vun engem Budgetsjoer geschwat, mir hunn net vun deem geschwat, wat am Joer 2020 ass.

M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, mä elo géift Dir do stoe mam Fanger am Mond.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Vu dass Dir jo gären iwwer Steierreckstänn schwätzt, wëll ech lech da soen, wat ech am schliëmmste fannen am Moment. Beispillsweis bei der TVA, ass, an dat ass eréischt an de leschte Jore komm, dass Der wuel haut eng Strof kritt, wann Dir ze spéit Är Deklaratioun ofgitt, mä Dir kritt keng Strof, op alle Fall net déi éischt 18 Méint, wann Dir net bezuelt. Zu wat féiert dat? Ech hat dem Finanzminister proposéiert, d'Prozeduren ze änneren. Hien ass inaktiv bliwwen. Hien huet näischt, awer och stricte ment näischt ënnerholl, mat Ausnahm dass vläicht op eemol elo Strofen ausgedeelt ginn, wann ee keng Deklaratioun ofgëtt.

Dat huet geféiert zu dräi Punkten. Dat huet dozou geféiert, dass mer vun 18 op 36 Milliarden, vun 1996 erop op d'Joer 2002, Réckstänn an der TVA hunn. Mengt Dir dann, déi Réckstänn an der TVA géinge mir alleguer erakréien.

Zweetens, an dat ass méi schliëmm: Bei deene Betriber en activité, huet et dozou gefouert, dass wa mer deemools eng Situatioun haten, wou mir vun de Betriber am Fong geholl méi wollt kréien, wéi si vum Stat zegutt haten, dat heescht d'Betriber ware wäit hannendran an de Stat net, hu mer elo déi ëmgedréinte Situatioun. De Stat schafft mat de Sue vun de Betriber an de Stat huet 20 Milliarden ze rembourséieren, während hien der nëmme 15 anzezéien huet. Wat ass de Problem dobäi, doduerch dass déi Situatioun elo ëmgedréint ass?

Dass éischtens et net richteg ass, dass de Stat ouni Zënse mat den TVA-Gelder vun de Betriber schafft. Dat fannen ech net an der Rei. Zweetens, soen ech lech, dass de Gros vun deene Suen, déi mer do ze rembourséieren hunn, mer och mussen rembourséieren. De Stat wäert jo sécher zu senge Steierscholde stoen. De Stat huet 20 Milliarden zréckzebezuelen, mä hien huet der 15 vun deenen en activité ze kréien, an ech behaupten dovu kritt hien der e ganze Koup net. A firwat kritt hie se net? Well der schonn eng Rei Faillite sinn, an dat ass deen drëtten Punkt.

Wat ass geschitt an der Zwëschenzäit vun 1996 op 2003? Ech spannen net, dat si Chifferen, déi si bekannt, déi leien um Dësch, déi hu mer an där Réunioun do iwwereng diskutéiert, wou den Direkter vum Enregistrement jo net wollt. Ech hu jo gesot: Mat enger grousser Beharrechkeet maacht Dir just de Contraire, an d'Resultat ass dat do. Bei de Faillite si mer mëttlerweil an der Situatioun, dass mer - elo muss ech meng Zuelen huelen - bei 6 Milliarde sinn, déi mer net kënnen erakréien fir d'Joer 1996.

Wéi ech lech aner Prozedure ginn hunn, aner Prozeduren, déi ouni Problem vun de Betriber akzeptéiert gi wieren, wou vun 1. Januar 1998 un en neie Regime ugelaf wier, a wou an aller Rou, ouni dass e Misère entstane wier, agezu gi wier...

(Interruptions)

Här Weiler, lauschtert Der mer vläicht no? Hunn ech lech ënnerbrach?

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech kennen Är Argumentatioun.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mä wann Der se esou gutt kennt, firwat hutt Der se net ugewannt?

M. Lucien Clement (CSV).- Well mer net dovun iwwerzeegt sinn!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, Dir sidd net iwwerzeegt. Soll ech lech d'Resultat soen? Also, vun 18 si mir op 36 Milliarde Réckstänn gaangen. Mir sinn elo vun 0,5, enger halwer Milliard, op 7,8 Milliarde bei deem „en cessation“.

Soll ech lech nach eppes soen? Bei deenen, déi en faillite sinn, si mir vu 6 op 13 Milliarde gaangen. Dat hutt Dir, well Der eben net reagiert hutt, ze verantworten, doduerch dass Der d'TVA net mat Zäiten anzitt. Dat wat hannendran ass hätte mer mat engem Sozialplang fäerdeg bruecht. Mir wieren higaangen, mir hätte gesteiert an déi Réckstänn eragefouert. Dat hätt kengem Betriber wéi gedoen, well mir hätte mat hinne verhandelt a vum 1. Januar 1998 aus un hätte mer den neie Regim spille gelooss, an da wier dat do net passéiert. Et ass, well Der de Betriber d'Suen, d'TVA, net déi aner Steieren, d'TVA gehéiert de Betriber net, c'est pour le compte de l'Etat, wou se se huelen, an déi soll ee mat engem verstännegem Délai anhuelen an deen, deen net bezillt, deem soll een Zënse drop verrechnen. Punkt, fäerdeg. Dat wollt Der net maachen. Dat do ass d'Faillite, vi-run där Der elo stitt.

M. Lucien Clement (CSV).- Dofir bezuele se awer net éischer!

M. le Président.- Den Här Weiler wëllt gären eng Fro stellen.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, déi Chifferen, déi den Här Krecké nennt wat d'Reckstänn vun der TVA ubelaangt, si richteg. Mä ass et dann awer net och richteg, dass am selwechten Zäitraum global d'TVA-Opkommes sech praktesch verduebelt huet, dass mer also prozentual gesinn an deene selwechte Paragé leien, wat d'Arriéreen ubelaangt, wéi mir virdru geleeen hunn? Dat ass déi éischt Fro.

Ech war och ëmmer Verfechter do-vun, fir d'TVA méi schnell anzedriwen.

Déi zweet Fro ass, wa mer awer enger Partie vu Betriber net d'Chance ginn hätten an d'Seel méi laang gelooss hätten iwwer eng gewëssen Zäit, dann hätte mer eng ganz Rei Failliten zu engem Moment kritt, dee méi fréi geleeen hätt. Dat ass richteg. Mä dat wollt mer awer net. Mer wollten net duerch ee massiiv Andriewe vun der TVA eng Rei vu Betriber an d'Faillite driwen. Ënner dem Stréch wär et plus ou moins op datselwecht erauskomm. Dofir kann ech déi Argumentatioun vum Här Krecké net akzeptéieren, mä op déi éischt Fro hätt ech gären eng Antwort, well wann ee Chifferen nennt, da soll ee se och alleguerten nennen a se am Kontext kucken, fir ze verstoen, ëm wat dass et geet.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Weiler, entweder wëllt Der et verstoen oder Dir wëllt et net verstoen. Et ass evident, dass et e Feeler war, eng falsch Aart a Weis war virzegoen 1996, wéi mer et gemaach hunn. Ech hunn do eppes anesches proposéiert, mä et ass d'selwecht virugefuer ginn, also ass et evident, dass d'Reckstänn méi grouss gi sinn. Dat heescht, d'Opkommes war méi grouss, an deeselwechte Feeler ass weider gefouert ginn. An dat ass ebe just

dat, wat ech monéieren. Dat ass dat éischt dozou.

An zweetens, ech hunn ni gefrot, dass bei Réckstänn dem Betriber soll d'Guergel zougedréit ginn. Ech hu gesot: Den 01.01.1998 fuere mer mat enger neier Prozedur, wou direkt no zwee an en halwe Mount agedriwwer gëtt a wou och direkt Zënse spillen. Huelte nëmmen Äert eege Beispill bei de Steieren. Wann Der net bezuelt den 10. Dezember, da waart bis den 29. Dezember, da geet et och nach. Da probéiert emol de 5. Januar dat do ze maachen, dann hutt Der Zënse, an Dir kritt se net méi ewech. Macht dat do zweemol bei de Betriber bei der TVA vun engem gewësse Moment aus un, an da garantéieren ech lech, dass se bezuelen. A genau dat war d'Propositioun.

M. Lucien Clement (CSV).- Et sinn déi gesond Betriber, déi bezuelen, an et si just déi Betriber, déi net en règle sinn, déi net bezuelen, déi bezuelen och d'Zënse net!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Da loosst se och net esou wäit kommen. Dir loosst hinnen 18 Méint, bis Der eng Contrainte erausschéckt. Dat ass vill zevill spéit. Wann Dir dat gutt fannt, dann deet et mir Leed. Dat ass Concurrence déloyale vis-à-vis vun deene Betriber ...

(Interruption)

Här Clement, Dir giit esouguer d'Argument, fir et anescht ze maachen, well déi gutt Betriber, déi déi anstänneg bezuelen, déi gi benodelegt duerch Äre System.

M. Lucien Clement (CSV).- Et ännert awer näischt un der Situatioun, wann d'Zënse dobäi kommen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech soen lech, Här Clement, d'Steierhannerzéiung war och e Sujet. Dat huet kee Mensch interesséiert all déi Jore. Ech soen lech, wann et méi enk gëtt an de Statsminister huet jo gemengt, et géing méi enk ginn, da geet et och net méi, dass Leit honnerte Milliounen Steieren hannerzéien an net emol eng Keier viru Geriicht landen.

Et ass mir bekannt, dass mer säit 1993 een eenzege Fall viru Geriicht haten. Dat fannen ech net normal. Wann ee kuckt, wat do Leit Steieren hannerzunn hunn, wat festgestallt ass, wou herno d'Steieradministratiounen higin an nach de Vergläich mat hinne maachen, dat ass e Feeler. Déi Leit müssen an eng Sitzung komme bei grousser Steierhannerzéiungen. Dann héiert deen Zirkus op, wa bis e puer Stéck geklaakt gi sinn an terme vun der Escroquerie fiscale, net vun der einfacher Fraude fiscale. Ech soen lech, da kënn Uerdnung, mä wann Der dat net maacht, da braucht Der lech net ze wonneren, an do ass e weidere Punkt, wou mir soen, da kommt, mir kucken emol dat eranzedriwen, wat noutwendeg ass.

(Interruption)

Iwwert de Mindestloun gi mer kräischen, an déi do losse mer mat honnerte Milliounen lafen.

Ech muss lech och soen - fir op eng responsabel Haltung vun eis nach eng Keier ze verweisen -, déi Situatioun, déi sech agestallt huet mat den Dekonten an de Betriebssteieren, iwwert déi ee jo als Parlamentarier an als Oppositionspolitiker hätt eppes kënnen soen, well et jo net de richtige Reflet war vun der Situatioun, dee mer presentéiert kruten, huet eis Partei, déi dat do jo wousst, selbstverständlech eng responsabel Haltung a geholl an huet gesot, mir fannen et okay, dass eng Rei Dekonten vun décke Banken net erausginn, déi jo elo dann erausginn. Dat hu mer an der Rei fonnt.

Ech fannen et allerdéngs net an der Rei, dass eis irresponsabel

Haltung virgeworf gëtt, wann de Budgetsrapporteur selwer seet: „Die Einnahmen aus der Kollektivitätssteuer haben eher etwas mit Maquillage zu tun“. Wann deen dat seet, do sot Der näischt. Mir hunn dat do ni gesot. Mir hu responsabel gehandelt an hunn dovunner net geschwat, well mer et als richtig emfonnt hunn. Well dat wier jo d'Essenz gewiescht, dass eng Opposition seet, mir hätten op de Frang genau gären d'Situation financière a mir hätte si net gäre gezéngt, esou wéi mer se am Moment kréien.

Et gëtt och gesot bei den Ausgaben, an ech zitieren do den CSV-Wahlprogramm vun 1999: „Die ordentlichen Ausgaben des Staates dürfen auf keinen Fall schneller steigen als das mittelfristige Wirtschaftswachstum.“ Ech soen lech, Kolleeginnen a Kolleegen, vun 2000 bis 2003 wäerten d'Ausgaben ëm 34% an d'Luucht goen. De PIB wisst ëm 20%. Erkläert mir, wéi sou dat an Aklang ass mat deem, wat Dir an Ärem Programm erzielt hutt, a wat hei dauernd an d'Vitrine gestallt ginn ass an deem gudde Rapport vum Här Wiseler d'lescht Joer nach. Wou ass déi mëttelfristeg Planung, déi dann awer virgesäit, dass déi Ausgaben net aus dem Rudder lafen, wann een dat do gesäit?

Et ass gesot ginn, dat ass op de Plus-valueën effektiv d'Affektatioun. Ech gestinn lech gären zu, dass een Deel dovunner, ech kann et net aschätzen, dorop zréckféieren ass. Mä wann ee sech déi Lat dohinner leet, da muss een och kucken, dass ee se anhält.

Kuckt och elo emol de Volume 2 vum Budget, dee mer wéi ëmmer vill ze vill spéit geliwwert kritt hunn, a wou Der e bësse gesitt, wat fir eng Infrastrukturen de Stat wëllt bauen. Do geet haut Rieds bei eenzele Fongen nach just vun dräi Joer, bei eenzele vu fënnf Joer. Mat Ausnahm vu sechs Fongen, fannt Dir keen, deen lech seet, wat geschitt an deene Joren duerno. Et ass dat de Bauteministère, deen do wierkelech korrekt alles dohinner leet. Et ass nach de Fonds du Rail. Ech kann lech se elo net auswendeg opzielen, mä et sinn der nëmme sechs. All déi aner soen lech iwwerhaupt net, wat virdru war, a soen lech net, wat duerno geschitt. Dat fanne mer net normal.

Soll ech lech en anert Beispill ginn, wou een einfach e schlecht Gefill kritt bei deem, wat engem als Budget virgeluegt gëtt. Sécherlech ass d'Gesetz hei gestëmmt ginn, wat virgesäit, dass wat d'Baby-Joren ubelaangt, d'Kotisationsen elo net méi vum Stat bezuelt ginn. Dat heescht, fréier hu mer Kotisationsen bezuelt. Elo gi mir hin a soen, mir bezuelen en Deel vun der Pension.

Et gëtt een d'Gefill net lass, - well dat do ass jo keng Ofmaachung vum Rentendesch, et ass ni um Rentendesch dovunner Rieds gaangen, dat ass jo op eemol agepaakt ginn -, dass een dat do eigentlech ni wëllt an de Budget huelen, well am Joer 2006 misst et erëm an de Budget kommen, wann een dat jo als Virschoss hëlt op dat, wat gelescht gëtt. Mä et gëtt een d'Gefill net lass, well elo nach bäikënn, dass de Forfait d'éducation och nach iwwert dee Wee finanzéiert gëtt. Dir wësst jo awer, dass mer eng Diskussioun haten, dass dee Forfait d'éducation sollt aus de Pensionskeesse bezuelt ginn. Hei gëtt een d'Gefill net lass, dass een net déi korrekt Engagementer vum Stat virléien huet, wann de Stat seet - an Dir als Majoritéit huet dat virgeluegt -, dee Forfait d'éducation gëtt ausbezuel. Néierens am Budget taucht en op an där Form. Et gëtt elo vu Reserve gelieft, déi virdru gemaach gi sinn. D'Baby-Jore ginn op Null gesat, wou si soss iwwert 700 Milliounen al Frange waren. Dat ass keng propper Disposition an engem Budget. Dat rett een eng Zäit iwwert d'Distanz, mä dat ass keng propper Duerstellung.

Wat d'Zukunft ubelaangt huet e Majoritéitsdeputéierte vun heibanne gesot, also elo keng Extravaganze méi, dat e bëssen am Fahrwasser vum Statsminister, dee gesot huet, elo keng Topegkeete méi. Ech stellen d'Fro bei esou Aussoen: Hu mer da bis elo Topegkeeten hei an der Chamber vun enger Majoritéit proposéiert a gestëmmt kritt? Hu mer da bis elo Extravaganzen ...

(Interruptions diverses)

Här Weiler, wann Der schonn de Kapp erausstreckt, passt op, well Dir waart et, dee vun Extravaganze geschwat hutt, ech hätt jo elo näischt gesot, wann Dir net reagiert hätt, mä...

■ **Une voix.**- Däerf ech dann elo näischt méi soen?

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Mä de Problem - an den Här Bodry wäert drop agoen - ass jo net, an dat hunn ech lech jo och schonn eng Kéier gesot, net de Budget 2003 mat deenen Décomptes, déi ausstinn. An et brauch een nëmmen ze kucken, et weess een och, dass een déi erakritt. Wann ee weess, dass 15 Banken hei iwwer 50% vun eiser Betriebssteuer ausmaachen an dat si seriö Banken, déi hu se provisionéiert, déi kënnen se muer bezuelen. Dat ass kee Problem, an dat weess och de Budgetminister. Dofir, de Problem läit jo net bei der Exekutioun. Et gétt schwierig, dat stinn ech gär an. Mä de Problem läit net bei 2003, ech behaapte souguer, dass mat e bësse guddem Virgoen an den Ausgaben, et och emol net de Problem vun 2004 gétt. Mä ech garantieren lech, ech hat bal gesot, dat aarmt - ech soen d'Wuert dann net -, wat muss de Budget vum Joer 2005 maachen.

Well souguer wann elo d'Wirtschaft géing urappen, da kritt dat jo net säin Nidderschlag direkt an de Steieren, et kritt en héchstens bei de Salairessteieren, et kennt e kréien, wann d'Bourssen unzéien, a mir d'Taxe d'abonnement kréien, et kennt en, wat de Konsum ubelaangt, eventuell och nach an der TVA kréien, et encore, mä et kritt en net an de Betriebssteieren. Dat dauert erëm eng Kéier zwee, dräi Joer bis et do spillt, an et kritt en och net esou schnell bei de Privatpersounen.

(Interruption)

Jo jo, mëttelfristeg. Mëttelfristeg komme mir bis 2004, an anscheinend sinn do Wahlen. Dat Gefill ginn ech net lass, an ech muss soen, do kennt Dir esou vill erzielen, wéi Dir wëllt.

Dir hutt monéiert zwou Ausgaben, déi mir ernimmt hunn. Ech verweisen lech, wann ech gelift drop. A wann Dir et net gleeft, da mussen déi lech et nospille vun der Press, déi do waren. Mir hunn ni, weder den Här Bodry nach ech, behaapt, dass mir am Budget 2003 géifen aspueren um Fliger, um Schëff an op de Privatschoulen. Ech kann lech auswenneg soen, wéivill d'Dotatioun vum Militärefong ass. Et ass net, wéi de Budgetminister op der Télee gesot huet, 1,5 Milliounen LUF.

(Interruption)

Et ass kee Problem. Et sinn 1,5 Milliounen Euro. Et ass eng Speisung vu 60 Milliounen aler Frang. Dat weess ech, dat brauch Dir mir net ze soen. An déi Ausgaben, déi virgesi sinn, déi ronn 12,5 Milliounen al Frang, weess ech, dass déi virgesi sinn, a si si souguer virgesi bis d'Joer 2013. Wann een elo de Fliger hält, war et virgesi bis d'Joer 2013. Dir braucht eis also do keng Lektoune ze maachen, mä wann ee seet, keng nei Dépensen an esou enger Situatioun, da fannen ech, ass dat dach eng responsabel Haltung. Da seet een emol fir d'eischt, mir kucken iwwert d'Distanz ze komme mat deem, wat mir gemaach hunn, alleguerten zesammen hei, a kucken keng nei Dépensen

ze huelen, déi kënnen évitéiert ginn.

Här Weiler, fir dann ze soen, mir hätten eis et just einfach gemaach, da géing ech lech soen, dann huet d'Regierung sech et och einfach gemaach. Dir hutt hei gesot: Wat ass dat e Signal fir eis Partner, wann Dir hi gitt a genau d'Aspueungen op deenen dote Punkte proposéiert. Wat ass vun enger Regierung ze denken, déi grad an der Kooperatioun aspuert? Dat ass dann awer grad esou doniewent, muss ech lech soen.

(Interruption)

Dat hunn ech net gesot, jo jo, Här Weiler. Wann ee seet d'Partner do bausse kucken op eis, da soen ech lech - an den Här Goerens ass hei bannen -, och déi Leit, déi an der Kooperatioun op Lëtzebuerg zielen, kucken op eis. Ech hätt dat do net gebraucht als Argument, mä wann Dir et als Argument gebraucht, da gebrauchen ech et och. An da soen ech, kuckt lech an de Spigel an da sot Der: Hu mir dann net besser, mir géingen d'Kooperatioun bäibehalen a géingen op de Militärausgabe spueren.

(Interruption)

Här Weiler an Här Goerens, jiddferen huet seng Aufgabe ze erfüllen, a jiddferen probéiert déi anstänneg ze maachen. Wat hat ech gesot, wéi déi éischt Chiffere komm sinn? Hei kennt elo emol d'Politik erëm an d'Spill. Hei gesäit een emol d'Ennerscheeder, mä da kommt, mir kucke se och.

(Interruption)

■ **M. le Président.**- Den Här Goerens géif gären eng kleng Interventioun maachen, Här Krecké?

(Assentiment)

■ **M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.***- Här President, ech wëll nëmme just drun erënneren, datt an de Chiffere, déi der Chamber fir d'Approbatoune proposéiert ginn, d'nächst Joer 7 Milliounen Euro méi an der Entwécklungspolitik sti wéi 2001.

Mir orientieren ons en engem internationale Critère, e Benchmarking-System, deen op dem PIB baséiert, an déi successiv Regierung si vun 1990 bis haut all Joer an d'Luucht gaangen, an dat an enger Form, déi vu kenger vun de Parteien hei a der Chamber kontestéiert gétt.

Loosse mir elo net de Genie entwéckele fir do, wou mir wierklech weltwäit praktesch déi Beschtt sinn, dat kleng ze rieden, a do wou mir natowäit praktesch déi Klengtt sinn, dat héich ze rieden.

(Interruptions diverses)

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Ech huelen Akt dovunner, dass mir nach méi hunn, wéi am Joer 2001. Mä ech soen lech, wann een hi geet an den Amendementen, an et setzt een d'Kooperatioun erof an d'Forschung erof, do kann ee doriwwer diskutieren. Bei der Kooperatioun hunn ech a priori och näischt dogéint anzuwenden, wann ee seet: Dat hu mir un e gewëssene Prozentsaz gebonnen. Dat hunn ech jo och nach net beanstand. Wann een awer hi geet, an eis seet, mir dierften net schwätzen vu de Militärausgaben vis-à-vis vu Partner, da soen ech an der Kooperatioun hu mir och Partner, déi op eis zielen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien! Très bien!

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- An deenen zweete Punkt ass, Här Weiler, fir d'Privatschoulen, dat weess ech ganz genau - an do brauch Dir mir och keng Lektoune ze ginn -, dass näischt virgesinn ass.

(Interruptions diverses)

■ **Une voix.**- Här Weiler, lauschtert no.

(Brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Här Krecké, ech wollt lech opmierksam maachen op eist Reglement. Dir sollt lech net dauernd un en aneren Deputéierte wenden. Dir adresséiert lech un déi ganz Assemblée oder un de President an dat laut Artikel 31.3. Wann Dir dauernd mam Här Weiler polemiséiert, da komme mir hei jo net vum Fleck.

(Brouhaha général)

Dat géllt fir deen een ewéi fir deen aneren. Den Här Weiler wollt geschter datselwecht maachen. Emgekéiert ass och gefuer. Jiddferee kritt d'Wuert, fir Stellung ze huelen zu deem wat virläit. Firwat dann dauernd ennerbriechen? Här Krecké, fuert an Ärer Ried virun.

(Brouhaha général)

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, ech kennen e Parlamentspräsident hei zu Lëtzebuerg, deen emmer seet...

(Coups de cloche de la Présidence)

...et ass souwisou egal, et kennt op datselwecht eraus. Abbee, wann ech mech net däerf un den Här Weiler riichten, Här President, da riichten ech mech un lech. Wat d'Privatschoulen ubelaangt, Här President, muss ech lech soen...

■ **Une voix.**- Un d'Chamber!

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Den Här President huet gesot, ech kéint mech och un hie riichten.

(Hilarité)

Här President, wann Dir dat da wëllt héieren!

■ **M. le Président.**- Et ass esou laut eisem Reglement vum 31. März.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, mir wëlle keng zousätzlech Ausgaben, an déi Suen, déi mir elo méi enk hunn, déi mir net méi an deem Mooss hunn, wëlle mir verwenden, fir déi öffentlech Schoul. Mir wëlle keng zweetklasse Schoul hei zu Lëtzebuerg kréien, wou déi eng eng Eliteschoul gétt, a dat anert net. Eleng duerch d'Zuel vun den Ausländer, - an ech hoffen, dass jiddferengem hei a deem Sall deenen hir Integratioun léif ass -, ass et noutwenneg, dass mir d'Sue an d'öffentlech Schoul stiechen, an dass mir se net an d'Privatschoule stiechen. Dat ass déi falsch Richtung. Dir sidd där enger Meenung, mir sinn där anerer Meenung. Do gesäit ee jo och glécklecherweis d'Ennerscheeder.

Mir gi jo och hin, a bréngen et net fäerdeg Strukturen ze schafen, fir där öffentlecher Schoul ähnlech Avantage ze bidden, wéi et déi Privatschoulen hunn, mat Internater, mat Strukture wéi d'Ganzdagschoul. Déi Méigleckeete schafe mer net, déi aner awer hu se a mir ennerstéize se och nach mat 80%, fir déi Structure d'accueil ze schafen.

Do ass dach awer eppes, wat net klappt, well dat ass ee vun de groussen Atouten, an dat streide mer der öffentlecher Schoul of. Deene gi mer déi Méigleckeete do net, déi mir op der aner Säit Leit ginn, déi mir nach mat 80% mat finanzieren.

Ech soen lech, déi Flexibilitéit, déi och am System ass, ass och eppes, wat mat der öffentlecher Schoul net zougestinn, an duerfir soen ech lech, Här President, si mir net där doter Meenung, mä et si nach Kolleegen, déi wäerten dorop agoen.

(Interruption)

Et ass alles gesot ginn, Här Statsminister. Et deet mir Leed, dass Dir net hei waart, well ech hunn dat doten alles erkläert.

(Interruptions diverses)

■ **Plusieurs voix.**- Oh!

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här Statsminister, ech hunn hei op zousätzlech Ausgaben higewisen, an ech hat och en Développement, fir ze weisen, dass dee véierte Punkt eréischt deen ass, wou et un Ausgaben, wéi Dir se nennt, mat Topegkeeten, wou een un esou eppes kennt. Dat war mä véierte Punkt.

Dee fénnefte Punkt ass dee vun den Investissementer. Ech sinn net géint d'Rockhal, Ech hu se ennerstézt. Den Alex Bodry huet e Projet abuecht vun 300 Milliounen, deemools. Dass d'Jugend eppes wëllt, en Ennerdaach, fir anstänneg Konzerten ze lauschten, dat versteet een. Déi brauch awer kee Luxus, wéi aner Leit e brauchen, an ech fannen dofir, dass 1,2 Milliarde fir eng Rockhal onsénneg sinn.

Et hätt een déi 300 Milliounen sollen huelen a bauen, dann hätte mir se elo haut vläicht, well ech zweifelen drun, dass mer se muer kréien. Ech gönner der Jugend se, mä do sinn Ausgaben, wou ech lech soen, wou ee roueg hätt kënnen spueren. Do ass eng Ausgab beispillsweis, déi spuert net op deem Budget, dat brauch Dir mir net ze soen, well dat ass eng Ausgab, déi op eis zoukënn. Beim Rehazenter hutt der drop gehalen, dass en op eng aner Plaz kënn. E kascht duebel esou deier. Dat musst Dir lech einfach als Virwurf gesot loossen.

(Interruption)

Ech kann lech nach eng Rei esou Beispiller nennen, ech verzichten drop. Ech muss lech soen, a wann et an den Investissementer och Problemer gétt, da verschelde mer se selwer. Firwat soen dann op eemol all méiglech Leit: „Il y a l'existence de multiples goulets d'étranglement, qui ralentissent la mise en oeuvre des travaux publics.“

Am Moment sinn d'Handwierk an d'Baulandschaft och a Schwierigkeeten. Mir selwer, duerch déi administrativ Barriären, déi mir eis ginn. Mir wëlle keng Normen ofschafe wéi de Wirtschaftsminister, mir wëlle just eng Accélération vun den Autorisatiounen kréien. Wann d'Accumulatioun vun de Retarden dohinner gestallt gétt als très importante mëttlerweil op de Chantieren. Dozou kann ech lech Leit nennen, enner anere de Secrétaire général de l'union des entreprises de travail intérimaire, dee seet: „Les procédures administratives préalables au démarrage d'un chantier prennent beaucoup de temps.“

D'Madame Minister weess, dass mer scho virun iwwert engem Joer doriwwer geschwat hunn. Mä et geschitt awer näischt, an d'DP ass an d'Wahle gaangen an an ee vun hire Steckenpferde war dat do. Elo ass déi d'DP an där Regierung, näischt mierken ech vun deem Intenzit, dee se op deem dote Punkt hätte kënnen ginn.

Ech hunn och, Här Weiler, ... Pardou, Här President.

(Interruptions)

Ech hunn och, Här President, gemengt eraus ze héiere beim Här Weiler, mir géingen heiansdo klenglech wierken. Et ass net Klenglechkeet, wann een an der Exekutioun vum Budget seet, déi Chifferen, déi Dir eis nennt, sinn net déi richtig. Je m'explique: Wa gesot gétt, mir maachen nëmmen Dépassementer vun ronn 0,3 bis 0,5%, da stëmmt dat en fait net. Mir maache méi grouss Dépassementer an duerch de Fait, dass eenzel Kreditter - Dépassementer ass jo pro Artikel - wéi beispillsweis déi, déi vun der Economie mat enger Milliard blouf, an Joer 2001 net gebraucht gétt, dann ass et evident, dass een op déi do Chiffere kennt.

Wann een awer richtig kuckt, waren déi eigentlech Dépassementer 2%.

Ech kann och nach domadder liewen, wann ech et explizéiert kréien. Dat hunn ech och nach ni beanstand. Wat ech awer beanstanden, dat ass, wa Leit elo op eemol schief bekuckt ginn, souwuel vu Regierungsmemberen, wéi och vu Leit heibannen, déi probéieren an der Exécution budgétaire méi rigueur eran ze kréien. Ech fannen et net normal, fir vum Fong vun der Famille dann ze schwätzen, wou zwou Stéichprouwe gemaach ginn, zwou vu 37 oder 38 Projeten. Do stelle mer fest, dass bei engem Projet an der Gréissenerdung vun 100 Milliounen aler Frang e Contentieux ass, wou de Stat och wäert Suen aspueren.

(Interruption)

Lauschtert, Här Weiler, hei geet et jo net em eng Scholdzouweisung. Hei geet et drëm, fir et muer besser ze maachen. Lauschtert, et ass nach kee Minister gehaange ginn an ech verwiere mech dergéint als President vun där Kommissioun, och mat de Memberen, déi responsabel wëllen dorunner erugeen, wuel hu mir am Moment vläicht eenzeler emmerdéiert, mä et ass nach kengem Minister eppes geschitt. An déi Regierung do, hire Budgetminister an hire Statsa Finanzminister missten déi Kommissioun als en Alliierte gesinn, anstatt dass mer ugesi ginn, wéi wa mir nëmme Querulante wieren, déi hi ginn a Saache wëllen opdecken.

De Budgetminister huet sech verwiert als Spekulationsminister duergestallt ze ginn. D'Cour des Comptes huet lech trotzdem drop opmierksam gemaach, ech schwätzen net vun den SES-Aktien a vun aneren Aktien, déi huele mer jo net, dat weess ech, fir ze spekuléieren, sondern déi huele mer, well se strategesch fir eis wichtig sinn. Ech fannen et och richtig, dass wa mer do eng Moins-value drop hunn, mer dozou stoe mussen, an dat maache mir och. Mä Dir musst lech de Virwurf awer gefale loossen, Här Minister. An et geet net duer fir empört ze sinn, well da mussen Explikatiounen kommen, wéisou Der op eemol higitt an anere Véhiculen huet fir Är Gelder unzeleeë mam Resultat, dass Der herno du simple au double am Fong geholl Verloscht hutt. Et ass duergeluecht ginn. Ech waarden nach bis haut drop, mat Ausnahm vun Ärer Empörung, dass Der dat sollt widerleeën.

De President vun der Zentralbank - ech si jo nëmmen en einfache klengen Deputéierten - seet bei der Empörung: „Alors, il faudra que le ministre explique en quoi un livret de Caisse d'épargne est plus risqué qu'un European medium term note adossé à des performances de bourse!“ Et steet nämlech geschriwwen, wat mir dierfen a wat mir net dierfen an eisem Kontabilitéitsgesetz.

Ausser Empörung hunn ech vun lech nach net d'Explikatioun dozou héieren, mä Dir kritt jo nach d'Geleeënheet, Här Budgetminister, dat ze maachen.

Ech hu villes missen iwwert mech ergoe loosse bei deem eischte Riedner heibannen, muss ech lech soen, an da mengt Dir, mir géingen och elo deen anere Bak nach dohinner halen. Hei si Saachen, iwwert déi ech net noutgedronge bis elo geschwat hunn, mä wann Dir et gären hätt, da schwätze mir doriwwer.

Ech muss soen, eng aner Politik wär och méiglech gewiescht. Eng aner Politik wär absolut méiglech gewiescht, an ech muss soen, et ass eischter d'Ideenlosegkeet, déi sech bis elo breet gemaach huet. Ech si licht ameséiert, och wann et mer Leed deet, fir déi Leit déi et trifft mat der Ausso vun Statsminister, déi en d'lescht Woch hei gemaach huet. Am Fong geholl sinn et zwee grouss Versprieche,

déi d'DP gemaach huet: Dat éischt hat se jo fale gelooss, ier se an d'Regierung gaang ass, nämlech dat vun de Statsbeamtepensioune, dat zweet vun der Gehälterrevisioun huet de Statsminister am Keim erstéckt. D'DP wost et wahrscheinlech scho laang, well et war zimlech roueg gi ronderëm dee Projet. Dir hutt hinnen en Nol vläicht aus dem Fouss geholl, mä mir wäerten nach oft drop zréckkommen.

Zwee wesentlech Versprieche vun där doter Partei, eent vun de Koalitionspartner, ginn net agehalen. Se ginn an d'Regierung an halen déi zwee wesentlechste Punkte vun hire Versprieche net an. Wéi huet et geheescht: Versprach ass versprach, a gëtt net gebrach. Dat war scheinbar nëmme gültig virun de Wahlen.

Och wat d'Wirtschaft ubelaangt! Ech muss mech leider, Här President, vläicht e bëssen aschränken, mä ech hätt nach munches och dozou ze soen. Well de „laissez faire, laissez aller“, wéi d'Lëtzebuerg Land et duergestallt huet an esouguer gesot huet: „Il reste que le ministère de l'économie doit se poser la question de sa raison d'être.“ Dat heescht, Leit aus der Presse stelle sech och scho Froen. Do geet et net duer, dass ee seet an de Chiffere läit dee Minister richteg. E gëtt jugéiert op deem, wat en och gesot huet a wat en errecht huet. Ech muss soen, d'Lëtzebuerg Wort, wat jo och net am Verdacht steet, eis esou gutt geséint ze sinn, seet iwwer d'Foiressied vun Minister am Fréijoer, si wär „inodore, incolore, insipide“ gewiescht.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances. - Et muss ee bewiesen, wat ee seet. Beweist Dir emol, dass d'Lëtzebuerg Wort lech net gutt geséint ass.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, ech stelle fest, datt de Statsminister net mat mir dialogéiert mä mat dem Lëtzebuerg Wort, well do soen déi nämlech och nach: „...längst bekannte Erkenntnisse über den kleinen Wirtschaftsraum Luxemburg“, bezeechent ginn d'Sujeten als „Neben-Kriegsschauplatz“.

D'Foiressied am Hierscht war enttäuschend. Ugesiichts deene schlechten Zuelen, déi mer zu deem Zeitpunkt iwwer eise Wirtschaftswesstem haten, hätt ee sech kënnen virstellen, dass e Wirtschaftsminister op eng Foire geet, wou d'Acteure setzen an nolauscheren, a probéiert hätt eng Opbrochstimmung erbäi ze féieren a gesot hätt, wat de Programm da wär, deen en elo géing an d'Wee leeden, fir et besser ze maachen.

Dat ass net geschitt. En huet sech beklot, dass d'Wuesstumszuelen eben elo anescht wieren, dass et eng international politesch Ofhängegkeet gëtt, lauter Saachen, déi mer nach net festgestallt haten, an dass kaum eppes ze maache wier, fir en Opschwong hei zu Lëtzebuerg erbäi ze féieren. Mä en huet awer indiquéiert, do wou, menger Meinung no, de Problem och läit, dass en ee Moment probéiert huet haaptsächlech d'capacités endogènes unzekuerbelen, mä déi hunn net déi richteg Resultater bruecht.

Ech soen lech, an Joer 2001 sinn déi Promotiounsméiglechkeeten, déi de Minister hat, net genotzt ginn, well Investissementer net getäteg gi sinn an der Héicht vu 25 Milliounen. Dat ass net bei der Promotioun op d'Foiressied, wou dat geschitt, mä dat ass am Kader vun der Loi-cadre économique. Do seet de Minister selwer: „J'ai redirigé mon action en direction des capacités exogènes.“ Dat heescht e gëtt selwer zou, dass en ee Moment vläicht net dat gemaach huet, wat en hätt solle maachen,

nämlech Prospection économique. E seet et selwer a senger Ried.

Wéi gesot, do muss ech soen, dass niewent aneren onméiglechen Ausdréck, déi e gebraucht huet, en doniewent long. Hien huet geschwat vun der Finanzplaz als „destructrice de la croissance“. Mir hu gesot, déi Finanzplaz ass d'Lokomotiv gewiescht vun eiser Wirtschaft. All Wirtschaft brauch eng Lokomotiv a mir solle se fleegen.

Ech well nach eng Kéier drop hiweisen, Här Finanzminister an Här Budgetminister, fir dat, wat muer geschitt. Mir hunn lech de Réck gestäipt bei deem, wat Der bis elo gesot hutt an där doter Fro. Ech bréngen lech an Erënnerung, et sinn Oppositionsparteie ginn, déi haut an der Regierung sätzen, déi dat net an der Opposition gemaach hunn, wann et net em déi Sujete gaangen ass iwwer déi Der muer schwätzt.

Mir wellen och net, Här President, wéi et virdu mä Virriedner gesot huet, dass si eng glécklech Hand hunn, dat wëlle mer net. Mir hätt gär, dass se eng kompetent Hand hunn, net eng glécklech. Dat do ass keng Saach déi dem Zoufall - de Virriedner huet dat gesot - kann iwwerlooss ginn, mä wann Dir, Här Finanzminister an Här Budgetminister, bei där Positioun a bei där Aart a Weis an Ären Démarché bleift, déi Dir énoncéiert, dann hutt Dir och weiderhin d'Ennerstetzung vun eiser Partei.

Iwwer Diversifikatioun kéint ech e ganze Koup erzielen, mä Dir hutt et ugeschwat virdrun, de Virriedner op alle Fall: Wat ass beispillsweis geschitt um Niveau vum Handwerk a vun de Classes moyennes? Do ass 1999 e Plan d'action ugeholl ginn, Här President. 14 Punkten stungen do drop, nozeliesen am Avis vun der Chambre des Métiers. Dovunner realiséiert gi sinn der dräi, zwee sinn en attente an deen anere Rescht - dat kann ee schéi kucken - ass non réalisé. Dat si Beispiller, wou ee seet: Et huet een a rouegen Zäite verpasst, eng ganz Rei Reformen an Ennerstetzung virzehuelen.

Ech ginn lech nach e Beispill. Mir hunn eng deier Etüd bezuelt iwwer d'Geschäftswelt: de Verglach mat Tréier, mat Metz, mat Esch a mat Lëtzebuerg. Do stoungen e ganze Koup Propositionen dran. Et hätt ee kënnen streiden iwwer déi eng oder déi aner. Et ass quasi näischt realiséiert ginn. E City-Manager, dat schéngt mir dach keng Risen-aufgab ze sinn, déi een net kéint als Stat, als Gemeng oder net kéint soss een aneren upaken. Näischt ass realiséiert dovunner. Mir hunn awer eng deier Etüd bezuelt.

Iwwerregens, wann ee vun Etüde schwätzt hu mir iwwer dräi Milliarde méttlerweil an Etüde gestach, a bei ville vun deenen Etüden ass iwwerhaupt näischt eraus komm. D'Etüde leien do, d'Resultater leien do, entweder waren d'Resultater näischt oder dat, wat ee suggeréiert kritt huet, huet een net gemaach. E Guichet unique, och eppes wou dauhernd monéiert ginn ass, dass dat endlech soll kommen, näischt ass geschitt. D'Startbedingung vum de Jonkentrepisen...

M. le Président. - Här Krecké, den Här Hauptert wëllt lech gären eng Fro stellen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Och dem Här Hauptert, grad wéi munch anerem, kann ech dat doten net verwerien.

M. Norbert Hauptert (CSV). - Här Krecké, ech wollt emol froen, dee City-Manager, vu weem soll deen da gestallt ginn? Vum Stat, vun de Gemengen oder vun der Geschäftswelt? Am Budget vum Méttelstandsminister steet e Kredit, fir deen hëllef ze finanzéieren. Ech mengen, et läit just un der Regierung, fir deen anzustellen.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech stelle fest, dass iwwerhaupt näischt geschitt ass op déi kleng Etüd hin. Kuckt, et ass och net u sech um Stat, un der öffentlecher Hand, beispillsweis, déi Plattform ze maache fir d'Zertifikatioun vun den Ennerschräften. Et ass theoretisch net d'Aufgab vum Stat, fir dat ze maachen, mä d'Privatwirtschaft huet et jo net fäerdeg bruecht.

Wa mir awer higinn an dem Commerce électronique eng legal Basis ginn, a mir mierken, dass dat net vum selwen entsteet, da muss ee selwer higoen an et muss een et selwer ukuerbelen, vu dass et jo awer e Punkt ass vun der Diversifikatioun, beispillsweis. Här Statsminister, Dir hutt gesot, d'Diversifikatioun, dat wieren net nëmmer aner Beräicher, mä dat wier och e Btrib, dee sech ausweit. Net awer dat eleng, et muss een och eenzel nei Beräicher kréien.

Den elektronischen Handel hätt fir eis eng Chance kënnen sinn, mä mir hunn d'Zertifikatioun säit 2000, wou mir d'Gesetz gemaach hunn, net geschaf. Wem seng Schold et och ëmmer ass. A wann et dann d'Schold vun der Privatinitiativ sollt sinn. Wien huet eis dru gehënnert, well d'Sue waren do am Wirtschaftsministerium, hinzogeo a selwer ze probéieren esou eppes unzekuerbelen, a sief nëmmer et unzekuerbele bis et rullt. Dann hätt mir eng Diversifikatioun op deem dote Sujet erbäibruucht. Näischt ass deementspriechend geschitt. Eréischt elo bougéiere mir, esou vill Joer duerno.

Ech muss lech soen, en zweete wichtege Punkt, fir d'Ennerscheeder ze weisen, ass dee vun der Ausbildung. Wësst Der, wann een hei op eemol liest - an de Ben Fayot wäert lech munch aner Saachen doriwwer soen -, dass d'Chambre des Employés privés Folgendes seet: „Le Gouvernement ne semble guère animé par la volonté d'appliquer une politique de réforme fondamentale. Le terme d'offensive pour la formation laissait présager d'autres résultats. Elaborer des slogans ne suffit pas.“

Wa mir dat jo géife soen, da géift Dir soen: Dat do ass bëlleg Opposition. Dat do seet awer elo eng Chamber, eng Institutioun. „Notre chambre“, lauschtert nëmmer „n'a en effet jamais encore été si peu saisie pour avis“ - Här Wiseler sot merci, dass ech lech do esou hëllef - „sur des projets législatifs que pendant la législature en cours. Depuis plus de trois ans aucun texte d'envergure ne lui a été soumis. Cet état de fait est surprenant et contraire aux propos officiels.“

Une voix. - Très bien.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - An der Familljepolitik hu mir och en anere Wee, deen, deen ech virdu schonn ugedeit hunn, vun der Ganzdagsschoul, dee vun de Crèchen. Wa mir muer net wëlle Leit op den Aarbechtsmaart a Länner, déi méi wäit ewech sinn, siche goen, da muss mir dee Potential, dee mir zu Lëtzebuerg nach hunn, kucken op den Aarbechtsmaart ze kréien, an dat sinn d'Fraen.

An da sinn ech bei der Mobilitéit. Et bleift nach ëmmer d'Méiglechkeet vun de Grenzgänger. Ech muss soen: Och do brauch ech net drop anzegoen, wat bis elo geschitt ass. An dee schlechteste Witz, muss ech soen, deen ech awer bis elo materlieft hunn op deem Wee, ass, dass déi éischt Décisioun, déi d'Regierung an den Transportminister hei initiéiert hunn, an deem Moment wou déi schlecht Chifferen op den Dësch koumen, war fir d'Abonnementer méi deier ze maachen, vu 5

op 10%. Wéi wann dat eis géif retten! Wéi wa mir net esou guer bal missten den Nulltarif aféieren, fir dass jiddferen, deen d'Méiglechkeet huet, op den öffentlechen Transport géing ëmklammen.

Ech muss lech soen, eis Jongsozialisten, déi jo e bëssen zum Ausdrock bruecht hunn e Freideg, wat si denken, hunn de Kapp geréselt, wéi si héieren hunn, dass elo d'Jumboskaart net 5%, net 10% klëmmt, mä et ass déi, déi dee gréisste Steigerungssaz huet. Si gëtt 15% méi deier. Wann dat d'Approché sinn, da soen ech lech, do ginn et grouss Ennerscheeder mat eis: grad wéi et se an der Gesellschaftspolitik gëtt, grad wéi den Här Bodry lech se wäert an der Nohaltegkeet erklären, a grad wéi de Ben Fayot se lech wäert an der Kohäsioun an eiser Gesellschaftspolitik an an der Verwaltungsreform erklären. Iwwer d'Justiz wäerte mir eng Rei Initiativen huelen, a wat de Wunnengsbau ubelaangt - an dat ass den zéngte Punkt gewiescht, fir d'Ennerscheeder ze ennersträchen -, mengen ech, hu mir scho genuch gesot.

Et muss Schluss si mam Reformstau, well wann et esou weider geet ënner deser Regierung - ech soen et nach eng Kéier -, dann ass no fënnef Joer, ausser Hearingen, Debatten a Studien - ech hunn lech gesot eleng fir dëst Joer sinn dofir 1,2 Milliarde virgesinn - näischt geschitt. Et ass en Duerchenaner an den Aussoen, de Chifferen an an der Aart a Weis verzogeo. Souguer d'Majoritéitsdeputéierte misste sech déi Froe stellen, besonnesch well et jo Alternative gëtt: an der Schoul, an der Entwécklung vun eiser Wirtschaft, an de Statsfinanzen, an der Erausfuorderung vu Beruff a Famill, bei de Wunnengen, am Verkéier, an der Liewensqualität, an der Justiz, an der Sécherheet an an der Gesellschaftspolitik.

Wéi sot schonn den Här Weiler - et deet mir Leed, Här President, ech muss hien awer zitieren -, deen ouni et ze wellen et op de Punkt bruecht huet am Fréijoer 2002: „Diese Koalition ist eine Koalition der wichtigen Erfolge. Sie ist auch eine Koalition der aktiven Zukunftsplanung. 2004 wird Luxemburg bereits ein anderes Land sein, als jenes, das 1999 dieser Koalition zu einer Mehrheit verholfen hat.“

Des voix. - Très bien.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Dat ass richtig, mä ech muss lech soen: Wann dat esou weidergeet, Här Weiler, da kritt Dir Recht, dass Dir effektiv en anert Land hannerlooss no deene fënnef Joer, mä dann ass et an engem erbärmlechen Zoustand.

Dës Regierung huet weder Viraus-sicht nach Emsicht un den Dag geluecht.

(Interruption)

Här Schummer, Dir sidd eréischt komm, Dir hutt besser, Dir géift lech elo enthalen.

Dës Regierung huet déi wirtschaftlech a finanziell Realitéite verkannt an huet kee Konzept, fir eng schwierig Zukunft unzegoen. Dat huet dëst Land a seng Bierger net verdéngt. Dofir d'äerf dës Regierung - an de Jean Asselborn, mengen ech, huet lech et scho gesot - nëmmer eng Iwwergangsregierung sinn. Dat ass scho schlëmm genuch. Ech soen lech merci.

Des voix. - Très bien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - C'était excellent.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. D'Wuert huet den Här Rippinger.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - D'Lat läit héich, Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Ech hu jo Héichsprong gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech gewëss Aussoe vu mengem Virriedner héieren hunn, do kommen ech wierklech aus dem Staunen net eraus, ganz besonnesch bei deem, wat hien iwwer d'Rockhal gesot huet, wou ënert der viregter Regierung jo fir 300 Milliounen e Projet gestëmmt ginn ass a wou elo ee soll virleien iwwer 1,2 Milliarden.

Den Här Krecké huet gesot: „Wa mir d'Rockhal du gebaut hätten, dann hätte mir se haut.“ Jo, mir hätten se haut, mä si kéim bei hien an d'Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire, esou wéi déi véier aner Projeten, wou Dépassementen waren, wéi de Pei-Musée, de Prisong, d'Coque um Kierchbiereg an de Campus Gees-seknäppchen. Dat ware lauter Projete vum Här Goebels, déi mir an déi Kommissioun kritt hunn, well do Dépassementen waren. Mat der Rockhal, Här President, wär et wierklech net aneschtens gaangen.

Une fois n'est pas coutume, Här President. Et ass meng Flicht, mengen ech, a meng Schëllegkeet, als President vun der DP-Fraktioun, dem Rapporteur Emile Calmes, ze féliciteiere fir säin exzellente Rapport, deen hie gemaach huet. Hien huet vill Lorbeere kritt an den Zeitungen. Ech mengen, dat ass och berechtigt. Dir verstitt, dass ech dat soen, well wann een an 19 Joer zweemol de Rapport vum Budget mécht, dann ass dat jo awer schonn eng Performance. Hien huet interessant an nei Weeër a Pisten opgezeechent, a vill perséinlech Observatiounen an dee Rapport afléisse gelooss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt an deser Legislaturperiode stinn dëst d'Joer d'Diskussiounen ëm de Vote vum wichtigste Projet de loi vum Joer, dem Budget 2003, ënner aneren Zeechen, wéi mir dat bis elo gewinnt waren. Dës Diskussioun fanne statt op engem Arrière-fond vun Erkenntnis, dass Lëtzebuerg net, wann och méi spéit, vun den Turbulenzen op den internationalen a virun allem den europäesche Marché verschont bliwwen ass.

Mir konnten an deene leschte Wochen a Méint feststellen, dass esou munch Ekonomien, déi an eise direkten Ëmfeld sinn, wéi Däitschland a Frankräich, d'Ausleefen vun där internationaler Kris staark ze spiere kritt hunn. Dobäi kënnt dann nach, dass se vun Naturkatastrophen net verschont bliwwen sinn. Déi Schwierigkeiten, déi déi Länner hunn an dozou gehéiert och Italien, muss een an där Hinsicht betruuchten, dass déi Ekonomien an der Euro-Zon sinn a Problemer hunn d'Objektiver vum Pacte de stabilité ze errechen.

An deem Kontext ass jo dunn och d'Fro opkomm, ob een d'Stabilitéitskritären änneren oder se op d'mannst aneschtens interpretéiere soll. Grondsätzlech ass et jo esou, dass een am beschten näischt änneren soll, well een d'Vertrauen, dat d'Mäert an den Euro hunn, soss géing schwächen. Wann een déi Länner awer elo opfuert, dass se eng exzessiv budgetär Rigueur un den Dag leeën, da bremse si hir Economie an dat huet och negativ Konsequenzen op d'Ekonomien aus der Euro-Zon. Dofir schéngt le moindré mal deen ze sinn, dass een envisagéiert d'Referenzzeit vum 2004 op 2006 ze setzen. Dat kënnt och e positiven Afloss op d'Mäert hunn. Nach géllt et awer fir all Ekonomien aus der Euro-Zon, esou schnell wéi méiglech ze probéieren, erëm d'Objektiver vum Pacte de stabilité ze errechen.

Wat elo Lëtzebuerg ubelaangt, elo wou mer duerch d'statistesch Donnéeën en anert Bild vun der finanzieller a wirtschaftlecher Situation vun eise Land virleien hu wéi am Fréijoer, wou de Budget opgestallt ginn ass, huet d'Regierung

licht Kurskorrekturen, esouwuel bei de Recetté wéi awer och bei den Dépensé virgeholl.

Elo kréie mir vun der LSAP virgeworf, d'Regierung wier an en hektischen Aktivismus verfall, et wären Aschnëtter am Budget beschloss ginn, ouni doduerch awer d'Finanzproblemer vum Land grëndlech unzegoen. De Misär vun der LSAP ass, dass si sech ëmmer an hiren eegene Kontradiktione verstréckt an doduerch e Bild vu Konzeptloosegkeet gëtt. Wann een awer éierlech ass, wéi si dat ëmmer vun deenen anere verlaangt, muss ee sech d'Fro stellen, wat ass da wierklech geschitt téschent dem Opstelle vum Budget an der Presentatioun vu sengen Eckwäerter am Juni an der Redaktioun vum definitive Rapport.

Dat wat mer iergendwou ëmmer wossten, awer ni richtig wouer wollten hunn, ass agegraff. Lëtzebuerg ass net blindéiert géint déi Turbulenzen, deenen déi international Mäert ausgesat sinn. D'Lëtzebuergesch Ekonomie ass awer nach ëmmer kompetitiv. D'Lëtzebuergesch Konjunktur spiert just elo, an dat eben e Krack méi spéit, wéi déi aner Länner an Europa an an der Welt, den allgemene wirtschaftlechen Ofschwonk, an esou zeechent sech, an eisen Aen, eng gutt Regierung doduerch aus, dass se beduecht an iwwerluegt op Situatiounen reagéiert vun deenen d'Wuel vun eisem Land ofhänkt. Dat hei ass onweigerlech esou eng Situatioun.

Eng gutt Regierung, eng kompetent Regierung, sent och déi richtig Signaler un d'Bevölkerung an och un déi wirtschaftlech Milieuen. Si verfällt net an eng Psychos a mécht och net anerersäits, wéi wann näischt geschitt wier. D'Regierung sent déi Signaler, déi Vertraue ginn. Dat ass keen einfachen Exercice, well et geet drëm, de Leit d'Situatioun objektiv ze erklären an dat ouni se besser oder méi schlëm ze maachen, wéi se a Wierklechkeet ass. Well d'Prognose vum Summer an dem Hierscht net méi gestëmmt hunn, war de Budget net méi kompatibel mat den deemools bekannten Donnéeën. Dass dësen Émstand virun allem der gréisster Oppositionspartei Grund war, fir der Regierung wellen e Stréck doraus ze dréien, léisst déif blécken.

„Endlich ein Thema, das sich so richtig für eine parteipolitische Auseinandersetzung mit der CSV-DP Koalition anbietet“, ass mat Erlichterung am Tageblatt den 19. November 2002 geschriwwen ginn. Endlech hätt jo elo d'sozialistesche Partei en Thema, dëst nodeems se dräi Joer, menger Meenung no, zimlech erfolglos an der Opposition verbruecht huet.

Déi eenzeg Fro, déi een zu där neier Situatioun stelle kann, ass déi hei: Konnt dës Regierung dat viraus gesinn? War eng korrekt Aschätzung méiglech? An do drängt sech fir mech eng éischt Feststellung op: Kee vun den Acteuren aus Industrie an Handel huet dës Ralentissement an där Envergure virausgesinn. Keng politesche Partei heibannen, och d'LSAP net, déi au contraire nach méi Fuerderunge gestallt huet, huet dat virus gesinn. Och net déi Zeitung, déi der LSAP nosteet, huet et komme gesinn, well soss hätt se net nach ufanks August an hirem Leitartikel gelitelt: „Das Budget ist falsch“, a gesot, de Stat géing vun eleng lafen an d'Finanzplaz wier florierend a mir hätten eng Schönwetterregierung.

Keng Gewerkschaft an och keng Stëmm aus der Société civile, och net vun deenen, déi de Konvent wellen, hunn dat do komme gesinn. De Statsminister huet dat bestätegt an huet gesot, dass weder d'Europäesch Kommissioun nach d'OECD et komme gesinn hunn. Am Fréjoer hu se nach mat enger Croissance vun 2% gerechent an drop tabléiert, dass d'Situatioun sech esouguer géing am zweete

Semester erkréien. Et gouf keng Warnzeechen am Ufank vum Joer, weder um Aarbechtsmaart nach op Säite vun de Steiereinnahmen.

Schliesslech hunn dem STATEC seng statistesch Donnéeën, wéi de Rapporteur gesot huet, wéi eng Bomme ageschloen. Här President, dorobber huet dës Regierung déi richtig Décisiounen geholl an op deene Parametere, déi hir zur Verfügung stongen, e ganz kloer Message ginn, e Message, dee sech och an deem modifizéierte Budget fir d'Joer 2003 erëmispigelt. D'Situatioun ass eesch, mä si ass net katastrophal an net hoffnungslos. Au contraire, den Investitiounsniveau bleibt nach wie vor héich, un der Steuerreform gëtt net geréckelt an dat gëllt och fir d'Renten- an d'Pensiounsupassungen.

Den Accord salarial an der Fonction publique ass net a Fro gestallt an de Mindestloun, d'Renten an d'Pensiounen gi weiderhin ugepasst un d'Evolutioun vum Lounniveau. Och wäert den Index bestoe bleiwen. Dat huet de Statsminister am Numm vun der Regierung nach eng Kéier d'lescht Woch op dëser Plaz confirméiert an dat ënnerschreift meng Fraktioun mat zwou Hänn. Et gëtt also net um sozialen Acquis gefréckelt.

Ech well och de Gewerkschaften hir äusserst responsabel Haltung an der Tripartite ervirsträchen, de Gewerkschaften, dem Patronat an och de Chambres professionnelles.

Wat huet dat dann elo zur Konsequenz? Dass mer op all deenen Niveaue, déi ech elo opgezéit hunn, esou virufere wéi bis ewell. Mir förderen an ënnerstëtzen domadder de Konsum a kuerbelen eis Ekonomie weider un. Mir brauche keng Moosnamen ze huelen, déi d'Ekonomie relancéieren, dëst well mer déi Moosname jo scho geholl hunn, a mir spiere och schon, dass d'Steuerreform, déi mer an zwou Etappen duerchgezunn hunn, eis virun engem méi abrupten Erwäche geschützt huet. An dësem Zesammenhank kann ech d'Haltung vun der grénger Partei net deelen, déi sech d'lescht Joer géint d'Steuerreform gestäipt huet a sech elo confirméiert gesäit.

(Interruptions)

Si si sech, an do deelen ech och d'Aschätzung vum Premier, zwar an hirer Logik an an hirer Argumentation konsequent bliwwen, mä dës Argumentation deelen ech net, well se, a mengen Aen, faktesch falsch ass. Ech sinn net der Meenung, dass d'Steuerreform op Sand gebaut ass, wéi déi gréng Partei nach d'lescht Joer, de 6. Dezember, an enger Presseklärung dat formuléiert huet. Ech sinn net der Meenung, dass duerch d'Steuerreduktioun, oder wéi si et genannt hunn, de Steierdumping, de Stat riskéiert mëttelfristeg an eng Finanzéierungskris ze kommen. Effektiv ass et éischer esou, dass duerch d'Steuerreform de Konsum ënnerstëtzt gëtt, wat der Wirtschaft finalement zegutt kéint. A wat der Wirtschaft, dat heescht der Industrie, de Betriber an och dem Handel zegutt kéint, spigelt sech dann och positiv am Steieropkommes erëm. Ech deelen do genee d'Aschätzung vun eisem Finanzminister, dass d'Steuerreform eist Land virun engem vill méi prononcéierte Fall no ënne protégéiert huet.

Dat alles ass awer och nëmme méiglech, well mer iwwer äusserst gesund Statsfinanze verfügen. D'Statsschuld ass minimal, a léisst eis genuch Spitt fir verschidden Investissementer, wann et noutwendig géing ginn, si iwwer Emprunten ze finanzéieren. Mat de Plus-valüé vun deene leschte Joren hu mer eis Investitionsfonge gutt opgestockt an eis och eng Reserv ugeluecht. Weiderhi kënnen mer op deen oft zitéierten Apel fir den Duuscht zréckgräifen, andeem d'Steierverwaltung déi sou genannte Provisiounen vun de Banken, déi déi an deene leschte Joren

ugeluecht hunn, fir hir Steieren ze bezuelen, eben andreift. Dat soll eis, mat aller Virsicht awer, Grund genuch sinn, fir zouverstlech an d'Zukunft ze kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Kontext ass awer och e verantwortungsvollen Émgang mat de Statsfinanze eng wichtig Viraussetzung, fir de Budget an eis Wirtschaft net nach zousätzlech ze belaachten. An dësem Sënn ass d'Entscheidung vun der Regierung och richtig, niewent dem Ajustement vum Mindestloun vun 3,5%, dës Moment keng weider aussergewéinlech Upassung vum Mindestloun virzuehuelen, sou wéi se vun der LSAP gefuerdert gëtt. D'Regierung läit an den Ae vun der DP-Fraktioun richtig, wa si dës Moment eis Wirtschaft, a virun allem eis Kleng- a Mëttelbetriber net mat enger aussergewéinlecher Erhéijung vum Mindestloun nach weider wëllt belaachten, dëst virum Hannergrond vun engem momentan méi schwéiere wirtschaftlechen Émfeld, wou sech eng entsprecheend Erhéijung kéint als kontraproduktiv erweisen, wat zum Beispill d'Ofsécherechen an d'Schafe vun neien Aarbechtsplaze betrëfft.

Mir wësse jo, dass d'LSAP, duerch hire sozialpolitesch engagéierte Vertrieeder, eng entsprecheend Proposition de loi déposéiert huet, déi eng Upassung vum Mindestloun vu 7% virschléit.

Dës Initiativ, datéiert op de 16. Juli 2002, also an engem Moment, wou d'Wolleken um Lëtzebuerg Himmel nach net esou gro geschéngt hunn. Et war also eng Initiativ, déi dee Moment verständlech war, an och conforme war zu enger entsprecheender Motioun, déi d'Chamber den 21. Dezember 2000 ugehall hat. De 6. November an den 20. November, also an engem Moment, wou de Sickerbrand schonns amgang war, huet d'LSAP a Pressecommuniquéen awer d'Majoritéit opgefuerdert, hir Proposition dach endlech unzuehuelen.

Wann een awer weess, dass déiselwecht Partei op enger vun hiren zählreiche Pressekonferenzen, an zwar den 18. November, der Regierung wirtschaftlech Inkompetenz virgeworf huet an d'Sozialisten erkläert hunn, si wäere prett hir Verantwortung ze iwwerhuelen, da kann ech nëmme soen, dass ech dëst Behuele regelrecht paradox fannen, an dat hiert Festhalten un der siwe-prozenteger Erhéijung méi wéi wahrscheinlech aus reng populisteschen a wahlaktische Grënn motivéiert ass.

D'Majoritéit beweist awer - an dat soen ech mat Iwwerzeugung - mat dëser Virgoensweis eng grous Verantwortung, fir déi Akzente ze setzen, déi den Zäiten, wéi mir se haut hunn, entspreche mussen, a si bleift conforme zu där schonns ugesprachener Motioun vum 21. Dezember 2000, wou d'Regierung opgeruff ginn ass, fir eng entsprecheend Erhéijung vum Mindestloun ze analyséieren.

Här President, d'Provisiounen soen, dass am zweete Semester 2003 déi international Konjunktur géing erëm usprangen. D'Auswierkungen dovunner, wann dat dann esou géing kommen, wäerte mer awer méi spéit feststellen. Fakt ass, dass den Apel fir den Duuscht eis iwwert d'Joren 2002, 2003 an 2004 ewechhëllt.

Meng Fraktioun an ech begrëssen et awer, dass de Premier gesot huet, dass d'Regierung wëlls huet, esou ze agéieren, dass déi Regierung, déi no de Wahlen 2004 d'Geschécker vum Land an d'Händ hält, gesund Finanze virfënn. Och de Fait, dass hien d'Land aus wahlstrategesche Grënn net beléie wëll, kënnen mir nëmme approvouéieren.

Mir stinn net nëmme dofir, mä mir fuerderen dat och. D'Kaarte leien all um Dësch, an dat ass och richtig esou.

Nach ass et awer esou, dass mer elo net einfach d'Hänn an de Schouss leeë kënnen an emol ofwaarden, bis dass besser Zäite kommen oder d'Provisiounen eis schéngt gutt geséint ze sinn. Mat deene Provisiounen ass dat jo esou eng Saach, wéi mer dat jo elo feststelle konnten.

Fir d'Fiabilitéit vun den Donnéeën, den Informatiounen an de Pronostiqué vun de statisteschen Institute ze erhéijen, an domadder och d'Fiabilitéit vum Gesamtbild vun eiser wirtschaftlecher Situatioun ze verbesseren, muss eng méi grous Periodicitéit vum statistesche Bild vun der finanzieller a wirtschaftlecher Situatioun erreicht ginn. Fir dat ëmsetzen ze mussen, mussen och déi néideg Efforte gemaach ginn, souwuel en hommes wéi och en matériel. Et ass dofir ze begrëssen, dass de Wirtschaftsminister wëlls huet, de Kader vum Statec opzestocken.

D'Steierverwaltung ass och e wichteg Element, op Basis vun där hiren Zuelen de Budget opgestallt gëtt. Hei scheitert awer leider de Wellen, fir och déi Verwaltung ze verstärken, u Schwierigkeete beim Recrutement. Et wier awer enorm wichtig, an de Rapporteur huet zu Recht dorobber higewisen, dass dës Verwaltung géingen emol esou outilléiert ginn, dass se fiabel Analysen a Prognose kéinten opstellen.

Här President, ech sot, mir dierften d'Hänn net an d'Schouss leeë, an op besser Zäite waarden. Mir sinn eis allegueren eens, dass de Finanzsecteur den zentrale Piler vun eiser Ekonomie duerstellt. E mécht dee gréissten Undeel vun de Recetten an eisem Budget aus. De Finanzsecteur beschäftigt vill Leit. Ech brauch wuel weider net dorobber anzegoen, wat fir en direkten an indirekten Afloss hien op eis Ekonomie huet. Aus deem Grund, muss mir dofir suergen, dass mir dee Secteur weider ënnerstëtzen, andeem mer d'Palette vun de Produkter, déi an deene leschte Jore schonns méi grous ginn ass, weider ausweiten.

Mir ënnerstëtzen och d'Efforte vun dëser Regierung, dass et zu kengem automateschen Informationsaustausch op europäeschem Niveau komme kann, wann Drëttstate sech net deenen nämlechten Dispositiounen ënnerwerfen, sou wéi dat zu Feira, fir d'Membere vun der EU, zréckbehale ginn ass. D'Bankgeheimnis ass a bléift e wichteg Instrument fir d'Lëtzebuerg Finanzplaz.

Här President, mir mussen de Finanzsecteur, an domadder also eis Ekonomie, stäipen. Zu enger effizienter Ënnerstëtzung vun eiser Ekonomie gehéiert awer och, se ze diversifizéieren. Et geet drëm, eiser Ekonomie nach aner Standbeener opzerrichten. An deem Kontext huet dann och d'LSAP sech zu Wuert gemellt, wou se an engem Wendemanöver, deen eigentlech sengesgläiche sicht, hir verfréit Panikreaktioun probéiert huet virgessen ze doen. Déi weltwäit wirtschaftlech negativ Evolutioun sollt der Lëtzebuerg Regierung an d'Zensur geschriwwen ginn.

D'Regierung ass kal erwëscht ginn. Si ass mat engem verdeckte Freudesschrei den 18. November op eng séier aberuffe Pressekonferenz geruff ginn, an déi interesséiert Öffentlichkeit ass gewuer ginn, dass si, d'Sozialisten, dat eigentlech schonns ëmmer gewosst hätten. Si hätten et aneschters gemaach. Selbstverständlech. Si hätten et besser gemaach.

Et ass mat Schlagwierder geschaff ginn, fir bei de Leit e Gefill vu Panik auszueléisen. Ech zitieren: „Der Lack ist ab, die Regierung steht nackt da, vor einem riesigen Scherbenhaufen, diese Leute“ - gemengt sinn déi an der Regie-

run - „sind nicht fähig, nicht als es dem Land gut ging und auch jetzt nicht“. Oder nach: „Wo ist die ruhige Hand zum regieren? Ich sehe nur eine hektische zitternde“. Dat si Citatiounen vun den Häre Body a Krecké, déi si bei där Pressekonferenz zum Beschte ginn hunn. Soss hat d'LSAP net vill ze soen.

A wéi si dëst, fir si dach éischer blamabelt Optrieden, gemierkt huet, huet d'Lëtzebuergesch Sozialistesche Aarbechterpartei de leschten 2. Dezember hiren 21-Punkte-Programm fir eng Standortoffensiv presentéiert. Allerdéngs, et war grad esou blamabel, wéi mer feststelle konnten, dass d'Iddeen, déi se virgestallt hunn, schon am Projet de rapport vum Budgetrapporteur drastongen, deen e puer Deeg virun un déi zoustänneg Memberen aus der Finanzkommissioun verschéckt gi war.

Dee Fall hate mer schonns eng Kéier mat der LSAP hire Propositionen zu der Bildung. Mä ier ech e bësse méi genau op der LSAP hiren 21 Punkte-Programm aginn, wëll ech just nach eng Kéier betounen - an de Statsminister huet dem Wirtschaftsminister jo d'lescht Woch och zugestëmmt -, dass mer net n'importe comment et à n'importe quel prix diversifizéieren wellen.

Esou ass et...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - D'Atomenergie wëllt Äre Wirtschaftsminister erbäibréngen.

Här Rippinger, en huet souguer vun Atomenergie geschwat. Wann dat Diversifikatioun ass, da soe mer och do neen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Esou ass et einfach fir d'LSAP, mat virop dem viregte Wirtschaftsminister, fir ze behaupten, et wäere keng nei Betriber an deene leschte Joren ugesidelt ginn. Esou eng Behauptung ass faktesch falsch, a scho regelrecht de mauvaise foi. Wann een dann och de Fait, dass een d'Betriber, déi schonns zu Lëtzebuerg sinn, an déi weider hei zu Lëtzebuerg investéieren wellen, als Quantité négligeable ofdeet, dann huet een awer endgültig de Bock ofgeschoss.

An de Joren 2000 an 2001 sinn 28 nei Aktivitéite gestart ginn, wat Investissementer vun 229 Milliounen Euro ausmécht a 719 nei Aarbechtsplazen. Dozou gehéiert och d'Guardian, déi zu Käerjeng eng nei Fabrik opgemaach huet, wat en Investissement vun 108,1 Milliounen Euro ausmécht. Mä fir eis Kollegen aus der Lëtzebuergesch Sozialistescher Aarbechterpartei an alle virop de fréiere Wirtschaftsminister sinn dat just nëmme Peanuts. Dës Regierung huet genau erkannt, em wat et geet.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dorun zweifele mer.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Mir mussen de Kontakt mat de Mammenhaiser vun deene Gesellschaften, déi schonns hei zu Lëtzebuerg sinn, oprecht erhalen. De Wirtschaftsminister, den Henri Grethen, ass dofir och schonns ënner anerem an Amerika bei d'Goodyear gewiescht a bei Astron Building Systems. E war och a Japan op Promotiounstour, an och do huet e mat de Responsabele vun de Mammenhaiser geschwat.

Dir wësst jo, dass mer an dëser Regierung - an Dir ënnerstellt eis dat jo ëmmer - vill op d'Dialogkultur leeën. Déi Konsolidéierung vun de Kontakter mat de Mammenhaiser ass also net vun ongeféier. Si ass wichtig, fir deene Gesellschaften ze weisen, dass mer Wäert op hir Presenz hei zu Lëtzebuerg leeën. Si komme jo bestëmmt net well mir Lëtzebuerg sinn a well mir esou schéin Aen hunn.

Gläichzäitig gëtt no neien Investisseure gesicht. An do zielen ech just op, wou den Henri Grethen am Joer 2001 war, dat heescht an Isra-

el, a Korea, a Finnland an a Schweden. Wann een esou een Effort de promotion mécht, dann ass et och wichteg dat Produkt, an eise Fall ass et eist Land, op eng kohärent Manéier dobaussen ze presentéieren. Dofir ass et och ze begréissen, dass de Ministère des Affaires étrangères mat all deene concernéierten Acteure vun eiser Ekonomie sech drugesat huet, fir e Konzept auszeschaffen, wat d'Promotioun vun enger Image de marque ubelaangt.

En entsprechende Logo ass d'Joer presentéiert ginn an eng Broschür ass ausgeschafft ginn, déi et den Acteuren aus eiser Ekonomie erlaabt, bei hiren Déplacements hiren Interlocuteurs a kuerzen a prägnanten Zich d'Atouten, souwuel gesellschaftlecher, sozialer wéi och ekonomescher Natur, virzestellen.

Dat, Här President, ass also déi eng Schinn op där eis Diversifikationspolitik fiert. Déi aner ass déi, dass mer de sougenannten Développement endogène virundreiwen. Et muss dee richtige Kader gestallt ginn, fir den Esprit d'entreprise ze förderen. Dat ass de steierleche Kader, an de legislative Kader, deen der wirtschaftlecher an technescher Entwécklung Rechnung dréit. Dat sinn d'Subventionne fir d'Betriber an der Recherche an am Développement. Dat sinn déi néideg Infrastrukturen, déi d'Nidderloosse vun neie Betriber favoriséieren. Dee Kader soll et erlaben, den Développement endogène virunzudreiwen a gläichzäiteg auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg unzezéien.

Ech wëll hei net op all Element agoen, den Här Calmes huet dat in extenso op eng ganz anschaulich Manéier a sengem Rapport gemaach, villméi wëllt ech e puer Elementer erauspicken a se mat deene vun der LSAP konfrontéieren. Un éischter Stell wëll ech awer de Rapporteur nach eng Kéier a sengem Rapport zitieren, wou e Folgendes seet: „Tout d'abord, le rapporteur voudrait rappeler que toute initiative du gouvernement tendant à encourager le développement, la diversification et la compétitivité économique découle du devoir des pouvoirs publics à chercher des moyens soutenant l'établissement de nouvelles entreprises.“

Dat gesot, Här President, kommen ech elo op déi Elementer ze schwätzen, déi main Interessi ganz besonnesch ugereegt hunn, wéi ech der LSAP hiren 21-Punkte-Programm gelies hunn. Staatlech Subventionne si wichteg fir de Betriber ze hëllef sech ze etabléieren. Do ass fir unzefänken emol d'Kadergesetz iwwert den Développement an d'Diversification économique vun 1993, dat am Joer 2000 modifizéiert ginn ass.

Dat Gesetz gesäit staatlech Subventionne an der Recherche, am Développement, am Émweltschutz an an der rationeller Utilisatioun vun den Energie vir. Dozou kommen dann och d'Instrumenter vun der SNCI. De Rapporteur huet a sengem Rapport gesot, dass ee sech Gedanke sollt maachen, fir nieft der SNCI nach aner Instrumenter ze schafen, déi et Lëtzebuerg géingen erlaben, an neie Wirtschaftszweigen e Rôle d'avantgarde ze spillen. E puer Deeg méi spéit kënnt dann d'LSAP mat hirem 21-Punkte-Programm a verkënnegt ganz houfreg, dass nei Instrumenter misste geschafe ginn, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen. Si erwähnt do och, dass d'SNCI eng méi aktiv Roll spille misst.

(Brouhaha général)

D'LSAP hat wahrscheinlech verpasst dem aktuelle Wirtschaftsminister bei senger Fôiresried vun dem Joer nozelauschteren, soss wëisst si, dass d'SNCI decidéiert huet, sech un engem israeliesche Fond fir capital-risque am Domaine vun den neien Technologien ze beedelegen.

D'LSAP seet och, et misst eng effizient Plattform geschafe ginn, wat de Commerce électronique ubelaangt. Domadder huet se Recht, mä den Här Calmes seet genee datselwecht a sengem Rapport, dee jo bekannterweis virum ominösen 21-Punkte-Programm vun der LSAP erauskomm ass. Hie seet, an ech zitieren:...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir hat en, mä mir haten en net.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- En ass donneschdes owes um Véierel op sechs erausgaangen an d'LSAP hat hir Pressekonferenz méindes. Si haten also iwwert de Weekend gutt Zäit sech do ze inspiréieren.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Wann ech lech soen, wat dee Weekend alles lass war.

■ Une voix.- O Mamm!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- „Le commerce électronique est un domaine où le Luxembourg doit également se mettre en tête de peloton.“ D'LSAP bleift sech konsequent a widderhelt an hirem eegene Programm, an ech zitieren: „Nach dem Inkrafttreten des Gesetzes über den elektronischen Handel fehlt es allerdings noch immer an einem performanten Instrument zur Zertifizierung der elektronischen Unterschrift.“

Wann d'Lëtzebuerg Sozialistesche Aarbechterpartei dem heitege Wirtschaftsminister besser nolauschtere géing a manner deem fréiere Wirtschaftsminister, da wëisst se, dass den Henri Grethen de leschten 2. Oktober virun der Chambre des Métiers gesot huet, dass schonns den 1. Juni 2001 e Règlement grand-ducal geholl ginn ass, fir de Kader fir d'Signature électronique ze setzen.

(Interruption)

D'LSAP wëisst dann och, dass et net esou evident ass, déi néideg technesche Normen opzesetzen, déi fir d'Prestataires de services gëlle sollen, well déi Normen, déi an Europa an an der Welt gëllen, fir de Moment op jidde Fall, nëmme deelweis public sinn.

Weiderhi wier d'LSAP och au courant, dass den heitege Wirtschaftsminister eng Plattform fir eng Public Key Infrastructure an d'Liewe geruff huet, wou d'Expären déi beschte Sécherheetsnorme selektionéieren oder ausschaffe sollen. Dat soll et och erlaben, déi néideg Prozeduren ze entwéckelen, déi déi privat esou wéi déi öffentlech Réseauen ofsécheren sollen.

Här President, an dann huet d'LSAP nach e ferme Problem.

(Brouhaha général)

Et geet net duer, dass si dem fréiere Wirtschaftsminister ze vill nolauschert, mä si lauschert him och nach falsch no. D'LSAP weess selwer herno net méi, wat se mécht.

Oder wéi erkläert se sech, dass dee fréiere Wirtschaftsminister behaapt, dass mer et géinge verpenen an d'Biotechnologien anzeklammern. An hirem faméisen 21 Punkte-Programm seet d'LSAP: „Die als Wirtschaft der Zukunft angesehene Biotechnologiebranche ist in Luxemburg immer noch ein Tabu. Berührungängste der aktuellen Verantwortlichen verhindern die Niederlassung von Firmen dieses neuen Industriezweiges.“

Ech froe mech, ob eis Sozialiste vergiess hunn, dass se eng Motioun gestëmmt hunn am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Projet de loi, deen d'Transposition vun der Direktiv iwwer d'Protection juridique des inventions biotechnologiques, wou d'Regierung opgefuerdert gétt, déi Direktiv ze renégocéieren? Déi Motioun ass jo net nëmme vun deene mannsten ën-

nerschriwwen. Si ass ënnerschriwwen gi vun den Häre Krecké, Bodry a Fayot.

A stellt lech vir: Wien hat déi Motioun erabuecht? D'Madame Delvaux. Bei der LSAP schéngt déi riets Hand net méi ze wëssen, wat déi lénks Hand mécht, oder wéi soll ech d'est paradoxit Behuele verstoen?

D'Chamber huet déi Motioun deemools gestëmmt - an ech war jo President, a sinn et jo nach, vun der Ethikkommissioun, wou dat geschitt ass -, well mer verschidde berechtigt Awänn haten, wat déi Direktiv ubelaangt. Et waren awer bestëmmt net déi politesch Responsable, déi gebremst hunn, oder, wéi si schreiwen, Berührungängscht gehat hätten.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ass da schonns nei verhandelt ginn?

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech kéint elo ouni Weideres virufueren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Rippinger, wat sinn dann d'Resultater vun deenen Neiverhandlungen?

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- De Minister wollt deemools net verhandelen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wéi sinn dann d'Resultater dovun, opgrond vun där Motioun vun der Chamber?

(Interruptions diverses)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech kann den Här Di Bartolomeo berouegen. D'Kommissioun huet eng Hausaufgab kritt a si ass opgefuerdert ginn, dann och en Inventaire opzestellen vun deem, wat se an där Direktiv net gutt féint. Do hu mer zwee Rapportere genannt: ee fir de juristeschen Aspekt, dat ass d'Madame Durdu, an ee fir den etheschen Aspekt, dat ass d'Madame Delvaux.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ah, très bien. Wann d'Madame Delvaux dobäi ass, da sinn ech iwwerzeegt, dass et eppes gétt.

(Brouhaha général)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech mengen, dat gétt dem Här Di Bartolomeo eng ganz satisfaisant Äntwert.

■ Une voix.- Egal wat.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- D'Madame Durdu weess emol näischt dovunner. Här Rippinger, Dir hutt d'Madame Durdu elo um ganz falsche Fouss hei erwëscht, well si weess näischt vun hirem Missioun.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Neen, Här President, dat stëmmt net. Dat ass an engem Procès-verbal festgehalen. Mir wäerten am Januar dorüber zrëckkommen, dass mer dem Minister den Argumentaire liwweren, deen d'Kommissioun opgestallt huet, fir dass hie kann zu Bréissel bei der Kommissioun intervenéieren. Esou einfach ass dat. Dir braucht nëmme d'Procès-verbaux anzekucken.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech stelle just fest, Här Rippinger, dass Dir schéin an d'Ruddere komm sidd.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Mir schéngt et, Här President, wéi wann d'Sozialisten elo ufänken, souguer d'Evidenz selwer nach ze bestreiden.

(Hilarité)

Ech kéint also ouni Weideres virufueren, mä wann ech dat géing maachen, da wien den 21-Punkte-Programm, dee jo awer scho bal e Plagiat ass vum Emile Calmes sengem Rapport, emol net méi de Pabeier wäert, op deem e geschriwwen ass.

Den 21-Punkte-Programm weist, dass d'LSAP sech a Kontradiktione verzettelt a mat Iddië kënnt, déi scho laang amgang sinn, realiséiert ze ginn, oder wou d'Regierung schonns d'Démarché gemaach huet, fir dat ëmzesetzen. Trotzdeem bleiwen ech awer mat der LSAP an eppes d'accord: D'Diversifikatioun an den Développement vu bestehende Betriber si wichteg. D'Diversifikatioun ass e Prozess, dee scho längstens um Lafen ass. Et soll een awer elo net higoen an d'Leit gleewen dinn, dat ee vun haut op muer eis Ekonomie ëmkrempelen kéint. Dat ass net méiglech an d'Sozialiste missten dat jo eigentlech opgrond vun hirem honnertjähereg Erfahrung wëssen.

Ech wëilt hei ervirsträichen, dass een alleguerten d'Opportunitéiten, déi sech an der Diversifikatioun opmaachen, objektiv betruuechten an analyséiere soll, wat eigentlech der Ekonomie, an notamment der Lëtzebuerg Ekonomie, eppes bréngen kann. De Protokoll vu Kyoto, mat senger flexible Mechanismen, ass esou en Domän, deen et derwäert ass, méi genau ënnert d'Lupp ze huelen. Mäi Fraktiounskolleeg Claude Meisch wäert dee Sujet méi ausfeierlech traitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et besteet keen Zweifel, dass d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft zu engem grouse Prozentsaz vun enger motivéierter a virun allem héichqualifizierter Main-d'oeuvre ofhängeg ass. An Zäite wéi haut géllt dëse Grondsaz ëmsou méi. Schonns 1999 huet d'Demokratesch Partei an hirem Wahlprogramm festgehalen, dat eng gesond Wirtschaft d'Quell vun Aarbechtsplazen a Steieren ass, déi d'Regierung am Interesse vun de Bierger investéiere muss, fir enner anerer sozial Sécherheet a Bildung ze garantéieren.

Fir eis si Stéchwierder, wéi Rentabilitéit a Produktivitéit, kee Selbstzweck, mä de Garant vun engem héije Liewensstandard, enger zoliter sozialer Ofsécherung an enger nationaler Kohäsioun. An enger gutt duerchduchtere Diversifikationspolitik, fir deen enke Lien vu Lëtzebuerg mat der internationaler Finanzplaz méi flexibel ze gestalten, spillt de Mëttelstand eng ausschlaggebend Roll. Eng Roll, där hien awer nëmme gerecht ka ginn, wann niewent deem néidegen Esprit d'entreprise eng qualifizéiert Main-d'oeuvre zur Verfügung steet.

Fir d'Demokratesch Partei ass deemno dës Argumentatioun Grond genuch, fir no all deene sëlliche positive Resultater an der Bildungspolitik weiderhi mat darselwechter Motivatioun an deemselwechten Engagement d'DP-Bildungsoffensiv weider ze driewen.

Ouni der Madame Durdu virzegräifen, déi sech méi intensiv mat der Bildungspolitik wäert beschäftegen, ginn ech lech e puer Stéchwierder, déi weisen, wéi d'Bildungsoffensiv an der Praxis ausgesäit. A puncto Infrastrukture sinn am Kader vum Plan sectoriel directeur lycées eng ganz Rei vun neie Schoulgebaier schon am Bau, oder wéi de Mamer Lycée scho geplangt. De Péitenger Lycée technique kritt en neit Gebai, zu Jonglënster entsteet en neie Lycée technique, fir d'Schoulkapazitéiten och am Oste vum Land ze erweideren, op de Frichen zu Belval-Ouest kënnt ebenfals en neie Lycée technique, datselwecht géllt fir Réiden, wou d'nächst Joer schon ugefaange gétt.

Nieft dem genannte Plan directeur wäert de standardiséierte Konstruktionsprogramm wäitgehend dozou bäidroen, fir endlech d'Dauer, vum Plange bis hin zum Bau, vun neie Schoulgebaier ze verkier-

zen. A puncto Recrutement vun Léierpersonal huet d'Aféierung vun enger zweeter Sessioun vun den Examen-concours dozou geféiert, d'Zuel vun de Kandidaten, déi zum Stage pédagogique zougelooss sinn, substanzuell ze erhéien. 2002 bleiwen nëmme 15 Posten onbesat. Déi Jore virdu louchen d'Zuele bei 34, respektiv 28.

Mä och a puncto nei Programmer a Léiermethoden, déi déi individuell Besoine vun de Kanner respektéieren, huet d'Bildungsoffensiv eng positiv Bilanz ze verzechnen. Am Primaire gouf e Cycle d'apprentissage agefouert, am Secondaire ass d'Reform vun der Division supérieure elo Realitéit.

Mat engem gewëssen Amusement huelen ech dofir zur Kenntnis, mat wat fir enger Hartnäckegkeet eis sozialistesche Kolleegen a regleméissegen Ofstänn hir „Léisungsvirschléi“ fir d'Schoulpolitik an der Press verkënnen. Propositionen, déi allerdéngs oppen Dieren arennen, étant donné dass se säit längerem de Schrëtt vun der Theorie an d'Praxis hannert sech hunn. Als Beispill zitieren ech d'LSAP-Fuerderung aus hirem Steeseler Pabeier vum 19. September, fir d'Moduler oder den Teamteaching am Primaire anzeféieren. D'DP huet sech laang Jore fir dës Mesurë staark gemaach an d'Edukationsministesch huet och net gezéckt, dës Mesurë séier ëmzesetzen.

Ech hätt mer gewënscht, Här President, dass sech d'LSAP mat darselwechter Hartnäckegkeet während deene 15 Jore, wou si an der Regierung war, fir eis Schoulpolitik agesat hätt. Dobäi kënnt, Här President, dass de politesche Stil vun der LSAP, menger Meinung no, dann awer, oder dann und wann, ze wënschen iwwreg léisst, virun allem, well se sech gäre mat de Mérité vun anere Leit rëschte wëllt.

Èmmer nach an hirem Steeseler Pabeier steet geschriwwen, dass si déjéineg gewiescht wären, déi d'Orientéierungsdebat iwwer PISA gefuerdert hätten. Or, d'Orientéierungsdebat iwwer PISA gouf vum Här Garcia gefrot, vun deene Gréngen also ugefrot, a selbstverständlech dann och majoritär an der Edukationskommissioun ugeholl. Anstatt permanent mat engem scho bal karikatürelem Pessimismus iwwert d'Schoulpolitik hierzefalen, géing ech der LSAP un d'Häerz leeën, hir Kritik méi konstruktiv ze gestalten.

(Interruption)

Dat heescht zum Beispill net waarm Loft, mä konkret Propositionen eranzerechen, wa si dozou opgefuerdert ginn. Schonns am Joer 2000 ware si der Opfuereung vun der Edukationskommissioun Propositionen eranzerechen, am Kader vun der Orientéierungsdebat iwwert d'Ecole d'intégration, net gerecht ginn. Am Virfeld vun der PISA-Debat sollt et net aneschtens goen.

Dovun ofgesinn, waren et eenzeg an eleng déi Gréng, déi Propositionen an d'Kommissioun erabuecht hunn.

(Interruption)

Här President, d'Demokratesch Partei féint et Schued, dass et an esou engem wichtegen Dossier, wéi an der Schoulpolitik virgezu gétt, Polemik ze maachen, anstatt sech un een Dësch ze setzen an zesummen un där Reform vun eise Schoulsystem ze schaffen. D'CSV huet hiert Engagement an hir Ennerstëtzung fir d'Bildungsoffensiv nach ganz rezent enner Bewäis gestallt. Déi Gréng weise vill Eegeninitiativ, mä d'LSAP schéngt et awer leider virzezéien, hire solitäre Kräizuch weiderzeféieren. Ech hoffen, dass vläicht an der nächster Debat iwwer d'Education nationale, déi op Initiativ vun der DP all Joer soll stattfannen, eng Grätz méi konstruktiv Beitrag vun hinnen ze erwaarde sinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir schéngt net ze wessen, wéi de Secteur d'Schoulpolitik vun der DP aschätzt.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Et ass d'Zil vun der Demokratescher Partei...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Do erlieft Der nach Äert blot Wonner!

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - ... dem Virsatz vum EU-Sommet vu Lissabon, dee beseet, dass Europa soll „l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde“, gerecht ze ginn. Den Apprentissage, d'Formatioun an d'Informatioun vun den Acteuren um Terrain sinn d'Schlëssselementer, fir dass Lëtzebuerg mat hëllef dest Zil ze errechen.

Här President, de Rapporteur huet ënnert deenen neie Konditiounen, déi eis bekannt sinn, probéiert ze ënnersichen, wéi mer eis Recettë vu muer garantéieren a wéi mer eis Dépense besser a méi effizient kënnen tëtegen.

Wat d'Recetten ubelaangt, esou hu mer dee Volet jo mat der Diversifikatiounspolitik ugeschnidden. Op der Dépensesäit huet de Rapporteur eng ganz interessant Analys vun deem gemaach, wat mer an deenen nächste Joren an eis Infrastrukturen investéiere wëllen. Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, dass et richtig wier, den Investitiounsniveau héich ze halen. Et ass eng Tatsaach, dass mer mat deem, wat mer elo bauen, eise Patrimoine immobilier verduebelen. Wa mer dann och nach déi Gebaier, déi elo vun Etablissements publics géréiert ginn, oder déi, déi iwwer d'Loi de garantie realiséiert ginn, derbäi zielen, déi eng Kéier un de Stat zrëckfallen, da gëtt eisen heitege Patrimoine carrément verdräifacht. Et dierf een also net d'Nofolgekäschte vergiessen, déi bei deene Gebailechkeeten ufalen, sief dat um Niveau vun der Exploitatioun oder um Niveau vun dem Entretien.

De Rapporteur huet sech a sengen Ausféierungen op d'Beispill vum Entretien limitéiert. Dat eleng illustriert awer zur Genüge de Käschtepunkt, deen de Patrimoine immobilier generéiert, a wéivill méi deier et ka ginn, wa mer eigentlech näischt ënnerhuelen. Dofir ënnersträchen ech nach eng Kéier déi interessant Iwwerleeungen, besonnesch an deenen Zäiten, wat den Entretien préventif vum Patrimoine de l'Etat ubelaangt. Et kënnen effektiv à moyen et à long terme vill Sue gespuert ginn.

Doriwwer eraus schéngt mer dat regelméissegt a kontrolléiert Plange vun engem Entretien vun eise Gebaier och interessant ze si fir eis Handwerksbetriber. Wa mer vun Investissementer schwätzen, an dat an Zäiten, déi eis dozou beweegen méi virsichtig mat eisen Dépense emzegen, da kënt och dee Moment, wou ee sech ebe Prioritéit setze muss. D'Schoul stellt eng absolut Prioritéit duer. Dat wësse mer all, an do mengen ech, si mer eis heibannen och alleguerten eens. An ouni den Diskussiounen iwwer d'Regierungsamendement wëlle virzepräifen, wëll ech just hei feststellen, dass déi Dotatiounen, déi fir de Fonds d'investissements publics scolaires am initiale Budget festgehale goufen, bibebehale mussen ginn. Dofir, zur Konkusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP steet zu de sozialen Acquisen a steet och dozou, dass net dorunner geërckelt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Wéi steet se dann zu hire Wahlversprechen?

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Mir hunn eng Mouk, wéi de Rapporteur gesot huet, Geld aus deene gudden Joren an de Strémp, well d'Steieren aus der Kollekti-

vitéitssteier nach net all eran sinn. Mir hunn eng minimal Statsschuld, déi eis och d'Méiglechkeet gëtt, fir wann et eng Kéier géing noutwendeg ginn, verschidden Investissementer iwwer Emprunten ze finanzéieren. D'Plus-valuë vun deene leschte Joren hunn eis et erlaabt, d'Investitiounsfonge gutt ze provisionéieren. Dës Regierung ass also eng responsabel Regierung. Si huet mat där néideger Rou op déi nei ekonomesch a finanziell Daté reagiert an huet eng Rei vu Signaler a Messagé ginn, déi, wéi ech mengen, der heiteger Situatioun ugepasst sinn an d'Situatioun och no bausse richtig vermëttelen. D'Situatioun verlaangt vun eis, dass mer se genau suivéiere mat där néideger Virsicht, awer och mat der Gewëssheet, dass mir iwwer gesond Statsfinanze verfüegen an deenen Abroch mat deene Reserven, déi eis zur Verfügung stinn, opfänke kënnen.

Mir müssen eis Ekomie tatkräfteg ënnerstëtzen, a mir konnte feststellen, dass dat och geschitt, sief dat um Niveau vun eisem Finanzsektor an der Diversifikatiounspolitik, oder eben iwwer déi Regulatiounsinstrumenter, iwwer déi de Stat verfügt. Mir hunn eng Regierung, déi et eierlech mengt, déi d'Saachen esou seet, wéi se sinn, an alles mécht wat se kann, fir dass déi Situatioun, déi mer elo kennen, net Ausmoossen unhëlt, déi mer herno net géinge Meeschter ginn. Esou enger Regierung ka meng Fraktioun nëmmen hiert Vertrauen aussprechen, an aus deem Grond, Här President, wäert meng Fraktioun dese Budget och stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un de Kolleg Emile Calmes als Rapporteur, deen en Dokument an engem Héicht vun 206 Säiten hei zesummegehallt huet. Ech muss eierlech soen, ech war déi leschte Kéier mam Rapporteur vun der DP net esou fein, mä ech géif awer soen, dass dat heiten dee beschte Rapport ass, deen en DP-Politiker an deene leschten 20 Joer hei an der Chamber virgedroen huet, well fir eng Situatioun, déi esou schlecht ass wéi déi heiten, esou gutt ze ëmschreiwen, muss ee schon e Meeschterwierk kënnen virleeën. Et ass eng interessant Zesummestellung, déi an deem Dokument ass.

Här President, ech géif och nach eppes hei am Ufank wëlle soen, wat ech schon eng Kéier virun zwee Joer hei gesot hunn, an zwar, ob mer eis et net sollten als Chamber iwwerleeën, fir d'Debatte vum Budget 14 Deeg oder dräi Woche virzeverleeën, wéi dat am Ausland an deene meeschte Parlamenten de Fall ass, well mer jo wëssen, dass eis Regierungsmemberen ëmmer ëm des Zäit op de Sommet sinn, an dofir versti mer och, dass den Här Statsminister an den Här Budgetsminister muer net kënnen hei sinn. Si hu wichteg Engagementer wat d'Land ubelaangt, mä ech mengen, mir kënnen eng Kéier global déi Budgetsdebatten no vir leeën.

Mir hoffen a mir wënschen och, dass muer eis Regierungsmemberen zu Bréssel um Sommet eng gutt Hand hunn, an dass se dat, wat si hei vis-à-vis vum Parlament als Engagement geholl hunn, a wat och vun alle Fraktiounen ronderëm ënnerstëtzt ginn ass, duerchsetzen. Ech mengen, si hunn net nëmmen eng Missioun, mä ech géif soen, et ass och eng Pflicht vis-à-vis vum Parlament, fir eben déi Resultater, wéi se zu Feira festgehale si ginn, och ze verwierklechen. Et ass e Mandat, dat se och hei vum Parlament an déi Richtung kritt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Budget, dee mer haut

hei diskutéieren, gëtt selbstverständlech aus engem anere Bléckwénkel diskutéiert, wéi dat an deene vergaangene Joren de Fall war. Mir hu soss eng Haaptdebatte gehat, wou mer gekuckt hunn, wéi d'Regierung de Budget ënnerschat huet, a wéivill Plus-valuë mer méi erakritt hunn, wéi der am Budget stongen.

D'Zäiten hu geännert, an d'Politik dierft dofir méi interessant ginn, well et elo méi, géif ech soen, ëm d'Detailer geet. D'Oppositioun, muss een haut bal kloer soen, hat viru Joren e Problem. Wa mer eng Steierreduktioun vun 10% gefrot hunn, dann huet d'Regierung eng vun 15% gemaach. Et war also och schwéier, fir Oppositiounspolitik ze maachen, mä haut komme mer an eng Zäit, wou et méi ëm d'Wurscht geet, géif ech soen, a wou mer müssen diskutéieren, wéi mer dat Geld, dat mer nach hunn, am beschten an am gerechtste kënnen verdeelen.

Ech wëll kuerz am Ufank e klengen Iwwerschwingung maachen iwwer dat wirtschaftlecht an dat ekonomesch Einfeld, wéi se sech am Abléck hei am Land stellen.

Wat d'Inflatioun ubelaangt, si mer an engem Parameter, deen duerchaus vertriebar ass. Nodeem mer 1999 nëmmen 1% Inflatioun hatten, ass se eropgaangen op 3,2, dann erof op 2,7 a souguer 2%, a mer sinn elo ëmmer 2% ukomm.

D'Prognosen, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, si Prognosen, déi am Fong jiddereen iwwerrascht hunn. An zwar si se ëmmer no ënne revidéiert ginn. Wa mer zum Beispill de Budget vun 2001 kucken, sou ass, wéi de Budget 2001 virgedroe ginn ass, vun engem Wuesstum vu 6% geschwat ginn. Beim Budget vun 2002 ass de Wuesstum vun 2001 no ënne corrigéiert ginn, an zwar op 3,9%. Bei der Presentatioun vum Budget 2003 ass de Wuesstum vun 2001 op 3,5% reduzéiert ginn. An elo am Oktober ass en op 1% reduzéiert ginn.

Datselwecht stelle mer fest, wa mer de Wuesstum vun 2002 kucken. Wéi de Budget 2002 virgedroe ginn ass, war e 5,3%. Bei der Presentatioun vum Budget 2003 ass en zréckgeschrauft ginn op 2,7%, an elo am Oktober op 0,5%.

De Budget 2003 ass bei senger Presentatioun virgestallt gi mat engem Wuesstum vu 6,6% an elo ass e schon zréck op 2%. A wa mer der OECD gleewen, da sinn och schon erëm déi 2% falsch, an et misst schon erëm no ënne corrigéiert ginn.

Mir stellen also fest, dass an deenen dräi leschte Budgetsjoren, déi Prognosen, déi ëmmer opgestallt gi sinn, permanent no ënne reduzéiert gi sinn. A wat nach méi erstaunlech ass, dass mer, am Fong mat engem Joer Retard, dest Joer am September gesot kréien, wéi de Wirtschaftswuesstum 2001 war; an zwar nëmme méi 1%.

Dat sinn natierlech keng Lorbeere fir eng Regierung, déi, praktesch mat engem Retard vun engem Joer, dem Parlament an der Öffentlechkeet matdeelt, dass de Wirtschaftswuesstum vun engem Joer, wou schon 10 Méint erëm sinn, vill méi niddreg ass, wéi deen, dee si bis dohinner deklaréiert huet. A wann een dann och nach weess, dass déi Prognosen net vu Lëtzebuerg mä un eischer Stell aus dem Ausland kommen, wou d'Ausland d'Donnéen vu Lëtzebuerg kritt, dann ass dat am Fong nach méi blamabel fir eng Regierung.

Mir hunn als ADR gesot, dass d'Situatioun hei am Land awer nach net dramatesch ass, well de Wuesstum an deene leschte Jore viles bruecht huet. Mir hunn emol de reelle Wuesstum vum PIB festgestallt

vun 1995 op 2000 an hunn als Ausgangspunkt 100 als Basis geholl. Wann all Land 1995 op der Basis 100 gewiescht wier a mer kucken, wéi déi verschidde Länner a fënnf Joer gewuess sinn, dann ass Lëtzebuerg am Joer 2000 bei 138 ukomm, dat heescht 38% Zouwues a fënnf Joer vum PIB. D'Europäesch Union vun deene 15 ass awer nëmmen ëm 13,5% gewuess, d'Eurolänner ëm 13,2%, d'Fransousen ëm 13%, d'Belsch ëm 14,8% an eis däitsch Noperen ëm 9,4%. Lëtzebuerg huet also e Wuesstum fäerdege bruecht vun 1995 bis 2000 mat enger Joeremoyenne vu 6,68%. Lëtzebuerg huet sech also an deene fënnf Joer e Virsprong verschafft vu méi wéi 25% vis-à-vis vum deene anere Länner, ouni elo dee Virsprong ze berücksichtegen, dee mer scho virun 1995 hatten.

Dat wëllt awer elo net heeschen, dass de Pouvoir d'achat vun den eenzelne Bierger deementsprechend an d'Luucht gaangen ass, well mer wëssen och, dass d'Präisser massiv geklomme sinn. Och wëssen mer, wéi d'Baupräisser hei am Land an deene leschte Joren ugezu sinn, sou dass e normale Bierger sech hei am Land praktesch keng Bauplaz méi ka kafen. Déi gutt Entwécklung hat net nëmme positiv Säiten, se hat och grouss Nodeeler. Bei den Infrastrukture fir d'Spider, fir d'Verwaltung komme mer net méi no, am Stroosebau, am öffentlechen Transport. De Wunnengsmaart ass eng Katastroph. D'Explosioun vun de Baulandspräisser, wéi ech elo grad gesot hunn, huet eng Situatioun eropbeschwor, dass vill Leit sech haut net méi kënnen en Terrain kafen.

Eise Statsminister huet 1999 an der Debatt zur Lag vun der Natioun gesot, dass dee stramme Wuesstum dee mer am Land hätten, grad genuch géif ofwerfen, fir d'Nofolgekäschten ze decken, sou dass mer also ënner dem Stréch net onbedéngt müssen ee Geschäft maachen, doduerch dass mer ëmmer méi Leit an d'Land kréien a méi wirtschaftleche Wuesstum hunn. Dorausser ass jo och dunn déi Debatt entstanen vum 700.000 Awunnerstat, déi eise Statsminister laass getraut huet, a wou ech géif mengen, dass déi Ausso gréisstendeels Schold drun ass, dass duerno d'Baupräisser hei am Land esou drastesch an d'Luucht gaange sinn.

Mir als ADR hunn am Fréijoer gesot, dass een de Wuesstum misst bremsen, a mir hunn och dovu geschwat, dass een e vertriebare Wuesstum misst realiséieren, dee mer géifen als Land meeschteren, an net méi dee stramme Wuesstum, wéi dat an de vergaange Joren de Fall war. Mir waren och frou, dass d'lescht Woch den Här Budgetsminister bei senger Interventioun quasi an déiselwecht Kerb gehaen huet, well en huet gesot: Mir wëllen e raisonnabele Wuesstum am Land kréien. An et ass och dat, wat e mir als ADR gesot hunn, dass een och net kënt op deem Wuesstum weiderfueren, wéi en am Land bis elo war.

Et huet zwar kee sech esou eng Bremsung virgestallt, wéi se momentan stattfënn, wou jo warscheinlech d'Regierung net responsabel ass, si ass jo nëmme responsabel, wann ech d'Majoritéitsdeputéierten de Mëtten hei schwätzen héieren huet, wann et gutt geet, mä wann et méi schlecht geet, da sinn alleguerten déi aner schëlleg a si hu selwer näischt domat ze dinn.

Obschonn d'Verwaltungen, wat d'Budgetsrecetten ubelaangt, d'Steierrecetten, souwuel vun 2002 wéi 2003, no ënne revidéiert hunn, an obschonn d'Oppositioun ëmmer erëm gesot huet, dass de Budget misst deementsprechend no ënnen amendéiert ginn, huet d'Majoritéit dat eng laang Zäit kategoresch refuséiert zouzeginn, bis den 21. November de Budgetsminister an d'Kommissioun komm ass, an

dunn en amendéierte Budget virgeluegt huet, deen am Fong dat erëmginnt huet, wat d'Verwaltungen eis scho Wochen, fir net ze soe Méint virdu gesot hatten.

Mä och deen amendéierte Budget bréngt keng weider politesch Décisiounen mat sech. De Gros vun den Annerungen ass am Fong op Grond vun der Budgettechnik néideg, déi sech dorausser erginn, well eben eng Rei vu Politiken u Prozentsaz fixéiert sinn, déi sech aus dem PIB entwéckelen, ob zum Beispill bei der Entwécklungshëllef, der Fuerschung, oder bei enger Rei vun Transferten un d'Sozialversécherungen. Wann also manner Leit schaffen, wa manner verdéngt gëtt, ginn och manner Cotiatiounen vum Stat un d'Sozialversécherungen iwwerwisen. Am Fong waren do keng politesch Décisiounen erfuerdert, mä et war reng budgettechnesch, dass manner Dépense zustane komm sinn.

Eng Ausnahm ass déi massiv Erhéijung vun de Accisen, déi mer an deem amendéierte Budget virgedroe kritt hunn. Dës Chiffere sinn awer alleguerten mat Virsicht ze genéissen, well wéi scho gesot, d'OECD schon erëm de Wirtschaftswuesstum fir d'nächst Joer no ënne revidéiert huet, e Chiffer deen also net méi korrespondéiert mat deem, wéi de Budget opgesat ginn ass.

Och eis Zentralbank huet an deene leschten Deeg public gemaach, dass si net un dee Budget gleeft, an dass se mengt, dass mer d'nächst Joer e Budgetsdefizit kéinte kréien, deen ëm déi 2% läit. Et muss een och wëssen - an ech kommen herno nach drop ze schwätzen -, dass d'Investitiounen an de Gemenge wäerten zréckgoen, wat och en negativen Afloss wäert op d'Budgets-entwécklung hunn.

Well alleguerten déi Prognosen, déi mer an deene leschte Jore kritt hunn, permanent no ënne revidéiert si ginn, a mer elo e Budget hunn, dee schon net méi richtig ass, a wa mer un esou vun engem Budget ausginn, wou mer mengen, et géif d'nächst Joer am Hiersch erëm unzéien, si mer der Meinung, Här President, dass d'Regierung der Chamber soll regelméissegt e Rapport virleeën, an zwar all Mount, wéi déi finanziell an ekonomesch Entwécklung vum Land ass.

Mir deponéieren an deem Sënn eng Motioun, fir dass d'Parlament méi séier um Lafende gehale gëtt, an net mat engem Retard vun engem Joer gewuer gëtt, wéi d'Evolutioun dat Joer virdu war.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que la situation économique et financière du pays nécessite dans la conjoncture actuelle une information régulière de la Chambre des Députés sur les données économiques du pays et sur l'état des finances publiques;

invite le Gouvernement

- à informer mensuellement la Chambre des Députés, représentée par la commission

compétente, sur la situation économique du pays et sur l'état des finances publiques.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Grisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Ech hu grad gesot, dass d'Situatioun vum Land net esou schlecht ass am Abléck. Dat wëllt awer net heeschen, dass een net muss déi richtig Konklusiounen draus zéien. D'Statsschuld, déi mer hunn, ass äusserst minim mat 685 Milliounen Euro, mä mir hunn awer och nach 2 Milliarden Euro engagéiert iwwer d'Loi de garantie, déi een och muss als Statsschuld mat berücksichtigen.

D'Fongen, fir d'Schuld kënnen ze decken mat 443 Milliounen Euro, decken am Fong zu 60% déi normal Schuld. D'Reservfongen, déi hu quasi 3 Milliarden op den 30.

September d'ës Joer gehat. Mä et muss ee wëssen, datt esouwuel d'Reserve budgétaire wéi d'Reserven vun de Fonds spéciaux 2002 ëm 16,4% zréckgaangen ass, an 2003 ëm 26,26%. Et gesäit een also, datt d'Fongen ufänken ofzuehelen an deene leschten zwee Joer, wou se virdrun am Fong vu Joer zu Joer ëmmer weider geklomme sinn.

Iwwert d'Liquiditéit a méi speziell iwwert d'Liquiditéit vun deenen op EMTN-Fonge plazéierte Gelder schwätzt mar de Moie mäi Fraktiounskolleeg Henckes. An och, wann den Här Weiler de Mëtte gesot huet, datt mer nach déi schlummernd Reserven hunn, Reserven déi am Fong de Stat nach ze encaisséieren huet vu Joren, wou et der Economie nach besser gaangen ass, ass dat awer keng Ur-saach, fir kënnen ze soen, mir kënnen elo weider op deem Niveau liewen, well mer liewe momentan an engem Joer, an d'nächst Joer an engem Joer, an hunn d'lescht Joer geliefert an engem Joer, wou manner Steieren am Fong erwirtschaft si ginn. Mir liewen de Moment nach vu Steieren aus deene gudden Joren. Mer wëssen och, datt am Joer 2005 et ufänkt mat den Ofrechnungen vun deene méi schlechte Joren a mir müssen eis dodrobber astellen.

De Chômage. Den Här Statsminister huet d'lescht Woch hei annerhalfe Stonn geschwat, an den Här Budgetminister huet eng Stonn geschwat, a kee vun deenen zwee huet dat Wuert Chômage eng Kéier an de Mond geholl. Mir hu mol gekuckt, wéi de Chômage sech entwéckelt huet zënter datt dës Regierung am Amt ass, vun 1999 un. Mir stelle fest, datt d'Zuel vun de Chômeure vu 5.240 op 6.455, also ëm 23,2%, zënter datt dës Regierung am Amt ass, geklomm ass. An déi Leit, déi an enger Mesure d'emploi sinn, déi Zuel ass vun 1.796 op 2.903, also ëm 61,7% geklomm. Insgesamt aus de Chômage ëm 33% hei am Land an d'Luucht gaang. An d'Resultater vun deenen zwee leschte Méint weisen drop hin, datt et net wäert méi lues goen, well mer haten déi lescht zwee Méint all Kéiers tëschent 500 a 600 Leit, déi zousätzlech an de Chômage komm sinn, d'Frontalieren net berücksichtegt. Wann ee weess, datt d'Frontalieren am Privatsecteur praktesch d'Halschent vum Aarbechtsmaart ausmaachen, a wann ee weess, datt vläicht d'Résidenten nach op besser oder méi sécher Plaze komme wéi d'Frontalieren, da muss ee soen: Wa mer 500, 600 Résidenten an de Chômage entlooss hunn, datt dann doudsicher op d'mannst esou vill Frontalieren och entlooss si ginn. Dat heescht, datt eisen Aarbechtsmaart an deene leschten zwee Méint sécherlech all Mount iwwer 1.000 Leit an de Chômage geschéckt huet.

Et ass also keng positiv Bilanz, déi dës Regierung am Domän vum Chômage opzeweisen huet. An alles wat net positiv ass, doriwwer versteet dës Regierung net ze schwätzen. E liewegt Beispill war, wéi gesot, d'lescht Woch hei. Souwuel de Statsminister wéi de Budgetminister, déi kee Wuert iwwert de Chômage verluer hunn, ob-schonn eng dramatesch Progression doranner ze verzechen ass, wéi mer se praktesch nach ni kannn hunn. Eiser Meenung no ass dat staark Uwuesse vum Chômage nach net erreecht. Dat wäert eréischt an deenen nächste Méint kommen.

Ech wéilt dann, Här President, op en anere Phenomeen agoen, deen eis onlogesch schéngt. Trotzdeem ons Economie 2001 nëmmen 1% gewuess ass, an 2000 nëmmen...

Ech weess net, Här President, den Här Statssekretär Schaack grinst mer esou. Ech sinn nach net an der Fonction publique, Här Schaack, ech kommen awer drop. Waart nach e bëssen, ech komme schonn drop.

(Interruption)

Trotzdeem ons Economie am Joer 2001 nëmmen ëm 1% an am Joer 2002 ëm 0,1% gewuess ass, ass d'Zuel vun de Beschäftegten an deenen zwee Joer ëm quasi 15.000, 16.000 Leit netto an d'Luucht gaangen. Wann ee mat Ekonomiste schwätzt, déi soen engem, datt eng Economie muss e Wuessstum hu vun 1,5 bis 2%, ier se iwwerhaupt nei Aarbechtsplaze schafft, mä mir hunn der 16.000 geschaaft, obschonn d'Economie ee Joer nëmmen 1% an dat anert Joer 0,1% war. Et muss een also dovun ausgoen, datt am Fong d'Entreprises nach an enger Euphorie vun deene Jore virdrun agestallt hunn, well am Fong d'Nofro jo net deementspriedend an d'Luucht gaangen ass. Et muss een dann och fäerten, datt dee Boom, dee mer an der Astellung an deene leschten zwee Joer haten, sech als Boom an de Chômagezuelen an deenen nächste Méint oder Joren nidderschreift. Mir hoffen, datt mer Onrecht behalen, mä mer fäerten awer, datt dat d'Realität dierft ginn.

D'Konklusion iwwert d'Analys: D'Situatioun ass sécherlech net dramatesch, d'Statsfinanze sinn nach gesond. Awer esou maachen, wéi wann nach alles am Botter wär, ass sécherlech dee falsche Message, deen eng Regierung ka ginn. D'Indicateure weisen kloer, datt, wann d'ekonomesch Situatioun sech net kuerzfristeg wäert verbessern, et an deenen nächste Méint zu engem staarken Abroch wäert hei am Land kommen. D'Regierung, aus duerchsichtige Grënn, déi nëmme mat de Wahle vum Joer 2004 ze dinn hunn, versicht d'Situatioun ze verschéieren, wat awer fatal Konsequenzen duerno ka kréien. D'Regierung huet net de Courage, fir d'Wourecht ze soen an duerfir och net déi néideg Kraaft, fir déi richteg Konklusionen ze zéien.

Den Här Statsminister huet hei gesot, et wier kee Flächenbrand, mä et wier e Sickerbrand. Et muss een awer wëssen, datt ee Sickerbrand méi schwéier auszemaachen ass, wéi ee Flächenbrand an datt e méi geféierlech ass, well een en net gesäit an datt een duerfir och méi schwéier dergéint kann ugoen.

(Interruption)

Et muss een alles erausrappen, fir en ze fannen, d'ganzt Haus auserneen huelen.

D'Moosnamen, déi d'Regierung also geholl huet no engem laange Striewe vun der Opposition, si keng politesch Décisionen, nach Akzenter. Déi meescht ergi sech, wéi virdu gesot, aus enger Budgettechnik déi festläit. Et ass Kosmetik. Den Här Juncker huet hei gesot, keng Steiererhéijung an dëser Legislaturperiod. En hält sech also och kéinte méi kloer ausdrécken a soen: Virun de nächste Chamberwale gétt et keng Steiererhéijung. D'Fro stellt sech: Wat geschitt no de Chamberwahlen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis geet et net nëmmen drëm, fir datt net virun de Chamberwale keng Steiererhéijung kënn, mä mir mengen, mir missten eng Politik maachen, datt och no de Chamberwale keng Steiererhéijung bräicht ze kommen. Dofir muss d'Politik reagéieren. Dat huet dës Regierung bis elo net gemaach. D'Regierung behaupt an deenen nächste Joren hir Investitiounspolitik op engem héijen Niveau ze halen. Mir bezweifelen dës Ausso. Zum Beispill sollte mer dës Woch Projeten um Ordre du jour hunn, fir administrativ Gebaier ze bauen. Déi Projete sinn zréckgezu ginn, well wéinst der ekonomesch Situatioun déi Projeten net gebaut ginn. Wéi kann een erklären, datt een zwee Projeten net baut awer eis Investitiounspolitik géng oprecht erhalen, wéi se virdu war?

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Eng Rei vu Projete muss gebaut ginn. Si stinn awer nach net an den Investitiounsfongen dran. D'Hausse vun de Präisser - mir wëssen elo schonn, wéi dacks datt mer wäerte mussen ofstëmmen - sinn alleguer net berücksichtegt. D'Situatioun vun de Gemengefinanzen ass net berücksichtegt. Bei der Entwécklung vun de Steierrecetté steet och nach e groust Fragezeichen handendrun.

Mir müssen also d'Prioritéiten nei iwwerdenke fir de Fall, wou mer net all Investitioune kënn realiséieren. Mir proposéieren dofir als ADR no Prioritéiten ze fueren, woubäi d'Schoulinfrastrukturen, de Gesondheetsberäich mat de Spideeler, den Altersheimer, de Crèche an esou virun, Prioritéit muss kréien. D'Infrastrukturen an den öffentlichen Transport, de Stroossebau, Kläranlage muss Prioritéit kréie viru Muséeen oder anere grouse kulturellen Investitioune.

Als ADR hate mer den 21. Mäerz 2002 eng Motioun hei an der Chamber déposiert, fir datt d'Regierung soll op de Kaf an d'Participatioun vun engem Airbus an engem Stéck vun engem Militärtransportschëff verzichten. Déi Motioun ass uegoll gi vun der grénger Fraktioun an dem ADR. D'CSV, d'DP an d'LSAP haten dergéint gestëmmt. Mä ech sinn awer frou, datt an der Tëschenzäit d'LSAP och an där doter Fro d'Kéier kritt huet.

Mat den Nofolgekäschten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, huet den Här Rapporteur sech méi spezifesch auserneegeat. Et ass sécherlech e wichtege Deel an der Gestiou vun de Statsfinanzen. Systematesch all nei Projeten, déi kommen, ze kucken, wat se vu Frais d'entretien, Frais de fonctionnement a Personalkäschten no sech zéien, misst eng Normalitéit ginn an d'Fro no öffentlecher oder privater Gestiou opwerfen.

Och hei huet den Här Rapporteur a sengem Rapport en Extrait aus der Bundeshaushaltsordnung vum däitsche Bundestag abruucht, wou steet: „Für alle finanzwirksamen Maßnahmen sind angemessene Wirtschaftlichkeitsuntersuchungen durchzuführen. In geeigneten Fällen ist privaten Anbietern die Möglichkeit zu geben darzulegen, ob und inwieweit sie staatliche Aufgaben oder öffentlichen Zwecken dienende wirtschaftliche Tätigkeiten nicht ebenso gut oder besser erbringen können.“ Dat ass en Zitat aus dem Rapport vun Här Calmes, wat mir duerchaus deelen, datt d'Regierung dat dote muss zur Normalitéit maachen. Bei all Projete, dee kënn, muss vum Stat gekuckt ginn, wat kascht e géing kaschten, wa mir e géife maachen, an datt um Marché dobaussen quasi eng Soumission gemaach gétt, wou gefrot gétt, kann eng privat Entreprise den Entretien an d'Gestiou vun deem Gebai do méi bëlleger maachen. Et muss natierlech kloer e Cahier des charges virleien, fir datt een herno keng Iwwerratschunge kritt.

En zweete Punkt, wou mer mengen, datt en Iwwerdenke vun de Prioritéiten néideg wär, Här President, hänkt zesumme mat de Gemengefinanzen. Ech hu virdu gesot, datt an dëser Situatioun de Chômage eng vun deene katastrophalste Situatioune ass, an dofir de Här Statsminister an de Här Budgetminister net driwwer geschwat hunn. E weidere genauou katastrophale Punkt, géif ech soen, ass d'Répercussioun op d'Gemengefinanzen. An och do huet weder den Här Juncker nach den Här Frieden ee Wuert d'lescht Woch hei driwwer verluer. Mir wëssen, datt de Fonds communal vun den Dotatioune fir d'Gemengen opgrond vun enger neier Circulaire vum Minister licht no enne revidiert ginn

ass. Mir wëssen awer och, datt den Abroch bei der Gewerbesteier schonn eng Realitéit ass, e fénnt net eréischt statt mä ass schonn eng Realitéit, a mir wëssen, wat d'Ur-saache sinn. Dat ass eischtens duerch d'Gesetz iwwert d'Reduktioun vun der Gewerbesteier, wou mir quasi 25% zréckgeschrafft hunn, awer och selbstverständlech opgrond vun der allgemeiner ekonomescher Entwécklung.

De Gemengen ëmmer méi Chargen ze ginn an hinne gläichzäitig manner Geld zoukommen ze loosse, dat kann net opgoen. De Minister huet an enger zweeter Circulaire de Gemengen nei Chiffere virgeluecht, wou e wuel seet, da loosst an de Budgeten 2002 am Rectifié, an am Budget 2003 déiselwecht Zomme stoen, an déi Plus-valué vun dem Rescht setzt Dir op e Reservafong, fir am Joer 2004 den Abroch vu 600 op 400 Milliounen d'Joer ze kompenséieren.

Mir wëssen also, datt d'Gemengen laut der Situatioun 2002, 2003 an 2004 ongeféier op engem Niveau bleiwen, wat d'Recetté vum Impôt commercial ubelaangt. Wat awer 2005 geschitt, dat seet keen de Gemengen. Mir haten an der zoustänneger Kommissioun mam Här Innenminister d'lescht Woch eng Réunioun. Hien huet op déi Fro hi just mat der Schéller gezuckt, awer keng Äntwert ginn. Wann d'Gemenge keng Äntwerte kréien, wat 2005 mat hire Finanzen geschitt, da muss eng ganz Partie vun de Gemengen hei am Land de Schlüssel ënnert d'Dier leeën. Et gétt e puer Ausnahmen. Ech denken do un Nidderaanwen, Betzder, Mamer a sou virun, Gemengen, déi opgrond vu spezifesche Betriber eng gutt finanziell Situatioun hunn.

Katastrophal Konsequenze sinn et, wann d'Gemengen net méi investéieren a keng Garanté kréien, wéi hir Finanzen 2005 sinn, well da wäerten d'Gemengen hir Investitiounsprogrammer müssen iwwerdenken. Eng ganz Rei vu Gemenge wäert net derlaanscht kommen, hir Investitiounsprojeten integral ze stoppen. Dat heescht, si wäerten nach déi al Projete fäerdeg maachen a keng nei méi ulafe loosse mat alle Konsequenzen, déi dat fir de Bau an d'Handwierk huet, wou dann doudsicher de Chômage wäert an d'Luucht goen.

Wat d'Valeur ajoutée ugeet, war am Fong d'Handwierk elo nach am Plus. Dat ass amgang ze falen esou wéi de Bau. A wa mir déi doten Entwécklung viru goe loosse, da muss d'Regierung wëssen, datt och duerch hir Politik d'nächst Joer de Bau an d'Handwierk wäerten an eng negativ Tendenz kommen, an datt dat vill Failliten als Konsequenz wäert hunn an de Chômage am Bau an am Handwierk, wa mir keng Korrektur kréien, drastesch an d'Luucht wäert goen.

Grad elo missten d'Gemenge kënnen investéieren, well d'Gemenge méi séier investéieren kënnen wéi de Stat. Wann de Stat e Projete iwwert den Instanzewee goe léisst, si bis e fäerdeg ass siwe Joer erëm. Eng Gemeng ka bannent 12 Méint oder no 12 Méint schonn nei Projete ulafe loosse. Dat heescht, d'Gemenge kéinten elo méi séier reagéieren op déi Flaut, déi bevirsteet, mä d'Gemenge gi vun dëser Regierung am Stach gelooss. Dofir kënnen d'Gemengen net investéieren.

(Interruption)

Här Weiler, ech kommen nach drop, wat d'Gemenge kënnen maachen. D'Gemeng Lëtzebuerg ass amgang e praktescht Beispill ze ginn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Léif Kollegen, loosse mir erëm zur Rou kommen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. D'Gemenge müssen haut kënnen wichtege Investitioune an d'Schoule maachen, an d'Structures d'accueil, an esou virun. Dat ass haut dat Normalst, wat all Gemeng muss maachen. D'Regierung hält et jo och gären, mä da muss se och d'Gelder ginn, fir kënnen déi Politiken ze realiséieren. Liewensqualitéit spillt sech un eischter Stell do of, wou d'Leit liewen a wunnen, Här Weiler, an net um Kierchberg am Pei-Musée oder an anere Prunkbauten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn emol gekuckt, wou dat géif an der Gemeng Fréiseng hiféieren, wann d'Finanzsituatioun esou weidergeet, dat heescht an anere Wieder, Här President, wann den Impôt commercial bis 2004 géif ëm 40% zréckgoen, da wär d'Gemeng Fréiseng am Joer 2004 net méi funktiounsfäeg.

(Brouhaha général)

Dat heescht mir kriteisen ordinäre Budget net méi op, mir hätten en Defizit vu 14 Milliounen am ordinäre Budget. Mir kéinten also net méi als Gemeng fonctionnéieren.

Une voix.- Hutt Dir den Här Graas héieren?

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wat huet den Här Graas da gesot?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Graas, hutt Dir eppes ze soen? Wa jo, da stitt wann ech glift op a sot et haart.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Et hält mech awer interesséiert, wat den Här Graas dozou ze soe gehat hält.

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas (DP).- Et ass eng Kritik, déi ee regelméisseg un den Här Gibéryen muss maachen: Wann hien an deene leschte Joer vläicht e bësse méi gehaushalt hatt mat senger Gelder zu Fréiseng, dann hätt hien haut manner Problemer, well da wär hien net esou héich verschélt.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Très bien, Här Graas.

(Hilarité)

Här President, ech wollt, datt een heibannen dat dote géif soen. Dofir hunn ech alt esou laang iwwert d'Gemeng Fréiseng geschwat, well Verschiddener bei der CSV net reagéiert hunn. Ech hu geduecht: Et wäert dach een elo dat soen, well et huet ee jo ëmmer seng kleng Strategie, déi een entwéckelt. Ech hu scho geduecht, elo geet deng Strategie net op. Dofir sinn ech dem Här Graas awer dankbar, datt hien dat gemaach huet, a well ech domat gerechent hunn, datt déi aner géife soen, d'Gemeng Fréiseng wär déi verschéldsten aus dem Land, hunn ech geduecht, da géi kuck emol, wéi ass et an deenen anere Gemengen.

(Hilarité)

Ech hunn du mat där gréisster aus dem Land ugefaangen, der Gemeng Lëtzebuerg. D'Gemeng Lëtzebuerg huet an hirem Budget ordinaire fir 2003 en Iwwerschoss vun 53,3 Milliounen Euro. Wann e 40%ege Gewerbesteierabroch kënn, da sinn dat 67 Milliounen Euro, an dann huet d'Gemeng Lëtzebuerg en Defizit am ordinäre Budget vun 13 Milliounen Euro oder 545 Milliounen ale Frang.

Elo wësse mir awer, datt d'Gemeng Lëtzebuerg méi wéi 40% wäert verléieren, also gétt den Abroch bei der Stad Lëtzebuerg nach vill méi staark wéi deen an der Gemeng Fréiseng, och a Relatioun mat de richtigen Zifferen a Prozenten. Mä souguer bei der Gemeng Esch, wou ech verwonnert war, geet et null von null auf. D'Gemeng Sues-

sem - de Kolleg Sunnen ass elo net hei -, huet 2005 e Budgetsdefizit am ordinäre Budget vu 75 Milliounen, wann dat doten esou duerchgesat gëtt. D'Gemeng Schëffleng - d'Madame Stein ass elo net hei - hätt dann e Budgetsdefizit vun 12 Milliounen, woubäi d'Madame Stein - dat muss een awer fairerweis soen - vun der Madame Lulling eng Gemeng kritt huet, déi ganz räich war.

Ech sinn och iwwerzeegt - an d'Madame Stein, déi jo elo den 31. Dezember zrëcktrëtt, fir engem sozialistesche Member d'Buergermeeschterschaft ze iwwerloossen, datt d'Madame Lulling hire sozialistesche Frënn e bessert Resultat hannerlooss hätt.

Mä och d'Gemeng Diddeleng hätt 2005 am ordinäre Budget en Defizit vun 122 Milliounen. Esouguer d'Hesper Gemeng hätt en Defizit am ordinäre Budget vun 100 Milliounen. An eis Betebuenger Gemeng hätt esouguer och en Defizit vu 70 Milliounen am ordinäre Budget.

Här President, dat si Chifferen, déi an de leschten Deeg bekannt gi sinn, déi an den Zeitunge waren, déi also ganz kloer weisen, wa mer de Gemengen den Impôt commercial esou reduzéieren, a mir soen net, wéi se dee kompenséiert kréien oder zum Deel kompenséiert kréien, datt dann e ganze Koup vu Gemengen 2005 net méi genuch ordinär Recetten hunn, fir hir ordinär Dépensen ze decken. Dobäi muss ee wëssen, datt déi Nofolgekäschten, déi d'Gemengen elo nach engagéieren, net berücksichtig sinn, datt d'Personalkäschten, déi automatesch an d'Luucht ginn duerch den Accord salarial, net berücksichtig sinn, an datt Emprunten, déi d'Gemengen ophuelen, fir elo nach a Projeten ze investéieren, net berücksichtig sinn.

An, Här Graas zum Ofschloss, ech hunn dëst Joer den 28. Budget zu Fréiseng gemaach an hu 27 Emprunte gemaach. Dovu sinn der elo scho siwen ofgelaf, an an den nächsten dräi Joer wäerten nach dräi Emprunten oflafen. Well mer keen neien Emprunt brauchen ze maachen, ass d'Gemeng Fréiseng awer eng vun deenen, déi dann 2005 keng rout mä schwaarz Chiffere wäert schreiwe kënnen, woubäi vill aner Gemengen deen Defizit, deen ech elo genannt hunn, net kënnen iwwert dee Wee an deenen nächsten dräi Joer decken.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Et ass also eng dramatesch Situation fir déi meeschste Gemengen hei am Land, déi deen Abroch vum Impôt commercial mat sech bréngt, an ech soen et nach eng Kéier, wann d'Regierung de Gemengen net seet, wat hir Participatioun am Joer 2005 ass, dann ass et fir ganz vill Gemenge ganz schwéier, fir hir Budgeten nach opzestellen. An da kënn dat, Här Bettel, wat momentan d'Stater Gemeng mécht, nämlech datt se hi geet an drastesch Steieren an Taxenerhéijunge mécht, fir dat erëm ze kompenséieren. An der Stad mussen d'Leit elo bezuelen, fir hiren Auto kënnen virun der Dier stoen ze loossen, an et feelt elo nach just, datt d'Leit och nach eppes mussen bezuelen, fir kënnen an hirem Haus ze wunnen. D'Kanal- an d'Waassertaxe gi gehéicht.

M. le Président.- Ass eng Fro vum Här Bettel erlaabt, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech sinn ëmmer fro, wann den Här Bettel eng Fro stellt.

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech wollt just den Här Gibéryen froen, ob en dem Här Graas seng Fro richtig verstanen hat, well den Här Graas hat jo gesot, eng Schold hunn an net eng Schold vläicht kréien. An Dir hutt op seng Fro jo awer guer net

geäntwert. Hien huet gesot, d'Fréisenger Gemeng wier déi verschëldste Gemeng, an net gesot, datt d'Fréisenger Gemeng kënn an Zukunft déi verschëldste Gemeng sinn.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Mä trotz där Schold, déi d'Gemeng Fréiseng huet, huet hire Budget Iwwerschoss. An dorober kënn et un. Déi eng hunn an d'Schold investéiert, anerer zum Beispill méi an d'Personal. Et kënn ëmmer drop un, wat een als Iwwerschoss huet, a vu datt d'Schold bei eis oflafen, gëtt de Scholdebierg vu Joer zu Joer méi kleng. Aner Gemengen, déi keng hunn, wäerten an nächster Zäit mussen, wéi Dir dat sot, an d'Schold investéieren, wat ech zwar nach ni esou richtig an där Form héieren hunn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Op jidde Fall, Här President, wat geschitt hei? Den Här Statsminister seet, d'Regierung géif bis d'nächst Chamberwahle keng Steiererhéijunge maachen, an op där anerer Säit ginn awer elo d'Gemenge condemnéiert drastesch Steiererhéijungen ze maachen, fir datt si hire Budget kënnen an den Equilibre bréngen. A wien treffe se do? Well bei der Steiereform, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn, hu jo déi Kleng- a Méttelverdénge näischt kritt. Déi sinn eidel ausgegangen. Mir hunn dofir als ADR proposéiert, fir eng Negativsteuer anzeféieren, fir datt och déi kleng Revenuë kënn vum der Steiereform profitéieren. Mä dorobber ass d'Regierung jo net agaangen.

Wat geschitt elo hei? Hei hunn déi kleng Leit beim Stat näischt iwwert d'Steiereform kritt, a bei de Gemenge gi se elo voll getraff. Well dee mam Mindestloun, dee säin Auto viru senger Dier hei an der Stad stoen huet, muss genau esou vill Tax un d'Gemeng offéiere wéi de Bankdirekter, dee säin Auto virun der Dier stoen huet. Mat där dote Politik ginn déi kleng Leit, duerch eng Déviation vum Stat iwwert d'Gemengen, voll getraff.

Den Här Juncker schröpft d'Gemengen esou, datt wuel net d'Regierung, awer d'Gemenge mussen Steier- an d'Taxenerhéijunge maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, de Rapporteur huet d'Konsumkäschten ugeschnidden. E wesentlechen Deel vun de Konsumkäschten sinn och d'Gehälter vun der Fonction publique. Den Här Statsminister huet gesot, d'Lein an d'Gehälter géifen 19% beim Statsbudget ausmaachen. Ech hunn d'Fro an der Kommissioun vun der Fonction publique gestallt, wat d'Gehälter géifen ausmaachen. Do ass mer vum Här Statssekretär Schack gesot ginn, dat wiere si am Ministère net amstand ze rechnen. Ech soll mech do un d'Finanz- an d'Budgetscommission wenden. Dunn hunn ech d'Fro an der Finanz- a Budgetscommission gestallt an do ass mer gesot ginn, et wier net esou einfach, fir dat ze rechnen. Ech hunn dat duerno nach zweemol gefrot. Ech hunn et bis haut net kritt. Dat ass e Punkt, deen anscheinend net ze berechnen ass. Ech hunn dofir elo mol ganz einfach eng Question parlementaire doriwuer gestallt. Vläch ginn ech et da bannent engem Mount gewuer. Et ass zwar traureg, datt eis Regierung eis net ka soen, wat d'Lein an d'Gehälter an deem Statsbudget ausmaachen.

Et steet wuel eng Zomm dran, ech kommen nach drop ze schwätzen, mä et sinn dat net all d'Gehälter. Zum Beispill alleguer déi Konventionéiert an esou viru stinn an där Zomm net dran. Esou wéi ech keng Äntwert krut, wat d'Gehälter insgesamt géife kaschten an deem Budget, hunn ech och gefrot an der Diskussioun iwwert d'Reform vum Statut vun der Fonction

publique nom Käschtel. An och do, Här President, huet den Här Statssekretär mer geäntwert, dat léisst sech net rechnen.

Ech muss lech soen, wann e Bëtreiber, dee 17.000 Leit huet, eng Reform mécht, an e seet dann zu enger Chamberkommissioun, dat léisst sech net rechnen, Här President, esou e Chef de personnel géif am Privatsecteur direkt fléien. Dee géif net méi toleréiert ginn. Mä mir fueren awer mam selwechte Statssekretär an där Regierung virun, obschonn en net à même ass, fir eis ze soen, wat esou eng Reform kascht. Et ass en Tabuthema. Dës Regierung refuséiert iwwerhaupt driwwer ze diskutéieren. Dat ass net seriö. An datselwecht hu mer festgestallt beim Accord salarial, dee mer de 17. Juli hei diskutéiert an debattéiert hunn, wou eis gesot ginn ass, et geet eis esou gudd, mir kënnen eis dat leeschten.

Am Rapport stong: „La commission estime donc que l'environnement économique actuel justifie la conclusion de cet accord, accord qui peut être qualifié comme étant un accord raisonnable respectant les contraintes économiques du moment“.

An den Här Graas huet a sengem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President, dat war zu engem Rapport gesot, d'Regierung huet akzeptéiert, fir am Fall, wou eng signifikativ Verbesserung vun der wirtschaftlecher Situatioun kënn, den Accord nach eng Kéier nei ze négociéieren.

Här President,

wéi et ekonomesch dem Land gutt geet. Dofir hu mir ëmmer plaidéiert, fir an der Fonctioun publique Pensiouskeesen anzeféieren.

A well mir mierken, datt de Statsminister permanent net midd gëtt, fir op dem Privatsecteur seng Pensioune ze klappen, an datt a sengem Emfeld, an der CSV hiner Fraktioun e gewëssene Cercle Joseph Bech besteet, deem an Fong am private wéi am öffentleche Secteur d'Pensioune wëllt ofschaffen an nëmme nach jiddferengem eng Mindestpensioune wëllt garantéieren, a fir de Rescht sollen d'Leit kucken, datt se eens ginn, da soen ech lech, Här President, wann d'CSV sech net gëtt mat deenen Aussoen, da betruechte mir dat als eng Krichserklärung un de Privatsecteur, an mir wäerten dann och deementspriedend wëssen ze handelen. Mir loosse net zou, datt de Privatsecteur hei permanent gesot kritt, seng Pensioune wieren net ze bezuelen.

Datselwecht fanne mir beim Mindestloun erëm, wou och, menge mer, d'Lounentwécklung sech erëm pigelt an dofir 3,5% normal sinn. Et ass awer genauou anormal - wéi d'Sozialisten dat froen -, datt ee misst méi ginn. Neen, 3,5% ass d'Lounentwécklung gewiescht an duerfir déi Berechnung.

An och hei, Här President, muss ee wëssen, datt wann d'Entwécklung vum Ajustement an vun der Mindestpensioune ëmmer de Réckbléck ass, wat d'Lounentwécklung vun deenen zwee leschte Jore war, a mir maachen en Accord salarial mat 1,6% d'Joer, da wësse mer och, datt mer an zwee Joer, Gott sei Dank, duerch den Accord salarial erëm eng Augmentatioun vun de Renten an och vum Mindestloun ëm 3% wäerte kréien. Mir brauchen eis also net an zwee Joer hei driwwer opzeregen, datt mir do erëm en Ajustement an eng Mindestpensiounerhéijung vun 3% oder 3,2% kréien. Mä mir hätte misse wëssen, dass wa mir d'Gehälter an der Fonctioun publique eropsetzen, da kréie mir automatesch herno dee Punkt.

Dobäi muss ee wëssen, datt d'Steiererlicherungen de Mindestlounbezéier iwwerhaupt net zegutt komm sinn. Déi Steiererlässungen, déi mir kritt hunn, déi si gréissten Deels och eiseim Konsum net zegutt komm, well et si grouss Deeler dovun exportéiert ginn an eng dréit, an an eng véiert Vakanz. Awer déi negativ Steuer, déi mir agefouert wollten hunn, déi wär eiseim Konsum zegutt komm, awer d'Regierung hat dofir keen oppent Ouer. E groussen Deel vun de Steiererlicherungen, déi sinn net fir déi Leit gewiescht, déi elo vum Rentenajustement a vun der Erhéijung vum Mindestloun kënne profitéieren.

Den Här Juncker huet sech d'lescht Woch hei esou e soziale Mäntelchen ugedoen, wéi e sech par force agesat huet, datt de Mindestloun sollt gehéicht ginn. Ech muss awer soen, datt dee soziale Mäntelchen dem Här Juncker e puer Nummern ze grouss war. En huet him net gepasst. Sain Häerz ass net esou sozial, wéi en eis dat hei wollt d'lescht d'Woch irmaachen, well en eng Steiererlicherung mécht, wou déi Kléng näischt dovun hunn, an e geet op där anerer Säit hin an e setzt d'Gemengen an eng Situatioun, datt se deene klunge Leit mussen drastesch Taxenerhéijungen opprummen. An deem Fall ass een net sozial, egal wat fir ee Mäntelchen ee sech wëllt undinn.

Och d'Mammerent kënnt. Verschidde Leit, ënner anerem ons gréng Kolleegen hu gemengt, well et méi schlecht geet, misst een direkt d'Afféiere vun der Mammerent ëm ee Joer aussetzen. Dat gëtt et mat eis awer net.

Mir hu laang drëm gekämpft als ADR, fir datt déi Mammerent endlech Realitéit gëtt. Elo hu mer et realiséiert a mir loosse eis et

net vun anere Leit ewechhuelen. Déi Mammen hunn dat Geld verdrängt a se kréien och am Januar réckwierkend op den éischte Juli vun deem Joer dat Geld ausbezuelen.

Här President, meng Zäit ass mer elo awer e bësse fortgelaf. Iwwert de Mëttelstand schwätze meng Fraktiounskolleege Jacques-Yves Henckes a Roby Mehlen mar, wou mer mengen, datt duerch ee méi staarkt oder méi séiert Andreiwe vun de Steieren - well de Finanzan de Budgetminister ënner finanziellen Drock komme wäerten an deenen nächste Méint a Joren -, d'Betriber erëm zousätzlech a Problemer erakommen, well déi wär jo awer esou ausgerichtet, fir hir Steieren zu engem Zäitpunkt ze bezuelen, wéi et normal hei war. Wa mer déi Suen elo méi séier siche ginn - et ass de Mëtten hei gesot ginn, och vum Här Weiler, datt do nach eng Mouk géif leien, déi elo géif agedriwwen ginn, fir ebe bis d'Chamberwahlen iwwert d'Distanz ze kommen an anerersäits gëtt vun der öffentlecher Hand net méi esou vill ausgeschriwwen -, muss ee wëssen, fällt dat dem Mëttelstand voll op de Kapp.

De Paperassekrich hält net of hei am Land, och datt ass net gutt fir de Mëttelstand. Och d'Zahlungsmoral vum Stat ass net gutt, se gëtt ëmmer méi schlecht. Dat héiert ee bei de Betriber. Wann een haut gesäit, datt de Stat méi Scholden, wat d'TVA ubelaangt, vis-à-vis vun de Betriber huet wéi d'Betriber vis-à-vis vum Stat, hëllef dat och net derzou, fir datt de Mëttelstand duerch déi schwierig Zäit elo ka kommen. Mir fäerte ganz, datt mat där Politik de Mëttelstand nach kuerzfristig zousätzlech wäert belaauscht ginn.

Här President, Dir Dammen a Dir Hären, des Regierung huet net d'Zukunft vum Land a senge Bierger am Viséier, mä just d'Chamberwahlen vun 2004. Si huet net de Courage, fir d'Wourecht ze soen, an dofir och net d'Kraaft, fir déi richtig Konklusiounen ze zéien an Décisiounen ze huelen, déi misste geholl ginn. Des Regierung kuckt net no vir, mä zrëck. Dese Budget ass de Beweis dofir, an dofir wäerte mir deemem Budget och net zoustëmmen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen a Dir Hären, ech sinn der Meinung, datt eigentlech des Budgetsdebatten 2002 fir de Budget vun 2003 déi interessantst sinn, déi ech bis elo erliwien, zënter ech an deemem Parlament sinn.

Firwat si se esou interessant? Mä ganz einfach, well déi Schéiwieder-Debatte vun deene leschte Joren, déi mer ëmmer hei hu misse iwwer eis ergoe loosse, eriwir sinn. An deene leschte Joren ass et oft drëms gaangen, wann iwwert de Budget diskutéiert ginn ass, datt eng Hellewull vun Deputéierte konnten hei défiléieren an alle Lobbyen, déi se vertrieben, hir Wënsch virdroen an derfir gesuert hunn, datt dann och an deem Iwwerflussbudget, dee mer an de vergaangene Jore kann hunn, och Rechnung gedroe gouf. Dat ass definitiv eriwir. Elo geet et wierklech drëms, fir driwwer ze diskutéieren, ob ee wierklech Finanz- a Budgetpolitik ka maachen oder ob et nëmme méiglech ass déi ze maachen, wann effektiv d'Wieder schéin ass um Konjunkturm Himmel an d'Land souwisou quasi vum selwe gutt rullt.

De Finanzminister huet déi lescht Woch hei gesot, datt d'Konjunkturprognosen, déi gedéngt hätte bei der Opstellung vum Budgetsprojé, dee mer hei virleien hunn, vu kengem an deemem Parlament contestéiert gi wäeren zu kengem Moment.

Ech muss him natierlech do widersprieden, well et ass jo effektiv esou, datt et ganz schwierig ass Konjunkturprognosen ze contestéieren. Éischtens emol gëtt et der ganz vill, an zweetens, déi Prognosen, déi halen nach laang net ëmmer dat, wat se versprieden. Mir konnte feststellen, datt et oft de Fall war, wann et konjunkturrell gutt gaangen ass, d'Prognose komplett niewent der Plack waren, well se einfach de Wuesstum ze niddreg ageschätzt hunn. Elo stelle mer fest, datt d'Konjunktur als solches schlecht dréint, d'Prognosen an där Hisicht sech verschätzen, well se ze vill en héije Wuesstum agesat hunn. Dat ass nun emol esou. D'Statistike sinn awer oft ee Bléck an d'Glaskugel an et muss ee sech schonn en enger Rei vun aneren Indicateure riichten. Där gouf et der awer an deene leschte Joren, déi engem zumindest virun Ae gefouert hunn, och wann et keng prezis Prognose waren, datt zu Lëtzebuerg déi Schéi Wieder-Period, déi mer kann hunn tëschent 1995 an 2000, wou mer Wuesstumszuele vum PIB hate vu 6% mat engem Rekord am Joer 2000 vun 8,9%, net kënnt oder net misst onweigerlech esou weider goen.

Ech hunn iwwerens, bei menger Budgetsried 2001 d'lescht Joer an och bei der Ried zum Etat de la Nation, ee längerer Exkurs hei gehalten, wou ech och vill Ekonomisten zitéiert hunn, fir mol eng kéier erëm virun Aen ze féieren, wat eigentlech an den ekonomesche Schoulbicher ugesi gëtt als e gudde Wuesstum, als e schlechte Wuesstum, a wat eigentlech en extreme Wuesstum ass, fir einfach ze versichen eis emol erëm op de Buedem vun der Realitéit zrëckzebréngen, fir op den Tatbestand hinweisen, datt hei am Land ee falsche Bléck geherrscht huet an deene leschte Joren iwwert d'Aschätzung wat héijen, mëttleren an niddrege Wuesstum ass, an datt mer eigentlech, well mer dee falsche Bléck kritt haten, eis Finanzpolitik scho bal natierlech ëmmer op engem Wuesstum tabléiert hunn, dee mindestens bei 4% vum PIB géing leien, ouni drun ze denken, datt et duerchwegs méiglech wär, datt dee Wuesstum, och kënnt ënner 4% falen.

Dat krute mer elo mat enger Brutalitéit virun Ae gefouert, déi verschidde Leit, mech awer eigentlech manner, iwwerrascht huet. Dofir muss een och wëssen, wann een dee Steierreduktionsprogramm kuckt, deem 2001 an 2002 virgeholl ginn ass vun deser Regierung, datt deem eigentlech gemaach ginn ass net op dem Hannergrond vun enger schlechter Prognose, vu schlechte Wuesstumszuelen, mä ganz kloer op engem Hannergrond vu Wuesstums-erwaardungen, déi iwwer 4% léichen.

Ech wäert dat nach beweisen, inklusiv mat Aussoen, déi de Statsa Finanzminister nach am Abréll dést Joer hei gemaach huet beim Etat de la Nation, fir drop hinweisen, wat eigentlech d'Erwaardungen ware vun der Regierung a wéi falsch se louche bei där Aschätzung do. De Finanzminister huet bei senger Nacht- und Nebelaktion am Steierberäich a sengem Kapp verdrängt gehat, datt och d'Luxusbuerg Lëtzebuerg vun engem Joer op dat anert op ee Wuesstum vum PIB ënner engem Prozent kéint falen, eppes wat awer schlussendlech ganz séier geschitt ass, nämlech a manner wéi annerhalwem Joer.

De konjunkturrellen Abroch, dee Lëtzebuerg am Moment kennt, ass sécherlech net d'Schold vun deser Regierung, mä d'Ursaachen dervu si bei der schlechter internationaler Konjunkturlage si-

chen, mä datt et bei nëmme annerhalwem Joer Konjunkturerlahmung schonn zu éischten Déséquilibrere bei de Statsfinanze kënnt, dese Problem ass ganz kloer hausgemaach.

Mir mussen dofir zrëckkucken: Wat ass geschitt am Joer 2000, virun allem am Summer vum Joer 2000, um Hannergrond vun deem Rekordjoer, datt sech do ofgezeechent huet? Wéi gesot 8,9% Wuesstum vum PIB, ronn 40 Milliarden aler Lëtzebuerg Frang, grouss Plus-valueën hu sech ofgezeechent, den Drock an der Gesellschaft bei alle Lobbyen ass ëmmer méi staark ginn, alles a jiddferree wollt um Wuelstandskuch bedeelegt ginn a gläichzäitig hunn och nach eis Nopeschlänner Steierreduktionsprogrammer ugekënnegt.

Den Drock donc op de Finanzminister, Finanzminister, deem nach beim Etat de la Nation vun 2000 deklariert hat, d'Steierreduktione géingen net virgezu ginn, ass ëmmer méi grouss ginn. Och esouguer op der politescher Bühn ass den Drock ëmmer méi staark ginn, well och souguer eng ganz Rei Oppositionsparteie gemengt hunn, si missten elo Drock maachen op de Finanzminister, fir datt an deem positive Konjunkturausgang, an deem mer eis do befonnt hunn, d'Steierreduktione misste méi schnell virgeholl ginn an dat an enger Envergure, déi mir allefalls deemools als falsch a komplett iwwerdriwwen ëmfonnt hatten. An déi, déi versicht hunn drop hinweisen, datt dese Rausch ganz rapid mat engem zolitten décke Kapp kéint en Enn fannen, si belächelt ginn.

Dobäi hu sech schonn am Mee 2000 éischt Unzeeche vun engem Réckgang vun der Konjunktur bemierkbar gemaach, mä des sinn am drogéierten Zoustand, an deem sech d'Regierung befonnt huet, net ganz eescht geholl ginn. Den Här Krecké huet de Mëtteg hei zitéiert, datt d'Boursen Enn des Joers, vum September vum Joer 2000 un, massiv agebrach sinn. Dat ass richtig, mä éischt Unzeechen hate mer schonn am Mee, et ass ee ganz abrupten Abroch komm vum Abréll op de Mee 2000, dee sech zwar deelweis iwwert de Summer erëm e bësschen opgefaang krut, mä et huet een do scho kënne bei enger ganzer Rei Analysten noliesen, datt se der Meinung waren, datt dat eigentlech éischt Unzeeche wär vun enger méi déiwer Kris op de Boursen.

An duerfir war et esou, och wann zu deem Zäitpunkt et natierlech onméiglech war, fir d'Konjunkturlag virauszegesi fir Lëtzebuerg, dass een zumindest hätt misse oppassen, dass mir eis ganz rapid kënnten an esou enger Situatioun zrëckfannen, wou de Wuesstum wäit manner ënner deem läit, vun deem awer dee Moment, am Summerlach 2000, jiddferen ausgegangen ass. Am Summer 2000, ënner dem Drock vun de Lobbyen a leider souguer, wéi gesot, vu groussen Deeler vun der politescher Opposition, ass en historesch Steierreduktionsprogramm decidéiert ginn.

D'Haaptelementer waren, dass bei de physische Persounen den Agankssteuersaz erofgesat ginn ass, d'Progressioun am Tarif gouf duerch eng Reform vun de Steiersaz ass massiv gesenkt ginn, an zwou Etappen zwar, an d'Ofschreiwungsméiglechkeete sinn an hirem Volumen net verklengert ginn, wéi d'Regierung dat iwwerens Ufanks vun der Legislaturperiode ugekënnegt hat, mä si si souguer nach vergréissert ginn. Well dat, wat mir zwar ofgeschafft hu mat der Loi Rau, ass ersat ginn duerch dat, wat haut besteet, wou ee kann d'Zousazpensioune ofschéieren. Dat ass am Volume méi substanzuell wéi dat, wat d'Loi Rau virdru war.

Fir d'Betriber waren d'Haaptelementer, dass d'Kierperschaftssteier massiv gesenkt ginn ass, d'Gewerbesteier erofgesat ginn ass an d'Taxe d'abonnement erofgesat ginn ass. Dat sinn déi Elementer - et si sécherlech nach eng Rei anerer, déi bei de Betriber gespilt hunn -, déi am meeschten an d'Gewicht fale bei de Recetté vum Stat.

Déi zweet zolidd Steierreduktionsetappen 2001 an 2002 sinn net aus Grënn vu konjunkturrellem Réckgang gemaach ginn, mä well d'Regierung am Contraire dovun ausgegangen ass, dass déi exceptionell Lëtzebuerg Situatioun géing weidergoen. An am CSV-Profil vum 26. November 2001 ass dat och ganz kloer nozeliesen. Do gëtt sech gemengt domadder, an ech zitieren: „40 Milliarden Franken; 2002 wird das Jahr der Steuererleichterungen für die Betriebe. Jedoch auch für Privatpersonen und Kleinbetriebe, die dem Regime der „personnes physiques“ unterliegen. Unter Berücksichtigung der steuerlichen Entlastungen, die bereits zum 1. Januar 2001 in Kraft getreten sind, wird es zu einer Nettoentlastung in der Höhe von 27 Milliarden Franken kommen. Premier- und Finanzminister Jean-Claude Juncker sprach zu Recht von notwendigen Korrekturen, die angesichts der guten Finanzlage absolut zulässig sind.“

Ech kéint där Zitater hei nach eng ganz Rei méi bréngen, déi déi Zäit am CSV-Profil stoungen, wou ganz daitlech draus ervirgeet, dass des Steierreduktione gemaach ginn ass, well Drock bestanen huet vu baussen, vun allméigleche Lobbyen, a gemengt ginn ass, de Stat hätt ze vill Suen an de Keesen an et misst een elo méiglechst grouszügig des Sue relativ séier verdeelen.

Et hätt een natierlech eiser Meinung no 2001 an 2002 eng Steierreform misste maachen, mä éischtens si mir der Meinung, dass déi Steiererlicherungen do zevill substanzuell waren, an zweetens menge mir virun allem, dass se hätte misse verbonne gi mat enger ganzer Rei Mesuren, déi mindestens och e Lenkungscharakter gehat hätten; ech kommen herno nach dorop zrëck. E weidert Haaptargument vun deemools, woufir mir missten déi Steierreduktioun do virhuelen, war jo och, datt eis direkt Konkurrente géinge mat de Steieren erofgoen a Steierreduktionsprogrammer ugekënnegt hätten. Wann een dann awer de Steierniveau vun den direkten Nopeschlänner Däitschland, Belsch a Frankräich kuckt, da stellt ee fest, wéi wäit dass d'Regierung eigentlech ënner dat gaangen ass, wat aus deem Argument eraus noutwendeg gewiescht wär.

D'Gesamtsteierbelaaschtung fir Betriber läit an der Bundesrepublik Däitschland haut bei 35%, a Frankräich läit se bei 36,43%, an der Belsch bei 40,17% an zu Lëtzebuerg, wann een d'Solidaritéitssteuer dobäirechent - ech hunn dat bei deenen aneren Zuelen och gemaach, déi ech vun deenen anere Länner geholl hunn, dofir hunn ech se dobäi gesat - läit se bei 30,38%.

(Interruption)

Ech schwätzen hei nëmme vun den direkte Konkurrenten, Här Wiseler. Dir wësst ganz genau, dass wa mir vun där dote Steuer, nämlech der Kierperschaftsteuer, schwätzen, da sinn et un alleréischer Stell déi direkt Nopeschlänner, déi eis interesséieren. Selbstverständlech gëtt et Irland, wat nach méi déif läit mat sengem Taux wéi Lëtzebuerg, mä dat ass awer iwwerens dat eenzeg Land an Europa, wat Dir nach kënnt siche goen. De Finanzminister huet deemools iwwerens net déi dote Steierreduktione als noutwendeg gesi par rapport zu Irland, mä virun allem par rapport zu eisen

direkten Noperen. Dat kënnt Dir noliesen a senge Riede vun deemools.

Ech stellen also fest, dass mir bei de Betriber effektiv wäit ënnert dat gaange sinn, wat eis Nopeschlänner gemaach hunn. Bei de physesche Persounen ass et nach vill méi krass. An do muss ech soen, do spillt den Effekt vun der direkter Konkurrenz eigentlech jo nach vill manner. Deemools ass iwwerengens och gesot gi vum Finanzminister, dass bei de physesche Persounen virun allem de Spätzesteiersaz esou massiv misst erfogesat ginn, mam Argument, dass wa mir gäre Kaderen op Lëtzebuerg hätten, fir hei ze schaffen, da misst een dat maachen, well soss kënnen déi net heihinner schaffen. Et muss ee sech awer Froe stellen, wann dat den eenzeggen Objektiv war, den deemools suivéiert ginn ass, ob dat Grond genuch war, fir esou eng massiv Reduktioun ze maache wéi dës Regierung se hei gemaach huet, bei alle Risiken, déi mir elo haut kennen, déi dat mat sech bréngt, wann ee jo nëmme vergläicht, wat et bedeit - do hu mir jo mindestens e Chiffer virleien - fir 2003.

An der Bundesrepublik Däitschland gëtt et 2003 e Spätzesteiersaz vun 49,6%, 2005 geet Däitschland op 42% erof. An der Belsch si se 2002 bei 55%, 2003 bei 52,5% an 2004 gi se op 50% erof. Zu Lëtzebuerg bréngt mir et fäerdeg, 2002 schonn op 38% ze sinn. Ech hu Frankräich hei net opgezielt, well Frankräich nach méi héich läit wéi d'Belsch an Däitschland. Mir gesinn also hei, dass et och bei där doter, enger vun deene wichtegsten Haaptmaßnahmen vum Stat, virun allem dréms gaangen ass, fir verschidde Kategorien dovun profitéieren ze loossen, mä se och am Kontext vun der direkter Konkurrenz, ze vill ënnert dat gaange si, wat eigentlech noutwendig war.

An da muss ee jo soen: An der Ekonomie spillt bekanntlech och vill Psychologie mat. Dee richteg psychologische Moment, fir iwwer d'Steierpolitik dem Konsum oder der Konjunktur ze hëllefen, ass dofir, wann eischt däischer Wolleken opdauchen, an net laang virdrun, wann nach Iwwerfluss besteet. Ech sinn nach ëmmer der Meenung: Wann Iwwerfluss besteet, da soll een de Steierdruck net exzessiv héich halen, mä et soll een en awer op engem Niveau halen, dass d'Leit, wa se souwiso nach genuch an der Täschen hunn, net menge si missten dann nach iwwer de Steierwee muttwëlles méi dobäi kréien.

Wann een dat nämlech net mécht, da behält een den néidege Spillraum, fir, wann déi eischt däischer Wolleken opdauchen, da Reduktiounen virzehuelen. Mä wann een natierlech wéi dës Regierung scho säi finanziell Pulver am Kader vun dem Wuelstandsrausch verschoss huet, dann ass kee Spillraum méi, fir zum richtigen Zeitpunkt therapeutesch op d'Investoren an op de Konsum anzuwirken. Dat wäert mir an deenen nächste Joren nach vill méi daitlech ze spiere kréien, well mir diskutéiere jo elo nach hei iwwer de camoufléierte Budget vun 2003, iwwer eng Situatioun also, déi eigentlech nach immens roseg ausgesäit. Ech woen net drun ze denken, vu wat mir wäerte musse schwätze beim Budget 2004 a virun allem bei deem vun 2005.

Wéi onwierksam eigentlech dës iwwer d'Mooss getätegt Steierreduktiounen fir d'Konjunkturbeaflossung ware geet méi wéi daitlech aus der Stellungnahm vum Staatsa Finanzminister zur Lag zur Natioun vun dësem Joer ervir. Hie seet jo ëmmer, et wär eng Tugend vun him, dass hien e gutt Gediechnis hätt, an dofir och vill géif noliesen, well hien dann aus sengem Gediechnis géif Saache rappeléiert kréien, wat aner Leit virun engem Joer oder viru Méint gesot hunn.

Abbee, mä Laangzäitgediechnis huet mir och leschten Donneschdeg eng Rei Saache rappeléiert, déi hien nach am Mee vun dësem Joer gesot huet an du sinn ech déi nosiche gaangen, an ech hunn Interessantes fonnt. Op Säite 23 vun der Erklärung zur Lag vun der Natioun, vun dësem Joer gutt verstanen - dat war zu engem Moment, wou d'Regierung nach fir 2001 vun engem Wuesstum vum PIB vun 3 bis 4% a fir 2002 vun 2,9% ausgegangen ass - huet de Finanzminister gemengt hei misse ze soen, dass ouni d'Virzée vun engem zolitten Deel vun der Steierreform op d'Joer 2001 eise Wirtschaftswuesstum am Joer 2002 daitlech ënner 3% bliwwen wär.

Hien huet weider gesot: „Et ass och evident, dass eis prognostizéiert Wirtschaftsleeschtung fir d'Joer 2002 daitlech méi niddereg wär, wa mir net dëst Joer substanzial Steiererleichterunge fir d'Betriber a fir d'Privatpersounen decidéiert hätten. Dat heescht also, hien huet am Mee vun dësem Joer gesot, dank senger wäitsichteger Steierpolitik hätte mir et fäerdeg bruecht, an déi hätt gutt gegräff, dass de Wuesstum net ënner 3% géng falen. Sechs Méint méi spët si mir konfrontéiert mat enger anerer Realitéit. De Wuesstum, an dat hien déi definitiv Chifferen elo beleucht, vun 2001 läit net méi tëschent 3 a 4%, mä nach bei 1%. A fir 2002 ass en net méi bei 2,9%, mä tëschent 0,1 an 0,5%.

Elo muss ee sech natierlech froen, wou dann do d'Wierksamkeit ass vun deenen ominöse Steierprogrammer, déi 2000 decidéiert gi sinn. Ass et da wierklech esou wéi am CSV-Profil nach mat zimlichem Houfer de 26. November 2001 geschriwwen ginn ass, dass déi 40 Milliarden al Lëtzeburger Frangen, déi do grousszügig verdeelt gi sinn, en immensen Effekt haten, zum Beispill op de Wuesstum, wéi dat an deem betreffenden Artikel steet.

Ech muss lech soen: Wa mir 40 Milliarden al Lëtzeburger Frang bei de Leit a bei de Betriber ge-looss hunn, fir zum Resultat ze kommen, dass mir bannent annerhalvem Joer e Wuesstum zu Lëtzebuerg hunn, dee vun 8,9% op 0,1% fällt, dann ass dat e ganz moert Resultat bei där Zomm, déi do agesat ginn ass.

Mä ech mengen, et ass jo och net esou einfach, well wann een d'Nopeschlänner mat eis vergläicht, ware mir jo nach virun zwee Joer Spätzereider beim Wuesstum vum PIB, a mir sinn an annerhalvem Joer op d'lescht Plaz erfogeruchscht. Ech hu virdrun zitéiert wéi de Steierniveau an den Nopeschlänner ass. Déi si manner ofgeruchscht beim Wuesstum vum PIB, trotz eisen enorme Steierreduktiounen. Dat huet nun eemol domadder ze dinn, dass et net esou einfach ass déi Equatioun ze maachen, dass, wat een d'Steiere méi erfesetzt, wat de Wirtschaftswuesstum méi wüsst a wat d'Konjunktur méi ugekuerbelt gëtt an de Konsum méi klëmmt. Wann déi Equatioun esou einfach wär, da wären och schon anerer op d'Id-di komm a virun allem stellt ee fest, an ech kommen herno nach dorop zréck, dass all déi Länner, wou déi dote Logik zu Enn gefouert ginn ass, déi Länner sinn, déi net nëmme sozial virun enger eenzeger Katastroph stinn, mä doriwier eraus alles anesches wéi gutt do stinn.

De Finanzminister huet eis d'lescht Woch hei gesot, dass hien erstaunt ass iwwer de Phänomeen, dass déi ënnert de gudden wirtschaftleche Virzeeche gemaachte Begléckung vun de physesche Persounen net zum Opreechterhale vun deem héije Konsum bäigedroen huet, wéi d'Regierung sech dat ausgerechnet hat, wéi se déi Décisiounen geholl huet, fir d'Steiere bei de physesche Persounen ze reduzéieren.

Et erstaunt een natierlech manner, wann ee kuckt wat fir eng Bevölkerungsgruppe vun deene Steierreduktiounen am meeschte profitéiert hunn. Dat ware jo bekanntlech net déi Bevölkerungsgruppen, déi par la force des choses all Frang, dee se méi oder weider an der Täschen hunn, d'office an de Konsum géife stiechen. Grad déi Bevölkerungsgruppe si jo eidel ausgegangen oder goufe mat engem Almosen ofgespeist. Ech erspueren lech dat Rechnungsgekünstels, och deemools am CSV-Profil - ech hu se awer all hei, wann ee wëllt, liesen ech et gär vir -, fir de Verglach ze maachen tëschent deenen Almosen, déi verdeelt gi si bei deenen heite Kategorie vu Leit an anere Leit.

Par contre sinn déi Bevölkerungsgruppe mat engem héije Revenu zolidd bedéngt ginn. An elo muss ech natierlech d'Fro stellen, wat dat soll, wann een deene Persounen, déi ënnert de Spätzesteiersaz falen, esou substanzial Erleichterunge gëtt, wéi dës Regierung dat gemaach huet, ob dat onbedéngt zu méi héijem Konsum bei deene Leit féiert. Ech behaupten: neen, well déi Kategorie vu Leit gi mat Sécherheet net méi alles an de Konsum. Déi kafe sech net e véierten oder fënneften Auto oder en drëtten oder véierte Videorecorder, oder ech weess net wat nach alles, mä déi placéieren hiert Geld zu ganz lukrative Konditiounen op deene Plazen, déi an deem Moment lukrativ sinn. An dofir ass et och kloer, dass déi Gelder, déi mer bei deene Leit ge-looss hunn, net an de Konsum gaange sinn, mä op ganz aner Plazen, wéi d'Regierung sech dat ausgerechnet hat.

Dofir huet de Steierreduktionsprogramm 2001 an 2002 och d'Zil total oder zumindest deelweis verfeelt, fir de Konsum héich ze halen. A wann een den Detail vun de Chifferen kuckt, a wat fir enge Beräicher de Konsum nach eenergermoosse geklommen ass, haaptsächlech 2002 an och elo 2003 domat gerechent gëtt, da kann een dat ganz daitlech feststellen, d'autant plus wou dat sech och nach deelweis ëm Secteuren handelt, déi bei der Berechnung vum PIB iwwerhaupt keng Roll spillen.

Wann ech den Horesca-Secteur, also d'Hôtellerie an d'Restaurantsbranche huelen, och wa muer d'Lëtzeburger amplatz véiermol d'Woch, 15mol d'Woch an de Restaurant ginn, dann huet dat ganz weineg Afloss op d'Steigerungsrate vum PIB an op d'Einnahmesäit vum Lëtzeburger Stat.

Mä nach méi wäit ass d'Verfellung vun der Politik vun dëser Regierung, wann een dat vergläicht mat där schwieriger Situatioun wou mer elo dra sinn, well mir kënnen jo feststellen, dass d'Lounofschlëss 2002 bedeutend méi schlecht gi si wéi déi Jore virdrun, wat natierlech d'logesch Konsequenz ass vun deem wirtschaftlechen Abroch, a wann ech soen: D'Lounofschlëss gi méi schlecht, da muss ee sech froen. Wien trifft dat? Majo déiselwech Leit, déi 2000 an 2001 souwiso näischt kritt hunn, well et sinn déi Leit mat deenen niddrege Revenuen, déi a konjunkturrell méi schwierigeren Zäiten am meeschten ënner Drock geroden, wat natierlech dann dozou féiert, dat den Drock op de Stat, fir iwwer en anere Wee zumindest da Kompensatiounen ze kréien, Stéchwuert Mindestloun, nach vill méi héich gëtt. Et ass och dofir esou, dat den Drock, den do entstee, duebel Konsequenze wäert hunn op Kleng- a Mëttelebetriber an deenen nächste Joren. Et ass esou, dat déi Mindestlounerhéijung, déi mer wäerten decidéieren am Dezember, déi den eischte Januar d'nächst Joer a

Kraaft wäert trieden, scho längst net méi duergeet, fir de Konsumverfall, dee scho laang agesat huet, bei deene Leit mat klengem Revenu ze kompenséieren.

Ech weess net, wéi Der lech et virstellt, wéi déi Leit sollen an nächster Zäit, wann déi dote Saache sech all konkretiséieren, nach iwwer d'Ronne kommen.

Déi iwwer d'Mooss eraus duergezonne Steierreduktiounen berouen einfach op där banaler Iddi, dat all Steieraufschlag duerch méi héije Wuesstum géif kompenséiert oder esouguer nach gesteigert ginn. Sécherlech kann een iwwer Steierpolitik d'Rahmbedéngunge vun der Ekonomie beaflossen, mä awéifern dat virun allem massiv, ouni Selektivitéitscritären duergezonne Steierreduktiounen an alle Fäll e positiven Effekt op d'Ekonomie hunn, ass méi wéi kontestabel. An ech dierf och drun erënnere, dat virun zwee Joer, ënnert dem Androck vun dem Wirtschaftswonner zu Lëtzebuerg, all Kritik an deene massive Steierreduktiounen belächelt ginn ass a gemengt ginn ass, dat trotz deem enorme Verzicht op der Steiersäit, d'Recetten awer massiv géife klammen.

Oder wéi soss wier et ze erklären, dat bei den Eckwäerter vum Budget vum August vun dësem Joer nach eng Steigerung vun de Recetté bei der Kierperschaftssteuer vun 18% par rapport zu 2002 erwaart ginn ass. Obschonn am August vun dësem Joer d'Konjunkturerlahme scho méi wéi daitlech war, wollten de Finanz- an de Budgetsminister net un d'Realiteit gleewen.

Ech muss och soen, wann ech mech drun erënnere wat mer diskutéiert hunn am Kader vum Erfesetze vun der Gewerbesteier virun annerhalvem Joer, da beleet dat ganz daitlech vu wat fir enger Prognos oder engem Szenario dës Regierung ausgegangen ass. Wat kruten d'Gemenge versprach virun annerhalvem Joer, wéi mat hinnen négociéiert ginn ass am Ufank, fir d'Gewerbesteier ganz ofzeschaffen an duerno fir d'Gewerbesteier erfesetzen? Si hu gesot kritt: Dir reegt lech zu Onnëtz op, well Dir wäert gesinn, trotzdem dat d'Gewerbesteier erfesetzt gëtt, wäerten ënnert dem Stréch Ar Recetté massiv weider klammen. Dat ware jo och an der Vergaangenheet esou. A wat ware d'Vergaangenheet? Dat waren eben déi fett Joren tëschent 1995 an 2000, wou mer en iwwermooossege Wuesstum haten, an eleng all déi Aussoen, déi deemools do gemaach gi sinn, beleen, dat dës Regierung de feste blanne Glawen hat, dat et och déi nächst Joren zu Lëtzebuerg géng weider goe mat dem Wuesstum vum mindestens 4%, obschonn d'gesamt international Konjunktur schon zolidd gewackelt huet.

Ech wëll net méi am Detail op d'Gewerbesteier an op d'Konsequenzen dovun agoen. Dat wäert mäi Kolleg, de Camille Gira, muer maachen.

An dann ass och d'Ausso vum Finanzminister ganz interessant, wann hien elo seet, den Abroch vun de Recetté fir de Stat wier zréckzeféieren op de Konjunkturabroch, op déi schlecht international Konjunktur. Dat ass scho richtig, mä et muss ee soen, wann et 1999 an 2000 richtig war, wéi et geboomt huet - a mir hunn ëmmer drop higewisen als Opposition, dat dat net onbedéngt de grouse Mérite war vun dëser Regierung, dann ass verwise ginn op de Fait, dat déi Konjunkturlag, déi mer do hätten, nëmme e positiven Nidderschlag géng fanne fir d'Recetté vum Stat, well effikass an duerchduechte politesch Rahmbedéngunge vun der CSV zu Lëtzebuerg zënter Jore géinge gemaach ginn -, mä dann zielt dat och, wann de Konjunkturhimmel schlecht oder miserabel ausgesäit. Och dann ass sécherlech

d'Schold vum Abrieche vun der Konjunktur net bei dëser Regierung ze sichen, mä wa schon no annerhalvem Joer Abroch vun der Konjunktur en Déséquilibrer am Budget entsteet wéi deen, dee mer elo hei virfannen, da muss ee soen, da waren d'Rahmbedéngunge vun der Politik, déi déi Jore virdu gemaach gi sinn, net ganz duerchduecht, well soss dierft dat net virkommen.

An et ass ganz daitlech: Am Joer 2000 huet zu Lëtzebuerg den Danz ëm dat goldent Kallef stattfont a wéi de Finanzmoses vun der CSV duerch d'Gejaitz vun den Danzenden alarméiert ginn ass a vu sengem Bierg erfogeklommen ass, dann ass e schwaach ginn an amplatz dem Vollek déi minimal Uerdnungsregelen duerzeleeën, huet e matgedanz an dowéinst hu mer haut déi Situatioun, déi mer hunn.

Et ass effektiv net esou, dat dës Regierung de Konjunkturabroch verschelt huet, mä de Fait, dat de Budget esou séier an den Déséquilibrer komm ass, dat ass ganz kloer d'Schold vun dëser Regierung, an den Hannergrond dovun si Steierreduktionsprogrammer, déi wäit iwwer d'Zil erausgeschoss hunn.

Duebel rächt sech natierlech och elo, dat mer virun zwee Joer keng ekologesche Elementer an eise Steiersystem agefouert hunn. Et ass vill wäertvoll Zäit verluer gaangen, well mer dat net gemaach hunn, an déi wichteg ekologesche Steierreform, déi menger Meenung no eleng noutwendig ass fir déi ekologesche Rekonversioun vun eiser Ekonomie, als wichtige Reformprojet weider ze bréngen, wäert sécherlech net méi einfach gi bei enger schlechter Konjunkturlag. An ech hunn ëmmer gesot op dëser Tribün, déi Jore wou mer vill Plus-waalen an héich Recetten haten: Kommt mir setzen elo u mat där Reform, well et ass elo de Moment fir dat ze maachen. Wa mer et elo usetzen, da bréngt mer et fäerdeg op eng Aart a Weis, dat et zumindest, wann déi eischt Phas uleef, kengem wéi deet.

Mä ech mengen, et ass jo och net esou einfach, well wann een d'Nopeschlänner mat eis vergläicht, ware mir jo nach virun zwee Joer Spätzereider beim Wuesstum vum PIB, a mir sinn an annerhalvem Joer op d'lescht Plaz erfogeruchscht. Ech hu virdrun zitéiert wéi de Steierniveau an den Nopeschlänner ass. Déi si manner ofgeruchscht beim Wuesstum vum PIB, trotz eisen enorme Steierreduktiounen. Dat huet nun eemol domadder ze dinn, dass et net esou einfach ass déi Equatioun ze maachen, dass, wat een d'Steiere méi erfesetzt, wat de Wirtschaftswuesstum méi wüsst a wat d'Konjunktur méi ugekuerbelt gëtt an de Konsum méi klëmmt. Wann déi Equatioun esou einfach wär, da wären och schon anerer op d'Id-di komm a virun allem stellt ee fest, an ech kommen herno nach dorop zréck, dass all déi Länner, wou déi dote Logik zu Enn gefouert ginn ass, déi Länner sinn, déi net nëmme sozial virun enger eenzeger Katastroph stinn, mä doriwier eraus alles anesches wéi gutt do stinn.

De Finanzminister huet eis d'lescht Woch hei gesot, dass hien erstaunt ass iwwer de Phänomeen, dass déi ënnert de gudden wirtschaftleche Virzeeche gemaachte Begléckung vun de physesche Persounen net zum Opreechterhale vun deem héije Konsum bäigedroen huet, wéi d'Regierung sech dat ausgerechnet hat, wéi se déi Décisiounen geholl huet, fir d'Steiere bei de physesche Persounen ze reduzéieren.

Et erstaunt een natierlech manner, wann ee kuckt wat fir eng Bevölkerungsgruppe vun deene Steierreduktiounen am meeschte profitéiert hunn. Dat ware jo bekanntlech net déi Bevölkerungsgruppen, déi par la force des choses

all Frang, dee se méi oder weider an der Täsche hunn, d'office an de Konsum géife stiechen. Grad déi Bevölkerungsgruppe si jo eidel ausgangen oder goufe mat engem Almosen ofgespeist. Ech erspieren lech dat Rechnungsgestaltung, och deemools am CSV-Profil - ech hu se awer all hei, wann ee wëllt, liesen ech et gär vir -, fir de Verglach d'Fro stellen, wat dat soll, wann een deene Persounen, déi ënnert de Spëtzezeiler ersatz falen, esou substanzuell Erleichterung gëtt, wéi dës Regierung dat gemaach huet, ob dat onbedengt zu méi héijem Konsum bei deene Leit féiert. Ech behaupten: neen, well déi Kategorie vu Leit gi mat Sécherheet net méi alles an de Konsum. Déi kafe sech net e véierten oder fënneften Auto oder en drëtten oder véierte Videorecorder, oder ech weess net wat nach alles, mä déi placéieren hiert Geld zu ganz lukrative Konditionen op deene Plazen, déi an deem Moment lukrativ sinn. An dofir ass et och kloer, dass déi Gelder, déi mer bei deene Leit gelooss hunn, net an de Konsum gaange sinn, mä op ganz aner Plazen, wéi d'Regierung sech dat ausgerechent hat.

Par contre sinn déi Bevölkerungsgruppe mat engem héije Revenu zolidd bedéngt ginn. An elo muss ech natierlech d'Fro stellen, wat dat soll, wann een deene Persounen, déi ënnert de Spëtzezeiler ersatz falen, esou substanzuell Erleichterung gëtt, wéi dës Regierung dat gemaach huet, ob dat onbedengt zu méi héijem Konsum bei deene Leit féiert. Ech behaupten: neen, well déi Kategorie vu Leit gi mat Sécherheet net méi alles an de Konsum. Déi kafe sech net e véierten oder fënneften Auto oder en drëtten oder véierte Videorecorder, oder ech weess net wat nach alles, mä déi placéieren hiert Geld zu ganz lukrative Konditionen op deene Plazen, déi an deem Moment lukrativ sinn. An dofir ass et och kloer, dass déi Gelder, déi mer bei deene Leit gelooss hunn, net an de Konsum gaange sinn, mä op ganz aner Plazen, wéi d'Regierung sech dat ausgerechent hat.

Dofir huet de Steierreduktionsprogramm 2001 an 2002 och d'Zil total oder zumindest deelweis verfeelt, fir de Konsum héich ze halen. A wann een den Detail vun de Chiffere kuckt, a wat fir enge Beräicher de Konsum nach eenergermoosse geklommen ass, haaptsächlech 2002 an och elo 2003 domat gerechent gëtt, da kann een dat ganz daitlech feststellen, d'autant plus wou dat sech och nach deelweis em Secteuren handelt, déi bei der Berechnung vum PIB iwwerhaapt keng Roll spillen.

Wann ech den Horesca-Secteur, also d'Hôtellerie an d'Restaurationenbranche huelen, och wa muer d'Lëtzebuurger amplat véiermol d'Woch, 15mol d'Woch an de Restaurant ginn, dann huet dat ganz wéineg Afloss op d'Steigerungsrat vum PIB an op d'Einnahmesäit vum Lëtzebuurger Stat.

Mä nach méi wäit ass d'Verfellung vun der Politik vun dëser Regierung, wann een dat vergläicht mat där schwieriger Situatioun wou mer elo dra sinn, well mir kënnen jo feststellen, dass d'Lounofschlëss 2002 bedeutend méi schlecht gi si wéi déi Jore virdrun, wat natierlech d'logesch Konsequenz ass vun deem wirtschaftlechen Abroch, a wann ech soen: D'Lounofschlëss gi méi schlecht, da muss ee sech froen. Wien trefft dat? Majo déiselwech Leit, déi 2000 an 2001 souwisou nâischt kritt hunn, well et sinn déi Leit mat deenen niddrege Revenuen, déi a konjunkturell méi schwierigen Zäiten am meeschten ënner Drock geroden, wat natierlech dann dozou féiert, dass den Drock op de Stat, fir iwwer an anere Wee zumindest da Kompensationen ze kréien, Stéchwuert Mindestloun, nach vill méi héich gëtt. Et ass och dofir esou, dass den Drock, deen do entsteet, duebel Konsequenz wäert hunn op Kleng- a Mëttelbetriber an deenen nächste Joren. Et ass esou, dass déi Mindestlounerhéijung, déi mer wäerten decidéieren am Dezember, déi den éischte Januar d'nächst Joer a Kraaft wäert trieden, scho längst net méi duergeet, fir de Konsumverfall, dee scho laang agesat huet, bei deene Leit mat klengem Revenu ze kompenséieren.

Ech weess net, wéi Der lech et virstellt, wéi déi Leit sollen an nächste Zäit, wann déi dote Saache sech all konkretiséieren, nach iwwert d'Ronne kommen.

Déi iwwert d'Mooss eraus duerchgezunne Steierreduktione berouen einfach op där banaler Iddi, dass all Steierausfall duerch méi héije Wuesstum géif kompenséiert oder esouguer nach gesteigert ginn. Sécherlech kann een iwwer Steierpolitik d'Rahmebedéngunge vun der Ekonomie beaflossen, mä awéifern dass virun allem massiv, ouni Selektivitéitscritèren duerchgezunne Steierreduktione an alle Fäll e positiven Effekt op d'Ekonomie hunn, ass méi wéi kontestabel. An ech dierf och drun erënnere, dass virun zwee Joer, ënnert dem Androck vun dem Wirtschaftswonner zu Lëtzebuerg, all Kritik un deene massive Steierreduktione belächelt ginn ass a gemengt ginn ass, dass trotz deem enorme Verzicht op der Steiersäit, d'Recetten awer massiv géife klammen.

Oder wéi soss wier et ze erklären, dass bei den Eckwäerter vum Budget vum August vun dësem Joer nach eng Steigerung vun de Recetté bei der Kierperschaftssteuer vun 18% par rapport zu 2002 erwaart ginn ass. Obschonn am August vun dësem Joer d'Konjunkturerlahme scho méi wéi daitlech war, wollten de Finanz- an de Budgetsminister net un d'Realität gleewen.

Ech muss och soen, wann ech mech drun erënnere wat mer diskutéiert hunn am Kader vum Erossetze vun der Gewerbesteier virun annerhalwem Joer, da beleet dat ganz daitlech vu wat fir enger Prognos oder engem Szenario dës Regierung ausgangen ass. Wat kruten d'Gemenge versprach virun annerhalwem Joer, wéi mat hinnen négociéiert ginn ass am Ufank, fir d'Gewerbesteier ganz ofzeschaffen an duerno fir d'Gewerbesteier erofzesetzen? Si hu gesot kritt: Dir reegt lech zu Önnëtz op, well Dir wäert gesinn, trotzdem dass d'Gewerbesteier erofgesat gëtt, wäerten ënnert dem Stréck Är Recetté massiv weider klammen. Dat war jo och an der Vergaangenheet esou. A wat war d'Vergaangenheet? Dat waren eben déi fett Joren tèschent 1995 an 2000, wou mer en iwwermooossege Wuesstum haten, an eleng all déi Aussoen, déi deemools do gemaach gi sinn, beleen, dass déi Regierung de feste blanne Glawen hat, dass et och déi nächst Joren zu Lëtzebuerg géing weider goe mat dem Wuesstum vu mindestens 4%, obschonn d'gesamt international Konjunktur schonn zolidd gewackelt huet.

Ech wëll net méi am Detail op d'Gewerbesteier an op d'Konsequenzen dovun agoen. Dat wäert mäi Kollege, de Camille Gira, muer maachen.

An dann ass och d'Ausso vum Finanzminister ganz interessant, wann hien elo seet, den Abroch vun de Recetté fir de Stat wier zréckzeféieren op de Konjunkturabroch, op déi schlecht international Konjunktur. Dat ass scho richtig, mä et muss ee soen, wann et 1999 an 2000 richtig war, wéi et geboomt huet - a mir hunn ëmmer drop higewisen als Opposition, dass dat net onbedengt de grouse Mérite wär vun dëser Regierung, dann ass verwise ginn op de Fait, dass déi Konjunktur, déi mer do hätten, nëmme e positiven Nidderschlag géing fanne fir d'Recetté vum Stat, well effikass an duerchduechte politesch Rahmebedéngunge vun der CSV zu Lëtzebuerg zënter Jore géinge gemaach ginn -, mä dann zielt dat och, wann de Konjunkturmiddel schlecht oder miserabel ausgäit. Och dann ass sécherlech d'Schuld vum Abrieche vun der Konjunktur net bei dëser Regierung ze sichen, mä wa schonn no annerhalwem Joer Abroch vun der Konjunktur en Déséquilibre am Budget entsteet wéi deen, dee mer elo hei virfannen, da muss ee soen, da waren d'Rahmebedéngunge vun der Politik, déi déi Jore virdu gemaach gi sinn, net ganz duerchduecht, well soss dierf dat net virkommen.

An et ass ganz daitlech: Am Joer 2000 huet zu Lëtzebuerg den Tanz em dat goldent Kallef stattfont a wéi de Finanzmoses vun der CSV duerch d'Gejaitz vun den Danzenden alarméiert ginn ass a vu sengem Bierg erfrogekloppen ass, dann ass e schwach ginn an amplat dem Vollek déi minimal Uerdnungsregeln duerzeleeën, huet e matgedanz an dowéinst hu mer haut déi Situatioun, déi mer hunn.

Et ass effektiv net esou, dass dës Regierung de Konjunkturabroch verschélt huet, mä de Fait, dass de Budget esou séier an den Déséquilibre komm ass, dass ass ganz kloer d'Schuld vun dëser Regierung, an den Hannergrond dovunner si Steierreduktionsprogrammer, déi wäit iwwert d'Zil erausgeschoss hunn.

Duebel rächt sech natierlech och elo, dass mer virun zwee Joer keng ekologesch Elementer an eise Steiersystem agefouert hunn. Et ass vill wäertvoll Zäit verluer gaangen, well mer dat net gemaach hunn, an déi wichteg ekologesch Steierreform, déi menger Meinung no eleng noutwendeg ass fir déi ekologesch Rekonversioune vun eiser Ekonomie, als wichteg Reformprojet weider ze bréngen, wäert sécherlech net méi einfach gi bei enger schlechter Konjunkturlag. An ech hunn ëmmer gesot op dëser Tribün, déi Jore wou mer vill Plus-valuen an héich Recetten haten: Kommt mir setzen elo u mat där Reform, well et ass elo de Moment fir dat ze maachen. Wa mer et elo usetzen, da bréinge mer et faerdeg op eng Aart a Weis, dass et zumindest, wann déi éischt Phas uleeft, kengem wéi deet.

Wa mer dat deemools gemaach hätten, da wäere mer elo vill besser drun, well d'Ökosteieren hunn e laangfristige Lenkungscharakter. Déi solle laangfristeg dozou bäidroen, dass verschidden negativ Verhaltensweisen an eisem Umweltberäich ofhuelen, respektiv op Null zréckginn, an deementsprechend déi Einnahmen, déi duerch d'Ökosteiere kommen, och laangfristeg zu Null sollen tendéieren. Si bewierken ebe laangfristeg, dass d'Besteuerungselementer, op déi se opgebaut sinn, ewechfalen. Mä kuerzfristeg beedeit et eng nei Einnahmequell, a wann een eng duerchduechten ekologesch Steierreform gemaach hätt, da kéint déi nei Einnahmequell genotzt gi fir de Finanzement vun der ekologescher Rekonversioune, fir ekologesch Subventionspolitik an der Privatindustrie ze maachen a fir en ekologeschen öffentliche Investitiounsprogramm ze droen.

A grad beim leschten Element besteet en enormen öffentliche Finanzierungsbedarf. D'Moderenisierung vun öffentlichen Infrastrukturen ass am Intérêt vun engem zukunftsfaege Wirtschaftsstanduert an ass am Intérêt vun de kommende Generatioune onerlässlech. Si benéidegt an deenen nächste Joren, a souguer Jorzéngten, héichwäerteg pluriannuel Investitiounsprogrammer. Sou zum Beispill Investissementer an öffentliche Verkéierssystemer, den Embau vun eisem Energiesystem, d'Statssanierung an -erneuerung, d'öffentlech Versuergung an d'Entsuergung vun Ofwaasser an Offäll, d'Sanéierung vu Biedem - Stéchwuert Industriebroochen, op déi mer nach an deem Kontext vill wäerten ze schwätze kommen -, Flëss a Bëscher, d'Ennerstützung vu Fuerschung fir modern Umwelttechnologien: All dës, fir den ekologeschen Embau wichteg Programmer, kéinten iwwer kuerz- a mittelfristeg Einnahme vun der Ökosteier finanziert ginn.

Wéi gutt géing et dëser Regierung doen, wa se elo kéint, fir de pluriannuellen Investitiounsprogramm an deenen nächste Joren ze finanzéieren, op dës Einnahmequell zréckgräifen? An ech hu bei menger Interpellatioun diesbezüglich am Fréijoer 2000 scho gesot, dass dës Regierung déi fett Jore vun 1995 bis 2000, am Sënn vun enger zukunftsfaeger Finanzpolitik, verschlof hätt. Haut stellt sech eraus, wéi Recht Déi Gréng leider behalen hunn. Den CSV-Finanzminister huet dës Reform sträflech verpasst.

Dat erlaabt mer dann awer och zu engem wichtige Kapitel ze kommen, dat och den Här Calmes a sengem Rapport am Detail ugeschwat huet, nämlech dat vun der Politique d'investissement am Allgemengen, dat eis jo och schonn zënter dem leschte Joer - dem Rapport vun Här Wiseler - staark interesséiert, an eis och elo an deenen nächste Joren nach méi muss interesséieren. An ech muss em félicitéieren, engersäits fir seng interessant Ureegungen, déi en zum Schluss gemaach huet - ech wëll herno nach drop zréckkommen -, mä virun allem awer och fir d'Gelänge vun deem schwierigen Exercice, dese verfältsche camouffléierte Budgetprojet, virun allem op der Einnahmesäit esou gläwiederde am Numm vun der Majoritéit ze verrieden, an och nach esou ze verrieden, dass effektiv déi héich Investitiounsquot bei den Investitiounsfonten kéint oprecht erhale ginn, ouni dass mer missten dat soen, wat mer eigentlech misste soen, a wat als eenzeg d'Banque Centrale richtig berechent huet, nämlech, dass mer ganz no un déi 3% Defizit vum PIB géinge kommen, déi sougenannte Schmäerzengrenz, déi eis vum Stabilitéit-spakt operluecht ass.

Mä zréck zu der Politique d'investissement. Den Här Calmes stellt do fest, dass Politique d'investissement kee Luxus, mä eng absolut Noutwendigkeit ass. Domadder kann ee sécherlech d'accord sinn. Mä e stellt awer dann eng aner, ganz beängstegend Tatsaach fest. E seet nämlech, dass am Budget 2003 eng Croissance vun de Fonds spéciaux par rapport zu 2002 vun 18,4% ass, mä dass d'Croissance vun de Recetté vun 2001 op 2003 nëmme 10% ausmécht. Woubäi ech nach géing dobäi fügen, dass ech bezweifelen, dass mer déi am Budgetprojet erwaarte Croissance vun de Recetté wierklech wäerten erreechen; ech wäert och herno nach dorop zréckkommen.

An e bemierkt da Folgendes ganz richtig, an ech zitieren de Rapport wou hie seet: „Pour 2003, donc environ 785 millions d'euros doivent être couverts par un recours à la réserve budgétaire, plus précisément les moyens financiers excédentaires des exercices passés, ou bien par un recours à l'emprunt, pourtant pas souhaité par le Gouvernement“. An e stellt zu Recht fest, dass d'Avoire vun de Fonds spéciaux, trotz nach héijen Investissementsdépenses, sensiblement à la baisse sinn. E geet dann och zu Recht dovunner aus, dass no 2003 d'Wahrscheinlechkeet ganz, ganz grouss wäert sinn, dass, iwwer aner Modes de financement alternatifs, Investissementer fir d'Fonds spéciaux mussen ofgeschert ginn, well et anescht soss net méi opgeet.

Elo muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat sinn dann elo déi Modes de financement alternatifs? Een dovunner, deen ech opgezielt hunn, hätt et kënnen sinn; dat wär d'Ökosteier gewiescht. Dës Regierung huet déi Reform leider verschlof. Dofir ass et natierlech elo ganz schwéier op dat Element zréckzegräifen, well mir hunn et nämlech net. An et kann ee just nëmme hoffen, dass déi Studie, déi jo wahrscheinlech elo gläich wäert vum Mouvement Écologique

virgestallt ginn, wat eigentlech eng Weiderféierung ass vun där Studie, déi scho virun e puer Joer vum Mouvement Écologique presentéiert ginn ass, relativ séier e groust Gehéier bei dëser Regierung féint, an dass mer awer nach iergendwann eng Kéier, dann no 10 oder 15 Joer Diskussiounen, do zu där wichtiger Reform kommen.

Eng aner Méiglechkeet, dass wär, de Rapporteur schwätzt déi jo un, dass mer d'Finanzemeter am Plan d'investissement pluriannuel géinge strecken. Mä dat ass eigentlech just nëmme eng ganz schéin Emschreiwung vun eppes, wat nâischt aneschters bedeit, wéi dass mer déi Investissementsretarden, déi mer an enger ganzer Rei Domainen, ob dat am Schoulberäich ass oder wou och ëmmer, hunn, géinge méi lues ophuelen, wéi mer dat eigentlech wëllen. Well wann een d'Dépensé vun Investissementer streckt, da streckt een nâischt anescht wéi de Projet, dat heescht, da kuckt een, dass verschidden Projeten, déi, loosse mer soen, 2006 hätte misse fäerdeg realiséiert ginn, vläicht eréischt 2008 oder 2009 fäerdeg realiséiert ginn, mat alle Konsequenzen, déi dat natierlech fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg huet.

An ech si souguer der Meenung, dass et eng Rei Domainen gëtt, ob dat d'Schoulwiesen ass, den öffentlichen Transport, de Logement an sou weider, wou dat do extrem fatal wär, wa mer do géingen an déi Richtung goen, fir d'Dépenses ze strecken. Well do den Nohuelbedarf par rapport zu den 90er Joren an den 80er Joren haut schonn esou verréckt grouss ass, dass et wierklech ganz grave Konsequenzen hätt, wann een do géing déi Dépenséberäicher strecken.

Eng drëtt Méiglechkeet, dass wär, dass mer géinge bei eisen Dépenses eng aner Prioritéitesetzung maachen. Dat ka ganz sécher eng interessant Pist sinn, insofern een déi och op novollzeibaren an noweisbaren Elementer entaméiert. Mir hate jo zumools an der öffentlecher Bautepolitik hei am Land éischer eng Mentalitéit an deene leschte Joren, déi sech jo no der Devise „klotzen statt kleckern“ orientéiert huet. Beispiller hu mer jo an deene leschte Méint a Jore genuch geliwert kritt an der Budgetkontrollkommissioun. An et ass sécherlech méiglech, wann een eng aner Prioritéitesetzung mécht, dass dat „klotzen statt kleckern“ an deem dote Beräich ophéiert.

Mä da muss ee sech awer och d'Fro stellen, wat dat bedeit. Dat bedeit op alle Fall fir mir meng Begrëffer zum Beispill, dass an der Verkéierspolitik, och am Sënn vun enger effikasser Gestioune vun den öffentliche Finanzen, misst geplangt ginn, an endlech e Gesamtverkéierskonzept op d'Bee misst gestallt ginn, wou zu Fouss goen, Velo, Bus, Zuch, Tram an Auto als Mobilitéitsmëttelen aus alle vollekswirtschaftleche Gesichtspunkte matenee géinge verglach ginn, ier Décisioune geholl gi, a wat fir eng Richtung dass mer ginn.

Da muss mer Prioritéite setzen, Dir Dammen an Dir Hären, an net méi mat oneffikasser a käschtenintensiver Duebelstrategie an der Mobilitéitsstrategie weiderfueren, wéi mer dat awer zum Beispill während 15 Joer gemaach hunn, mat Milliarden Onkäsche fir de Lëtzebuurger Statsbudget, wou mir ëmmer dervir gewarnt hunn, a wou d'Resultater, dass wäert sech och an deenen nächste Joren ausstellen, fir d'Ekonomie a fir d'Gesellschaft méi wéi medioker wäerte sinn; d'Nofolgkäsche kommen och nach dobäi.

Mä meng Erfahrung vum deene leschte Jore soe mer awer, dass dës Regierung kaum à même ass, esou eng duerchduechten Inves-

tissementspolitik am Mobilitätsbereich zum Beispill ze maachen, mä och an anere Beräicher. An ech ginn dem Här Krecké Recht, wann en hei de Mëtteg och drop higewisen huet, datt verschidden nei Weeër vun der Majoritéit, déi mer an der Budgetskontrollkommissioun an deene leschte Wochen hu misse materiewen, éischer dorop hindeiten, datt et an eng ganz aner Richtung wäert goen. Nämlech fir ze versichen, do wou Feeler festgestallt gi sinn, déi éischer ze camoufléieren, wéi éierlech dorun erunzegen.

Véiert a lescht Méiglechkeet, dat wär, datt mer de Recours zum Emprunt géingen ophuelen, dat heescht, méi eng héich Staatsverschuldung géingen ustriewen. Lëtzebuerg huet am Moment jo eng extrem niddereg Statsschuld. A si leeft esouguer am Joer 2008 och nach ganz aus. Kuerzfristeg ass dofir sécherlech e Spillraum do, fir nei Finanzemeter iwwer Emprunten ze maachen. Allerdéngs géing ech dovun warnen, well, och de Rapporteur stellt dat zu Recht fest, et zumeels fir e klenge Land kaum ustriewenswäert wär, fir de maximale Spillraum, deen de Stabilitéitspakt eis léisst, bei der Neiverschuldung, auszereizen.

Ech sinn nämlech der Meenung, datt wann een dat géing maachen, da leeft een net nëmmen duerch esou eng Finanzpolitik op Käschte vun der nächster Generation, an och de Gesamtkäschtpunkt vun de Projete gëtt vill méi héich, mä et riskéiert een och virun allem, bei engem méi laang undauernde konjunkturellen Abbruch, esou staark mussen un der Steierschrauw ze dréinen, fir déi ëmmer méi héich Schold zréckzebezuolen, dass eise Wirtschaftsstanduert domadder definitiv d'Baach géing agoen.

Dofir kann den Emprunt nëmmen ee ganz bescheidenen alternative Finanzierungswee duerstellen, fir kuerzfristeg iwwert d'Ronnen ze hëllefen. Ech hunn och bei dëser Regierung de Verdacht - vu datt 2003 de Camouflage jo nawell gutt gelongen ass, deen 2004, am Wahljoer, awer wahrscheinlech manner gutt wäert geléngen -, datt mer 2004 an déi do Richtung wäerte goen, an iwwert dee Wee da manner Dotatiounen an de Fonds d'investissement wäerte maachen, fir den Déséquilibre am Budget net esou grouss kënnen ze maachen, a virun allem och net am ordinaire Budget op anere Plaze schnëppele mussen ze goen, déi natierlech électoral géinge vill méi wéi doen.

Dofir wäerte mer wahrscheinlech 2004 mat Sécherheet an déi dote Richtung goen.

Ech wëll och direkt op dat verweisen, wat de Rapporteur do op der Sait 106 vu sengem Rapport schreift, wou en eng Situatioun nach eng kéier zréckgeholl huet vun Claude Wiseler vum leschte Joer, deen eigentlech do ganz wäitsichteg war, wou en op déi Situatioun, an där mir ons haut befannen, par rapport zu de Fonds d'investissement higewisen huet. En hat wahrscheinlech selwer net geduecht, datt et esou brutal an esou séier géif antrieden, wat e geschriwwen huet. En huet deemools nach eng Projektion gemaach bis 2005 an natierlech op Basis vun engem Wuesstum, deen en anere war d'lescht Joer.

Ech hunn deemools schonn hei an der Chamber gesot, datt eigentlech seng Iwwerleeunge ganz richtig a ganz gutt waren, mä datt en do, wou et interessant géing ginn, géif ophalen aus bekannte Grënn, well en nun emol e Vertrieber wär vun der Majoritéit an dofir eng Rei Saachen net kéint soen. Well soss hätt en eigentlech missen d'lescht Joer do weiterfuere an dovun warnen, grad aus deenen doten Iwwerleeungen eraus, datt am Joer 2000 um Hannergrond vun deem Rausch, an deem mer

ons befont hunn, eigentlech d'Finanzkapazität vum Stat iwwerméisseg strapazéiert ginn ass, an datt dat eis eben zu Problemer an deenen nächste Jore géif féieren.

Ech muss lech awer och éierlech soen, datt ech bei de Budgetdebatten d'lescht Joer zwar ëmmer grouss Angscht hat, datt dat eng kéier géif passéieren an deenen nächste Joren, mä ech hat awer och selwer net geduecht, datt et bannent sechs Méint scho géif antrieden. Leider ass dat awer geschitt. Et ass awer ganz genau de Contraire, wat dës Regierung virun allem am Rausch vun de Boomjoren 1999 an 2000 gemaach huet. Si ass virun allem dovun ausgegangen, datt Lëtzebuerg, egal wéi et ronderëm eis géif ausgesinn, ëmmer ee Wuesstum vu mindestens 4% vum PIB géif erreechen. Si ass dofir monter weidergefuert an eng Richtung, fir ze maache wéi wann een all Joers kënn iwwert d'Plus-values budgétaires eisen héije Besoin un öffentlechen Investissementer finanzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat doten alles beschreiwen, an déi Risiken, déi sech fir eis ofzeechnen, dann ass dat, wat mer eigentlech am Kader vum Etat de la Nation diskutéiert hunn, déi ominös Debatt ronderëm dee sougenanntene 700.000-Awunnerstat, sécher net méi falsch ginn.

Ech si just der Meenung, an dat hunn ech och deemools scho gesot, datt eigentlech déi Ziel „700.000 Awunner“ deen eigentlechen Défi, dee sech hannert deem Débat géing verstoppen, géing verzerren. Well d'Fröstellung vun där Zukunftsbewertung eigentlech méi richtig gewiescht wär, wann ee gefrot hätt: Wéi ee Lëtzebuerg wëlle mer fir muer? Ech mengen, just grad haut, angesichts där méi schlechter konjunktureller Lag, angesichts där méi schlechter Finanzlag vum Stat, ass déi Debatt nach vill méi wichtig ginn. Well elo de Risiko vum blannen Aktivismus bei der Regierung nach vill méi grouss wäert ginn an deenen nächste Joren, wéi e schonn an der Vergaangenheet war.

Mir sinn awer allerdéngs der Meenung, datt den Défi, dee sech hannert där Debatt verstoppt, nämlech ass fir méi Planung ze kréien an deem Land, méi Planung an alle politesche Ressourcen, an datt eigentlech genau dat an deene leschte 15 Jore bei volle Keese virun allem d'Politik sech schwéier gemaach huet, wann et ëm d'Detailplanung gaangen ass. Et ass eigentlech ëmmer an d'Richtung gaangen, datt versicht ginn ass, jiddferengem seng Wënsch ze erfüllen, souguer wa se sech widdersprach hunn, a souguer wa se sennlos waren.

Ech ginn der Regierung zwar Recht wa se seet, engersäits, et soll een elo keng Panikmache bedreiwen, datt déi am Moment net ubreucht ass, mä ech sinn awer allerdéngs der Meenung, datt Nodenklechkeet, virun allem en Iwwerdenken iwwert d'Virgehensweis vun deene leschte Jore ganz staark ubreucht ass. Mir hu gréisst Zweifel drun, datt dës Regierung, där hir éischt dräi Joer duerch eng Schönwetter-Grousslag zu enger zolliher Portioun Bequemlechkeet a Selbstzerfridenheet gefouert hunn, dozou fäeg ass.

An deene leschte Joren haten déi Gréng meeschtens als Hauptgrund, fir géint dës Budget ze stëmmen, datt se een Désaccord fundamental hate mat der politescher Prioritéitesetzung vun dëser Regierung. Dës Joer hunn déi Gréng mat Sécherheet een duebele Grund fir dës Budget net ze stëmmen. Éischtens, well d'Prioritéitesetzung eiser Meenung no nach ëmmer falsch ass, mä zweetens och, well de Budget camoufléiert ass, respektiv well en op der Recettésait friséiert ass.

Well et ass ganz kloer, dat wat mer de Moment hei maachen, wou mir higin, an zemoels bei der Kierperschaftssteuer einfach de Chiffer esou stoe loosse, wéi mer en am August bei den Eckwäerter vum Budget matgedeelt hunn, datt mer e géifen an de Budget aplangen, dat ass eigentlech de Leit just Sand an d'Ae gestreet, well éischstens sinn ech der Meenung, datt dat méi schnellt Andreiwe vun de Steierréckstänn vum leschte Joer souguer och een negativen Effekt huet op d'Ekonomie als Solches, an datt souguer, och wann een haut keng Steiererhéijung mécht, zumindest dat en ähnleche psychologeschen Effekt huet bei enger ganzer Rei Wirtschaftssecteuren, wéi wann een d'Steiere géif héijen.

Well mer wëssen alleguerten, datt déi meescht Betriber, an och déi meescht privat, also physesche Persounen, ëmmer vu Retarde bei de Steiererklärungen ausgegangen sinn, an dat war och esou ageplangt an och esou agerechent. Dir wäert gesinn, datt d'Steierverwaltung - dees sinn ech mer zimlech sécher - et net wäert fäerdeg bréngen, fir déi Recetten an deem Mooss anzedreiwe wéi d'Regierung dat mengt datt dat vläicht méiglech misst sinn. Mä dovunner ofgesi mengen ech, datt d'Regierung hätt missen zumindest éierlech hei och, sou wéi si et bei de physesche Persoune gemaach huet, op den Dësch leeën, wat de reelle Steieraufschlag 2003 ass - den Abbruch bei de Kierperschaftssteiere baséiert op d'Joer 2003 -, berengt vun deene Retarden, déi mer andreiwen.

Dat wat hei geschitt, dat ass wierklech e Camouflage an et ass eigentlech just d'Verschiebe vum Problem op déi Joren dono. Ech deelen dofir eigentlech och total d'Aschätzung vun der Zentralbank déi mengt, datt de Budget 2003 deen éischte Budget zënter Jore wäert sinn, wou mer mat engem Defizit tëschent 1% an 2% wäerten ofschléissen. Et ass och kloer, datt mam Budget 2003, a mat deem wat mer an deene leschte Joren erlebt hunn, de Mythos vun der roueger CSV-Hand an der Finanzpolitik definitiv zerstiéert ass.

De Mask ass erof, Dir Hären - Damme si jo keng méi hei.

(Brouhaha général)

Vun der CSV, wuel verstanen.

De Mask ass erof. Et ass ganz daitlech, datt déi lescht Jore bewisen hunn, datt et einfach ass Finanzpolitik ze bedreiwen a rouege Gewässer, wann et souwisou gutt geet, mä datt et vill méi komplizéiert ass an datt d'Feeler ganz schnell kommen, wa sech eng Situation presentéiert wéi déi, déi mer haut hunn. Dat, wat dës Regierung an hire Finanzminister an deene leschte Jore gemaach hunn, beleet dat ganz daitlech.

Duerfir mengen ech och, datt een eigentlech, eleng schonn aus deem Grund, eng Flicht huet fir dës Budget ofzelehnen, well een einfach eng Flicht huet, no bausse kenntlich ze maachen, datt dës Budget null Transparenz huet an eigentlech just duerfir do ass, fir de Leit Sand an d'Aen ze streeën.

Ech muss och soen, wann ech dann déi grondphilosophesche Iwwerleeunge gelies hunn, déi de Rapporteur um Schluss vu sengem Budget gemaach huet, déi zwar ganz louabel an och ganz gutt geschriwwen sinn, dann hunn ech och e bësse Schwierigkeeten, déi awer eescht ze huelen. E beschreift zwar zu Recht Défien, déi zum Beispill am Ëmweltbereich besti par rapport zu eiser Ekonomie. D'Répercussioune, déi een zum Beispill huet, wann een net erkennt, datt Ëmweltpolitik Standuertpolitik ass. Dat ass am

duebele Sënn, well wann een haut bei deenen Ëmweltproblemer, déi mer hunn, déi deelweis souguer eng global Dimensioun hunn, wann een et do verpasst an d'Ëmweltpolitik ze investéieren, dann huet een eigentlech der Wirtschaftspolitik an dem Standuert kaum en Déngscht geleescht, well da wäerte mer een immense Retard kréien an deene Beräicher, an a fënnf, zéng oder 15 Joer, wa mer gezwonge wäerte ginn duerch d'Realitéit da vill méi rapid déi Investissementer nozehuelen, da wäert et ganz schwierig ginn dat ze maachen an da wäerte mer ganz staark Kompetitivitéitsproblemer fir eis Ekonomie kréien.

Mä et ass awer och wéinst engem anere Beräich wichteg, datt een dee Secteur net vernoléisst, well et ass haut schonn esou, datt an dem Beräich vun den Ëmwelttechnologien méi Leit beschäftigt si wéi an der Automobilindustrie an Europa. Datt wëssen déi meescht Leit net, mä datt ass awer eng Realitéit. Ech soen lech mat 100%eger Sécherheet, datt dat an deenen nächste Joren nach wäert weidergoen. Et ass entre-temps kaum nach contestéiert, datt deen dote Beräich ee vun deenen ass, deem dee meeschte Wuesstumspotential virausgesot gëtt fir déi nächst Joren.

Mä et geet mir awer net duer, wann een elo fir d'x-te kéier 2002 beim Budgetsrapport fir de Budget 2003 alt erëm eng kéier eng schéi literaresch Beschreiwung vun deem Szenario mécht an drop hiweist, wat fir eng Défie sech do hannendru verstoppen.

Ech wëll dem Här Calmes soen, datt ech an deene leschte siwen, aacht Joer mindestens schonn eng Dose Motioune hei déposéiert hunn an eng Dose Rieden hei gehalen hunn, wou ech op déi dote Saachen higewisen hunn, Saache verlaangt hunn. Een Deel vun de Motioune si souguer ugeholl ginn, mä se sinn all Lettre morte bliwwen. Et ass an der Praxis näischt passéiert an deem Beräich. Bei allem gudden Wëllen, deen den Här Calmes sécherlech un den Dag geluecht huet, wéi en dat dote beschriwwen huet, ginn ech dovun aus, datt och sai gutt gemengten Text hei genau esou Lettre morte wäert bleiwe wéi all déi Texter, déi mer an där doten Hisiicht schonn an deene leschte Joren ofgestëmmt hunn an deem Parlament.

Ech muss soen, datt och dat Kapitel, wou hien zu Recht drop hiweist, datt d'Zukunft vu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren, wat d'Betriber ubelaangt, sécherlech net a ganz grouse Betriber läit, mä éischer a klengen an a mëttlere Betriber, déi héich technologesch sinn, wou haaptsächlech qualifizéiert Aarbechtsplaze solle geschafe ginn, da muss ech soen: Och dat ass iwwerhaapt näischt Neies, mä ass schonn x-mol gesot ginn.

Et gëtt Pabeieren; den Här Krecké huet de Mëtteg nach een hei genannt, an hien huet zu Recht drop higewise wéi vill Punkte realiséiert gi sinn. Mir hunn en exzellente Rapport dës Joer kritt zum Budget vun der Chambre des Métiers, wou ganz interessant Pisten opgewise gi wéi ee kéint hei zu Lëtzebuerg eng Dynamiséierung kréien, haaptsächlech vun de klengen a mëttlere Betriber. Alles dat ass schéin um Pabeier geschriwwen vum Här Calmes, mä ech fäerten awer, dass et och do wäert esou sinn, an deenen nächste Joren d'Praxis eng aner wäert sinn, ausser natierlech datt dee Konjunkturabbruch, dee mir de Moment kennen, verschidde Leit wäert erwächen, wat jo dann zumindest dee positiven Effekt hat.

Sécherlech brauche mir Industrieaarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, mä déi op Lëtzebuerg ze kréien, dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Onofhängeg emol vum Fait, dass ee muss oppas-

sen, dass nach laang net all Industriesecteur zu Lëtzebuerg iwwerhaapt e Sënn mécht, well mir eis à la rigueur, jee nodeem, wat mir géingen hei usiedelen, méi Problemer schafe wéi mir der léise kënnen. Ech ginn e Beispill: Wat huet et fir e Wäert, dass mir Industrien hei op Lëtzebuerg huelen, wou mir am Émkrees vun 300 Kilometer iwwerhaapt keng onqualifizéiert Aarbechtskräfte méi fannen, a wou mer da mussen eng nei Imigrationswell aleede mat der Konsequenz, déi dat dann huet fir de Logement, fir d'Education, wat jo erëm eng kéier mat immensen Infrastrukturekäschte verbonnen ass. Esou dass, wa mir géingen e Stréch drënner maachen, dat net nëmmen en Nullsummespill géif ginn, mä éischer eng Minusaffär kéint gi fir Lëtzebuerg.

Dat mécht mat Sécherheet kee Sënn, fir egal wat hei op Lëtzebuerg unzezeien, an dat léist sécherlech net eis Problemer, mä doriwier eraus ass et jo och net esou einfach. Mir wëssen dach alleguerten, dass fir Industrieaarbechtsplazen nach an en héicht industrialiséiert nordscht Land ze kréien, bei där Konkurrenz vun Niddreglounländer, déi mir ronderëm eis hunn, inklusiv bei enger Rei neier Memberstaten, déi mir elo wäerte bäikréien an d'Europäesch Unioun, dat awer méi séier gesot ass wéi an der Praxis émgasat ass, ausser mir si bereit am soziale Beräich Sozialdumping ze toleréieren, deen dann eis op den Niveau setzt, dee verschidde Länner hunn. Dat si Saachen, déi méi licht gesot sinn.

Da muss ech soen, et mécht ee wierklech rosen, wann ech dann hei héieren, dass dat awer muss gemaach ginn. Och den Här Weiler huet de Mëtteg hei erëm esou gemaach wéi wa si déi eenzeg wäeren, déi nach ëmmer géifen dorobber hiweisen, an och déi leschte Joren dorop higewisen hätten. An da gëtt verweisen op eis ze lues Prozeduren.

Éischtens wëll ech dem Här Weiler soen: Seng Partei ass elo onënerbrach zënter 1979 an der Regierung. A wann d'Prozeduren esou desastréi sinn an esou schrecklech si wéi hie se hei beschriwwen huet, da muss ech him soen, dann droen hien a seng Partei eng enorm Responsabilitéit, well eng ganz Rei Ministèren, déi domadder ze dinn hunn, hat seng Partei während Jorzéngten an deem Land emol inne. Donc muss hie sech do emol mat senger egener Nues huelen, an hie muss elo net hei esou maache wéi wann hien elo do eppes Neies erfondt hätt, eppes Immenses entdeckt hätt, an all déi aner hei am Parlament do eigentlech Laie wäeren a vun näischt eppes géife verstoen.

Ech muss awer och soen, dass d'Demokratesch Partei mech erstaunt, loosse mer soen: hire Silence erstaunt mech an deem dote Beräich, well ech ka mech erënnere, dass mir hei während zéng Joer, wou mir hei zesammen d'Oppositionsbänk gedréckt hunn, den Här Grethen heiansdo wéi e Wëllen op der Tribün gesinn hunn agéiere géint d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur, wéi oneffikass dass déi wär, a wéi lues déi Prozeduren wäeren. Elo huet d'Demokratesch Partei zënter dräi Joer dës Ministère, dee fir déi Kommodo-Inkommodo-Prozedur zoustänneg ass, an et ass näischt geschitt. Mir hunn als Gréng ëmmer gesot: Sécherlech sinn déi Prozeduren ze lues, mä dat huet näischt domat ze dinn, dass d'Regelwierk a sech schlecht wär, mä dat huet eppes mam Équipement vum Ministère a mat der Aart a Weis, wéi de Ministère funktionéiert an esou weider, ze dinn.

Deemools hu mir ëmmer aner Klacken hei héieren, mä elo stellen ech fest, dass no dräi Joer näischt bougéiert huet an deem doten Dossier. Strictelement näischt! Mäi Kolleg Camille Gira huet virun aacht Méint eng Inter-

pellatioun gemaach wéi et da wär mat der Kommodo-Inkommodo-Reform, déi d'DP ëmmer och an hire Wahlprogrammer versprach huet. Niente! Et läit zwar e Projet de loi hei an der Chamber, dee soll diskutéiert ginn, mä dee kënnt kee Millimeter weider. Et ass du gesot ginn: Mir hänken d'Interpellatioun un de Projet de loi drun. Ech fäerte ganz, dass mir nach laang musse waarden, dass nach eng Wahlchéance muss eriwuer goen, ier den Här Gira d'Chance kritt seng Interpellatioun ze diskutéieren.

An da muss ech soen, dass mir insgesamt mussen en neit Verständnis kréien iwwert d'Steierpolitik insgesamt an doriwwer, firwat dass Steieren iwwerhaapt mussen agezu ginn. Ech mengen, dass an deene leschte Joren e Bild opkomm ass, wéi wann d'Steieren eng Strof wäere fir den eenzele Bierger, wéi wann d'Steieren nëmmen dofir do wäeren, fir d'Leit an d'Beriber ze schikanéieren. Dobäi muss ee wëssen, dass Steieren agezu ginn, fir öffentlech Infrastrukturen ze finanzéieren vun deenen all d'Bierger an all d'Beriber profitéieren, vill méi profitéiere wéi dat, wat si u Steieren abezuelen. Et gëtt eng ganz Rei Secteuren, do ginn déi Steieren, déi bezuelt ginn, sécherlech net duer fir déi Infrastruktur, déi de Stat hinnen zur Verfügung stellt.

De private Camionstransport op der Strooss ass esou e Beispill. Wa mir emol do géife vergläichen, wat do vu Steiere bezuelt ginn, a wat dat d'Allgemengheet kascht, da kéime mir op e ganz komesch Resultat fir dee Secteur. D'Steiere ginn agezunn, fir eng sozial Politik ze maachen, déi deen Numm verdéngt, fir dofir ze suergen, dass mir an der Gesellschaft eng gerecht Verdeelung vum Räichtum kréien, an dass d'Schéier vum Räichtum net ëmmer méi auserneen drift, an dass eigentlech eng Verdehnungsgerechtegkeet tëschent Räichen an Aarmen an

eiser Gesellschaft oprechterhale gëtt.

Natierlech ass d'Steierpolitik och dofir do, fir Rahmebedingungen ze schafe fir d'Ekonomie insgesamt, mä ech muss awer soen: De Moment diskutéiere mir zu Lëtzebuerg, an Europa an iwwerhaapt weltwäit, kann ee soen, nëmmen nach ënnert deem leschte Gesichtspunkt d'Steierpolitik. Déi Tendenz, déi mir de Moment kennen, fir an d'Richtung ze goen, de Stat ze reduzéieren op en absolute Minimum, just nach Law-and-Order-Funktioun am Stat ze gesinn, baséiert eben dorobber, dass déjéineg, déi souwisou an der Gesellschaft scho ganz vill hunn, ganz vill wëlle behalen a wa méiglech nach méi kréie wëllen, an dass en Deel vun der Gesellschaft ëmmer méi ënnen duerchfält.

An ech wëll lech, wann Dir interesséiert sidd, well mir eis jo do zu Lëtzebuerg net an enger Isolatioun befannen, mir si jo natierlech do an engem europäeschen an internationale Kontext, dee mir musse béuechten, op eng ganz Rei Bicher a Wierker hiweisen, déi an deene leschte Jore geschriwwen ginn. Eent dovunner ass dat vum Thomas Piketty a Frankräich, deen en exzellent Wierk geschriwwen huet iwwert d'Evolutioun vun de Revenuen a Frankräich am 20. Jorhonnert. Liest nëmmen dat no, wat a Frankräich geschitt ass an den 90er Joren, a virun allem Enn den 90er Joren an am Ufank vum 21. Jorhonnert. Da gesitt Dir, a wat fir eng Richtung dass mir de Moment ofdriften am 21. Jorhonnert, nämlech an eng Richtung, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi auserneen geet. Et huet een heiansdo d'Impressioun wéi wann all d'Lektiounen aus den 20er an den 30er Joren, déi weltwäit zu engem Debakel gefouert hunn, vergiess gi sinn.

Och esou bekannt Ekonomiste wéi den amerikaneschen Ekonomist Paul Krugmann, deen dem Bill Clinton säi Beroder an der éisch-

ter Amtsperiod war, gëtt net midd a leschter Zäit, fir Wierker an Essaien ze schreiwen, wou hien drop hiweist, dass déi Steuerpolitik, déi de Moment haaptsächlech vun den USA aus weltwäit gefördert gëtt, eis an eng Situatioun bréngt, déi desastréis Verhältnissen mat sech bréngt.

Wann dem Här Bush seng Steuerreform dann elo wäert duerchgoen - an dat wäert jo de Fall sinn, well hie jo elo Majoritéiten op allen Niveauen am amerikanesche Stat huet -, da wäert dat dozou féieren, dass d'Akommensverhältnissen an den USA, déi mir an den 20er Joren haten, an alles dat, wat ënnert dem sougenannten "new deal" an den USA erreecht ginn ass, nämlech eng Gesellschaft, wou déi Schéier zesummedeckert ginn ass, wou dank engem breede Mëttelstand an de 60er an de 70er Jore bis an d'80er Joren eran en immense Konsens fäerdeg bruecht ginn ass, wäert zesumme-falen.

Fiskalpolitik am Intérêt vu 6.000 Superräichen nennt de Paul Krugmann dat. Alles dat fierft sech ëmmer méi of op d'Europäesch Union, huet sech och ofgefierft op d'Debatte vun der Steuerreform hei zu Lëtzebuerg, well mir befannen eis do net an engem Kontext hors vum Rescht vun der Welt 2000. Genau dat musse mir iwerdenken, och an Europa an deem neien europäeschen, gläich vergrésserten, Bannemaart vu 25 Länner, muss d'Budgets- a Finanzpolitik e Géigemodell ginn zu deem, wat do amgaangen ass sech ze bilden an den USA, virun allem ausgehend vun den USA, wat en antisoziale Modell gëtt, dee mat Sécherheet net iwwerliewensfäeg ass iwwert déi nächst 20 Jore eraus, an deen eis ëmmer méi wäert a grouss Spannunge bréngen europa- a weltwäit.

Mir mussen dee groussen EU-Bannemaart mat deene 25 Länner dofir notzen, fir e Modell ze ginn, wou sozial Gerechtegkeet an en

ekologescht Gläichgewicht existéieren. Och dat ass e wichtege Bestanddeel, wann een iwwer Finanz- a Budgetspolitik zu Lëtzebuerg diskutéiert. Et géif wierklech deser Regierung an deser Majoritéit gutt dinn, wa si an déi dote Richtung emol eng Rei Saachen géing noliese goen, fir dann en anert Verständnis ze kréie vun deem, wat Budgets- a Finanzpolitik ass.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*. - Mir hunn ee Sozialbudget vu 44% vun de Gesamtausgabe vum Stat.

■ M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*). - Här Minister Frieden, ech wëll lech just soen: Dat ass richtig, mä wann déi Konjunkturlag, déi mir haut hunn, nëmmen nach een, zwee Joer unhält, dann diskutéiere mer emol nach eng Kéier iwwert deen dote Prozentsaz, an da geséich ech gär, wéi Der et wëllt maachen, fir dee Prozentsaz nach oprecht ze halen, vu datt mer wëssen, datt d'Recetté jo esouvill erofginn, well de Steierniveau esou déif ass.

Mir wëssen, datt mer iwwer eist Kontabilitéitsgesetz keng Méiglechkeet hunn - a Gott sei Dank, muss ee soen -, fir d'Konsumausgaben iwwer Emprunten ze finanzéieren. Dat heescht, mir kënnen Emprunten nëmmen ophuele fir Investissementer ze maachen. Mir wëssen awer och, an dat hunn ech virdu gesot, datt esouguer dee Spillraum fir Lëtzebuerg als klengt Land extrem limitéiert ass an immens geféierlech ass, an datt een deen net ze wäit dierf dreiwien. Ech hoffen, datt dat net de Fall ass. Ech hoffen am Intérêt vu Lëtzebuerg, datt et net wäert esou sinn, datt d'Konjunktur wäert unzéien, mä wann et de Fall wäert sinn, da wäerte mer déi 44% do 2004 an 2005 an engem ganz anere Liicht diskutéieren, an da wäert och d'Fiskalpolitik erëm eng Kéier, hoffen ech zumindest, an engem anere Liicht diskutéiert ginn.

Ech kommen zum Ofschloss, Här President. Et ass fir eis kloer: Mir kënnen aus all deenen dote Grënn dese Budget sécherlech net stëmmen. Mäi Kollege Camille Gira wäert muer nach op d'Gemengefinanzen agoen.

Ech soen lech merci, datt Der esou laang Gedold hat mir den Owend nozelauschteren.

■ M. le Président. - Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*. - Här President, ganz kuerz, ech wollt lech an d'Chamber just bidden de Statsminister a mech fir muer ze entschëllegen, well mer an den Ecofin-Conseil op Bréssel iwwert de Steierdossier diskutéiere ginn. D'Regierung wäert selbstverständlech muer vertruede gi bei dese Budgetsdebatten. Gesitt dat also net als e Mangel u Respekt vis-à-vis um Parlament un, mä et ass schwierig sech an zwee ze deelen, a weinst dem Enjeu, deen awer do fir Lëtzebuerg ass, wëlle mer als Regierung och adequat zu Bréssel vertruede sinn. D'Regierung hält also den nächsten Dënschdeg, nom Rapport complémentaire, nach eng Kéier zu dem Budget Stellung, mä net muer.

Merci.

■ M. le Président. - Ech mengen, d'Chamber huet vollt Versteesdemech fir d'Wichtigkeet vun där Missioun, déi Der muer hutt.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Fortsetzung vun de Budgetsdebatten ass an der nächster Sitzung, déi muer de Moien um néng Auer stattfënt.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 20.09 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communication
2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003
(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.05 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ech hunn awer der Chamber eng Matdeelung ze maachen:

1. Communication

Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 10 décembre 2002, le

- *Projet de loi 5068 modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé.*

Haut fuere mer weider mat eisen Debatten iwwert de Budget fir d'Joer 2003. Déi nei Riednerlésch gëtt verdeelt. Als éischte Riedner ass den Här Serge Urbany age droen. D'Wuert huet den Här Urbany.

2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Lénk gehéieren net zu deenen, déi der Regierung eng mangelnd Viraussicht beim Opstelle vum Budget oder e Verheemleche vu Wirtschaftsdate géife virwerfen, wéi dat de Moment d'CDU-CSU an Däitschland vis-à-vis vun der Regierung mécht.

Esou Kritik gräifen eiser Meenung no ze kuerz, besonnesch wa se vu fréiere Regierungsparteie kommen, déi iwwer keng aner Instrumenter verfügt hunn, wéi déi aktuell Regierung. D'Verantwortung läit, eiser Meenung no, op engem ganz aneren Niveau an ass vill méi breet ugesidelt.

D'Boursecoursé si bekannt. Et kann ee se iwwer Internet an hirem Historique verfolgen. A wann ee weess, wéi wäit steierméisseg de Statsbudget vun den Einnahmen vum Finanzsektor ofhänkt, a wann ee weess, dass d'Joer nach eng einschneidend Reform vun de Betribsgewinnsteieren erfollegt ass, déi aus Lëtzebuerg e Bëllegsteierland an Europa mécht, dann hätt ee misse viraussagen, dass et d'Joer géif Problemer mam Statsbudget ginn.

De Problem läit awer net an der Onkenntnis iwwer Boursecoursen. De Problem besteet doranner, dass all Wirtschaftsprognostiker trotz falende Boursecoursen a grad wéinst deene Steiersenkungen a wéinst anere Liberaliséierungsmaassnahmen am Interessi vun de Kapitalbesëtzer an Europa, vun engem Unzéie vum Wirtschaftswuesstum ausgaange sinn. D'OECD, d'Organisation de coopération et de développement économique, déi de Motor vun den neoliberalen Reformen an den entwéckelte Länner ass, huet 2001 an hirem Etude économique du Luxembourg, am Hibleck op déi projezéiert Steiererlicherunge vun

deem Joer, geschriwwen: „Ces allègements fiscaux devraient avoir des effets bénéfiques sur le taux d'activité et sur l'attrait du Luxembourg en tant que pays d'accueil des investissements. Les réductions d'impôt n'altéreront en rien la solidité des finances publiques du Luxembourg“.

Dat huet d'OECD deemools Lëtzebuerg bescheinegt. Vun deenen Iwwerleeungen do sinn 2001, ausser zwou Parteien, déi awer nëmmen zesummen 10% vun den Deputéierte stellen, all Parteien heibannen ausgaangen. Well si deem neoliberale Credo vun der Angebotseconomie méi oder wéiniger staark gleewen, oder dee Moment gegleef hunn, laut deem massiv an ondifférenziéiert Steiersenkungen d'Wirtschaft géifen automatesch beschleunegen, well de Maart sech autoreguléiere géif iwwer dee Wee.

Dat ass jo eng al liberal Obsessioun, déi den John Maynard Keynes scho widderluecht huet zu enger Zäit, wou staatlech reguléiert Wirtschaften an Amerika, an och hei a Westeuropa, fir eng ganz aner Prosperitéit gesuergt hunn, wéi dat de Moment de Fall ass.

Ech wëll zitieren, wat den Aloyse Bisdorff hei zu deene Steiersenkunge gesot huet: „Déi Steiergeschenke, déi elo d'Betriber kréien, gi gewéinlech net erëm an d'Wirtschaft zréck. Déi grouss Betriber an déi grouss Banke benotzen dat, fir de Konzentrationsprozess weiderzeféieren, fir Aarbechtsplazen ofzebauen, fir Investéierungen anzuschranken.“

Genau dat ass geschitt, Dir Dammen an Dir Hären. De Premier huet sécher de Mérite gehat a senger Ried virun enger Woch, am Géigesaz iwwerengens zu deene meeschte Majoritéitsvertrieder heibannen, ze warne virun enger Verharmlosung vun de weltwäite wirtschaftleche Krisenerscheinungen. En huet dat allerdéngs zu engem Zäitpunkt gemaach, wou déi schonn offensichtlich waren a wou d'Kand schonn am Pétz louch. En huet geschwat vun 8.000 Milliarden Euro u Wäerter, déi géifen op de Boursen d'Joer zerstiéiert ginn. An d'Kris, huet e gesot, géif un Intensitéit déi Kris vu vir drun an de Schiet stellen.

De Statsminister huet d'Wirtschaftsprognostiker zimlech sarkastesch - wahrscheinlech als enttäuschte Gleewegen - als déi eenzeg reliéis Leit op d'Welt bezeechent, an dach huet en zum Schluss vu senger Budgetriede e bëssen hëlleflos higewisen op déi positiv Viraussage vun deene selwechte Wirtschaftsprognostiker fir dat zweet Semester 2003.

En huet geschwat vun deem berühmte Sickerbrand, dee jo wahrscheinlech wäert an d'Geschicht agoen, wat jo awer eng besonnesch déifgrënneg, heimtückesch a geféierlech Form vu Brand ass. Et ass schonn e puer mol hei drop higewise ginn. Awer e gëtt sech anscheinend domat zefriden, dass dee Sickerbrand mar, iergendwann am Joer 2003 also, vum selwen ausgeet. Firwat? Net well en de Beweis duerfir huet, mä well all Prognostiker och dovun ausginn. E schléisst sech deenen un an deem en iwwerengens och nach seet, si hätte grad esou vill Ahnung vu Wirtschaftsprognostik, wéi hie selwer.

Firwat soll awer, ouni dass e massiv Emlenke géif geschéien an der Politik, an Europa an zu Lëtzebuerg, sech eppes änneren un deenen Auswirkungen, déi mer haut erliewen? Den Enron-Skandal an aner Skandalen an den USA hunn de Mythos vun der selbstreguléierender Wierkung vun de fräie Finanzmäert am Interêt vun enger effikasser an equilibréierter Ekonomie zimlech nohalteg a fir d'ganz Welt sichtbar zerstiéiert.

Et huet awer net u warnende Stëmme gefeelt, fir op déi Geforen hinze weisen, déi duerch déi liberaliséiert a globaliséiert Finanzmäert géifen entstoen. De Joseph Stiglitz zum Beispill, démissionnaire President vun der Weltbank an Nobelpräisträger vun der Ekonomie, huet gemengt: „Aujourd'hui la mondialisation, ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale.“

Den Ibrahim Warde, Chercheur op der Harvard Universitéit, stellt am Monde diplomatique viru kuerzem fest: „Des secteurs entiers (Internet, télécommunications) et des professions (analystes, réviseurs, consultants, presse financière, gourous du management) voient leurs figures de proue impliquées dans cette entreprise de mystification.“ Gemengt ass déi neoliberal Relioun vun där den Här Minister Juncker geschwat huet.

„Comment en est-on arrivé là?“, mengt deen amerikaneschen Expär: „Tout au long de la dernière décennie, la libéralisation économique s'est accélérée, les garde-fous sont tombés et les autorités de tutelle ont vu leur financement et leurs pouvoirs se réduire au profit d'une réglementation par le marché, fondée sur les contrôles internes et les „codes de bonne conduite“. (...) Avec l'aide d'analystes promus au rang de propagandistes, les banques ont financé des opérations de fusions et d'acquisitions vouées à l'échec, mais génératrices de grands revenus.“

Am Memorandum vum Oktober 2002 vun 250 europäeschen Ekonomistinnen an Ekonomisten fir eng alternativ Wirtschaftspolitik an Europa heescht et: „Es ist jetzt klar geworden, dass große Teile der New Economy einer soliden Grundlage entbehren, und dass die Dynamik der Finanzspekulation in diesem Bereich zu einem Aufbau großer Überkapazitäten geführt hat, angetrieben durch die geradezu besessene Nachahmung des amerikanischen Modells des Shareholder-Kapitalismus.“ - Do si mer bei eisen Investitiouns- a Pensiounsfongen op der Finanzplaz! - „Die aktuelle wirtschaftliche Anfälligkeit“ - geet et da weider an deem Avis - „ist umso mehr besorgniserregend, da die EU nicht darauf setzen kann, dass externe Antriebskräfte den Mangel an Binnennachfrage kompensieren. Die Lage in den USA ist sehr unstabil und nähert sich einer Rezession, und in Japan hält die schon lange währende Stagnation weiter an. Erstmals in mehr als zwanzig Jahren existiert die reale Gefahr einer deflationären Abwärtsspirale in der Weltwirtschaft.“

De Stateg, a senger Note de conjoncture 3/2002, seet iwwerengens net vill aneschtens andeem e schreift: „Les marchés boursiers ont fait preuve d'une faiblesse extrême et ont touché voire enfoncé les planchers atteints après les attaques terroristes en décembre 2001. Au Luxembourg, à la très forte baisse de l'activité dans le secteur financier indigène, qui s'est manifestée dès 2001, est venue se superposer un second choc du fait de l'atonie du commerce international.“

A wann den Georges W. Bush a seng ultraliberal Beroder hir fundamentalistesche angebotsorientéiert Wirtschaftspolitik nach weider verschärfen an duerch e militärescht Abenteuer an Irak, och mat engem ekonomesche Hannergrond iwwerengens, weider ukuerbele wëllen, da riskéiere mer weltwäit an eng déif ekonomesch Rezessioun a politesch Regressioun eranzeeroden, déi all Pläng an all Droom fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg fir laang Zäit zur Makulatur maachen, ausser fir déi, déi vun esou enger Entwécklung profitéiere géifen.

Här President, d'Banken- a Finanzplaz Lëtzebuerg hänkt héichgrade vun der internationaler Finanzentwécklung of, a mat hir d'Statsfinanzen. Dem internationalen Währungsfong no, ass si weltwäit deen zweetgréissten Investmentfongzenter no de Vereenegte Staaten, dee gréisste wat den internationalen Handel mat esou Fonge betrëfft.

D'Bankeplaz Lëtzebuerg ass net eng Nisch, si ass am Häerz vum sou genannte Finanz- oder Shareholder-Kapitalismus. Si ass ee vu senger „postes avancés“. Si ass en Acteur, keng Victime, a mat hir d'Regierung och.

Esou wéi Lëtzebuerg während dem Boom vun de Boursen 2000 nach iwwerdurchschnittlech PIB-Steigerungssatz vun 8% hat, esou fällt elo säi Wirtschaftswuesstum grad esou iwwerdurchschnittlech erof, wéinst d'ärselwechter Préeminenz vu sengem Finanzsektor an der Ekonomie.

Lëtzebuerg konnt bis elo vun zwee Facteure profitéieren, Dir Dammen an Dir Hären. Et huet éischts op Käschte vu sengen Nopeschlänner - allerdéngs mat Hëllef vun de Banken aus deene Länner - onversteiert Gelder ofgezunn, déi op der Finanz- a Bankeplaz placéiert gi sinn an do de PIB an d'Luucht gesat hunn, net duerch en eegene Verdéngscht mä duerch dat staatlech gestäipte Bankgeheimnis. Et huet gemauert an temporiséiert beim berechtigte Versuch innerhalb vun der EU an der OECD d'Concurrence déloyale duerch eng Meldeflicht an eng substanzuell Quellesteier ofzeschaffen.

Zweetens huet Lëtzebuerg och profitéiert vun där Aarbechtskraaft a vun där Kompetenz aus der Groussregioun, déi zwee Drëttel vun de Beschäftegte vun der Bankeplaz ausmaachen, an dat ouni Steiere mussen an déi Infrastrukturen ze stiechen, do wou déi Leit hierkommen, esou wéi dat awer aner grouss expandéierend Wirtschaftszentren, wéi zum Beispill zu Mailand, zu München oder zu Paräis et mussen maache vis-à-vis vun hirem wirtschaftlechen Émfeld, well do keng staatlech Grenze leien, hannert déi si sech verstoppe kënnen.

Dat si Wirtschaftsvirdeeler, déi op der Souveränitéit selbstverständlech vun eisem Land berouen an déi ausgenotzt ginn. Ob se ausgenotzt ginn ëmmer am Interesse vun eisem Land oder ob se net virrangeg ausgenotzt ginn am Interesse vun den Acteuren vun der Finanzplaz, dat ass eng ganz aner Fro.

De Fonds Monétaire International presentéiert déi schaffend Leit aus der Groussregioun - an et muss ee sech emol deen Zynismus virstellen, deen do hannendru stécht -, eis direkt Noperen also, eis Aarbechtskolleeginnen an Aarbechtskolleegen am Alldag, an engem Avis vun 2000 als mënschlech „offre élastique de main-d'oeuvre“, déi folgend Funktioun hätt: „En conséquence, le rythme de croissance au Luxembourg peut changer sur des périodes prolongées sans entraîner de pressions sur les prix et les salaires, la mobilité du travail étant le mécanisme primaire d'ajustement en cas de choc.“

Also d'Frontaliere sinn d'Reservearmei vun der Bankeplaz - fir dass dat kloer ass -, déi mat Sécherheet net ënnert de Chômage an net zu Laaschte vum Stat falen, wann emol eng Kéier op der Bankeplaz massiv ofgebaut gëtt.

An ech froe mech, ob et net déiselwecht Arroganz ass, déi hannert dem Bericht iwwert d'Immigrationsproblematik vun der Chamberkommissioun stécht, déi jo an hirem Zwëschebericht, deen nëmmen esou vu gehäsege Bemierkungen iwwert d'Frontaliere strotzt, folgend Satz schreift: „D'une manière générale, la présence massive sur le lieu de travail de personnes ayant comme unique point d'attache avec le Luxembourg leur lieu de travail, n'est pas souhaitable. La commission estime qu'une réflexion approfondie sur la situation des frontaliers s'impose, notamment sur les relations avec le Luxembourg et les questions relatives à l'exportation de nombreuses prestations sociales luxembourgeoises“. Heescht et dann elo: „Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan, der Mohr kann gehen“? Ech wëll emol einfach déi Fro hei opstellen a mir wäerte jo nach Geleeënheet kréien, och dee Bericht hei am Plenum ze diskutieren.

Virun esou enger méiglecher sozialer Brisanz an Zukunft an der Groussregioun, wann dee Szenario do, deen déi Kommissioun hei entwerft, antrëtt, verstinn ech allerdéngs dann de Statsminister, dass en hei während senger Interventioun zum Budget virun enger Woch - während sengen anscheinend philosopheschen Iwwerleeungen, wéi an enger Zeitung geschriwwen ginn ass -, léiwer vum Fussball op der Televisioun geschwat huet.

Et ass elo Zäit, menge mir, fir e grondleend Emdenken a wirtschaftleche Froen. An et fällt op, dass bis elo heibannen, ausser geschter dem Här Bausch, en iwwerparteiliche Konsensus ze bestoe schéngt, fir net vun deene Froen ze schwätzen. An et fällt op, dass heibanne keng Majoritéit ze fannen ass - parteien- a majoritéitsiwwergräifend, mä d'Fro ass, wéi laang dat iwwerhaupt nach méiglech ass -, fir d'Fro vun der Zukunft vu Lëtzebuerg an der Groussregioun offensiv an öffentlech opzegräifen, och a senger historiescher Dimensioun.

D'Wuerzele vum heitege Lëtzebuerg rechen nämlech wäit zréck, dat wësse mer alleguer. Et geet déi leescht Zäit vill vun Nischepolitik Rieds. Domadder soll anscheinend d'Vermaantung vun der nationaler Souveränitéit gemengt sinn. Ech weess net, ob deen Ausdrock vun der Nischepolitik richtig ass. Alles wat e klengt Land mécht, ass ëmmer en Ausdrock vu senger Souveränitéit, a wann e grousst Land dat mécht, gëtt dat als selbstverständlech ugeholl. An dass grad eng kleng Ekonomie gewëssen Avantagen notzt, dat ass jo eigentlech normal. An leschte Jorhonnert war deen Avantage d'Stolindustrie, déi op der Exploitioun vum der Minett berout huet, awer och op der Erfahrung vu Generatiounen vum Ingenieuren an Aarbechter, déi eng ganz industriell Kultur hei an e fréiert Agrarland era bruecht hunn. Aus ganz Europa sinn deemools d'Stol- an d'Grouwenaarbechter komm. An d'Konzessiounen fir d'Ausbeutung vun der Minett, goufen awer deemools am Numm vun der nationaler Souveränitéit vermaart; haut vermaart d'ARBED se vis-à-vis vum Stat. Dat ass dee Paradigmewiessel, deen an deene leschte Jorzéngte geschitt ass.

Mä dat, wat aus där Situatioun virun 100 Joer entstanen ass, huet eis national Souveränitéit ekonomesch an och sozial geprägt, an huet se ausgemaach. Lëtzebuerg wier e Kand vun der Stolindustrie, wéi Ägypten e Kand vum Nil wier,

gouf deemools gesot. Bis den ARBEDS-president eng Kéier gemengt huet, d'Funktioun vum sengem Grupp wier net, Stol ze maachen, mä Geld ze maachen. An an den 80er Joren ass also dorobberhin decidéiert ginn, den neien Erausforderungen am Stolsecteur net mat engem öffentlechen, innovativen nationale Projet, mat internationalen Dimensionen, ze begéinen, wéi dat deemools gefuerdert ginn ass, iwwregens och vun eenzelne Sozialisten, Dir Hären. Ech ka mech esouguer nach un den OGB-L-Kongress erënneren, wou déi Virschléi vun der Nationalisierung vun der Stolindustrie, déi iwwregens ganz komplex a ganz differenziert a ganz gutt dokumentiert waren, mat enger ganz knapper Majoritéit ofgelehnt gi sinn.

Deemools gouf sech also dofir decidéiert, sech un d'Konzernstrategie vun der ARBED ze bannen, wat Lëtzebuerg um industrielle Plang vun enger Mëttemuecht zu engem wierklech klengen Land gemaach huet, bei entsprechender sozialer Offiederung selbstverständlech, a mat Trouschtpeellen ewéi de Sëtz vun der Gesellschaft zu Lëtzebuerg.

Dat war och déi Zäit, wou d'Bankplatz Lëtzebuerg den Ulaf zu där heiteger Orientierung geholl huet, andeem se sech emorientiert huet. Ass dann elo déi Finanz- a Bankplatz, wéi mer se hunn, wirtschaftlech eng Nisch? Kann ee vun esou engem Ausdruck schwätzen, wann ee weess, dass et eng ekonomesch Aktivitéit ass, un där nach ronn 28.000 Leit bedeelegt sinn - souvill wéi deemools an der Stolindustrie, an iwwregens och grad esou multinational zesummegeat -, déi jo vun de Banke vun eisen drai Nopeschlänner fir eng breet Palette vu finanzielle Services benotzt gëtt, a mat Sécherheet och dann nach wann d'Quellesteier mol agefouert ginn ass an d'Bankgeheimnis - hoffentlech geschwé - fällt?

Haut si mer virun ähnlech wichteg Décisiounen gestallt wéi deemools an der Stolindustrie, och wann ech der Meenung sinn, dass d'Bankplatz net zesummebrueche wäert, wat unzehuelen ass, an esouguer da wann d'Mäert sech géife provisoresch erhuelen. Esou virgoen, wéi mer bis elo virgaange sinn, kënne mer dann net méi, well de Finanzsektor seng Fragilitéit awer definitiv bewisen huet, och wann en haut méi differenziert a méi diversifizéiert ass wéi virun zéng oder 20 Joer. Stol hat nach e gewëssent spezifesch Gewicht, dat konnt een net einfach esou matuelen. Bei de Valeurs boursières ass dat eendeitig net méi de Fall; do handelt et sech ëm virtuell Valuren.

Dofir mengen ech, kéinte mer frou sinn, dass déi Existenzfroe grad elo opgeworf ginn, wou ëmmerhin en Nullwuesstem - an nach keng Rezessioun - bevirsteet. Eng Situation, déi jo eigentlech an der Zäit vum « Club of Rome » als ideal durgestallt ginn ass, an am Interesse vun engem Développement durable vun eiem Planéit esouguer agefuerdert ginn ass. Et ass also keen Drama, wat d'Entwécklung vum PIB ugeet.

Ob déi Diskussioun, déi elo noutwendeg gëtt, wäert interessant ginn, wéi gëschter hei gesot ginn ass, dat weess ech net. Ech fäerten éischter, dass se fuerchtbar komplizéiert gëtt, a schrecklech geféierlech ka ginn, elo wou d'finanziell Marge de manoeuvre vum Stat riskéiert méi kleng ze ginn, an zwar dann,

- éischters, wa se op déi xenophobe a sécuritaire Schinn geréit,

- an zweetens, wann den Neoliberalismus zu sengem leschte Schlag aushëlt, an d'Léin an d'Sécurité sociale, an d'Sozialan d'Émweltausgabe massiv attackéiert ginn, an et dann heescht: «Sauve qui peut», an d'Gewerkschaftler an d'Émwelt-

schützer, trotz eigentlech gläichgelagerten Interessen, sech da géigesäiteg d'Kapp iwwer hir Zukunftsperspektiven aschloen, zum gréisste Gaudi vun deene moderne Raubritter, déi eis Gesellschaft an terroristescher Geiselhaft hunn.

(Interruptions diverses)

Dat war schéin, ne? Et ass gewëssermoossen e Réckschrëtt an d'Mittellalter, do hutt Dir ganz Recht.

Fir déi béid Gefore gëtt et haut schonn daitlech Unzuechen. Besonnesch, wa mer gesinn, wéi elo schonn hei an der Diskussioun vum Budget, sech exklusiv op d'Dépense reduzéiert gëtt, an op d'Reduzierung vun den Dépenses.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi erwähnten 250 Ekonomisten schwätzen zu Recht vun der Noutwendegkeet vun engem neien europäesche Sozialmodell an zeechnen dobäi gewësse Pisten op. Sécherlech, et huet keen - och ënner alternativen Ekonomisten net -, e Patentrezept.

Et gëtt besonnesch fir Lëtzebuerg keng Patentrezepter wéinst där ganzer Spezifik a Komplexitéit, déi grad an där klenger Gréisst vun eise Land leien an an deem internationale Kontext, an deem mer sinn. Ech mengen awer trotzdem, dass verschidde Saachen an där Zukunftsdebat, aus enger alternativer Siicht, mussen berücksichtegt ginn.

Éischters dierf et keng reng national Rezepter méi ginn. Mir sinn an e regionalen, an en europäeschen an an en internationale Kontext agebonnen, an do kënne mer nëmmen zesumme mat alle Betreffenen no Léisunge sichen.

An da sinn esou Berichter wéi dee vun der Immigratiounskommission iwwert d'Frontalieren, oder esou Handlungsweise wéi déi an der Flüchtlingsfro, oder esou Taktiken wéi déi an der Zënsbesteuerungsfro. Géft fir déi Zesummenaarbecht, déi an Zukunft noutwendeg ass an dem internationale Kontext, an deem mer eis befannen. Oder wëlle mer wierklech definitiv als e Vollek vun egoistesche Rentner a Couponsschneider do stoen, wat géint eis ganz historesch Traditioun ass, déi op der industrieller Tätigkeet an op der Resistenz berout...

(Interruptions)

... wann een den Här Trausch liest zum Beispill, dat ass net um 1. Mee gesot ginn, mä dat steet a Bicher, déi offiziell hei an de Schoule gelies ginn. Iwwregens géif den Image och net den Tatsaache vun haut entsprechen. Et gëtt haut nach ganz vill Leit, mat klengen a mëttlere Revenuen ernert de Lëtzebuerggerinnen a Lëtzebuergger. Ech froe mech heiansdo, wou verschidde Leit liewen, wa se mengen, zu Lëtzebuerg géif den duerchschnëttleche PIB pro Kapp, deen an de Statistiken ausgerechent gëtt, dem mëttlere Revenu vun den normale Stéit entsprechen.

Zweetens kann et keng Rezepter ginn an Zukunft, déi d'Ongläichheet tëschent de Leit förderen. Lëtzebuerg ass a leschter Zäit vill méi ongläich ginn, zum Beispill um soziale Plang. D'Arbeiterkammer huet dat an hirem Avis ganz daitlech unhand vu Statistiken nogewisen. Lëtzebuerg ass och vill méi ongläich gi vis-à-vis vun de politeschen Décisiounen, vun deenen de Gros vun deene Leit, déi hei am Land géint Loun schaffen, esou wéi an engem Uelechsächtum ausgeschloss sinn.

Drëttens dierf et an Zukunft keng autoritär Rezepter ginn. Mir brauchen eng lieweg a participative Demokratie, mat fräiem Zougang zu den Informatiounsquellen an zu de Kommunikatiounsmittelen. Dat muss d'Grundlag vum Zesummeliewe sinn. Zu deem Zweck muss d'Iddi vum Service public, vu sen-

ger Gratuitéit a vu senger Accessibilitét erëm an de Vierdergrond geroden. Dat heescht awer och, datt mer frontale Widerstand mussen maache géint déi europäesch Liberalisierungspolitik.

Véiertens mussen d'Wirtschaftsfroen erëm verstärkt Gesellschaftsfroen ginn. Mir gesi jo elo wéi wichteg dat ass, wann hei d'Berichter vun der Budgets- a Finanzkommission ufänke mat Tabelle vum NASDAQ a vum DAX an esou weider. An et gëtt och ausserhalb vun der Bankeplaz nach en appréciable wirtschaftlechen Tissu, och en industriellen Tissu, deen iwwregens nach ausbaufäeg ass, meng mir. Deen ass iwwregens vill op öffentlech Investitiounen ugewisen.

Da muss awer gläichzäitig diskutéiert ginn iwwert d'Transferten un d'Betribler an hir Effikasitéit. Et geet jo net, dass een nëmmen iwwert déi sozial Transferten an hir Effikasitéit diskutéiert. Iwwregens si sozial Transferten dacks Transferten un d'Betribler, esou zum Beispill, wann de Stat grouss Dealer vum Loun iwwerhëlt, wat dann awer am Budget figuréiert als sozial Ausgaben.

Ech mengen och, dass iwwert d'Economie solidaire muss diskutéiert ginn. D'Regierung huet dat jo och wëles - den zoustännege Minister sëtzt jo hei -, awer net als e prekären Aarbechtssektor, mä als e festen ekonomesche Bestandteil mat festen Aarbechtsplazen.

Fënneftens muss d'fräi Entfaltung vun den Individuen ouni Diktatur vum Privatprofit, awer och ouni staatlech Gängelung méiglech sinn, zum Beispill andeem d'Aarbecht souwuel um Niveau vum Lounstatut oder vum Aarbechtsstatut, wéi um Niveau vun der sozialer Sécherheet universal unerkannt an aus dem wirtschaftlechen Ertrag finanzéiert muss ginn, dee wirtschaftlechen Ertrag, dee jo vun der Aarbecht selwer geschafte gëtt.

Här President, iwwert déi méi grondsätzlech Iwwerleeungen eraus, déi ech elo gemaach hunn, muss ech lech hei leider matdeelen, dass ech dese Budget net ka stëmmen - dat wäert lech iwwerrassen -, well e souwuel op der Einnahmesäit, wéi op der Ausgabe-säit, an och wéinst de politesche Prioritéiten, wéi se aus dem Budgetbericht an aus Äusserunge vun der Majoritéit hei erausginn, net de Prioritéiten vun der Lénker entsprécht. Ech wäert dofir selbstverständlech géint dese Budget hei stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Norbert Hauptert agetroen. Den Här Hauptert huet d'Wuert.

n M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Indicateure vun eiser Wirtschaft stinn op Orange fir déi eng, a schonn op Rout fir munch anerer.

De Budget vum Joer 2002 tabléiert op enger Croissance vun PIB vu 5,3%. Dat situéiert sech liicht ënner dem Niveau vu 5,5%, deen d'Europäesch Unioun fir Lëtzebuerg am Fréijoer 2001 pronostiquéiert huet. Am Hierscht 2001 huet d'EU awer schonn hir Pronostiqué fir Lëtzebuerg no ënnen, an zwar op 3% revidéiert. An deem Fréijoer waren et schonn nëmme méi 2%, an am Summer nach 0,5%. Iwwert d'ganzt Joer gekuckt, ass dat ëmmerhin nach e Wuessstum vun 0,5%. Also läit eise PIB, dat heescht d'Gesamtheit vun de Wueren an de Services, déi an eise Land am Joer 2002 produzéiert goufen, nach méi héich wéi am Joer virdrun an da kann een, menger Meenung no, net vu Krisis schwätzen, well mer ëmmer nach

am Beräich vun enger Croissance sinn, mä da kann een nëmme feststellen, dass am Joer 2002 déi Croissance net esou staark war, wéi an deene Jore virdrun.

D'Fro, déi ee sech iwwregens misst stellen, oder emol sollt stellen ass déi, ob a firwat mer ëmmer erëm müssen an d'Luucht goen, an ob ee sech net mat engem gewëssenen Niveau vu Wirtschaftswuessstum kéint zefridde ginn? Déi Fro wär méi licht mat jo ze beantwerthen, wann een och seng Uspréich op engem gewëssenen Niveau géing stabiliséieren. Mir wëssen awer, datt am Beräich vun den Uspréich d'Appetit keng Grenze kennen. Émmer nees nei Leeschtungen gi vun der öffentlecher Hand verlaangt. Donieft dierf een net aus den Ae verléieren, datt d'Unhiewe vun de Renten op enger Croissance vum PIB vu 4% tabléiert.

Et muss een nach bemierken, datt vun engem gewëssenen Niveau un et ëmmer méi schwéier gëtt, nach méi staark ze progresséieren wéi dat Joer virdrun. Wann een an der Schoul eng Prüfung vun 30 Punkte vu 60 geschriwwen huet, dann ass et méi einfach ëm 10 oder 20% sech ze verbessern, wéi wann een op engem Niveau vu 50, respektiv 60 Punkten ukomm ass. Global, iwwer e ganz Joer betruecht, ginn d'Indicateure vun eiser Economie nach keen Ulass zur Beonrouegung, vu Panik nach guer net ze schwätzen. Géife mer awer iwwer trimesterell Zuele verfügen, da kënnt ee sécher feststellen, datt eis Wirtschaft an dem leschten Trimester vun deem Joer réckleefeg ass, well soss kënnt ee schlecht erklären, wéi d'Prognose vun der EU an der Zäit vun engem Joer lues a lues vu 5,5% ob 3% an dann op 2%, gefall sinn, fir schlussendlech bei 0,5% stoen ze bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann trotzdem e kale Wand duerch eis Reie bléisst, also net nëmmen dobaussen, da manner well d'Clignoteuren op Giel stinn, wéi datt eis Budgeteinnahmen net méi déi schéngen ze ginn, wéi se am Budgetentwurf geplangt waren. Dat huet wuel mat der wirtschaftlecher Situation ze dinn, an et ass och richtig, datt d'Situatioun seriö an d'A gefaasst gëtt, mä et muss ee soen, datt esou laang d'Sue gefloss sinn, dat heescht d'Steierrecetté gestëmmt hunn, déi meescht sech net allze vill Suerge gemaach hunn, well gemengt gouf Lëtzebuerg kéint, wéi duerch e Wonner, vun der allgemenger Wirtschaftsflaute verschont bleiwen. Dat Wonner ass awer net agetratt. An esou heescht et, mat Virsiicht un déi nei Situatioun erunzegoen.

Gott sei Dank ass eis allgemeng finanziell Situatioun net esou schlecht, sou datt mer net direkt a Panik mussen verfallen. Dat wier dat falscht Signal a géing d'Situatioun nach méi schwéier maachen. Schliesslech hu mer an deene fette Jore gespuert, fir datt mer an deene méi schlechten Zäiten och kënne weiderbestoen. Awer eis Reservefonge sinn net onerschöpflech. De Kolleg Claude Wiseler huet a sengem Budgetsrapport vum leschte Joer ganz daitlech op déi Problematik higewisen. Wann d'Wirtschaft sech awer net géing erkréien, da misste mer ufänken, de Rimm e bèsse méi enk ze zéien.

Da gëtt d'Regieren och méi interessant, och wann de Statsminister a senger Ried gemengt huet, et wier méi einfach a schlechte Joren eppes ze refuséieren, wéi a gudden Joren, wann d'Geldmëttel jo do sinn. A schlechten Zäite muss d'Solidaritéit awer méi grouss geschriwwen ginn, an da muss jidderene de Courage opbréngen, fir a sengem Beräich Ofstrécher ze maachen. Wann een an de gudden Joren de Fanger konnt weisen, fir nach méi vum Kuch ze kréien, da muss een a méi schlechten Zäiten och bereet sinn zrëckzestiechen,

och wann doduerch déi berühmten Acquisé beréiert ginn.

Här President, mir hunn d'lescht Joer an dat Joer virdrun eng Steierreform virgeholl, déi sech engersäits op Grond vun der Evoluitioun vun de Steierrecetten an de vergaangene Joren imposéiert huet, an déi sech anerersäits op Grond vun dem Oxygène, dee mer eiser Wirtschaft wollte verpassen, justifiéiert huet. Wann d'Steierrecetté wäit iwwert deem leien, wat de Stat brauch, fir senger Verpflichtungen nozekommen, dann ass dat net am Sënn vun enger gesonder Finanzpolitik. De Stat soll senger Bierger nëmmen esouvill Steieren ofverlaangen, wéi hie Sue brauch, fir senger Aufgabe gerecht ze ginn. Wann d'Keessen iwwerfëllt sinn, da ginn d'Uspréich ëmmer méi grouss, well mer wësse jo all, datt d'Appetit, wa vun anere Leit hirem Geld bezuelt ka ginn, keng Grenze kennen.

Dat huet de Statsminister kloer ënnerstrach, wéi e gesot huet, datt et schwéier ass, engem eppes ze refuséieren, wann d'Suen do sinn. Dofir war et och noutwendeg no Joren, wou mer héich Plus-valué geschriwwen hunn, déi iwwregens gutt an de Reservefongen ugeleegt goufen, mer eng Steierreduktioun virgeholl hunn, fir ze verhënnern, datt duerch onersättlech Appetit d'Staatsausgaben op eemol géingen dérapéieren.

Mat der Steierreform wollt de Stat anerersäits eiser Wirtschaft frëschen Oxygène verschafen, fir eng eventuell réckleefeg Konjunktur opzefänken. Duerch d'Steierreduktioun wollt d'Regierung engersäits d'Kafkraaft vun de Stéit eropsetzen, an anerersäits d'Kompetitivitéit vun de Betribler verbesseren an hinnen d'Mëttel loossen, fir nei Investissementer virzehuelen. Béit Objektivier sollten eise Betribler, an doriwwer eraus och eiser Economie zegutt kommen. D'Zukunft wäert eis léieren, ob eis Regierung am richtige Moment déi richtig Décisioun am Interesse vun eiser Economie geholl huet.

Här President, ech wëll net méi am Detail op déi Reform agoen. Ech wëll awer ënnersträchen, datt um Tarif, wat déi physisch Persounen ubelaangt, vum Joer 1991 bis dëst Joer, folgend Verbesserung virgeholl gi sinn. Éischters, wat dat steierfräit Akommes ubelaangt, esou ass dat vun 170.000 Lëtzebuergger Frang am Joer 1990 op haut 390.000 Frang an d'Luucht gaangen, et ass also méi wéi verdoubelt ginn. An de Steierspëtzesaz ass vu 56%, wéi en 1990 nach war, op 38%, wéi en haut ass, gesenkt ginn.

Wat de Steiersaz vun de Gesellschaften ubelaangt, esou ass dee vun 1991 bis haut vu 34% op 22% erfogsat ginn, wat fir d'Betribler, wann een d'Gewerbesteier mat arechent, nëmme méi eng Steierlaascht vun eppes Klenges méi wéi 30% ausmécht. Iwwert d'Bank gouf geschat, datt d'Reform vum Joer 2002 Steierabousse vu 7,5 Milliarde Lëtzebuergger Frang fir d'Besteuerung vun de physischen Persounen, an 13,8 Milliarde fir d'Besteuerung vun de Kapitalgesellschaften géing mat sech bréngen. Et muss een awer bemierken, datt d'Reform vum Tarif vun 2001 schonn op eng Steierabousse vun 10 Milliarde Lëtzebuergger Frang geschat gouf, esou datt am Verglach zum Joer 2000, fir 2002 17,5 Milliarde manner Steieren iwwert de Wee vun de physischen Persounen an d'Statskees misste fléissen. Hei muss een awer bemierken, datt duerch den Décalage vun Besteuerungsjoer an dem Joer vun dem Bezuere vun de geschëllte Steieren, déi Reformen eréischt e puer Joer duerno hiren Nidderschlag am Budget fannen, mat Ausnahm vun de Steieren op de Léin an de Gehälter.

Wat konnte mer an der Folleg vun der Reform vun 1991 feststellen? Ech kucken also dat, wat wierklech geschitt ass, an ech verlosse

mech net op grouss Theorië vum Här Keynes.

1992 goung d'Steier op de Léin an de Gehälter vu 594 Milliounen Euro op 613 Milliounen erop. Dat Joer duerno op 683, an 1994 op 760 Milliounen. D'Steier op de physesche Persounen, déi iwwert de Wee vun der Assiette erhuewe gëtt - normalerweis gëtt mat engem Retard vun engem bis zwee Joer reagéiert -, goung 1992 par rapport zu 1991 vun 218 Milliounen op 235 Milliounen Euro an d'Luucht, 1993 op 258 Milliounen an dunn op 306 Milliounen.

D'Akomessteier op de Kapitalgesellschaften, déi mat zwee bis véier Joer Décalage reagéiert, hat folgende Verlaf: 1991 huet déi 365 Milliounen Euro begraff, 1992 ass se op 329 erofgaangen, 1993 awer schonn op 510 Milliounen Euro an d'Luucht gaangen, 1994 esouguer op 601 Milliounen.

1992 hate mer eng Croissance vum PIB vun 1,8%, an eng Croissance vun der interner Beschäftigung vun 2,5 %. 1993 waren déi Croissance respektiv 4,2 an 1,6%. 1994 3,8 an 2,5%. Mir gesinn also ganz kloer de positiven Effet vun der Reform op eis Wirtschaft, wat de PIB an d'Beschäftigung an dorwäert eraus d'Steierrecetten ubelaangt. D'Folgen op eis Wirtschaft sinn no der Reform vun 1998 ähnlech verlaaf.

Wat d'Reform vun 2000 ubelaangt, esou ass nëmmen e klengen Abroch an der Loun- a Gehältersteier ze verzechen, an d'Konsequenzen vun der Reform vun 2001 muss een nach ofwaarden. Dobäi sinn d'Indicateuren, wat de PIB an d'Beschäftigung ubelaangt, net vill méi schlecht wéi 1992 an 1993. Iwwerregens muss ee sech och nach d'Fro stellen, ob ouni déi Steuerreform d'Regierung mat grad esou Nodrock d'Erhéijung vum Mindestloun hätt kënnen duerchsetzen, wéi se dat konnt maachen.

Här President, eis Ekonomie gëtt, wéi et schonn oft op dëser Tribün gesot gouf, staark vum Finanzsecteur geprägt. De Rapporteur Emile Calmes ass a sengem exzellente schrëftleche Rapport, fir deen ech en iwwerregens hei wëllt félicitéieren, am Detail dorobber gaangen, esou datt ech mech mat e puer Bemerkunge ka begnügen.

D'lescht Joer huet dee Secteur méi wéi e Fénneftel zur Valeur ajoutée brute vun eiser Wirtschaft bäigedroen. D'Produktion vum deem Secteur besteet haaptsächlech awer aus de Kommissiounen, déi d'Entreprises op den Transaktiounen verrechnen an aus der Marge op den Zënse. D'Kommissioun hânt engersäits vum Volume vun den Transaktiounen of, anerersäits och vum Präis vun de Wäertpabeieren, déi verkaaft an akaaft ginn, besonnesch wat d'Aktivitéite vun den „Organismes de placements collectifs“ ubelaangt.

D'Euphorie, déi een an de leschte Jore vum 20. Jorhonnert um Aktiemaart konnt feststellen, gouf d'zweet Trimester 2000 staark gebremst. Besonnesch de Rush op d'Aktië vun den Entreprisë vun der „new economy“ huet staark nogelooss, e Rush, deen zu enger kënschtlecher Opwärtung vun deene Pabeiere gefouert hat. D'Demande vun deenen Aktien huet drastesch nogelooss a vill Propriétaires hu versicht hir Pabeiere lass ze ginn. Dat hat zur Konsequenz, datt de Cours op der Bourse vun deene Pabeiere regelrecht zesummegebrach ass. Och de Cours vun deene meeschten aneren, méi traditionellen Aktien ass zréckgaangen. Dat hat en duebelen Effet op eise Finanzsecteur. Engersäits ass de Volume vun den Transaktiounen erofgaangen, an anerersäits huet den Abroch vun de Cours sech op de Portefeuille vun den OPCen ausgewierkt, deenen hir Kommissioun jo staark vum Wäert vun deenen eenzele Portefeuillen ofhânt.

D'Produktion vum Finanzsecteur ass staark konjunkturbedéngt an hânt anerersäits och nach wesentlich vun der Spekulation op der Bourse of. Dofir muss ee mat engem Abroch an deem Secteur rechnen, deen an deenen nächste Joren en Nidderschlag an de Steuerrecette wäert fannen, wann en net duerch eng staark Relance kompenséiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net esou volatil ass d'Produktion vum Handwerk a vum Commerce, also vun eise Kleng- a Mëttelbetriber, deenen hiren Undeel un der Valeur ajoutée brute vun eiser Ekonomie ëmmerhin ëm déi 19% läit. Vill méi staark spigelt sech d'Importenz vum Mëttelstand an der Ekonomie nach um Plang vun der Beschäftigung erëm. De Commerce an d'Handwerk hunn d'lescht Joer zesummen eng 36% vun eiser interner Beschäftigung ausgemaach an dee Secteur huet an deene leschte sechs Joer 17.600 nei Aarbechtsplaze geschaf, also der 7.200 méi wéi de Finanzsecteur. Dat ass de Beweis, datt et sech hei ëm en dynamesche Secteur handelt, dee sécherlech zur Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft ka bäidroen.

Dofir fannen ech et och ongerecht, wann ee behaupt am Beräich vum Mëttelstand wier vu Regierungssäit nâischt gemaach ginn. Kommen déi Steuerreformen, déi ech elo grad hei beschriwwen hunn, net och de Kleng- a Mëttelbetriber zegutt? D'Beméiungen, déi d'Regierung zënter Joren an der Bekämpfung vum sozialen Dumping ënnerholl huet, ass keng Beschäftigungstherapie fir eng honnert Beamten, mä eng Mesure, fir eise Mëttelstand géint illegal an deloyal Konkurrenz vun auslännesche Betriber ze schützen.

Wa mer an der Chamber en net Gesetz iwwert d'Néierloosung vun den Transporteure gestëmmt hunn, da fir an deem Secteur déi éierlech Betriber virun deene manner éierlechen ze schützen. Och dat si mëttelstänneg Betriber, ech mengen, dat muss een emol eng Kéier hei bemerken.

Wann de Mëttelstandsminister d'Gesetz iwwert déi deloyal Konkurrenz ëmgeännert huet, da fir eise Betriber déiselwech kommerziell Praktiken ze erlaben, wéi hire Konkurrenten déi Säit vun der Grenz. De Kolleg Lucien Clement wäert nach méi am Detail op de Mëttelstand agoen. An, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Mëttelstandsminister der Confédération du Commerce net noginn huet, fir d'Geschäfte zwee Samschdescher am Dezember bis 20 Auer opzeloosen, dann net, well hien de Gewerkschafte wollt entgéintkommen - dat wier dem Här Biltgen seng Missioun -, neen, en huet et eleng dowéinst gemaach, fir dem Commerce op der grénger Wiss net nach zousätzlech Avantage vis-à-vis vum Commerce an de Stied ze verschafen. De kleng Commerce ass net Demandeur, fir no sechs Auer owes opzehunn, soss kéint en dat grad esou wéi d'Grande-surfacen all Dag an der Woch maachen.

Bei de Berufschamberen ass et, wéi an der Politik: Alles wat schlecht geet ass d'Schold vun der Regierung, a wann et gutt geet, dann ass et deenen aneren hire Mérite. Dorunner muss ee sech winnen a besonnesch déi Leit, déi an der nächster Regierung dobäi wëlle sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet an der Vergaangenheet ëmmer eng virsiichteg a verantwortlech Steuer- a Budgetpolitik bedriwwen. Dese Budget soll an déiselwech Richtung goen. Keng Panik am falsche Moment ausléisen, fir datt déi Instrumenter, déi d'Regierung sech ginn huet, eiser Ekonomie et erlaben iwwert déi méi schweier Zäit, déi eis eventuell bevirsteet, ewechzekommen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsdebatte vun dem Joer si keng Debatte wéi déi aner Joren. D'Regierung an d'Koalition si vun der schneller Degradation vun der allgemeiner Wirtschaftslage hei zu Lëtzebuerg kal erwëscht ginn. Den Toun vun den Interventiounen, besonnesch den Toun, differenziéiert sech ganz kloer vun deem Toun, dee mer déi lescht Joren, an esouguer nach d'lescht Joer, hei an deem Haus gewinnt waren. Ech wäert herno nach mat e puer Zitater op déi üblech Positioun vun de Koalitionsparteien zréckkommen.

Wat dat lescht Joer nach konnt erausgezögert ginn, wat konnt schéi geriet ginn, jo, deelweis ignoréiert ginn, dat kann ee mat deem gréissten Zukunftsoptimismus, oder Zweckoptimismus, des Kéier net méi ignoréieren. D'Lëtzebuerg Wirtschaft stagnéiert. D'Wirtschaftsprogressioun dréckt sech an dese Joren 2001 an 2002 just nach hannert dem Komma aus.

D'Situatioun ass eescht, sot esouguer de Premierminister. E schwätzt vu Kris, en hält d'Wuert Rezessioun an de Mond. De Finanzsecteur geet zréck, kloer zréck. Och déi aner Secteure kënnen just nach, wann iwwerhaupt, relativ bescheide Wuesstumsprogressiounen opweisen.

No deenen neisten Zuelen ass, entgéint deem Bild, wat den Här Weiler nach geschier hei probéiert huet ze molen - leider ass en haut net bei eis, bei deenen Diskussiounen -, sinn déi schlecht Zuelen net nëmmen e Phänomen vum Finanzsecteur, mä ass déi negativ Entwicklung leider eppes, wat och aner Branchen, wichteg Branchen, an eiser Wirtschaft ewell ageholl huet.

Et brauch een do nëmmen déi lescht statistesch Donnéeën - dat si keng Prognosen - vum Statec ze kucken, wat d'industriell Produktion hei zu Lëtzebuerg am drëtten Trimester 2001 ugeet, déi ass an deem Trimester ëm 2,6% agebrach. Iwwert déi éischt néng Méint vun dem Joer ass am Industrieberäich, am Verglach zu 2001, e Minus vun 0,1% ze verzechen. An zéng vun 18 Industriebranchen sinn negativ Tendenzen ze mellen, an deenen dräi éischten Trimester vun dem Joer.

D'Lag ass wierklech eescht. D'Regierung wollt, huet probéiert, während laange Méint, de Problem auszesetzen, wéi se dat schonn d'lescht Joer gemaach huet - an dat mat Erfolge - wou se zwar ganz vill iwwert den 11. September 2001 geschwat huet, wou se gemengt huet, alles war anescht no deem 11. September 2001, mä hiren eegene Budgetsprojert, dee wollt se d'lescht Joer net änneren.

Dat war falsch, wéi sech elo erausstellt. Datselwech wollt se och des Kéier probéieren. Iwwer lang Méint a géint all nei Nouvelen, déi ganz kloer déi negativ Tendenzen erausgestrach hunn, huet emol d'Regierung beharrlech dat alles ignoréiert a beharrlech ëmmer erëm d'Thees hei déclaméiert, nach am November an dëser Chamber duerch de Minister Biltgen, et bräicht nâischt Fundamentals um Budgetsprojert 2003 geännert ze ginn.

Spéitstens no deenen néfasté Prognose vun der EU-Kommissioun Mëtt November, huet sech d'Regierung awer misste bewegen. D'Progressioun fir 2001 nach 1%, 2002 0,1%, an 2003 2%. Si huet spéit reagéiert, si huet plötzlech

reagéiert. An ech ënnersträichen dat, a mengen Aen huet se net professionell reagéiert, wann een all déi Positiounen kuckt, déi se zënter dem September vun dem Joer bis den November ageholl huet. Entweder huet se d'Zeeche vun der Zäit net erkannt, wat hir net zu Eier gereecht oder, wat ech nach méi schlëm fannen, si wollt déi eigentlech Situatioun verheemlechen, soulaang wéi et nëmme méiglech war. Dat ass intellektuell onéierlech an dat ass politesch inakzeptabel.

D'Land huet d'Recht, déi ganz Wourecht ze héieren. Et ass e besse beispillhaft, wéi den Här Juncker, den neie Lëtzebuerg Cicero-Präisträger, et fäerdeg bruecht huet, am Laf vun deene leschte Woche säi Finanzjargon flexibel ëmmer erëm der Entwicklung vun der Situatioun unzepassen an den Androck gläichzäiteg versicht huet ze vermëttelen, hie géif ëmmer richtig leien an hien hätt vun Ufank un natierlech richtig geleeen.

Am September, bei der Presentatioun vum Budget, huet hie gesot. d'Situatioun wär zwar komplex, mä si wär net eescht. De Signal war: Mir bleiwe bei eisem Projert vum Juli, mir behalen e kloer Kapp.

Am Oktober weider de Message: Et gëtt nâischt um Budget 2003 geännert. Ech zitieren: „D'Eckdate ginn net changéiert.“ Dat obwuel an deem Moment schonn de Statec seng nei Previsiounen fir 2001, 2002 an 2003 virgeluecht hat.

Am November da plötzlech: D'Lag ass eescht, mä selbstverständlech si mir gutt vibereet.

Am Dezember eng Argumentatioun, déi hien am September nach völeg ofgelehnt hat. E schwätzt vu Kris. An ech zitieren aus senger Ried virun der Chamber, wou e schwätzt „vun engem bal rezessive Virgang“. Ech wëll betounen, dass hien am September nach d'Rezessioun just bei den Nopere gesinn huet an Däitschland, mat ähnliche Progressiounsraten deemools, wéi mer se elo fir Lëtzebuerg kennen. Dat war awer net de Fall fir Lëtzebuerg deemools.

Dat gesäit, Dir Dammen an Dir Hären, net no Wäitsicht an no Besonnenheet aus, mä dat richt ganz staark no Navigation à vue. Stéck fir Stéck huet sech d'Regierung an e Réckzuchsmouvement engagéiert. D'Regierung ass iwwerrascht ginn. Si huet nëmme widerwëllig a mam Réck zur Mauer schliesslech déi wirtschaftlech Evidenzen akzeptéiert, aus Rechthaberei, aus Angscht viru falsche Signaler, aus politescher Bequemlecheit, fir missen e Budgetsdokument ze iwwerschaffen. Mir bleiwen d'Ursaache vun där verspéitener Reaktioun vun der Regierung eigentlech schleierhaft. Si geet elo schonn e Schratt weider, an deen nächste Réckzuch preparéiert sech och schonn.

Wann een den Discours vum Finanzminister hei virun der Chamber analyséiert, wann een dat kuckt oder nolauschert, wat den Här Weiler geschier als CSV-Vertrieber hei gesot huet, da sinn déi nei Schrëtt scho preparéiert. Et gëtt geschwat vun zousätzleche Moosnamen, drastesche Moosnamen, déi misse geholl ginn, vun Aschnëtter, wa sech den Opschwong an der zweeter Halsschent vun nächste Joer net géif maachen. 2004, 2005, déi Rechnung geet net op. Et sief dann, wat de Budget 2005 ugeet, dass d'Regierung sech zousätzlech Einnahme verschafft. Dat kéint zum Beispill iwwer eng Quellesteier geschéien. Ouni esou zousätzlech Einnahme gesinn ech net, wéi de Statsbudget 2005, a wéi d'Gemegebudgeten 2005 kënten an den Equiliber bruecht ginn.

Interessanterweis ass ze gesinn, dass nach am November, nodeem schonn déi lescht Zuele virlouchen, de Berichtstatter, den Här Calmes, dee manifestement vun

der Regierung falsch gebrieft ginn ass, nach an engem Interview gemengt huet, de Budget vun 2003 bräicht net geännert ze ginn. An de Minister Biltgen huet an Uspilung op en Artikel, deen ech selwer verfasst hat, gemengt: Um Budget 2003 bräicht nâischt geännert ze ginn. Politics as usual, dat war dee Message, dee gegollt huet. An zur selwechter Zäit, een, zwee Deeg drop, war d'Welt ganz anescht. Effektiv, et schéngt mer déi léns Hand an der Regierung net ze wëssen, wat déi riets Hand mécht.

D'Einnahme sinn erofgesat gi vun der Regierung, d'Ausgaben och. Wat e bëssen erstaunlech ass, dat ass, dass bei där Reaktioun, déi d'Regierung an e puer Deeg praktesch geholl huet, se eigentlech un dat fréckele gaangen ass, wat se nach bei der Presentatioun vun hirem Budgetsprojert 2003 als Highlights vun dem Budget presentéiert huet. D'Highlights waren d'Investissementen an d'Entwicklungshëllef, déi weider géifen daitlech eropgoen, an de Beräich vun der Fuerschung. Am grouss Ganzen ass gesot ginn, dat groust Merkmal vum Budget vun 2003 wär déi drastesch Steigerung vun den Dotatiounen fir déi eenzel Fongen. An dat, wat d'Regierung an e puer Deeg decidéiert hat - a si hat sech net méi Zäit geholl, fir aner Décisiounen kënnen ze huelen - war, fir emol déi Dotatiounen ëm 70 Milliounen Euro - dat ass kee Pappentiel - erofzesetze par rapport zu deem, wat se nach am September als grouss Errungenschaft duergestallt hat.

Hätt d'Regierung méi schnell reagéiert, hätt se schonn ufanks Oktober spéitstens déi lescht Prognose vum Statec an der lescht Erhiewung vun de Steierverwaltungen, déi virlouchen, seriö studéiert an net einfach an d'Täsch gestach, dann hätt se sechs Wochen Zäit gehat, fir méi fundamental de Budget nach eng Kéier duerchzegoen, Arbitragen ze maachen an à la rigueur ze errechen, dass duerch en Ofbremsen elo schonn, eng Vollbremsung an deenen nächste Jore vläicht net néideg gëtt.

An de Gemenge si mer amgang déiselwech Operatiounen ze maachen. An ech ka fir meng Gemeng schwätzen, dass mir opgrond vun där verännerter Situatioun, déi eis d'Regierung matgedeelt huet, dozou iwwergaange sinn, fir de ganze Budget nach eng Kéier ze duerchforsten, an eng nei Proposition gemaach hu par rapport zu deem Budget, dee mer arrétiert hunn, wou effektiv e luest Ofbremsen vu gewëssenen Ausgabe gemaach gëtt, fir ze verhenneren, dass mer mussen 2005 eng Vollbremsung maachen.

(Interruptions diverses)

D'Regierung ass un e puer déck Poste erugaangen. Dat ass einfach, dat bedeit keen Arbitrage, dat ass sech d'Saach ze einfach gemaach. Dat ass eng Method, déi ee muss maachen, wann een an dräi, véier Deeg muss reagieren a wann ee sech net déi Woche viru seriö mam Problem beschäftegt huet. Ech soen: D'Regierung huet sech an deene Woche viru net seriö mat deene leschten Donnéeë beschäftegt, soss hätt se, géif ech mengen, wa se den allgemengen Intérêt berücksichtig hätt, a wa se net nëmmen op den Datum vum Juni 2004 kuckt hätt, en anere Budget virgeluecht.

Cocasse gëtt et jo dann, wann elo nach vun de Majoritéitsverrieder, a besonnesch vum Här Weiler, verlaangt gëtt, mir sollten als Opposition d'Aarbecht vun der Regierung maachen. Mir sollten also elo nach den neie Budget schreiwen. Dat ass eng formidabel Aarbechtsopdeeling, muss ech scho soen. Ech froe mech, firwat muss mir eng Regierung brauchen? D'Regierung huet eis net gefrot bei der Opstellung vum Budget. Elo hätt se gär eis gutt Rotschléi bei der Upassung vum Budget. Dat

Ganz ass ze vill duerchsichteg. Déi Argumentatioun do dréit net.

D'Regierung, an ech bestätegen dat, steet haut virun engem Koup Schierbelen. D'Regierung steet virun de Schierbele vun hire gebrauchenen Illusionen, well des Regierung huet sech, méi wéi munch aner, dem Inselsyndrom higin, deen de Premier hei esou eloquent beschriwwen huet a senger Ried.

Véier Illusiounen vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun si geplätzt. D'Illusioun vun enger éiweg erfollegräicher Finanz- a Budgets-politik, déi op d'Konscht zréckzeféiere wär vun deenen, déi d'Veantwortung an deem Beräich hunn.

D'Illusioun vun den éiwege budgetären Equiliberen a vun den éiwege Progressiounen an den Einnahmen an an den Ausgaben.

D'Illusioun och vun enger mëttelfristeg ausgerichteter Finanzplanung. Et ass erstaunlech, dass weder de Premier, nach de Budgetsminister, nach d'Riedner vun der Majoritéit, deen Ausdröck dëser Deeg an de Mond geholl hunn. Ass dee Budget, dee mer haut hei diskutieren, an deen d'nächst Woch ofgestëmmt gi soll, conforme zu enger mëttelfristeg ausgerichteter Finanzplanung?

Ech géif mech do gären op en Dokument beruffen, wat leider ouni Wäert ass, well d'Regierung et selwer mat Féiss tréppelt. Dat ass d'Circulaire budgétaire, déi all Joer vum Budgetsminister verschéckt gëtt, déi veröffentlecht ginn ass an déi sengerzäit opgebaut war op der Iddi vun enger mëttelfristeg ausgerichteter Finanzplanung. Wann een déi Parametere berücksichtig, déi an där Circulaire stinn, dann ass de Budget opgestallt ginn op der Basis vun engem mëttelfristege Wuesstum vu 5,1% an der Moyenne pro Joer. Dat war am Fréijoer. A Wierklechkeet, wann een déi reell Zuelen elo kuckt, dann sinn et 1,5%. Et ass praktesch nach e Véierel vun deem d'Regierung ausgegangen ass bei der Opstellung vun hirem Budget.

Mä net nëmmen déi doten Illusioun ass definitiv geplätzt. Geplätzt ass och d'Illusioun vun eenzelen Politiker hei zu Lëtzebuerg, déi sech selwer virgemaach hunn, dass ee kéint, duerch national Moossnamen international Wirtschaftstendenzen fir Lëtzebuerg positiv steieren. Dat ass definitiv eng Illusioun. Et kann ee se zäitlech vläicht verschieben, mä grouss international Tendenzen huelen och Lëtzebuerg an. Dat gesäit ee ganz kloer mat deem Abroch an de Progressiounen, wéi mir e momentan ze verzechnen hunn.

A schliesslech ass eng véiert Illusioun vun dëser Regierung an dëser Koalitioun geplätzt, nämlech d'Illusioun, dass mir an Europa als Lëtzebuerg a puncto Wirtschaft a Finanzen déi Beschit waren; dat ass definitiv eriwuer. Et ass och net wouer fir de Wuesstum. Mir sinn 2001 d'Schlusslicht an der Europäescher Unioun. Mir sinn an Zukunft nach Mëttemooss bei deene 15 EU-Staten an dat géllt och souguer fir d'Budgetsdefiziter, wou d'Kommissioun eis bescheinegt, dass mir Defiziter wäerten hunn, net nëmmen dëst Joer, mä och d'nächst Joer, an och souguer nach d'iwwernächst Joer, bei enger, a mengen Aen, ze optimistesches agesatener Aschätzung vum Wuesstum fir 2004.

A mir sinn och ewell traurege Spëtze-reider an der Europäescher Unioun ginn, net wat déi absolut Zuele vun Chomâge ugeet, mä wat d'Progressioun vum Chomâge ugeet. A mir kënnen duerch an eng verkéiert Welt erakommen, déi mir eigentlech esou ni kann hunn, an zwar dass an deenen nächsten een, zwee Joer d'Zuel vun den Aarbechtslosen hei zu Lëtzebuerg wäert steigen, während an anere Länner de Chomâge - wann et international zu enger Reprise an der zweeter Haltschent vum

nächst Joer kéim - no éinne wäert goen. Dat ass dat Bild, wat sech momentan ofzeechent. Mir stinn also virun de Schierbele vu véier zerbrachenen Illusionen.

Et muss een och soen, dass sech dat e bëssen am Tounfall erëm spiegelt. Wann ech kucken, wéi wéineg bescheide verschidde Regierungsmemberen, och eenzel Députéierten, sech nach d'lescht Joer nom 11. September 2001, wou mer eis bewosst waren, dass dat en negativen Afloss op d'Wirtschaftsentwécklung wäert hunn, hei mat der Positioun vun Lëtzebuerg gebrezt hunn a geréngschätzeg Beuertelungen iwwert d'Situatioun an eisen Nopeschlänner lasgelooss hunn.

Dëst Joer hunn ech esou Téin hei am Parlament drollegerweis net méi héieren. Dat sech selwer op d'Schëller klappen, wou eenzel Leit Spezialist dra sinn, war och des kéier net méi an deemselwechte Mooss ze bemierke wéi déi aner Joren, an och nach d'lescht Joer am Dezember 2001.

Mä wéi et ëmmer ass, no enger Euphorie ass eng Ernüchterungsphas ëmmer ganz schwierig. Da gëtt emol ëm sech gefacht, wéi den Här Weiler dat gëschter hei probéiert huet ze maachen, an d'Schold kréien natierlech emol all déi aner. Si sinn déi, déi alles schlecht rieden, an dobäi, mengen ech, sinn d'Fakten do, an déi d'äerf besonnen och des Chamber net ignorieren.

Ech gleewen, dass CSV an DP och dëst Joer nach gäre bei hiren Illusiounen vum leschte Joer verbliwwe wäeren. Ech hunn awer e puer kleng Zitater an deem Zusammenhang hei unzeféieren. Den Här Wiseler, deen haut sech als Mahner versicht, huet awer zum Beispill d'lescht Joer nach Folgendes gesot: „D'Gesamtbild vun der Finanzsituatioun vum Stat kann een nëmmen als extrem positiv an zefriddestellend bezeichnen“.

An den Här Weiler hat alles wäit erfaasst an hat d'lescht Joer Folgendes deklaréiert: „Eist Land befénnt sech an enger extrem gudder Situatioun an ass och am europäesche Kontext gutt positionéiert bis 2008“. Formidabel! Mir wëssen net wat 2005 ass, awer hie wousst, dass mir gutt bis 2008 géife leien.

(Interruption)

De Budget 2002, sot den Här Weiler, ass de Reflet vun der gesonder Situatioun vun eiser Wirtschaft a vun eise Statsfinanzen. Mä et kënn nach besser, an da si mer erëm bei deenen Illusionen, déi definitiv zerbrach sinn. Eis Zuelen, sot den Här Weiler d'lescht Joer - dëst Joer huet e sech net méi getraut dat ze widerhuelen -, géife wuel bei enger Rei vun eisen Nopeschlänner - elo kënn déi Bescheidenheet nach eng kéier ervir, déi eenzel CSV-Leit hunn - „zu enger“ - lauschtert gutt no - „akuter finanzwirtschaftspolitescher Euphorie féieren“. Formidabel!

4% Prozent Wuesstum“, sot en d'lescht Joer, „si bei all eisen Noperen, souguer a gudden Zäiten, nëmme Wonschdenken“. Abee, wéi ech de Premier héieren hunn, schéngt dat doten och e Wonschdenken an Zukunft hei zu Lëtzebuerg ze ginn.

An den Här Rippinger soll och hei zu Éiere kommen - deen natierlech an der Flatterie par rapport zu der Regierung net wëllt géigeniwwer vum Här Weiler zréckstoën -, huet d'lescht Joer, in weiser Voraussicht, Folgendes gemengt: „D'Regierung huet och um finanzielle Plang eng Spëtzepositioun an Europa.“ D'Regierung, net Lëtzebuerg! D'Regierung, déi dichteg Regierung. Si ass et jo och, déi eis Position als Schlusslicht an Europa ze verantworten huet.

(Interruptions diverses)

Eng Spëtzepositioun, net nëmme wat d'Héicht vun de budgetären Iwwerschëss ugeet.

■ Une voix.- Dat war och richtig.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Neen, dat ass falsch.

■ Une voix.- Neen, zu deem Zäitpunkt war et richtig.

(Interruptions diverses)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, et ass falsch. Liest d'Projektiounen vun der Europäescher Kommissioun, da gesidd Dir, dass mir och souguer an de Budgetsdefiziter - well do muss ee jo och d'Fong mat abezéien an notament Dépense vun de Fongen, dat ass nämlech déi Rechnungsmethod, déi um europäesche Niveau ugewannet gëtt -, am Defizit sinn, an net méi an enger Iwwerschossituatioun.

Den Här Rippinger huet ofgeschloss andeems hie sot: „Mir sinn um finanzielle Plang iwwerall am Spëtzeplaton dobäi“. Do huet wahrscheinlech och d'Euphorie vum Tour de France matgespillt. Mä den Tour de France ass eriwuer an déi dote Situatioun ass, fäerten ech, och mëttelfristeg eriwuer.

(Brouhaha général)

Et ass wouer, de Lëtzebuurger Stat, net d'Regierung, verfügt iwwer zolitt Reserven. D'Schuldenlaascht ass absolut geréng. Dat muss een, wann een en Tableau brosséiert, natierlech och mat d'äerwechter Véhémence soen: An deenen dote Punkten ass Lëtzebuerg och nach virbäi.

Mä et muss een awer och wëssen, an dat ass eben déi Diskussioun, déi mir sécherlech nach elo an deenen nächste Méint ze féiere kréien, dass déi Reserven do zu 75% op Reserven vun den nonzege Joren zréckzeféiere sinn. Si sinn also a laange Joren ugeheeft ginn, fir Engpäss ze iwwerbrécken, déi momentaner Natur sinn, awer virun allem fir eng Rei vu groussen Investissementer iwwer laang Joren, grouss Infrastrukturprojeten am Gesondheetswiesen, am Schoulwiesen, am Transportwiesen an anere Beräicher kënnen ze finanzéieren.

Dës Reserve vun iwwer 15 Joer d'äerfen net an dräi Joer wäitgehend opgebraucht ginn. Mä genau dono gesäit et aus, wann een eng Analys vun der pluriannueller Planung mécht, déi d'Regierung virgeluegt huet. 2003, 2004, 2005 gëtt massiv investéiert, mä awer och massiv un de Reserve geziert. Steierscholden ginn ofgeruff, Investitiounsfonge ginn ugezaapt, an déi nächst Regierung riskéiert - wann dat wierklech esou duerchgezu gëtt wéi geplangt, a wéi d'Tableauen dat aussoen - viru bal onléisbaren Aufgaben ze stoën, et sief dann - nach eng kéier maachen ech dee Virbehalt - et géif sech, oh Wonner, dach en Accord ronderëm d'Bankgeheimnis an d'Quellesteier an deenen nächsten Deeg maachen, well déi Quellesteier ass vläicht fir d'Bankplaz keng Medezin, mä si bréngt kuerzfristeg méi Gelder, d'äitlech méi Gelder an d'Statskeesen eran.

Eiser Meenung no ass dee pluriannuelle Finanzplang, deen d'Regierung opgestallt huet, ongenau, onkomplett a komplett realitéitsfrem.

Wéi gesäit d'Situatioun no 2006 aus? Exercice ultérieur! Do feelt d'Précisioun an den Dokumenter vun der Regierung. Mä grad elo, wou et méi enk gëtt, a wou ee weess, dass ee mëttelfristeg akut Finanzschwierigkeiten erakënn, misst awer déi Planung e bësse méi wäit gemaach gi wéi den Horizont 2005/2006.

Et muss een och wëssen, wat déi weider Engagementer sinn an deene Projeten, déi elo mat engem

Ufankskredit an den Tableauen Käschte wäerte mat sech bréngen. Dat geet aus de Regierungsdokumenter net ervir, an ech mengen, dat soll och aus deenen Dokumenter net ervirgoen, well dat wäeren onbequem Diskussiounen, déi mir dann hei ze féiere kréischen.

De Verrieder vun der Lëtzebuurger Zentralbank huet et an der Finanzkommissioun op de Punkt bruecht. En huet ervirgetrach, dass eleng fir 2003 d'Dotatiounen vun de Fongen insgesamt ëm 6% an d'Luucht ginn, d'Ausgaben awer ëm 36% an d'Luucht ginn, wann een de Budget initial vun 2003 kuckt. A si si méi wäit gaangen. Wann een nämlech d'Investitiounsfongen - wat ee muss no den europäesche Rechnungsmethoden maachen -, mat berücksichtig an der Festleegung vun dem budgetären Equiliber vum Stat, wann een also op där enger Säit d'Dotatiounen erauserechent aus dem Budget an d'Dépense vun den Investitiounsfonge mat berücksichtig, dat heescht dobäi rechent, da kënn een op e relativ dramatesche Chiffer vu bal 3% vum PIB minus Defizit an eise öffentliche Budget fir 2003. Dat sinn Zuelen, déi de Verrieder vun der Lëtzebuurger Zentralbank virum Parlament zitéiert huet.

Ech wëll och, fir meng Thees ze ënnermauern, dass d'Regierung sech uniekement op d'Joren 2003 an 2004 konzentréiert an et hir momentan zimlech egal ass, wat duerno passéiert, d'Evolutioun vun den Avoire vun deenen eenzelen Fonge kucke vun ufanks 2003 un, also wou mer eis haut befannen, a wou déi Fongen ufanks 2006 stinn.

De Spidolsfong, wou mer wëssen, dass eng Rei vu Käschtepunkte falsch ageschat sinn a falsch Zuelen nach wéi vor an de Statistike vun der Regierung drastinn. Bei den Spidolsfonge louchen d'Avoiren ufanks 2003 bei 262,3 Milliounen Euro. Ufanks 2006 leie se nach, lauschtert gutt, bei 67,7 Milliounen Euro, also praktesch e Minus vun den Avoire vun 200 Milliounen Euro.

Beim Fonds sanitaire et social vum Familjeminstère leien d'Avoiren ufanks 2003 bei 61,7 Milliounen Euro. Déi ginn ufanks 2006 erof op 15,7 Milliounen Euro, praktesch nach e Véierel vun deem, wat se elo duerstellen.

De Fonds des routes: Ufanks 2003 148,4 Milliounen Euro. Ufanks 2006 e Minus vu 4,1 Milliounen Euro, e Fonds des routes, deen am Minus wäert sinn ufanks 2006.

De Fonds d'investissement public administratif huet haut e risegen Avoir vun 370,9 Milliounen Euro. Ufanks 2006 nach 31,5 Milliounen Euro, also manner wéi en Zéngtel vun deem, wat en haut huet.

De Fonds d'investissement scolaire, och ee wichtige Fong, geet vun 277,2 Milliounen Euro Avoir ufanks 2003 op 108,7 Milliounen Euro 2006 zréck.

Datselwecht beim Fonds du rail. Datselwecht och beim Ëmweltfong. Iwwerall sinn d'ëselwecht Tendenzen ze verzechnen. D'Avoire schmélzen an deenen nächste Joren an et ka kee soen, wéi et dann 2006/2007 weidergeet. Dat ass onseriö.

D'Regierung huet och, wat déi pluriannuel Planung ugeet, hir Aarbecht net gemaach. Si huet gemaach, wéi wa keng Problemer géife bestoen. Si ass business as usual weidergefuert, wéi all Joer. Abee d'Emfeld huet changéiert an deementspreechend hätt vill méi Sériositéit missten erakommen an déi dote Planung, well soss ass et onméiglech sech e reellt Bild vun der Situatioun ze maachen. Mä vläicht ass et esou gewollt, dass ee sech dat net ka maachen.

Besonnenesch beängschtend awer sinn déi doten Zuelen, wann een dann och nach kuckt, wat vun der Regierung vu järelechen Dota-

tiounen iwwert de Statsbudget virgesi war, fir iwwerhaapt nach déi Avoire kënnen ze garantéieren am Joer 2006. Da stellt ee Folgendes fest: D'Regierung geet dovunner aus, dass zum Beispill, wat déi grouss öffentlech Investitiounsfongen ugeet am Joer 2003, wou d'Dotatioun am Budget bei 86 Milliounen Euro läit, géif eropgoen 2005, wou eng järelech Dotatioun iwwert de Statsbudget virgesinn ass vun 151 Milliounen Euro, plus 75%, wou awer jidderee weess, dass mer am Budget 2005, well keng nei Einnahmequellen kommen, sécherlech net an enger besserer Situatioun stinn, wéi mer haut mam Statsbudget 2003 stinn, an awer gesäit d'Regierung vir mat den Dotatiounen iwwert déi nächst Joren eropzegoen ëm 75% an engem Joer. Dobäi bretzt se sech dëst Joer domat, si hätt nach ni esou héich Dotations budgetaires virgesinn, fir déi eenzelen Fongen. Abee, déi nach ni esou héich Dotations budgetaires müssen nach ëm 75% méi héich ginn am Budget 2005, well soss kommen emol net déi benéidegt Avoiren eraus a mir si praktesch am Minus a sämtlechen Investitiounsfonge vum Stat.

En anert Beispill, de Fonds du rail. Do ass elo eng Dotatioun am Statsbudget virgesi fir 2003 vu 50 Milliounen Euro. Fir 2005, fir iwwerhaapt nach kënnen Investissementer duerno ze tätigen, gesäit d'Regierung vir, dass déi Dotatioun iwwert de 2005er Budget op 90 Milliounen Euro géif eropgoen, e Plus also vu 40 Milliounen Euro eleng bei engem Fong. Dat sinn 80% méi am Joer 2005 vun Dotatiounen iwwert dee Budget, wéi mer haut iwwert de Budgetsprojekt 2003 virgesinn hunn. Dat doten hält sech net, dat sinn, a mengen Aen, statistesch Tricken, fir iergendwéi Equiliberen opzewiesen, mä dat fousst net op der reeller Situatioun. Et ass och net eng reell Aschätzung vum Timing vun deenen eenzelen Projeten a vun hirem Käschtepunkt.

Als sozialistesche Fraktioun verlaange mer, dass d'Regierung zousätzlech Donnéeën op den Dësch leet, dass se Präzisiounen gëtt zu all eenzelen gréisseren Projeten vum Stat, dass mer iwwert Donnéeën iwwer 2006 eraus endlech verfüegen, dass mer fir jiddfer grouse Projet dee genaue Käschtepunkt aktualiséiert an den Timing vun der Exekutioun vun deem Projet kréien, well soss ass dat hei effektiv nëmme Maquillage, wéi den Här Calmes géif richtigerweis soen.

Och an deem Punkt verlaange mer vun der Regierung eng Opération vérité an net en Zuelegespiell, wéi se eis dat hei virexerzéiert. Et fannen et an där Hisiicht scho bal skandaléis, dass an där allgemenger Beschéinegungs- a Vertuschungsstrategie, déi d'Regierung sech laang ginn huet, praktesch nëmmen duerch en Zoufall erauskomm ass, wat d'Evolutioun vun der Gewerbesteier iwwer 2003 eraus wäert sinn. Ech war selwer Zeien, wéi dat passéiert ass. Dat war net eng iwwerluegten Aktioun. De Finanz- a Budgetsminister war selwer erstaunt, wéi en dee Chiffer virgelies huet. Mä en hat en awer virgelies, an e konnt en net méi zréckzéien. Sain Erstaune war esou grouss, dass en esouguer keng Explikatioun konnt liwweren, firwat dann op eemol d'Gewerbesteier vum Joer 2003 par rapport zu 2004 géif ëm 40% erofgoen. Déi eenzeg Antwort, déi en hat, war: Frot den Innenminister. Dobäi weess awer jiddfer Kand, dass den Innenminister net zoustänneg ass fir d'Festleegung vun der Einnahmenaschätzung vun der Gewerbesteier, mä dass dat d'Steierverwaltung ass. An déi Steierverwaltung ënnersteet bekanntlecherweis net dem Innenminister!

Esou kann een also eng waarm Gromper versichen un aner Leit ofzeschubsen, mä dat bestätegt alt nees eis Theorie, dass d'Regierung onvirbereet war op deem doten Dossier an net seriös Analyse

gemaach huet vun deene Chiffere, déi hir eege Verwaltungen, hir eege Servicer hinne geliiwert hunn.

A wa mer eis Froe stellen iwwert d'Gewerbesteier, muss ee jo parallel d'Fro stellen: Wann d'Gewerbesteier am Joer 2004 en Abroch vu 40% kritt, wéi steet et da mat der Kierperschaftssteuer, wou mer wëssen, dass mer do och de Benefiss vun de Betriber besteieren? Mir wëssen, dass mer eng Reform gemaach hunn, fir de Steigerungssaz erfesetzen, ähnlech wéi dat bei der Gewerbesteier geschitt. Mir missten also deeselwechte Phenomeen, vläicht e bëssche méi staark oder manner staark, 2004 erëmfanne bei der Kollektivitätssteuer.

Ech hätt gär vun der Regierung d'Donnéen, déi si jo muss hunn. Wa si d'Donnéen vun der Steierverwaltung fir d'Gewerbesteier huet, muss d'Regierung och d'Aschätzung hu vun der Steierverwaltung, wat d'Kierperschaftssteuer fir 2004 ugeet. Mir hätten also gären, dass déi Donnéen och hei op den Dësch vum Haus kommen, dass mer kënnen diskutéieren wat ass, an dass mer net nëmme bis den Tellerrand kucken, bis Dezember 2003, mä dass mer elo schon diskutéieren wat 2004, a besonnesch 2005 wäert sinn, well 2005 ass, a mengen Aen, dee kruziale Moment, wou d'Stonn vun der Wourécht kënnt, net elo 2003, mat all deenen Nozuelungen, déi nach kommen, déi d'Regierung elo systematesch zënter September andréiwe léisst. Et gëtt eeschtlech keng Problemer 2002. Et gëtt keng 2003 a wahrscheinlech och keng 2004, mä 2005 geet d'Rechnung net méi op. Si geet fir d'Gemengen elo schon net méi op. A si geet mat Sécherheet och fir de Stat net op, wann net eppes Fundamentales sech an deem ganze Beräich nach ännert.

Erstaunlech ass eigentlech och, datt souwuel an den Interventione vun de Regierungsvertreider d'lescht Woch, wéi och an de Stellungnahme vun de mandatéierte Sprächer eng Fro eigentlech hei kaum ugeschnidde ginn ass. Dat ass d'Entwécklung um Aarbechtsmaart, déi eng dramatesch sozial Realitéit ass, mä déi awer och direkt budgetär Répercussionen huet.

Och do hunn ech schon ervirgestrach, dass Lëtzebuerg an eng negativ Entwécklung erakënn. All Institutere ginn dovunner aus, dass mer fir d'Joer 2002 an der Moyenne eng Aarbechtsloserat vun 3% wäerten hunn. Si rechnen 2003 mat 3,5% a si soen esouguer, och wann et zu enger Reprise d'nächst Joer kënnt an och wa mer kënnen mat 2%, 3% Wuesstum iwwert déi nächst Jore rechnen, géif dat net duergoen, fir an iergendenger Form déi da gewuessen Aarbechtslosigkeit ërem kënnen ze absorbéieren. Dat sinn d'Aussoen, déi d'Expäre virun der Finanzkommission vun der Chamber gemaach hunn.

Da stellt sech natierlech d'Fro, ob d'Regierung gewappnet ass, och budgetär, fir deen doten Défi wierklech an Ugrëff ze huelen. Ech sinn der Meenung, dass, trotz relativ groussen Avoiren am Fonds pour l'emploi, déi Suen, déi elo virgesi si fir 2003, net duerginn, an et besonnesch 2004 wäert och do zu engem Abroch kommen.

Do muss also eng aussergewéinlech Dotatioun spéitstens 2004 kommen, wann dat sech esou astellt, wat de Statec an aner befugte Stëmme zu där doter Problematik soen. Well dee Fong gëtt dotéiert duerch Einnahmen, déi d'Tendenz hunn ze stagnéieren, sinn awer iwwerschat momentan nach an deem dote Fong. D'Ausgabe wäerte jo och steigen doduerch, dass, no den Aussoe vum Statec, d'Aarbechtslosenzuel sech dëst Joer wéi och d'nächst Joer wäert ëm 10% bis 15% no uewe bewegen. Déi Progressioun ergëtt sech net aus den Donnéen am Budgetsdocument fir 2003.

Ech kënnt hei weiderfuere mat der Circulaire budgétaire, ech wëll dat awer net maachen. Ech wollt nach just op zwee Punkten zrëckkommen, déi sech hei stellen.

Den éischte Punkt ass deen - dat war jo och ërem cocasse dat gëschter hei mat ze erliwen -, dass op där enger Säit d'CSV d'Oppositioun, d'LSAP besonnesch, opfuert ze soen, wou se da wëllt an Zukunft spueren. A dann ass se net zefridden, wa mer da Virschléi maachen a soen: Passt op op jorelaang Engagementer zousätzlech deenen Engagementer, déi Der direkt maacht an déi Folgekäschten hunn, dat kënnen mir eis net leschten, well mir bréngen et emol knapps fäerdeg all déi Engagementer, déi elo scho bestinn, ze respektéieren. Gitt net hinn a schaaft nach nei zousätzlech Engagementer fir de Stat a fir déi Regierungen, déi no eis kommen.

Mir schwätze konkret vun deem schwéiere militäreschen Equipment: Akaf vum Fliger, Akaf vun engem Deel vun engem Schëff. A mir schwätze vun zousätzlechen Hëllef fir d'Privatschoulen, wou mer soen, dass dat elo net déi Prioritéit sinn, déi ee muss an deem Moment setzen.

Dann ass dat gefeelt. Da sinn dat Béierdëschgesprécher an Ähnlech méi. Ech si sécher, wa mer aner Domänen genannt hätten, da wär d'Reaktioun d'selwecht gewiescht.

Et ass e bëssen en duerchsichteg Spill, wat hei vun der CSV bedriewe gëtt, an et ass eng gespillten Entrüstung déi hei gemaach gëtt, wa mir eng gewëssen Oprüstung kritiséieren. Dozou wëll ech och ërem e Wuert soen. Mir sinn net dergéint, dass och d'Ausgabe fir d'Arméi weider an d'Luucht ginn. Selbstverständlech war dat déi lescht Jore esou, wou mir Verantwortung direkt an deem Beräich haten. Dat soll och an Zukunft esou sinn.

Duerfir soen ech hei ganz kloer am Numm vu menger Fraktioun: Mir si fir all Moossnam déi raisonnabel ass an déi enger gewësser Tradition vun eiser Arméi entsprécht, och dat, an dat war an där Politik, déi all d'Regierungen an deem Domän bis elo gemaach hunn, wat d'Attraktivitéit vum Service militaire eropsetzt. Zum Beispill déi Versementer, déi elo virgesi sinn, fir dräi Pavillon um Härebiere ze moderniséieren, fanne mir eng ganz richteg Saach. Dat sinn Ausgaben, déi mer kënnen an eisem Militärbudget uweisen. Mä wat, menger Ansicht no, net conforme ass zu deem, wat ëmmer hei e Konsens awer tëschen de Parteie war, ass, dass op eemol elo sollt den Equipementsbudget vun der Arméi vun 1,5 Milliounen Euro am Joer 2002 op 22 Milliounen Euro am Joer 2005 eropgoen, an dat soll bis 2010 a souguer 2013 esou weider goen.

(Interruptions et hilarité)

Mir sinn der Meenung, dass déi heiten Investissementer iwwerzu sinn. Et muss een och wëssen, dass d'Arméi guer net Demandeur war, fir déi Investissementer ze tätigen. Si hunn aner Prioritéiten. Fir effektiv d'Ausbildung vun der Fridenstrupp direkt ze maachen, een neie Charroi. Dat huet näischt mat engem Transportfliger ze dinn an huet näischt mat engem Deel vun engem Schëff ze dinn, wat d'Lëtzebuerg Regierung elo wëllt kafen.

Mir sollten eis elo un dat halen, wat ëmmer war. Ech kann net erkennen, soen ech ganz éierlech, dass am NATO-Beräich an deene leschte Jore, wou ech Verantwortung hat, iergendwellechen Drock war, well entgéint deem, wat an anere Länner de Fall war, wou an den nonzéger Jore massiv d'Budgete vun der Arméi gekierzt si ginn, ass de Lëtzebuerg Militärbudget, op bescheidenem Niveau, zwar ëmmerhin nach ëmmer weider gewuess. Mir hunn et fäerdeg bruecht, eng Presenz um Terrain ze weise

bei deenen eenzelne Fridensmissionen, an dat war entscheedend. Wat mech wierklech e bësse stéiert un där heiter Approche ass, dass hei eigentlech dat erëm gemaach gëtt, wat soss ëmmer och vu Regierungssäit kritiséiert gëtt. Hei gëtt Politik mam Scheckheft gemaach.

Mir sinn eis jo eens: Op deem Schëff wäert net d'Lëtzebuerg Arméi sätzen. Ech mengen och, dass esouguer an deem Fliger net d'Lëtzebuerg Arméi schlussendlech wäert sätzen. Mä hei gëtt am Fong erëm eng Kéier an der Illusioun weider gelief, dass mer nach ëmmer bal onbegrenzte Finanzmëttelen an deenen nächste Jore zu Verfügung hätten. Mir hunn also Engagementer an där doter Hinsicht, a mir mengen, mir kënnte mat engem décke Scheck eis aus eisen Obligatiounen par rapport zu den europäesche Partner am militäreschen Beräich fräikafen.

Ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg genuch mécht, och am Beräich vun der preventiver Krisenbewältigung. Mir sinn houfreg drop, dass hei e Konsens bestanen huet, fir d'Entwécklungshëllef no an no eropzesetzen. Dat nächst Zil ass jo, datt mir deen 1% vum PIB an deenen nächste Jore errechen. Dat sinn och Suen, déi der Krisenbewältigung dinge, well mer d'Aarmut ofbauen, well mer doriwwer Konflikter kënnen verhënnern, an dat mussen och eis Partner akzeptéieren.

Et dierf een net nëmme deen enke Militärbudget kucken, deen ëmmer war iwwer 30 Joer. Et ass gaangen. Mir mussen awer och derniewent kucken, wat mer am Beräich Entwécklungshëllef, am Beräich vun der preventiver Krisenbewältigung maachen. Dat schéngt mer och schrecklech wichteg ze sinn.

E Wuert och nach zum Émweltschutz, deen am Budget net dee groussen Akzent ass, mä deen awer en Akzent ass. An dat ass bemierkenswäert am Rapporteur sengem Bericht, obwuel mer net d'Geleeenheet haten déi dote Froen an der Kommission ze diskutéieren. Dat si Particularitéite vun de Prozeduren, wéi se sech agebiergt hunn an deem Haus. Et ass zwar, muss ech éierlech soen, net ganz glécklech.

Et mécht mech frou u sech, dass d'Thema ugeschnidde gëtt vun internationalen Engagementer, vum Kyotoprotokoll, wéi mer wëllen als Lëtzebuerg eisen Obligatiounen nokommen am Beräich Klimaschutz. Mä wat mir awer ze denke gëtt, dat ass déi Insistance mat där elo vu Koalitionssäit, och iwwert de Wee vum President vun der Émweltkommission, hei insistéiert gëtt op déi sougenannte flexibel Mécanismen, flexibel Mécanismen, déi jo drop aussinn, dass een net hei am Land eppes direkt mécht, mä dass een op anere Plaze mathëllef eng Reduzéierung vun den Emissionen ze kréien.

(Interruption)

Voilà, Dir gitt mer dat richteg Stéchwuert!

Et ass eng aner Form vu Scheckheftpolitik, déi hei gemaach gëtt.

Et ass no an no en Ofbroch vun där Positioun, déi nach am Ufank vun dëser Legislatur hei bestanen huet, déi och dokumentéiert ass duerch Motiounen vun dëser Chamber, wou gesot ginn ass, de Gros vun de Moossname mussen mer hei am Land maachen. Mir kënnen net de Problem ofwälzen op anerer, och net einfach mat Sue probéieren e lasszeginn.

Abee, ech stelle fest, dass déi Nuancen ëmmer manner kommen, an dass just nach vu Moossnamen

am Ausland geschwat gëtt. Dobäi wëll ech nach eng Kéier hei soen, dass mer e Reduzéierungszil hu vun 28% am Horizont 2010 an dass mer elo bei iwwer minus 30% hei zu Lëtzebuerg leien, sou dass mer eigentlech nach e Stabilitéitszil ze halen hu vun deem Moment u gekuckt. Ech wëll soen, dass och déi Wirtschaftsprognosen e bëssen anescht ausgesinn, wéi se nach virun zwee Joer ausgesinn hunn, an ech fäerten also hei, dass hei e bëssen eng Flucht gemaach gëtt a Moosnamen am Ausland, well ee fäert, fir hei zu Lëtzebuerg déi richteg Moosnamen ze huelen.

Dat kënnen mir als Partei net akzeptéieren, dat ass een Ofrécken vun där Positioun, wou ech gemengt hunn, dass mer se hei an der Chamber an deene leschte Jore fest zementéiert haten. Dofir bedauern ech dat doten, well wann een déi Problematik do ervir sträicht, da muss ee mir och soen, wou dann déi grouss Akzenter, déi nei Akzenter vun der nationaler Klimaschutzpolitik an deem Budget 2003 sinn?

Dat si flott Iddien, déi hei virgeluecht ginn an ech kann net erkennen, wat bis elo zu Lëtzebuerg gelaf ass an Hinsicht op en anere Voleit vun dem Kyoto-Protokoll, wou sech d'europäesch Ministere géeneeg hu virun e puer Deeg, wat den Handel mat CO₂-Emissionsrechter ugeet. An anere Länner gi konkret mat Betriber um Terrain zënter e puer Jore schon Essaien duerchgefouert, wéi deen Handel mat den Emissionsrechter ka fonctionnéieren. Zu Lëtzebuerg, menges Wëssens, näischt op deem dote Plang. Mir waarden also erëm eng Kéier bis Texter do sinn, dann erkenne mer de Problem. Da probéiere mer iergendwéi domadder eens ze ginn. Dat ass keng nohalteg Politik. Da doten ass navigation à vue och op deem dote Punkt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zum Schluss vu mengen Ausféierungen hei kommen. Gëschter, pardon, d'lescht Joer sot den Här Wiseler, Rapporteur deemools, dass de Budget soll en Dokument vun der Wourecht sinn. Ech mengen och, d'Budgetsdebatte sollten e Moment vun der Wourecht sinn, an ech mengen, dass dat nach wie vor nëmme bedéngt de Fall ass. Och wann d'Tounlag allgemeng sech geännert huet a vun där Euphorie, déi sech nach deelweis d'lescht Joer hei breet gemaach huet, räichlech wéineg iwweg bliwwen ass, notamment op de Bänke vun de Koalitionsparteien. Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung net professionell gehandelt huet iwwert déi lescht Méint.

Zwee laang Méint, wou se hin an hier gefuer ass, wou se sech net konnt entscheeden, ob se géif eppes maachen oder ob se nach eng Kéier géif, wéi d'lescht Joer, de Problem aussätzen. Dat ass net gutt. Si ass an der Tëschenzäit awer op eng relativ drastesch Aart a Weis vun der Realitéit ageholl ginn. Si klammert sech och elo un 2003 an un d'Hoffnung, dass et zu enger Reprise an der zweeter Hallschent vun 2003 kënnt.

Mä ech soen, och wann et zur där Reprise kënnt, dass d'Effeten sech da réischt méi spéit wäerten hei zu Lëtzebuerg bemierkbar maachen, wéi mer bis elo eigentlech mat engem gewëssene Retard réischt déi negativ Tendenzen zu Lëtzebuerg ze spiere kritt hunn, an de Problem, ech betounen et nach eng Kéier, ass net esou séier de Budget 2003, och emol net 2004. Ech maache mer grouss Suergen, wéi mer 2005 do stinn.

Dat ass also de kruziale Moment an ech hat gare gehat, wa mer wierklech d'Wourecht wëllen hei erfannen, wa mer wierklech mat klarem Kapp a mat roueger Hand wëllen an déi nächst Jore eruegoen an net erëm alles am leschte Moment iergendwéi probéieren ze maachen, dass mer also missten hei méi iwwert den Horizont 2005

schwätzen, kucke wat dann ass, kucke wat dann nach an de Fongen ass, wat fir eng Méiglechkeeten dann nach sinn, wat do nach vun Einnahmen dran ass an dann deementspreechend och handeln.

Ech fäerten, dass d'Regierung nach ëmmer net richtig wëllt erkennen, wat lass ass. Dat geet och aus hirem Internet-Site ervir. Et ass erschreckend a gläichzäiteg, mengen ech, symptomatesch fir d'Haltung vun dëser Regierung, dass am Zäitalter vun eLëtzebuerg, wann een un Regierungsite no wirtschaftlechen Donnéen kucke geet, eng total vereelsten Etüd vun der OCDE fënnt, déi nach mat de Rekordjore 1999 an 2000 sech breet an déi d'Realitéit net erëm spiegelt. Ech mengen, dat bestätegt och, dass d'Regierung wierklech vun den Ereignissen iwwerrullt ginn ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Ady Jung géif lech gär eng Fro stellen, Här Bodry.

(Assentiment)

M. Ady Jung (CSV).- Här President, den Här Bodry huet déi Lëtzebuerg Participatioun un deem Versuergungsschëff, respektiv um Fliger, dee mat der Belsch soll ugeschafte ginn, ervirgestrach. Ech wëll nëmme soen, bei mengen Aktivitéiten am Benelux-Parlament ass ganz belobend ervirgestrach ginn, datt an der Zäit den Här Bodry als Arméiminister de Belsch ganz generéis op deem Plang entgéint komm wier. Wann den Här Bodry elo kritiséiert, wat hien deemools zougesot huet,...

M. Alex Bodry (LSAP).- Oh wat e Quatsch!

M. Ady Jung (CSV).- ...a freet, datt den DP-Arméiminister soll e Rückzieher maachen,...

(Interruption)

Här Bodry, Dir sidd ganz vill gelueft ginn an der Zäit dofir.

M. Alex Bodry (LSAP).- Neen, et deet mer Leed. Dir leit komplett falsch.

Här Jung, ech kann Är Ligen hei nëmme drop zrëckféieren, dass...

(Interruptions)

Ah jo, wann een hei eppes iwwer mech seet, wat net stëmmt, dann ass dee fir mech e Ligner. An ech behaupten, den Här Jung ass e Ligner. Sou laang hie mir net beweist, dass déi intenabel Affirmatiounen, déi en hei gemaach huet, stëmmen, bleif hie fir mech e Ligner an ech wäert e vun elo un e Ligner nennen.

Ech soen lech merci.

M. Ady Jung (CSV).- Här Bodry, dat wat ech elo gesot hunn, dat kënnt net vu mir. Dat sinn déi Belsch Verantwortlech vun der Arméi, déi lech daillech gelueft hunn a mir merci gesot hu fir dee Lëtzebuerg Arméiminister, deen hinnen esou generéis entgéintkomm ass.

M. le Président.- D'Belsch hate bestëmmt net an Uecht geholl, dass e Wiessel an der Lescht hei stattfonnt huet.

M. Alex Bodry (LSAP).- Voilà, voilà.

(Hilarité)

Ech mengen, den Här President huet déi richteg Äntwert ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech mengen, mir fuere elo viru mat eisem Ordre du jour. Als nächst Riedlerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Budgetsrapporteur, dem Calmesse Mill, merci soe fir déi Analys, déi hien - menger Meenung no ass et eng guut Analys - vun der Situation gemaach huet, a fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mat Zouversicht an d'Zukunft kucken, ass d'Reaktioun vum Budgetsrapporteur op déi momentan ekonomesch Situatioun. Et ass d'Devise vun dëser Regierung an et ass méi speziell d'Devise vun der Educatiounsministesch. D'Bildungsoffensiv huet nësch vum hirer ufänglecher Dynamik verluer. D'Bildungsoffensiv steet haut wéi gëschter am Zeeche vum Kampf géint de schoulesche Messerfolleg a fir Integratioun vun alle Kanner. Ob staark oder schwaach Schüler, ob Lëtzebuerger oder auslännesch Kanner, eise Schoulsystem iwwerhëlt seng Verantwortung, fir hinnen all déi bestméiglech Chancen an eisem Schoulsystem ze garantéieren.

De Budget 2003 léisst keen Zweifel opkommen, dass d'Politik vum Educatiounsministère erëm déi Linn verfollegt, déi zënter dräi Joer géllt: De Schüler op alle Pläng a puncto Infrastrukturen, Léierpersonal, Programmer a Léiermethoden déi beschte Méiglechkeeten ze bidden, fir hire schouleschen Erfolleg ze sécheren an hir berufflech Zukunft virzubereeden.

Ouni wëllen der PISA-Debat virze-gräifen, wëll ech just soen, dass d'PISA-Etüd dräi sou genannt Centreperformance vum Lëtzebuerger Schoulsystem ervirgestrach huet. Éischtens, d'Schüler hu Schwierigkeeten hiert Wësse praktesch unzewenden. Zweetens, et besteet eng grouss sozial Inéquitét. An drëtens, vill ze vill Schüler erreechen net emol de minimale Seuil des compétences. D'Tatsache sinn do. Si brauchen net verschéinert an och net verschlechtert ze ginn. Ouni d'Gravitét vum der Situatioun ze verkennen, muss mir trotzdem éierlech mat eis selwer bliwen: D'PISA-Etüd huet keng Wourecht dévoiléiert, déi net schonns bekannt waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reformen hate well virun de PISA-Resultater ugefaangen. Am Budget 2003 spigelt sech eng Bildungspolitik fir eng équitabel, responsabel a performant Schoul erëm, eng Bildungspolitik déi sech op verschidden Haaptaxe baséiert a mat de Schüler e gesamte Kader als Viraussetzung fir eng schoulesch Réussite bitt. Ouni dass ech hei kann op all Detailler agoen, wëll ech e puer Mesuren eraussträichen.

A puncto Recrutement vun Enseignantë wëll ech ënnersträichen, dass am Enseignement secondaire d'Regierung e Plan de recrutement quinquennal festgehalten huet, dee vun der Commission permanente ausgeschafft ginn ass. An dësem Plang ass virgesinn, dass pro Joer 170 bis 190 nei Poste bis 2006-2007 geschafe ginn. Fir déi nächst fënnf Joer solle ronn 900 Kandidaten zum Stage zougelooss ginn. Eng Décisioun, déi méi wéi luewenswäert ass, eleng wann een d'Evolution vun der Schülerzuel gesäit, déi mat sech bréngt, dass mer 65 zousätzlech Poste pro Joer brauchen.

Dobäi kënnt, dass duerch d'Aféierung vun enger zweeter Sessioun vum Examen-concours d'Zuel vun de Kandidaten, déi zum Stage pédagogique zougelooss ginn, substanzuell eropklamme wäert. Sou sinn dëst Joer nach 15 Posten onbesat bliwwen, déi Jore virdu waren et der 34, respektiv 28. Mam Astellen eleng vu Léierpersonal ass et net gedunn. Eng zolidd Basisformatioun, mä och eng guut Formation continue ass noutwennig, fir dass d'Léierpersonal hir pedagogesch Kenntniss an den Dëngsch vum eise Kanner setze

kann. De Budget 2003 huet de Kredit fir déi vergréssert Offer u Formation continue festgeschriwwen.

Et ass selbstverständlech, dass wann d'Schülerzuel eropgeet, déi Infrastrukturen, déi mir hunn, muss verbessert, ausgebessert a souguer erneiert ginn.

Ech wëllt ee Punkt eraussträichen, wou eleng de Schoulministère Kompetenzen huet; an zwar sinn dat d'Schoulbibliothéiken. Dëse Kredit ass op 230.000 Euro erop gesat ginn, an et ass un eise Schoulen, fir dëse Posten, dann och deementspreechend ze notzen.

A puncto Infrastrukturen à l'état pur, wëll ech nach eng Kéier dorun erënneren, dass de Plan directeur sectoriel „lycées“ säin Deel dozou bäidréit, fir weider zousätzlech Schoulgebäuer ze schafen. Nieft deene sëlliche Modernisatiounen a Vergrésserungen vun de beste-hende Gebäuer an dem Bau vum Mamer Lycée technique, kritt och de Péitenger Lycée een neit Gebai. Zu Réiden, zu Jonglënster an op de Frichen am Süden entstinn ebenfalls nei Lycéeeën. D'Zuele vum Budget 2003 ënnersträichen dës Politik.

De Fonds d'investissement public scolaire weist eng substanzuell Augmentatioun op, an zwar geet e vun 69.500.000 Euro op 102.833.000 Euro erop. Ech sinn iwwerzeegt, dass mat der Zesummenaarbecht vum Ministère des Travaux publics de standardiséierte Konstruktionsplang säi Versprieche wäert halen an deen Délai, dee mer alleguer esou kritiséieren, vum Plang bis zum Bau vun engem neie Schoulgebai wäert verkierzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Schoul vum Erfolg, déi baut natierlech op op e Qualitéitsenseignement, an deen Enseignement, dee verlaangt awer net nëmme Mesuren, déi finanziell zu Buch schloen, mä och Mesuren, déi sech éischter an de Käpp an an der Mentalitéit erëmfinden. An deem Sënn wëll ech der Educatiounsministesch fir déi Mesuren félicitéieren, déi an hirem Zesummespill näischt méi Elementares, Wichtige verkierperen, wéi eng équitabel Prise en charge vun alle Schüler.

D'Erfahrung vu ville Joren huet zum Beispill bewisen, dass d'Schüler am Primaire, nach laang net alleguer deeslewechte Léierhythmus hunn. Mat de Cycles d'apprentissage ass et eis haut méiglech, op individuell Schwächte mä awer och op d'Stärke vun deenen eenzelne Kanner anzugeen. Den Educatiounsministère leet ganz bewusst e verstärkten Akzent op déi éischt Joren, déi d'Kanner an der Schoul verbréngen, well et sinn dës Joren, déi all ze oft iwwer de spéidere schouleschen Erfolleg oder Messerfolleg entscheeden.

Déi bescht méiglechst Virbereedung op de Secondaire, oder de Secondaire technique, sou wéi dat spéidert Beruffliwen, fänkt unni Zweifel an der Primärschoul un. D'Aufgab vun der Schoul begrenzt sech natierlech net nëmme stuer op de Klassenall. Nieft den Hausaufgabe sinn och d'Cours d'appui oder aner Encadrementsmesuren wichteg, fir deene Kanner, déi Schwierigkeeten hunn, ze hëllefen.

Am Enseignement primaire falen d'Structures d'accueil ënnert d'Gemeengekompetenz a gi vum Familljeministère géréiert. De Bildungsministère dréit allerdéngs och säin Deel u Verantwortung. Aus deem Grund hunn ech d'Kritik vun der LSAP - déi ewéi esou oft open Dieren arennt - an dem Steeseler Appel net ganz verstanen, wou se vu Betreuungsstrukturen ausserhalb der Schoul schwätzen, vu dass den Educatiounsministère engersäits de Gemenge mat 550.000 Euro ënnert d'Aerm gräift,

fir zum Beispill Hausaufgabenhëllef unzubidden, an op där anerer Säit de Familljeministère nëmmen drop waart, dass d'Gemengen mat Structures d'accueilsprojete solle kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëscht vun all deene Mesuren a Servicer, déi am Dëngsch vum de Kanner stinn, ass laang. Ech erënneren zum Beispill och un d'Gesetz iwwer d'Schafe vu regionale Büroen, wou d'Inspekteren hir pedagogesch Missioun verdéiwe kënnen, an d'Elteren an d'Gemengen den direkte Kontakt zum respektive Inspekter fanne kënnen. Déi néideg budgetär Moyene sinn an dem Budget 2003 virgesinn.

Och am Beräich vun der Education différenciée ass et begréissenswäert, dass déi héich Kreditter vum viregte Joer fir dëse Budget bäibehale gi sinn. Et handelt sech ëmmerhin ëm eng Zomm vun 30 Milliounen Euro, déi d'Regierung hei investéiert, fir deene Kanner mat ganz besonnesche schoulesche Schwierigkeeten ze hëllefen.

Et feelt mer un der Zäit, fir all eenzelen Reform opzezielen, mä eppes steet awer fest, d'Bildungsministesch huet net nëmme neien Elan an de Schoulsystem bruecht an do reforméiert, wou et dringend noutwendig war, mä si huet och d'Leit um Terrain motivéiert kritt, fir dass si mat deem néidegen Engagement eise Schoulsystem nees op Trab bréngen.

Ech géing mir wënschen, dass dës éierlech a gezielte Motivatioun net nëmme op Regierungsniveau ze spiere wier, mä och op parlamentarescher Säit. Bei eise sozialistesche Kolleegen hunn ech do sou meng Zweifel. Kritik a Kritik ass zweeërlee. Sech, zum Beispill an der Press, iwwer d'Education différenciée ausloossen, dat ass eng Saach, mä fir dann awer net emol do ze sinn - ausser den Här Scheuer zu lechternach -, wa mer als Educatiounskommissioun op den Terrain ginn an eis d'Strukturen zu Esch an zu lechternach ukucken, dat ass eng ganz aner Saach. Ech fannen et onverantwortlech fir op déi doten Aart a Weis wëlle Politik ze bedriewen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Agny Durdu (DP).- Dee schlechte politesche Stil vun der LSAP hat awer nach op anere Plaze säin Néierschlag fonnt, wéi ewell gëschter vum Jean-Paul Ripinger ënnerstrach ginn ass.

(Interruption)

Neen, neen, neen.

Une voix.- Ah, huet Dir een aneren.

Mme Agny Durdu (DP).- Ech hunn een aneren.

(Hilarité)

Mä ech soen awer dat, wat och meng Iwwerzeegung wor, a wat ech jo selwer an der Kommissioun erliewen.

D'Orientéierungsdebat iwwer PISA, déi huet anscheinend d'LSAP ugefrot. Ech weess bis ewell nëmme, dass déi Gréng dës Debatt ugefrot hunn. A weder an der Orientéierungsdebat iwwer d'Integratioun an der Schoul, nach am Virfeld vun der PISA-Debat huet d'LSAP op eis Opfuerderung an der Educatiounskommissioun Propositiounen eragereecht. Déi Gréng hunn dat gemaach.

Et ass Schued, dass, wou sech de Koalitionspartner CSV nach viru kuerzem fir DP-Bildungsoffensiv ausgesprach huet, ausschliesselech d'LSAP probéiert weiderhi krampfhaft eng negativ Politik ze bedriewen a, menger Meenung no, virun allem op Nieweschaplaze sech betäegt.

Wou wor d'LSAP während 15 Joer Regierungsbedeelegung? Gëschter ass hei vun öffentlechen Internater geschwat ginn. Dir hat de Bauteministère. Wou sinn dann déi öffentlech Internater, wou Dir elo op eemol der Meenung sidd, dass déi esou wichteg sinn? Dës Regierung, déi huet hir Verantwortung elo do ewell iwwerholl. Bei deem Réidener Lycée ass een öffentlecht Internat virgesinn.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem klengen Exkurs, géif ech zum Schluss awer nach e puer méi positiv Punkte wëllen opzielen, déi de Budget 2003 am Beräich vum Sport virzeweisen huet.

Den aachte Fënnfjoresplang bréngt eis Majoratiounen vu 85% am Departement vum Sport fir all déi sëlliche Amélioratiounen a Renovatiounen, déi an deene besteenden Infrastrukturen oder an neien Infrastrukturen musse gemaach ginn.

Insgesamt bleift feststellen, dass de Sportsministère seng Bereetschaft fir den Elitesport daitlech ënner Beweis gestallt huet. D'Föderatiounen kréien déi néideg Gelder fir Sportler intensiv op d'Olympiade virzubereeden. Mä och um Niveau vum Schoulsport an dem Sport périscolaire steigert de Ministère seng Ënnerstëtzung op 195.500 Euro.

De Sport tout court huet eng fest integréiert Plaz an eiser heiteger Gesellschaft. En dréit zu enger besserer Liewensqualität an enger besserer Gesondheet bäi. D'Gemenge woussten dësen Engagement ze schätzen. D'Regierung gétt hirer Missioun an dësem Sënn gerecht. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass hei oft ugeklongen, speziell vu Säite vun der Regierung an de Majoritéitsparteien, dat d'Reserve vum Stat grouss wäeren, dat mer där vill hätten an dat doduerch alles fir déi nächst Joren ofgeséichert wier. Ech well awer soen, dass, wann ee sech déi Donnéeën e bësse méi genee ukuckt, een awer och do muss e puer Reserve maachen, notament wann ee kuckt, wéi den Trésorminister dës Suen, déi mer als Reservafongen hunn, ugeluegt huet. Een Deel vun de Sue läit um Compte courant, en zweeten Deel läit um Spuerbuch an en drëtten Deel ass ugeluegt an Obligatiounen.

Mat deenen Investitiounen hu mer keng Problemer, mä den Trésorminister ass och higaangen an huet 630 Milliounen Euro an 9 Tranché vu 70 Milliounen, dat heescht 282 Milliounen al Frange pro Tranche, a sougenannt EMTN, European medium-term-notes bei der Spuerkeess investéiert.

Déi EMTN sinn e ganzt sophistiquéiert Instrument, wat just nëmme geduecht ass, fir institutionell Investisseuren, déi eng gewësse Spekulationen maachen, sech eng gewësse Plus-value erhoffen, andeems se op d'Bourse ginn.

Ech wëll versichen an e puer Wieder ze soen, wat hei geschitt ass. Déi European medium-term notes garantéiere jee no Tranche 1 bis 1,5% Revenu oder e Prozentsaz vu Revenu aus dem Fonds de rendement vun deenen Titren, dat heescht Dividende mat Zënsen, déi do falen.

Wann dat Resultat méi héich ass wéi 1,5%, da gétt tëschent der Bank an dem Stat gedeelt. Si garantéieren och, dat de Stat seng initial Mise rembourséiert kritt, awer nure bei der Fällgeket vun enger Tranche, dat heescht op deem Datum, deen dofir virgesinn ass. All Tranche vu 70 Milliounen

Euro huet eng Festlafzäit vun e puer Joer. D'Tranché gi fälleg, esou wéi den Investitiounsplang dat virgesäit. Déi éischt 2003, an „man höre und staune“, déi lescht am Joer 2011. De Remboursement vun dem initiale Verméigen ass awer nëmme garantéiert, wann eng Tranche net virdu muss verkaaft ginn, well een d'Sue brauch. Dat ass e ganz wichtige Punkt, well wann eng Tranche verkaaft gétt, da géllt natierlech den heiteje Wäert. Ech wäert nach dorobber zréckkommen.

Banktechnesch gétt d'Garantie vun dem Remboursement a vun de Revenuen erreicht duerch e Contrat SWAP mat engem Contrat de rachat. Dat sinn déi Donnéeën, déi ee muss kennen, wat d'Garantien ugeet. Wat d'Hoffnungen an d'Risikoen ugeet, dat ergëtt sech aus der Investitiounspolitik an aus dem effektive Revenu. Déi néng Tranché vun 70 Milliounen Euro sinn a verschidden Titren, déi op der Bourse kotéiert sinn, investéiert. All Tranche huet eng aner Investitiounspolitik, all Tranche ass haaptsächlech un d'Performancen ugelehnt, mä net exklusiv, vum Dow Jones an Eurostocks 50.

De Stat profitéiert awer nëmme deelweis vun de positive Performancen an zwar jee no Tranche am Prozentsaz tëschent 26 a 86%. Nu weess awer jiddereen, dat d'Bourse-Indexen, notament den Eurostocks, kräfteg no ënne gezunn hunn, an zwar ëm 35%. Am Klaren ausgedréckt: Onsen Trésorminister spekuléiert mat eise Steiergelder op der Performance vum Aktiemaart.

Esou wäit déi essentiell Donnéeën. Wann een esou eppes behaupt, muss een et natierlech och beweise kënnen a Fakten uféiere kënnen. Do wëll ech zum Beispill d'Donnéeën huele vum Revenu.

Wann een déi 630 Milliounen op d'Spuerbuch géif setzen, oder op e Compte à terme, dann hätt een e Rendement krut vun 3,38%. Déi 630 Milliounen sinn awer an EMTN ugeluegt ginn, an déi hunn nëmme 2,3% un Zënsen abruucht. An Zuelen ausgedréckt huet d'EMTN 14,4 Milliounen abruucht. Wann de Minister se op d'Spuerbuch gesat hätt en 28,3 Milliounen Euro kritt. Manque à gagner: 13,9 Milliounen Euro oder 561 Milliounen Frang. Resultat: De Stat huet 13,9 Milliounen Euro oder 561 Milliounen Frang tëschent März 2001 a März 2002 verluer, an huet bis Enn dës Jores ronn 1 Milliard al Frangen un Zënse verluer. An dat geet leider och vläicht nach e puer Joer esou weider. Dëst ass eng Tatsache, déi sech net ewech leegne léisst. D'Cour des Comptes huet déi Zuele ganz kloer gesot. Déi sti fest. Och den Direkter vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet hei monéiert, dat risikoräich investéiert ginn ass.

Fest steet eendäiteg, dat bis haut d'Land duerch déi Politik kräfteg Sue verléiert. Wann een 1 Milliard an annerhaleft Joer un Zënse verléiert, da muss ee se iwwer ee Mehrwäert bei den Titren an den Eurostocks erëmkréien. Deem ass awer elo net esou, an et schéngt, dat et bis zur nächster Tranche och net esou wäert sinn.

Wann déi eenzelen Tranché vun 2003 u rembourséiert ginn, gétt d'Perte méi kleng. Mä de Risiko besteet, dat insgesamt e puer honnert Milliounen Frang un Euro net kënnen gebucht ginn. Tranché vun 70 Milliounen ginn all Joer fälleg. Eng éischt am Joer 2003, déi lescht, wéi gesot, am Joer 2011. Wann de Stat dringend Sue bräicht, a mir sinn jo an der Hypothese hei dran, wa keng zousätzlech Plus-Value kommen, an et misst eng Tranche vun 70 Milliounen Euro verkaaft ginn, da géng de Stat haut ronn 25% Milliounen Euro verléieren oder 1 Milliard. Wann ee se alleguer misst verkafen, 9 Milliarden.

Do dertëscht läit de Risiko. Wann all Joer eng Tranche rembourséiert gétt, gétt de Risiko méi

kleng. Wa mir eng Kéier musse verkafen, lafe mir e ganz schwéiere Risiko, a wa mer deen net droe wëllen, da musse mer op de Maart léine goen, fir dat heite kënnen deelweis opzefänken.

D'Réserve budgétaire an d'Spezialfongen erlaben Investitiounen ze finanzéieren bis 2005. Dann ass kee Su méi do. D'Sue sinn ugeleegt bis 2011. Dir gesitt selwer, datt hei de Risiko ganz reell ass. Spekuléieren mécht een, wann ee seng Suen net op d'Spuebuch setzt oder a sécher Obligatiounen uleet, mä wann ee seng Suen op der Bourse investéiert an hofft, datt een doduerch ee vill méi grouse Rendement kritt. Mä wann een hofft, méi ee grouse Rendement ze kréien, geet een och méi ee grouse Risiko an.

Mir hu keen Trésorminister, mä e Spekulationsminister, dee mat mëttelfristeg gebraachte Gelder op d'Bourse spille geet. Ech mengen, dat ass déi falsch Politik, a wann ech elo net ka mat méi präzisen Zuelen déngen, dann huet dat eng Explikatioun, well een net ka wëssen, wéi d'Bourse évoluëiert. Par contre, wann d'Geld um Spuebuch wär, da kënt ee mat präzisen Zuelen déngen.

An datt spekuléiert gouf, dat ergëtt sech och aus dem Descriptif, dee vun der Bank bei ähnlechen Investitiounen un d'privat Clienté verdeelt gëtt. Ech erlabe mir dat virzelesen: „Des pertes de valeur ne peuvent pas être exclues, et ne peuvent entraîner aucune responsabilité de la banque. Les rendements futurs dépendent primordiallement des développements des marchés financiers“.

Mir fuerderen, datt de Spekulationsminister sech an d'Finanzkommission oder an d'Commission du Contrôle budgétaire rechtfertige kënn, an datt hien der Chamber all Mount Opklärung gëtt, wéi d'Trésorerie évoluëiert. Ech verweisen och op eis Motioun an deem Sënn. Mir verlaange weider, datt keng Investitiounen méi getäteg ginn an EMTN oder ähnlech risikant Investitiounen.

Ee Wuert nach an deem Kontext, zu engem Punkt deen och an der Aktualitéit steet, dee vum Secret bancaire. Ech wëll direkt soen, datt den ADR hannert der Regierung steet, wann et heescht, vu sengem Vetorecht Gebrauch maachen an d'Intérite vu Lëtzebuerg ze verteidigen. Ech wëll awer och drun erënneren, datt mir permanent gesot hunn, datt déi Politik déi d'Regierung ugaangen ass, ënnert dem viregte Budgetminister, dem Här Fischbach, an och nach méi schlëmm zënter Feira, eng schlecht Politik war, datt ee sech do an eng Strategie de défense eraginn huet, an datt et falsch war op dee Wee ze goen an déi Politik anzuschloen, déi d'Regierung gemaach huet. Dat ass dat, wéi no Feira an allen Zeitunge stong, datt Lëtzebuerg géing d'Bankgeheimnis opginn. Dee Message war ukomm, zënterhier komme bal keng nei Clienté méi op eis Banken.

Ech wënschen awer datt d'Regierung hei ferm bleift a sech durchsetze kann. An ech wollt nach eng Kéier eisen Appui dokumentéieren.

Drette Punkt: d'Mëttelstandspolitik. D'Regierung huet den 2. Februar 1999 en Aktionsplang fir de Mëttelstand ugeholl a bekannt ginn, e wichtegt Dokument, mä et huet een d'Impressioun, datt de Mëttelstandsminister net genau wusst, wat e soll domadder maachen, do huet e sech emol drop gesat. Zënterhier, an ech si frou, Här Minister, datt Der haut hei sidd, den Zoufall wëllt dat dat sécher esou, dofir kënnen mer dat och à vive voix diskutéieren, ass op deem Gebitt net vill geschitt.

De Règlement grand-ducal, deen d'artisanal Beruffer definéiert, gëtt net periodesch a jour gesat. D'Regierung dreift d'Suen, déi de Stat ze gutt huet, ëmmer méi séier an,

mä si verpasst awer deeselwechten Abléck, fir och méi séier auszebezuelen. Au contraire, bewosst ginn den Entrepreneurs hir Sue virenthalen, fir Trésorieschwieregkeeten ze évitéieren, an da gëtt ëmmer méi spët an ëmmer méi spët bezuelt. Déi Donnéeën, déi mer an der Finanzkommission kritt hunn, weisen ganz kloer, datt et esou ass.

De Centre de formalité besteet net. D'Reform vum Gesetz iwwert d'Schwaarzaarbecht ass net realiséiert. D'Reform vum Faillitëgesetz ass net realiséiert. D'Transposition vum Directiv „détachement“ ass net realiséiert.

(Interruption)

Ech soe just nëmme dat, wat haut ass.

D'Problemer fir d'Schafe vu lokale Décharge fir de Bauschutt sinn net geléist. D'Handwierkerkammer bedauert hirersäits an hirem ganz gudden Avis zum Budget, datt am Développement durable keng Linn ze erkennen ass, an datt nëmme gepiddelt gëtt. Et muss een och bedauern, datt beim Taux de bonification d'impôt fir Investissementer déi Ausweitung, notament vum deem Investitiounskredit, net gemaach ginn ass. D'Base d'assiette ass net élargéiert ginn.

Mir hätte gär, datt d'Regierung higeet an d'Software, zum Beispill, mat an déi Bonifikatioun eran zitt, egal wéi se elo ugeluecht ginn, iwwert d'Realisatioun vum engem Informatiksdepartement, iwwert d'Kafe vu Software an de Geschäfte oder iwwert d'Sous-traitance vum engem Deel vum Développement vum der Informatik. Mir hätten och gär, datt d'Recherche an den Développement steierlech besser ënnerstëtz ginn, an datt mir bei den Investitiounen à caractère écologique den Artikel 5 vum Artikel 32bis suppriméieren. D'Steierverwaltung soll eng prezis Lëscht ugi vun deenen Investitiounen, déi dovunner kënnen bénéficiéieren.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, dat waren déi puer Remarken, déi ech an där Zäit, déi mir zur Verfügung stong, wollt maachen.

■ **M. le Président.** - Als nächst Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech huelen un, datt den Här Juncker spëtstens 2004 an d'Häll geet, well d'lescht Joer ëm des Zäit huet hie mir op meng Kriticke géint Erofsetzung vum Taux vun der Gewerbesteier folgendes geäntwert: „Et geet och des Kéier net bei der Däiwel, a wann et bei der Däiwel geet, Här Gira, da gi mir zesummen an d'Häll.“

Abee, Här President, ech sinn der Meenung, datt et spëtstens 2004 bei ville Gemengen bei der Däiwel geet, well wann eng Steier, déi en Drëttel vun de Revenuen ausmécht, ëm 40% erofgeet, da muss et bei der Däiwel goen. Ech wëll dem Här Juncker awer soen, datt ech net wëlles hu mat him an d'Häll ze goen 2004, well ech hu mir nämlech näischt virzwerfen an deem doten Dossier.

Ech hunn am Numm vun deene Gréngen bei deene verschiddegen Attacken op d'Gemengefinanzen am Allgemengen, an op d'Gewerbesteier am Speziellen virun den dramatesche Konsequenze vun deene Mesure gewart. Haut sti mir do, wéi d'Kand beim Dreck. Et war kloer virauszagesinn, et ass scho sécher, datt d'Finanzkapazität vum de Gemengen enorm ageschränkt, wann net op null erofgesat wäert ginn. Et kënn nach vill méi schlëmm, wéi ech perséinlech geduecht hat. Mir riskéieren, datt Finanzkapazität op null am Joer 2004 wäert sinn.

Elo kann een d'Fro stellen, an et muss een d'Fro stellen: Firwat ass dann d'Répercussioun vun deem

Sickerbrand oder vun deem Schnapp, wéi gewisse Leit et duerstellen, bei de Gemengen méi séier a vill méi dramatesch, wéi beim Stat selwer?

Ech gesinn do virun allem dräi Ur-saachen. Éischtens, treffe bei der Gewerbesteier de wirtschaftlechen Abroch an d'Auswirkunge vun där leschter Reform, mä och d'Auswirkunge vun deene Reforme virdrun, voll zum selwechte Moment openeen. Zweetens, hunn d'Gemengen, mat ganz wéinegen Ausnahmen, keng Reserven. An drëtens, ass d'Verschëldungskapazität bei ville Gemengen elo scho staark strapazéiert.

Fir des elo scho relativ schlecht finanziell Situatioun a Mangel u Spillraum gëtt et Erklärungen. Éischtens, d'Gemengen hu vun deene fette Joren net an deemselwechten Ausmooss profitéiert wéi de Stat. Ech hunn dat schon des Öfteren hei nogerechent. Ech brauch dat net nach eng Kéier ze maachen. Dat kann een an all Rapport vum Ministère de l'Intérieur noliesen. Zweetens, hunn d'Gemenge vum Stat an der leschter Zäit ëmmer erëm nei Aufgaben duergesetzt kritt. Och do brauch ech net an den Detail ze goen. Ech erënneren un de Précoce, un d'Structures d'accueil an aner Aufgaben. An drëtens, an dat ass, mengen ech, net onwesentlech, spieren d'Gemengen schon haut d'Nofolgekäschte vun där rasanter demographescher Entwécklung, déi de Stat, esou wéi den Emile Calmes dat a sengem Rapport duergestallt huet, eréischt an deenen nächste Joren a Jorzéngten wäert spieren.

Här President, während de Stat also zumindest nach en Apel fir den Dusch huet, setzen haut scho vill Gemengen bei Waasser a bei Brout. Duerfir ass d'Reaktioun vum Innenminister op déi akut Kris bei de Gemengefinanzen awer och alles anescht wéi adequat. Déi Circulaire vum 27. November 2002 ass an eisen An e schlechte Witz. Ze mengen, déi eventuell Plus-valüé vun 2002 an 2003 géingen duergoen, fir d'Lach vun 2004 an duerno ze stoppen, ass wierklech naiv.

Et ass net fair, datt déi, déi am mannst vun de fette Jore profitéiert hunn, als Éischt elo mussen an hir eegen Täscher gräifen. Haut feelen de Gemengen genau déi Milliarden, déi hinnen duerch déi eenzelen Reforme vun der Gewerbesteier entzu gi sinn. Mir haten dat emol ausgerechent a waren op 4 bis 5 Milliarden al Frang komm. Dat si genau déi Suen, déi eis elo feelen, fir a méi schlechten Zäiten awer nach einegermoossen iwwert d'Ronnen ze kommen. Fir eis, an dat wëll ech hei klorstellen, als Gréng ass et selbstverständlech, dass och d'Gemenge méi lues mussen trëppelen, wann et wirtschaftlech allgemeng méi schlecht geet. Mir sinn awer net d'accord, dass se total handlungsonfäeg gemaach gi sinn duerch politesch Décisiounen vun der Regierung, déi an Zäite geholl gi sinn, wéi et nach wirtschaftlech gutt gaangen ass.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dofir verlaange mir als Gréng, dass d'Gemenge fir déi Ausfall, déi duerch d'Reform vum leschte Joer bedéngt sinn, kompenséiert ginn. Et kann ee graff schätzen, dass bei deene minus 40% ongeféier d'Halsschent duerch déi méi schlecht wirtschaftlech Situatioun bedingt ass. Mat deenen Ausfall hu mir, wéi gesot, kee Problem. Et ass lo-gesch, dass d'Gemengen déi och ze spiere kréien, mä mir plädéieren awer dofir, dass eng Kompenséierung kënn fir déi aner 20%, déi an eisen An total onberechtigt sinn.

Mir hätten eng Piste ze proposéieren an zwar, ob een net kéint driwwer diskutéieren, dass de Stat d'Paie vum Léierpersonal géing iwwerhuelen. Do ass et jo souwisou esou, dass de Stat responsabel ass fir d'Héicht an d'Ausmooss vun der Entwécklung vun deene Salären. Mir fannen et net normal, dass d'Gemengen do substantiell Beiträg musse leeschten, wou si awer kee Millimeter kënnen bei der Gestaltung vun deeser Ausgab matschwätzen.

Mir missten awer och, Här President, an dat schéngt mir an der heiter Situatioun nach vill méi wesentlich ze sinn, endlech méi eng substantiell Diskussioun féieren iwwer eng Reform vun de Gemengefinanzen. Haut fält et eis op de Kapp, haut rächt et sech, dass des Reform vun där scho jorzéngtelaang geschwat gëtt, ëmmer erëm op déi laang Bänk gedréckt ginn ass. Et géing ze wäit féieren, wann ech elo iwwer eis Virstellungen an deem Beräich géif schwätzen. Ech wëllt just e puer Gedanken soen an e puer Pisten ugin, wéi mir eis dat virstellen.

Fir eis missten d'Gemengefinanzen dräi Kritäre gerecht ginn: D'Einnahmen misste permanent sinn, si misste stabel sinn a se misste prévisibel sinn. Déi Leit, déi am Gemengesecteur aktiv sinn, mengen ech, kënnen mir bestätegen, dass mir praktesch haut de Géigendeel vun deenen dote Kritären hunn. Mir mierken hei wéi total konjunkturfahéng mir bei eise Recette sinn. Mir mierken, dass mir ganz vill Recetten hunn, déi net permanent sinn, net stabil sinn a scho guer net prévisibel sinn. Et ass net gutt, fir eng Politik kënnen ze maachen, wann een d'est Joer emol net weess, wat een d'nächst Joer nach an engem Budget huet. Wéi soll een dann do eng laangfristeg nohaltig Politik kënnen maachen?

Et geet fir eis als Gréng drëm, dass een d'Gemengen erëm vill méi op déi eege Féiss stellt. Och do just e puer Pisten. Mir misste méi eege Recetten hunn. Mir verlaange scho laang eng grondleeënd Reform vun der Grondsteier. Domat kéint een eventuell zwou Mécke mat engem Schlag schloen, éischtens lues a lues emol erëm eng eege relativ substantiell Recette fir d'Gemenge schafen, déi och deenen dräi Kritäre vu permanent, stabil a prévisibel géing entsprechen, well eng Grondsteier ass net konjunkturfahéng. Déi kann ee selwer definéieren. Déi huet mam Besëtztum ze dinn, wou ganz wéineg ännert. Do wier et un der jeeweileger Gemeng fir festzesetzen, wéi héich, dass si déi da wëllt schrauwen.

En plus, mengen ech, wier et an Zäite vun engem Gaspillage vun eisem raren Terrain, wierklech en zousätzlech Instrument, fir d'Spekulation, innerhalb vum Perimeter zumindest, anzudämmen. Ech wëll net soen, dass ee se domat total an de Grëff géif kréien. Firwat si mir net amstand oder firwat geet den Innenminister net hin a mécht emol Proposen? Ech hat zumindest dat Gefill, dass bei den Debatten iwwert déi nei Kompetenzopdeeling Stat/Gemengen et awer machbar misst sinn an deem Haus hei eng Majoritéit, fir esou eng Reform ze kréien.

Kommt mir ginn déi un! Ech menge jo net, dass dat la mer à boire wier. Wann een zwee, dräi Spezialiste géif drop setzen, misst ee jo awer an e puer Méint eng Propos op den Dësch kréien, wou een driwwer diskutéiere kéint an nach vläicht an deeser Legislaturperiod eppes op de Wee ginn, fir dass een duerno zumindest emol erëm eng méi substantiell Recette am Gemengebudget hätt, déi deene Kritären, déi ech elo grad ernimmt hunn, géif gerecht ginn.

Selbstverständlech sinn d'Gemengen selwer an der Flicht, fir hir Taxen dem Principe pollueur-payeur unzepassen. Ech sinn iwwerzeegt, dass wann een déi 118 Gemen-

genbudgete géing duerchforsten, een nach eng Rei Gemengen géing fannen, déi nach Joer fir Joer mindestens 100.000 Euro bälleeën, sief et beim Offall, sief et beim Ofwaasser. Virun allem hunn ech dat Gefill, dass déi wéinegst Gemengen de Kritär Pollueur-payeur applizéieren a massiv Geld bälleeën.

Wann ee kuckt, wat op där enger Säit bezuelt gëtt an Ofwaassersyndikater, a wat op där anerer Säit erakënn beim Ofwaasser, ech mengen, do ass eng Selbstverpflichtung, do kéint esou munnecht Lach nach gestoppt ginn, well dat si vläicht net ëmmer immens héich Milliounebeträg, mä dat wieren awer Beträg, déi Joer fir Joer géifen erakommen. Ech mengen och, dass d'Leit dobaussen steierlech nach net esou belasscht ginn, dass si dat doten net géinge verkraaften.

Ech sinn der Meenung, dass ee sech awer och misst Gedanken maachen iwwer nei Taxen, déi een am Gemengeberäich kéint aféieren. Ech wëll just drop hiweisen, dass et fir eis awer kloer ass, dass des Taxen net alleguerten dierfen zu Laaschte vun de Salariéer goen, mä dass ee misst kucken, dass d'-Betriber hire Beitrag zum Fonctionnement vun de lokalen Autoritéiten a Strukture misste baidroen.

(Interruption)

Neen, mä et kéint ee sech iwwer eng Versigelungssteier Gedanken maachen, wou d'Betriber hiren Deel géife bäisteieren. Mir sinn der Meenung, dass wann ee sech géif zesumme setzen, dass et machbar wier um Gemengenniveau eng grundsätzlech ekologesch Steierreform ze maachen, wou een déi Saache géif prinzipiell besteieren, déi méi rar gi sinn an deene leschten 150 Joer, während aner Saache missten entlaascht ginn.

Ech menge schon, dass wann ee sech emol am Ausland géif ëmheiere, wann een d'Käpp géif zesummen strecken, da misst et machbar sinn nei Forme vu Revenuen ze fannen. Wéi gesot, mir géifen drop halen, dass effektiv en Ausgläich géif stattfannen tëschent de Salariéer an de Leit, déi Betriber hunn, well soss riskéiert dat ze geschéien, wat de Gast Gibéryen gëscht hei gesot huet a wou ech him Recht ginn, dass iwwert d'Gewerbesteier d'Betriber massiv, awer wierklech massiv entlaascht gi sinn, an dass elo d'Gemenge forcéiert ginn iwwer Taxen, déi awer virun allem hir Bierger a Biergerinne betreffen, déi Suen erëm eranzehuelen.

Dat ass eng Verlagerung vun der Steierlaascht, déi mir op jidde Fall net kënnen mat droen a wou mir an deem Sënn, wou mir eppes ze soen hunn an do, wou mir mat an der Verantwortung sinn, wäerte proposéieren, dass eng vun de Mesuren den nächsten Oktober wäert sinn, den Taux vun der Gewerbesteier eropzesetzen. Wann ee kuckt, dass et deene meeschte Betriber jo awer net esou schlecht gaangen ass déi lescht Joren an och elo nach net esou schlecht geet, fanne mir, wann et esou ausgesäit, wéi wann d'Gemengen total handlungsonfäeg ginn, den Zäitpunkt erëm komm ass, wou een op Gemengenniveau den Taux vun der Gewerbesteier an d'Luucht setze kann. Dat ass op jidde Fall eng Piste vu villen, déi mir wäerte verfollegen.

Ech mengen awer och, dass d'Gemengen nei Aktivitéite kéinten agoen, wou si mëttel- a laangfristeg zumindest ofgeséichert Revenuen hätten. Mir denken do un de Beräich vun alternativen Energien, wou sécherlech an enger Ugangphas eventuell e bësse Sue misste bäigesteiert ginn, wou awer en Zukunftssektor existéiert, wou mëttel- a laangfristeg awer kéinte Revenuë kommen.

Mä an all deene Pisten, déi ech elo opgestallt hunn, stelle mir awer lei-

der fest, dass och do d'Reaktioun vum Innenminister alles wéi net adequat ass. Ech hu selwer erlieft, dass hie sech massiv géint d'Asetze vun neien Taxe wiert. Aner Leit hunn um eegene Leif erfuer, wéi vill Steng een an d'Wee geluecht kritt, wann een an de Beräich vun den alternativen Energie wëllt goen. Jo, mir hunn et net gegleef, wéi mir gellies hunn, dass den Innenminister elo de Gemengen recommandéiert, hir beschte Stécker aus dem Trousseau ze verkafen.

Et ass net ze verstoen, dass grad an där heiter Situatioun den Innenminister op eng Fro vu mengem Kollege François Bausch, am Kontext vun der Liberaliséierung vum Strom, de Gemenge wierklech recommandéiert hir Elektrizitéitswierker un den Éischtbeschten ze verbubelen. Wann ee weess, dass déi Gemengen, déi d'Chance haten, muss ech soen, iwwer Jorzéngten nach en eegent Elektrizitéitsnetz ze hunn, e gudden Deel vun hire Servicer konnten iwwer e Benefiss, wa se gutt organiséiert waren, deen déi Wierker ofgeworf hunn, finanzéieren, da fannen ech et scho bal skandaléis, dass an enger Situatioun, wou mir riskéieren, dass d'Gemengen an zwee, dräi Joer total handlungsonfäeg sinn, den Innenminister soss näischt ze dinn huet, wéi deene Gemengen ze recommandéieren, dat dote Kapital elo nach um Privatmarché ze verscherbelen. Dat ass wierklech awer eng Reaktioun, déi bal net méi nozevollzéien ass.

(Interruption)

Eiser Meenung no, ass dat dote wierklech déi total falsch Reaktioun. Et ass déi falsch Politik, wann een nach staark Gemenge fir d'Zukunft wëllt.

Mä vläicht, Här President, wëllt deen Innenminister, vläicht wëllt dees Regierung iwwerhaapt keng staark Gemengen. Dat ass d'Fro, déi ee sech hei zumindest ka stellen. Vläch wëllt dees Regierung ganz bewusst d'Gemengen erëm op hir initial Missiounen aus der Zäit vun der franséischer Revolutioun zréck drécken.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Kommt, mir iwwerginn dem Innenminister d'Gemengeréit.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Et wier eng Iddi, well wann et esou weidergeet wéi elo, da freet ee sech firwat een nach 118 Gemengeréit, Buergermeeschteren, Schaffen a Conseilere braucht, well et huet een dat Gefill, dass deen Innenminister an dees Regierung d'Gemenge wellen op hir obligatoresch initial Missiounen vu virun 200 Joer zréck drécken,...

(Brouhaha général)

...déi dora longen, fir Rou an Uerdnung ze suergen an Aarmenheiser ze baue fir déi, déi duerch all sozial Netzer gefall sinn.

Et muss een hei op lokalem Plang déiselwecht Fro stellen, déi mä Kollege François Bausch gëschter fir d'Politik um nationalen, um Welt-niveau, gestallt huet. Et ass ganz kloer, et muss een definéieren, wéi e Rôle de Stat an d'Gemenge sollen hunn. Mir gehéieren net zu deenen, déi dat nach just wellen op law and order reduzéieren, weder um nationalen nach um kommunale Plang.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- A mir wäerten alles dru setzen, fir eis géint esou Tendenzen ze wieren. Ech sinn iwwerzeegt, hoffen zumindest, dass mir do ganz staark Alliéierter fannen.

Déi dote Politik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, entsprécht net de Virstellungen, déi déi Gréng vun der Roll vun de Gemengen am 21. Jorhonnert hunn. Am Géigendeel, mir sinn der Meenung, dass mir staark Gemenge brauchen, fir eng Rei gréisser Erausforderungen an der Gesellschaft unzegoen.

Mir brauchen d'Gemengen am ekologesche Beräich, fir eng aner Energiepolitik, fir eng aner Verkéierspolitik émssetzen. Mir brauchen d'Gemengen am soziale Beräich, fir nei Forme vu gesellschaftlecher Solidaritéit an ugepasster Noperschaftshëllef ze entwéckelen. Jo, mir bauche souguer d'Gemengen am wirtschaftleche Beräich, fir nei an innovativ Secteuren opzebauen. Mir brauche schlussendlech d'Gemengen, fir d'Wunnengsnout méi kleng ze maachen.

Wann d'Gemengen dees Roll awer sollen iwwerhuelen, dann däerf ee se net finanziell handlungsonfäeg maachen, mä da muss ee se souguer besser ausstafféiere wéi an der Vergaangenheet.

Mir erwaarden eis, Här President, vun deeser Regierung also eng Reaktioun, déi méi wäit geet, wéi eng witzlos Circulaire vun Innenminister. Mir erwaarden eis awer och vun de Verantwortleche vum SYVICOL méi eng staark Reaktioun, méi e groussen Asaz fir hir Membere vis-à-vis vun der Regierung, anerefalls riskéiere si 2004 mam Här Juncker zesumme missen duerch d'Häll ze goen. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Nom Här Gira ass et um Här Claude Wiseler. Här Wiseler Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

■ M. Claude Wiseler (CSV).- Här President, et ass scho vu ville Virriedner gesot ginn, dass de Budget vun deesem Joer e weéneq anescht ass wéi déi Budgeten, déi mer déi Jore virdrun haten, an dofir wëll ech och nach eng kéier vu menger Sait aus - well ech weess, wéi schwéier et ass - dem Budgetsrapporteur, dem Mill Calmes, merci soen, fir dee Rapport, deen hie gemaach huet.

Hien hat et dees Joer effektiv net einfach, well hie während sengem Rapport mat enger Rei vun Données changeantes konfrontéiert gouf. Dat alles énnert en Hutt ze kréien, ass net evident gewiescht. Hien huet dat flott gemaach an huet och e gudden mündlechen a schrëfflechen Rapport der Chamber virgeluegt.

De Budget ass anescht, dat ass richtig, an dofir stelle sech eng ganz Rei Froen. Äntwerte si vun den eenzelne Parteien a Gruppen ze bréngen iwwer déi Prioritéiten, déi se sech an hirer Politik wëlle ginn, Punkten, déi se wesentlech fannen an exekutéiert wëlle ginn. Et kommen och eng Rei Énnerscheeder méi prononcéiert zu Dag, wéi dat déi Jore virdu war, wou et am Fong méi méiglech war alles ze maachen an de Konsens dee Moment méi einfach war.

Ech ka mech erënneren, dass d'lescht Joer, besonnesch nom 11. September, sech schon eng Rei finanziell Froe gestallt hunn, een e gewëssene Ralentissement konnt feststellen, mä mir hunn, richtegerweis, awer geduecht, dass et en temporaire Ralentissement war, dat heescht, e wär besonnesch bedéngt duerch den 11. September an et doduerch während enger gewësser Zäit méi lues géng goen, mä dach nach awer e relativ groussen Optimismus bestanen huet an eng Rei vu Revindikatiounen virbruecht gi sinn. Wann dat, dat d'lescht Joer nach de Fall war, esou gesäit et dees Joer awer e weéneq anescht ass.

Mir hu während méi wéi engem Joer eng Rei Wirtschaftsprognosen vun deene verschiddensten Instituter gesinn, ob vun der Europäescher Union, der OECD, dem Statec, oder souguer vun eise Steieren, déi Woch fir Woch, Dag fir Dag, changéiert hunn, souguer signifikativ geännert hunn.

Wa mer am Abrëll 2001 nach fir 2002 5% viraugesot kruten, da waren dat am September 2001 schon nëmme méi 3%. Am Abrëll

2002 fir 2002 nëmme nach 2%, du fir 2003 5%. Am Juli vun deesem Joer ass nach mat enger Accélération vun der Economie fir déi zweet Halschent vun deesem Joer gerechent ginn, an am September, respektiv Oktober gétt et emol nëmme 0,1% méi viraugesot.

Dat ass e Gewulls vun Donnéeën gewiescht, déi am Laf vun de Wochen, vun de Méint, changéiert hunn, a wou et net evident ass, weder fir eng Lëtzebuerger nach fir iergendeng auslännesch Regierung - a mir hunn an alle Länner vu der Europäescher Union déiselwecht Phenomener konnt feststellen -, fir sech op Donnéeën ze baséieren, wou een nëmme méi oder weéneq sécher konnt dovunner ausgoen, dass se géinge stëmmen.

Bei menge Virriedner, déi haut oder scho gëschter geschwat hunn, ass vill iwwer eis Moossinstrumenter geschwat ginn, iwwer de Statec, iwwer d'Steieramt, wou an där leschter Zäit grouss Efforten gemaach ginn, fir Recrutementen ze maachen a fir och déi Analysinstrumenter méi perfektibel ze maachen.

Ech stelle just fest, dass déi international Moossinstrumenter net méi schnell, net méi prezis an deene leschte Méint waren, an datt aner Länner och net méi schnell iwwer d'Situatioun informéiert waren, wéi dat Lëtzebuerg war.

(Interruption)

Ech sinn d'accord mat all deenen, déi gesot hunn, d'Moossinstrumenter misste verfeinert ginn. Well et ass jo wesentlech fir eng politesch Analys a fir déi politesch Reaktioun, déi een duerno muss hunn, dass mer relativ schnell a gutt Instrumenter zur Verfügung hunn, fir kenne gutt a séier ze reagéieren.

Mä nach soen ech, dass dat eng Revendikatioun ass - besser Instrumenter ze hunn -, fir eng besser Politikreaktionsfähigkeit kenne ze gestalten. An dann och dat, wat een aus deenen Instrumenter zitt. Wat wär gewiescht, wa mer zwee, dräi Méint virdrun gewosst hätten - wat och aner Länner net woussten -, wat geschéie géng? Wat hätte mer anescht gemaach, a wéi hätte mer reagéiert? Dat sinn eng Rei Froen, déi sech gestallt hunn an déi sech elo nach stellen.

Froen: Wéi reagéieren ech? Wéi wäit reagéieren ech mat deenen Donnéeën, déi ech hei hunn? Wéi staark reagéieren ech? Wéini reagéieren ech? Spueren ech? Wéivill spueren ech? Kucken ech, fir méi Recetten ze kréien? Wéivill nei Recetten? Wou a wéi maachen ech dat? A wéi wäit änneren ech elo de Budget vum nächste Joer mat deenen Donnéeën, déi ech elo weess?

Dorop huet d'Regierung eng Rei Äntwerte ginn, eng Rei ganz kloer a ganz daitlech Propositionen gemaach. A mir hunn hei vill geschwat, mir hunn hei vill Propositionen gehéiert, mä ech hunn haupsächlech awer feststelle kenne, dass et laangfristeg Propositionen waren. Domat kann ech och d'accord sinn, dat kann ech och verstoen.

Mä wat de Budget 2003 elo ugeet, vun deem mer elo schwätzen, do sinn awer weéneq ganz präzis Propositionen komm. D'Regierung huet déi Amendementer, déi se énnert deenen neie wirtschaftleche Situatiounen, énnert deenen neie Concertatiounen vu deenen Recetten, mat deene mer fir 2002 an 2003 rechnen, no enger Rei vu Prinzipien gemaach.

Deen éischte Prinzip ass, dass ee soll déi méttelfristeg ekonomesch Situatioun kucken. Voilà, mä wat ass déi méttelfristeg ekonomesch Situatioun? Dat ass jo d'Fro, déi sech stellt. Wat sinn d'Persepektiven

vun iwwer 2003 eraus fir 2004? An do ass et natierlech net evident, wann ee kuckt, vu wou déi aner Länner ausginn, wat d'ekonomesch Previsiounen vu den europäeschen Instituter, vun de Weltwirtschaftsinstituter sinn, respektiv och vu de Lëtzebuerger Analysinstituter, do gétt da viraus gesot, dass Enn 2003, Ufank 2004, oder am Joer 2004 et erëm géng mat der Economie an d'Luucht goen. Ech kann net soen, an et ka kee soen, ob dat elo richtig ass oder net. Well alles dat, wat mer an deene leschte Méint héieren hunn iwwer dat, wat Enn 2002 a wat 2003 géng geschéien, ass jo net vun enger grousser Fiabilitéit gewiescht.

Nach muss een awer dovunner ausgoen, dass dees Regierung sech un dat soll halen, muss halen, wou déi meeschte Länner sech drun halen. An dat sinn déi Prognosen, déi international an europäesch erauskommen. Ech mengen, dat ass evident, an ech ka mer och net virstellen, dass et momentan kéint anescht gemaach ginn.

An da muss ee kucken fir aus där Situatioun, wou mer elo haut sinn, zwou Saachen ze maachen. Éischtens, alles ze maachen, fir déi Reprise vun der Croissance, wa se sollt kommen a wa se sech erëm sollt astellen, esou vill wéi méiglech ze bevirdelegen an d'Konditiounen ze schafen, dass se sech och kann zu Lëtzebuerg émssetzen. An zweetens, och déi Moossnamen huelen, déi et erméiglechen, wann déi Croissance net géng esou ugekuerbelt ginn oder net géng esou goen, wéi ee sech dat erhofft, dass mer prett sinn, fir dann och kuerzfristeg ze reagéieren.

Zweete Prinzip, dat ass deen, dass Rechnung muss kenne gedroe ginn dem Fait, dass mer momentan wichteg Reserven op der Sait hunn, déi eis erlaben iwwer een, zwee, dräi Joer ze schaffen. Dat ass weéneq an deene Rieden, déi gehale gi sinn, ervirgehewe ginn.

D'Oppositioun huet gesot, dass d'Regierung déi positiv Entwicklung, déi an deene leschte Jore war, émmer probéiert hätt op hire Kont, op hiren Hutt ze schreiwen, a se elo sech och déi aktuell, déi negativ Situatioun misst ukreiden. Dat klengt richtig, dat klengt och logesch, wann een et esou schnell seet. Da geet dat och duerch an et mengt een och, dat wär richtig esou.

(Interruption)

Dat klengt gutt, mä wat ech soe wëll, dat ass, dass sécherlech d'Lëtzebuerger Regierung fir d'Weltökonomie a wéi d'Weltökonomie sech an deene leschte Joren entwéckelt huet, fir hire positive Rhythmus net verantwortlech ass. Ech mengen, esou bescheiden ass bestëmmt eis Lëtzebuerger Regierung.

(Interruption)

Dofir, wou se awer verantwortlech ass, Här Gibéryen, dat ass, dass se déi Zäit genotzt huet, wéi déi europäesch Wirtschaft an d'Luucht gaangen ass, wéi d'Weltwirtschaft sech gutt développéiert huet, fir ze kucken, fir eis Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg esou ze gestalten, dass mer an deem positive Kader gutt do stongen, an d'Weltexpansioun an déi europäesch Expansioun genotzt hunn, fir eis Statsfinanzen esou ze strukturéieren, dass mer duerch déi fiskal Recetten, déi erakommen an déi nach erakommen, eise Budget kenne stabiliséieren.

D'Regierung ass och verantwortlech, fir déi Zäit profitéiert ze hunn, fir eng Budgetpolitik ze maachen, déi an deem Sënn virsiichteg ass, dass se sech an deene leschte Joren eng ganz Rei Reserve konnt uleeën. Dofir ass se responsabel. A wann ech, d'Réserve budgétaires seit 10 Joer kucken, déi 66,8 Milliounen Euro 1992 waren, an 2002 der 483 sinn,...

(Interruption)

Et kann een dodriwwer diskutéieren, mä déi Diskussioun, Här Krecké, fänke mer elo net un. Déi Reserv, dat ass ganz kloer, ass an deene leschten 10 Joer wesentlech an d'Luucht gaangen.

(Brouhaha général)

Also ech soen, si waren 1970 7,2 Milliounen Euro, 1992 66,8 an 2002 483,7 Milliounen Euro.

(Interruption)

■ M. le Président.- Wann ech gelieft, keng Zwëschegesprécher.

■ M. Claude Wiseler (CSV).- Ech lauschten émmer gär deenen zwee Fraktiounspräsidenten no, wa se am Dialog sinn, mä ech fueren awer elo weider mat deem, wat ech wollt soen.

D'Reserve vun de Spezialfonge si vun 209 Milliounen am Joer 1992 op 2.122 Milliounen Euro 2002 eropgaangen. Dofir soen ech, dofir ass d'Regierung selbstverständlech verantwortlech, fir an deene leschte Joren eng Politik gemaach ze hunn, déi awer substantiell déi Reserven an d'Luucht gesat huet. A wéi den Här Bodry gesot huet virdrun, Reserven, déi mer elo zu engem Deel brauchen a wou mer musse kucken, wéi mer an deenen nächste Joren domadder eens ginn. Mä dat wichtegst ass awer...

(Interruption)

Dat ass och richtig, ech hunn dat d'lescht Joer geschriwwen, fir domadder ze beweisen, dass et wichteg ass, dass mer déi Reserven, déi elo do sinn, an deene leschte Jore gemaach hunn, fir déi Zäite kenne ze iwwerbrécken, wa mer se brauchen. D'Reserve sinn dofir do, fir benotzt ze ginn, wann d'Zäite méi enk sinn a wa sech Problemer stellen. Contrairement zu deem, wat verschiddentlech an deene leschte Wahlcampagné gesot ginn ass, dass d'Regierung géng op de Sue setzen, an datt d'Friichte vun där Wirtschaftsevolutioun, déi war, elo misste verdeelt ginn, huet d'Regierung eng virsichteg Politik gemaach. Mir si frou, dass déi virsichteg Politik momentan kann émgesat ginn. Dat ass dat, wat ech sot.

(Interruption)

Domat deelen ech all Ausso selbstverständlech, dass mer och virsichteg an deenen nächste Jore mat deenen Ausgaben, déi mer maachen, sollen émgoen,...

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Och mat de Reserven?

■ M. Claude Wiseler (CSV).- ...an datt d'Reserve sollen esou wäit benotzt ginn, wéi mer se fir d'Investissementen brauchen. Mer sollen an deenen nächste Joren, wa mer déi finanziell Méiglechkeet dozou hunn, och probéieren déi Reserve weider opzestocken.

Deen drëtten Prinzip, vun deem déi Amendementer hei ausgaange sinn, ass d'Noutwendegkeet fir déi Investissementen, déi mer hei am Land hunn, op engem héijen Niveau ze halen. D'Explikatioun ass gi ginn, dass et wesentlech ass, an domat, mengen ech, sinn och all Fraktiounen d'accord, fir eis Konjunktur, fir eis Entreprisen, op engem héijen Niveau weiderdréien ze loossen, fir den Emploi domadder ze énnerstetzen. Dat ass a sech selbstverständlech. Dat ass och nëmme méiglech, well mer déi héich Reserven hunn. Ech géng awer esouguer hannendru soen, dass et net nëmme noutwendeg ass fir déi Konjunktur, déi mer haut hunn, ze énnerstetzen, mä datt et och laangfristeg eng Noutwendegkeet ass, fir weider an eist Land ze investéieren, well just duerch déi Investissementen, just duerch de Fait, dass mer eis kapabel setze fir eis Infrastrukturen, ob dat elo Transport-, Mobilitéitsinfrastrukturen sinn, ob dat Kommunikatiounsinfrastrukture sinn, ob dat kulturell

Infrastrukture sinn oder ob dat Sozial-, Sanitärinfrastrukture sinn, well all déi Infrastrukture sinn noutwendeg, wa mer eis an eisem Land wëllen eng Gesamtinfrastruktur ginn, déi eis Konkurrenzfähigkeit oprecht hält, déi Betriber an d'Land komme léisst, an déi esou eis Economie weider dréine léisst.

Déi Investissementer héich ze halen, ass also net nëmmen e Fait, datt mer wëllen eis Konjunktur weider dréine loosse, mä et ass wichteg, fir eis einfach eng Infrastruktur an deem Land ze ginn, déi eis Konkurrenzfähigkeit par rapport zu anere Länner erhält an eis d'Méiglechkeet gëtt, och weider qualitativ Entrepreneuren unzezielen. Dee Moment ass et och eng laangfristeg Politik, déi esou geplangt gëtt.

Vläicht just ee Wuert zur Kompetitivitéit. Ech denken awer, och wann den Här Bausch gëschter Owend méi spët ganz eloquent de Contraire gesot huet, datt eis déi Steuerreformen, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, och eng Rei Kompetitivitéit weider gëtt. An dat ass a sech genau dat, wat duerch déi Steuerreform gemaach ginn ass. Dat ass d'Méiglechkeet, fir awer Konkurrenzfähigkeit par rapport zu deenen aneren europäesche Steuerlandschaften, wat d'Entrepreneuren ueget, ze bleiwen. Den Här Bausch huet gëschter d'Zuele vun deenen anere Länner genannt. Ech widderhuele se net. Hien huet se genannt, andeem hie wollt beweisen, datt mir relativ déif an eise Steuersatz par rapport zu anere Länner géinge leien. En huet dat net als positiv vu senger Siicht aus gesinn. Ech verstinn dat jo och, datt Der et net als positiv gesitt.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Esou ass et net grad. Ech hu gesot, datt Der ze wäit gaange sidd an de Reduktiounen. An de Fait ass deen, datt effektiv bei nëmmen annerhalwem Joer Ofstierze vum Wuesstum vum PIB, mer schonn esou e schnellen Déséquilibre am Budget kréien, da beleet dat ganz kloer, datt den Ausmooss vun de Steuerreformen a kenger Hinsicht zum Resultat steet, wat Der lech erwaart hutt. Dir hutt tabléiert op e Wuesstum vun 3 bis 4%, datt dee selbstverständlech wär fir Lëtzebuerg, och a Jore wou et méi schlecht géing dréinen, well Dir sidd ausgaange vun 9%, an dofir sidd Der dovunner ausgaangen, fälschlecherweis, menger Meenung no, datt e schlechte Wuesstum fir Lëtzebuerg schonn 3 bis 4% wär. Elo si mer bei 0,1% ukomm, an ech hu schonn ëmmer virun zwee Joer gesot, datt dat duerchweegs ka virkommen, datt wa mer eng kéier brutal esou ofstierzen, mer relativ séier a finanziell Engpäss kéimen.

An ech behaupten nach eng kéier, an dat wësst Der och, dass wann et nach een oder zwee Joer esou weidergeet, da wäert et 2004, 2005 ganz, ganz enk gi fir de Budget, an da wäerte mer ganz vill Schwierigkeete kréien. Dat ass d'Resultat vun där oniwierluegter Steuerreform. Ech mengen net, et hätt een d'Steiere guer net sollen erfersetzen. Dat war net de Problem.

M. Claude Wiseler (CSV).- Voilà, an ech wollt am Fong opgrond vun deenen Zuelen, déi Der richtegerweis gëschter zitëiert hutt, einfach soen, datt dat eis an der europäescher Economie d'Méiglechkeet gëtt, effektiv zolidd Konkurrenzfähigkeit ze sinn an zolidd attraktiv, fir Entrepreneuren hehinner ze féieren. Ech weess, datt dat en Ennerscheid ass. Ech bestreiden...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat eenzeg Argument, dat ee kann uféieren, ass d'Kompetitivitéit vum Standuert. Ech sinn der Meenung, datt all déi aner Saachen, déi Der virdrun opgezielt hutt, nämlech d'Defiziter an den Infrastrukturen, mindestens esou wichteg sinn, wann net méi wichteg

sinn, a wann d'Finanzkapazität vum Stat a Fro gestallt ass, da kréie mer Defiziter an den Infrastrukturen, an dat ass fir d'Kompetitivitéit ganz fatal.

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech sinn effektiv der Meenung, dofir hunn ech et jo och virdrun gesot, datt all déi Investissementer an d'Infrastrukturen e wesentlechen Deel vun eiser Konkurrenzfähigkeit ausmaachen. Dofir muss se och gemaach ginn. Ech sinn och der Meenung, datt déi Steuersenkungen, esou wéi se ware bei den Entrepreneuren, och e wesentlechen Deel sinn. Si ginn lech ze wäit. Ech fanne se richteg, an ech fannen et wichteg, datt se gemaach gi sinn, fir déi Konkurrenzfähigkeit an engem globale Pak hei kënnen esou ze gestalten, datt se an deenen nächste Joren och nach Sënn hunn.

De véierte Prinzip, vun deem d'Regierung ausgaangen ass, dat ass de Wëllen, net nëmmen d'Recetten anescht anzuschätzen, mä richteg anzuschätzen, mä och d'Dépensésait ze iwwerkucken. Do ass och vill driwwer geschwat ginn. D'Dotatioun vun deene Fongen, déi iwwert de quasi Automatismus, wann de PIB net esou sech entwéckelt, wéi en am Ufank geplangt war, dann erfoginn. Mä et muss een awer och nach eng kéier soen, an ech wëll dat hei widderhuelen, datt esou Dotatiounen an de Fonds d'aide au développement, an de Fonds national de recherche just an der Progressioun net esou gemaach gi sinn, wéi se am Ufank virgesi waren. Wat d'Dotatioun selwer ueget, do muss een awer soen, datt bei deenen zwee d'Dotatioun par rapport zu 2002 nach en valeur absolue eropgeet.

Et ass net fir hei ze soen, et ass alles gekäppt ginn. Au contraire, et ass nach eng Evolutioun doranner ze erkennen, a mir leien och an dem wichtige Fonds d'aide au développement nach ëmmer, wann ech e mat anere Länner vergläichen, op engem Pourcentage vum PIB iwwer 0,8. Wann ech e mat Frankräich vergläichen, dat bei 0,3, 0,4 läit, Däitschland 0,25, 0,3, d'Belsch 0,3 bis 0,4, Italien 0,15 an esou weider, leie mer awer ëmmer op Zuelen, déi sech nach weise loosse a wou ee sécherlech net muss e schlecht Gewëssen dofir hunn. Well do gëtt gutt a vill Aarbecht vu Lëtzebuerg gemaach, an dat soll an dat muss och esou weidergoen, fir datt mer déi Zilsetzungen, déi mer eis am Absolute gestallt hunn, och au fur et à mesure vun de Joren, wou mer d'Méiglechkeeten hunn, erreechen.

An da wëll ech och nach eng kéier dat ënnersträichen, wat de Statsminister virun e puer Deeg hei gesot huet, a wat och wesentlech ass, well et net elo vill widderholl ginn ass. Dat ass, datt eng Rei Engagementer, déi geholl gi sinn, wéi zum Beispill, datt d'Anriede vum Mindestloun, oder den Ajustement vun de Renten a Pensiounen, wat Engagementer sinn, déi geholl gi si fir den 1. Januar 2003, och esou wäerte stattfannen an och net a Fro gestallt ginn. Do hannendru steet d'Regierung, do hannendru steet d'Majoritéit. Dat gëtt och fristgerecht, termingerecht ëmgesat.

Dofir fannen ech am groussen Ganzen déi Reaktiounen vun der Regierung adequat an hire Prinzipien, a mat den Donnéeën vun der wirtschaftlecher Evolutioun, déi mer gesinn hunn, an esou wéi mer se haut, ech insistéieren, kennen, och richteg.

E puer Wuert wëll ech awer och nach zu deem soen, wat gëschter gesot ginn ass, sécherlech net, fir a Polemik eranzefallen, mä e puer Remarque wëll ech maachen, well et gëtt gesot, datt d'Regierung zevill Sue verschiddentlech ausginn hätt. Dat ass awer a Kontradiktioun mat all deene Revendikatiounen, déi mer a verschiddene Motiounen a Gesetzesprojeten, déi déposéiert gi sinn, an deenen leschte

ten Jore gemaach hunn. Ech nennen do zum Beispill d'Kannergelderhéijung, déi vun der sozialistischer Partei virgeschloen ginn ass. Bei der Kannergelderhéijung hu mer da gëschter héieren, mä dat ass eng Proposition, wou mer, andeem mer d'Kannergelderhéijung virgeschloen hunn awer eng Konterfinanzierung zousätzlech virgeschloen hunn, andeem mer gesot hunn, esou soen d'Sozialisten, datt d'Steierbonifikation fir Kanner gläichzäitig géing erfogsat ginn. Et ass richteg, datt dat gesot ginn ass. Et ass jo och dee Modell, dee vun der Regierung an deene Jore virdrun och ëmmer duerchgesat an ëmgesat ginn ass.

Mä ech mengen awer net, muss ech soen, datt et richteg ass, datt ee ka soen, wann ech d'Kannergeld erhéijen op där enger Säit an ech gesinn op där anerer Säit vir, datt ech en Abaissement vun der Steierbonifikation fir Kanner maachen, datt ech dat als Konterfinanzierung kann ausginn. Well en fin de compte: Wat geschitt do? Mä et geschitt a sech, datt déi Kannergeldaugmentatioun fir déi Leit, déi Steiere bezuelen, neutral ass. Dat heescht, si mussen méi Steiere bezuelen, wat equivalent ass par rapport zu deem Kannergeld wat se kréien, mä et ass awer selbstverständlech esou, datt déi Leit, déi wéineg oder keng Steiere bezuelen - sou ass et jo och geduecht -, natierlech dat vum Kannergeld netto kréien. An dat ass jo am Fong och richteg; dat ass jo och de Sënn vun där Moossnam.

Nach kann een awer net soen, datt déi Moossnam da konterfinanziert ass, mä wann ech mech gutt erënnere - ech hunn dat elo net nogekuckt -, hunn déi lescht Augmentatiounen vun 1.000 Frang Kannergeld, déi esou „konterfinanziert“ waren, awer bal 2 Milliarden al Lëtzebuerg Frang, zumindest iwwer eng Milliard kascht. Mä si hunn en Nettopräis gehat an en Nettopräis, deen all Joer erëm kënn. Voilà, ech wollt dat awer soen. Et ass e wéineg wäit gaang, fir do vun enger Konterfinanzierung telle quelle ze schwätzen.

Et ass gesot ginn, d'Moossinstrumenter mussen verfeinert ginn. Domat kann ech och averstane sinn. Et ass iwwert d'Steierreform geschwat ginn - dat hu mer scho gesot -, et ass och iwwert dee Fliger an iwwer e Scheff geschwat ginn, wat keng Répercussioun - Dir hutt et selwer gesot - op de Budget 2003 hat, wat eng laangfristeg Proposition ass, wou ech awer muss dozou soen, datt ech awer der Iwwerzeugung sinn, datt mer hei eng direkt international Responsabilitéit hunn an datt et net esou ass, datt mer hei keng Obligatiounen hätten. Mir hunn als Lëtzebuerg awer en Investissement an den Défensebudget, deen déif ass par rapport zu all deenen aneren europäesche Länner. Au contraire, an dofir fannen ech et net richteg, wann een elo déi hei zwou Saachen vergläicht, de Fonds d'aide au développement op där enger Säit mat deenen Investissementer, déi an dem Défensebudget gemaach ginn, obwuel se allen zwee un de PIB gebonne sinn, well mer bei der Kooperatioun op engem Taux awer momentan scho leien, dee Weltspëtzt ass. Par contre leie mer op där anerer Säit an eisen internationalen Obligatiounen, wat d'Dépensé vun der Défense ueget, wäit ënnert deem, wat all aner europäesch Länner an déi Saachen do investéieren.

M. Alex Bodry (LSAP).- Dir wësst jo, dass Investissementer an d'Entwécklungshëllef Investissementer si fir Krisepreventioun ze maachen, dass mer déi eigentlech missten ugerechent kréien, och bei den Ausgabe bei de Friddensmissiounen.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat mag sinn, datt een dat esou ka gesinn.

M. Alex Bodry (LSAP).- Den Här Goerens huet do eigentlech och déiselwecht Haltung.

M. Claude Wiseler (CSV).- Nach ass dat awer net esou wéi international Défenseefforte gemaach ginn. Nach wësse mer, datt mer haut an enger Weltsituatioun sinn, wou d'europäesch Défense e wesentlechen Aspekt vun alle Politike vun alle Länner muss sinn, datt mer also hei, denken ech, eng Contributioun maachen zu militäresche Programmer, déi mer vläicht net kënnen selwer esou benotzen, mä wat awer eng finanziell Contributioun ass zu engem europäeschen Défenseeffort, deen eis wichteg schéngt.

Den Här Bodry huet gesot, et wär net deen eenzeg Deel dovun; et kéint ee sech net mat sengem Scheckheft do entleedegen. Do ginn ech em jo och Recht. Et ginn och nach aner Efforten, déi ee muss maachen, mä déi aner Efforten, déi ee mécht, déi entbannen ee menger Meenung no awer net, och finanziell ze contribuieren un enger Défensekapazität, déi awer europawäit gefrot gëtt, wou Transport- a Versuerungsproblemer an dem Défensesystem stinn; dozou droe mer bäi. Déi aner Länner maache jo ähnlech Investissementer, well déi Fligere respektiv déi Schëffer kafe mer jo net eleng.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Et ass net ganz richteg, wann Der sot, dass deen Effort do gemaach gi wär, well d'europäesch Défensesystemer dat géinge verlaangen a well dat eng Décisioun um europäeschen Niveau wär. Et ass d'NATO, déi Drock gemaach huet op Lëtzebuerg, datt mir net géingen, wéi verschidden aner Länner, méi wéi 1% vun eisem PIB an d'Rüstung stiechen. Dat war den Objet. An du kouw d'Regierung op déi gloriäich Iddi fir dat heiten ze finanzéieren, fir da kënnen no bausse ze soen, wa se bei d'NATO ginn: Hei, Dir gesitt jo, mir hunn een Effort gemaach. Also et muss ee schonn awer e bësselche gesinn, wéi d'Realitéit ass. Wann dat doten den Objet war, fir um europäeschen Niveau eegestänneg verschide Saachen opzebauen, da kéint een nach aus engem ganz anere Bléckwénkel investéieren. Mech stéiert awer fundamental, muss ech lech soen, wann hei einfach Drock gemaach gëtt vun der NATO, mir missten ee méi héije Prozentsaz vun eisem PIB blank an d'Rüstung stiechen an et dowéinst gemaach gëtt.

M. Claude Wiseler (CSV).- Woubäi ech awer der Meenung sinn, datt all déi aner europäesch Länner en ähnlechen Effort an hiren NATO-Investissementer maachen, wéi Lëtzebuerg en hei mécht.

(Interruption)

Jo, do si mer eis net eens, dat ass richteg. Mä gutt, dofir kann een déi Fro jo och esou beäntweren, wéi Dir se beäntwert, mat Ären Iddien. Ech beäntwere se mat deem Hannergrond, dee mir richteg an deem Fall schéngt.

Bon, ech wëll elo net, well d'Zäit elo schonn eriwuer ass, iwwert d'Rockhal, de Rehazenter an esou weider, wat och Erspuerner sinn, schwätzen. Et ass vill doriwwer ze soen. Ech wëll hei just soen, dass dat mer awer do just punktuell Projete schéngen ze sinn, déi vläicht kënnen - wann een, deemno wéi ee se ausleet, mä ech sinn do mol nach guer net der Meenung, datt et a Realität zu deem Resultat gefouert hätt - punktuell Erspuerner mat sech brengen, mä dat hëlleft och net iwwer Joren eraus fir ze kucken, wéi mer do dru sinn.

Da wëll ech awer nach ee Wuert iwwert d'Privatschoule soen, well dat och haut vill ugeschwat ginn ass. Et ass ganz einfach fir ze soen, datt d'Campagne jo zu engem Deel ugefaangen ass, déi doranner besteet, datt sollen all Suen, déi an de privaten Enseignement fléissen, an den Enseignement public erafléissen. Dat kann ee verrieden, wann een déi Iddien huet a wann ee géint d'Privatschoulen ass. Ech sinn net där Meenung, mä ech mengen awer, datt dat eng Diskussioun ass, wat keng Budgetdiskussioun ass, an déi net hei an dee Kader passt. Well déi Schüler an déi Kanner, déi an de Privatschoule sinn, déi sinn einfach do. An déi mussen d'selwecht wéi all déi aner Kanner an Enseignement kréien. A wa se deen net am Privé kréien, da kréie si en am Public.

Doriwwer kann ee streiden. Do sidd Dir anerer Meenung wéi mir. Mä nach ëmmer muss se iergendwou, hei oder do, bezuelt ginn. Am Public kaschte se mindestens grad esou vill wéi se am Privé kaschten. Dofir denken ech, datt dat schonn eng politesch Diskussioun ass, déi een op deem Niveau soll iwwert dee Sujet féieren. Mä ech sinn awer net der Meenung, datt dat eng Budgetdiskussioun ass an dat, wéi och ëmmer, en Erspuerner fir de Budget ass, wann een déi eng oder déi aner Meenung duerchsetzt. Dofir kann ech et net als Spuermoossnam akzeptéieren. Ech kann et als politesch Diskussioun, wou mer ënnerschiedlecher Meenung sinn, akzeptéieren, mä net als Spuerdiskussioun.

Da wëll ech nach soen, datt den Här Krecké gesot huet - ech mengen den Här Bodry huet elo do just iwwerholl -, datt de Budget 2003 a sengen Aen a sech kee Problem ass. Datt och de Budget 2004 kee Problem ass. Datt d'Problemer 2005 oder 2006 ufänken. An do muss ech soen, ech kann dee Raisonement och verstoen, mä ech denken, datt een awer net esou soll raisonnéieren an datt des Majoritéit och net wäert esou raisonnéieren. Et muss een elo kucken, wat am Joer 2003 raisonablement geschitt. Et muss ee kucken, wéi d'Weltwirtschaftsevolutioun am Joer 2003 weidergeet.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech hunn och gesot, et misst ee lues ofbremsen, elo schonn, fir dass ee keng Vollbremsung muss 2005 maachen.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dofir, wëll ech soen, datt des Majoritéit sécherlech mat ganz vill Akribie wäert ganz genau kucken, wat an deenen nächste Méint um ekonomesche Plang geschitt. Wann déi Reprise net anriede wäert, déi ee fir 2003, net nëmme Lëtzebuerg, mä och all déi aner Länner, erhofft, dann ass et evident, datt muss gekuckt ginn, fir Moossnamen ze huelen. Dann ass et evident, datt dat schonn eng Influenz op de Budget 2004, an net eréischt op de Budget 2005, wäert hunn. An dann ass et och evident, an dat huet de Statsminister kloer an daitlech gesot, datt des Majoritéit kee Wahlbudget fir d'Joer 2004 mécht, mä datt se ee korrekten an ordentlechen Budget och wäert fir d'Joer 2004 virleeën, deen deem ugepasst ass, wat d'Weltwirtschaftssituatioun eis d'nächst Joer seet.

Ech si weder en Optimist nach e Pessimist, mä ech sinn e Realist. Mir hunn elo keen einfache Moment an der Lëtzebuergescher Economie, dee bedéngt ass duerch eng Wirtschaftssituatioun an Europa an op der Welt. Ech waarde mat Spannungen op déi Verhandlungen, déi haut stattfannen zu Bréissel, well déi hu Konsequenzen op d'Lëtzebuergescher Economie, deemno wéi a wat geschitt. Dofir muss een dat och ganz gutt am A behalen, wann een iwwert d'ekonomesch Situatioun schwätzt.

Ech mengen, datt mer gutt virbereet sinn, besser wéi vill aner Länner, fir déi Zäit, déi elo kënn, an déi Méint, déi elo kommen. Ech hoffen, datt et bei Méint bleift. Et muss een awer kucken, fir déi kënnen ze iwwerstoen.

Ech widderhuelen nach eng kéier dat, wat ech d'lescht kéier am Budgetsrapport gesot hat, an zwar, datt mer momentan engem duebelen Défi ausgesat sinn. Dat ass engersäits ze kucken, wa mer eng Croissance hunn, wéi mer déi géieren, fir déi sou vill wéi méiglech ze ënnerstëtzen, mä anerersäits och prett ze sinn all Moment, wann et eng kéier méi lues geet, fir reaktionsfäeg ze sinn an eis d'Méiglechkeeten ze ginn, déi Zäit, wou et méi lues geet, och ouni Schued ze iwwerstoen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Merci, Hâr Wiseler. Mir maachen elo e Klänge Changement. Amplaz vum Hâr Ben Fayot huele mer nach den Hâr Gusty Graas mat zéng Minutten an da maache mer fir de Moie Schluss. De Mëtten um halwer dräi fuere mer da weider. Hâr Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur, den Emile Calmes, de leschten 12. September hei am Haus de Budget iwwerrecht kritt huet, du stoungen d'Zeechen nach op enger gudder wirtschaftlecher Konjunktur. Mä nème kuerz Zäit duerno sollte jo dunn awer déi neiste Chifferen aus deenen zoustännege Finanzverwaltungen d'Diskussion zum Deel an eng aner Richtung drainéieren. Haut wesse mer, datt och hei zu Lëtzebuerg e wirtschaftleche *Ralentissement* méiglech ass. Mir ware jo u sech dru gewinnt an hunn et als selbstverständlech ugeholl, datt hei zu Lëtzebuerg fir e méi luese Wirtschaftswuesstum keng Plaz wier.

Grondfalsch wär et allerdéngs elo, fir an eng Panikstimmung ze verfallen. Villméi soll een hei mat Rou a mat Besonnenheet un déi nei Situatioun erugeen. Wien an dëser Situatioun vun enger déiwer Kris schwätzt, dee verkennt mat Sécherheet d'Realitéit, well e Bléck iwwert d'Grenze weist eis, wat eng wierklech ekonomesch Kris u sech duerstellt. Dat, wat mir elo hei zu Lëtzebuerg erliewen, ass net ganz agreabel, mä fir d'uef awer elo gläich eng Depressioun ze maachen, dat wär jo mat Sécherheet awer onverständlech.

Als gläichzäitige Kommunalpolitiker, wéi vill Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, entwéckelt een natierlech automatesch e Reflex, fir den Impakt vum Statsbudget 2003 op d'Gemengefinanzen ofzeweien. Besonnesch d'Ukënnegung vum Budgetminister an der Finanzkommission, datt ab dem Joer 2004 mat engem gréisseren Réckgang vun der Gewerbesteier ze rechnen wär, huet erwaartenerweis an dem Gemengesektor zu enger gewëssener Opreegung gefouert. De Berechnunge vun der Steierverwaltung no sollen 2004 nëmmen nach 300 Milliounen u Gewerbesteier an d'Keess kommen. Dat wäeren 43% manner wéi d'Joer 2002, a souguer 50% manner wéi déi, déi ze erwaarde ware fir d'Joer 2003.

Bei deene Perspektiven ass et normal, an dat hu mir de Moie scho vun eenzelne Riedner héieren, dass verschidde Gemenge sech op eemol schon um Rand vum Ruin gesinn. Ech mengen awer, et muss ee fairerweis hei ënnersträichen, dass een der Regierung gutt ka schreiwen, dass se des negativ Entwécklung net verheemlecht huet, mä hei mat oppene Kaarte vis-à-vis vun de Gemenge gespillt huet.

(Brouhaha général)

Jiddefalls zu wat dass et féiert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Et wär awer nawell schlëmm, wann d'Regierung dat doten net gemaach hätt, wa si et gewosst hätt.

M. Gusty Graas (DP). - Hâr Gibéryen, zu wat dass et féiert, wann een net mat oppene Kaarte spillt, dat erliewe mir jo de Moment an eisem Nopeschland Däitschland.

Jiddefalls d'Gemenge sinn zu dem Zäitpunkt virgewart. Si wëssen, dass se hir pluriannuell Investitiionspläng deenen neie finanziellen Entwécklungen upassen. Allerdéngs soll hei ganz kloer net ignoréiert ginn, datt ass evident, datt sech, ebe bedingt doduerch, datt eng Rei vu gréisseren Projeten a ville Gemenge schon entaméiert sinn, kënnen a wäerte gewëssen Engpäss elo astellen. Et gétt jo elo proposéiert, fir op Basis vum Artikel 144 vum Gemengegesetz e Fonds de réserve ze schafen, deen da mat den Iwwerschëss vun der Gewerbesteier aus dem Exercice 2002 an 2003 soll alimentéiert ginn. Et kann een an deem Kontext vläicht emol d'Zwëschefro stellen, ob een net soll, besonnesch bei gudder Konjunktur, esou Fonds de réserve méi regelméisseg um kommunale Plang alimentéieren.

Et dierf een natierlech net vergiesse, dass d'Gewerbesteier direkt un d'Kollektivitéitssteier gebonnen ass. Bëid Steiere ginn um Benefiss vun den Entreprisé verrechent, an dann ass et natierlech net auszuschléissen, dass sech am Laf vun deene kommende Jore kéint e Réckgang bei der Kollektivitéitssteier astellen. Da wesse mir jo awer och, datt, wa manner konsuméiert gétt, dat eng Inzidenz op d'TVA huet, wat also kéint bedeiten, dass theoretesch de Fonds communal de dotation financière an deenen nächste Jore kéint manner héich dotéiert sinn, wéi dat elo de Fall ass. Ech wëll awer drun erënneren, dass d'Dotatioun fir d'nächst Joer, also fir den Exercice 2003, nach 5,08% méi héich ass wéi dat de Kont aus dem Joer 2001 ausweist. Trotzdeem hu mir dëst Joer schon am Budget, par rapport zu dem Budget initial am leschten Entworf, e Réckgang vun 22 Milliounen, wat d'Dotatioun vum Fonds communal de dotation financière ubelaangt.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also ze verstoen, dass eenzel Gemengemammen a Gemengepappen elo vläicht manner gutt wäerte schlofen. Si hunn natierlech méi Schwierigkeeten déi zimlech kal Dusch ze erdroen, well ebe bedéngt duerch déi héich Investitiionsquot, déi an eenzelne Gemenge war, mä déi awer net méi direkt a Relatioun mat hiren eegene Liquiditéite stoung, dat natierlech elo kann zu gewëssene Problemer féieren.

Ech wëll hei net generaliséieren, mä et muss een awer soen, dass eenzel Gemengen an deene leschte Joren net grad ëmmer zimperlech mat öffentleche Gelder emgaange sinn.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Wéi eng waren dat?

M. Gusty Graas (DP). - Oh, et gétt der genuch. Mir brauchen se hei net opzezielen.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Sinn dat déi, déi elo déi héich Steiererhéijunge maachen an der Stad?

M. Gusty Graas (DP). - Ech kennen zumindest eng Gemeng, déi mir ganz gutt bekannt ass, wann ech elo do emol géif opziele wéi vill Emprunten do déi lescht Joer gemaach gi sinn, a wéi d'Verschuldungsquot sech do entwéckelt huet, da muss ee munch Fro stellen.

(Interruption)

Dat gitt Dir den nächste Freideg gewuer.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä wéi gesot, wat richtig ass, a wat een net dierf an der Diskussioun vergiesse ass, dass gewësse Gemengen an deene leschte Joren eng Rei vun Emprunte gemaach hunn, an ech kann dat jo och hei beleeeën. Wann een elo d'Gesamtchold hält vun de Gemenge vun 1988 un - du war se 9,7 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang -, dann ass se um Enn vum Joer 2000 op 16,9 Milliarden ugewuess. Déi Gemengen, déi sech an där Zäitspan iwwerméisseg verschélt hunn, wäerten natierlech effektiv an deenen nächste Jore méi Problemer kréien, well eben am Budget ordinaire d'Marge méi enk gétt.

D'Fro muss och da gestallt ginn, ob een net emol eng kéier soll Richtlinnen ausschaffen, wéi héich iwwerhaupt eng Verschuldungsrat vun enger Gemeng ka sinn. Ech wëll hei op e Pabeier hiweisen, dee meng Partei de 17. Januar dëst Joer publizéiert huet, iwwert d'Kompetenzopdeeling tëschent dem Stat an de Gemengen. An do hu mir ënner anerem Folgendes festgehalten: „En ce qui concerne l'endettement des communes, le DP estime opportun d'étudier la définition et l'application d'une ligne de conduite précise pour que les communes soient tenues à respecter un certain seuil d'endettement.“

Dann dierf een natierlech och net de Problem vun den héijen Nofolgekäschten aus den A verléieren. Ech wëll hei op de Rapport vum Emile Calmes nach eng kéier zrëckkommen, deen och dorobber e groussen Akzent gesat huet, well och dat kann natierlech fir d'Gemengen e gewëssene Problem duerstellen.

Wa mir natierlech vun enger rationeller Gestiou vun de Gemengefinanze schwätzen, da muss een awer och un d'Reform vun der Gemengekontabilitéit hei erënneren. Et wär d'uef wichteg, dass de Projet vun der kommerzieller Kontabilitéit um kommunale Plang géng weider gedriwwen ginn. Ech wëll allerdéngs awer och hei direkt d'Aschränkung maachen, dass een eng Gemeng natierlech net wéi e private Betrib féiere kann, mä Elementer vun enger kommerzieller Approche sollen trotzdeem e gewëssenen Afloss op d'Gestioun vun enger Gemeng hunn.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter, an deelweis de Moien, ass jo awer e bëssen ugeklongen, wéi wann de Stat elo géng d'Gemenge komplett am Stach loossen. Ech mengen, dat muss een awer wierklech hei relativéieren, well wat d'Gewerbesteier ubelaangt, kann de Stat jo awer net méi ausschëdde wéi hien anzeit. Ech wëll nach eng kéier drun erënneren - dat wëssen d'Kommunalpolitiker jo all - ,...

(Interruptions diverses)

...dass d'Gewerbesteier eng reng kommunal Steier ass, déi 1941 agefouert gouf. Bis 1943 hunn d'Gemengen se selwer agezunn, dunn hu si awer wéinst Personal-mangel déi Aarbecht dem Stat iwwerdroen. Effektiv nodeems dass den Taux d'assiette d'lescht Joer vu 4% op 3% erofgesat ginn ass, huet se fir d'Gemengen nach weider un Envergure verluer. Dofir - dat soen ech ganz kloer hei - kann et fir eis, als Kommunalpolitiker, natierlech net a Fro kommen, dass d'Gewerbesteier ersatzlos géng gestrach ginn, mä ech mengen awer, mir sollen eis trotzdeem eeschthaft Gedanken iwwert d'Zukunft vun der Gewerbesteier maachen.

(Interruption)

Ech wëll hei betounen, dass d'Demokratesch Partei am Prinzip fir d'Ofschafe vun der Gewerbesteier ass, allerdéngs ganz kloer mat der Oplag, dass eng gläichbedeitend Kompensatioun dee Moment géng geschafe ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir huet an engem Saz dräimol d'kéier!

M. Gusty Graas (DP). - Do kann een allerdéngs zum Beispill envisagéieren, dass een d'Gemenge participéiere léisst un eenzelne Statsrecettë mat engem fixen Taux, sief dat zum Beispill un der Lounsteier, sief dat zum Beispill un der TVA, mä ech mengen, mir sollen do mat Besonnenheet un déi ganz Problematik erugeen, a kucken, inwiefern dass ee kann en anere Schlüssel fannen, well da géngen nämlech d'Gemengen d'selwecht ootme wéi de Stat, wa sech eng kéier de Schnapp géng astellen.

Une voix. - Très bien.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Et ass schon eng Gripp, et ass kee Schnapp!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Gusty Graas (DP). - Ech wëll dann awer hei ënnersträichen, wat déi wirtschaftlech Diversifikatiounspolitik ubelaangt, dass et wichtig ass, dass do d'Gemengen an Zukunft hir Effort maachen, an dass déi Gemengen, déi sech bereet erklären, fir nei Betriber op hirem Territoire unzesiedelen, dee Moment awer sollen e gewësse fiskaleschen Avantage kréien.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dir mengt zum Beispill en Atomkraaftwierk zu Beetebuerg, oder esou?

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas (DP). - Wat zum Beispill déi wirtschaftlech Diversifikatiounspolitik ubelaangt, wëll ech awer op dëser Plaz ënnersträichen, dass déi Kriticken, déi vun der LSAP déi lescht Zäit hei gemaach gi sinn, mat Sécherheet awer net richtig sinn.

Esou huet zum Beispill d'FEDIL, an ech mengen awer, Dir Hären, dass d'FEDIL zumindest genausou vill kennt vu Wirtschaftspolitik wéi Dir, am Echo de l'Industrie am Oktober 2002 Folgendes geschriwwen: „Les efforts du ministère de l'économie pour le développement et la diversification de notre site industriel ont été poursuivis sans relâche durant les années écoulées. A une politique qui vise à attirer de nouvelles entreprises au Grand-Duché s'est ajoutée une action forte, qui vise à promouvoir le développement endogène au Luxembourg“. Et soll also hei och nach eng kéier drun erënnert ginn - a mäi Fraktiounschef huet dat gëschter och schon eng kéier hei ënnerstrach -, datt zum Beispill am Joer 2000 14 nei Betriber mat 423 Plazen, an am Joer 2001 nach eng kéier 14 Betriber mat 296 Plaze geschafe goufen.

An da wëll ech hei och nach un déi lescht Initiativ vum Wirtschaftsminister Henri Grethen erënneren, déi d'Kreatioun vun enger Pépinière d'entreprises op Belval-West duerstellt, wou jo sechs bis acht Firme pro Joer ugesidelt solle ginn. An dat géng dann an enger Zäitspan bis d'Joer 2012 ronn 30 Entreprisen ausmaachen. Zu Recht huet also de Statsminister Juncker an engem Interview mam Lëtzebuerger Wort de leschte Samschdeg gesot: „Ich habe mich über die Arbeit von Henri Grethen nicht zu belagern.“

Plusieurs voix. - Mir awer!

Une voix. - Hâr President, dat wonnert eis jo net. Mä mir hunn eis awer driwwer ze bekleen. An och vill Leit an der Wirtschaft.

M. Gusty Graas (DP). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Gemengefinanze schwätzen, da muss mer natierlech awer och e Wuert iwwert d'Grondsteier verléieren. Dat ass de Moie scho vum Hâr Gira gemaach ginn.

Am Joer 2001 sinn zum Beispill ronn 22,3 Milliounen Euro u Grondsteier erakomm. Dat ass u sech e relativ bescheidene Chiffer, wann een d'Gesamtrecetten...

(Interruption)

... - Dir sot Peanuts. Jo, mir begéien eis also do plus au moins, wat d'Terminologie ubelaangt. Mä et ass effektiv e relativ bescheidene Chiffer, wa mer dat elo am Kontext vun de ganze Recette gesinn. Besonnesch an enger Zäit - an do ginn ech lech och Recht Hâr Gira - wou d'Notzung vun dem Terrain ëmmer méi problematesch gétt, soll ee sech Gedanken maachen, inwiefern datt een eng Grondsteier kéint gegebenfalls adaptéieren. Dofir kann een awer och soen, datt eng eventuell Neifixatioun vun der Grondsteier prioritär awer och dem ekologeschen Développement durable soll Rechnung droen. Dofir, wéi gesot, ass och d'Flächeversigelung awer en Element wat een do misst mat respektéieren.

Insgesamt wëll ech soen, dass ech perséinlech der Meenung sinn, et soll ee versichen an Zukunft de Fräiraum vun de Gemengen, fir eeg Recetten ze schafen, nach ze vergréisseren. Dat bedéngt natierlech vill méi en déiwen Débat. Mä ech géng awer soen, spéitstens wa mer hei iwwert d'Opdeeling vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen diskutéieren, misst dat do awer en Element sinn, wat am Fong misst méi duerchdiskutiert ginn.

Ech soe jo: Dat do sinn eng Rei vun Elementer déi wichtig sinn, déi och an där ganzer Diskussioun do mussen dee Moment verdéift ginn. Mä perséinlech, wéi gesot, sinn ech der Meenung, dass ee muss kucken, fir esou wäit ewéi méiglech de Fräiraum vun de Gemengen, wat eben d'Schafe vun eegene Recetten ubelaangt, nach ze vergréisseren.

Ech wëll zum Schluss dann awer vläicht och nach e kuerz Wuert iwwert de Conseil supérieur des Finances hei verléieren, eng Initiativ, déi mir als Demokratesch Partei och begréissen. Am Prinzip soll dee Conseil jo elo Ufanks vum nächste Joer a Kraaft treden. Wat wichtig ass, ass, datt eng paritétesch Zesammensetzung do entsteet, datt also all Gemeng sech doranner och erëmfanne kann, souwuel déi kleng wéi och déi grouss, well mer jo awer wëssen, datt d'Problemer vun deene Gemenge mat 500 Leit de loin net déi si vu Gemenge mat 15.000 Leit. Mä ech hunn awer do Hoffnung, datt dat Organ senger Missioun awer ouni Zweifel wäert gerecht ginn.

Erlaabt mer vläicht ofschléissend awer dann nach dem Emile Calmes merci ze soen, deen ouni Zweifel hei en excellente Rapport gemaach huet, dee mat Sécherheet och eng ganz wichtig Bedeutung an der Zukunft nach wäert kréien. Dofir sinn ech iwwerzeegt. Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Graas. Domadder si mer fir haut de Moien um Enn, a mir fueren haut de Mëtten um halwer dräi mam Hâr Ben Fayot weider. Ech hiewen d'Sitzung op.

(Fin de la séance publique à 12.16 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003
(Discussion générale - suite - Vote sur le temps de parole)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs et M. Charles Goerens, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung schéngt de Mëtte keng Kommunikatioun ze maachen ze hunn?

(Négation)

1. Communication

Par lettre du 11 décembre 2002 Monsieur le Député François Bausch a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet de la politique ferroviaire.

Fir haut de Mëtte fuere mer weider mat eisen Debatten iwwert de Budget vum Joer 2003. Déi nei Riednerlescht ass amgaang verdeelt ze ginn. Als éischte Riedner ass fir haut de Mëtten den Här Ben Fayot agedroen. D'Wuert huet den Här Fayot.

2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, eigentlech gëtt d'Politik elo erëm méi spannend. Wa manner Suen do sinn, da muss een nämlech politesch Prioritéiten treffen, déi weisen, wou ee steet a wat ee genee wëllt.

Ech wëll dofir a menger Interventioun, no deenen ausféierlechen Interventiounen vum Här Bodry a vum Här Krecké, manner iwwert d'Zuele vum Budget schwätze wéi iwwert d'Politik, déi hannert deenen Zuele steet.

All Regierung huet hir eege Prioritéiten. Dës Regierung hat der e puer ugekënnegt, wéi zum Beispill d'Bildungsoffensiv. Si huet vill vun Integratioun geschwat. Si huet par ailleurs geduecht, wéi se ugetratt ass, si kéint gemittlech weiderfuere ze verdeelen, vill a grouss ze bauen, de Wuesstum ze géiere. Nohalteg Entwécklung war och e Schlagwuert. A well se international e bëssen ënner Beschoss koom, huet se geduecht en halleft Schëff an e ganzen Transportairbus ze kafen, fir méiglechst schnell méiglechst vill Sue lass ze ginn an esou an de Prozenter fir d'Verteidigung besser do ze stoen. Bis virun engem Mount konnt een unhuelen, dat géing alles esou opgoen, Lëtzebuerg wär eng Insel vu Wuelstand an engem Mier vu Krisen. Mä elo muss dës Regierung weisen, dass se och manner gutt Zäite meeschtere kann.

Här President, d'Selbstzefriddenheet vun de Lëtzebuurger gouf laang Jore gefördert duerch ons brillant materiell Situatioun. Iwwerall stounge mer uewen an de Statistike vum Räichtum. All Joer sinn dem Stat nach méi Milliarden, wéi e virgesinn hat, an de Schouss gefall, ouni dass en de klengen Fanger geréiert hat. Trotz där brillanter materieller Situatioun huet de Wuerm vum Zweifel sai Wee gemaach, net onbedéngt bei de Regierungsparteien, mä dach bei manche kritesche Lëtzebuurger.

An enger Zäit vu Globalisatioun gëtt et esou eppes wéi internationale Benchmarking. Do ginn d'Performancë vun de Länner matenee verglach. D'PISA-Etüd war esou e Verglach, a mir wësse wéi verheerend e fir Lëtzebuerg ausgegangen ass. De Benchmarking zum Beispill vum eGovernment war och verheerend. Déi Etüden hu gewisen, dass e materiell räicht Land wéi Lëtzebuerg dat nach laang net ëmmer an intellektueller Hinsicht ass. Wou eis Ustrengunge musse leien, ass doduerch méi kloer ginn.

Här President, wat mech an der Lëtzebuurger Politik, déi ech an de leschten dräi Joer erlieft hunn, besonnesch bedréckt, dat ass déi Konzeptlosegkeet, deen intellektuellen Duerchernee bei manche Leit, déi dës Land regéieren an op d'Zukunft preparéiere sollen. Et gëtt etlech Beispiller. Ech wëll der just nëmmen zwee nennen.

Am Ufank huet et geheescht, keng vollëmfänglech Universiteit, an elo soll eng relativ ëmfänglech Universiteit kommen. Et huet och geheescht, keng duebel Nationalitéit. Elo gëtt se erbäigeruff vu bal alle Bänken, besonnesch op der Majoritéitssäit.

Här President, ech wëll besonnesch véier Froe behandelen, déi, iwwert dat Materiell ewech, fir d'Liewen haut a muer zu Lëtzebuerg wesentlech sinn. Et si Froen, déi Lëtzebuerg fir déi nächst Jorzéngte façonnéiere wäerten, an déi, jee nodeem se beäwert ginn, an déi eng oder aner Richtung féieren. Et si Froen, déi och a manner gudden Zäite geléist musse ginn. Et ass éischte d'Fro vun der Integratioun an der Kohäsion vun eiser Gesellschaft. Et ass zweetens d'Fro vun der nohalteger Entwécklung. Et ass drëtens d'Fro vun der Politik am intellektuellen a kulturelle Beräich. An et ass véiertens d'Fro vun der Schoul.

Éischte Punkt: D'Integratioun an d'Kohäsion vun der Gesellschaft.

Si hu mat dem Zougank zur Nationalitéit an zur politischer Participatioun, mat der Beherrschung vum Sproochesystem, mat der Ausländerpolitik, an och mat Europapolitik ze dinn. D'Manier, wéi mer dës Froen ugin, wäert de politesche Klima vun den nächste Jore bestëmmen. Kréie mer eng Well vu Populismus a Friemhaass, wéi mer dat a munch anere Länner an Europa gesinn? Net méi spéit wéi Enn November zum Beispill an der Schwäiz? Oder bleiwe mer dat oppent an tolerant Lëtzebuerg, wat zesumme mat de 37% Ausländer, déi hei liewen a schaffen, eng fortschrëttlech Gesellschaft ouni Scheiklappen opbau?

Wéi dës Majoritéit, déi d'Land regéiert, dat gesäit, ass mer net kloer. Jiddferree weess, dass mer dës Ausländer brauchen. Eis Ekonomie an eis Spideeler, eis Botzfirmen, eise Bau, eis Fabriken an eis Hôtellerie kommen ouni Ausländer net aus.

D'Regierung féint keng Lëtzebuurger Zaldoten, an dofir wëllt se och Ausländer an d'Arméi ophuelen. Mä jiddferree weess och, dass Lëtzebuerg kee Kuwait daerf ginn, wou déi eng schaffen an déi aner d'Politik maachen. Deen intellektuellen Duercherneen, vun deem

ech geschwat hunn, huet sech op eng penibel Manier an der Fro vun der duebeler Nationalitéit gewisen. Den 12. August 1999 huet den Här Juncker an der Chamber gesot, ech zitieren en: „Anstatt eng Debatt iwwert d'duebel Nationalitéit lasszetrieden, déi mer eis aus ville Grënn erspuere sollten, wëlle mer d'Konditiounen, fir Lëtzebuerg ze ginn, erlichteren.“

Genee de Géigendeel ass age-traff. D'Konditiounen fir Lëtzebuurger ze ginn, sinn erschwéiert ginn an d'Debatt iwwert d'duebel Nationalitéit ass nawell grad lassgetratt ginn. D'CSV war dogéint. D'DP war mordicus dogéint, bis dann elo viru kuerzem hire Fraktionspresident dat als „das Ei des Kolombus“ fir d'Integratioun duergestallt huet. Deeselwechten Duercherneen ass och bei der Zouloosung vun Net-Lëtzebuurger an d'Arméi gewiescht. Fir d'éischt hätt ee jo gären auslännescht Kanounefudder gehat, mä ouni deenen Zaldoten Zougank zu Deeler vun der öffentlecher Fonctioun ze ginn. Eng offensichtlech Diskriminierung, mat där Lëtzebuerg bei der éischer Plainte virum europäesche Geriichtshaff op d'Nues gaange wär.

Net besser ass et mat der Fro vum Lëtzebuergesch. Op all Téinarte gëtt verlaangt, dass Ausländer Lëtzebuergesch léiere sollen. Fir Lëtzebuerg ze ginn, muss ee scho Lëtzebuergesch kënnen, mä nérens am Budget fannen ech eng besonnesch Ustrengung dofir. Ech gesinn och net, wou d'Beriber ënnerstëtzt ginn, fir hiren auslänneschen Employéé während der Aarbechtszäit lëtzebuergesch Coursé ginn ze loos-sen. Lëtzebuergesch léieren ass nach ëmmer schwéier, well et net genuch qualifizéiert Enseignanten dofir gëtt.

Wéivill Lëtzebuergesch ee muss kënnen, fir Lëtzebuerg ze ginn, huet och nach kee beschriwwen. Dat soll jo hoffentlech elo op der Uni Lëtzebuerg nogeholl ginn. Zu dësem Problemkreess gehéiert och d'Fro vun der Aktualiséierung vum Friemegesetz vun 1972 a vum Gesetz vun 1993 iwwert d'Integratioun vun den Ausländer.

Et gëtt wichteg ONGen, déi dës Aktualiséierung froen. An ech mengen, et hätt ee sech och erwaart, dass eng Majoritéit, déi oft vun Integratioun schwätzt, déi zwee Gesetzer emol wéinstens évaluéiert hätt. Bis eng europäesch Gesetzgebung iwwert d'Awanderung an dem Asyl do ass, muss Lëtzebuerg sech gesetzlech Instrumenter ginn, déi den heitege Migratiounen ugepasst sinn. Awanderung ass net nëmmen eng Fro vun Aarbechtskräften. Et ass och eng Fro vu Mënscherechter a vun humanitärer Astellung vis-à-vis vu Leit mat verschiddene Motivatiounen, déi aus hirem Land flüchten. Dee lamentablen Zoustand vun deem Heem Don Bosco um Lampertsbiere, wou mer Flüchtlingen ëmfänken, sprécht Bänn iwwer ons Astellung vis-à-vis vun de Friemen.

Eng geregelt Immigratioun aus Drëttlänner kann nëmmen iwwer legal Kanal an Ofkommes mat Drëttlänner stattfannen, esou wéi mer dat sengerzäit mam Cap-Vert an och mat Jugoslawien gemaach hunn. Mir ënnerstëtzen dofir d'Regierung - ech wëll dat hei ganz kloer soen -, wa se sech d'Mëttele gëtt, fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen. Mir brauchen eng europäesch Asyl- an Immigratiounspolitik. Mä och heiheem brauche mer genuch Beamten a Richter, fir d'Asylprozedure schnell a grëndlech duerchzuféieren, fir ze

verhënnere, dass mer vun Immi-granten iwwerlaf ginn, déi eigentlech keng Asylante sinn.

Och d'Integratioun vu Bierger aus Drëttlänner, déi legal hei residéieren, muss encouragéiert ginn. D'Gesetz vun 1993 ass nëmmen en éischte Schrëtt. Ech begrëissen dofir och ausdrécklech déi Ouverture an der Reform vum Wahlgesetz deene Bierger géintwärt. D'Hëllef um sproochleche Gebitt muss och vis-à-vis vun deene vill méi intensiv sinn. Déi Integratioun kann net nëmmen wirtschaftlech Zwecker hunn, mä muss zur gesellschaftlecher a politescher Integratioun bäidroen. Och déi Associatiounen, déi sech ëm déi Integratioun beméien, solle méi ënnerstëtzt ginn.

Zweete Punkt, op deen ech kuerz wollt agoen, ass d'nohalteg Entwécklung.

D'nohalteg Entwécklung huet jo dës Chamber schonns intensiv beschäftegt, an zulescht an eise groussem Débat de 4. Juli 2002.

Fir d'nohalteg Entwécklung ass den Umweltminister zoustänneg. Ech gesinn am Budget 2003 keng wesentlech nei Akzenter op deem Gebitt. Am Joer 2003 soll de System vun Indicateure vun der nohalteger Entwécklung en place gesat ginn, op där anerer Säit stellt sech d'Fro vum Anenanageräife vu Landesplanung an nohalteger Entwécklung. Allerdéngs beim neie Waasseramt ginn der Umweltdirektioun vun Eaux et Forêts wichteg Kompetenzen ewechgeholl. Insgesamt muss ee soen, dass an dëser Regierung den Umweltministère geschwächt ginn ass. Och d'Usiedele vun der Landesplanung an der nohalteger Entwécklung an zwee verschidde-nen Ministère dréit sécher net zur Kohärenz bäi, mécht d'Synergie méi schwéier an ass héchstwahrscheinlech en zousätzleche Käschtfaktor.

Et ass méiglech, dass d'nohalteg Entwécklung duerch déi méi lues wirtschaftlech Croissance awer nach Opdriff kritt. Leider gesäit et esou aus, wéi wann déi zwee, d'nohalteg Entwécklung an de Wirtschaftswuesstum, e géint deen aneren ausgespillt géife ginn. Mir Sozialiste sinn net der Meinung, dass Ekologie, Respekt virun der Natur, e schouenden Émgang mat den natierleche Ressourcen incompatibel mat wirtschaftlechem Wuesstum wären, wéi dat ënner dem Schock vum wirtschaftlechen Abroch hei an do gemengt gëtt.

Mir mengen, dass Liewensqualitéit, Uerdnung am Landverbrauch duerch eng virsiichteg Landesplanung an e gudden öffentlechen Transport ganz grouss Trëmp fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg sinn. Mir mengen och, dass vill méi wéi an deene vergaangene Joren dono muss gekuckt ginn, wéi eis natierlech Espacen an Noerhuelungsgebieder erhale musse ginn. Sécher sinn Industrie- an Aktivitéitszone wichteg, mä grad esou wichteg ass d'Meeschtere vum Verkéier, deen doduerch entsteet.

Mir hu scho bei der Debatt iwwert d'nohalteg Entwécklung iwwert den Zoustand am Ballungsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg an där Hisiicht geschwat. Ech hu mat Interesse d'Kloe vum Handwierk gehéiert, déi iwwert déi vill Zäit kloer, déi hir Handwierksleit am Stau all Dag verléieren.

An den nächsten zwee Joer, also 2003 an 2004, soll jo e Concept intégré de l'aménagement du territoire et des transports tèschent sechs Ministère ausgeschafft ginn. Et soll och e Plan sectoriel transports am Kader vun der Landesplanung opgestallt ginn. A fir 2003 ass fir d'éischt eng Provisioun virgesinn, fir eng Studië fir eng Zuchverbindung iwwert de Findel op de Kierchbiere an de Sennenger Biere.

Dat alles, wann een dat esou gesäit am Budget, léisst erkennen, dass um Plang vun der Stad Lëtzebuerg an der Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg sech soubal näischt um herrschende Chaos wäert änneren. Dat ass de Präis, deen dës Regierung bezuele muss, well se all déi Viraarbecht vun der vierechter Regierung an den Tirang geluecht huet an erëm vu vir ugefaangen huet. Dat ass de Präis dofir, dass weder CSV nach DP sech konsequent waren.

Ech erënnere nach eng kéier un d'Konklusioun vum Rapporteur Emile Calmes bei der Debatt iwwert d'Nohaltegkeet. Deemoos war de Rapporteur jo zimlech ënner Beschoss geroden. Dat huet hien awer net dru gehënnert, fir schlussendlech dach nach Rapporteur vum Budget dës Joer ze ginn.

(Interruption)

Hien hat jo deemoos geschriwwen, an d'Majoritéit vun der Kommission hat him Recht ginn: „Considérant les mesures prévues par le programme „mobilité.lu“, la commission estime qu'il faudrait suspendre tout nouveau projet de construction routière.“

Dat ass jo du verwässert ginn an enger Motioun. Dat ass jo dunn ënner den Dësch gefall, a well den Här Calmes Berichterstatter iwwert d'nohalteg Entwécklung war, hunn ech sai Budgetsbericht mat Spannung erwaart. Ech wollt doranner Zeeche fannen, wéi et dann elo mat der nohalteger Entwécklung an der jetzeger Politik vun dëser Regierung a vun dëser Majoritéit weidergoe soll.

Et gëtt dann am Budgetbericht eng Partie Säiten iwwert de Protokoll vu Kyoto an d'Energieversuerung vu Lëtzebuerg. Ech hunn dat opmierksam gelies. Et gëtt allgemeng Bemierkung wéi déi hei - dat ass elo deen zweete Bericht vum Här Calmes: „Il s'agit de maintenir la compétitivité des entreprises luxembourgeoises tout en tenant compte des contraintes environnementales légitimes.“ Dat ass sécher e fromme Wunsch an e gudden Wunsch, mä wéi dat soll gemaach ginn hunn ech awer nérens gelies.

Et gëtt Iwwerleeungen iwwert d'Méiglechkeete fir d'Lëtzebuurger Ekonomie duerch den Développement durable. En anere fromme Wunsch, ech zitieren en: „Afin d'être autorisé aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto, il s'avère nécessaire de disposer d'inventaires d'émissions.“ Wou sinn déi Inventaires d'émissions? Mir brauchen och Indicateuren. Si ginn nach ëmmer studéiert. De Rapport freet sech, wéi ee mat Entwécklungslänner zesumme schaffe kann. E mengt och, dass déi CDM'en (mécanismes de développement propre) vum Umweltministère missten ofhänken.

Dat ass allerdéngs wéineg prezis, Här President, a wéineg contraignant. De politesche Punkt ass jo deen: Et ass jo awer net iergend-ee Berichterstatter. Dat ass de Berichterstatter vun enger Partei, déi an der Regierung souwuel den Umwelt-, wéi de Kooperations- an de Wirtschaftsminister huet. Dat ass fir mech e bëssen d'Enttäuschung, dass een doraus net eng Partie politesch Prioritéite fir déi lescht zwee Joer vun dëser Regierung erausgeschleht huet.

En drëtten Punkt geet iwwert dat, wat een eis intellektuell Infrastruktur zu Lëtzebuerg kennt nennen.

Ech verstinn dorënner zum Beispill den Zougank zum Internet an de Gebrauch vum Internet am intellektuelle wéi am wirtschaftleche Beräich, oder och d'Uni Lëtzebuerg, oder den Ausbau an d'Mëttele vun der Fuerschung a vum Transfert de technologies am Interesse vun de Beriber wéi vum

Liewen insgesamt, esou wéi de gesamte Kulturberäich, deen ëmmer méi wichteg an eiser Gesellschaft gëtt.

Wat d'Kultur ugeet, hat d'Regierung an hirer Regierungserklärung ugekënnegt, d'Gesetz vum 28. Dezember 1988 iwwert d'Kulturinstituter ze aktualiséieren. Dëst Zil, wéi mir gesot kruten an enger Kommissiounssitzung mat der Madame Kulturminister, schéngt an der Zwëschenzäit fale gelooss ginn ze sinn. Ech mengen, do stellt sech en echte Problem an deem Zesammenhang, well déi Kulturinstituter, déi 1988 reorganiséiert gi sinn, sinn haut net nëmme méi Verwaltung mä regelrecht Déngschtleeschungsbetreibler am Kulturberäich. Si sinn och personell ënnert der Pressioun vun der Realitéit vun der Demande explodéiert. Vill Situatioune sinn do ze regulariséieren.

Iwwert d'Kultur zu Lëtzebuerg ass vill ze soen, an et muss een agestoen, dass viles an de leschte Jore geschitt ass an och elo nach geschitt. Besonnesch säit deem Lëtzebuerg 1995 Kulturhauptstad war, huet d'Kulturliwien zu Lëtzebuerg säin Opschwung weidergefouert. Mir begrëssen et ausdrécklech, dass den OPL, den Orchestre philharmonique vu Lëtzebuerg, dank dem Stat elo seng finanziell Onofhängegkeet huet a sech weiderentwéckele kann. De Modell, fir iwwer Sponsoring vun der Privatwirtschaft a Prestigekultur investéieren ze loossen, ass feelgeschloen. De Stat huet hei eng Verantwortung - dat hu mir ëmmer nach gesot -, déi allerdéngs net op d'Musek ka reduzéiert bliwien.

Et ass bekannt, dass vill Neibauten amgaange sinn, déi d'Kultur zu Lëtzebuerg prägen wäerten. Muer mussen déi géréiert a mat Liewen erfüllt ginn. Mä dach muss een allgemeng bedauern, dass zwar vill Sue fir Bauten a fir Prestigeprojeten zur Verfügung stinn - géint déi mir näischt hunn -, mä ze wéineg fir innovativ an alternativ Kultur. D'Verhältnis ass einfach net richtig. Vill Kulturschaffend - dat ass am Fong geholl, wéi soll ech soen, dee fertilen Terrain vun deem och emol Prestigeprojeten erauskommen -, privat Theatergruppen, privat Verleger, Publikatioune vu Literatur, Geschichtsforschung, Kënschtler, Revuë klapp sech mat grousser materieller Schwierigkeeten erëm. De Maart ass kleng, de Publikum och, an iwwert d'Grenzen ze percéieren ass nach ëmmer net einfach.

Et ass offensichtlech, dass et Sparten an der Konscht gëtt, déi et méi schwéier hu wéi aner. D'Filmbranche, zum Beispill, huet sech an deene leschten 12 bis 15 Joer gutt entwéckelt. D'Gesetz vun 1989 huet zu 14 Produktionsfirmen mat 600 Beschäftegte gefouert, an dach feelt et hei u spezialiséiertem Personal. Oft ass déi Filmbranche awer nëmme e Relais fir finanziell Montagë mat Ausländer. Si kënnen a si wëllt, menger Ansicht no, och méi gi wéi dat.

Och am Theater feelt et u Suen a spezialiséiertem Personal. Op där anerer Säit huet den Theater net genuch Publikum. D'Jugend vun de Schoule misst zum Theater, wéi iwwerhaupt un de Kulturbetrieb erugezu ginn. Grad esou ass et wichteg, dass Professioneller vum Kulturmanagement national wéi regional agesat ginn, dass och déi Animatoren, déi mer schonn hunn an de Regionen, emol eng Kéier eng Bestandsopnam vun hirer Aarbecht an de Problemer, déi se hunn, maachen, Problemer och wat d'Synergie mat de Gemengen zum Beispill ugeet.

Wéineg Künstler hunn och vum Künstlerstatut profitéiert. Jonker, déi et am meeschte bräichten, fallen net drënner, wéi mer wëssen. Och hei huet de Stat, mengen ech, eng Responsabilitéit fir jonken, onofhängege Künstler den Départ ze erméiglechen. Dat al-

les, dat si jo och wirtschaftlech Faktoren, well do nei Aarbechtsplazen entstinn, well do nei Secteure kënnen entstoën, déi, dat muss een och gesinn, eis Wirtschaft mat diversifizéieren hëllefen.

Et ass och bekannt, Här President, dass mer vill Internet-USchlëss zu Lëtzebuerg hunn, an dass 50% vun de Leit den Internet regelméisseg benotzen. D'Fracture numérique besteet awer effektiv, dat heescht, d'Ongläichheet wat den Accès zum Internet ugeet. Et gëtt vill manner Fraen (38%), wéi Männer (60%) am Internet. Aarbechter a Leit, déi de Stot doheem maachen, stellen héchstens 25% duer. Et si méi déi aktiv Leit, déi am Beruff stinn, déi am Internet regelméisseg ze fanne sinn. Et ass dofir ze hoffen, dass de Stat a senger Internetpolitik endlech Klorheet schafft.

Ech erkläre mech: Et si jo - mer hunn dat viru kuerzem hei vum Här Biltgen gesot krut -, 72 Projekte vun eLëtzebuerg ënnerwee. Besonnesch allerdéngs am Beräich eGovernment sti mer nach ëmmer ganz schlecht am europäesche Benchmarking do. Et ass zwar net ze verkennen, dass vill Projeten ënnerwee sinn, mä et geet ze lues, well déi Beamten, déi sech domat ofginn, nach vill aner Saachen ze maachen hunn. A wann een déi eenzel Projekte kuckt, fret ee sech, wéi de Bierger sech an dem Ganzen erëmfindt. Eng ganz Partie vun deene Projete reduzéiere sech op den eischten Niveau, dat heescht, dee vun der Informatioun. Dat ass jo schonn net schlecht, selbstverständlech, och emol heiansdo op den zweeten Niveau, dat heescht, fir Formulieren eraus ze drécken, mä interaktiv Sitë vu Verwaltungen, wou een Affären online ofwéckele kann, gëtt et ganz wéineg, mä dach, mengen ech, wär dat eng absolut Noutwendegkeet, wann ee kuckt, wéi schwierig et haut oft ass, fir de Kontakt mat enger Verwaltung hierzustellen.

Zu der intellektueller Infrastruktur gehéiert och, fir mech op jiddfall, d'Uni Lëtzebuerg. Si ass jo bekanntlech eng politesch Schwéiergebuer an der Regierung gewiescht. D'Madame Hennicot huet missen a laange Sitzunge mat hirem Koalitionspartner réngen, fir endlech hire Projet kënnen ze déposéieren. Mir Sozialisten hunn ni een Heel draus gemaach, dass mir eng Uni Lëtzebuerg wëllen. Ech mengen, et ass fir ons e wichtegt Instrument, fir eist Land intellektuell weider ze bréngen.

Ech hunn allerdéngs mat Erstaune gehéiert, dass de Projet wa méiglech scho fir d'Réntree 2003 a Kraaft triede soll. Ech hunn awer am Budget keng weider Exekutiounskreditter fonnt. Do ass vill ze maachen, ofgesi vun Hörsäll a Laboer. Mir brauche Wunnenge fir d'Studenten, well mer jo Studenten aus dem Ausland hunn, net nëmme Lëtzebuurger Studenten. Mir wëllen eng zentral Unisbibliothék. Mir wëlle Sportsinstallatioune, an esou weider.

Och d'Fro vun der Dispersioun vun den dräi Fakultéiten um Lampertsberg, zu Walfer an zu Esch/Belval, wéi och vun der Kommunikatioun zwëschen deenen dräi Siten ass ze léisen, net ze schwätzen dovunner, wéi een déi bestehend Raimlechkeeten zum Beispill zu Walfer fir en Unisbetrieb adaptéiere kann.

Wat d'Fuerschung ugeet, esou sollen d'Kreditter, laut Regierungserklärung, vun 0,1 op 0,3% vum Bruttonationalprodukt eropgoen. Ons Centres de recherche publique hu grouss Besoinen, materiell Besoinen, wat d'Raimlechkeeten ugeet, mä och mënschlech Besoinen, wat d'Personal ugeet. Och de Statut vun de Chercheure muss endlech gekläert ginn. Et kann net ëmmer nëmme Zäitverträg an der Recherche ginn.

Nach en Zitat vun eise Statsminister den 12. August 1999: „D'Regierung engagéiert sech esou séier wéi méiglech, een neie Gesondheitslaboratoire bauen ze loossen. Seng Missiounen an seng Strukture gi redefinéiert. De Laboratoire national de santé soll en internationaalt Referenzinstitut ginn“.

Ech hunn an deem Zesammenhang zwou Propositionen de loi abruucht, déi als Zil hunn an deenen zwee wichtege Gebidder ons intellektuell Infrastruktur ze festegen: den Observatoire des médicaments an eng Agence de sécurité alimentaire. Alle béid si se geduecht, fir d'Fuerschung op deene Gebidder an d'Kollaboratioun mat auslänneschen Expären an Instituter ze entwéckelen, eng absolut Noutwendegkeet op Gebidder, wou mer an europäeschen Netzer matschaffen a wou mer eng ganz Partie Defiziter hunn.

An da véierten a leschte Punkt, d'Schoul. Am Schoulwiese si mer bis elo, trotz ugekënnegter Bildungsreform, nach net zu ëmwälzender Reforme komm. Wuel sinn eenzel Measure geholl ginn. Iwwert d'Reform vun Inspektorat gesäit een allerdéngs am Budget 2003 näischt. D'Reform vun Schoulgesetz vun 1912 ass jo ënnerwee. De Cycle supérieur vum Secondaire ass reforméiert ginn. Mä aus PISA, aus där Etüd, ass eigentlech wéineg erausgezu ginn. Et ass och erstaunlech, fir mech op jidde Fall, dass Lëtzebuerg net un der vergläichender Studie iwwert d'Enseignanten, also PITA (Program for International Teachers Assessment) deelhält.

Ech weess, wéi delikat dat fir d'Enseignanten ass. Déi sinn och net onbedéngt frou mat esou enger Evaluatioun. Dat versteet een esouger, well se oft als Bouc émissaire fir all méiglech Echece vun de Kanner an vun der Schoul duerhale mussen. Zu Onrecht zu engem groussen Deel, mä et kënn en awer net derlaanscht, fir d'Enseignanten am Mëttelfeld vun der Schoulreform ze gesinn.

E weidere Punkt zu der Schoul, en Zitat nach eng Kéier vum Statsminister vum 12. August 1999: „Zu enger toleranter a participativer Demokratie gehéiert och den Ausbau vun der materieller staatlecher Hëllef un d'Privatschoulen“.

Ech hunn deen Zesammenhang vu participativer Demokratie a Privatschoulen eigentlech nach ni richtig verstanen, mä et sief dann. Méi wéi dräi Joer no deem Aussproch läit dann elo e Gesetz iwwert d'Privatschoule vir, dat d'Gesetz vun 1982 op eng phenomenal Manéier erweidert. Niewent de Fonctionnementskäschte soll elo och den Entretien vun de Gebaier an den Investissement a Gebaier réckwierkend op déi lescht zéng Joer vum Stat zwëschen 40 bis 80% iwwerholl ginn.

Et sief drun erënnert, dass de Stat an de leschte Jore scho grouss Gebaier fir esou Privatschoule bezuelt huet. Denkt un déi International Schoul um Geesseknäppchen. Och sozio-familiär Strukture vu Privatschoule si vum Stat subsidiéiert ginn, esouwuel wat de Fonctionnement, wéi och den Investissement ugeet, an et wär interessant emol eng Kéier vun deenen zwou zoustännege Ministeschen ze héieren, wat dat alles zesammen elo schonn ausmécht.

Erstaunlech ass allerdéngs, dass de Budget vun 2003 näischt virgesäit, fir dëst Privatschoulgesetz ze exekutéieren. Ech hunn op jidde Fall näischt fonnt. Ech wëll elo hei net op den Detail vun deem Gesetz agoen, mir wäerten nach genügend Zäit dofir kréien, mä mech interesséiert elo mol déi fundamental Optioun, déi fundamen-

tal Orientatioun, déi doranner läit. Fundamental, well dës Regierung viraussichtlech grouss finanziell Mëttel opbréngen wëllt a muss, fir eng zweet privat Filière am Schoulwiesen zu Lëtzebuerg opulwien ze loossen. Dat ass net back to basics, dat ass back to the 19th century.

Bekanntlech gëtt et augenblécklech zu Lëtzebuerg véier Zorte Privatschoulen, d'Kongregatiousschoulen am Primär an am Secondaire, international Schoulen, véier un der Zuel, d'Waldorfschoul an de Lycée technique Emile Metz. Fir déi éischt, fir d'Kongregatiousschoulen hat jo eng CSV-DP-Koalitioun 1982 e Gesetz gemaach, dat eng deelweis Integratioun vun deene Schoulen an d'öffentlech Schoul eigentlech gemaach huet. Wann déi Schoulen, genee déiselwecht Programmer mat qualifizéiertem Personal ugebueden hu wéi d'öffentlech Schoul, dann hu se fir dee Fonctionnement Geld vum Stat krut. De Lycée technique Emile Metz huet eng Konventioun mam Stat, déi net ënnert dëst Gesetz vun 1982 fällt. Och dëse Lycée ass eigentlech en Deel, duerch seng Programmer, duerch déi Manéier, wéi en organiséiert ass, vun der öffentlecher Schoul.

D'Waldorfschoul kritt e Subside vum Stat. D'gesetzlech Basis vun der Konventioun mam Lycée technique Emile Metz a vum Subside vun der Waldorfschoul ass net kloer.

Bliwien dann nach déi international Schoulen. Si kruten och ouni gesetzlech Basis bis elo scho vill gehollef. D'International Schoul, wéi ech scho gesot hunn, krut dat grousst Gebai um Campus Geesseknäppchen vum Stat gebaut an déi dräi aner international Schoule sinn och an öffentleche Gebaier ënnerbruecht.

Ech wëll hei direkt soen, dass et eng Berechtigung fir eng International Schoul zu Lëtzebuerg gëtt fir déi Kanner vun Ausländer, déi nëmme e puer Joer zu Lëtzebuerg schaffen an da weiderginn. Ob dat musse véier international Schoule sinn, dat sief emol dohinner gestallt. Mä Här President, et gëtt keng Berechtigung dofir, dass en zweete parallelen a private Schoulsystem zu Lëtzebuerg entwéckelt gëtt.

A mir Sozialiste sinn der Meinung, dass alles gemaach muss ginn, fir dass d'öffentlech Schoul esou gutt an esou flexibel ass, dass se Echece verhënnert, dass se alle Bedierfnisse entsprécht, an déi Leit, déi dann nach eng extra Leeschtung wëllen, sollen dofir aus hirer Täsch opkommen.

D'Kollektivitéit ass net dofir do, fir Waldorfschoulen, reliéis Schoulen a Schoulversich ze bezuelen, mä fir d'öffentlech Schoul ze verbessern an auszebauen. A wann dëst Gesetz duerchgeet, da sti mir och nach virun der skandaléiser Situatioun, dass d'Gemenge fir nei Schoulgebaier a fir nei paraschoulesch Infrastrukture manner vum Stat ënnerstëtzt gi wéi privat Schoulen.

Ech zéien aus dësem Gesetzesprojet d'Konklusioun, dass dës Regierung wesentlech a wëllentlech eng Zweeklasseschoul förder wëllt. Eng privat Schoul fir déi, déi sech dat kënnen leeschten, an eng öffentlech Schoul fir déi, déi sech dat net kënnen leeschten.

An dës Koalitioun huet nach eng wichteg politesch Weich gestallt, wéi se - an dat huet een deemools net esou erkannt - déi paraschoulesch Infrastrukturen ënnert de Familljeministère gestallt huet, an domat vum Erzéiungsministère getrennt huet. Dëst huet am Ufank no enger onverfängerlecher politescher Koalitiounsopdeeling ausgesinn, mä et weist sech elo, wat d'Konsequenz dovunner ass. D'Gemengen hu jorelaang paraschoulesch Infrastrukturen ouni d'Hëllef vum Stat geschafen, fir

d'Chancëgläichheet duerch eng verbessert öffentlech Schoul ze erméiglechen. Elo ginn déi Gemengestrukturen forcéiert grouss baulesch Transformatiounen ze maachen, well d'Regierung d'ASFT-Gesetz esou interpretéiert.

Et misst een emol - an ech sinn dofir frou, dass d'Madame Familljeminister och bei eis ass - ënnersichen, inwiefern déi Oploe vun deene Règlements grand-ducaux, - déi jo zum Deel berechtigt sinn, dat wëll ech net ofstreiden -, net awer méi flexibel kënnent sinn, fir d'Gemengen net onbedingte ze forcéieren, rieseg Investissementer ze maachen, an och besonnesch bei den Tariffer an deenen Infrastrukturen, ob dat Kantinen, Foyer de jour oder Cours d'appui sinn, also Déngschtleeschungen, wou Tariffer elo sollen un d'Akomes gemonne ginn, an d'Elteren hir Paiziedele bäileee mussen, wann hiert d'Kand an d'Kantin geet -, ob een dat net méi flexibel oder op eng aner Manéier kënnent maachen.

Well, Här President - an ech soen der Madame Minister dat ganz kloer -, fir eis gehéieren déi Kantinen, déi Nohëllecoursen an déi Opfaangstrukturen zum Optrag vun der öffentlecher Schoul, fir Chancëgläichheet an eng gréisstméiglechste Integratioun vun alle Kanner ze garantéieren. An ech soen Integratioun, well mir hunn - an ech kommen do op mäin eischte Punkt zréck - 37% Ausländer, déi zu Lëtzebuerg liwien, deenen hir Kanner, wa se net an d'öffentlech Schoul ginn, e groussen Deel vun Integratiounsméiglechkeete verluer hunn, an dofir musse mir eis öffentlech Schoul esou developpéieren, dass se net nëmme fir Chancëgläichheet, mä och fir Integratioun vun der gesamer Bevölkerung do ass. Dat ass eis Astellung an ech wär frou, wa mir op deem Plang och géifen oppassen, wa mir Weiche fir d'Zukunft stellen, well déi Weichen, déi eng Kéier gestallt sinn, déi sinn net méi zréck ze maachen.

Här President, ech wëll och nach soen, dass et ausserdem am Schoulwiese vill Onzefriddenheet gëtt. Ech wëll just e Beispill huelen, ouni an d'Detailer ze goen, e Beispill aus dem Bericht vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Ech liesen lech et vir, well ech fannen dass déi Chamber heiansdo ganz interessant an och sproochlech flott Saache virbréngt. Et muss een net ëmmer mat allem d'accord sinn, wat se seet, mä si huet awer an d'Schoulwiesen - et ass jo och bekannt datt eng Partie Professeren an där Chamber sinn - e gudden Abléck an op dat, wat do geschitt: „La chambre“, also d'Chambre des Fonctionnaires „ne peut se passer de poser un certain nombre de questions sur des projets prometteurs évoqués, initiés, miroités devant les yeux d'un public en attente, puis relégués sans autre façon aux oubliettes.“

Où en est le projet d'autonomie limitée rebaptisé pudiquement action pédagogique propre destinée initialement à dynamiser les forces vives des lycées et des lycées techniques?

Où traîne le projet de gestion budgétaire séparée des établissements scolaires, où sommeille le projet de réforme de l'enseignement technique?

Las d'être traité comme une pâle contrefaçon du classique“, an esou weider.

D'Chambre des Fonctionnaires, dat ass jo eng Chamber, där verschidde politesch Kräften hei an der Chamber nostinn!

Här President, an deene véier Problemerkresser huet dës Regierung konzeptlos an iwwerflächlech geschafft. No 40 Méint gesäit een net, wat fir Akzenter dës Regierung fir d'Moderniséierung a fir d'Zukunft vum Land gesat huet.

Här President, ech si jo eigentlech vu mengem Uleies hier e realistesche Mënsch an och kee fanateschen Oppositionspolitiker, ech probéiere jo ëmmer e bëssen ze verstoen, wat eng Regierung an eng Majoritéit wëllt maachen. Ech mengen, ech sinn esou laang an der Politik, dass ech weess, dass et och net ëmmer einfach ass, fir Saachen ze maachen. Ech erkennen och gären un, dass et fir eng Regierung oft schwéier ass, Evolutiounen ze erkennen an Evolutiounen dann och ze änneren. Dat ass schwéierfällg, besonnesch och well et Koalitiounsregierungen sinn, a well jo d'DP-CSV-Koalitioun gewisen huet, dass se Schwierigkeiten huet, fir sech interfraktionell kuerz ze schléissen an hir Linn e bësse kloer ze stellen.

Dat huet een a Kommissiounen gesinn; et gesäit een et all Dag. Also do hu se nach munches ze léieren. Mä trotz all deem Versteesdemech, wat ech hunn, mengen ech awer, mat Sécherheet kënnen ze soen, dass dës Regierung net als eng Opbroch- an Erneuerungsregierung an eis politesch Geschicht wäert agoen. Ech soe merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

M. Nico Loes (CSV). - Här President.

M. le Président. - Jo.

M. Nico Loes (CSV). - Här President, no der Interventioun vum Här Fayot, op déi mir am Fong geholl gewaart hunn, kann ech lech matdeelen, dass eis Fraktioun de Budget wahrscheinlech net ka stëmmen.

M. le Président. - Dat géng mech awer wonneren!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - No der excellenten Ried vum Här Fayot kann et elo nëmmen nach biergof goen.

M. le Président. - Loosst den Här Loes schwätzen. Här Loes fänkt un.

M. Nico Loes (CSV). - Här Bartolomeo, den Här Fayot war net esou schlecht an dat, wat den Här Krecké hei ënnerstrach huet, dat wonnert eis och guer net. Ech kucke mat mengem Eisleker Elan iwwert déi Lag do ewech ze kommen.

(Interruption)

Jo, dass ee gutt drënner erduerch kënt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem Kolleg Emile Calmes merci soe fir säi fundéierte Rapport, an och fir säi gudden schréffleche Rapport, fir déi vill Aarbecht, déi hie gemaach huet. All Respekt fir seng Fläissaarbecht.

An ee vun den Haaptakzenter an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun an och vum Budget vun 2003 ass d'Sécherheet vun eis Bierger a Biergerinnen. Dat ass conforme zur Regierungserklärung vum 12. August 1999, wou de Kampf géint d'Kriminalitéit zu enger vun de Prioritéiten vun der Regierungspolitik erkläert ginn ass.

Dat waren also keng eidel Wieder an ech begréissen dat och ausdrécklech, well d'Sécherheet ass e Grondrecht. Eng vun den Haaptaufgaben vum Stat ass et, fir d'Sécherheet vum Bierger ze suergen. De Stat muss déi physisch Integritéit beschützen, esou wéi de Statsminister dat och an senger Deklaratioun gesot huet.

Et ass net nëmmen déi schwéier Kriminalitéit, déi dem Bierger ze schafe mécht. Ech mengen, et ass haaptsächlech déi kleng an all-

deeglech Kriminalitéit, déi d'Leit féierten. D'Bierger gi méi konfrontéiert mat Déifstäl, Abréich a Vandalismus. Dës Infractionen droen am meeschten dozou bäi, fir een Onsécherheetsgefill ze schafen. De Bierger fillt sech deemno net méi sécher a senger Haut. Och wann et bei eis hei zu Lëtzebuerg manner Schwéierverbriche gëtt, wéi a verschidde anere Länner, där d'Sécherheetspolitik net op déi llicht Schéller geholl ginn.

Ech erënneren drun, dass et am Joer 1999, wéi et zur Fusioun vu Police a Gendarmerie komm ass, ee vun den Haaptinstrumenter huet misse sinn, fir eng landeswäit optimal Polizeipresenz ze sécheren. D'Polizei muss d'Méiglechkeet kréien, fir op dem ganze Lëtzebuurger Territoire siwen Deeg an der Woch, 24 Stonnen op 24 Stonne kënnen ze intervenéieren.

Ech begréissen dofir och ganz besonnesch, dass déi sechs regional Polizeibezierker an deem Joer alleguer operativ gi sinn. Si sinn an der Stad Lëtzebuerg, zu Esch-Uelzecht, zu Dikrech, zu Kapellen, zu Miersch an zu Gréiwemaacher.

Dës Struktur garantéiert net nëmmen eng besser Répressioun, mä bedeit och haaptsächlech eng Verbesserung vun der Preventioun. D'Sécherheetsgefill gëtt verstärkt duerch eng systematesch Präsenz vun der Polizei um Terrain an duerch méi Proximitéit zum Bierger. Dat erméiglecht et déi kommunal Sécherheetspläng besser ëmzesetzen.

(Interruption)

Här Scheuer, ech denken am Éislek klappt dat och an hoffen, dass bei lech zu lechternach och alles esou an de Furen erageet, wéi Dir lech dat wënscht. A mat lech als Buergermeeschter, do schéngt dat mer och kee Problem ze sinn, well Der gewinnt sidd, e bëssche mat enger eiserner Fauscht duerchzegräifen.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Merci fir d'Kompliment!

M. Nico Loes (CSV). - Dës Budget verstärkt déi personnell a materiell Mëttelen, déi néideg sinn, fir eng Polizei ze kréien, déi Präsenz um Terrain weist, also déi, déi no beim Bierger ass.

No de Rekrutementer aus de Joren 2000, 2001 an 2002 sinn och fir 2003 bis 2009 déi néideg Kreditter virgesinn, fir all Joer 60 nei Polizeibeamten an de Carrière vum Inspekter a vum Brigadier anzustellen. Dat ass conforme zum Plan de recrutement pluriannuel.

Weiderhi stellt de Budget 2003 déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung, fir 20 nei Beamten an der Police judiciaire ze rekrutéieren. Dës Beamte sollen haaptsächlech am Kampf géint dat organiséiert Verbrichen a géint d'Wirtschaftskriminalitéit agesat ginn.

Dobäi klammen d'Kreditter vun Ministère de l'Intérieur ëm méi wéi 10%, wat do d'Formatioun, d'Informatik, d'Kommunikatioun, d'Waffen an och déi polizeilech Schutzequipementer ubelaangt.

Schlussendlech ginn och d'Kreditter am Justizministère ëm 11,3% gehéicht. Iwwert een Zäitraum vu fénnef Joer sinn hei d'Kreditter ëm 60% geklommen. Déi Sue fléissen haaptsächlech an d'Justizpersonal an och an den Ausbau vum Prisong.

Ech wollt mech a menger Interventioun méi am Detail mat der Police judiciaire ausernee setzen. An engem Pressebericht, deen de 25. Juli an dem Journal publizéiert gi war, hunn ech gelies, dass an engem Bericht vun der Polizeiinspektioun op 321 Säiten eng ganz Rei Problemer opgeworf goufen, déi um Niveau vun der Police judiciaire bestinn. Laut dëser Presseinformatioun sollen zirka 500 Dossieren am Beräich vun der Fi-

nanzkriminalitéit duerch d'Police judiciaire en suspens gehale ginn.

Den Haaptgrond fir dese Retard läit am Personalmangel. Bei der Police judiciaire sinn zirka 100 Beamte mat der grousser an der organisierter Kriminalitéit beschäftigt, an dovu sinn 28 Beamten, déi sech mat Finanzaffäre beschäftigen. Esou, wéi am Presseartikel dra stoung, mécht sech och bei dese Polizisten eng Frustratioun breet, well si mat diesen Dossieren einfach vun der Zäit hier net méi nokommen. Hir meescht Zäit geet drop, fir déi international Rechtshëlfedossieren ze bearbechten. Da bleift einfach keng Zäit méi, fir sech mat aneren Infractionen, wéi zum Beispill de kriminelle Failliten ze beschäftigen. Laut Informatiounen sollen zwëschen 1996 an 2000 56 Ermittlungsverfahren a betrügeresche Failliten, dat heescht Faillites frauduleuses, ageleet gi sinn, déi bis haut awer och nach net zu engem Ofschloss koumen.

D'Staatsanwaltschaft an d'Ennersuchungsriichtere sti virun deemselwechte Problem. Si sinn och mat der internationaler Rechtshëlf iwwerlaascht a si kënnen sech net méi an engem ausräichende Mooss mat deenen nationalen Dossieren beschäftigen.

Heizou soen ech Folgendes: Et kann net sinn, dass déi national Dossieren a Saache Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit vernoléisseg ginn. D'Vebriche däreren net ongestrooft dervu kommen. Wa se net bestrooft ginn, dann huet dat eng geféierlech Signalwirkung an da besteet de Risiko, dass d'Unzuel vun dëser Finanz- a Wirtschaftskriminalitéit nach weider klëmmt, a grad dat musse mer probéieren ze verhënneren.

Eis Regierung huet och dës Problematik erkannt a proposéiert eng Partie Léisungen. Ech erënneren drun, dass fir d'Joer 2003 20 nei Beamten an der Police judiciaire agestellt ginn. Dës Poliziste musse sech haaptsächlech mat der Wirtschafts- an der Finanzkriminalitéit beschäftigen.

Weiderhin huet d'Regierung och een Aarbechtsgrupp agesat, wou am Moment iwwert d'Schwachpunkte vun der Police judiciaire geschwat an iwwer Verbesserungsverschléi nogeduecht gëtt. Dës Aarbechtsgrupp setzt sech zesammen aus Vertrieeder vun der Justiz, der Polizeidirektioun, dem Justizministère an och dem Innenministère.

Et feelen awer, a mengen Aen, an deem Aarbechtsgrupp och Vertrieeder vun der Polizeigewerkschaft. Ech fannen dat net gutt, well do och eng ganz Partie Savoir-faire vun deene Leit verluer geet. Ech mengen, et sinn déi Leit, déi um Terrain schaffen an déi duerch hir Erfahrung outilléiert wieren, fir Verbesserungsverschléi mat eranzebriegen. Dowéinst froen ech mech, ob et net gutt wier, fir och Leit vun der Polizeigewerkschaft an dës Aarbechtsgrupp mat eranzehuelen.

Wat sinn nach aner Pisten, déi een am Kader vun enger Reform bei der Police judiciaire kënt nach mat an d'A faassen?

Éischtens muss d'Formatioun vun den Agente vun der Police judiciaire verbessert ginn. Et muss ee feststellen, dass de Moment nach keng Basisausbildung fir Anwärter op esou Posten do ass. Eng Spezialisierung kënn sech verschidde Ermittler eréischt dann uneegnen, nodeems se eng Partie Joren am Déngscht vun der Police judiciaire dra sinn. Hei besteet sonner Zweifel een Nohuelbedarf. D'Formatioun vun de Beamte vun der Police judiciaire muss deemno verbessert ginn.

Een zweete Punkt ass deen, dass d'Polizisten heiansdo oder vläicht och méi dacks op d'Informanten aus dem Milieu ugewise sinn. Et ass dëst eng ganz sensibel Matière an dofir besteet och, menges Wëssens no, kee gesetzleche Kader. An der Praxis sinn dës Methoden awer dacks onerlässlech, fir an den Ermittlungen virunzokommen. Dofir géif ech d'Regierung invitieren, fir iwwert d'Méiglechkeet vun esou enger gesetzlecher Basis nozedenken. Hei muss och gekuckt ginn, ënner wat fir enge Bedingungen esou Methode kënnen ugewannt ginn a wéi wäit dass se kënnen goen.

Weiderhi bestinn och verschidde Schwierigkeiten um Niveau vun der Police technique. Si huet als Aufgab, d'Spuren no engem Verbrichen ze sécheren, esou dass ee potenzielle Verbriche kann iwwerfouert ginn. Och si ass personalméisseg ënnerbesat.

Ee weidere Punkt, deen och an deem Rapport optaucht, ass deen vum genetesch Fangerofdrock, deen hei zu Lëtzebuerg nach vernoléisseg gëtt. Fir esou Methode kënnen auszewäerten, mussen d'Beamten an d'Ausland goen, well mir kee Laboratoire hunn, deen mat deem néidege Gerät ausgerüst ass. An enger Entrevue, déi ech selwer mat Vertrieeder vun der Polizeigewerkschaft hat, ass dat och däitlech zum Ausdrock komm an ech denken, dass mer do nach verschidde Mesurë mussen ergreifen, fir dass mer op deem Punkt virukommen.

E puer Wuert wollt ech och nach zum Dateschutzgesetz soen. An engem Rechtsstat ass et wichteg, dass dem Bierger seng perséinlech Daten, an domat seng Privatsphär, geschützt ginn. Op där anerer Säit brauch een an engem Rechtsstat awer och eng Polizei, déi Verbrichen opdeckt an dofir déi néideg Mëttelen zur Verfügung stellt. D'Dateschutzgesetzgebung där d'Polizisten an hirer Aarbecht net behënneren an och net blockéieren. D'Polizei muss d'Méiglechkeet kréien, fir ënner verschidde Konditiounen een informatiséierte Fichier unzeleeën.

Ech begréissen an deem Kontext, dass den Innenminister deemächst an d'Chamber komme wëllt, fir e Bilan ze maachen iwwert d'Reorganisatioun oder d'Erfahrungen aus der Reorganisatioun vu Police a Gendarmerie, déi mer 1999 gemaach hunn, an dass mer déi Onzoulänglecheeten, déi nach bestinn, eventuell kéinten aus der Welt schafen.

De Schutz vum Affer muss verstärkt ginn. Et kann net sinn, dass en Affer wéi en normalen Zeie behandelt gëtt. Hie muss hei den entsprechende Statut kréien, deen him gewësse Rechter araamt. Ech begréissen dem Statsminister seng Virschléi, fir an dës Richtung ze goen.

(Interruption)

Jo, Här Bodry, et ass eng ganz sensibel Matière. Ech mengen, Dir waart jo och eng kéier federführend an engem Ministère.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Den Här Bodry ass eng ganz sensible Mënsch.

M. Nico Loes (CSV). - Jo, dat huet een de Mole gesinn, well dat Geréngst, wat kënt, da braust hien op. Ech mengen, dat misst hie vläicht e bësse besser an de Grëff kréien, fir seng Sensibilitéit besser géréiert ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir verdéngt dat. Dir verdéngt näischt aneschtens.

(Interruption)

M. Alex Bodry (LSAP). - Et hänkt dovun of, wat d'Leit soen an net wat Dir méngt.

M. Nico Loes (CSV). - Et ass d'Recht vum Affer, fir d'Informa-

tiounen iwwert den Oflaf vun der gesamter Prozedur ze kréien, an dat virun, während an och no dem Prozess. Weiderhi kritt d'Affer ënner verschidde Bedingungen en Affekt zur Verfügung gestellt. Wann aussergewéinlech Emstänn virleien, muss hien eng anonym Zeienausso kënnen maachen. Ech hoffen, dass dese Gesetzesprojet, deen wéi den Här Bodry gesot huet, schonn zwee Joer do läit, esou séier wéi méiglech kann op den Instanzewee goen.

Wat d'Zuelematerial aus dem Budget 2003 ubelaangt, wollt ech awer nach soen, dass um Niveau vun den Dépenses courantes, Kreditter fir 117,7 Milliounen Euro virgesi sinn, wat eng zolidd Steigerung ass par rapport zu de Joren 2002 an 2001, wou mer nëmmen 105, respektiv ronn 97 Milliounen haten. De Grond vun dëser Steigerung läit am Recrutement vun zousätzlechem Personal, wat ech virdu scho gesot hunn. Wat d'Dépenses en capital ubelaangt, esou sinn eng ganz Partie Kreditter virgesinn, notament 7,8 Milliounen. Dës Kreditter erlaben éischts emol, de Fierpark vun der Polizei ze erneieren an dat informatesch Equipement vun de Beamten ze verbessern. Am Budget steet och nach e Crédit non limitatif vun 255.000 Euro fir d'Uschafe vun engem Helikopter. Weider 1,7 Milliounen Euro sinn nach fir spezifesch Equipementer fir dës Helikopter virgesinn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wollt an engem leschte Volet vu menger Interventioun nach op d'Armée agoen, de Verteidigungsbudget. Dee geet notament ëm 0,65% an d'Luucht, wat de Fonctionnement ubelaangt, an ëm 6,58% um Niveau vun Kapital. Fir de Fonds d'équipement militaire sinn 1,5 Milliounen Euro virgesinn.

D'Ausgabe fir d'Armée hu gëscher schön Ulass zu enger Rei vun Diskussiounen hei am Haus gefouert. Ech muss awer ervirsträchen, dass d'Chamber selwer duerch d'Gesetz vum 16. Dezember 1997 iwwer eng Programmation financière militaire e Fënnjoresplang gestëmmt huet, deen der Regierung et erlaabt, d'Uschafe vu militäreschem Material ze tätigen. Et ass dëst de Co-finanzement vun engem Schëff, de Kaf vun engem Fliger an d'Uschafe vun neiem Militärmaterial.

M. Alex Bodry (LSAP). - An deem ale Programm war dat doten net dran. Dir schwätzt vun engem neie Fënnjoresplang, deen nach net virläit.

M. Nico Loes (CSV). - Jo.

M. Alex Bodry (LSAP). - Et ass een Investitiounsprogramm bis elo gewiescht an deen ass d'lescht Joer ofgelaf.

M. Nico Loes (CSV). - Jo, ech kommen nach dorop zrëck, Här Bodry, well wat d'Participatioun vum Schëff a wat de Kaf vum Fliger ubelaangt, mengen ech, misste mir - dat ass meng Meinung op jiddfer Fall - nach eng kéier hei an der Chamber doriwwer schwätzen...

M. Alex Bodry (LSAP). - Loi spéciale!

M. Nico Loes (CSV). - ..., fir eventuell eng Loi spéciale ze maachen. Ech ginn lech doranner Recht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Oder vläicht, fir eis doriwwer aner Gedanken ze maachen.

M. Nico Loes (CSV). - Ech kommen nach dorop zrëck, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Da sidd Dir um gudden Wee. Dir wësst jo, wat mat deenen halwe Schëffer geschitt?

M. Nico Loes (CSV).- Jo, bei eis um Séi ginn déi och ënner.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà.

(Hilarité)

M. Nico Loes (CSV).- Ech denken, datt mer eng Léisung fannen, datt wa mer esou e Schéff kafen, et och fäeg ass um Waasser ze bleiwen. Dir musst just oppassen, datt Aert Schéff net ënnergeet.

(Hilarité)

Wat d'Participatioun um Schéff bedeit, esou bedréit eis Part 44 Milliounen Euro, wou mer elo scho wëssen, datt eis Belsch Kollege Problemer hunn, well dat Schéff méi deier gëtt, a well si sech jo nach Gedanke musse maachen an hirer Chamber, ob se dat Schéff dann elo kafen oder net. Ech mengen, déi Décisioun fällt jo eréischt an deenen nächste Wochen, ob mer dann op deen dote Wee matginn oder net.

De Präis vum Fliger läit bei 102 Milliounen. D'Liwverung geschitt am Joer 2012 oder 2013. Wat d'militärescht Equipement ubelaangt, esou sinn 110 Milliounen Euro virgesinn, wou mer zesumme mat de Belsche Kollegen eng 40 Véhicules blindés uschaffen. Och wann de Budget vun 2003 ënner méi schwierige Voraussetzungen opgestallt ginn ass wéi déi Jore virdrun, esou denken ech awer, datt déi Dépense, déi mer tätegen, noutwenneg ass, vu datt d'NATO jo eng Participatioun oder eng Contributioun vu bis zu 1% vum PIB vun eis verlaangt. Wann een da bedenkt, datt d'Recommandatioun fir d'Bäitrettslänner, déi elo kommen, bái 2% läit, mengen ech, misste mir eis et och leeschte kënnen, oder wéinstens misste mer där Obligatioun no kommen, eisen Obolus vun engem Prozent bäizeden.

Wann een den Här Bodry de Moien iwwert dese Volet héieren huet schwätzen, da fannen ech dat - Wéi géing d'Madame Minister soen? - e staarkt Stéck, wéi den Här Bodry mäi Fraktiounskolleg Ady Jung de Moien hei als Ligener tituliert huet. Déi Ausserung vun engem vun de Chefe vun der LSAP géif ech am militäresche Jargon als Manöveraccident titulieren.

Gedanken hate mer eis scho gemaach, a wéi den Här Jung och de Moie gesot huet, am Benelux-Parlament hate mer schonn driwwer geschwat. Éischt Iwwerleung ware gemaach ginn, wéi Dir nach federführend waart an deem Ministère. Mir hu vun de Belschen an den hollännesche Kollegen ëmmer erëm gesot kritt, datt Dir och op deem Gebitt eng gutt Zesummenaarbecht hat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, dat ass jo kee Problem.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech wéll elo nach eng Kéier hei betounen, datt et vum Här Jung senger Säit dréms gaangen ass, fir u sech meng Glafwierdegkeet a Fro ze stellen.

Une voix.- Neen!

M. Nico Loes (CSV).- Oh, neen, neen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Fir ze soen, als Minister hätt ech den Akaf vun engem Fliger respektiv vun engem Schéff guttgeheescht, an elo wär ech net méi Minister, elo géif ech just de Contraire soen. Ech wéll dat nach eng Kéier kloer prezisieren.

M. Lucien Clement (CSV).- Du waart Dir mam Budget d'accord, an elo sidd Dir net méi domat d'accord. Dat ass genau datselwecht.

M. Alex Bodry (LSAP).- De Budget vun deemools gëtt verzéngfacht, Här Clement. Kuckt, wann ech glift, emol genee d'Zuele vun deem Budget hei.

(Interruption)

Wann déi Enveloppe sech beweegt an deemselwechte Beräich wéi ënner der viregter Regierung - ech hu jo gesot, datt mer e Wuesstum hate vum Militärbudget iwwert déi ganz Period -, da fanne mer dat richteg. Dat soll an Zukunft kënnen esou sinn. Ech hunn ausdrécklech gesot, datt ech dofir sinn, datt mer Investissementer um Härebiereg maachen, an da selbstverständlech och, datt mer en neie Charroi fir d'Arméi kréien, mä et sollen awer keng Investissementer sinn, déi eigentlech der Organisatioun vun eiser Arméi, wéi se zënter Jorzéngte besteet, friem sinn.

Ech soen nach eng Kéier hei, et war ni an der Diskussioun an der Regierung, déi Zäit wéi ech Minister war, datt mer sollten e Fliger kafen oder datt mer sollten e Schéff kafen.

(Interruption)

Dat ass eng Diskussioun, déi 1999/2000 richteg ugaangen ass, a wou den Här Goerens dat Engagement op europäeschem Plang geholl huet.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech wéll just, datt hei d'Wourecht gesot gëtt. A wann hei aner Leit wëllen d'Wourecht verdréinen, da wieren ech mech dogéint.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech mengen, den Här President hat de Moien déi doten Diskussioun...

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Sot eis awer och zu wat Dir lech engagéiert hutt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Do ware Leit, déi nach net matkritt haten, datt e Regierungswissel war. Ganz kloer.

(Interruption)

De President huet de Moien trancheiert. Ech froen den Här Loes, wéi een een dee litt, aneschtens nennt wéi e Ligener? Sot mir dat?

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, dat, wat den Här Jung haut de Moien hei gesot huet...

M. Alex Bodry (LSAP).- Dat war eng Ligen.

M. Lucien Weiler (CSV).- Hien huet rapportéiert, wat him an der Belsch gesot ginn ass.

M. Alex Bodry (LSAP).- Da soll hien nofroen, wéi et wierklech ass.

M. Lucien Weiler (CSV).- Hien hat keng Zäit, fir ze verifizieren, ob dat stëmmt, oder ob et net stëmmt. Deementsprechend den Här Jung hei als Ligener ze betitelen, datt ass e ganz staarkt Stéck.

Des voix.- Très bien.

M. Alex Bodry (LSAP).- Vun engem Deputéierte wéi dem Här Jung verlaangen ech, datt hien, ier hien esou eppes an d'Welt setzt an eng extra Intervention op deem dote Punkt hei nach mécht, fir d'éischt verifizieren geet, ob et stëmmt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà.

(Brouhaha général)

M. Lucien Weiler (CSV).- Wa mir dat all Kéiers vun lech géif verlaangen!

M. Alex Bodry (LSAP).- Naischt hätt den Här Jung dru gehënnert dem Här Goerens, zum Beispill, déi dote Fro ze stellen. Firwat freet hien net den aktuellen zoustännege Minister, ob hie Kenntnis dovun huet, datt de fréiere Minister Verhandlung gefouert hätt mat der Belsch iwwert den Akaf vun engem Fliger oder vun engem Schéff. Firwat huet hien dat net gemaach?

M. Lucien Weiler (CSV).- Hien hat dat jo net gesot, datt Dir Verhandlung gefouert hätt. Hien huet gesot, déi Belsch hätten him rapportéiert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Dat do war eng Insinuatoun.

M. Lucien Weiler (CSV).- Et ass keng Insinuatoun.

(Coups de cloche de la Présidence)

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Très bien.

Une autre voix.- Dir kommt e bësse spéit.

M. Ady Jung (CSV).- Neen, et ass ni ze spéit, fir guttzemaachen.

M. Nico Loes (CSV).- Här President, ech wollt lech froen, ob ech kéint virufueren, fir datt mer am Zäitdélai bleiwen? Ass dat okay?

M. le Président.- Jo, Här Loes.

M. Nico Loes (CSV).- Merci.

Bon, dee Manöveraccident, ech hunn dat op jidde Fall esou gesinn, ass fir mech dann ofgeschloss. Den Här Jung ass jo elo erakomm an hie wäert à même sinn, fir sech ze verteidegen, oder dat kloer ze stellen, wat en de Moie gemengt huet, andeems datt en de fréieren Arméiminister jo awer alt gelueft huet, well en esou gutt kollaboréiert huet mat eise Belschen an hollännesche Kollegen.

Et ass och geschwat ginn iwwert déi Kontributioun, déi mer géifen opréngen an Zäiten, wou mer méi Schwierigkeeten hunn, fir de Budget opzestellen. De Kooperations- an Défenseminister huet de Kooperationsbeitrag an den Défensebeitrag ëmmer zesumme gesinn. Wa mer déi zesumme klappen, da komme mer op e Prozentsaz vun 1,5% vum PIB. Ech mengen, d'Kooperationspolitik ass jo och e Beitrag zu der Preventiounspolitik viru Krich an Onrou.

Ofschléissend, wollt ech awer och nach eng Kéier hei mat op de Wee ginn, datt den Zoustand vun eise Kasären op dem Härebiereg desolat ass. Ech wier frou, wa mer géife Kreditter virgesinn, fir och d'Infrastrukturen um Härebiereg ze redressieren, frësch ze bauen an och ze moderniséieren. Ech hoffen, datt mer an engem Budget, dee mer op verschiddenen Dépense mussen zesummestutzen, Suen iwwreg behalen, fir déi Kasären ze renovieren, well och eis Zaldoten, déi jo an hire Fridensmissiounen op dem Balkan eng ganz gutt Aarbecht maachen, hunn d'Recht, fir ënner mënschewierdege Bedingunge logéiert ze ginn.

An deem Sënn géif ech lech merci soe fir d'Nolauschteren a meng Intervention iwwert d'Police an d'Arméi am Kader vum Budget ofschléissen.

Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun eise Budgetsdebatte stellen ech lech de Rapport vir vun der Kommissioun Gesondheet- a Sozialsécherheet. De Gesondheitsminister Carlo Wagner ass an eis Kommissioun komm an huet eis d'Eckwäerter vum Budget virgestallt, wat seng Ressorten ubelaangt.

De Budget vum Ministère vun der Sécurité sociale hu mer kuerz gestraift. D'Gesamtdépense ginn ëm 6,84% an d'Luucht, mat Totalausgabe vun 1,410. 368.160 Milliarden Euro. Dat ass e ganz décke Batz par rapport zum Gesamtbudget vum Stat. Doraus eleng gesäit een, wéi enk eist Sozialnetz gestréckt ass. Dës Regierung denkt och net drun an där heiteger méi schwieriger Situatioun heirun eppes ze änneren. Dobäi kënn, datt de Chiffer vun 1,4 Milliarden Euro net all Mesures à caractère social vun der Regierung ëmfaasst. Solidaritéit an Ofsécherung wäerten och an Zukunft keng eidel Wieder zu Lëtzebuerg sinn.

Wann ech och mat esou enger Ausso meng Roll als Rapporteur iwwerschreiden, esou, mengen ech, awer d'Gefill vum Parlament an och vun der Regierung ze kennen a mech heimadder net ze wäit aus der Fënster erausgeluegt ze hunn.

Wat d'Fleegeversécherung ubelaangt, esou muss d'Gesetz vun 1998 nogebessert ginn. Dat soll am Joer 2003 geschéien. Ze begrëssen ass, datt d'Cellule d'évaluation, op Grund vu weidere Verstärkungen, elo nëmme méi zwee Méint brauch, fir d'Evaluatiounen ze maachen. Dat sinn zum groussen Deel Ré-évaluatiounen an Transferten. Déi grouss Retarden, déi et am Ufank gouf, konnte gréisstendeels absorbiert ginn. Mir dierfen net vergiessen, datt d'geschätzten Zuel vu Fleegefall 1998 bei 9.520 Fäll louch, an datt mer haut awer bei 21.328 Demandes de prestations ukomm sinn. Am Rapport intermédiaire vum 31. März 1999 ware mer bei 5.700 Fäll. Wann Der dat en rapport setzt mat den Demandes de prestations vun 21.328, da gesitt Der déi Schwierigkeeten, an dofir huet déi Cellule d'évaluation misste weider verstärkt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo zum Département Santé vum Minister Carlo Wagner. 2003 hu mer eng Progressioun vu 5,67% par rapport zu 2002. Dat ass net aussergewöhnlech, awer an der Moyenne vun de leschte véier Joer läit d'Progressioun awer dach bei 11,7%.

Am Rapport vun der Santékommissioun sträiche mer besonnesch verschidden Artikelen ervir, wou et remarquabel Verbesserunge gëtt. Do ass fir d'éischt bei den Dokter de Service de remplacement vun de Generalisten, wou 2003, op Grund vun de gemachten Erfahrungen, zousätzlech Kreditter noutwendeg sinn. Dese Service de remplacement an der Nuecht fonctionnéiert elo. Mir hunn an der Kommissioun drop higewisen, datt a verschiddene Regiounen am Land op de Weekender, Här Mars Di Bartolomeo, daagsiwwer Problemer optrieden, an et kënn sech an der Zukunft erweisen, datt den Noutdengsch op de Weekender och daagsiwwer misst fonctionnéieren.

Fir d'éischt gëtt et och e Kredit Frais de fonctionnement fir d'Commission de conciliation dans le domaine médical du Luxembourg. Iwwert de Wee vun der Conciliatioun solle Litigen tëschent Patienten an Dokter aus der Welt geschafft ginn. Et ass och en neie Kredit virgesinn, fir d'Weiterbildung, d'Formation, d'Formation continue vun den Dokter. Life long learning gëtt och bei den Dokter an der Zukunft ëmmer méi wichteg, wéinst der rasanter wëssenschaftlecher Weiterent-

wécklung an der Medezin, an dozou gehéiert dann och en aneren neie Kredit fir de Fonctionnement vum Conseil national de la formation médicale continue. Dese Conseil setzt sech zesummen aus Vertreter vun Dokter, dem Collège médical, der AMMD an der Société des sciences médicales. An enger éischer Phas setzt de Gesondheitsminister op d'Weiterbildung op fräiwëlleger Basis. Hei wéll ech drop hiweisen, datt eng ganz Rei Dokter eng zousätzlech Formation gemaach hunn, déi eng a puncto Umweltmedezin, déi aner an der Sportsmedezin. Et bléift ze hoffen, datt déi fräiwëlleg Weiterbildung och an der Zukunft wäert genotzt ginn.

E weideren neie Kredit vun 200.000 Euro ass virgesi fir d'Bedeelegung un de Käschten, wat d'Mise en oeuvre vun engem virtuelle Kribszentrum, dem Projet OPMAS, ubelaangt. OPMAS steet fir Oncology Patient Management and Audit System. D'Finalitéit vun deem virtuelle Zentrum ass villsäiteg. Zum Beispill en eenzegen Dossier médical oncologique. De System gëtt gebraucht, wat d'Verschreibungen ubelaangt. Et gëtt eng Vereinfachung bei der praktescher Gestion bei Chemo- a Radiotherapie, den Transfert vun Donnéeën vun engem Service an deenen aneren. Um nationalen Terrain kënnen chemotherapeutesch Protokollen erstallt ginn, an dat bréngt och Verbesserung un den nationale Statistike mat sech.

Wat de Gebrauch vu Medikamenter ubelaangt, bedeelegt sech eist Land un engem internationale Réseau, fir den Austausch vun Informatiounen. D'est ass ganz wichteg. Mer hu schonn erlieft, datt et kënnen Schwierigkeete mat deem enger oder anere Medikament ginn, an da muss schnellstens reagiert ginn. Dofir ass dese Réseau fir eist Land esou wichteg.

Ervirzesträchen ass och d'Uwuesse vum Kredit Frais de fonctionnement vun de Services extra-hospitaliers de santé mentale. Do ass eng Augmentatioun vun 32,69% virgesinn. Dee Kredit geet op 6,5 Milliounen Euro erop. Heimat gëtt de staarke Wëlle vun der Regierung dokumentéiert, déi bestoend Strukturen ze verstärken an neier ze realisieren. Iwwert de Wee vun neien therapeutischen Ateliere misste méi mental Kranker kënnen aus der Isolatioun erauskommen, andeems se eng Schaff kréien. Och gëtt weider an adequat Wunnstrukture fir des Leit investéiert.

An der Toxicomanie geet de Kredit bal 12% an d'Luucht, fir déi dependent krank Leit besser kënnen opzefänken.

Et gëtt och en neien eemolege Kredit virgesinn, fir eng Zentral unzeschaffen, fir d'Iwwerwachung an d'Moosse vun der Radioaktivitéit an der Loft, am Buedem an am Waasser.

Weider gëtt et Kreditter fir d'Reedukatioun zu Hamm a fir en Hangar fir den Helikopter vun der Air Rescue am Norden. D'Regierung bedeelegt sech u Konstruktions-, Modernisatiouns- an Equipementskäschten a verschiddenen Zentren, wéi dem Foyer Henri Dunant, der Aidsberodung, enger Structure d'accueil fir Toxicomanen, bei Abridado, bei der Kreatioun vun agréierte Lokaler, wou ënner Contrôle médical Droge gesprézt kënnen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Santékommissioun hu mer eis laang mam Minister iwwert d'Modernisatioun vun de Spidolsinfrastrukturen ënnerhalen. Mir kruten eng Oplëschtung, wou déi eenzel Dossierien op den 1. Oktober 2002 dru sinn, sou wéi dat hinne vun deenen eenzelne Bauhäre matgedeelt gouf.

Doraus ergi sech haaptsächlech folgend Konklusiounen: Et gëtt zwee substanzuell Depassementer. Beim neie Spidol um Kierch-

bieng sinn et 15,5 Milliounen Euro a beim neie Spidol zu Ettelbréck sinn et 22,5 Milliounen Euro. Déi bekannten Depassementer belafe sech zesummen op bal 40 Milliounen Euro. Dat ass jo net grad näischt. Mir goufen informéiert, dass...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Entschëllegt, Här Bettendorf. Dir vergiesst vläicht dee substanzuellen Depassement beim Rehazenter, dee bei iwwer 2 Milliarde läit.

M. Niki Bettendorf (DP).- Ech kann lech tréischten, Här Mars Di Bartolomeo, iwwert den Depassement vum Rehazenter wäerte mer nach schwätzen, an da muss mer an d'Vergaangeneheet zréckgoen. Ech free mech op deen Débat, fir mat lech op 1990 zréckzuegoen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir hätt sollen éischerlech bemierkbar maachen.

M. Niki Bettendorf (DP).- 1990, wéi d'Pläng fäerdeg waren, fir zu Hamm de Rehazenter ze bauen, a wou duerch Är Schold dann op eemol sollt de Rehazenter an dat aalt Spidol op Diddeleng kommen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Oh, sécher net. Sécher net duerch eis Schold. Ech mengen, Dir maacht eng Geschichtsfälschung, déi eis 2 Milliarde kascht. 2 Milliarden!

M. Niki Bettendorf (DP).- A wou Dir dat Ganzt vu vir bis hannen verschleeft hutt. Et deet mer Leed, Här Mars Di Bartolomeo, déi Geschicht, déi schreiwe mer nach eng Kéier. Dorop komme mer doudsécher nach eng Kéier zréck.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An enger Zäit, wou mer budgetär Aspueunge musse maachen, huet Dir zwou Milliarde mat léns a Kaf.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP).- Merci Här President.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Niki Bettendorf (DP).- Mir goufen informéiert, datt d'Bauhären, d'Spideeler retizent sinn, fir Dossiere mat seriösen Devisen ze presentéieren.

Firwat? Während dem Bauen, kréie si vun der ITM ëmmer erëm zousätzlech nei Konditiounen operluegt, wat natierlech de Käschtepunkt vum Bau verdeiert. Wa während den Aarbechte musse Ännerunge virgeholl ginn, da gëtt de Bau doudsécher dräimol méi deier, wéi wann d'Baupläng vun Ufank u kënnen esou exekutéiert ginn, wéi se virleien.

D'ITM, d'Inspection du Travail et des Mines, muss ee fir allemol e Katalog vun hire Fuerderungen, hiren Oploe presentéieren un déi sech de Bauhär ze halen huet. Et geet net, dass während dem Bau d'ITM zousätzlech a successiv nei Konditiounen stellt. All dat bréngt et mat sech, datt d'Finanzéierungsgesetz vun de Spideeler vum 21. Juni 1999 muss modifizéiert an adaptéiert ginn.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Als Rapporteur vun deem Projet ginn ech elo net zréck op 1999, wéi den Här Di Bartolomeo dat elo gäre gehat hätt, dat maache mer, wa mer deen neie Projet de loi an der Chamber diskutéieren, Projet, deen de leschte Freideg am Conseil de Gouvernement duerchgaangen ass an deen de Minister

eis an enger nächster Sitzung wäert virstelle kommen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Très bien.

M. Niki Bettendorf (DP).- D'Loi de financement vun 1999 gëtt an Etappen...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- No der Salamitaktik.

M. Niki Bettendorf (DP).- ...ugepasst. D'Salamitaktik ass nach ëmmer besser, wann e Projet fäerdeg ass, wéi dat, wat Dir an der Zäit gemaach hutt, wou Dir 15 Projekte presentéiert hutt, wovun der nëmme 8 fäerdeg waren a si we guer net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, mir waarden awer elo dräi Joer, ouni dass iergendeppes aus der Maschinn erauskomm kënn. Also, Här Bettendorf!

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir waarden elo zënter dräi Joer, dass Projekte kommen. Ech wëll lech soen, dass...

M. Niki Bettendorf (DP).- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, an Dir sidd net President.

M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, wann ech hei schwätzen an ech gi vum Här Mars Di Bartolomeo ënnerbrach, dat mécht mer u sech näischt aus, mä déi Zäit, déi geet menger Partei verluer. Ech ka mer dat net leeschten, dass déi Zäit menger Partei verluer geet. D'LSAP huet keng Zäit méi. Bei hinne war de roud Stréch do. Si sollen also elo net dervu profitéieren, fir iwwert de Wee vun esou Saache kënne méi laang hei ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An Är Zäit ass geschwënn eriwuer.

M. le Président.- Här Bettendorf, et wär gutt wa mer erëm Rou an eis Debatte géinge bréngen. Sidd Der d'accord?

M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, ech zielen op lech. Ech hu gesot, d'Loi de Financement vun 1999 gëtt an Etappen ugepasst. An deem éischten Deel sinn et fennef Projekten.

Den éischte Projet: Den INCCI, den Institut national de cardiologie et de chirurgie interventionnelle. Bei der Inbetriebnahm vum Institut 2001, wor en ze kleng an et gouf eng Autorisatioun ugefrot, fir en ze vergréisseren. Och waren 1999 d'Käschte vum éischten Equipement net abegraff.

Zweete Projet: D'Klinik Dr. Bohler um Kirchbieng. Dese Projet ass fäerdeg a läit beim Minister, fir aprouvéiert ze ginn.

Drëtte Projet: De Centre national de radiothérapie François Baclesse. De Centre war ze kleng, wéi en ageweit gouf a muss dréngend vergréissert ginn. Den Devis beleef sech op 24 Milliounen Euro. De Projet ass vun der Commission permanente des hôpitaux guttgeheescht ginn, an de Regierungsrot huet säi Prinzipienaccord dozou ginn.

De véierte Projet ass d'Modernisatioun vun der Kannerklinik. Dat ass den absolut prioritäre Projet. Käschtepunkt 42,8 Milliounen Euro géint 7,5 Milliounen Euro, déi 1999 als forfaitaire Montant an der Gesamtveloppe vum CHL virgesi woren an déi de reelle Besoine awer och guer net entsprach hunn.

Eis Kommissioun huet am Laf vun de Joren net mat Kritik gespuert an ass net midd ginn, op des Urgence ëmmer erëm hinzeweisen. Mir si frou, datt elo Neel mat Käpp gemaach ginn.

Bei deser Modernisatioun vun der Kannerklinik kënn dann och nach d'Mise en sécurité vun der Maternité Grande-Duchesse Charlotte dobäi. Och hei huet d'Regierung hiren Accord de principe ginn. Käschtepunkt 5,1 Milliounen Euro. Et kann och bäigefügt ginn, datt à moyen terme eng nei Maternité muss gebaut ginn, déi un d'Kannerklinik soll ugeboune ginn; also e modernt Konzept Mamm a Kand.

Als fennefte Projet gëtt d'Echer Klinik moderniséiert. Den definitive Projet ass beim Minister, fir autoriséiert ze ginn.

D'Santéskommissioun ass mam Minister averstanen, datt d'Finanzéierungsgesetz vun 1999 an Etappen ëmgeännert an ugepasst gëtt. Esou, wéi d'Projete fäerdeg ginn a si kréien dann och keng Retarden. Et brauch net op déi gewart ze ginn, déi méi lues sinn.

Op Grond vum Minister sengen Explikatiounen ass eis Kommissioun dovun iwwerzeegt, datt déi nei Projeten an den Depassementer, mat deenen hie befaasst gouf, absolut noutwendeg sinn an net kënnen différéiert ginn. Et muss ee sech virun Aen halen, dass an de leschten 20 Joer ganz modest an d'Spidolsinfrastrukturen investéiert gouf an dass dat an der Zukunft muss kontinuéierlech geschéien.

Am Rapport vun der Kommissioun weise mer weider drop hin, datt eng Rei vun aneren Depassementer nach mussen analyséiert ginn an nach weider muss no Synergie gesicht ginn.

D'Finanzéierungsgesetz vun 1999 stoung deelweis op wackelege Féiss. Déi eng Projete ware gutt, se ware fäerdeg, anerer awer hatten e reng forfaitaire Charakter an hunn net op de reelle Besoine baséiert. Si sinn einfach mat engem fiktive Käschtepunkt an déi disponibel Gesamtveloppe eragepasst ginn.

Wat an der Zukunft u Spideeler a Better gebraucht gëtt, ass net einfach virauszegesinn. Et muss awer dem Uwuesse vun der Bevölkerung Rechnung gedroe ginn. Modularbauen ass dofir wichtig, fir kënne schnellstens ze reagéieren. 2005 mussen d'Besoinen preziséiert ginn. Bis dohinner ass de Programm vun de Maisons de soins a Centre intégrés gréisstendeels realiséiert an den Taux d'occupation an de Spideeler ka réexaminéiert ginn. Bis dohi ginn an de Spideeler Langzäitbetter fräi a kënnen als Lit aigu gebraucht ginn. Sécher gëtt d'Spidolsopenthaltdauer duerch eng méi performant a modern Medezin och nach weider erofgesat.

Här President, Enn 2003 huet eist Land fennef ERMen, Equipements de résonance magnétique nucléaire. Den CHL an dat Escher Spidol hunn eent, dobäi kommen d'Zitha, dat neit Spidol um Kierchbieng an dat neit Spidol zu Ettelbréck. Dëst ass vu grousser Wichtigkeet, gëtt et dach bei eis riseg laang Waardenzäiten an dofir och vill Transferten an dat not Ausland. E sechsten ERM kéint op Nidderkuer kommen. D'Demande gouf gestallt a gëtt am Abléck ënnersicht.

Och de Patscan, deen neien Tomographe à émission de positrons, wäert am Fréijoer am Centre Hospitalier operationell sinn. De Projet Laboratoire national de santé zu Diddeleng ass um Punkt, fir finaliséiert ze ginn.

Här President, dese Rapport vun der Kommissioun gouf vun de Majoritéitspartei guttgeheescht. Et gouf keng Géigestëm, just dräi Enthaltungen, wat beim Budget schonns aussergewéinlech ass. Et schéngt also e gudde Rapport ze

sinn, oder deit op eng gutt Aarbecht hin, déi an deem Ministère gemaach gëtt, a weist weider op déi gutt Aarbecht hin, déi am Beräich Santé a Sécurité sociale gelescht gëtt.

Als Rapporteur sinn ech houfreg, datt all d'Kollegen aus der Kommissioun eestëmme mat op de Wee gaange sinn, d'Regierung opzefuerderen, datt och bei de kommende Budgeten de Spezialfong fir Spidolsinfrastrukturen déi jährléich noutwenneg Dotatioune kritt, fir datt d'Finanzéierungsgesetz vun de Spidolsinfrastrukturen mat den Adaptatiounen an den neie Projete kënne Realitéit ginn. D'Investissementen an eis Spidolsinfrastrukture sinn als absolut prioritär ze betruechten.

(Interruptions)

Ech hu gesot, domadder sinn ech um Schluss vu mengem Rapport ukomm.

An eegener Saach wëll ech nach vläicht e Saz bäifügen. Einfach erausgegraff aus dem grouss Budget, een Departement, sief dat d'Santé, sief dat d'Famill, da gesäit een - ech soen elo d'Famill, well d'Madame Familljeminister do ass -, wann een einfach esou ganz Chapteren aus engem Budget erausgräift, wéivill um Terrain geschafft gëtt a wat vill Guedes an deem Budget dra stécht.

Ech muss lech soen, ech hunn d'Riede gelauschert vun eise Premier a Finanzminister, a vum Budgetminister, vun alle Kollege Fraktionspresidenten an och vun all deenen anere Kollegen, a mir ass et virkomm, wéi wann hei zu Lëtzebuerg un engem Teppech géif gerappt ginn, ganz oft jiddferen a seng eege Richtung. Mir ass et e bëssen Angscht, wa jiddereen hei am Land a seng eege Richtung zitt, dass d'Gefor besteet, dass den Teppech engesdaags futti fiert. Dat wier Schued.

Ech géif fannen, dass mer hei zu Lëtzebuerg, an enger Zäit, wou et dem Land net esou gutt geet, allequerte géifen un engem Strang zéien am Intérêt vun eise Land.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den nächste Riedner ass den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dann och vun deser Plaz aus dem Budgetsrapporteur, dem Emile Calmes, merci soe fir säi schrëftleche wéi och mündleche Rapport.

Déi wirtschaftlech a finanziell Entwécklung vun eise Land huet an deene leschte Wochen, géing ech soen, déi politesch Aktualitéit hei zu Lëtzebuerg dominéiert. Nach ni an deene leschten zéng Joer ware mer an där Form mat Steierabuse konfrontéiert. De Géigendeel war éischer d'Regel. Vill heibannen, an och soss wou, hu sech éischer Gedanken gemaach, wéi mer dem Geld solle lass ginn, wéi dass se sech Gedanken gemaach hätten, oder Restriktiounen operluegt hätten, wéi mer es kéinten aspueren.

Et ass ganz kloer, an dat wësse mer méttlerweil jo och alleguer, dass d'Viraussetzungen haut anescht sinn, wéi dat nach virun der Summerpauze de Fall war. De Premier huet d'lescht Woch hei en long et en large explizéiert, wou d'Ursaachen ze siche sinn a wat fir eng Konsequenzen dee weltwäite wirtschaftlechen Abroch selbstverständlech och fir Lëtzebuerg huet.

Ech mengen, an dat am Contraire zu Leit, notament den Oppositionsriedner, dass een der Regierung an deem Deel keng Reproché brauch ze maachen, souwuel net fir hir Budgetplanungen, déi jo, wéi mer all wëssen, nëmme bedéngt richtig waren, wéi och fir

déi budgetär Upassungen, déi dorophon néideg gi sinn. D'Recettesäit vun deem Budgetsprojert berout schliesslech op deenen Zuelen an op deene Prognosen, déi zu deem Zäitpunkt disponibel sinn.

Keen heibannen, Här President, och net déi Leit, déi virdu geschwat hunn, den Här Krecké, den Här Bodry oder den Här Bausch, keen heibannen, kee vun hinnen, an och kee soss wou, ass mat Sécherheet beruff, fir vu sech kënnen ze behaupten, en hätt déi richtig Prognosen elei kënne stellen.

Fakt ass awer, dass d'Regierung - an ech behaupten, dass dat sécherlech de sprangende Punkt ass - reagéiert huet, soubal déi nei Zuelen a Chifferen um Dësch louchen. Si huet eng nei Aschätzung vun de Recettë virgeholl a gläichzäitig d'Dépenses deementsprechend ugepasst, fir de Budget am Equiliber, also ouni Defizit, kënnen ze presentéieren.

Et dierf an et soll een awer elo net den Däiwel un d'Mauer molen. De Statsminister huet d'lescht Woch am Besuch op de Budget vun engem Sickerbrand geschwat, an et soll een oppassen, dass net op eemol e ganze Stack oder d'ganz Haus brenne géif. An anere Wieder, d'Situatioun ass eescht a se muss och mat deem néidege Sérieux behandelt ginn.

Lëtzebuerg huet awer, Här President, nach ëmmer, soen ech, eng ganz Partie Trémp an der Hand. Dat ass zum Beispill den Niveau vun de Reserven, déi jo, mir wëssen dat, ganz beachtlech ass. Déi verschidde Fongen a Reservé si mat praktesch dräi Milliarden Euro an deene leschte Joren gespeist ginn. Just d'Fonge beweisen, wéi richtig d'Finanzpolitik vum Tandem Juncker-Frieden war. Wann haut all déi Leit missten hei untrieden, déi d'Sue léiwer op anere Plaze gesinn hätten, oder op anere Plazen ausginn hätten, da wäre se zolid a Schwierigkeiten, wa si selwer missten e Budget vun deser Valeur presentéieren.

(Interruption)

Jo, dat ass esou. Dat hu mer jo och héieren.

D'Suen an de Fongen, Här President, si mat Sécherheet keng heemlech Mouk. D'Uleëen an d'Speise vun de Fongen huet eppes mat wäitsichtiger Finanzpolitik ze dinn.

Dem Här Bausch, deem wëll ech da soen - en ass leider elo net hei -, dass dat déi roueg CSV-Hand war, vun där e gëschter geschwat huet. A gleeft mer et, Här President, déi wäert och an Zukunft ganz roueg bleiwen.

(Interruption)

Wat mengt Der, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Net vill.

M. Lucien Clement (CSV).- Dat kënn Dir just beuerteelen.

Une voix.- Den Här Bausch lauschert do ënnen no.

M. Lucien Clement (CSV).- D'Steierreform war eng richtig Entscheidung. Och wann de Konsum a verschidde Branchen zum Deel als réckleefeg ze bezeichnen ass oder net esou verleeft, wéi ee sech dat no enger Steierreform konnt virstellen.

Bleift awer ënnert dem Stréch d'Fro: Wéi géifen déi negativ Tendenzen zu Buch schloen, ouni déi Steierreform? Dës Fro kréie mer haut net mat 100%eger Sécherheet beäntwert. De Surplus u Geld, deen de Bierger huet, bleift esou oder sou, awer zu engem gewëssenen Deel, am Konsum.

Hei ee Wuert, Här President, zu der Mindestlounerhéijung. Ech ginn dem Premier Recht, wann e seet, wa schonns soll gespuert

ginn, därfer een et ënner kengen Emstänn bei deene maachen, déi schonns net esou vill hunn. Ech si souwisou där Meenung, an dat hunn ech och schonns e puermol hei op dëser Tribün gesot, dass d'Augmentatioun vun der Masse de salaire, déi de Mindestloun betrëfft, zu 100% erëm zrëck an de Konsum fléisst. Wann een engem Mann oder enger Fra, déi 1.250 Euro verdéngt, 50 Euro méi an d'Täsch gëtt, déi geet mat deene 50 Euro bei de Bäcker, bei de Metzler oder a soss e Geschäft. Op jiddfer Fall gëtt se se aus. Op jiddfer Fall fléissen déi 50 Euro integral zrëck an de Konsum. Dat ass awer net emmer de Fall, wann eng Augmentatioun vun deene méi héije Salairen an d'Haus steet, eng Augmentatioun, wéi mer se deelweis duerch déi Steuerreform hei erfuer hunn. Dës Sue lande ganz dacks am Ausland, an der Vakanz oder op engem Spuerkont. Dëse Reflex, Här President, ass am Fong geholl jo mënschlech, en ass u sech net falsch an en ass ganz licht novollzéierbar. Ech wollt just heimat beweisen, datt et net onbedengt d'Bezëier vun héije Gehälter sinn, déi eng Augmentatioun de salaire ganz an de Konsum ofginn.

Eng Erhéijung vum Mindestloun huet nach eng aner Säit vun der Medail. Eis Betriber stinn nach wie vor - an dësen Zäiten nach méi wéi virdrun - an engem schwieere Konkurrenzkampf mat de Betriber aus der Groussregioun oder mat de Betriber vu méi wäit ewech. Den Här Krecké huet gëschter richtegerweis op dëser Tribün gesot, an ech zitieren: „D'Handwierk an d'Baulandschaft sinn a Schwieeregkeeten.“ Eng Erhéijung vum Mindestloun bedeit fir dës kleng Betriber, an ech betoune kleng Betriber, déi mer jo allegueren awer wëllen ënnerstëtzen, well se de Garant fir vill Aarbechtsplaz sinn, eng ganz zolidd Belaaschtung. Et gëtt jo net nëmme de Mindestloun erhéicht an esou Betriber, mä automatesch ginn d'Salairé vun den Employéé vum Betrib, Salairen, déi bis ongeféier 25% iwwer dem Mindestloun leien, mat erhéicht. Wann de Betrib dat net géing maachen, da géif déi Spiral tëschtent deem, deen de Mindestloun verdéngt an deem, dee 20 bis 25% driwwer läit, zolidd zesummeschrumpfen.

Dann, Här President, wëll ech nach eppes zum Här Lux soen: Wéi den Här Krecké gëschter hei vun honnerte Milliounen Escroqueries fiscales geschwat huet, a wou ech dem Här Krecké Recht ginn, datt ee sech soll Moyenen a Mëttele ginn, fir dat ze vermeiden, do huet den Här Lux gemengt en Zwëscheruff missten ze maachen: „An da kräischen se och nach iwert de Mindestloun“. Dofir wëll ech dem Här Lux soen, ...

(Interruption)

Jo, den Här Lux ass net hei, mä ech wëll et awer soen.

...datt et deene Betriber, déi absichtlech Steuerhannerzëiungen am grousser Stil organisieren, eng Erhéijung vum Mindestloun egal ass. Déi hu ganz aner Ziler, wéi sech doriwwer ze iergeren. An deenen, deenen eng Erhéijung net egal ass an deene se wéi deet, dat sinn déi kleng Betriber, déi dacks mat hire fënnef a sechs Leit Personal ëm hir Existenz kämpfen.

Aus dëse Grënn, Här President, déi ech elo opgezielt hunn, sinn ech der Meenung, datt ee just a méi schwieere Zäiten, wéi mer se elo kennen, soll iwwer aner Modeller a Mechanismen an dësem Beräich nodenken. Et misst mat Sécherheet e Modell sinn, deen dat éischt, d'Erhéijung vum Mindestloun - dat hunn ech elo grad erkläert -, net géif ofschafen, den Doléancé vun de Betriber awer an engem gewëssene Mooss géif Rechnung droen. Ech kënn mer do am Beräich vun de Steiere schonn iergendeppes virstellen.

Bei alle Schwieeregkeeten, Här President, déi d'Finanzplaz am Moment kennt, wäert se och an Zukunft awer den Haaptpillier vun eiser Wirtschaft bleiwen. Doderch datt se den Haaptpillier ass, wäert se dann och de wichtegste Steuerzueler hei am Land sinn. Bal d'Halschent vun eise Steuerrecetté kënn am Moment vun der Finanzplaz. Dofir musse mer d'Finanzplaz weider ënnerstëtzen, fir datt se international konkurrenzfähig bleift, mä dat, Här President, geet alles net duer. Op d'Problematik Finanzplaz wëll ech awer elo net am Detail agoen, well dat viru mir scho genuch Leit ge- maach hunn. De Schlëssel awer, fir eisen nach ëmmer virhandene wirtschaftlechen a materielle Wuelstand ze konservieren, eventuell mëttelfristeg gesinn nach weider auszubauen, läit an enger méi aktiver Diversifizierungspolitik.

Dat heescht, datt nei Wirtschaftsstrukturen fonnt musse ginn. Ech denken hei zum Beispill un d'Betriber, déi spezialiséiert sinn am Domän vun héijer Technicitéit, un d'Biotechnologien oder un d'Forschung. De Rapporteur, den Emile Calmes, huet sech heiriwwer en long et en large expriméiert. Ech wëll just dozou soen: Eng Forschung mat Wësenstransfer direkt un d'Betriber ass a gëtt ëmmer méi wichteg.

Op där anerer Säit mussen awer déi enracinéiert Wirtschaftssecteure mat aller Kraaft ënnerstëtzt ginn. Heimat viséieren ech besonnesch d'Handwierk, an domat déi Kleng- a Mëttelbetriber. An de PMEe stécht nach ëmmer e ganz gewaltéig Entwicklungspotential. Si schafen net nëmme vill Aarbechtsplazen, et sinn an der Regel, géif ech soen, och nach relativ sécher Aarbechtsplazen, mä se surgen och nach fir zolidd Steuerrecetten, vläicht net ëmmer am Beräich vun den direkte Steieren, mä duerch déi intensiv Aart a Weis wéi se schaffen, fale selbstverständlech vill Steieren am Impôts sur les salaires un. Och sinn déi Sozialarichtungen op d'Beitrag vun deenen dausenden, déi an de mëttelstännege Beruffer schaffen, ugewisen. Dofir riichten ech en dréngenden Appel un d'Regierung, datt se de Mëttelstand an d'Handwierk weider konsequent, ouni wenn und aber, ënnerstëtzt.

D'Implantatioun vun neien héichtechnesche Betriber hei zu Lëtzebuerg gëtt selbstverständlech nei Méiglechkeete fir déi traditionell mëttelstännege Betriber. Si kréien hei d'Méiglechkeet, fir Zulieferer fir dës nei Betriber ze ginn. Och dat wär, géif ech soen, e wichteg Instrument, wat d'Diversifizierung ugeet.

En Hauptproblem vum Lëtzebuerg Handwierk ass a bleibt awer dee feelenden Nowuess. Ëmmer méi kleng Betriber kloen iwwer e Manktum u qualifizierten Aarbechtskräften a souger un onqualifiziertem Personal. Geléiert Handwierker gëtt et scho méi laang net méi a genügender Quantitéit um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart. Och de Reservoir an Handwierker an der Groussregioun ass esou wäit erschöpft, ob-schonn hei am noen Ausland bal duebel esou vill Leit pro Betrib ausgebild ginn, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. D'Zuelen, déi ech elo nennen, beweisen dat: 340 Léierplazen op 1.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg, 674 pro 1.000 Betriber a Rheinland-Pfalz, 736 pro 1.000 Betriber am Saarland. Nëmme d'Wallonie an d'Lorraine leie mat 102, respektiv 253 hanner Lëtzebuerg.

Ech hu scho méi oft an der Chamber op dëse Problem higewisen a wäert et nach eng Kéier maachen. Den Output vum klasseschen dualen Ausbildungswee, wéi mir en haut kennen, dat heescht Schoul plus Betrib, ass ze kleng, fir eng richteg Regeneratioun plus d'Fortbestoen vu verschiddenen Hand-

wierksberuffer sécherzestellen. Bei de Léierbouwen oder Léiermeedercher geet et un. Et ass och do, wou de Schong ganz besonnesch dréckt.

Ech hunn d'Zuelen aus dem Annuaire statistique 2001 vun der Chambre des Métiers nach eng Kéier ënnert d'Lupp geholl. Wann een den Zäitraum 2000 bis 2001 kuckt, sinn d'Zuele vun de Léierkontrakt ëm 29% zrëckgegang. An deene leschten zwee Joer sinn trotz steigendem Chômage 345 Léierplazen net besat ginn. D'Patronat hat sech verbindlech engagéiert méi Léierplazen am Handwierk ze schafen. Dat hat och esou geklappt, mä trotz groussen Ustrengungen, souwuel an der Schoul wéi vun der ADEM, konnt een, ausser an de Joren 1998 bis 2000, keng Amélioratioun vun dëser kruzialer Fro feststellen.

Dofir muss ee sech weiderhi mat der Fro beschäftegen, firwat sech ëmmer manner jonk Leit fir eng Léier an engem Handwierksbetrib entscheeden. Op déi Fro, Här President, gëtt et mat Sécherheet méi wéi eng Äntwert an et brauch ee mat Sécherheet méi wéi ee Mechanismus, fir dësem Problem bäizekommen.

D'Handwierk huet no bausse leider nach ëmmer en zimlech negativen Image. Ausser a Sonnesrieden, wou déi 100.000 Aarbechtsplazen aus deem gesamte Mëttelstandssecteur ervirgehewen an als Pillier vun der Lëtzebuergescher Ökonomie dohigestallt ginn, gëtt sech och hei an dësem héijen Haus séier wéineg mat dëse Problemer beschäftegt.

Vill jonk Leit kréie vun hiren Elteren dacks ofgeroden, fir en Handwierk ze léieren. Ganz oft ginn déi Jugendlech falsch oder guer net beroden. Leider muss ee feststellen, datt déi öffentlech Diskussioun iwwer d'Handwierk sech ganz oft op e puer Negativaspekter beschränkt. Dat ass op där enger Säit dee béise Patron, dee seng Aarbechter ausbeut a selbstverständlech schlecht behandelt. Dat sinn déi vill Failliten, déi Entloossunge mat sech zéien. Ech kéint a menger Opzielung nach weidermaachen.

En Handwierksberuff muss ee gäre léieren an et muss och Spaass maachen. Mä dëse Secteur bitt, wann d'Émfeld stëmmt, nach ëmmer ganz exzellente Zukunftsperspektiven, Zukunftsperspektiven, déi sech net nëmme drop beschränken, fir eng sécher Aarbechtsplaz ze sinn, mä déi och finanzieller Natur kënnen sinn.

D'Perspektive reeche vun e bëssen Entrepreneursgeescht bis hin zu engem eegene Betrib. Mir hunn elo hei zu Lëtzebuerg adequat Instrumenter, fir och jonke Leit mat enger gudder Ausbildung, awer mat wéineg oder kenge finanziellen Eegemittel bei der Grënnung vun engem Betrib ze hëllefen. Ech mengen, hei huet de Ressortminister Fernand Boden, zesumme mat aneren, eng ganz gutt Aarbecht geleescht.

E selbstännegen Handwierker, deen eng gutt Ausbildung hannert sech huet, dee Freed u sengem Beruff huet an dee gäre schafft, huet mat grousser Sécherheet, wann d'Émfeld stëmmt, eng gutt Zukunftsperspektiv. D'Fro, déi sech stellt, an dat gesäit d'Chambre des Métiers och esou, ass, ob de Problem vun der Qualitéit vum Produit ofhänkt, e Produit, deen Apprentissage traditionnel heescht, oder hänkt de Problem um Marketing oder un der Kommerzialisatioun vum Produit „apprentissage“.

Déi zweet Fro betrëfft d'Orientatioun an de Beruff. Wier et dat, Här President, da wier selbstver-

ständlech d'Schoul zolidd mat gefuerdert. Bis elo ass et esou, dass ee während der Léier manner wéi de Mindestloun verdéngt, plus ou moins nëmme d'Halschent. Vill Jugendlecher soe sech, ech wëll awer net manner verdéngen an dowéinst probéieren ech éischter op eng onqualifizéiert Aarbechtsplaz ze kommen, wéi dass ech e Beruff léieren. Si hunn also eng Präferenz, wéinst deem Finanziellen, fir eng onqualifizéiert Aarbechtsplaz.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

An der Praxis maachen d'Jugendlecher dëse Choix, wat, a mengen Aen, e falsche Choix ass, an dat well se vun doheim oder an der Schoul keng oder bal keng Ennerstëtzung kréien, oder besser gesot, keng oder net déi noutwendeg Erklärunge kréien. Aus dëse Grënn muss ee versichen, d'Léier finanziell méi attraktiv ze gestalten. Et muss een no Modeller sichen, déi et de Léierbouwen an de Léiermeedercher erlaben, fir op den Niveau vum Mindestloun ze kommen. Dat soll awer net eleng zu Laaschte vun de Betriber goen, déi d'Leit ausbilden, well esou e Betrib investéiert jo scho ganz vill an d'Formatioun vun deem jonke Mënsch, wou en och kontraktlech dozou verpflichtet ass. Den Invest vum Betrib an eng Léierplaz huet esouwuel en zäitopwennege wéi och e finanzielle Volet. Ech mengen, d'Regierung soll hei bei deem finanzielle Volet mathëlefen. Et soll versicht ginn, d'Léierzäit méi attraktiv ze gestalten, sief et duerch Primen, déi ee kritt bei engem positiven Of-schluss, sief et duerch en anere Modell, deen een nach misst festleeën.

Dat, Här President, hat ech méi oder wéineger an där nämlecher Form oder an ähnlecher Form, mat e bësse méi perséinleche Proposen, scho virun engem halwe Joer op dëser Tribün gesot, an dofir sinn ech ganz frou, datt d'Chambre des Métiers an hirem Rapport zum Budget dës Pisten opgegraff huet. D'Chambre des Métiers schwätzt an hirem Rapport vun enger méi attraktiver Offer vun der Formatioun, dem Apprentissage-emploi nennt se dat. Ech wëll hei op verschidde Punkten dovun agoen.

1. D'Instauratioun vun deem System Apprentissage-emploi, d'Matunhiewe vun de Primé bis op den Niveau vum Mindestloun.

2. Wéi d'Kollaboratioun tëscht deem Betrib, deen ausbild, an der Schoul funktionéiere soll, muss duerch e Gesetz oder duerch e Reglement festgeschriwwen ginn.

3. De Léierkontrakt soll tëscht dem Betrib - an dat soll anescht gi wéi et bis elo ass -, der Schoul, dem Apprenti-stagiaire an deem sengem Représentant légal ofgeschloss ginn.

4. D'Orientatioun zum Beruff an der Schoul muss nach verstärkt ginn, an dat ënner Berücksichtigung vun de schouleschen, wéi och vun de manuelle Qualitéit vum Einzelnen.

5. D'Revisioun vum Recht fir kënn Léierbouwen oder Léiermeedercher auszubilden steet am Raum. Bis haut ass dat nëmme de Besëtzer vu Meeschterkaarte virbehalen. Dann nach d'Formation continue fir all Leit, déi Léierbouwen ausbilden. Hei ass esouwuel de Patron wéi d'Schoul viséiert.

6. Méi Visiten a Stagen an anere Betriber sollen och fir Leit vun der Schoul virgesi ginn.

7. Och wann e Schüler eng Klass oder eng Léier net packt oder net gepackt huet, sollen awer déi positiv Resultater an engem Passeport de formation festgehal ginn, an dat am Kontext vun life long learning. D'Léierzäit am Betrib plus d'Schoulzäit därfer selbst-

verständlech déi legal Aarbechtszäit net iwwerschreiden.

De Recours, Här President, op Modeller wéi d'Ecole de la deuxième chance oder d'Mise au travail, soll op e strikte Minimum begrenzt ginn. Dës Modeller sollen an därfer op kee Fall d'Ecole de la première chance ersetzen oder dofir gebraucht ginn.

De leschte Punkt, d'Mobilitéit vun de Schüler, ass en Thema a wäert och an Zukunft en Thema bleiwen. Et ass, Här President, Utopie fir ze gleewen, den öffentlechen Transport kënn dëse Problem zu 100% léisen. An dësem Kontext wier et mat Sécherheet net falsch, wa bei all Schoulprojet, deen op den Instanzewege geschéckt gëtt oder dee soll gebaut ginn, d'Noutwendegkeet oder d'Machbarkeet vun engem Internat mat an Etüd abezu géif ginn. Ech soen net, et misst bei all Schoul en Internat gebaut ginn, mä du moins soll ee kucken, ob et néideg op där Plaz wär oder net.

E weidere grousser Punkt sinn d'Failliten. Et muss ee leider feststellen, datt an deene leschte Joren d'Zuel vun de Failliten ëmmer méi héich ginn ass. 2001 si 733 Faillité gesprach ginn. Et kann een dovun ausgoen, datt een Drëttel vun de Failliten e kriminelle Volet huet. De Rescht vun de Failliten ass strukturell oder konjunkturell bedéngt.

De Justizminister schafft intensiv enger Reform vum Failliterecht. Et ass wichtig, datt dës Reform esou séier wéi méiglech op den Instanzewege geschéckt gëtt. An deem Kontext weisen ech och op d'Urgence vum Gesetzesprojet hin, deen déi europäesch Direktiv iwwer d'Lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales an dat Lëtzebuergesche Recht transposéiere soll.

Bezielungsreckstänn sinn e groussen Iwwel fir dat wirtschaftleche Liewen, egal ob se ënner Partenaire aus der Privatwirtschaft oder tëschtent dem Stat an der Privatwirtschaft bestinn. Si bedroen awer haaptsächlech gesond kleng Betriber. Duerch de Fait, datt e gréisserer Betrib oder wéi a ville Fall och de Stat sengen Obligatiounen net zur Zäit nëmme, kënnen kleng Betriber mat an de Strudel gezu ginn.

Weiderhin erënneren ech drun, datt d'Regierung am Kader vum Plan PME ugekënnegt huet, fir bei all Projet de loi eng Fiche d'impact fir de Mëttelstand bäizefügen. Ech muss feststellen, datt bis elo nach keng Fiche d'impact dobäi war. D'Chambre des Métiers schwätzt vun engem Projet, wou eng Fiche d'impact unhängeg wär.

Ech wëll awer ganz kloer soen, hei ass net eleng de Ressortminister gefuerdert, hei ass d'Regierung an d'Kollektivitéit gefuerdert. Ech wënsche mer, datt an Zukunft dat anescht gëtt. Ze wënsche wier nach, datt am Fall, wou vläicht scho méi esou Fiches d'impact erstallt gi wäeren, se bei den Documents parlementaires bäigefügt géinge ginn.

Wann een d'Zuele kuckt, déi d'Entwécklung vu verschiddenen Handwierksbranchen duerstellen, da gesäit een, datt a verschidde Branchen de Pegel no ënne weisst. Dat géllt besonnesch fir d'Alimentationsberuffer. Bäcker a Metzler waren, géing ech soen, an der Zäit ëmmer erstrebenswäert Beruffer oder si sinn emol als déi ugesi ginn, déi, wéi am Volleksmond gesot gëtt, och nach finanziell als lukrativ anzestufe waren.

Wann ee sech awer elo déi negativ Entwécklung vu just dësen zwee Beruffer ukuckt, da lafen engem d'Schudderden de Bockel eran. Et wäert, Här President, net méi laang daueren, da wäerten déi zwee lescht Handwierksberuffer, Bäcker a Metzler, an de Musée kommen.

■ Une voix.- Oder an d'Chamber!

ge Moyaen, fir hei weider ze kommen. Mir muss weider kommen, well net jiddere wëllt an d'Spidol stierwe goen oder an en Hospice. Well eng palliativ Behandlung doheem der Allgemengheet vill méi bëlleeg ze stoe kënn, wéi am Spidol an net zulescht well an der Debat iwwert d'Euthanasie ëmmer erëm déi ongenügend Offer vum Soin palliatif ugeprangert gëtt.

Här President, mä leschte Punkt bezitt sech op d'Contraceptioun bei den Teenager. Ech denken dobäi un d'Vermeide vu Schwangerschaften bei 15- a 16-jährige Meedercher. Hei geet et ëm eng Moosnam vun der Médecine préventive au même titre, wéi d'Preventioun vun der Méningite bei de Kanner a vun der Gripp bei den eelere Leit.

Ech brauch lech net ze beschreiben, wat eng ongewollte Schwangerschaft bei engem Jugendleche bedeit. Dat endegt gewéinlech mat enger Schwangerschaftsënnerbriechung, meeschtens am Ausland, dat heescht an der Belsch oder an Holland, wou de Planning familial öffentlech Zentren huet, déi alle Sécherheetskriterien entspriechen. Niewebäi gesot, de Präis, deen do bezuelt gëtt, läit tëschent 200 a 400 Euro, inklusiv d'Behandlung duerch de Psycholog. Mir wëssen hei zu Lëtzebuerg net, wéivill Interruptions volontaires de grossesse stattfannen. De Planning familial enregistreiert pro Joer 150 bis 250 Demanden. Déi effektiv Zuel wäert e Mehrfach dovunner sinn. Wéi vill der dobäi Teenager sinn, ass net bekannt, mä hir Zuel ass net negligéabel.

Ech wëll hei eng Lanz brieche, fir datt déi Jugendlech gratis zu der Pëll kommen. De Gesondheetsministère huet zënter dem Budget 2002 een Effort an dës Richtung gemaach, andeem en dem Planning familial eng beträchtlech Enveloppe budgétaire zur Verfügung stellt, fir de Meedercher dës Medikament ze délivrieren, wa si sech et net selwer leeschte kënnen. Ech proposéieren awer, datt am Kader vun der Médecine préventive de Ministère eng Konvention mat der UCM ofschléisst, wou, ähnelch wéi dat bei der Prise en charge vun de Vaccinen de Fall ass, den Accès zur kontrazeptiver Pëll fir déi jonk Meedercher ënner 20 Joer gratis soll sinn. Ech mengen, dat wier kee Luxus, wann ech bedenken, datt zum Beispill a Frankräich souwuel d'Contraceptioun wéi och d'IVG vun de Krankekeesen iwwerholl ginn.

Här President, ech mengen, datt d'Prise en charge duerch d'Sécurité sociale vun de Soins palliatifs a vun der Contraceptioun bei de Jugendleche prioritär muss si par rapport zu deene vill méi aléatoire Leeschtungen am Beräich vun der Médecine parallèle. Ceci dit, géif ech gären nach eng kéier ënnersträichen, datt trotz dem Konjunkturréckschlag des CSV-DP-Regierung gewëllt ass, weiderhin eng Gesondheetspolitik op héijem Niveau ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Nicolas Strotz agedroen. Den Här Strotz huet Wuert.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci un de Rapporteur vum Budget 2003, deen dës Joer eng komplex Missioun hat, fir an dësen ongewesene schwierigen Zäiten de Budget ze presentéieren an doriwuer eraus, eng méiglech komplett Bestandsopnam vun der Lëtzebuerger Wirtschaft opzuezechnen.

Et ass wouer, datt mir all méi oder wéiniger iwwerrascht goufe vun den Zuelen, déi eis wirtschaftlech Situatioun an e vermeindelech däischtert Liicht geréckelt hunn,

Zuelen, déi eis zu enger gewësener Vigilance opruffen, Zuelen, déi eis awer net dierfen zum Zécke verleeden.

De Premier Jean-Claude Juncker huet vun engem Sickerbrand geschwat, mä och e Sickerbrand ka geféierlech ginn, wann en net zur Zäit erkannt gëtt.

(Interruption)

D'Rauchmelder sinn nach just zur Zäit ugesprongen, fir Alarm ze schloen. Et géllt also elo wachsam sinn an net a Panik verfallen, well dozou besteet keen Ullass. Och wann de Brand nach net gelascht ass, ass et e kontrolléierte Brand, dee permanent am A gehale muss ginn.

Une voix.- Pompjeel!

M. Jos Scheuer (LSAP).- Sauvutage!

Une autre voix.- Här Strotz, erkläert mer dat emol vun deem Sickerbrand do.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Dës bezitt sech virun allem op déi öffentlech Investitiounen, wou d'Regierung an deene leschte Joren op de Wee gaangen ass, fir déi öffentlech Fongen op eng zolidd Basis ze stellen, fir kënnen ambitiéis an zukunftsweisend Projeten an d'Weeër ze leeden. Dës sinn amgaang mat aller Konsequenz ëmgesat ze ginn. De Rapport vun der Finanzkommissioun schwätzt richtegerweis vun enger realer Noutwennegkeet an net vun engem Luxus, dee sech eist Land vun Zäit zu Zäit gënn. Vun dësem Wee ass d'Regierung net ofgaangen, am Géigendeel.

Den Investitiounsprogramm fir d'Joer 2003 läit net nëmmen an der Kontinuitéit vun de leschte Joren, mä geet nach substantiell erop a läit ëm 31% méi héich wéi d'lescht Joer. Dës ënnersträicht de Wëlle vun der Regierung, fir den Erausforderungen, déi an den nächste Joren op eis duerkommen, gerecht ze ginn. Ech wëll a menger Interventioun e puer generell Remarken iwwert d'Investitiounspolitik maachen, ier ech herno op d'Dispositiounen am Budget fir déi öffentlech Bauten zréckkommen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et wier en negatiivt Signal fir eis Wirtschaft, wa mir a méi schwierige konjunkturellen Zäite vun eisen Investitiounen a grouse Projekte géifen ofréckelen. Dës géng virun allem de Bausecteur an d'Handwierk treffen. Verschiede Berufschamberen hunn dofir d'Orientatioun vun der Regierung gelueft an ervirgestrach, datt déi antizyklesch Ausriichtung vun den Investitiounen sech positiv op ons Wirtschaft auswierkt. D'Chambre de Travail wéi d'Chambre des Métiers bemierken, datt domat d'Demande intérieure alimentéiert gëtt an d'Aarbechtsplazen, virun allem am Bausecteur, erhalte ginn.

Mir schwätze vun engem gesamte Budget y compris de Spezialfonge vu ronn 760.000.000 Euro, e Montant, deen an der Haaptsaach de Lëtzebuerger Betriber zegutt kënn. D'Investitiounsfonge konnten, laut den Zuelen aus dem amendéierte Budget fir 2003, mat 448,6 Milliounen Euro alimentéiert ginn. Eng Alimentatioun, déi et also der Regierung erlaabt, d'Investitiounen consequent fir de Moment weiderzeféieren. Op wat ass dës zréckzeféieren? Et besteet keen Zweifel doriwuer, datt eis Investitiounsfongen exzellent alimentéiert sinn, an datt sech dem Stat seng Reserven op engem héijen Niveau befannen. De Spillraum, fir en Emprunt opzuehuelen, bleift nach ëmmer garantéiert. Et ass dës de Mérite vun dëser an de viregte Regierungen, déi an de leschte Joren eng virausschauend Politik bedriwwen hunn.

Nach ass de Bam gesond - wollt ech dem Här Krecké soen - op deem en Apel fir den Dusch w-

isst, esou wéi de Premier et bildlech duergestallt huet, a vun deem mir elo ziere kënnen, ouni déi grondsätzlech Orientéierung vun eisen Investitiounen kuerzfristeg a Fro ze stellen. Et ass keng Zickzack-Budgetpolitik bedriwwen ginn, keng Navigation à vue. D'Regierung steet net plakeg do, wéi d'LSAP-Opositioun et ze plakatéiere fleegt, déi op falsifikativen Donnéeën a spekulative Momentopname fousst a vergësst, datt se nach virun dräi Joer an der Regierung war an dës Politik mat gedroen huet.

Dës Budget ass villméi d'Resultat vun enger virauskuckender Politik, déi och an dësen Zäiten elo net vum Kurs ofkënn. Trotzdeem musse mir, wat eis Finanzsituatioun ugeet - an ech hunn et uganks vu menger Interventioun scho gesot - eng gewësse Vigilance un den Dag leeën, fir net an en Enkpass ze geroden. Dës betrëfft virun allem d'Investitiounsfongen, déi, wa mir d'Bemierkung aus dem Budgetsrapport fir den Exercice 2002 vum honorable Claude Wiseler nach eng kéier a Betracht scho, am Joer 2005 defizitär wäerte sinn, wann d'Ausgaben effektiv getäteg ginn a wa keng zusätzlech Opstockung duerch Plus-valuen erfollegt. Et gëtt des Weideren a Fro gestallt, ob déi aktuell Reserven duerginn, fir déi geplangten Infrastrukturen ëmzesetzen.

Bei enger eventueller Fortdauer vun der konjunktureller Schwächt vun eiser Wirtschaft, erlaben d'Reserven nëmmen e Spillraum vun zwee bis dräi Joer. De Budgetminister Luc Frieden huet et leschten Donneschdeg ënnerstrach, datt mir bei weideren neien Dépense musse méi lues trëppelen. Déi Bauprojeten, déi um Lafe sinn, gi fäerdeg gestallt. Mat deenen Zommen, déi elo an den Investitiounsfonge sinn, kann ee vill maachen, virun allem déi Projekte realiséieren, déi momentan virgesi sinn. Beduecht muss awer ginn, datt mir, gesamt gesinn, net méi ausgi kënnen, wéi mir erakréien, dat heescht, deemno wéi d'Situatioun évoluéiert, mir eis der Decken no strecke mussen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mir den Aussoe vum Statec Glawe schenken, da kéint d'Konjunktur fir d'Joer 2003 bei 2%, fir 2004 a fir 2005 bei 3% leien.

(Interruption)

Deemno muss sech dësen däischtere Szenario net stellen. Trotzdeem - an do stëmmen ech dem Emile Calmes zou - wësse mir net op den Niveau vun den Dotatiounen vun de Fonge kann erhale bleiwen, wa sech d'Konjunktur, entgéint den Estimatiounen vum Statec, net erhëlt. Zwou Méiglechkeeten doe sech op, fir eis Investitiounen trotzdeem kënnen fortzeféieren, ouni datt mir op en Emprunt zréckgräifen.

Zum enge besteet d'Méiglechkeet, fir d'Prioritéit vun zukünftigen Investitiounsprojete festzuleeën. Zum anere besteet d'Méiglechkeet, fir de Programme pluriannuel op weider Joren auszudehnen. Gläichwuel wat fir eng Lösung mir an d'A faassen, bemierkt de Rapporteur zu Recht, datt et falsch wier bei deenen Investitiounen ze spueren, déi d'Compétitivitéit vun eise Land a senge Bierger ausmaachen. Dës bezitt sech un éischer Stell op déi Investitiounen am schoulesche Beräich, wou mir an den nächste Joren eng ganz Rei nei Lycées musse bauen. Mir waarden an dësem Kontext gespaant op d'Konklusiounen aus dem Plan sectoriel „lycées“, dee Mëtt November am Ministerrat diskutéiert gouf. Den Här Rippinger huet de Bau vun e puer Schoulen opgezitt. Hie sëtzt méi no bei der Ministesch. Et wier gutt, wa mir de

Plan sectoriel och virgestallt kriterien.

Zum anere bezitt sech dat op déi Infrastrukturen am Beräich vum Schinnennetz, vum Verkéier a vum öffentlechen Transport. Et si grad dës Beräicher, déi an de kommende Jore Prioritéit mussen hunn. D'Konklusiounen dann aus dem Plan sectoriel „lycées“, der Strategie „mobilitéit.lu“ an dem integréierte Verkéiers- a Landesentwicklungsplang mussen all consequent ëmgesat ginn. Et sinn d'Efforten an dëse Secteuren, déi der Compétitivitéit an der Zukunftsfäegkeet vun eise Land zoudréiglech sinn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëllt vu menger Zäit profitéieren, fir op de Budget vum Bauteministère en tant que tel zréckzecommen, dee sech, wéi ech aganks schonn erwähnt hunn, an der Kontinuitéit vun de leschte Joren weider beweegt. Als éischte Punkt wëll ech ervirhiewen, datt de Fonds des routes am rektifizéierte Budget mat 70.000.000 amendéiert gëtt. Eng Zomm, déi et der Regierung erlaabt, déi Projekte virun ze driewen, déi am Stroossebau prioritär sinn. Et si virun allem Projekte wéi d'Fäerdegstellung vun der Saarautobunn, vun der Nordstrooss an den Ausbau vum CITA, déi ech als alleréischte viséiert hunn. An dësem Kontext hoffen ech, datt d'Regierung deemnächst e Gesetzesprojet iwwert den Ausbau an d'Gestaltung vum CITA op den Instanze-wee schéckt.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dee CITA ass déi gréisste Verschwendung, déi jee-mools hei am Land gemaach ginn ass.

M. Nicolas Strotz (CSV).- D'Saarstrooss wäert am Laf vum nächste Joer opgoen. Ze begrëissen ass, datt de Bypass zu Helleng realiséiert gëtt, fir esou d'Awunner vun Helleng vum Duerchgangsverkéier ze verschouwen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Bedauere muss ech, datt säitens de Gréngte versicht ginn ass, déi Aarbechten hinzehalen, respektiv ze verhënnern.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dir triert fir Illegalitéiten an.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Nicolas Strotz (CSV).- Dës Remarque - an hei wëll ech eng Paranthese opmaachen - soll awer net dozou féieren, fir ze mengen, Ëmweltprozeduren an Oploen sollen net respektéiert ginn.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Nicolas Strotz (CSV).- Als President vun der Travaux-publics-Kommissioun hunn ech schonn e puermol gefrot, wéini datt endlech d'Direktiv 97/11 iwwert d'Evaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ëmgesat gëtt. Ech hoffen, datt mir geschwënn dee Projet de loi virleien hunn. D'Prozeduren an d'Oploen am Ëmweltberäich mussen och a méi schwierigen Zäiten agehale ginn. Dat ass een Aspekt vun engem Projet. En aneren Aspekt awer, an dat ass deen éischten a wichtigsten, ass den eigentleche Projet plangen an entwerfen.

Den Entworf muss, besonnesch am Stroossebau, no festgeluechten techneschen Normen geplangt ginn, déi agehale gi musse, wa mir sécher Stroosse wëlle bauen. An da steet et enger Environnementsverwaltung net zou, fir arbiträr Kritären a Beräicher, zum Beispill, wéi breet, datt d'Stroossen nach duerfe gebaut ginn, virzuschreiwen, déi se am Prinzip näischt uginn.

(Interruption)

Technesch arbiträr Kritären virschreiwen, dës läit net an hirer Kompetenz an hei muss et zu engem Emdenke kommen. Eenzel Projekte ginn duerch Hickhack onendlech laang verschleeft an dat op Käschte vum Steierzueler. Dat kënn mir eis net méi leeschten. Dobäi mussen déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn, fir méi schnell kënnen ze bauen an domat Geld ze spueren.

Wat fir de Stroossebau zielt, géllt och fir aner Beräicher, wéi zum Beispill de Remembrement, an domat déi Parenthèse zou.

Ech begrëissen, dass all concernéiert Ministère am Kader vum IVL, dee vun der Bauteministesch quasi initiéiert ginn ass, elo ënner der Leedung vum Aménagement du territoire zesummeschaffen, fir en nohaltegt Gesamtverkéierskonzept ze schafen. De Statsrot huet a sengem Avis dës Approche ënnerstëtzt. Hie mierkt awer un, dass d'Kreditter fir d'Etüden, déi fir den IVL veruschlaagt sinn, mussen hir Friichten droen. De Ministère vun den öffentlechen Bauten huet préciséiert, dass zum géigewäertegen Zäitpunkt all Projet de voirie enger Etüd ënnerzu gëtt, dës an der Optik vum IVL.

Et dierf awer elo net sinn, dass et zu enger Verzettlung vun den eenzelne Projekte kënn. D'Tangenten ouest muss, menger Meinung, no gebaut ginn. De Bau vun enger drëtter Spuer op dem Contournement vun der Stad Lëtzebuerg an der Autobunn no Frankräich hänkt enk zesumme mat enger neier Verbindung aus der Belsch via d'Collectrice du Sud. Mécht een dat, oder mécht een et net?

(Interruption)

Dat muss elo kuerzfristeg décidéiert ginn. Hei mussen Décisiounen geholl ginn. Noutwenneg Projekte stinn also am Raum, déi et géllt kuerzfristeg ze bauen, wa mir net e Verkéierskollaps erliewe wëllen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Deen ass scho laang do.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Dozou kann een eng ganz Rei vu Contournementen zielen: Bous a Sandweiler sinn endlech amgaang gebaut ze ginn, Jonglénster, lechternach an anerer waarden awer scho vill ze laang op hir Ausféierung.

(Interruption)

Zu der ganzer Verkéierspolitik gehéiert den Ausbau vum öffentlechen Transport op der Schinn a mam Bus. Mat Ausnahm vu prinzipiellen Deklaratiounen, souwuel iwwert d'Ubannung vum Kierchberg via Findel, wéi och d'Förderung vum öffentlechen Transport an der neier Cité des sciences, déi an den Industriebroochen entstoe soll, ass awer nach net vill geschitt.

Ech wollt hei d'Fro stellen: Missten déi zwee Zentren net enk an net zesummenhängend an e Verkéierskonzept agebonne ginn? Ech menge jo. Des Weidere sinn ech der Meinung, dass de Projet vum Ingénieur Schummer, dee virgesäit eng Zuchverbindung ënner der Stad erduerch ze bauen, Projet, deen an enzelnen Zeitunge virgestallt ginn ass, zumindest derwärt ass, enger seriöser Analyse ënnerzunn ze ginn, ier ee sech op definitiv Léisunge ronderëm d'Stad festleest.

Une voix.- E besteet awer schonn zéng Joer.

M. Nicolas Strotz (CSV). - Hei wär et interessant ze wëssen, wéi deen zoustänneg Ministère sech dozou stellt. Déi Verantwortlech vu „mobilité.lu“ an iVL si gefuerdert, fir am Rumm vum gesamten Themekonzept no gangbaren, zukunftsorientierten an nohaltege Léisungen ze sichen, déi dann an engem laangfristige Programm ze realiséiere sinn. Dass dëst net einfach ass, däärs sinn ech mir bewosst. Et däärf awer net sinn, dass Projeten, déi elo scho sprochräif sinn op d'laang Bänk geschobe ginn.

De Problem „Bauschuttdeponien“ wëll ech net uschwätzen. En ass iwwerfälleg an ass de Beweis vun eiser heliansdo klengkarierter Politik, an dat vu Säite vun alle Parteien an ONGen, déi oft mat vill lokalem a kommunalem Koloritt héichgepöppelt gëtt. Mir sollen eis schummen, dass dee Problem nach net geléist ass.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dir braucht jo nëmmen eng zu Rémerschen ze akzeptéieren.

M. Nicolas Strotz (CSV). - Do hu mer eng.

M. Robert Mehlen (ADR). - Dat do ass awer gutt! Déi ganz Regierung soll sech zesumme schummen.

M. Nicolas Strotz (CSV). - Dir hëlleft mat d'Problematik héichpöppelen, hunn ech gesot.

Une voix. - Firwat hu mir dann d'Regierung?

M. Nicolas Strotz (CSV). - D'Commission des Travaux public huet sech doriwwer eraus mat der Energieproblematik an den öffentleche Gebaier ofginn. An deem Kontext huet d'Bautekommissioun virgeschloen, dass sech all d'öffentlech Gebaier engem Audit énergétique ënnerzéie mussen. Am Energiespuere läit nach e grousst Potenzial, wat genotzt gi muss.

Wat d'Uwendung vun den alternativen Energien an de Bau vu Wärmekoppelungsanlagen ueget, konnte mir eis vergewësseren, dass bei all nei Gebai Studien erstellt ginn iwwert d'Faisabilitéit vun esou Anlagen. Mir hu mat Erstaune festgestallt bei wéi vill Projeten déi nei Technique schonns zum Droe kommen. Ze bemerken ass, dass am Budget 2003 en neie Kredit vun 250.000 Euro virgesinn ass, fir Etüden am Beräich vun CO₂-Reduktioune bei de Statsgebäier ze erstellen.

Wat d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées ubelaangt, esou ass feststellen, dass d'Kreditter vun den Dépenses courantes lichter an d'Luucht gaange sinn, wat normal ass, well den Entretien vun de Stroossen, bedéngt duerch d'Zouhuele vum Verkéier an duerch d'Schied vu Verkéiersaccidenter, ëmmer méi grouss ginn. Des Weidere sinn d'Kreditter fir den Inventaire vun de Stroosseninfrastrukturen a fir de Recensement vun Stroosserverkéier substanzial erhéicht ginn. Et ass grad am Kader vum iVL besonnesch wichteg, dass fabel Donnéeën zur Verfügung stinn.

Duerch Regierungsamendementer ginn d'Kreditter vun den Dépenses en capital par rapport zum leschte Joer vun 348 Milliounen Euro op 304 Milliounen Euro erof. Dëst ass doduerch ze erklären, dass d'Alimentatioun vun de Fongen erofgesat ginn ass: De Fonds des routes ëm 20 Milliounen, de Fonds d'investissements publics administratifs ëm 30 Milliounen an de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux ëm 10 Milliounen. Dëst aus der Iwwerleeung eraus, dass d'Reserven an deene Fongen awer nach héich genuch sinn, fir déi néideg Projeten ze realiséieren. Ze bemerken

ass, dass am Kader vum Ausbau vum öffentlechen Transport en neie Kredit virgesinn ass vun 2 Milliounen Euro, fir Busspuren ze bauen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi budgetär Erhéijunge vun den Dépenses courantes a vun den Dépenses en capital fir d'Administration des Bâtiments publics berouen zu engem groussen Deel op enger ëmmer méi grousser Zuel vu Gebaier, déi ze ënnerhale sinn an op de steigenden Ennerhaltungskäschte vun de Gebaier, déi sech deels an engem desolaten Zoustand befannen. E Mëssstand, dee schonns de Rapporteur ugeprangert huet. Dat ass e manifeste Problem, deen den Investitiionsvolumen an deenen nächste Joer ëmmer méi héich klamme wäert loosson. Aus deser Ursach eraus muss mir nei Weeër goen, déi op en nohaltegt Bauen, op e gedrosselten Energieverbrauch a manner Ennerhaltungs- an Instandsetzungskäschten ausgerichtet sinn.

An deem Sënn, denken ech, dass den Audit vun eisen öffentlechen Infrastrukturen net nëmmen iwwert de Beräich Energie, mä och wat dee baulechen a funktionellen Zoustand ueget, eng vital Noutwennegkeet, e wichtege Schrëtt duerstellt, fir d'Käschten ze evaluéieren an an enger zweeter Phas, duerch eng geziilt Iwwerwaachung ze drosselen.

Den Här Emile Calmes huet eis a sengem Rapport d'Rechnung gemaach. Ech wëll doriwwer net méi referéieren. Ech wëll just d'Iddi vun engem Fonds fir den Entretien vun den öffentleche Gebaier, dee vum Ministère des Travaux publics proposéiert ginn ass, als eng positiv Démarche begrëissen, déi op Nohaltegkeet ausgerichtet ass, an déi mir als CSV-Fraktioun begrëissen. D'Ausgabe vun esou engem Fong mussen natierlech, wéi ech gesot hunn, duerch eng fondéiert Bestandsopnam gestäipt ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleginnen, ech kommen zum Schluss a wëll nach eng Kéier ënnermaeren, dass d'Richtung vun der Regierung bei den Investitiounen déi richteg ass, dëst aus de Grënn, déi ech versicht hunn ze beleeden. Wann dës Regierung eng Investitiionspolitik bedreift, déi sech zum Zil hëlt, dem Land grad a konjunkturell schwierigen Zäite performant Infrastrukturen ze ginn, dann ass dat déi richteg Reaktioun fir esou Zäiten, an deenen et géllt eist Land fit ze maachen a virzebereeden op déi Ererausforderungen, déi nach kommen, an den negativen Effekter vum ablécklech konjunkturelle Creux entgéint ze wierken. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wéi gëschter de finanzpolitische Sprächer vun der CSV, den honorablen Här Lucien Weiler, hei gesot huet et géing dämpe mä et géing net brennen, do hunn ech mech gefrot, ob hien dat aalt Lëtzebuerger Spréchwuert, wat seet: „Wou et dämpft, do ass Feier“, net géif kennen. Ech hu mir, wéi ech hien duerno héieren hunn, d'Fro gestallt, ob seng Siicht éirewéi duerch dee villen Dampf, dee schonns do ronderëm ass, agegrübt wär.

Ech ginn him awer an engem Punkt Recht, dat ass, dass d'Situatioun zu deem Moment nach net dramatesch ass. Mir hunn, dat muss een unerkennen, Reserven. Wuerfir déi do sinn, do ginn d'Meenunge vläicht e bëssen auserneen. Ech sinn éier der Meinung, wann d'Ochsen net hei am Land während Joren am Späicher gekalleft hätten, a souguer d'Majoritéit ëmmer iwwerrascht war, wéi vill u Plus-valuen uefall ass,

a se am Fong geholl keen anert Mëttel hat, wéi se an d'Reserven ze drécken, dann hätte mir déi Reserven haut ganz sécher net, mä dat ass eng Diskussioun, déi féiert zu net ganz vill.

D'Haaptsaach ass, mir hunn en Apel fir den Dusch, an déi Recetten, déi elo erakommen - dat muss een awer och virun An hunn - si Recetten, déi kommen aus Joren, wou mir en héije Wuesstum haten. Et ass dofir awer och grad esou sécher, dass dat net dauerhaft ass, an dass mir virun allem 2004 an 2005 eréischt richtig Problemer kréien, souguer, wann dann d'Konjunktur erëm géif unzéien, wat ech awer woen ze bezweifelen. An dat beim Stat a bei de Gemengen.

Mäi Fraktiounskolleeg Gast Gibéryen huet et gëschter nogewisen, an et huet keen him et falsch gemaach, wéi schlëmm d'Situatioun ass, déi op eis Gemengen zoukënn, a wéi schlëmm d'Auswierkungen op eis Economie wäerte sinn. D'Fro, déi sech stellt: Ass desen Abroch - an dat ass jo déi, déi grouss diskutéiert gëtt - nëmmen eng konjunkturell Erscheinung oder ass et dach awer méi eng déifgräifend Ännerung, déi sech hei vollzitt? Ech mengen, et wär ze fäerten, dat et net nëmmen eng konjunkturell a vorübergehend Erscheinung wär. Et hänkt natierlech entscheidend vun en etleche Froen of.

Déi éischt Fro - an déi gëtt an deenen nächsten Deeg op héchstem Niveau diskutéiert - ass déi: Kënnen d'Atoute vun der Lëtzebuerger Bankeplaz dauerhaft verteidegt ginn? Ech woen et, iwwer laang Zäit gekuckt, ze bezweifelen.

Déi zweet Fro: Bleift de Benzinstourismus, deen och net onwesentlech zu eiser gudder finanzieller Situatioun bäigedroen huet, dauerhaft bestoen? A wann ech soen dauerhaft, da kucken ech et wierklech laangfristeg. Ech hu meng ganz schwéier Bedenken, dat dat esou ass.

An drëttens, an dat ass schonns e bësse méi mëttelfristeg gekuckt: Behält d'öffentlech Hand dauerhaft genügend Finanzkraaft, fir d'Investitiounen och dauerhaft op deem héijen Niveau vun deene leschte Joren ze halen? Ech woen och dat ze bezweifelen.

Mä doriwwer eraus spillt nach eppes mat. Mir wëssen, dat bei eisen Nopeschlänner - wat eis Haapthandelspartner sinn - eng katastrophen Situatioun besteet, dat se grouss Problemer hunn, fir den 3%-Kritär vum öffentlechen Defizit ze respektéieren. Besonnesch, wa mer bei eisen däitschen Nopere kucken, wat eisen éischten Handelspartner ass, sinn de Stat a virun allem d'Gemengen finanziell bal um Enn, esou dat se praktesch näischt méi investéiere kënnen. A mir wëssen, wat fir eng Auswierkungen dat dat op d'Economie huet.

Här President, bis elo huet nëmmen een et fäerdeg bruecht, dat war de Baron vu Münchhausen, fir sech, un den eegenen Hoer, aus der Supp erauszeseien; an dat ass och bis elo wëssenschaftlech nach net bewisen.

Et wäert eisen Nopereen wahrscheinlech net vill besser goen, an dofir ass och bei hinne mëttelfristeg net mat enger signifikanter Erhellung ze rechnen.

Fir eis Economie sinn dat keng gutt Aussichten. Et gëtt zwar gesot, mir investéiere virun, d'Investitiionsprogrammer gi weider duerchgezunn, mä elo schonns huet de Budgetminister an der Finanzkommissioun gesot, et géing probéiert ginn, d'Investitiounen ze strecken. Wann d'Investitioune ge-

streckt ginn, dann heescht dat, dat pro Joer manner investéiert gëtt. Mir wëssen och dat d'Projeten, déi geplangt waren, ausgesat ginn.

Mä bei de Gemengen - hunn ech scho gesot - do sinn iwwerhaapt keng Reserven do, dat heescht déi missten direkt léine goen, an et ass och bekannt, dat elo schonns eng ganz Partie Projete viraussiichtlech op Ais geluegt ginn.

Wann net oder manner öffentlech investéiert gëtt, dann ass et ganz sécher, dat de Privatsektor dat net kann opfänken. An d'Konsequenzen dovu sinn e Réckgang virun allem an der Bauwirtschaft a beim Handel an doraus ergëtt sech, dat de Chômage an d'Laaschten aus dem Chômage fir de Budget klammen. A schonns si mer an deem Däiwelskrees dran an deen eis däitsch Nopereen - wat an der Zäit d'Champions vum Wirtschaftswunder waren - erageréicht sinn an och net méi erakommen. Wann ee weess, dat se iwwer 30% vun hirem Statsbudget mussen opbréngen fir de Schuldendéngscht.

Sou wäit, Här President, si mer Gott sei Dank nach net. Mä mer sinn un gudder Wee dohin, dofir heescht et zur Zäit reagéieren a konsequent reagéieren. Gouverner, esou ass mol ëmmer gesot ginn, c'est prévoir. Ech géif gären hannendrun hänken, mais pas seulement jusqu'à la prochaine échéance électorale. Et ass dat, wat d'Regierung elo amgang ass ze maachen.

Den Här Weiler huet sech gëschter no alle Säiten adresséiert, a gefrot: Wou solle mer da spueren? D'Oppositioun soll hinne Propositionen maachen. Et huet ee sech gefrot, ob et der Majoritéit un Imaginatioun géif feelen, dat si sech esou flehentlech un d'Oppositioun gewand huet, fir Propositionen ze kréien.

Wann een de Budget graff kuckt, dann hu mer op där enger Säit d'Konsumausgaben an op där anerer Säit d'Investitiounen, d'öffentlech Investitioune wuel verstanen. An d'Investitioune sinn op jidder Fall gutt fir d'Economie, a wa se gutt si fir d'Economie, da sinn se och gutt fir den Aarbechtsmaart, a wann den Aarbechtsmaart dréint, da kommen och Steieren eran.

Investitioune sinn awer och wichteg fir d'Préparatioun vun der Zukunft. Ech denke virun allem un d'Schoulen, u Wirtschaftsinfrastrukturen, un d'Fuerschung an esou weider. Ganz anescht ass et mat de Konsumausgaben, si sinn zwar noutwendeg, mä si hu vill manner Impakt op d'Economie. Dee wichtigste Poste bei de Konsumausgabe sinn d'Käschte vum Statsapparat, an dobäi d'Personalkäschten. Déi Chifferen, dat hu mer gëschter erlieft, si jo net prezis ze kréien, jiddefalls waren se net fir desen Débat ze kréien; an dat seet scho ganz vill.

Här President, ech wëll an deem Punkt ganz däitlech schwätzen. D'Gehälter vun der Fonction publique hei zu Lëtzebuerg gehéieren zu deenen héchsten op der Welt. Si sinn, wann een et op gläichem Niveau vergläicht, onvergläichlech méi héich, wéi an eisen Nopeschlänner a si wäerten duerch den Accord salarial nach weider klammen, dat heescht den Ofstand wäert nach méi grouss ginn.

Wann een d'Fro un eis riicht: Wou spueren? Bei den Investitiounen oder dem Konsum? Well wann d'Recetten zréckginn muss een noutwenderweis iergendswou spueren, do hunn ech gemengt, hei eng Unanimitéit erauszehéieren, dat dat net sollt si bei den Investitiounen. Dat wär och falsch, well d'Economie géif ofgebremst ginn, a wéi gesot, da wäere mer am Däiwelskrees dran.

Mäi Fraktiounskolleeg, Gast Gibéryen, huet gëschter gesot, de

Stat soll sech seriös iwwerleeen, wéi hien d'Personalausgaben am Grëff kënn halen. Et ass Rieds gaange vun der Réforme administrative, fir méi Ekonomissitéit, méi Effikassitéit, méi Effizienz an de Statsbetrieb eranzebréngen.

Wa mer kucke, wéi de Lëtzebuerger Stat informatiséiert ass, hu mer eis op Grond vun enger internationaler Etüd misse beléiere loosson, dat mer och do um Wupp leien. Hei gëtt scho laang dervu geschwat, fir beim Stat eng Reform anzeféieren déi d'Leeschung belount, der Fiffiwirtschaft en Enn mécht an d'EEgeverantwortung an d'Eegendynamik beim öffentleche Personal géif förderen.

Här President, mir stelle fest, dat all Joer op een Neits driwwer geschwat gëtt an dat näischt geschitt. Ech erënneren drun, dat de Statsminister scho viru ville Joren drop higewisen huet. Hien huet e Beispill ginn, dat hien a sengem Ministère ee Beamten hätt, dee sech géif standhaft weigerechen och nëmmen ee Streech ze schaffen - ech zitieren e wuertwärtlech - an e kënn soss näischt maachen, wéi en dräimol am Dag rosen ze bekucken. Hien huet vun deser Plaz aus gesot, hie kënn net emol ee vum éischten op den zweete Stack versetzen, ouni dat him géif de Prozess gemaach ginn an an der Regel géif hien dee Prozess verléieren.

Wann dat d'Zoustänn hei am Stat sinn, a wann de Statsminister dat seet, da muss et jo bal wouer sinn, an et ass bis elo nach ëmmer näischt geschitt, da brauch ee sech net ze wonneren, wann et hei am Stat esou geet, wéi et ebe geet. Mä trotzdem, et steet erëm eng Gehälteropbesserung vun 1,6% virun der Dier, an d'Joer duerno soll jo nach eng kommen.

Et kann een iwwert d'Opportunitéit vun där Mesure diskutéieren. Ech gi mol dovun aus, Här President, dat d'Chamber, wéi se dee Vote geholl huet, dee Vote op Basis vu falschen Donnéeën geholl huet. Ech behaupten, dat d'Chamber ugeschmiert ginn ass, an dat den Accord salarial op enger falscher Basis ausgehandelt an accordéiert ginn ass. An ech soen och - wou gëschter Rieds driwwer war -, wa schonns eng Klausel festgehal ginn ass, fir nozeverhandelen, wann et géif besser goen, da misst logescherweis och eng Klausel drastoen, dat wann et méi schlecht geet, dat een och an där anerer Richtung misst kënnen noverhandelen.

Här President, et ass der Fonction publique guer näischt gedéngt, wann hir Gehälter an deser Situatioun, wou mer net wëssen, wéi et weider geet a wou mer an zwee, dräi oder véier Joer stinn, nach weider ugeheweue ginn a gläichzäiteg d'Investitioune mussen zréckgefueert ginn. Dat heescht den Aascht ofseeen op deem ee selwer sézt. Et ass schonns enorm vill, wann den aktuellen, extrem héijen Niveau an Zukunft ka gehale ginn. Dofir ass et - dat ass meng privat Meinung - absolut noutwendeg, fir déi zwou nächst Echéancé vun där 1,6% Gehältererhéijung net ze applizéieren; domat kriit jo och nach keen eppes geholl.

Mä mir wëssen, dat d'Regierung dozou net bereet ass. Den Här Juncker sot, an dat kënn mer am Lëtzebuerger Wort vom 7. Oktober 2002 noliesen: „Auf eine entsprechende Journalistenfrage antwortete Jean-Claude Juncker, dass zu den Konsumausgaben im Staatsbudget auch die Gehälter des öffentlichen Dienstes zählen und es folgte die Anmerkung, dass für den hypothetischen Fall, wo Streichungen im Investitionsbudget vorgenommen werden müssen, um die Gehälter der Staatsbeamten anzuheben, er dies nicht ohne Selbstkritik tun würde“.

Här President, dee Fall ass elo agegrat. A mir waarden elo ge-

spaant op deen historesche Moment, wou den Här Statsminister sech selwer an aller Öffentlichkeet fir dës haushaltspolitesch Doudsënn ukloe wäert. Ech wëll drunhänken, datt mir vun engem Statsmann enttäuscht sinn, dee sech europawäit wéinst senger finanzpolitescher Kompetenz feiere léisst. Et hätt ee sech vun him eppes aneschtlers erwaart.

Dat heiten ass eng Politik après nous le déluge, mä et gëtt nach eng aner Ursach. De Stat kann net méi verdeelen, wéi Räichtum erschafe gëtt. Wann hien dat mécht, da mécht hien eng schlecht Haushaltspolitik. De Räichtum gëtt awer net beim Stat an an de Gemengen erschaaft mä an der Wirtschaft. D'Wirtschaft, dat si bei eis d'Banken, d'Servicer, d'Industrie, de Mëtzelstand, d'Landwirtschaft an de Wäibau.

Ech wëll do virun allem eis mëtzelstänneg Betriber eraushiewen, an deene wäit iwwer 100.000 Aarbechtsplaz bestinn. Dat sinn déi meeschten Aarbechtsplazen. Si si buedemstänneg a si si krisefest. E mëtzelstänneg Betrib plënnert net séier. Eng Bank ass séier fort an huet an den heitege Systemer ganz séier hir Benefisser anerwäerts transferéiert. D'Signal ass awer, an do huet den Här Clement jo och hei batter Tréine gekrasch, dass et beim Mëtzelstand net méi géif virugeen, dass au contraire ee permanent souguer gesäit, dass et hannerzech geet.

M. Lucien Clement (CSV).- Dir hutt net richtig nogelauscht, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Oh, ech hunn lech awer esou verstanen.

(Interruption)

Zënter laange Joren, Här President, gëtt et hei an deem Stat ee Signal un déi jonk Leit: Gitt dach bei de Stat oder bei d'Gemengen. Do hutt der eng gutt Pai, eng sécher Aarbechtsplaz. Sozial- an aarbechtsrechtlech sidd Der gutt ofgeséichert, Dir drot kee Risiko an Dir kritt herno och nach eng déck Pensoun.

Bei de Mëtzelstänner, do heescht et, investéieren a Milliounenhéicht. Mir wëssen, wat haut Betriber kaschten: Ierger a Roserei mat Verwaltungen, déi schlecht funktionéieren, eng schlecht sozial Ofsecherung an nach en héije Risiko dobäi.

Ech wëll do e Beispill eraus gräifen, Här President, an dat ass dat lamentabelt Beispill vun de Faillites frauduleuses, wou all Joer driwwer lamentéiert gëtt, wou awer a Wierklechkeet näischt geschitt. D'Confédération luxembourgeoise du commerce huet viru kuerzem e Communiqué erausginn, do freet se: „Pourquoi en est-il ainsi? La confédération se doit d'accuser, parce que l'engrenage rouillé de la machine étatique les laisse faire et souvent refaire les mêmes coups frauduleux. Faillite organisée: mode d'emploi simple à la portée de tout un chacun. L'Etat perd ses moyens, qui le font vivre pourtant, et cela parce qu'il ne remplit pas son rôle, ou du moins pas comme il le devrait. Le déclin de l'éthique commerciale est inévitable. Pourquoi faut-il en arriver à ce stade? Police judiciaire, tribunaux et ministères compétents accusent une lenteur, une lourdeur et une inefficacité inquiétante. Pourquoi en est-il ainsi?“ Mir froen och: Wuerfir ass dat esou?

Här President - ech erënnere mech drun -, ech war de 5. Dezember 1985 bei der Section financière vun der Police judiciaire als Zeien. Et war de 5. Dezember, well engem vun de Beamte seng Fra huet um halwer siwen ugeruff, wou hien d'Spillgezei fir d'Kanner verstoppt hätt, well de Kleesche kéim geschwënn. Ech muss soen all Respekt, ech hunn den Hutt ofgedoe virun deenen zwee Beam-

ten, well se esou laang no Feierowend nach geschafft hunn. Si hu batter Tréine gekrasch - bildlech geschwat - wéinst deem Koup Aarbecht, dee si do hätten a si kréiche fir alles an der Welt keng Leit bäi.

Et ass deeselwechten Zoustand, dee mir haut nach ëmmer déploréieren. An dat ass dat, wat ganz ville mëtzelstänneg Betriber d'Genéck brécht, well et ass fierchterlech, wann een héiert, wat um Niveau vun de Faillites frauduleuses geschitt, wou Leit sech bal alles kënnen erlaben: Deen een Dag Faillite maachen an aacht Deeg drop mat enger anerer Entreprise virufueren an déi, déi d'Suen do hänke loosse, kënnen d'Luucht aus kucken.

Här President, et ass kee Wonner, dass ëmmer méi Jonker de Schrëtt an d'Eegestännegkeet scheien an eng Plaz beim Stat a bei de Gemengen ustriewen. Dozou wollt ech lech nach en Zitat virlesen, an zwar ass dat eng Stellungnahm vum Handwierk, Zitat aus dem Tageblatt: „Wenn die Luxemburger nicht wieder beginnen sich für Arbeit in Industrie und Handwerk zu interessieren, dann ist ein Massensterben von Betrieben im Handwerk nicht ausgeschlossen, sagt Kuhn.“ An da kënt en entscheidende Saz: „Im Lande fehlen der Esprit créateur und der Esprit d'indépendance.“ Dat ass dat, wat hei zënter ville Joren systematesch futti gemaach gëtt.

Här President, dat géllt och fir eis Landwirtschaft an eise Wäibau, iwwert déi ech e puer Wuert verléiere wëll, wou d'Perspektiven ëmmer méi däischter ginn a sech kaum nach Jonker fannen, fir ënneren dës Konditiounen e Betrib ze iwwerhuelen. Ech war frou ze héieren, dass ee vu menge Virriedner, den honorablen Här Clement, a senger Eegeschaft als President vun der Agrarkommission, eng ganz Partie Punkten opgezielt huet, déi mir ganz sympathesch sinn, an déi mir och net onbekannt virkomm sinn, well ech selwer drop gehalen hunn, datt si an de Rapport vun der Agrarkommission dra geschriwwen gi sinn. Ech hoffen och, well hie se hei virgedroen a verteidegt huet, dass si beim Minister un an offent Ouer gestouss sinn.

Et geet net duer, dass mir an eiser Landwirtschaft nëmme just driwwer lamentéieren, dass mir net Quote genuch hätten, an dass d'Fleesch an d'Kären et am Fong geholl net méi esou géinge bréngen. Et ass ganz richtig, dass eng seriö Diversifizierung muss gemaach ginn. Et ass guer näischt Neies dat alles. Dat Trauregt ass just, dass mir schonn éiweg driwwer schwätzen. Mir gesinn, dass d'Konsumgewunnechten sech änneren, datt fir Milliarden hei am Land Fësch, Poulet, dat heescht Héngerfleesch oder Pouletsfleesch, Eeër, Geméis an esou weider konsuméiert gëtt, a mir net am amstand sinn, dat selwer ze produzéieren.

En anereren Aspekt ass dee vun der Energie, der ëmweltfrëndlecher Energieproduktioun aus landwirtschaftlecher Aktivitéit, déi onbedéngt muss ganz gezielt a konsequent ausgebaut ginn, mä - an do geet meng Meenung mat där vu mengem Virriedner net iwwereneen. Et gëtt net duer, dass de Minister seet: „De Beruff“ - esou wéi hien et och bei de Jongbaueren zu Ettelbréck gesot huet - „muss d'Initiativen huelen“. Dat ass sech d'Saach e bëssen einfach gemaach.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Här Mehlen, sollen d'Statsbeamten et maachen?

Une voix.- Déi kennen och eppes dovunner.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- D'Gesetz gëtt de Kader an deem et méiglech ass, an dann ass et um Beruff, fir ze kucken, dee Kader beschteens ze notzen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Esou einfach maachen déi verschidde Regierungen et sech schonn zënter ville Legislaturperioden.

Ech wëll lech emol eent soen: Mir kennen d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Ech hu virun enger Woch hei eng Fro gestallt, déi an de sou genannte genossenschaftleche Beräich erageet. Mir wëssen, wéi krank de ganze Secteur ass. Ech denken, dass et net méi ganz laang dauert bis mir ganz seriö iwwert dee Problem muss schwätzen. Vun deene Leit ass keng Initiative ze erwaarden. Maacht lech näischt vir! Wie kënt se huelen?

An dat ass dat, wou ech ganz kloer aner Iddien hunn, wéi d'Regierung se huet. D'Regierung soll hir Aarbecht maachen, mä si soll op der anerer Säit d'Méiglechkeet schafen, dass et am Bauremilieu, sief et um Niveau vun der Landwirtschaftskammer, wou Agrigestion mat ugegliddert ass, dass alles dat, wat d'Betriber kéint förderen, beroden an hëllef opbauen, vun där Säit aus ka begleet a gefördert ginn. Et geet net, dass ee jonke Leit seet, déi aus der Schoul kommen, déi keng Perspektiven an hirem Betrib gesinn, wéi dat ëmmer erëm virkënt: „Elo maach emol dëst oder dat, rapp emol un an da kucke mir wéi et geet.“

Neen, dat muss konzertéiert sinn. Do muss Spezialiste ronderëm sinn. Déi muss Stagen an deene Betriber gemaach hunn, fir dass si honnertprozenteg am Suedel setzen ier se ufänken. An da mussen se nach permanent begleet ginn. Do muss jo Marchéen erschloss ginn an esou weider. A fir einfach ze soen: D'Initiativ muss aus dem Beruff kommen, a kuckt, dass Dir eens gitt. Ech fannen, dat ass sech d'Saach manifestement ze licht gemaach.

Datselwecht ass déi Iddi, fir dass d'Leit emol sollen e bëssen entlaascht gi vun all deene Paperassen, déi ëmmer nëmme zohuelen, déi hinne vill Zäit ewechhuelen an déi se heiansdo un de Rand vun der Verzweiflung dreien, well se just während der meeschter Aarbecht am Fréijoer, wou se hirer Hänn kee Rot méi wëssen, fir d'Aarbecht gemaach ze kréien, dann och nach stéiweis Formulairë mussen ausfëllen a sech mat allméigleche Saachen erëmklappen, fir datt hinnen d'Primen net laanscht d'Nues ginn.

Datselwecht betrëfft d'Meeschterprüfung, iwwert déi schonn 20 bis 30 Joer hei am Land geschwat gëtt. Ech fannen et lamentabel, dass do nach näischt geschitt ass. Et wier dach kee Problem, fir wéinstens déi Ouverture ze maachen an deene Leit, déi d'Meeschterprüfung wëlle maachen, en zousätzleche Ureiz ze ginn. Et schwätzt jo keen dovunner, fir se als Condition préalable, fir d'äerfen de Beruff auszeüben, anzeféieren, mä maacht dach eppes, dass si kënnen eng Meeschterprüfung maachen, dass si kënnen a gudden unerkannte Betriber léieren, wéi een e Betrib richtig féiert an dat iwwert d'Schoul eraus.

Ech wëll dann och nach e Wuert zur Akerbauschoul soen: Et huet kee Wäert, fir laang a breet iwwer Gebaier ze lamentéieren. D'Schoul gëtt a Gebaier gehalten, dat ass richtig, mä d'Qualitéit vum Unterrecht hänkt net vun der Qualitéit vun de Gebaier of oder

nëmme zu engem ganz limitéierten Deel.

Ech wollt nach e Wuert iwwert de Wäibau soen, Här President, an domadder kann ech dat Kapitel séier ofschléissen. Ech hat am ofgelafene Joer elo eng Interpellatioun doriwier. Ech bleiwe bei der Meenung, dass déi ganz Efforten, déi op der Musel muss gemaach ginn, am Kader vun enger Organisations muss geschéien, ob déi AIVL heescht oder CIVL oder wéi och ëmmer, mä alles, wat do geschitt, ugefaange beim éischte Spueteestéich am Wéngert bis dass de Wäin definitiv beim Konsument am Glas ass, muss an engem Groupement koordinéiert ginn. Dat, wat elo geschitt ass sécher gutt, mä et wäert ëmmer nëmme Fléckwierk bleiwen. Ech si gespaant wéi dann d'Zuele vum Of-saz sech insgesamt wäerten entwéckelen.

Här President, ech wollt nach e Wuert dozou soen: An zwar huet eise Wirtschaftsminister verschiddelech vu sech ginn, wann iwwert d'Landwirtschaft Rieds gaangen ass, datt d'Luxair an d'Cargolux dräimol méi zum PIB géinge bäidroen, wéi d'Lëtzebuerger Landwirtschaft an de Wäibau. Esou einfach kann ee sech et maachen. Mir kënnen jo och soen: Wa mir fënn weider Jumboe fléien hätten, da kënt mir eigentlech d'Lëtzebuerger Landwirtschaft vergiesen. Dat ass d'Nohaltegkeetspolitik wéi des Regierung se anscheinend versteet. Ech weess net, wat den Här Wirtschaftsminister soss domat gemengt huet.

Eng Nohaltegkeet, déi awer zur Guideline vun der ganzer Politik deklaréiert ginn ass virun zwee Joer. Dat Eenzegt, wat nohalteg dodrun ass, ass, dass esou wéi mir hei de Mëtzelstand lues a lues kleng maachen, d'Basis vun eiser Ekonomie nohalteg zerstéiert gëtt. Zur Nohaltegkeet gehéiert awer an alleréischter Linn, dass déi ekonomesch a finanziell Basis vum Land erhale gëtt.

Här President, dat, wat mir elo erlieden - an ech resüméieren dat, wat ech a menger Ried gesot hunn - ass menger Meenung no net e klenge konjunkturellen Abroch, dee séier eriwergéet. Ech si fest iwwerzeegt, dass et eréischt den Ufank ass vun engem déifgräifende Changement, wou d'Jore vun deene fette Kéi eriwier sinn, a mir mat deeneselwechte Problemer ze kämpfe kréie wéi eis Noperen.

Mir si leider schlecht, ech géif soe ganz schlecht, drop virbereet. Ech erënnere un d'Resultater vun der PISA-Etüd. Wann een da gesäit, wou mir struwelen, fir iwwerhaapt Konklusiounen doraus ze zéien, fir iwwerhaapt eng Reform, déi souwisou vu laanger Hand ass, an d'Wee ze leeden, wéi mir net de Courage hunn déi PITA-Etüd, déi eist Léierpersonal soll evaluéieren, iwwerhaapt ze akzeptéieren oder hei duerchzeféieren, da muss ee sech froe wéi et an deem Land hei weidergeet, well et ass virun allem d'Kompetenz vun eise jonke Leit, déi d'Zukunft vum Land entscheet.

Hei ass d'Reform vum Statsapparat systematesch verschleift ginn, well de Courage dofir net bestanen huet. Mir gleewen net drun, dass eng DP, déi gréisstendeels de Mëtzelstand vergieess huet a voll op d'Fonction publique setzt, et jeemoos fäerdeg wäert bréngen, fir eng Reform duerchzeféieren, déi Kapp a Fouss huet. Hei ass d'Motivatioun fir Eegestännegkeet, Leeschtung a Risikobereitschaft praktesch systematesch ofgewiergt ginn.

Här Clement, wann Dir dat d'ënescht bedauert hutt, da muss een och d'Fro stelle wuerfir et esou ass. Dat kënt net vun näischt. Last but not least ass hei verpasst ginn en temps utile eng Steuerreform ze maachen, wat wierklech eng Steuerreform gewiescht wär, déi op eng Vereinfach-

chung vum System eraus gelafwier a virun allem deenen, déi schwach Akommessen hunn, an elo net vun der Steuerreform profitéieren kënnen, zegutt komm wier.

Här President, an deem Budget gëtt deser gewaltiger Erausforderung un d'Zukunft keng Rechnung gedroen, an dofir kënnen mir em selbstverständlech keng Zoustëmmung ginn. Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Den Här Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Félicitatiounen ginn u mäi Fraktiounskolleeg, den Emile Calmes, fir säin excellente schrëftleche wéi mëndleche Rapport iwwert de Budget 2003. Hien huet a sengen Ausféierungen op eng Rei vu wichtige Erausforderungen higewisen, virun deene mir stinn. Ech wollt dovun nach een Aspekt méi wäitgehend beliichten, an zwar dee vum Ëmweltschutz. Meng Interventioun befaasst sech also mam Budget vum Ëmweltministère.

Als Signataire vun internationale Konventiounen - et sief nëmme de Kyoto-Protokoll genannt - huet sech Lëtzebuerg engagéiert mat valable Mesurë géint d'Klimaverännerungen unzékämpfen. Eng vun deene Mesuren ass et, d'Energie méi effizient ze notzen, awer och eng méi ekologesch Energieproduktioun kann e richtege Schratt an des Richtung duerstellen. Et ass dofir ze begrëssen, datt d'Efforte fir d'Stroumproduktioun duerch erneierbar Energien am Budget fir d'Joer 2003 weidergefouert ginn. D'Reglementer iwwert déi finanziell Hëllef an deem Domän gëlle weiderhin.

Fir d'Prime d'encouragement fir d'Produktioun vu Stroum mat Hëllef vu Wand-, Waasser- a Sonnenenergie an duerch d'Biomass sti weider 1.545.000 Euro zur Verfügung. D'Reglement iwwert d'Subside fir d'Promotioun vun engem rationelle Gebrauch vun der Energie an d'Ennerstëtzung vun den erneierbaren Energien ka fir d'Joer 2003 vun engem Kredit vun zwou Milliounen Euro profitéieren. Ech wëll hei ervirsträichen, dass d'Förderung vun erneierbaren Energien och aktiv dozou bäidroe kann, dass nei Aarbechtsplaz geschafe ginn, dat zumools a klengen a mëttlere Betriber, déi jo bekanntlech eng wichteg Roll fir eis lëtzebuergesch Ekonomie duerstellen.

Wat d'Potential vun dem Energiepuere bei de bestehende Gebaier ugeet, ass ze bemierken, datt de Budget vum Ëmweltministère iwwer e Poste vun enger Millioun Euro disposéiert fir d'Promotioun vu manner CO₂-Emissionen aus bestehende Gebaier. All déi dote Mesuren, déi mat deene Reglementer agefouert gi sinn am Laf vun deene leschte Jore, stousse bekanntlech bei der Lëtzebuerger Populatioun op eng grouss Nofro, wat an der Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Emile Calmes, viru kuerzem däitlech ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der Meenung - an dëst ass schonn an der Ëmweltkommission gesot ginn -, dass et wünschenswäert wär, wann de Carnet de l'habitat, an zumools säi Volet énergétique, esou séier wéi méiglech géif agesat ginn. Dese Carnet de l'habitat ass e wichteg Instrument, fir dass et zu Energiepuere bei de Stéit kënt. Ech wëll dorun erënnere, dass d'Aspuerpotential op deem Gebitt net manner wéi 30% duerstellt. D'Proposition vun engem Energiepass, wéi se am Budgetsrapport steet, ass ze begrëssen. An deem Energiepass géifen déi

Aarbechten opgeléicht ginn, déi d'Renovatioun, déi thermesch Isolatioun vun den Aussemauerungen, vum Daach a vun der Dalle, d'Asetze vun Duebelverglasung an nach aner Isolatiounsnorme betreffen. Wann een all dës Konditiounen respektéiert, hätt de Propriétaire vun esou engem Energiepass d'Recht op finanziell Hëllef vum Stat.

Och hei gëtt et en direkten Zesammenhang tëschent der Economie an der Ekologie. Ech wëll nëmmen op déi Initiativ, déi virun enger Rei vu Jore vun enger Gewerkschaft lancéiert gouf, hiweisen, wou et dréms gaangen ass, duerch eng verstärkt Altbausanéierung nei Aarbechtsplazen ze schaffen. Besonnesch déi kleng a mëttel Handwerksbetrieber kéinte vun esou enger Mesure profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, supplementar zu deenen Dépenses, déi am Budget vun der Ëmwelt figuréieren, huet den Ëmweltministère de Fonds pour la protection de l'environnement als Instrument vun enger budgetärer Politik. Ech géif gären hei drun erënneren, dass den Ëmweltfong vun dëser Regierung amendéiert ginn ass, an deem Sënn, dass Mechanisme vum Fong och kënne gebraucht ginn, fir déi kommunal Initiativen am Ëmweltberäich ze ënnerstëtzen an ze encouragéieren, Initiativen, déi als Objektiv d'Energiespueren an den Asaz vun erneierbaren Energien hunn. Dëst ass gutt, well de Gemenge fällt eng wichteg Aufgab zou, wann et ëm nohalteg an ëm umweltverträglech Entwécklung geet.

Et ass sécher, dass d'Gemengen eng grouss Responsabilitéit am Beräich vum Klimaschutz hunn. Fir hinnen et ze erméiglechen dës Responsabilitéit ze iwwerhuelen, muss déi néideg Subsidiariteit spille kënnen. Dës Responsabilitéit vun de Gemengen am Beräich vum Klimaschutz misst formal als solch festgehale ginn. Et wär och ze hoffen, dass d'Gemenge vun hirer Autoritéit de Tutelle op eng proaktiv Manéier dobäi géingen ënnerstëtzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonn uganks vu menger Ried gesot: Lëtzebuerg huet sech engagéiert, fir de Protokoll vu Kyoto iwwert d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen ze respektéieren. Mir hunn eis engagéiert, fir an der sou genannter europäescher Bulle eis CO₂-Emissiounen ëm 28% bis zur Zäitspan 2008-2012 erfro ze setzen. Am Joer 1998 huet eng Evaluatioun erweisen, dass et zu enger Baisse vun 32% vun eisen CO₂-Emissiounen komm ass. Dëst ass haaptsächlech de Verdéngscht vun der Industrie, an dat gréisstendeels duerch d'Moderniséierung vun der Sidérgerie.

Leider huet eng Aktualiséierung vun dësem Donnéeë gewisen, dass eis CO₂-Emissiounen net ophale mat klammen, an dat zemoos an de Secteure vum Transport a vun de Stéit. En plus wäert de Fonctionnement vun der TGV-Zentral zu Esch weider Konsequenzen op eis CO₂-Emissiounen hunn. Esou ass geschätzt ginn, dass bei enger maximaler Produktioun an ouni Uschloss un e sou genanntene Réseau de chaleur et zu engem zousätzlechen Ausstouss vun ongeféier 800.000 Tonnen CO₂ kënn. Dat, obschonns et sech heibäi ëm eng duerchaus ëmweltfrëndlech Stromproduktioun handelt. Zil muss et also sinn, fir de Rendement vun dëser Installatioun weider ze erhéijen, an dat zum Beispill duerch d'Notze vun der Hëtzt.

Ech wëll an dësem Zesammenhang nach eng Keier drun erënneren, dass beim Verkauf vun der Participatioun un der SOTEG den deemolegen Energieminister versprach hat, 400 Milliounen aler Lëtzeburger Frang fir d'Schafung vun engem Réseau de chaleur ze reservéieren. Dozou ass et leider bis haut net komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mir Schwieeregkeete wäerte kréien, eist Engagement vum Kyoto-Protokoll ze respektéieren, läit op der Hand. Eis dach aussergewéinlech wirtschaftlech a geographesch Situatioun dréit mat dozou bäi, dass esou e Reduktionszil besonnesch schwéier ze errechen ass. Eng eenzel Industrie kann, grad wéi an der separater Ökobilanz vun enger Grousstad, bedeitend Répercussiounen hunn. Wa mir eis also op déi sou genannte Mesures domestiques beschränke wëllen, lafe mir effektiv Gefor, d'Ziler vu Kyoto net ze respektéieren a souger spéiderhi Strofe mussen ze bezuelen.

Et ass duerfir ze begréissen, dass de Budgetsrapport d'Propositioun mécht, fir op d'Flexibilitäitsmechanisme vun dem Kyoto-Protokoll Réckgrëff ze huelen.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Dir maacht lech d'Saach e bëssen einfach.

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Dir hat mech net weider schwätze gelooss, ech wollt nämlech direkt dorop zrëckkommen. Dat wär effektiv ze einfach an et geet net drëm, elo an anere Länner eppes ze maachen, well mir hei näischt méi wëllen maachen, mä et geet hei drëm, fir allméiglech Moossnamen an Efforten och op nationalem Plang ze maachen, déi noutwenneg sinn an déi méiglech sinn. Déi eege Moossname mussen eng absolut Prioritéit hunn. Ech hu schonn aganks vu menger Ried drop higewisen, wou een nach verstärkt kéint agräifen.

Mir kënnen a mir dierfen eis net hannert de Flexibilitäitsmoossname vum Kyoto-Protokoll verstoppen, fir ze évitéieren, fir op nationalem Niveau dat Méiglechst ze maachen. D'Mechanisme vum Kyoto-Protokoll, siefen et d'Permis d'émission négociables (op englesch: emission trading), d'Mise en oeuvre conjointe (joint implementation) an de Mécanisme de développement propre (clean development mechanism) hu gemeinsam, dass si duerch de Gebrauch an den Handel vun Emissionsrechter et erlaben, eng gewësse Quantitéit vun CO₂ ze produzéieren, an dat am Austausch mat enger equivalenter Reduktioun op enger anerer Plaz.

Et ginn zwee Grënn, déi fir dës flexibel Moossname schwätzen. Éischtens betrëfft den Objektiv vum Kyoto-Protokoll eng global Reduktioun. Dëst Zil kann och erreicht ginn duerch eng Repartitioun vun den Emissionsrechter. Och ass d'Eventualitéit vun engem Dépassement vun de Quoten, wa si encadréiert ass, méi effizient wéi Quoten, déi de maniere absolue festgesat sinn, mä ni wäerten agehale ginn.

An dësem Kontext huet de Budgetsrapporter Emile Calmes op eng a mengen An interessant Tatsaach higewisen. All déi Länner, déi am wäitste sinn a punkto Applicatioun vun de Flexibilitäitsmechanismen, si Länner, déi de faméisen Objektiv vun 0,7% vum Produit national brut fir d'Entwécklungshëllef erreicht hunn. Ech brauch lech jo net drun ze erënneren, dass Lëtzebuerg eent vun deene Länner duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mir erlabe just e Beispill vun engem ugewantene Fall vun engem vun deenen dote Flexibilitäitsmechanismen duerzeleeën, an dat méi genau um Beispill vun enger Mise en oeuvre vum Mécanisme de développement durable, och nach CDM genannt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Lëtzebuerg oder eng Lëtzeburger Entreprise finanziert e Projet vun enger erneierbarer Energie an engem sou genannten Entwécklungsland. Huele mer de Mali. A Mali gëtt zum Beispill eng

Photovoltaikanlag opgebaut, mat där hirer Hëllef Strom produzéiert gëtt, deen dozou déngt Waasser aus engem proppere Pëtz ze pompelen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Dank dësem Projet géinge maner CO₂-Emissiounen fräigesat ginn, wéi wann de Strom op konventionell Aart a Weis misst produzéiert ginn. Dës Reduktioun ginn duerch onofhängeg Expären evaluéiert a certifiéiert.

De Mali verléiert näischt. Als Land aus der Annexe 2 vum Kyoto-Protokoll huet et keng Engagementer geholl. Lëtzebuerg awer gesäit sech kreditéiert vun de festgesatenen Emissionsreduktiounen. Eise Quota gëtt also kreditéiert. Dëst entsprécht dem Objektiv vum Sommet vu Johannesburg, wou festgehale gouf, dass d'Energieversuergung an de sou genannten Entwécklungsänner misst verstärkt duerch erneierbar Energien assuréiert ginn an den Zougang zum Drénkwaasser erlichtert gi soll. All Flexibilitäitsmechanismus enthält eng Rei spezifesch Risiken.

Et ginn eng Rei vun Onsécherheeten, vu komplizéierte Rechnungen. An de sou genannten Entwécklungsänner kéinten se zum Beispill Bremse sinn, fir selwer Engagementer anzegoen. Et kéint an dese Länner zu kenger effikasser Ëmweltpolitik kommen, wann ee sech eenzeg an eleng géing op déi dote flexibel Moossname verloossen. Op där anerer Säit kéinten d'Industrielänner all Moossname bei sech doheem op Äis leeën. Et kéint och zu enger Baisse vun der Entwécklungshëllef kommen.

Déi Flexibilitäitsmechanisme stellen awer och eng ganz Rei vu kloren Avantagen duer. Et kënn zu enger Diffusioun vu sou genannte propperen Technologien an et ass eng vun de wéinege Méiglechkeeten, fir an de sou genannten Entwécklungsänner Léisungen opzestellen, déi och hir Ëmwelt kënn respektéieren. Et kéint zu schnelle Resultater kommen an zemoos bidden dës Flexibilitäitsmechanismen d'Méiglechkeet vun enger kollektiver Effizienz. Ech deelen duerfir dem Rapporteur Emile Calmes seng Meenung, dass et néideg ass Experienze vun esou Projekten um Gebitt vum Développement propre ze ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot: Lëtzebuerg wäert sech an enger delikater Situatioun erëm fannen, fir seng Engagementer vum Kyoto-Protokoll ze respektéieren. Lëtzebuerg wäert virun enger net onkomplizéierter Aufgab stoen, fir dës Ziler, déi mir eis gesat hunn, ze errechen. Hei heescht et op eng équitabel Manéier d'Käschten an de Benefiss vun deenen néidege Moossnamen zwëschen alle concernéierten Acteuren, sief et Entrepreneuren, den Transport oder och de privaten Haushalter opzedeelen.

D'Asetze vun de Flexibilitäitsmechanismen ass sécher e wichtege Enjeu um ekonomeschen, wéi um sozialen an awer och um ökologeschen Plang. Lëtzebuerg wäert dorop zrëckgräife mussen, fir d'Objektiver vu Kyoto ze errechen. Dëst natierlech ëmmer parallel zu sengen eegenen Hausaufgaben hei am Land. Et ass sécher iwwerflësseg ze betounen, dass dës Projekte mussen déi noutwenneg Entwécklung vun de concernéierte Länner respektéieren, grad esou wéi onëmänglech ass, dass dës Projekten ni dierfen zur Kooperatiounshëllef vun Lëtzebuerg ugerechent ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Keier

drun erënneren, dass d'Lëtzeburger Industrie considérel Efforte gemaach huet, wat d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen ugeet. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Energie eng Basis vun all wirtschaftlecher Entwécklung ass, an dass all Croissance gläich geet mat dem Konsum vun Energie. D'Kompetitivitéit vun de Lëtzeburger Entrepreneuren muss erhale bleiwen, grad wéi no de legitimen Ëmweltcontrainté muss gekuckt ginn. Eis Efforten, fir eisen Objektiv vum Kyoto-Protokoll nozekommen, dierfe sech eben net als Brems fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung erweisen, mä als Erausforderung. Ech wëll duerfir de Budgetsrapport zitieren a mengen, dass d'Regierung d'Lëtzeburger Entrepreneuren ënnerstëtze misst, déi gewëllt sinn duerch a mat de Flexibilitäitsmechanisme vum Kyoto-Protokoll ze investéieren.

Dës verschidde Flexibilitäitsmechanisme stellen eben och nei Entwécklungsméiglechkeete fir déi lëtzebuergesch Economie duer. Ënnert der Tutelle vum Ëmweltministère, wat d'CDMen ugeet, ënnert der Tutelle vum Wirtschaftsministère fir d'«joint implementation» kéinte Partenariatsaccords zwëschen Lëtzebuerg an Entwécklungsänner, an zwëschen Lëtzebuerg an Drëttlänner, déi Signataire vum Kyoto-Protokoll sinn, wéi zum Beispill Länner aus dem fréieren Ostblock, net nëmme global positiv Effeten op d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen liwweren, mä och Opportunitéite schafe fir Lëtzeburger Entrepreneuren. Och esou géinge mir e weidere Schratt a Richtung vun enger ekonomescher Diversifizéierung maachen. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Häre Jean-Marie Haldorf agedroen. Den Häre Haldorf huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Marie Haldorf (CSV).** - Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir, dass ech Positioun huelen zu engem Finanzfong, dee mir och an eisem Budget hunn, fir Spidolsinfrastrukturen. Ech mengen, et wär interessant, grad ewell d'Konjunktur zrëckgeet, sech do ze positionéieren, a well Prioritéite gesat gi mussen.

Wann ech soen et wier interessant, dann ass dat, well Investisementer net einfach esou am Raum stinn, wéi mer et deemools 1999 den 20. Mee gesot hu bei den Diskussiounen iwwert d'Finanzéierungsgesetz, mä well ee se ka mat den A kucken. Elo gëtt jo dat Ganzt iwwert de Budget ofgewéckelt. Deemools hate mir e Compte bloqué. Deemools ass eng nei Dynamik entstanen, déi een am Plan hospitalier vun 2001 erëm fénn. Deemools hate mir e ganze Package vu Projeten, dee mir verabschiedet hunn. Dat Ganzt huet op där berühmter SEMA-Etude aus dem Joer 1990 baséiert, wou mir festgestallt haten, dass mir ze vill akut Better hei am Land hätten, dass monospécialiséiert Strukturen noutwenneg wieren, zum Beispill e Rehazenter oder eng Häerzchirurgie, a keng Synergie fonctionnéiere géifen.

20 Milliarde sollten engagéiert gi vun engem Total vu 25 Milliarden, wou d'UCM déi 5 Milliarden iwwer Amortissementer finanziert. Wat ganz wichteg war: Mat dësem Gesetz hu mir e kloren Oflaf krit, wéi déi eenzel Dossierer ze behandeléieren, iwwer eng Autorisation de principe, iwwer Pläng 1:100, iwwer eng Konventioun mam Bauhäre, dann e Kommodo/Inkommodo an esou weider. Autorisatiounen vum Buergermeeschter an den CPH hu mussen an dës Prozeduren agebaut ginn. Mir hunn also do kloer Elementer a mir hunn Autorisationsprozeduren, déi transparent sinn.

15 Projekte sinn deemools op de Wee geschéckelt ginn an et ass gemengt ginn, siwe Stéck wäere prezis genuch, fir am Fong geholl se finanziell ze evaluéieren. Ech wëll do de Centre Baclesse oder den Hôpital de la ville d'Esch als Beispill ginn. Aacht Stéck wäeren net prezis gewiescht, well d'Zommen éischter forfaitaire Natur gewiescht wäeren. Hei wär éischter eng politesch Ausso wéi en Invest ze tätegen, wou gesot géif ginn: Mir ginn an déi dote Richtung, am Kontext vun enger globaler Enveloppe. Do kann een d'Beispill HPMa huelen, wou 400 Milliounen festgeluegt gi waren, fir zum Beispill d'Hygiène an d'Mise en sécurité.

Wann een dann haut kuckt wéi et ass, da stellt ee fest, dass vun deene 15 Projeten et der just zwee sinn, déi an der Enveloppe bliwwen sinn. Vun deenen aneren alleguerete sinn der néng massiv an d'Luucht gaangen, zwee sinn der an d'Luucht gaange pour des raisons inconnues de Moment, ee Projet ass abandonnéiert ginn an et ass een neie Projet bäikomm. Et muss een also da feststellen, dass et do och net esou gaangen ass, wéi gemengt ginn ass. Do ass gesot ginn: Et dierfe just déi Projekte weidergefouert ginn, déi präzis sinn; dat wäeren der siwe gewiescht. A vun deene siwe sinn et der nëmmen nach zwee, déi wierklech konkret an der Enveloppe bliwwen sinn.

Mir gesinn also hei, dass d'Zukunft net ëmmer esou ausgesäit, wéi ee sech dat virstellt. Deemools hat ech och gemengt de Minister sollt d'Chamberkommissioun iwwert déi eenzel Projeten, déi nach net esou wäit evoluéiert sinn, informéieren. Dat hat ech deemools dem Häre Wohlfart gesot, dem deemolege Gesondheitsminister. Haut hu mer den Häre Wagner, an deen huet eis effektiv, am Kader vun de Chamberaarbechten iwwert den Avis zum Budget, Informatiounen zum Budget 2003 ginn.

Hien huet also ganz kloer Transparenz spille gelooss, a mir konnten dann do feststellen, dass zum Beispill de Kierchbieregprojet 15,46 Milliounen Euro méi deier gëtt, d'Ettelbrécker Klinik 22,56 Milliounen an d'Häerzchirurgie 1,63 Milliounen, wou nach eng Vergréisserung an Aussicht gestallt gëtt. Dat maachen also am Total 39,66 Milliounen Euro - 1,6 Milliarden al Lëtzeburger Frang -, déi elo schonn op der Lee stinn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - An de Rehazenter?

■ **M. Jean-Marie Haldorf (CSV).** - Ech kommen nach vläicht op de Rehazenter ze schwätzen, Häre Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat gëtt nach eng Keier dat Duebelt.

■ **M. Jean-Marie Haldorf (CSV).** - Ech stellen och déi heite Fro, an ech mengen déi ass wierklech gutt gestallt: Wéi ass et mat den neie Projeten, déi net am Finanzéierungsgesetz viséiert waren?

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Zum Beispill d'Zithaklinik, en 3-Milliarde-Projet.

■ **M. Jean-Marie Haldorf (CSV).** - Do kënn ech lech zum Beispill soen, dass mer - an dat wësst Dir ganz gutt - an deem Secteur eng permanent Evolutioun hunn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Jo.

■ **M. Jean-Marie Haldorf (CSV).** - Mir hunn zum Beispill beim Hôpital de la ville d'Esch, wou elo déi véiert Phase kënn. Do gëtt och elo diskutéiert, wéi déi soll ausgesinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Do ginn d'Käschten an enger Spiral gehalen.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Am Diddelenger Spidol, do ass eng Fusioun komm an do kommen och elo nei Elementer.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Am INCCI, also d'Cardiochirurgie, do mussen mer och nei Elementer vergrëisseren, grad ewéi am Centre Baclesse. An et sinn och nei Elementer do, wat den HPMA an d'Clinique Ste Marie ugeet. Dat heescht, dass do permanent Elementer kommen, déi d'Saach net méi einfach maachen.

An da wësse mer och nach, dass mer Verdeierunge kréien, well d'Oplage vun der ITM ganz oft a spéit kommen, an do ass et net einfach fir - wéi ech gäre soen - Neel mat Käpp ze maachen. Do mussen mer also ee Modus vivendi ginn, ee Katalog opstellen, fir am Ufank vun den Aarbechte keng Iwwerraschungen ze kréien oder méiglechst vill Iwwerraschungen auszuschléissen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Entschëllegt, mä Dir sidd jo och der Meenung, dass et net schlecht wier, wa mer awer elo een Iwwerbléck géife kréien iwwert dat, wat u Méikäschten op eis zoukënn, ouni elo a Fro ze stellen, dass déi Investitiounen noutwendeg a sënnavoll sinn. Et wär awer net schlecht, wann d'Chamber, dräi Joer nodeem d'99er Finanzierungsgesetz gestëmmt ginn ass, elo e Bilan géif kréien, wat op eis zoukënn, an a wéi fern dass déi Fonge genuch gespeist sinn, fir déi doten Investitiounen ze maachen.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Et ass richtig wat Der sot, mä dat hu mer jo awer deelweis an der Kommissioun kritt. De Minister huet eis matgedeelt, dass sollicitéiert Dépassementer vun 177,34 Milliounen Euro um Dësch leien, an dovu sinn der effektiv 39,66 där, déi ech lech elo genannt hunn. Also ech mengen do hätte mer awer Transparenz. D'Situatioun - géif ech mengen - ass a mengen Aen awer wierklech relativ kloer fir déi Projeten, déi elo alleguerten an dem 99er Gesetz waren, respektiv déi nei, déi schon entaméiert sinn. Wat zu Diddeleng geschitt, kann de Minister elo nach net wëssen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ënnerbriecht dach net dauernd! De Countdown leeft hei; dat gëtt alles vun hirem Kont ofgehalen, wann Dir en dauernd ënnerbriecht. Et dauert ëmmer méi laang!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Neen, neen, neen. Den Här Premierminister huet sech ëmmer e liewegen Débat hei an der Chamber gewënscht; an Dir hutt lech dat och ëmmer gewënscht.

M. le Président.- Ech hunn näischt géint e liewegen Débat, mä ech stelle fest, dass mer ënner Zäitdruck sinn an dass hei den Zähler leeft. Hie kritt alles vu sengem Kont ofgehalen. Dir hutt näischt méi, kënn och näischt vun lech eriwuer ginn, also da loosse mer eis elo Disziplin operleeeën an dach lauschteren.

Mir hunn lech dach och elo all nogauschtert. Firwat maacht Dir dat dann net? Wann Dir dauernd ënnerbriecht, da muss den Här Halsdorf antweren. Wat bréngt dat dann? Iwwerhaupt näischt!

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Dir musst mat Ärer Partei schwätzen. Är Fraktioun soll lech aschreiw loosse, fir dass Dir dann am Numm vun Ärer Partei sot, wat Dir ze soen hutt.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Elo fänkt den Här Bausch och nach un.

(Brouhaha général)

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Neen, Här President, ech wollt lech just soen, déi klengste Fraktioun aus dem Parlament ass grousszueg; mir hunn nach 27 Minutten a mir géingen der e puer un déi aner Fraktioun verléinen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat ass ganz léif vun lech.

M. le Président.- Ech mengen wann dat fir jiddereen ass, dann ass dat ganz gentil.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Entschëllegt, Här President, ech wëll awer just zu menger Entschëllegung soen - well ech ëmmer brav follegen, wann Dir mir eppes sot -, ...

(Hilarités)

...dass et mer just drop ukënn, dass wann den Här Halsdorf esou Chifferen nennt, d'Leit do bausse vollstänneg informéiert ginn; den Här Halsdorf nennt awer eng Rei vu Projeten, déi och an der Maach an an der Mautsch sinn an och schonn op deem Tableau sinn, net. Ënner anerem d'Zithaklinik, mat dräi Milliarde Frang.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Här Di Bartolomeo, entschëllegt, ech hu mer Stéchwierder opgeschriwwen, an déi Stéchwierder, déi hei stinn...

(Interruption)

M. le Président.- Ma wann Dir e schonn ënnerbriecht ier en emol ausgeschwat huet. Ech stelle fest: Wann hie fäerdeg ass huet en ëmmer alles gesot.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, ech sinn elo rassuréiert, dass den Här Halsdorf dann alles seet. Ech soen lech merci.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här Halsdorf, Är Zäit stung awer elo déi ganz Zäit.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Ech weess, Dir huet ee perspicacë Bléck; Dir hutt alles am Grëff - bal alles -, Här Gibéryen.

(Interruption)

M. le Président.- D'Zäit ass gestoppt ginn, wéi ech elo eppes gesot hunn, mä virdrun ass se virugelaf. Abee, déi gréng Kolleeg gi jo eppes zur Verfügung fir déi aner, dann ass d'Saach an der Rei.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Villmools merci.

M. le Président.- Also, Här Halsdorf, fuert virun! An d'Kolleeg sollen nolauschteren.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Merci, Här President. Also ech wëll nach eng Kéier soen, dass an deem Beräich permanent Evolutiounen sinn, dass Verdeierunge kommen, am Besonneschen och iwwert d'ITM, an dass mer do ee Katalog an och ee Modus vivendi brauchen, fir Iwwerraschungen auszuschléissen. De Minister ass jo och mat dese Verdeierungen d'accord, wa se am Kontext vun den Autorisatiounen a vun der Sécherheet stinn. Wann awer nei

Elementer kommen ass dat net esou einfach.

Dofir stellen ech och déi Fro - an ech hat mer déi och esou opgeschriwwen -, déi den Här Bartolomeo hei och gestallt huet: Wéi ass et mat dem Invest vun der Zithaklinik mat enger Méiausgab vun 81,745 Milliounen? Wéi eng Synergie sinn hei erfuerderlech fir e Konzept ze kréien, dat d'Unerkennung vun Ministère fénn? Dat ass wichtig. Well wann ech dann aner Projeten huelen, wéi d'Maternité Bohler, do hu mer déi definitiv Pläng, oder d'Radiothérapie Baclesse, wou mer en Devis vu 24 Milliounen mat enger Vergrëisserung hunn, oder d'Kannerklinik, wou mer 42,8 Milliounen opschreiw, mat engem Avant-projet, enger CPH, déi d'accord ass a mat engem definitive Projet, do muss ech soen, huet de Minister gutt gehandelt. Well viru Jore stoungen nëmmen 300 Milliounen fir d'Kannerklinik am Budget - dat waren 300 Milliounen Lëtzebuurger Frang - elo sinn et 42,8 Milliounen Euro.

Ech mengen do huet de Minister gutt reagiert, a mir begrëssen dat, sou wéi mer och begrëssen, dass zum Beispill de Bereetungsdéngsch am Land, deen nuets op Initiativ vun Ministère reorganiséiert ginn ass, och eng gutt Initiativ vun Minister war. An ech géif mer och wënschen, dass hien och an den Urgencen an der Kannerklinik - et ass de Mëtte schonn ugeklongen - géif d'Saach an d'Hand huelen an um Ball bleiwen. Hei sinn ech der Meenung misst d'Personaldecken an Diskussioun mat der UCM iwwerducht ginn.

Ech mengen am Gesondheetssecteur léisst sech net alles mat Ratio, mat actuariellen a mathematesche Berechnunge léisen. De Gesondheetssecteur am grouse Ganze brauch, mengen ech, menschlech Iwwerleeungen a Flexibilität. Nieft wichtige wirtschaftlechen Iwwerleeunge muss och an d'Berechnung menschlech Generositéit an eis Spideeler afléissen.

An ech wollt och e Wuert zur Maternité Grande-Duchesse Charlotte soen, wou 5 Milliounen virgesi si fir d'Mise en sécurité. Och wann do en Neibau, zesumme mat der Kannerklinik, am Raum steet ass et eng gutt Initiativ, grad wéi d'EEcher Klinik wou de Projet definitiv do ass.

Dir hutt jo och an der Press gelies, dass déi leschten Deeg am Regierungsrot all déi Projeten, déi fäerdeg waren, verabschied si ginn. Also, huet de Minister wierklech do à la lettre dat gemaach, wat 1999 vun der Chamber gefuerdert ginn ass, an zwar fir just Projeten op den Instanzewee ze schécken, déi definitiv ofgeschloss sinn: an dat ass duerch déi Transparenz déi mer elo hunn och méiglech.

D'gesetzlech Normen, déi mer deemools net haten, hu mer och elo. D'Situatioun ass am d'Spidolssecteur am Fong geholl ganz positiv. Déi eenzeg Diskussiounen déi mer elo an der leschter Zäit haten, waren déi vun Dekonventionement.

Et gi keng Standortfroe méi, Här Di Bartolomeo. D'Frankelach ass an där heiter Diskussioun gestuerwen. Dat hunn ech festgestallt. Et ginn héchstens nach Standortfreen, eventuell am Kader...

(Interruption)

Dat mag sinn, déi sinn eriwuer.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat kascht d'Land 2 Milliarde Frang.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Ech stelle fest, an déi meescht Leit stelle fest, dass et

éischt Synergie gëtt an deem Beräich tëschent dem Hôpital de la ville d'Esch an dem Hôpital vun Diddeleng, tëschent dem HPMA an dem CSM an och tëschent der Clinique Sacré-Coeur an der Ste Elisabeth, wou mer jo d'Spidol um Kierchberg elo kréien.

Wat wichtig ass an där ganzer Diskussioun vum Spidolssecteur, dat ass, dass d'Rechter an d'Flichte vun Patient och elo gesetzlech fixéiert sinn an d'Médecine de proximité iwwert de Spidolsplang bestoe bleibt. Déi eenzel Haiser si gutt an hunn alleguerten evoluéiert.

An nach eng wichtig Ausso: De libre choix vun Dokter bleibt bestoen, well jo den Dekonventionement vun Minister mat vill Fingerspëtzegefill ofgewise ginn ass, grad esou wéi hien och haut de Mëtten - d'ailleurs - Fingerspëtzegefill gewisen huet, wéi en am Kader vun Gesetz iwwert den Ajustement och déi Modifikatiounen vum Code d'Assurance sociale net erausgeholl huet.

De libre choix vun de Spideeler iwwer eng equivalent Leeschtung muss och garantéiert bleiwen, dat heescht also ganz kloer Gläichbehandlung vun alle Spideeler, wou déi kleng lokal komplementar Rollen zu deene grouse spille kënnen. Dat heescht dann och eng harmonesch finanziell Entwécklung am Secteur mat motivierten Acteuren an engem gesunde Konkurrenzgescht.

Wat wëlle mer fir d'Zukunft? Mä mir wëllen d'Bedürfnisser vun eiser Bevëlkerung decken an dat geet net méi duer mat mëttelméisegen Investe, do mussen kontinuierlech, mëttelfristeg a laangfristeg konsequent Planungen afléissen. Mir brauchen e performante Gesondheetssystem an een zukunftsweisend globaalt Konzept fir eis Gesondheitsversuergung.

D'Gelder mussen also prioritär an dese Secteur fléissen, a grad an der Diskussioun vun de fräi zirkuléierende Patienten an der EU mécht en neit kierzlecht Urteel vun europäesche Geriichtshaff d'Saach net méi einfach. Esou muss elo e Patient eng obligatoresch Demande bei enger Sozialversicherung maachen, fir ausserhalb vu sengem Residenzland behandelt ze ginn.

Dëst verflucht nach méi derzou, all medezinesch Leeschtungen an eise Land ze offréieren. Parallell dozou natierlech: Wéi sinn déi zukünfteg Auswierkunge vun Decker/Kohl-Uerteel an der Groussregion? Ech mengen, et sti ganz vill Froen op, mä hei zu Lëtzebuerg hu mir awer vill Elementer, déi et eis erlaben, fir eng kloer Strategie ze maachen. An esou eng Strategie ass et kloer, dass d'Preventivmedezin wierklech eng Schlüsselroll spillt.

Mir brauchen eng konsequent Auswärtung vun statistesche Material am Gesondheetssecteur, fir global an effikass Preventiounsprogrammer opzebauen. De Minister wëllt am Joer 2005 prezis handelen, dofir kommen nach doudsächer zwee bis dräi Pelotone vu Spidolsprojeten. Do misst ganz kloer, géif ech mengen, de finanzielle Volet zréckbehalen ginn, fir dass do keng Aschneidunge kommen. Den Timing vun Reha-zenter ass an deem Kontext och ganz wichtig. Dat ass eng Fro, déi ech un de Minister stelle wollt, wéi et do weidergoe soll?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Do sollt am Fréijoer de Spuetestéich gemaach ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Ech géif nawell gäre wëssen, ob wierklech maximalistesche virgaange gëtt? Ech géif mir et allzäit wënschen. Ech mengen, de Minister ass gewëllt, maximal Suen an dese Secteur ze investieren.

(Interruption)

D'Carte sanitaire am Joer 2003 wäert eis nei Erkenntnisser bréngen. D'Services spécialisés an d'Synergie wäerten och bis dohinner gräifen. Ech sinn iwwerzeugt, dass an de Maisons de soins an an de Centres intégrés - d'Madame Minister Jacobs ass nach - déi vill Better, déi elo do kréiert ginn, an deenen nächste Joren akut Better wäerte fräistellen, sou dass mir och do eng Entkrampfung wäerte kréien. Och d'Fleegeversicherung spillt eng wichtig Roll, well mir ganz vill Iwwerschnidungen hu mat de medezinesche Strukturen. Och ass de Minister gefuerdert, fir d'Repercussione vun der Dageschirurgie ze evaluéieren. 2003 ass also e wichtige Datum.

(Interruptions)

Ech si gespaant wéi mir d'DMS, d'Durée moyenne de séjour, evaluéiert kréien, besonnesch am Kontext vun Fleegepersonal a vun den Dokteren, déi an de Spideeler schafen, wéi de Schlëssel do wäert ausgesinn. Mir sollten eng Simulatioun vun der Evolutioun vun Käschtepunkt am Spidolsweise betreffend d'Krankeese schnellstens virundreiwen. Des Weidere sollte mir kucke méi Flexibilität ze kréien an d'Konstruktiounen. Besonnesch beim Laboratoire national de santé sinn ech der Meenung, dass mir do flexibel musse virgoen.

Ech géif mir wënschen, dass mir fënnf IRMe géinge kréien an net véier. De Minister sot jo och: „C'est un équipement lourd indispensable à une médecine de qualité“. Wann dat den A an O ass fir eng Médecine de qualité, da sollte mir dat och kréien, grad esou wéi e Positronemissionstomograph. Dee kennt Dir, dee kënn jo deemächst an den CHL, an e SPECT - den Här Huss ass net hei, mä dee versteet, wat dat ass -, dat ass e Single photon emission computed tomograph.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG).- Mengt Dir, mir géifen dat net verstoen?

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Dann nach e kuerzt Wuert, wat wichtig ass, iwwert d'Psychiatrie. Déi Story ass ganz kloer 1993 ugaangen. D'Häffnerstudie ass du gemaach ginn. Mir brauchen eng Dezentraliséierung, mir brauchen eng Destigmatiséierung. Useldeng a Manternach bleiwe bestoen, akut Better ginn op Esch an op Ettelbréck an och an d'Stad, an de Rehabilitationscenter soll jo op Nidderkuer kommen. Dat ass eng gutt Saach. D'Standuertpolitik soll ophalen.

Ech hoffen, dass déi 3,2 Milliarde Lëtzebuurger Frang, déi 1998 am Abréll, wéi de Projet op den Instanzewee geschéckt ginn ass, duer ginn, fir an deem Beräich eng effikass Aarbecht ze maachen. Effikass Aarbecht, déi mir an de Spideeler brauchen. Dofir géif ech mir wënschen, dass de Minister de Gemengespedeeler an anere Statut géif ginn, fir dass si méi effikass schaffe kéinten. Datselwecht géillt fir d'Stéchwuert Umweltklinik, wou ech mir wënschen, dass mir do schnellstens eng Antwort kréien.

Et geet also an deem Beräich ëm d'Gesondheet vun eise Matmënschen. Hei dierf net gespuert ginn, ob dat Preventivmedezin ass, kurativ oder palliativ? An och an déi jeeweileg Strukturen musse Gelder fléissen. D'Finanzéierung ass e Ganz, wou de Minister, d'UCM an all d'Acteure sech un en Dësch sëtze mussen. Et gëtt esou schéi gesot: Gesond Matbierger sinn zefridde Matbierger. Ech géif soen: Medezinesch gesond a gutt betreite Matbierger, dat ass och e Stéck Liewensqualität. Dat ass eppes, mengen ech, wat all Politiker an de Mëttelpunkt vu sengem politeschen Handele stellt. Dofir loosse mir an deem

Secteur gutt zesummeschaffen. Villmools merci fir Är Opmerk-saamkeet.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel agedroen. D'Madame Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsrapporteur hat dëst Joer sécherlech keng einfach Aufgab. Praktesch iwwer Nuecht hunn d'Zuele vun der wirtschaftlechen a finanzielle Prognose sech geännert. D'Bild vun eiselem wirtschaftlechen Umfeld an Ausbléck war net méi esou sonnig oder esou roseg, wéi et nach virdu geschéngt huet.

Ech wëll dem Rapporteur, dem Emile Calmes, félicitéiere fir seng Aarbecht, déi hien an d'Opstellung vun sengem Rapport investéiert huet. Mat senger gewinnter Rou, mat Sachkenntnis a mat sengem gewonnenen optimisteschen Ennertoun huet hie gewisen, dass Lëtzebuerg d'Zukunft net ze fäerte brauch. Lëtzebuerg an eis Wirtschaft hunn Atouten, déi fir eist Land schwätzen an déi weisen, dass mir nach mat Zouversicht an d'Zukunft kucke kënnen. Den Emile Calmes huet nei Pisten an der wirtschaftlecher Diversifikatioun opgeléicht. Hien huet gewisen, wou eise Stat op der Dépendéssait laangfristeg kann Aspuerunge virhuelen, an hien huet gewisen, dass mir Chancen hunn, déi et géllt ze notzen an dann auszubauen. Dofir nach eng Kéier: Merci fir den exzellente Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus menger Introduktioun konnt Dir schon erushéieren, dass ech mech wëll elo op d'wirtschaftlech Diversifikatioun konzentréieren, an dann op d'Kleng-an d'Mëttelbetriber, fir nach eng Kéier ze weisen, wou hinnen de Schong dréckt.

Ech hat scho virun zwee Joer op dëser Tribün, wéi mir nach vu wirtschaftlech exzellente Prognose konnten ausgoen, gewarnt, dass et net ëmmer esou virugoe kënn. Beem wuessen net an den Himmel, och net zu Lëtzebuerg. Ech hat ugedeit, an ech zitéiere mech selwer, dass een ni d'äerf vergiesen, dass déi lëtzebuergesch Wirtschaft stänneg ënnert dem Afloss vun deem steet, wat sech an eisen Nopeschlänner deet. Lëtzebuerg ass net immun géint den Trend, dee sech op den internationale Mäert weist.

Lëtzebuerg ass, wéi de Statsminister gesot huet a wéi mir all wëssen, keng Insel, déi autark leeft a couragéiert géint den internationale Stroum kéint uschwammen. Mir hunn dat missten agesinn, och wann d'Verlangsamung vum Kurs sech e bësselche méi spéit, wéi an deenen anere Länner bemierkbar gemaach huet. Trotzdeem, de Budgetsrapporteur huet et ervirgehewen, op Basis vun deem, wat onsen initiativräiche Wirtschaftsminister dauernd beweist, Lëtzebuerg ass nach ëmmer kompetitiv. Mir brauchen eis net ze verstoppen.

Eleng déi vill auslännesch Betriber, déi sech bewusst hei zu Lëtzebuerg niddleoossen, ënnersträchen d'Attraktivitéit vun eiselem Land. Entgéint den Aussoe vun der LSAP, an haaptsächlech deene vun vieregte Wirtschaftsminister, deen an dësem Beräich gären als Porte-parole vu senger Partei optrëtt, mä ëmmer méi Cassandra spillt, sinn an de leschte Joren eleng 28 nei ekonomesch interessant Aktivitéiten oder Entrepreneuren op Lëtzebuerg komm. Et ass scho gesot, mä et deet ëmmer gutt ze héieren, dass dat eleng en Invest vun iwwer 130 Milliounen Euro beedeit, mat minimum 720 neien Aarbechtsplazen.

An dësem Kontext. Här President, géllt et niewent de Beméiungen, fir nei Aktivitéiten oder Entrepreneuren

op Lëtzebuerg ze kréien, och déi Entrepreneuren, déi schon zu Lëtzebuerg sinn, déi sech etabléiert hunn, déi ugefaangen hu Wuerzen ze schloen, ze bewegen, zu Lëtzebuerg ze bleiwen an hei weider ze investéieren. E ganz rezent Beispill sinn zwou Konventiounen, déi de Wirtschaftsminister mat der Entreprise International Electronics and Engineering den 2. Oktober ënnerschriwwen huet. Dës Entreprise, déi sech op d'Hierstellung vun elektronischen Autobeestanddeeler spezialiséiert huet a 660 Leit zu Lëtzebuerg beschäftigt, huet sech verpflichtet an zwee Projeten am Beräich vun der Recherche an dem Développement ze investéieren, eng Kéier mat 400 Milliounen Euro, an an engem zweete Projet mat iwwer 8,4 Milliounen Euro.

Fir dann awer, Dir Dammen an Dir Hären, elo hin ze goen an ze behaapten et wier näischt geschitt, ech mengen, dat ass e staarkt Stéck. D'Beméiungen, fir nei Investisseuren ze fannen, si mondialistes ginn. Ech wëll nach eng Kéier ervirhiewen - an de Paul Helminger ass den Owend bei eis -, dass wéi hien am Ausseministère war, war hie mat senger Virreiderroll deemools bekannt ginn, dass hien iwwerall nei Entrepreneuren siche gaangen ass am Intérêt vun eiselem Land. Eis Wirtschaft huet déi Zäit, niewent der Sidérgie, ugefaangen ze boomen.

Den Henri Grethen geet deeselewichte Wee. D'Distanz si méi kleng ginn, well et fiert sech momentan méi einfach zwëschen de Kontinenten. Déi mondialistes Beméiung vum Henri Grethen richte sech no Amerika an Asien. Et gétt nei Initiativen aus dem Mëttelmeerraum, wéi zum Beispill Israel. Dann no Nord mat Finnland a Schweden. De Wirtschaftsminister mécht seng Prospektionsreessen, andeem hie konsequenter, wéi och virdu de Paul Helminger, een Zil verfollegt: Eist Land als en attraktiv Land duerstellen, wou et sech lount ze investéieren. Déi nei Broschür, déi dem Henri Grethen säi Wirtschaftsministère ausgeschafft huet, gétt international héich gelueft a wéinst hirem Professionalismus ervirgehewen.

Här President, d'Regierung huet richtig erkannt, dass mir viru konsequent, ouni ze zécken a mat Wäitsicht an innovativ Zukunftsbranchen müssen investéieren. De Budgetsrapporteur huet der e puer opgezielt. Ech wëll just eng nach eng Kéier ervirhiewen, dat sinn d'Biotechnologien. Mir wëssen, dat ass e ganz kriddelegt Thema. Erënnere mer eis un d'Gewëssensbëss, déi an der Chamber ausgedréckt gi si bei der Debat iwwert de Projet de loi, deen d'Transposition vum der Direktiv iwwert d'Protection juridique des inventions biotechnologiques sollt erméiglechen. Mä deen, deen dem Henri Grethen bei der Ouverture vun der Foire gutt nogelauscht huet an deen, deen dem Mill Calmes säi Budgetsrapport gutt gelies huet, fénn an dëser Ried an an dësen Texter genuch Passagen, déi net nëmmen op deen delikaten Émgang an dësem Domän hiweisen.

Et héiert ee kloer eraus, dass et falsch a souguer ganz geféierlech fir Lëtzebuerg wär, wa Lëtzebuerg sech géif dëser Branche mat Zukunftsperspektiven einfach verschléissen. Et besteet Diskussionsstoff, mä et géllt eng roueg, sachlech an objektiv Diskussioun ze féieren, fir ofzeséieren, dass dësen Zuch net laanscht Lëtzebuerg fiert, an dass mir einfach mam Fanger am Mond op der Gare stoe bleiwen.

Souguer d'LSAP huet dëst erkannt an ënnerstëtzt d'Majoritéit bei hiren Efforten an dësem Domän, andeems d'LSAP an hirem 21-Punkteprogramm eng vun hire Prioritéiten op d'Biotechnologie leet. Insgesamt - an dës Remarque wëll ech mer erlaben, Här President -

liest sech praktesch de ganzen 21 Punkteprogramm vun der LSAP, wéi e wonnerbaren Ennerstëtzungsbreif säitens der gréisster Oppositionspartei un d'Wirtschaftspolitik vun der Regierung. Si rennen oppen Dieren a wëllen en treie Wegbegleiter si vun der Regierung um Wee vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun.

Ech si frou, Dir Hären, an Dir Dammen vun der LSAP, fir Är Ennerstëtzung. Duerch Are Pabeier hutt Dir eis bewisen, dass mir als Majoritéitsvertrieeder um richtege Wee sinn. Amplaz Politgerangel ze féieren, sollen och d'Oppositionsvertreeder als responsabel a wäitsichtig Politiker - an dat halen ech vun lech - déi gutt Punkte vun der Regierungspolitik ëmmer mat droen.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir maacht dat esou gutt, dass mir dat net brauchen ze maachen.

Mme Simone Beissel (DP). - Ech kënn heizou nach vill Beispiller nennen, wéi de Commerce électronique, eng nach méi aktiv Roll vun der SNCI...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Sot eis nach just, wéi et mat der globaler Gehälterrevisioun ass.

Mme Simone Beissel (DP). - ..., déi schon en Topinstrument fir d'Betriber ass oder d'Moosnamen, déi am Kadergesetz iwwert den Développement an d'Diversification économique vun 1993 enthalte sinn, e Gesetz, wat am Joer 2000 modifizéiert ginn ass.

Mä, ech kommen elo zum zweete Volet vu menger Interventioun, zu de Kléng- a Mëttelbetriber, well Här Mehlen, d'DP huet de Mëttelstand net vergiess an dat wësst Dir, well ech hu scho wéi vill Mol hei mat lech doriwwer geschwat. Ech war net ëmmer mat lech d'accord, mä sot wann ech glift net, dass d'DP net méi fir de Mëttelstand do stéing. Dir wësst, dass dat falsch ass.

M. Robert Mehlen (ADR). - Da frot den Här Grethen, wat hie mat senger komescher Ausso wollt soen.

Mme Simone Beissel (DP). - Ech wëll op dëser Plaz direkt e falsche Reproche zréckweisen, deen un d'Regierung geriicht gouf, wéi de Budgetsprojéit un déi nei Situatioun ugepasst ginn ass. Ech widderhuelen nach eng Kéier: Den Investitionsniveau bleift - an dat muss ënnertrach ginn - nach wie vor héich. Mir hunn ee vun den héchsten Investitionsbudgete vu sämtlechen europäeschen Budgete vun deene 15 Länner. Dat muss ervirgestrach ginn. Och gétt weder un der Steuerreform nach un de Renten- a Pensionsuppassungen geréckelt oder gefréckelt. Den Index bleift bestoen an de Mindestloun, d'Renten an d'Pensiounen gi weiderhin un d'Evolution vum Lounniveau ugepasst.

Ech mengen, d'Marschroute ass ganz kloer: Mat der Steiersenkung sollen engersäits d'Betriber entlaascht ginn, fir dass Lëtzebuerg weiderhin hir Attraktivitéit behält an der derbäi gewënnt, fir hei ze investéieren. Anerersäits sollen d'Loun- an d'Rentenuppassungen de Konsum ënnerstëtzen an ukuerbelen. De Konsum - dat wësse mer alleguerten heibannen - ass niewent dem Investissement de Motor vun all Economie.

A puncto Steierpolitik, Här President, géif ech nach gär e klengen Zousaz maachen. Et ass schued,

dass den Här Boden elo net méi hei ass, mä hien huet et scho vun anere Säite gehéiert: D'Chambre des Métiers huet kloer drop higewisen, dass nieft de positiven Effekter, déi d'Steierreform fir d'Betriber bedeit huet, d'Adaptatioun vum Artikel 152bis vum LIR (loi de l'impôt sur le revenu) iwwert d'Bonification d'impôt pour investissements e weidere Schrëtt kënn sinn.

Dës Berufskummer mécht eng Rei Propositionen, déi eng Iwwerleeung wäert wäeren, wéi zum Beispill - an ech wëll et dann elo nach eng Kéier soen, well virdu zwëschen dem Här Clement an dem Här Henckes Wiederdifferenz waren, well et extrem komplizéiert formuléiert ass - den Taux de bonification pour investissements complémentaires - an et ass dat Wuert un „complémentaire“, wou Dir lech virdu zerstridden hutt a wat Dir falsch interpretéiert hutt - op 12% ze refixéieren. Gläichzäitig, wat primordial ass, muss d'Base d'assiette vun den éligiblen Investissementer erweidert ginn. Et huet kee Wäert den Taux ze refixéieren, wann dat anert net kënn. D'Logiciellen, d'Professions libérales an d'Biens usés müssen drakommen an esou weider. Et huet nämlech kee Wäert, wa mer nëmmen iwwert den Taux streiden, wann d'Assiette net élargéiert gétt, da komme mer net viru.

Här President, wann et méi lues geet, an ech mengen, ob et elo eis Dammen sinn, déi de Stot féiere müssen, oder eis Hären, déi sech mat Momenter och wëlle Saache leeschten, do géllt eng Fauschregel.

(Interruptions)

Dat soen ech lech herno.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat do ass eng komesch Rolleverdeelung. Ech mengen, Dir sidd net ëmmer an der Commission de l'égalité des chances.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel (DP). - Ech soe mir dat heiansdo, well wann d'Rolleverhältnis emgedréint ass, da mécht et heiansdo Spaass, fir d'Rolleverhältnis erëm op déi gutt al Manéier erëm hierstellen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dat deet gutt.

Mme Simone Beissel (DP). - Jo, wonnerbar.

Här President, wann et méi lues geet, da géllt eng gëlle Fauschregel: Roueg, sachlech, mä konsequent mat der héijer Investitiounspolitik virufueren. Géigesteieren an der Stréimung, antizyklesch steieren, an dat duerch geziilt Investitiounen, prioritär an der Bildung an an der Formatioun, a prioritär an determinéierten Infrastrukturen. Wann een a méi delikate Zäite richtig investéiert, kommen déi positiv Effekter, wann d'Flaut eriwuer ass. Dann hu mir déi néideg Infrastrukturen an Instrumenter, wann d'Konkurrenz nees voll spillt. Dann hu mer eng Avance. Da si mer am Peloton de tête, wann d'Economie erëm voll leeft.

Här President, ech hu scho gesot, mä ech wëll et widderhuelen: Ouni all dës Moosname wieren d'Auswirkung vum der niddreger Konjunktur héchstwahrscheinlech nach méi spierbar hei zu Lëtzebuerg. D'Regierung huet et erkannt an ech ënnerstëtzen hir Haltung, fir aussergewéinlech Be-laschtunge vun eiser Economie de Moment net virzehuelen. An dësem Sënn ass d'Entscheidung richtig, nieft dem Ajustement vum Mindestloun vun 3,5% dëse Moment keng weider aussergewéinlech Upassung vum Mindestloun virzehuelen, esou wéi se vun der sozialistescher Partei gefuerdert ginn, an zwar 7%.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir spuert ëmmer op deene Klengsten.

Mme Simone Beissel (DP). - Guer net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Sot eis emol, wéi et mat der globaler Gehälterreform ass, déi bei de Fonctionnaires ugekënneg ginn ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mme Simone Beissel (DP). - Dir sidd total am falsche Film, Här Di Bartolomeo, mir schwätze vun eppes anescht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat verstinn ech, dass Dir elo vun eppes aneschters wëllt schwätzen, wann de Premier seet, dass eng vun deene grouse Reformen, déi déi Liberal wollte maachen, einfach sine die fort ass.

Mme Simone Beissel (DP). - Här Di Bartolomeo, ech schwätze vum Mëttelstand.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Jo, an ech schwätze vun der Fonction publique.

Mme Simone Beissel (DP). - Da musst Dir Are Frustrierendwou anescht ausdroen, mä net während ech hei iwwert de Mëttelstand schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - De Statssekretär kann eis et herno soen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Di Bartolomeo, loosst dach d'Madame Beissel schwätzen an déi aner sollen nolauschten. Dat do huet jo kee Sënn.

(Interruptions)

Mme Simone Beissel (DP). - D'sozialistescher Fuerderung - an ech schwätzen net vun de klenge Leit, Här Di Bartolomeo, lauschtert gutt - géif viru allem eis Kléng- a Mëttelbetriber an engem ze groussen Iwwermooss be-laschten a géif haaptsächlech op Käschte vun der Ofsécherung a vum Schafe vun neien Aarbechtsplaze goen.

Här President, an enger duerchduechterer Diversifikatiounspolitik spillt de Mëttelstand eng ausschlaggebend Roll. Eng Roll, an dat ass schon ugeklongen...

(Coups de cloche de la Présidence)

...bei menge Virriedner, där nieft dem néidegen Esprit d'entreprise eng qualifizéiert Main-d'oeuvre zur Verfügung stoe muss.

Den Avis vun der Chambre des Métiers, deen exzellente ass, well hien dës Problematik an all sengen Tenanten an Aboutissants auserneen hält - ech ralliéiere mech an där Hisiicht un de Lucien Clement, deen déi ganz Detailler do belicht huet - kënn zur Konklusioun, dass d'Efforte vun all deene betroffenen Acteuren, wéi dem Ministère de l'Education, der ADEM an den Entrepreneuren selwer, zu engem Wuesse vun der Zuel vun de Schüler am Apprentissage artisanal bäigedroen hunn. Trotzdeem, an dëst bedauert d'Chambre des Métiers, huet den Interesse vun de Schüler fir dës Bildungswee säit dem Schouljoer 2000-2001 liicht nogelooss.

D'Berufskummer huet sech Gedanken gemaach, an dat ass déi Iddi, déi schon ervirgehewe ginn ass, fir den Apprentissage artisanal ze valoriséieren, en neie System vun Apprentissage-emploi anzeféieren. E Modell, deen den Apprentissage du métier an d'Mise au travail kombinéiert mat aktive Primen, bis zur Héicht vun Mindestloun, mat enger besserer Modulatioun vun den Horairen,

mat méi Gewiicht op der Praxis am Interesse vum Succès, vun der Réussite vun de Schüler. Si solle Perspektive kréien eng Carrière opzebauen a sech hiert Liewe verdingen ze kënnen.

Här President, mir hunn op den Dag haut d'Joer 511 Failliten. Do derbäi sinn u sech nëmmen „39 Handwerksbetreiber“, dat si 7,6%. Et si wuel 7,6% zevill.

Fir d'Failliten ze bekämpfen - ech wäert mech kuerz faassen - ass schonn ugeklongen, datt d'Formation vun de Patronen a Chefs d'entreprise a Saache Betrëbsféierung e Garant ass fir de spëndere Succès am Berufsliewen an d'Iwwerliewe vun der Entreprise. Dann de Problem vum Retard de paiement, esou gutt vun den normale Clienten, heiansdo awer och vu Säite vun der öffentlecher Hand.

Mir kennen déi leideg Situatiounen vun de Betriber, déi ganz oft an eng Noutlag komme vis-à-vis vun dem Enregistrement, vun de Steieren, der Sécurité sociale, d'obwohl se eigentlech op der Passivsäit Réckstänn ze bekloen hunn. D'Chambre de Commerce zitiiert eng Etüd vun der Europäescher Kommissioun, d'ailleurs och d'Chambre des Métiers, an där ganz kloer bewise gëtt, dass vu véier Insolvenzsituatiounen eng op d'mannst duerch Retards de paiement verursaacht gëtt.

D'Chambre des Métiers beklot sech dann och, dass e Retard ass an der Émsetzung vun enger entsprecherender EU-Direktiv, fir dësem Mëssel opzehëlfen. Ech zitiiere ganz kuerz aus deem Avis, wou d'Chambre des Métiers zur Transposition vun där Direktiv seet: „La lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales aura pour effet de diminuer le nombre de faillites au Luxembourg“.

De Problem vun de Privilegien hu mer scho jorelaang hei opgeléicht. D'Handwerksbetreiber haaptsächlech, déi jo meeschtens einfach Créanciers chirographaires sinn, ginn haut bal zu 100% eidel aus. Si hu keng Chance fir ee Su an enger Faillite erëtzekréien. Dat verlaangt onbedéngt eng nei Iwwerkuckung vun de Privilegien. Doniewent - an de Kolleeg Mehlen huet et gesot - muss de Parquet économique drastesch opgestockt ginn, well d'Zuel vun de Failliten frauduleuses hëlt an engem Mooss zou, dass et absolut net méi akzeptabel ass. Doniewent mussen eis jonk Curateuren onbedéngt forméiert ginn. Si hu grouss Responsabilitéit a mat Momenter si se wierklech net gewappnet, fir déi grouss technesch mä och mënschlech Problemer ze meeschten.

■ **Une voix.**- Elo hutt Dir gutt geschwat.

■ **Mme Simone Beissel (DP).**- Här President, eis PMEe leeën nach Schwéierpunkten op e puer aner Problemer, an zwar och back to basics bei de PMEen. An anere Wieder heescht dat d'Opwärtung vun de Secteurs enracinés, dat heescht, eise Lëtzebuerger traditionelle Betriber, déi verwuerzelt sinn an op eng reell wirtschaftlech Conterpartie opgebaut sinn, an net op spekulativ Loftblösen. Zweetens, gëtt et wierklech allerhéich Zäit, dass d'Loi-cadre vun de Classes moyennes, déi aus dem Joer 1968 staamt, endlech vu Grond op iwwerholl gëtt.

De Wëlle fir eng Reform ass jo do, leider huet en awer zu enger gewëssener Konsequenz bei de PMEe gefouert. Esou schreift d'Chambre des Métiers an deemselwechten Avis - an dat ass ganz grave: „L'intention de réformer la loi-cadre a eu pour conséquence directe le gel complet des règles d'appréciation et d'éligibilité des investissements dans le cadre de l'application de la loi-cadre existante, sous prétexte qu'il faudrait

attendre la réforme de la loi en question avant d'entamer toute modification dans les „erremes administratifs“ appliqués par la commission technique en place.“ Dat heescht: D'Gesetz ass nach net do, an en attendant geschitt näischt. Alleguer d'Aidë sinn an där Hisiicht agefruer ginn. Dat ass e ganz seriöse Problem fir d'Betriber, haaptsächlech fir déi kleng Betriber.

Fir de Mëtzelstand ass déi feelend Adaptatioun, säit elo méi wéi zwee Joer vun den Instruments de soutien financier aus investissements schwéier ze droen. Eis kleng Betriber, haaptsächlech eis Familljebetriber, ginn an hirem wirtschaftlechen Developpement gebremst. Ech huelen zum Beispill - an dat ass och scho bei de Kolleegen ugeklongen - d'Betriber aus der Liewensmittelbranche: d'Bäckeren an d'Metzleren, déi awer eng extrem wichteg Roll ze spillen hunn, well si d'Garante vum Commerce de proximité sinn. Si garantéieren d'Liewensqualität vun de Leit. Si hu Schwierigkeeten, fir déi Investissementer duerchezéien, zum Beispill, fir sech un déi berühmte Regele vum HACCP ze adaptéieren.

Här President, d'Zäite sinn net méi esou gutt, wéi Lëtzebuerg dat gewinnt ass, mä ech mengen, et gëtt kee Grond zur Panik. Mir besetzen déi néideg Instrumenter, fir eis Betriber um Lafen ze halen, fir dass si, wann d'wirtschaftlech Kurv erëm eng Kéier no uewe weist, d'Moyenen hunn, fir national an international direkt erëm mat der Konkurrenz matzézéien. Et läit un eis, fir déi Instrumenter gezielt a mat Viraussicht anzusetzen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech hu Fiduz an d'geballte Kraaft an an d'Synergien tëschent der Politik an der Lëtzebuerger Wirtschaft an de Finanzen, fir dës Dauschtstreck ze packen. Dofir wäert ech dese Budget och stëmmen. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Fred Sonnen agedroen.

(Interruption)

D'accord, Dir hutt matenee getosch. Dann huet den Här Alexandre Krieps d'Wuert.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Här President, Dir Dammen an Hären, tous pour un, un pour tous. Déi Devise vun den « Trois Mousquetaires » vum Alexandre Dumas kéint een op dese Budget 2003 applizéieren, well et ass e Budget vun der Solidaritéit no bannen a vun der Solidaritéit no baussen.

De Statsminister Juncker huet mat Recht betount, dass dës Politik bis un d'Enn vun dëser Legislatur virugefouert gëtt. Hien huet a senger Ausso keen Zweifel opkomme gelooss, dass net un de Sozialausgabe gefréckelt géif ginn, net un den educative Budgeten an och net, wéi d'Kolleege Beissel gesot huet, un den héijen Investitionsausgaben. De Statsminister Juncker huet widerholl, dass déi sozial Schwaach virun ofgeséichert bleiwe wäerten, an dass och deenen Äermste weider ernert d'Äerm gegruff gëtt. Weider huet hie gesot, dass an dëser Legislatur d'Steieren net an d'Luucht gesat ginn, an dass et onwahrscheinlech ass, dass den Index moduliert oder ausgesat géif ginn.

D'Solidaritéit no baussen ass réaffirméiert ginn, sief et am Bezuch zur Kooperatioun, der Entwécklungshëllef, oder zu den internationale Verflüchtungen. De Moien hate mer jo do eng kleng Polemik mat haarde verbalen Ausrutscher.

(Interruption)

Ech erënnere natierlech heiansdo un d'Tendenz, dass een an der Opposition dat anescht seet, wéi

an der Majoritéit oder émgedréint. Ech schlësse keng Partei hei bannen vun där Feststellung aus.

En anere Punkt, deen ech ervirhie wollt: Mir hunn aus deenen Aussoen natierlech geléiert, Här Di Bartolomeo. Ech erënnere un dee Slogan vu virun de Wahlen am Juni 1984: „Fangeren ewech vum Index“. De Premier huet lech jo d'lescht Woch drun erënnert, wéi hien als jonke Minister an deem Cabinet soutz, wou den deemolege sozialistesche Sozialminister vum OGB-L mat um Dësch war, dee sechs Méint no de Wahlen den Index moduliert, anerer soe manipuliert huet.

(Interruption)

Dat war am Dezember 1984, Här Di Bartolomeo. D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt de Premier an deenen Aussoen, déi hie gemaach huet. Der Demokratescher Partei huet et zwar net gefall, wéi hie versicht huet op eemol de Rentendësch an den Eck vun de Stammdëschler ze réckelen, mä ech mengen, dat kann een och liesen, wéi ee wëllt. Alles an allem war et eng realistesch Bestandsopnam vun der Akommes- an Ausgabesäit vun de Statsfinanzen duerch de Premier Juncker.

Am Géigesaz zu eise sozialisteschen, gréngen an ADR-Kolleegen ass et deene meeschten hei bannen net ginn, fir d'Zukunft am Kaffissaz ze liesen oder an de Stärken ze deiten. Mir wësse wéi schwierig et ass, d'Riede vun den Tenore vun der Opposition zu dësem Budget ze bewäerten an dat aus onser laangjäregger Erfahrung op der Oppositionsbänk. Natierlech ass et dem souveräne Wieler an dem mëndege Wieler iwwerlooss, deen net ee Budget ze apprécieiere kritt mä d'Aarbecht vun enger ganzer Legislatur, déi Aarbechten ze apprécieieren, awer déi Sanktioun wäerte mir net fäerten. De Kolleeg Fayot huet virdu gesot, hien hätt an der Héichschouppolitik keng Kredithéijunge kënnen ausmaachen. Ech mengen, dass 0,56%, dat sinn 1,5 Milliarden al Frangen, déi derbäi komm sinn, wat jo awer wierklech net näischt ass. Dat nämlech gëllt fir d'CRPen, d'Centres de recherche publique.

Den Här Bausch huet seng Kritik vum leschte Joer hei widerholl a Bezuch zu enger ekologesch ausgerichter Steuerreform, a soss hat hien am Fond net genuch Hiewel, fir géint déi nei Steuerpolitik vun dëser Regierung virzegoen. Dofir ass hie bei den Här Bush, den neie Buhmann, siche gaang.

Mir gleewen awer, dass de Gros vun onse Bierger déi do Vergläicher net gëlle léisst. Virun e puer Méint, an net Joren, war dee 700.000-Awunnerstat an alle Käpp present. Hu mer déi Ausso iwwerhaupt an dësen Debatten eng Kéier héieren? Ech weess et emol net.

(Interruptions diverses)

Neen, ech net, Här Fayot.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Wien huet dat dann an d'Welt gesat?

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Ech net, Här Fayot. Déi Notioun vun dem 700.000-Awunnerstat huet all déi Vollblutgoisten op de Plang geruff gehat, déi hire Virgäertche verteidegt hunn. Ech hunn dat schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot an ech gleewen, dass dat Konzept oder déi Bloss, déi net méi ernimmt gi sinn, sech definitiv hei opgeléist hunn.

■ **Une voix.**- Eng Bulle.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Dat nennen ech eng Bloss op lëtzebuergesch. Jo, eng Bulle.

Aner Kriticken, wéi d'Iwwerschätzung vum Statseinnahme si relativ onduerchsichteg. D'Demokratesch Partei gleeft, dass d'Ausgabe vum Stat besser ze kontrolléiere si wéi d'Aschätzung vum den Einnahmen. Folglich gëtt et wichteg erausgefannen - an dat ass de Mëtteg hei ugeklongen -, wat konjunkturell ass oder strukturell. Et gëtt een awer dobaussen d'Impressioun net lass, dass d'Informatiounstechnologie sech an enger éischer struktureller Rezesioun befannen.

Wat sécher ass, hannert deem kollektive Réckgang, deen hei definéiert ginn ass, an Termé vun 1 bis 3%, also de finanziellen Impact op de Budget, soll een awer net de mënschlechen Impact vergiesen. Hannert der Aarbechtslosigkeit soll a muss ee sech all déi eenzel Schicksaler virstellen: honnerten, vläicht dausende Matbierger, ëmmer méi jonk Leit, Leit mat klenge Kanner, déi ganz laang wäerte brauche bis se erëm eng Plaz fannen.

Déi lüchtfankeg Propositionen iwwer Aarbechtszäitreduktiounen oder sechs, siwen, aacht Woche Vakanz am Joer, sinn eis an dëser Debat glécklecherweis erspuert ginn, well dat ass gewéinlech keng Léisung. Jiddferree weess mëtterweil, dass den Aarbechtsmaart vun esou Mesure wéineg influenziert gëtt, ausser dass e subventionéiert Plaze schafft.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Wëllt Der och an d'Regierung?

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Neen, ech hunn net déi Ambitiounen, Här Weiler. Dat ass dat, wat mech vun lech ënnerscheet.

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir sidd amgang lech erëmzekafen.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Mengt Dir, den Här Weiler wëllt eng Kéier an d'Regierung kommen, Här Krieps?

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här Fayot, Dir an ech, mir zwee hunn net vill Chancen.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Loosst mech elo emol weider schwätzen!

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, mä Dir sidd no bei him an der Regierung.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Oft si mir no beleneen. Mir verstinn eis ëmmer besser. Ech muss dat scho soen.

(Hilarité)

Fir op den Imaginaire vum Alexandre Dumas zrëckzekommen,...

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Et gëtt esou lues Zäit, Här Krieps.

(Hilarité)

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- ...erënnere ech un eng Ausso vum President Chirac virun zwou Wochen, wéi d'Iwwerreschter vum Dumas an de Panthéon iwwerdroe gi sinn. De President Chirac huet eppes gesot, wat mer gefall huet, dass jiddferree an der Gesellschaft - hien huet sech natierlech op den Dumas bezunn - eng gerecht Plaz fannen oder erreche kann duerch dräi Dugenden: Aarbecht, Talent a Mérite.

Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi jiddferree ënnersträiche kann, speziell an Zäiten, wou d'Géisskann eidel ass, wéi dat jo momentan de Fall ass, an d'Demokratesch Partei wäert drop bestoen, dass d'Aarbecht an de Mérite honoréiert ginn. Et ka jo net sinn, dass déi Leit, déi ënnerstëtzt ginn, ënner dem Stréich méi erauskréie wéi déi, déi schaffe ginn. Ech mengen, dat wär eng Hausaufgab, och an Zukunft, fir dass déi Proportionen erëm hiergestallt ginn.

D'Demokratesch Partei steet nach wie vor - wat mer schonn ëmmer hei soen -, fir eng leeschtungsbezunne Solidaritéit an der Schouppolitik an an der sozialer Ofsécherung. Hei ass oft op d'Wahle vun 2004 higewise ginn, an et sinn der Regierung an hirer Majoritéit am Parlament immens vill Procès d'intention gemaach ginn, elo an de leschten Deeg, wat d'Budgete vun 2004, 2005 a souguer vun 2006 uginn.

Ech wär frou, wann och d'Oppositionsparteien an hire Grondsätz a Wahlprogrammer, kloer an daitlech, wéi de Statsminister drun erënnert huet, hir Steuerpolitik fir no 2004 géifen definéieren. Zum Beispill, Här Di Bartolomeo, am Rapport zu der lerschaftssteuer an der Breet vun der Assiette vun de Cotisations sociales.

(Interruption)

Neen, ech froen lech dat. Dir hutt jo och ëmmer Froen un ons. Ech stellen lech déi Fro. Ech ginn lech déi mat op de Wee.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ech hunn herno eng besser un lech.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- D'Opposition huet sech an de leschten Deeg hei vill Méi ginn, fir d'Lag vum Budget a vum Land no der Méthode Coué, esou schwaarz wéi méiglech ze molen. Et ass, wéi ech scho gesot hunn, de bonne guerre: Mir waren och schonn an der Opposition!

Speziell ons Oppositionskolleegen aus der sozialistescher Partei leiden, wa se an der Opposition sinn, un esou enger Krankheit, déi nennt ee Sinistrose. Soubal se erëm an der Regierung sinn, geet et hinne vill besser - ons geet et och esou - a se vergiessen direkt en Deel vun hire Wahlversprechen. Dofir, ech wollt lech drun erënnere.

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- De Statssekretär schudert sech schonn.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Här Gibéryen, mir vergiessen lech och net déi nächst 18 Méint.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- De Statssekretär muss geschwënn an de Privatsecteur schaffe goen.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Mir mussen awer agestoen, dass mer enttäuscht si vun deene laange Kataloguerderunge vun der Opposition. Hei muss een zwar soen, dass eng grouss Partei wéi d'LSAP, mat enger grousser Vergaangenheet - an do widerhuelen ech mech och hei op der Tribün -,...

■ **Une voix.**- An enger grousser Zukunft, Här Krieps.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Eng grouss Vergaangenheet, mengen ech.

(Hilarité)

...hir honnert Joer ganz digne gefeiert huet. Mir all félicitéieren dofir.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Et huet lech gutt gefall.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Jo, et war ganz gutt, muss ech scho soen.

Dir hutt vläicht eng Zukunft, wann der lech e bësse méi dem Bierger zouwennt, wéi Dir dat an Äre 15 Joer an der Regierung gemaach hutt. Leschten Enns kënt Dir lech virstellen, dass ech awer nach eng Kéier en Appel maachen - wéi ech dat all Joer gemaach hunn -, wat d'Gesondheetspolitik ubelaangt, dass mir net nënnen an de Betong, Här Di Bartolomeo, investéieren,...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ganz richtig.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- ...mä och an d'Fleegepersonal. Ech hunn dat schonn déi éischte Kéier, wéi ech hei geschwat hunn, gefuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- An et ass nach ëmmer net geschitt.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Inklusiv och an d'Medeziner. Alles dat kënt onse Bierger laangfristeg zegutt. Dir sidd jo mat mer d'accord?

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Absolut.

(Interruption)

M. Alexandre Krieps (DP).- Jo, den Här Colombera fungéiert hei als esou eng Blendgranat, hätt den Här Bodry gesot,...

(Hilarité)

...well dee vum Fong vun hirem Programm oflenke wëllt. Hie fungéiert als eng Blendgranat, an da kënt Dir do hannendrun e puer Saache korrigéieren.

(Interruption)

Den Här Bodry wäert als fréieren Arméiminister lech erklären, wat eng Blendgranat ass.

(Interruption et hilarité)

Neen, ech wëll hei net als Ligener bezeechent ginn.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Do gëtt et anerer.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- D'demokratesch Fraktioun, ënnert dem Virsätz vun hirem Chef, dem Jean-Paul Ripinger, seet nach eng Kéier dem Mil Calmes a senge Mataarbechter merci fir säi gudden Rapport. D'Demokratesch Partei dréckt déser CSV/DP-Regierung hiert Vertrauen aus. Ech soen lech merci.

(Hilarité et brouhaha général)

■ Une voix.- Schéi Feierdeeg.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Fred Sunnen agedroen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Déi helleg Anna ass iwwer lech nidderkomm. Här Sunnen, d'Lat läit héich.

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, den Här Di Bartolomeo gëtt sech nach net. Hien huet éinesters erausfonnt, datt d'Televisioun do wier. Elo huet hie seng Metzger bei menge Virriedner gemaach an ass scho bei de President erop komm.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat war alles inhaltlech wichteg..

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Probéiert elo, fir lech e bësse roueg ze verhalen. Et steet lech besser zu Gesiicht.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir wäert mech dach net fäerten, Här Sunnen.

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Et ass engem President net würdeg, den Här Di Bartolomeo mussen nozeverfolgen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir sidd just jalous!

(Hilarité)

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget 2003 huet, als eng vun de prioritäre Wäichstellungen de Verkéier, virun allem den Ausbau vum öffentlichen Transport. Ech wëll a menger Interventioun generell op dese Volet agoen a mech dobäi op de Süde vun eise Land konzentréieren.

Den Transportminister Henri Grethen huet an de leschte Méint gutt geschafft an eng Rei villversprechend Pisten opgezeecht, déi et gëllt an deenen nächste Jore weider ze verfolgen, an dëst hin zu enger zukunftsfaeger an nohaltiger Verkéiersinfrastruktur.

Trotzdem sinn d'Weichstellungen vum Transportminister nach ze rezent, nach ze vill an de Kannereschong, fir elo scho grousse Konkursioune ze zéien. De Minister huet eng couragéiert Politik ageschloen an déi ambitiéis Chantiere mussen elo mat aller Konsequenz virgedriwwen ginn. D'Analys vum Budget 2003 gëtt eis d'Geleeënheet, e puer Reflexiounen zu de virgeluechtene Konzepter unzesellen an e Point ze maachen iwwer dat, wat elo scho gelescht ginn ass an dat, wat nach verbessert gi muss.

Här President, de Regierungsrat huet den 22. März vun dësem Joer d'Ausarbeitung vun engem Plan directeur sectoriel transport décidéiert, deen ënnert der Egide vun engem interministeriellem Aarbechtsgrupp, zesumme gesat vu Vertrieeder aus dem Bauten-, Innen- an Umweltministère, ausgeschafft gi soll. Dësen Aarbechtsgrupp huet éischt zeidig Friichten ervirbruecht, dëst a Form vun engem integrierten Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept, kuerz IVL genannt.

Dat Konzept versicht nei Weeër ze goen, andeems et d'Nohaltgkeet, d'Planifikatioun vu grousse nationale Projeten am Beräich vum Verkéier, der Émwelt, der Raumuerdung an dem Logement an de Mëttelpunkt stellt. De Plang orientéiert sech doriwwer eraus un deem, wat et u Verkéiersinfrastruktur scho gëtt, fir déi Lescht engersäits optimal auszenutzen an anerersäits als Basis ze huelen, fir d'Infrastruktur op eng nohaltig Aart a Weis auszebauen. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob een net niewent dem nationale Plang fir den Transport elo nach een an d'Liewe ruffe soll, dee sech méi spezifesch mam Süde vun eise Land ausernanersetze soll. Et ass gewosst, dass sech virun allem fir de Süden am Verkéiersberäich vill Froen stellen, déi nëmme a globalen Zesummenhäng kënnen duerchduecht a realiséiert ginn. Ech sinn awer net derfir, e spezielle Südplang ze erstellen, wéi dëst scho vum verkéierspolitische Spriecher vun der LSAP-Fraktioun ugereegt ginn ass.

Déi national Transportpolitik dierf sech net als en nationale Patchwork verstoen, mä éischter als en Défi, deen all Regione vum Land ugeet, grad esou wéi d'Nopeschregiounen vum Grand-Duché, dëst virum Hannergrond, datt mer an den nächste Joren nach e verstärkten Zouwuess an Aarbechtskraaft aus dem noen Ausland kréie wäerten. Dofir mussen eis Nopeschregiounen mat an d'Beméiungen agebonne ginn, fir en integréiert Verkéierskonzept auszeschaffen. Déi Fro, déi ech mer stellen, an ech stellen se als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi vun där Verkéiersthematik am Süden onmëttelbar be-traff ass: A wat fir engem Mooss ginn d'Gemenge bei der Ausschaffung vun engem integrierte Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept bedeelegt?

Et ass kloer, dass sech déi national Interessen a Froe vun der Transportpolitik an der Landesentwécklung net lokalen, kommunalen a partikularen Interessen ënnerwerfe wäerten. D'Reiefolleg vun engem Projet soll déi sinn: Et gëtt e Projet ausgeschafft a presentéiert, da kënt eng Phase de dialogue et d'information an dann eréischt ginn d'Décisiounen geholl.

(Interruption)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech hat mech gewonnen, si waren amgaange rout ze ginn.

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Dir gesitt, wéi frou den Här Di Bartolomeo ass, dass hien elo fënnt, dass d'CSV rout gëtt.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Majo, Är Zäit ass ofgelaft.

■ M. Fred Sunnen (CSV).- An hiren Aussoe seet se oft Saachen, déi besser si wéi déi vun de Rouden.

(Interruptions)

■ M. le Président.- Déi 35 Minutte Riedezäit vun de Motiounen ginn op de Kont vum der Discussion générale eriwwegegeholl.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ganz gutt.

■ M. le Président.- Dat hu mir och scho bei anere Geleeënheete gemaach.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Et ass net schlëmm, Här President, da leeft seng Zäit eben eréischt an annerhalwem Joer of.

■ M. le Président.- Loosst, wann ech glift, den Här Sunnen schwätzen, well wann Dir hien ëmmer nach ënnerbriecht, wat et ëmmer méi laang dauert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir sinn domat averstanen, datt den Här Sunnen seng Ried ka fäerdeg halen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, mir och.

■ M. Fred Sunnen (CSV).- D'Politik muss Entscheidungskompetenze behalen an net an d'Ofhänggkeet vu Biergerinitiative geroden. Et ass awer op där anerer Säit grad esou noutwenneg, d'Gemenge mat an den Dialog anzubannen, se iwwer d'Planifikatioun vun de Projeten an iwwer déi jeeweileg Émsetzungsetappen ze informéieren an Opklärung ze bedreiwen.

Dëst treëft virun allem um Niveau vum Stroossebau zou. Et constituéiere sech ëmmer méi Biergerinitiativen an eise Land, déi hirem Onnutt wëlle Loft maachen a sech net mat der Démarche averstane weisen, wéi dës Projeten ugepaakt ginn. Dëst ass zum Deel op eng falsch Informatiounspolitik zrëckzeféieren. Et ass dofir noutwenneg, den Dialog mat de Gemengen an de Bierger ze sichen a se iwwer déi eenzel Projeten opzedeelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Süde vun eise Land soll duerch d'Reconversioune vun de Frichen erëm e grousst Gewicht an der Wirtschaft, der Fuerschung, der Héichschoulsstruktur an um Gebitt vun Logement kréien. Et kann een also ouni Zweifel vun enger Valorisation vun dëser Regioun schwätzen. D'Frichen offéieren e grousst Potenzial an Aarbechtsplaz fir Leit aus dem In- an dem noen Ausland a wäerten, wéinst deem nei geschafene Wunnraum, méi Leit an de Süden unzéien.

De Minett kann domat eng Modellfunktioon iwwerhuelen, déi sech op aner Regione an eise Land répercutéiere kann. D'Minettregioun kann och Modellcharakter a Saachen zukunftsfaeg Transportpolitik fir eise Land iwwerhuelen. Et leien nämlech eng ganz Rei Erausforderunge virun eis, déi sech net ausschliesslech op d'Reconversioune vun den Industriebroochen bezéien, mä déi sech op eng Rei aner Facteure konzentréieren. Et ass dat engersäits d'Uwuesse vun der Aarbechtskraaft aus der franséischer Grenzregioun an anerersäits dee, par rapport zum Rescht vun eise Land, relativ schwaachen Taux vun der Not-

zung vum öffentlichen Transport. Ofgesi vum de grenziwwerscheidende Mouvementer, mécht de motoriséierte Verkéier op lokalem Plang een Drëttel aus. En aneren Drëttel beweegt sech innerhalb vun der Südregioun. Heimat mengen ech den interkommunale Verkéier. Dee leschten Drëttel betrëfft de Verkéier mat anere Regione am Land, an dat an der Haapt-saach mat eiser Stad Lëtzebuerg a senger Périphérie.

Läit de Modellsplit zwëschen dem öffentlichen Transport an dem Transport mat privaten Autoen nach landeswäit bei 14 Prozent, esou läit dësen am Süde bei 12,6 Prozent. Also sinn dem Transportminister seng landeswäit uviséiert 25 Prozent am Süden nach e bësse méi ambitiéis wéi am Rescht vum Land. Dobäi kënt nach, dass d'Frontalieren nëmme zu aacht Prozent den öffentlichen Transport notzen, fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dat heescht am Klortext, dass sech den öffentlichen Transport doubléieren a fir d'Frontalieren aus der Lorraine, déi haut bei engem Chiffer vun ongeféier 39.500 leien, verdreifache muss.

Wéi scho virun erwähnt, geet et an dësem Kontext also och ëm d'Noutwennegkeet, déi ugrenzende Regione mat an dat Konzept ze integréieren. Louthreng liwwert beispillsweis 40 Prozent vun de Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. D'Lorraine huet eng héich Bevölkersdicht an e bessert a méi ausgedehnt Eisebunnsnetz, wat gutt an d'Lëtzebuerg Netz ugebonne kéint ginn. Dofir ass et noutwenneg a sënnvoll, fir mat de louthrengschen Autoritéiten zesummeschaffen, fir dës favorabel Atoute mat anzubeziehen.

Do, wou d'Abannung net esou gutt ass, ech denken hei u Réme-leng an un de Keeldall, wou all Dag ëmmerhin 8.000 Leit eriwuerkommen, muss d'Infrastruktur verbessert an Opfangparkingen op der franséischer Säit geschafe ginn. An dësem Kontext stellt sech d'Fro, wéi et ëm den Dialog an d'Zesummenaarbecht mat der SNCF bestallt ass an awéieren déi concernéiert Autoritéite mat an d'Beméiunge un engem Konzept fir den Trafic am Süde vu Lëtzebuerg, virun allem um Niveau vum öffentlichen Transport, agebonne ginn. Ech hat et virun scho gesot: Mir brauche virun allem e globalt Konzept, wat sech engersäits der steigender Unzuel vun der Main-d'oeuvre an anerersäits enger ëmmer méi grousser Populatioun am Süden unhëlt.

Mat Bléck op d'Frichen am Süde muss d'Offer vum öffentlichen Transport esou agencéiert ginn, dass sech d'Industriebroochen dran integréieren an d'Infrastruktur de Leit gerecht gëtt, déi sech dagdeeglech ëm d'Friché beweegen wäerten. D'Eisebunn spillt eng Haaptroll an dësem Szenario. De Strategiepabeier „mobilitéit.lu“ gesäit an de kommende Jore bis 2020 Investissementer am Beräich vun den Eisebunnsinfrastrukture vu bal dräi Milliarden Euro vir, wou vun e Groussteil an de Réseau am Süde vun eise Land fléissen. „mobilitéit.lu“ ass deen éischten Deel vun engem Konzept bestoend aus véier Deeler, dat sech zu engem spéideren Zäitpunkt mam Buswiesen, de Stroosseninfrastrukturen an déi allgemeng Organisatioun vum Personentransport ausernesetze wäert.

Aus den Ausféierunge vum Strategiepabeier geet ervir, dass sech verschidde Modulen op den Ausbau vun den Eisebunnsinfrastrukturen am Süde bezéien. D'Linn Péiteng/Lëtzebuerg gëtt zweegleiseg ausgebaut. Et gëtt des Weideren um Dédoublement vun der Eisebunnstrasse tëschent Esch a Lëtzebuerg geschafft. Parallell dozou leeft en Avant-projet sommaire, fir déi nei Infrastrukturen an den Industriebroochen an d'Gare

vun Esch op direktem Wee mat der Haaptstad a weider mam Kierchbierg an dem Findel ze verbannen.

Et gëtt eng direkt Eisebunnstrasse tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg gebaut, déi laanscht d'Autobunn verlafte wäert. Et ass e Plus u Rapiditéit, deen duerch d'Verbinding tëschent deenen zwou gréisste Stied vun eise Land realiséiert gëtt. Un dës Linn kënnen dann och zu engem spéideren Zäitpunkt d'Industriezon Leideleng a Cloche d'or ugebonne ginn.

Wat elo de Raccordement vun den Industriebroochen mat dem Eisebunnsnetz ugeet, esou huet den Transportminister sech op eng gemeinsame Pressekonferenz mat der Bauten- an Héichschoulministesch a mam Innenminister verschidde Virgabe ginn, fir en integréiert Verkéierskonzept an den Industriebroochen auszeschaffen.

Ervirzehiewe sinn an dësem Kontext déi Pläng, fir zwou Park & Ride-Plazen ze schafen, déi direkt an d'Eisebunn erugebaut ginn. Heimadder kënnen mer eng wesentlech Entlaaschtung vum Verkéier am Süden errechen, bis zu enger gesteigerter Auslaaschtung vum öffentlichen Transport.

Wichtig ass awer an deem Kontext, dass Emplacementer fir de Bau vu Park & Ride Parkinge fonnt ginn, déi engersäits no beim öffentlichen Transport leien, an anerersäits d'Liewensqualitéit vum Bierger duerch ze vill Autoen net belaauchten. Meng Fro ass duerfir, ob et scho Sité gëtt, déi potenziell als Park & Ride-Parkingen a Fro kéimen, an awéiwäit déi franséisch Grenzlokalitéite mat u Projekte fir dës Parkinge bedeelegt sinn?

Ech wëll awer an dësem Kontext nach e puer Wuert iwwer dat grousst Rockévenement verléieren, wat mer am Summer am Kader vu 50 Joer CECA haten. Wa mer et fäerdeg bréngen, fir dës Concert den öffentlichen Transport mam Zuch op Esch esou optimal ze organiséieren a mat de Busse vum TICE esou ofzestëmen, datt d'Spectateuren ouni Problemer op de Site kommen, wéi mer dat gemaach hunn am Kader vu Steelworx, da muss et méiglech sinn, déi positiv Erfahrungen, fir e globalt Verkéierskonzept mat ze berücksichtigen. Mir hunn et deen Dag ouni Weideres fäerdeg bruecht, eng Rei Parkingen ze organiséieren, wou e puer dausend Autoen ofgestallt konnte ginn. Bleift ofzewarten, wat fir Léiere mir aus dësem Dag zéie kënnen, well wann ee feststellt, dass d'Organisatioun vum Transport fir dësen Dag gutt geklappt huet, da kann dat villversprechend si fir de gesamten öffentlichen Transport an eise Land.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit wëllen an éischter Stell wëssen, op wat fir Chantieren et virugeet, wou a wéi et an de kommende Joren zu substantziellen an tangibele Verbesserungen an Entlaaschtungen am Verkéier kënt. Et ass gewosst, dass de verkeerstechnische Chaos mat dësem Konzept nach net geléist ass. Stau a Blechlamine wäerten nach eng Zäit eis Stroossen beglécken. Den öffentlichen Transport muss nach vill un Attraktivitéit gewinnen, fir datt sech e Mentalitéitswandel vollzéie kann. Et ass awer e vernünftigen Usaz an e gangbare Wee fir d'Zukunft. Wesentlech zu dësem Zäitpunkt ass, datt de Minister eng Lanz fir den Ausbau vun der Eisebunn, an domadder fir den öffentlichen Transport gebrach huet, deen de Verkéier an de Südgemengen entlaascht. D'Gemeng Suessem, esou wéi eng ganz Rei vun anere Gemengen am Süden dierfen a wäerte sech deem net widderleeën.

An dësem Kontext huet de Mouvement écologique schonn eng ganz Rei vun Drénglechkeets-

moosnamen initiéiert, déi elo geholl ginn, fir den öffentliche Transport besser ze valoriséieren. Dës bezéie sech un éischter Stell op d'Aféierung vu grenziwwerschreidenden Ticketen an Abonnemeter, Marketings- an Informationscampagnen, fir den öffentlichen Transport oder d'Erhéijung vun der Taktfrequenz vum TICE op 15 Minuten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zommen, déi am Transportbudget 2003 niddergeschriwwen sinn, erméiglechen d'Ëmsetzung vun de Projete vu „mobilitéit.lu“, an deemno déi konsequent Ëmsetzung vum 1999er Koalitionsaccord. Esou verzeechne beispillsweis d'Investissementer fir den Exercice 2003, déi sech op de Schinnenträffic bezéien, eng substanzial Erhéijung par rapport zu 2002. An deem Kontext hoffen ech, datt de Projet de loi 4942, deen d'1995er Gesetz iwwert d'Gestioun vum Schinnennetz ofännert, geschwénn evaküiert gëtt. Et ass dëst e Projet, deen den aktualiséierten Devisé vun de wichtegste Projeten um existéierende Schinnennetz Rechnung dréit. Dëst ass noutwenneg, fir duerno déi legislativ Prozeduren an d'Weeër ze leeden, déi fir d'Ëmsetzung vun de Projeten am Kader vu „mobilitéit.lu“ erfuerderlech sinn.

Doriwwer eraus ass eng Provisioun fir Etüde virgesi fir de Raccordement vum Kierchberg via Findel an de Sennengerberg, a fir déi integral Realisation vun enger zweeter Linn Péiteng/Lëtzebuerg. De Budget gesäit doriwwer eraus Zomme vir fir Etüden iwwert d'Verbindunge Lëtzebuerg/Beetebuerg a Lëtzebuerg/Esch-Uelzecht, esou wéi fir de Réaménagement vum Réseau am Minett. Et ass dëst eng Progressioun vun 290% par rapport zum Budget 2002. De Fonds du rail eleng gëtt am Exercice fir 2003 mat enger Dotatioun vun 140 Milliounen Euro beduecht, mat enger Progressioun vu 25%. Wat d'Dépense vum Fong ubelaangt, esou belafen déi sech fir den Exercice 2003 op ronn 235,8 Milliounen Euro, wat eng Erhéijung vun 22,6% par rapport zum Virjoer duerstelt.

En anere wichtige Volet, dee belicht gi muss, betrëfft de Raccordement un dat international Schinnennetz. Dorënner fale beispillsweis d'Elektrifikatioun vun der Linn Lëtzebuerg-Léck an den TGV-Est, wou d'Regierung gemäß dem Ofkommen vum 28. Januar 2002 seng éischt Kontributioun leeschte muss. Och sief nach eng Kéier ënnerstrach, dass dëst Ëmsetzung vu Punkten aus dem Koalitionsaccord sinn. D'Ubanung vun eisem Netz un den internationale Schinneréseau ass e wichtige Faktor fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, unhand vun dësen Zuele gëtt ersiichtlech, datt d'Regierung eng volontaristesch Politik am Interesse vum öffentlichen Transport ageschloen huet. Vun deem Wee dierf se net ofgoen. Et ass eng Politik, déi och an dese méi schwierigen Zäiten déi voll Ënnerstützung vun der CSV-Fraktioun huet. Et geet hei ëm e Stéck Zukunftsfäegkeet, ëm e plus vu Liebensqualitéit fir de Bierger an ëm eng gesteigert Kompetitivitéit fir eis Land. Ech soe merci fir d'Opmierksamkeet.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo nach d'Madame Ferny Nicklaus. Pardon, den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, ech wollt drop opmierksam maachen, datt mer eis eng Zäit ginn am Reglement, fir zu deem Budget ze schwätzen, an datt d'CSV hir Zäit elo ëm eefel Minuten iwwerschratt huet.

Mir waren domat averstanen, datt den Här Sunnen seng Ried faerdeg hale konnt, esou wéi se programméiert war, mä mir sinn net domat averstanen, fir datt elo d'CSV nach soll zousätzlech Zäit kréien. Ech wëll drun erënneren, datt d'lescht Joer bei de Budgetsdebatten mir als Fraktioun zum Schluss keng Zäit méi haten, mä datt d'CSV nach Zäit hat, an datt den Här Weiler d'lescht Joer du vun där Zäit profitéiert huet, fir iwwer eis Partei a mech perséinlech hierzefalen. Mir hu keng Zäit méi kritt, fir drop ze äntwerten, och keng Zäit vun de Motiouen. Et ass gesot ginn: „D'Zäit ass ofgela. Dir kritt keng Zäit, fir doriwwer ze diskutéieren.“ Duerfir musst Der verstoen, datt mir zu deem Zäitpunkt elo och net kënnen domat averstane sinn,...

(Interruption)

...datt d'CSV nach soll méi Zäit kréien, vu dass se elo schonn ëm zéng Minuten hir Zäit iwwerschratt huet.

Mir sinn op jidde Fall net domat averstanen, datt eist Reglement soll violéiert ginn. Ech mengen, mir hunn eis dës Kéier versicht anzerichten, fir datt mer mat eiser Zäit erauskommen. D'CSV muss sech och intern esou organiséieren wéi déi aner Fraktiounen, fir dass se mat hirer Zäit auskënn. Wéi gesot, mir sinn net domat averstanen.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Elo wier ech scho faerdeg, Här Gibéryen.

(Hilarité)

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat huet näischt mat lech ze dinn, Madame Nicklaus, dat ass eng Saach vum Prinzip.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Ech wier scho faerdeg.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir sinn net domat averstanen, datt déi Zäit iwwerschratt gëtt.

■ Une voix.- Ech, an Ärer Plaz, géif bei de Motiouen schwätzen.

■ M. le Président.- Den Här Weiler freet d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech sinn net d'accord mat deem, wat den Här Gibéryen hei gesot huet,...

(Brouhaha général)

...well hien d'Tatsachen, esou wéi se sech d'lescht Joer hei ofgespillt hunn, net richteg erëm ginn huet.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dach, dach.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech hunn nämlech extra - well ech mer geduecht hunn, datt dat dote kéim, oder et war mer signaléiert ginn, datt dat géif kommen - de Chambersbericht vum leschte Joer nogekuckt: Et war d'lescht Joer keng Demande do vum ADR, fir am Kader...

(Interruption)

Jo, mer kënnen de Rapport no kucken. Dir hutt fräiwëlleg d'lescht Joer...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, mir hunn net fräiwëlleg. Neen, neen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...am Kader vun den Amendementen...

■ Une voix.- A wouhier!

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, neen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, à moins, datt den Här Gibéryen mer weist, wou dat steet, dass hien déi Demande gemaach huet, well et war keng Demande do. Ech hunn et virdrun am Rapport nogekuckt. Et ass keng

vum ADR do gewiescht, à moins datt den Här Gibéryen eis esou eng weist, sinn ech net domat d'accord.

Här President, mir waren eis nach ëmmer hei eens, dat hu mer déi lescht Joren ëmmer esou gemaach, datt wann eng Fraktioun gären hir Zäit vun de Motiouen eriwwerhëllt...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, dat ass net gaangen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...an den Débat général, da ware mir domadder d'accord.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, neen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech denken och, datt dat kee Problem hei ass. Deementsprechend hu mir nach genuch Zäit, fir dass d'Mme Nicklaus hei kann d'Wuert ergreifen.

■ M. le Président.- Jo, Här Gibéryen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, mir sinn net domat d'accord. Dann hätte mer gären, datt d'Chamber e Vote soll doriwwer huelen, an zwar e Vote électronique.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Dat geet net, Här Gibéryen, et sinn nëmmen nach 27 Deputéierten hei.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat ass eis egal. Mir froen e Vote, wéi en am Reglement steet.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech géif lech bieden d'Chamber ze consultéieren, ob se domat d'accord ass, datt d'Zäit vun de Motiouen eriwwergeholl gëtt.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, awer iwwer e Vote. Mir hätte gären e Vote, Här President.

■ M. le Président.- D'accord, mir huelen e Vote. Erlaabt mer awer ze soen, datt mer an der Vergaangenheet ni esou klenglech waren.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mat eis waart Dir d'lescht Joer awer esou klenglech.

■ M. le Président.- Loosst mech emol ausschwätzen, Här Gibéryen!

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Entschëllegt, Här President.

■ M. le Président.- Et geet jo hei net drëm, datt eng Faveur gemaach gëtt. Dir kritt déi 35 Minuten, déi all Fraktioun zegutt huet. Och eng kleng Fraktioun huet 35 Minute zegutt, déi se huele kann, fir en Exposé ze halen. Et sinn zwee Kolleegen, déi hir Zäit iwwerschratt hunn. Ech ginn dat zou. Wa sech jiddereen u seng Zäit gehalen hätt, wéi et virgesi war, da wär et null vun null opgaangen.

Mir hunn awer bis elo nach ni mam Chronometer ofgestoppt. Mir waren ëmmer tolerant, bal bei deem engen, bal bei deem aneren. Mä ech loossen dann elo d'Chamber doriwwer ofstëmme, ob se domat d'accord ass, datt d'Mme Nicklaus nach hir Ried kann halen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir froen e Vote électronique.

■ M. le Président.- Ass dat wierklech esou wichtig, fir e Vote électronique ze maachen?

Vote

Wien derfir ass, stëmmt mat Jo.

Wien dergéint ass, dee stëmmt mat Neen oder enthält sech.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Fir wat, Här President?

■ M. le Président.- Datt d'Mme Nicklaus nach hir Ried kann halen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mä, Här President, mir mussen awer elo wesse wéi mer ofstëmme. Mir sinn hei Demandeur, fir e Vote ze kréien. Eis Demande ass, fir datt mer eis un eist Reglement halen, an datt keng Zäit vun de Motioune ka bei den Débat integréiert ginn.

■ M. le Président.- Dee Vote hei leeft dach.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Et geet drëm, fir dass keng Confusion beim Ofstëmme kënn.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat muss een awer wëssen, fir dass ee weess ob ee mat Jo oder Nee stëmmt.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Et muss ee wesse wéi d'Fro gestallt ass.

■ M. le Président.- D'Fro ass, ob een d'accord domat ass, datt d'Mme Nicklaus nach hiren Exposé hält oder net. Dat ass d'Fro, déi sech elo gestallt huet.

Wann d'Reglement soll geännert ginn, mengen ech ass jo eng Reglementskommissioun amgaangen um Reglement ze schaffen; da soll dat do gemaach ginn. Mä loosse mer awer net elo hei zum Schluss vun eiser Debatt, déi awer eenegermoossen ordentlech verlaf ass, eng Statsaffär draus maachen, wann elo nach eng Damm, déi och nach d'Wuert mat Zäite gefrot hat, hir Ried hale wëllt. Si kann net duerfir, dass d'Zäit schonn opgebraucht ass. Et sinn zwee Riedner vun der CSV, déi hir Zäit iwwerschratt hunn an duerfir ass et mat der Zäit net opgaangen.

Mir waren an der Vergaangenheet ëmmer ganz tolerant an hunn nach bei alle Parteien en An zougredéck. Ech gesinn duerfir net an, firwat een d'Mme Nicklaus elo net soll schwätze loosse.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir sinn d'lescht Joer esou behandelt ginn hei, Här President.

■ M. le Président.- Si mer dann domat d'accord, dass d'Madame Nicklaus nach schwätzt?

■ Des voix.- Jo.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Wéi ass de Vote, Här President?

■ M. le Président.- 16 sinn der derfir; et gëtt 5 Abstentiounen a 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Jean Spautz, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Emile Calmes, Gusty Graas et Mme Maggy Nagel;

Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat ass keng Majoritéit, Här President. Da stellen ech fest, datt mer de Quorum net méi hunn, fir ofzestëmme.

■ M. le Président.- Hei gëtt net iwwer e Gesetz ofgestëmmt

oder iwwer eng Motiouen, dat hei ass eng Verfahrensfo.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, Här President, den Artikel 38 seet, dass wa kee Quorum ass bei engem Vote, da gëtt de Vote ëm eng Stonn reportéiert oder op eng nächst Sitzung verluecht. Dat ass eist Reglement.

■ M. le Président.- Madame Nicklaus, et deet mer Leed, dass ausgerechent Dir elo net zu Wuert komme sollt.

(Interruptions)

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Dir kënn jo bei de Motiouen nach schwätzen, Madame Nicklaus.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Si ka jo bei der Motiouen schwätzen.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Neen.

■ M. le Président.- Neen, Dir kritt dann d'Wuert fir...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, Här President, dat geet net! Mir hunn hei e Vote geholl, wou kee Quorum ass. Da muss d'Chamber ophalen. Dat steet esou an eisem Reglement.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Här Gibéryen, erlaabt Dir mer vläicht als Fra...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat huet näischt mat enger Fra ze dinn, Madame Nicklaus.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- ...just ee Wuert ze soen? Dir hutt dee ganze Mëtteg de Mond opstoen. Lauschtert emol!

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, mir hunn elo e Vote geholl an hu festgestallt, dass kee Quorum hei ass. Da musse mer eist Reglement applizéieren.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Ech wollt hei iwwer Egalité des chances schwätzen. Ech gesinn, si existéiert heibanen op jidde Fall net.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, dat huet näischt domat ze dinn.

(Hilarité)

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Dach, dat huet just domat ze dinn.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Da beklot lech bei Ärer Fraktioun, déi lech hannen un de Wupp gesat huet.

(Interruptions diverses)

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Si kann net méi tagen.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Ech wollt just soen...

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Den Här Weiler hätt lech solle méi wäit no vir setzen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Madame Nicklaus, ech kann lech soen, d'Egalité des chances gëtt et bei der CSV effektiv net, well déi männlech Kolleegen hunn Är Zäit mat opgebraucht.

(Brouhaha général)

■ Une voix.- Et ass net eis Schold.

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Dir hätt sollen op de President lauschteren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mir hunn näischt dergéint, dass Dir schwätzt.

M. le Président.- Den Här Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, fir datt opgrond vun der Demande vum ADR dës Sitzung elo hei net an der Lächerlechkeet ennergeet, géif ech lech proposéieren, Här President, dass d'Madame Nicklaus en Dënschden als Éischt bei de Motioune d'Wuert kritt, fir hir Ried virzedroen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Domat hu mir kee Problem.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech wäert de Procès-verbal no-kucken, fir dat ze vérifiieren, wat den Här Gibéryen hei invoquéiert huet, fir seng Demande ze maachen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Très bien.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech hunn et schon nogekuckt an et ass net richtig esou wéi hien et presentéiert huet. Ech wäert en Dënschden als Alleréischten d'Wuert hei froen, fir dozou Stellung ze huelen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo.

M. le Président.- Mir maachen dat dann esou. Den Här Ady Jung huet nach d'Wuert gefrot fir e Fait personnel.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Elo hu mir Dir dach en décken Déngscht gelescht.

M. le Président.- Här Jung, schwätzt wann ech gliff.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Den Här Jung huet jiddefalls keng roueg Hand.

M. Ady Jung (CSV).- Här President, op eng Klorstellung vun haut de Moie vu mir hin, dass zu där Zäit, wou den Här Bodry Arméiminister war, scho Rieds war, fir dass am Kader vum Lëtzebuerger Verdeedegungsbeitrag zur NATO eist Land sech soll fir d'Uschafung vun engem Transportflieger engagéieren a bei der Uschafung vun engem Transport-schëff eng Bedeelegung vu 25 Prozent soll iwwerhuelen, war den Här Bodry förmlech aus der Rumm gefall. Dës Projeten, enner belsch-Lëtzebuerger Regierungsverantwortung, goufen, mengen Informatiounen no, an de Joren 1997 an 1998 souwuel strategesch wéi technesch awer och finanziell behandelt, fir dann uganks 2001 vum Arméiminister Charel Goerens mam Accord vun der Lëtzebuerger Regierung finaliséiert ze ginn.

Et wier iwwregens net unzehuelen, dass de Minister Goerens esou

komplex a käschtespilleg Projete vun 146 Milliounen Euro, an ale Lëtzebuerger Frange vu 5.840 Milliounen, e puer Méint no sengem Untrëtt hätt kënnen ofschléissen, wann net enner sengem Virgänger Bodry Viraarbecht gelescht gi wier.

Meng Informatiounen krut ech perséinlech vum belschen Divisiounsadmiral a Chef vum Etat-major vun der belscher Marine Verhulst bei Geleeeënheet vun enger Visite vum Benelux-Parlament vun der Amiral-Benelux-Flott, den 11. Mee 2001 zu Den Helder an Zeebrugge. Bei dëser Geleeeënheet an an dësem Kontext gouf déi excellent Zesummenaarbecht mat de Lëtzebuerger Arméiautoritéite ganz positiv ervirgestrach.

Une voix.- Très bien.

M. Ady Jung (CSV).- Aus dem Benelux-Rapport wëll ech nëmmen een Abschnitt zitieren: „En réponse aux questions l'amiral a donné quelques précisions sur la construction du bateau de transport belgo-luxembourgeois. Un accord de coopération militaire a été signé entre la Belgique et le Luxembourg. La construction de ce bateau de transport stratégique est un des points du programme prévu dans l'Accord. Ce bateau de transport sert à l'acheminement de moyens de transport et au soutien des opérations en cours à l'aide notamment d'un équipement de commandement et d'une antenne médicale. Trois hélicoptères peuvent atterrir simultanément sur ce bateau. Ce bateau de transport permettra également d'effectuer une opération indépendamment de l'infrastructure sur terre. Il permet de combler une importante lacune, tant au sein de l'OTAN que sur le plan européen.“

Den Här Bodry huet mech a senger Verzweiflung, well ech hie bei senger Onwourecht ertappt hat, als Ligener betitelt, eng Ausso, déi ech mer nëmme vun engem gebilte Mensch erkläre kann, wann hien net an der Lag ass eng éierlech Äntwert ze ginn.

Un d'Adress vum Här Bodry kann ech nëmme soen: Wann hie wierklech net iwwert déi ugesprache Virgänger während senger Mandatszäit als Arméiminister am Bild war, da war hie senger Aufgab als Minister ganz einfach net gewuess. Merci.

M. le Président.- Den Här Di Bartolomeo hat nach d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Hien hat sech éineschters aschreiwé gelooss. Ech muss dat awer soen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wéi wäit sidd Dir mat Ärer Zäit?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nach 31 Sekonnen.

M. le Président.- Si hunn nach eng hallef Minutt.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Entschëllegt, 31 Sekonnen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll net am Numm vu mengem Kollege Alex Bodry op déi Affär „Schëff a Flioger“ agoen. Ech ginn dovunner aus, dass den Här Ady Jung déi soi-disant Beweiser op den Dësch vun der Chamber wäert leeën, an dass déi aner Woch den Alex Bodry selwer dozou Stellung bezéie kann. Ech erwaarden dann och, dass den Här Ady Jung eis seng Source gëtt,...

Une voix.- Dat huet hien dach gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ...ausser deenen, déi hien elo hei op den Dësch geluecht huet, a wou den Datum mir jiddefalls näischt seet.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wär normalerweis net op dës Tribün komm, well ech mer erwaart hat, dass eis liberal Kollege géife Stellung bezéien zu enger vun deene wuel déif gräifendsten Ännerungen an eiser Budget- a Finanzpolitik, déi eise Statsminister ugekënnegt huet. Eise Statsminister huet net méi an net manner gesot, wéi dass ee vun den Hauptprojeten, mat deenen d'DP ugetrueden ass an hirer Regierungsaktivitéit, mat där de Statssekretär Schaack ugetrueden ass a mat där d'Ministerin Lydie Polfer ugetrueden ass, begreewe géif ginn.

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, dat do ass awer kee Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ah, et ass kee Fait personnel! Ech hunn ni gesot, dass ech e Fait personnel...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech hunn dat awer esou verstanen. Da bréngt dat en Dënschde vir bei de Motiounsdebatten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, ech hat gefrot, fir déi 31 Sekonnen ze kréien als Normalriedebäilag. Ech wëll net aneschters behandelt gi wéi d'Kollege vun der CSV.

(Interruptions)

M. le Président.- Da bréngt Är 31 Sekonnen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat wollt ech just maachen an ech kommen direkt zu menger Konklusioun, well ech eigentlech just eng Fro un de Stats-

sekretär wollt stellen. Ass et richtig, Här Statssekretär, dass déi global Gehälterrevisioun an der Fonction publique begruewen ass? Oder ass et net richtig? Firwat ass se begruewen? Merci villmools.

M. Robert Mehlen (ADR).- Erkläert eis emol fir d'éischt, wat eng global Gehälterrevisioun ass.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et deet mer wierklech net Leed, dass ech komm sinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Eis och net.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Et ass also net émsoss, wou ech hei sinn, Här President. Den Här Di Bartolomeo huet d'Fro opgeworf vun der Gehälterrevisioun am öffentliche Déngscht.

Ech wëll him dorop äntwerten - an ech mengen, hien ass dee Leschten, dee mer do widderspricht: Ech hat an ech hunn och nach haut kee gestéiert Verhältnis zu enger Gehälterrevisioun am öffentliche Déngscht. Ech ka mech awer erënneren aus der Vergaangenheet, a mir zwee sinn eis jo während all deene Jore relativ oft begéint, datt ech bei där leschter Gehälterrevisioun, déi am Joer 1986 war, nach zu deene Leit gehéiert hunn, déi bei déi politesch Partei gepilgert sinn. Enner anerem sinn ech bei d'sozialistesch Aarbechterpartei komm. Ech muss soen, dass ech ganz wéineg Gehéier fonnt hu bei der sozialistesch Aarbechterpartei. Par conter muss ech beluewendend ervirhiewen,...

(Hilarité)

...dass déi gutt Relatiounen, déi mer zu deem Zäitpunkt mat der CSV haten an en engagéierte Minister vun der...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dofir huet de Statsminister Är Gehälterreform elo ofgeschaaft.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- ...Fonction publique deemools et contre vents et marées duerchgesat huet, fir eng Gehälterrevisioun ze maachen, well vun Ärer Sait - et deet mer Leed, fir et ze soen, mä Dir hutt lech dat reng provokativ haut den Owend erwaart -,...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech hu gefrot, ob se ofgeschoss ass oder net.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction

publique et à la Réforme administrative.- ..., dat kann ech lech just soen, hate mir nach ni eppes zegutt.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Wien ass mir?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wie mengt Dir mat mir?

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Mir, dat ass d'Fonction publique.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir sidd d'Fonction publique?

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- D'Fonction publique hat nach ni eppes vun lech zegutt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir sidd also d'Fonction publique!

Une voix.- D'CGFP...

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Hei huet net d'CGFP geschwat.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President, hei huet e fréiere Gewerkschaffler vun der CGFP erzielt wéi et sengerzäit war. A wann de Statsminister hei deklariert, dass keng Gehälterrevisioun an dëser Legislaturperiod gemaach gëtt, dann ass dat eng Décisioun vun der Regierung, point - à la ligne.

Méi hunn ech dozou net ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat heescht et ass och Är Décisioun.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Et ass eng Décisioun vun der Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Et ass och Är Décisioun.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Gutt.

M. le Président.- Dir Damen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Moien um zéng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.08 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

- 5008 - Projet de loi portant approbation de la „Vereinbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger“, signée à Berlin, le 21 mars 2000
- 5009 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant;
 - du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant, signés à Belgrade, le 19 juillet 2002
- 5010 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier;
 - du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002
- 5011 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 10.01 heures)

■ M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour komme mer zu der Diskussioun vun de Projets de loi 5008, 5009, 5010 a 5011, véier verschiddenen Accords de réadmission, déi an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn geschriwwen: d'Madame Err, d'Madame Durdu, den Här Henckes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene véier Projeten, den honorablen Här Laurent Mosar.

5008 - Projet de loi

portant approbation de la „Vereinbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger“, signée à Berlin, le 21 mars 2000

5009 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur

le territoire de l'autre Etat contractant;

- du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant,

signés à Belgrade, le 19 juillet 2002

5010 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier,

signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002

5011 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002

Rapport de la Commission juridique

■ M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Réckféierung vu Leit, déi sech illegal an engem Land befannen, stellt sech als grouse Problem duer um Niveau vun der Europäescher Unioun. Och d'Benelux-Staten gesi sech mat enger ëmmer méi grousser Zuel vu Leit konfrontéiert, déi sech illegal op hirem Territoire befénnt. Fir all déi praktesch Problemer ze léisen, déi sech am Kontext vun der Réckféierung vun esou Leit erginn, ass et onbedéngt noutwenneg, datt d'Kooperatioun zwëschen de Benelux-Staten an deenen Drëttlänner, aus deenen dës Leit kommen, verbessert gëtt.

Am Sënn vun enger méi grousser Kooperatioun hunn d'Benelux-Staten eng Rei vu sou genannten Accords de réadmission ënnerschriwwen. Hei geet et op där enger Säit drëm, déi Konditiounen a Modalitéite festzeleeën ënnert deenen dës Drëttlänner erëm müssen hir Statsbierger zrëckhuelen, déi sech illegal an engem vun de Benelux-State befannen, op där anerer Säit awer och d'Transitmodalitéite festzeleeën mat deene Länner, wou dës Leit müssen duerchreesen, well se jo net alleguer iwwer de Flugwee kënnen zrëckbruecht ginn.

Här President, d'Commission juridique war der Meenung, et sollt een iwwert dës Accorden just ee schrëftlechen a mëndleche Rapport maachen. Dëst, well déi Accorden alleguerten a grouse Linnen déiselwecht Konditiounen a Modalitéite festschreiwen. Doderch hätt et wéineg Sënn gemaach, fir iwwer all eenzelnen Accord e separate Rapport ze verfaassen. Virop wëilt ech awer op eng kleng Kuriositéit hiweisen, déi ech am Exposé des motifs vum Projet nogelies hunn.

Hei gëtt gesot, datt d'Regierung am Interesse vun enger méiglechst grousser Rechtssécherheet, awer och Transparenz, déi verschiddenen Accords de réadmission wëllt der Chamber zwecks Approbatioun ënnerbreeden. Och, wann d'Intention vun der Regierung, fir méi Transparenz an deem sem Domaine ze schafen, sécherlech begrëssenswäert ass, sinn ech dach der Meenung, dass all international Accorde müssen der Chamber fir Approbatioun virgeluegt ginn. Et schéngt mer evident ze sinn, datt mer eis hei net an enger aussergewéinlecher, mä an där ganz normaler Prozedur befannen, déi virgesäit, datt esou Accorde musse vum Parlament ratifizéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt de Kontext ze situieren, an deem mer eis hei befannen. Fir et vläicht jiddferengem heibanne méi verständlech ze maachen, wëll ech u sech nach eng Kéier déi véier Haaptkategorie vu Leit oplëschen, déi vun deenen Accorde kënnen concernéiert sinn. Fir d'éischt all

déi Leit, déi fräiwëlleg wëllen an hir Ursprongslänner zrëckgoen, an déi och am Besëtz vu gëltegen Ausweispabeiere sinn, dann déiselwecht Kategorie vu Leit, déi keng Pabeieren hunn. Eng drëtt Kategorie vu Leit, déi net wëlle fräiwëlleg zrëckgoen, awer gültig Pabeieren hunn. Déi véiert Kategorie, déi, déi net wëllen zrëckgoen a keng gültig Ausweispabeieren hunn.

Wat déi éischt Kategorie vu Leit ubetrëfft, esou stellt se absolut kee Problem duer. All déi Leit kënnen an hir Heemechtslänner zrëckgoen. Dëst ouni, datt do iergendwéi muss eng Autorisatioun gefrot gi bei den Autoritéite vun hirem Heemechtsland an, ouni datt iergendwéi en Accord de réadmission besteet, respektiv ratifizéiert ginn ass. Wat awer all déi aner Kategorien ubetrëfft, esou spillen hei déi verschiddenen Accords de réadmission. Ech wëll allerdéngs nach eng Kéier ënnerschriwen, datt och ouni Accord de réadmission Leit kënnen an hir Heemechtsländer zrëckgeschéckt ginn, fräiwëlleg, begleet oder net. An deem Fall muss allerdéngs den Accord vun den Autoritéite vun hirem Ursprongsländer virleien. Dat Ursprongsländer muss och déi Ausweispabeieren ausstellen, déi et hinnen erlaben op legalem Wee an hir Heemecht zrëckzuegoen.

Et ass also net esou, wéi dat oft a verschiddene Kreesser colportéiert gëtt, datt eng Persoun, déi sech illegal an eise Land ophält, net an hirt Heemechtsland kann zrëckgeschéckt ginn ier déi Accords de réadmission vun deene verschiddene Parlamentar ratifizéiert gi sinn.

Här President, wat ass elo den Intérêt vun deene verschiddenen Accorden? Wéi ech scho virdu gesot hunn, müssen elo d'lëtzebuerger Autoritéite mat deene vum Drëttland en Accord négociieren iwwert d'Réckféierung vun deene Persounen, déi sech illegal hei ophalen. Zweetens muss d'Autoritéit vun deem Ursprongsländer säin Accord iwwert de Prinzip, mä awer och iwwert d'Modalitéite vun der Réadmissioun vun der concernéierter Persoun op säin Territoire ginn. Sinn dës Konditiounen net erfëllt, ka keent vun de Benelux-Länner eng Réckféierung maachen. Mat den Accords de réadmission gëtt d'Situatioun elo eng aner, well dës Accorden net nëmme déi Réckféierungsprozedur vereinfachen, mä och a ganz besonnesch, d'Rechtssécherheet verstärken. Et ass nämlech esou, datt d'Obligatioun, fir Leit zrëckzuehuelen, d'Konditiounen, d'Modalitéiten, an d'Délaie vun där Réadmissioun elo genaustens an deenen Accorde beschriwwen ginn. Doderch datt dës Konditiounen bekannt sinn, besteet also an Zukunft eng zolidd Rechtssécherheet vis-à-vis vun Drëttlänner.

Wat sinn elo déi wesentlechste Punkten, déi vun deene verschiddenen Accorde festgeluecht ginn?

Fir d'éischt gëtt nach eng Kéier den allgemenge Prinzip widderholl, laut deem all Stat muss op sengem Territoire seng Statsbierger zrëckhuelen, déi sech illegal um Territoire vun engem vun deene State befannen, déi deenen Accord ratifizéiert hunn.

Zweetens ginn an deenen Accorden d'Konditiounen, d'Modalitéiten an d'Délaie festgeschriwwen, dëst, fir d'Ausstelle vu Reesdokumenten ze erméiglechen an natierlech och am Kontext vun der Réckféierung vun deene concernéierte Persounen.

Drëttens gesinn d'Accorden awer och Dispositiounen vir, fir all déi Leit, déi, obscho se net d'Nationalitéit vun engem vun deenen Drëttstaaten hunn, awer Opendaltsgenehmigungen oder gültig Visaen hunn, respektiv mindestens sechs

Méint an deem Land gelieft hunn, ier d'Demande de réadmission gemaach ginn ass, an déi sech illegal an engem anere Land befannen.

Véiertens gi genau Regele festgeluecht, wat den Transit vun all deene Persounen ubelaangt, déi an hir Ursprongsländer zrëckginn.

Et ass dann och esou - an dëst wëll ech hei nach eng Kéier betounen -, dass déi Konditiounen a Regelen, déi hei opgestallt ginn, alle Bierger vun engem vun deene Länner, déi deenen Accorde bättrieden, d'Konditiounen fir d'Heemgoe wesentlech vereinfachen. Dëst spillt souwuel fir déi Leit, déi fräiwëlleg zrëckginn, an zum Beispill keng valabel Ausweispabeiere hunn, wéi fir déi, déi a sech iwwer e Retour forcé zrëckgefëiert ginn. Dës Accorde schéngen mer och wesentlech ze sinn, wann ee weess, wéi problematesch et ass, besonnesch fir Bierger aus Jugoslawien, sech Ausweispabeieren ze beschafen, dëst an akzeptablen Délaie an zu Konditiounen, déi besonnesch, wat d'Taxen, déi se bezuele müssen, fir vill Leit schwéier erdrobar sinn.

Ech wëllt dann nach eng Kéier de Wonsch vun der Commission juridique an Erënnerung ruffen un d'Adress vun der Madame Ausseminister, fir bei de jugoslaweschen Autoritéiten ze intervenieren, datt d'Ausstelle vu Päss fir dës Leit ënner akzeptable Konditiounen ka geschéien. Déi Leit kënnen finanziell net esou belaascht ginn, datt et fir si onméiglech gëtt, sech iwwerhaupt e Pass ze besuergeren.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass déi Accorden erëischt a Kraaft treden, wa se vun alle Länner ratifizéiert gi sinn, déi se ënnerschriwwen hunn. Dir fannt a mengem schrëftleche Rapport eng genau Oplëschtung vun deene verschiddene Ratifikatiounsprozeduren an deenen eenzele Länner, sou datt ech am Detail hei net brauch dorobber anzegoen.

E lescht Wuert, wat den Transitaccord ubetrëfft: Hei geet et einfach nëmme drëm, de Retour volontaire vu Persounen jugoslaweschen Ursprongs an hirt Land ze vereinfachen an deem Fall, wou se keng gültig Reesdokumenten hunn. Elo kënnen se iwwert de Wee vun engem europäesche Laissez-passer duerch déi verschiddene Pays signataires transitieren. Betoune wëllt ech nach hei, datt deenen Transit souwuel mam Auto, mam Zuch oder mam Autocar kann duerchgefouert ginn.

Als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier hei festhalen, dass dës Accorden net nëmme den Autoritéite vun deene verschiddene Länner, déi se ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, déi administrativ Ofwëcklung wäerte vereinfachen, mä awer och all deene betraffene Leit d'Heemrees an hir Heemechtsländer iwwerhaupt emol erméiglechen an allgemeng gültig Konditiounen a Modalitéiten heifir festleeën. Ech ka mer duerfir net virstellen, dass iergendwéi eng Fraktioun an deser Chamber eppes géint dës Accorde wäert anzuwenden hunn. Ech ginn duerfir dovun aus, datt se hei eng grouss Majoritéit wäerte fannen.

Wat d'CSV-Fraktioun ubetrëfft, kann ech lech elo scho soen, datt se dozou hir Zoustëmmung wäert bréngen. Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Als éischt Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Err (LSAP).- Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Accord de réadmission selwer an zu den Accords d'application vun dësen Accorden ass eigentlech elo vu mengem Virriedner, dem Rapporteur, alles gesot ginn, wat ee wësse muss, sou dass et méiglech ass, hei net méi an d'Détailler anzegoen.

Am Résumé, mengen ech, kann ee soen - an ech sinn op bal alle Punkten d'accord mam Rapporteur -, dass deen Accord de réadmission als Zweck huet, déi administrativ Formalitéite bei enger Réckféierung ze vereinfachen. Dass dat noutwendeg ass, dat huet d'Praxis an der leschter Zäit gewisen. Dass dat fir d'Leit am Fong net vill ännert, dat ass kloer, ausser dass d'Prozeduren eventuell accélériert ginn. Jiddefalls ass et esou, dass den Accord a sech kee Problem duerstellt. Dass en awer e ganze Koup Problemer opwerft iwwer Froen, déi am enken Zesummenhang sti mat dësen Accords de réadmission, respektiv mat der Immigratioun oder mam Retour vun Immigréierten, déi zu Lëtzebuerg sinn.

Vläicht kann een aganks eng Kéier rappelieréieren, dass d'Immigratioun e Mënscherecht ass, mä dass d'Immigratioun an den Texter vun den internationale Konventionen dat net ass. Et ass kloer, wann et Immigratioun gëtt, dass déi nëmme positiv funktionéiere kann, wann et eng Integrationspolitik gëtt. Eng Integrationspolitik, déi keng Einbahn ass, mä déi vum Land, wat d'Leit ophëlt, wéi vun deene Leit, déi opgeholl ginn, Efforte verlaangt, fir dass dat Zesummeliewen e Succès gëtt. Dat heescht, dass et dans le chef vun den Immigranten e Gefill vun Zesummegehéierkeet, e Gefill vun Akzeptanz ervirriff, a bei hinnen d'Schlussfolgerung kënn, dass si och an hirem Opnahmland Mënsche sinn, e Member vun der Gesellschaft sinn, an als dat komplett akzeptéiert sinn.

Dat, mengen ech, ass zu Lëtzebuerg de Moment net de Fall. Ech wëll dofir ganz kuerz e puer Tatsachen hei rappelieréieren. Virum Krich a Jugoslawien hate mir zu Lëtzebuerg ongeféier 3% jugoslawesch Matbiirger. Haut hu mer anscheinend zwëschen 3.000 a 5.000 Leit, dovunner 1.800 Leit - an ech wier frou, wa meng Chiffere net richtig sinn, wann ech se rectificéiert kréisch - déi eng Demande d'asile gemaach hunn an déboutéiert gi sinn. A vun deenen 1.800 Déboutéierte sinn anscheinend 220 Promesses d'embauche do. Déi Leit, déi déboutéiert sinn, probéieren, trotzdem se hir Rechtsmëttelen zu Lëtzebuerg ausgeschafft hunn, mat där Promesse d'embauche kënnen hei ze bleiwen, andeem se a sech indirekt domadder bewiese wëllen, dass si Integrationsméiglechkeeten hunn. Net nëmme iwwert hir Kanner, déi an der Schoul sinn, mä och iwwert déi Tatsaach, datt si kéinte selwer fir hiren Ennerhalt opkommen. Wat do derbäi kënn vun Zuelematerial, an dat ass sécherlech keng Freed, dat ass, dass 2.360 nei Demandes d'asile zu Lëtzebuerg komm sinn. Dat heescht also, nom Krich a Jugoslawien.

Eng Klammer op: Ech weess wuel, dass et hei net nëmme em den Accord de réadmission mat Jugoslawien geet, mä et ass deen, dee fir Lëtzebuerg am meeschte Problemer stellt, an dofir wëll ech och um Beispill vu Jugoslawien hei argumentéieren. Am Joer 2001 waren et 436 Demanden. 2002 sinn et der de Moment bal 900. Dat heescht mir hunn, zënter dass de Krich a Jugoslawien eriwuer ass, méi wéi 2.200 nei Demandé fir zu Lëtzebuerg Asyl ze froen. Dat ass natierlech eng problematesch Situatioun. Besonnesch da wann ee bedenkt, wéi vill dat par rapport zu eiser Populatioun schlussendlech ausmécht.

Während der Procédure d'asile, an dat ass wichtig ze wëssen, kréien déi Leit, déi Demandeure gehollef. Si kréien e Logement gestallt an eng kleng Indemnitéit. A wann ech richtig informéiert sinn, an d'Indemnitéit net geännert huet, dann ass déi ongeféier 250 Euro de Mount.

(Interruption)

Neen, neen, dorobber kommen ech nach. Während der Prozedur, hunn ech gesot. No der Prozedur hu se theoretisch keng Rechter méi. Et sief dann, si hätten e Statut de tolérance, well se net kënnen rapatriéiert ginn, well keng Pabeieren do sinn, well d'Situatioun an hirem Heeméchtsland eng ass, wou et net zoumuttbar ass, fir se zréckzeschécken, an dee Moment gëtt hir Indemnitéit op d'Halschent erofgesat. Déi, déi en fin de droit sinn, an déi, déi kee Statut de tolérance hunn, hu logescherweis dann och keng Hëllef méi, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wou wunnen déi Leit? Enner anem iwwer 200 Leit am Don Bosco, wou duerch Questions parlementaires, déi d'Renée Wagener hei gestallt huet, duerch Artikelen a verschiddeenen Zeitungen, eis kloer ass, dass do en Zoustand herrscht, deen eigentlech inakzeptabel ass, ob déi Leit elo en fin de droit oder en procédure sinn. Mir hunn eis dat zu enger ganzer Partie Fraen d'lescht Woch eng Kéier ugekuckt. Deen Zoustand ass wierklech schrecklech. Do sinn net nëmme Kanalisatioune futti, do lafe Waasserleitungen, wann een erakënn, hätt ee praktesch misse mat Gummisstiwewen eragoen. Do wunnen an engem Gemeinschaftsraum dräi, véier Familjen, Raum, deen einfach ofgedeelt ass mat Rideauen, wou eng eenzeg Fënster dran ass, déi net opgeet, a wou jiddereen natierlech alles matkritt, wat sech an deenen anere Familjen hannert de Rideauen ofspilt. Et ass vu schwätzen, vu fëmmen emol net geschwat ginn.

Et ganz kloer eppes ass, dass dat eng Situatioun ass, déi Lëtzebuerg net würdeg ass, déi och deene Leit net würdeg ass, déi ënner deenen Emstänn mussen liewen. Mä virun allem huet et fir mech eppes kloer gemaach, dass Leit, déi bereet sinn ënnert deenen Emstänn ze liewen, an trotzdem hei bleiwe wëllen, wierklech an esou enger schwieereger Situatioun sinn, dass se absolut keng Perspektiven doheem hunn, well soss géife se net heibleiwen.

Dat ass natierlech eng schwieereger Situatioun, an net nëmme fir déi Responsabel, déi an dëser Matière zu Lëtzebuerg schaffen, an déi net ze beneide si fir hir Verantwortung op deem Gebitt. Et ass ze vill eng schwieereger Situatioun, fir eng bëlleeg Polemik ze maachen, mä net ze schwieereger, fir ze probéieren, aus dëser schwieereger Situatioun erauszekommen, ouni d'Diere sperrangelwäit opzemaachen a gläichzäitig awer se net komplett zozemaache fir déi Leit, déi schon am Land sinn.

Ech muss dofir e bëssen aushuelen an domadder ufänken, wat e Flüchtling ass, well zu Lëtzebuerg leeft alles ënnert der Rubrik Flüchtlingen, déi, déi erakommen, déi, déi e Flüchtlingsstatut ufroen, déi, déi ee kritt hunn, déi, déi déboutéiert gi sinn, an och déi, déi net een ugefrot hunn. E Flüchtling ass deemno eppes ganz Präzises. Déi Definitioun steet an der Genfer Konventioun. Réfugié geet a sech duer. Et brauch een net nach e politesche Flüchtling drunzehänken, well dee Begrëff gëtt et och. E Flüchtling ass, der Genfer Konventioun no, ee bei deem unerkannt ginn ass, dass en aus sengem Heeméchtsland fortgaangen ass, well en eng justifiéiert Angscht huet, persécutéiert ze ginn, aus Ursachen, déi mat senger perséinlecher Situatioun, mat senger individueller Situatioun zesummenhängen. Sief dat elo wéinst senger Rass, wéinst sen-

ger Relioun, senger Appartenance un e Groupe social oder un e Groupement politique.

Déi Leit, déi heihinner kommen, besonnesch zënter deene leschte Joren, si wahrscheinlech zu engem ganz groussen Deel keng Flüchtlingen am Sënn vun der Genfer Konventioun. Och dat muss ee soen. Et si wahrscheinlech, wéi et och vu Lëtzebuerg aus ëmmer rëm gesi ginn ass, éischer Wirtschaftsflychtlingen, déi aus hirem Land fortginn, well se bei sech selwer keng Perspektiven hunn. Dat ass also och nach näischt Mënschenonwürdiges, näischt Onverständlech. Mir hatten de Besuch d'lescht Joer a virun enger Woch vun engem Lëtzebuurger, deen ausgewandert ass an de President vun der Chambre des Représentants an Amerika ass. Deem seng Famill ass sécherlech och deemools net ausgewandert, well et hinnen hei blendend gaangen ass. Si sinn also integréiert ginn, an och dat misst haut zu Lëtzebuerg méiglech sinn. Och wéi mat eisen italieneschen a portugiseschen Matbiirger, déi mer wuel net expressis verbis siche gaange sinn, fir heihinner déi Aarbechtsplazen ze besetzen, déi d'Lëtzebuurger net besetze kënnen oder wëllen.

Mir wëssen, an dat muss och gesot ginn, dass heiansdo Identitéitspabeiere verschwannen, fir Geschichten ze konstruieren, déi méi no an de Beräich vun engem Flüchtling no der Genfer Konventioun erukommen, fir also an eng Prozedur eranzekommen, wou während der Prozedur ee jiddefalls gewësse Rechter huet. Et kann een also domadder concluieren, dass déi Procédure d'asile och zu Lëtzebuerg instrumentaliséiert gëtt. Wa mer dat wëssen, dann ass dat eng Tatsaach, mä da muss ee vläicht awer och kucken, firwat dat esou ass. Menger Meenung no, ass dat éischtens aus där Ursach, well et och zu Lëtzebuerg Europa ass, a well et eppes gëtt, wéi dat wat ausserhalb vun der Europäescher Unioun Festung Europa heescht.

E kleng Rappel op eist Gesetz vun 1972, d'loi sur l'entrée et le séjour des étrangers au Luxembourg, wou ganz kloer de Prinzep erausgeet, dass Net-EU-Biirger, wa se wëllen an d'EU liewen a schaffe kommen, praktesch keng Chance hunn, dat op engem reguläre Wee ze maachen. Et sief dann, dass se eng Aarbecht, eng Capacité professionnelle hunn, déi zu Lëtzebuerg gebraucht gëtt an déi et zu Lëtzebuerg net géif ginn.

Dat heescht och, dass d'Leit, déi vun ausserhalb vun der EU era wëlle kommen, normalerweis e Permis de travail aus hirem Ursprungsland froe mussen, fir kënnen an de Benefiss vun engem Permis de séjour ze kommen. A wéi gesot, dee Permis de travail kréie se nëmme enner ganz, ganz restriktive Bedingungen, et sief, et handelt sech - an ech ka mer dat net verknäifen, nach eng Kéier dorop hinzeweisen - em déi sou genannten Artistinnen aus eise Cabareten, déi, soubal wéi se e Kontrakt hunn, hir Autorisatioun kuerzfristeg, temporaire a plus ou moins automatesch kréien, an do duerch probéieren no engem éische Séjour eventuell nach eng Kéier zréckzekommen, well et no enger Lëtzebuurger Reglementatioun méiglech ass, am Laf vun 12 Méint zweemol dräi Méint heihinner zréckzekommen.

Oder awer vläicht, fir méi laangfristeg vun ausserhalb vun der EU op Lëtzebuerg ze kommen, ee sech mat engem EU-Biirger, respektiv enger EU-Biirgerinn bestuet. Et sief dann, dass dee Mariage net hält a se, aus iergend-

enger Ursach, virun enger Periode vun dräi Joer no dem Bestietnis ausernee ginn. Dann hunn nämlech déi Leit, déi sech mat Lëtzebuurger bestuet hunn, contrairement zu deem, wat geduecht gëtt, keen individuell Recht op d'Heibleiwen a si kënnen dann expulséiert ginn, well si hunn eng Autorisation de séjour, déi un hire Mariage gebonnen ass a si kréie keng individuell Autorisation de travail bis de Mariage minimum dräi Joer gedauert huet.

Dat heescht am Kloertext, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat meeschtens där Frae sinn - jiddefalls si mir der bekannt -, déi sou ze soen iwwer e Katalog op Lëtzebuerg importéiert ginn, fir hei bestuet ze ginn. A wann dee Mariage aus iergendwellecher Ursach, wéi beispillsweis Violence domestique, net klappt, also ausernee geet, ier déi dräi Joer nom Datum vum Mariage ofgelaf sinn, dann hunn déi Leit, déi Partnerinnen, déi Partner, déi offiziell bestuet sinn, keen individuell Recht zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Et ass also sënnslos ze denken, dass d'Bestuede e geniale Moyen wier, fir zu Lëtzebuerg zu reguläre Pabeieren, zu individuellen Autorisatiounen ze kommen, fir heizubleiwen, oder awer och fir hei ze schaffen.

Dat heescht also, wa mer kucken, iwwer wat fir ee Moyen een op Lëtzebuerg kann erakommen an eventuell ka bleiwen, dann handelt et sech do haaptsächlech em potentiell Victimé vun der Violence, ob dat de Mënschentraffik ubelaangt, wéi bei de Kabaretisten, oder awer déi Fraen, déi op Katalog erausgesicht gi sinn an heihinner kommen an der Hoffnung, sech ze bestueden a sech dann hei op eege Fauscht eventuell en neit Liewen opzebauen. Dat zur Festung Europa.

Dat zweet Argument, firwat d'Situatioun zu Lëtzebuerg vläicht méi schwieereger ass wéi op anere Plazen, ass, well mir eng Asylgesetzgebung hunn, déi eréischt 1996 a Kraaft getrueden ass a relativ restriktiv ass, déi virun allem awer e groussen Hoken huet, an zwar deen, dass se contrairement zu anere Länner kee Statut secondaire oder Statut humanitaire fixe virgesäit, deen et géing erlaben, deene Leit, déi net an de Kader vun der Genfer Konventioun falen, trotzdem eng Méiglechkeet ze ginn, hiert Liewen hei ze maachen, wann déi konkret Situatioun aus där si kommen, dat géing justifiéieren.

Mir hunn an eistem Gesetz eng Dispositioun iwwer Raisons humanitaires opgrond vun deenen d'Leit kënnen heibleiwen. Mä och déi gëtt net onméisseg ugewannt. Wa meng Informatiounen richtig sinn, da waren dat am Joer 2000 op 1.804 Demandé just 17 Akzeptatiounen op Basis vun där spezieller Fro. An dofir hätt ech an deem Zesummenhang eng Fro: Ass et méiglech gewuer ze ginn, wéi oft an de Joren 2001, respektiv 2002 déi Raisons humanitaires am Kader vum Asylgesetz ugewannt gi sinn?

Déi drëtt Ursach, firwat mer de Problem an deem Ausmooss zu Lëtzebuerg hunn, ass, a mengen Aen, duerch d'Regulariséierung, déi net iwwer e Gesetz mä iwwer eng Prozedur virgeholl gëtt, an esou iwwert dee Wee nëmme en Deel vun deene Leit, déi en situation irrégulière waren, konnte regulariséiert ginn. Wann do aktuell Zuele bekannt wieren - grosso modo 2000 Leit -, wier et sécher utile se hei gewuer ze ginn.

Déi véiert Ursach, déi d'Situatioun erkläert, ass déi, dass mer zu Lëtzebuerg e Statut de tolérance hunn, deen et fir Leit gëtt, déi en fin de droits sinn, mä net kënnen expulséiert ginn. Där sinn et am Joer 2000 anscheinend genau 16 gewiescht. Dat sinn der also relativ wéineg. An wa mer da vun deene 5.000 Ausländer, déi an en-

ger irregulärer Situatioun waren, déi Zifferen ofzielen, déi ech elo genannt hunn, schwätzen mir also hei vu ronn 1.000 Leit, déi, aus Ursachen, déi mat eiser Prozedur zesummenhängen, an esou enger Situatioun sinn, e puer Joer schonn hei sinn, deelweis integréiert sinn, soit iwwert d'Sprooch, soit iwwert d'Kanner, déi an d'Schoul ginn, soit iwwert d'Méiglechkeet hiert eegent Liewen zu Lëtzebuerg ze verdéngen, an déi et trotzdem, wéinst eiser restriktiver Gesetzgebung op verschiddeenen Punkten, schwieereger bis onméiglech gemaach kréien, zu Lëtzebuerg ze bleiwen.

Ech wëll duerfir kuerz en Arrêt vun der Cour européenne vu Stroosbuerg rappelieréieren, deen de Prinzip festhält, dass e Stat responsable ass fir d'Situatioun vun den Ausländer, wa se an en anert Land zréckgefouert ginn, wéi dat wou se hierkommen. Et ass also net dat Land, wou d'Leit ukommen, wat responsable ass, mä dat Land, wou se fortkommen.

Ech wëll och kuerz drun erënnere, dass, um Niveau vun der Europäescher Unioun ee Livre vert ausgeschafft ginn ass iwwer eng Politique commune en matière de retour des personnes en séjour irrégulier. Dee Livre vert datéiert vum 10. Abrëll 2002 an tendéiert am Fong dohinner, eng Politique commune de réadmission, dat heescht eng Approche globale iwwert d'Immigratioun, de Recours an d'Regularisatioun ze huelen.

An ech denken, dass heibanne keen ass, deen drun zweifelt, dass dat, dat néidegt Instrument wier, fir kënnen viranzekommen a fir ze évitéieren, dass net duerch e besonnesch favorablen Traitement vun den Ausländer an engem bestëmmte Land, déi domadder gestrooft ginn, andeems si besonnesch vill Neier kréien.

Dat kann et net sinn, an dat dierf et och net sinn, an dofir muss et och, op kuerz oder laang, eng gemeinsam Politik iwwert d'Immigratioun an d'Regularisatioun ginn. An ech hoffen och iwwert d'Immigratioun, well dat ass, menger Meenung no, och en Haaptelemt an dësem Problembereich.

Ech wëll kuerz eng Situatioun aus dësem Livre vert virbréngen an déi hei zur Reflexioun op den Dësch leeën. Op der Sait 8 steet: „L'exercice d'un emploi est un fait qui doit être considéré comme une reconnaissance des besoins du marché du travail et comme le résultat d'une réflexion sur les difficultés que pose la mise en oeuvre dans des conditions satisfaisantes des politiques en matière de retour“.

Dat heescht also, a mengen Aen, kloer, dass, wann et méiglech ass, de Leit, déi irregulär an engem Land sinn, eng Aarbecht ze verschafen an hinnen eng ekonomesch Selbststännegkeet ze maachen, da misst dat, den Indikatiounen aus dem Livre vert no, déi eigentlech relativ rar considéiert ginn, och wann et en deckt d'Dokument ass, eng Manéier sinn, fir de Retour ze évitéieren, well et esou ze soen, och eng Présomption d'intégration géif duerstellen.

Ech wëll och op den Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme zu Lëtzebuerg hiweisen, déi den 19. November matgedeelt huet, dass si amgang sinn un engem Avis iwwert dës Problematik ze schaffen, a si sech de Moment géifen drop beschränken ze soen, dass si iwwert déi Manéier, wéi déi Retouren opéiert ginn, manner wéi frou wieren, an dass si virun allem denken, dass d'Regierung net alles gemaach hätt, wat mënscheméiglech gewiescht wier, fir déi Retours forcés ze évitéieren. Mir sinn also op de kompletten Avis vun dëser Kommissioun, dee fir ausganks dëses Joers oder uganks d'nächst Joer ugekënnegt ass, gespaant.

Wa mer vu Retours volontaires schwätzen, dann ass et kloer, dass mer vun enger Préparatioun op den Départ, vun engem Accompagnement vun deene Leit, déi sollen zréckgeféiert ginn, a vun enger fachlecher Berodung vun deene Leit, déi vun haut op muer no enger gewëssener Zäit vu Joren, hiert Liewen erëm mussen komplett ëmstellen, an zwar ënner Ëmstänn, déi mir eis hei zu Lëtzebuerg kaum nach virstelle kënnen, schwätzen.

Dofir fannen ech, dass d'Proposition - déi scho gemaach ginn ass - an dëser Matière vun enger ONG zu Lëtzebuerg iwwer e Médiateur, sécherlech net déi leschte wier, déi ee kéint envisagéieren. Si hätt du moins den Avantage, fir d'Versteedsdemech op där enger an op där anerer Säit ze verbesseren, wann de Retour volontaire net méiglech ass an de Retour forcé, natierlech vu Fall zu Fall, mol ustoe kann.

Mir sinn eis eens, dass dat klengt Lëtzebuerg net de Misär vun der ganzer Welt kann opfänken. Ech sinn awer der Meenung, dass d'Gesetzter müssen applizéiert an Uerteler exekutéiert ginn, mä et hântk dann awer och nach ëmmer of vum Inhalt vun de Gesetzter, vun der Entstehungsgeschicht vun deenen Uerteler a vun der Zäitdauer, déi ee brauch, fir déi Uerteler zustanen ze bréngen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et dat Gesetz iwwert den Asyl zënter 1996, an haut gëtt et Leit, déi op Basis vun deem Gesetz während e puer Joer an der Prozedur waren, déi, nodeem se déboutéiert gi sinn, nodeem se keng Rechter méi hunn, en fin de droits sinn, am Fong sollen heemgefuert ginn, déi während hirem jorelaange Séjour zu Lëtzebuerg awer am Integrationsprozess dra sinn. Si hu Lëtzeburger kenne geléiert. Si hu Sprooch geléiert. Si hunn hir Kanner hei an d'Schoul geschéckt. Si hu Sport gemaach an hu sech déplacéiert. Si hu sech also op iergendeng Aart a Weis integréiert, och dann, wann et hinnen aus evidenten Ursaache verbuede ginn ass ze schaffen, wou se awer dann erëm vun engem Deel vun der Opinion publique virgeworf kréien, si wäeren alleguerte liddreg, well se näischt géinge schaffen an op d'Käschte vun der Stat wëllte liewen. Si kréien d'Autorisation fir ze schaffen während der Prozedur net, fir hinnen net nach e Moyen supplémentaire d'intégration zu Lëtzebuerg ze ginn, an dat bréngt hinnen dann au contraire de Reproche an, si wieren net capabel oder net gewëllt, fir hiren eegenen Ennerhalt selwer opzekommen.

Dass déi Leit dann elo während enger Zäit hei sinn an net geschafft hunn, ass also net hir Schold. Si hu vläicht näischt dergéint gehat. Et huet se vläicht arrangéiert, dass, wéinst där grousser Zuel vun Demanden, dat zu Lëtzebuerg méi laang gedauert. Jiddefalls froen ech mech, ob et normal ass, dass de Stat ënnert deene Bedingungen, wou d'Leit hei bliwwen sinn, well d'Prozeduren esou laang gedauert hunn a se sech deelweis integréiert hunn, net haut kënn e Geste maachen, fir déi Leit, déi wéinst eise Prozedure laang hei waren, sech iwwer eng regulär Aarbecht kënnen och finanziell op eege Féiss stellen a kënnen hei bleiwen, sief et während enger limitierter Zäit, déi beispillsweis kënn duergoen, fir dass hir Kanner, déi sech no ufänglech grouss Schwierigkeeten an der Schoul integréiert hunn, net erëm eraus mussen gerappt ginn, fir an enger anerer Schoul sech erëm mussen ze integréieren, wou se natierlech déiselwecht Schwierigkeeten erëm kréie wéi déi, déi se hei haten, wéi se ugefaangen hunn.

Ech wëll lech elo e Beispill soen, wat misst duergoen, fir nach eng Argumentationshëllef ze gi fir déi Leit, déi elo scho jorelaang hei

sinn an déi eng Aarbecht géinge fannen.

Zu Lëtzebuerg hu mir op der Procédure d'asile deen niddregsten Taux de réussite a ganz Europa. Am Joer 2000, well déi aner Chifferen hunn ech net aktuell, sinn zu Lëtzebuerg iwwert den Asyl 0,9% Demanden akzeptéiert ginn. D'Moyenne européenne, Dir Dammen an Dir Hären, ass 20%. Mir sinn also do ielewäit vun der Moyenne ewech. Mir sinn nach vill méi wäit ewech vun der Situatioun an deene Länner, wou et vill, vill besser klappt. Ech schwätzen do haaptsächlech vun deene Länner aus dem Norden, déi alleguerten, sans exception, e Statut B hunn, dat heescht eng Protection assimiléee op d'Réfugiéen, déi awer kee Réfugiésstatut en termes clairs ass.

Ech ginn lech d'Beispill Dänemark. Am Joer 2000 sinn an Dänemark 9% vun den Demandes d'asile ugeholl ginn als Réfugié no der Genfer Konventioun. 43% hunn de Statut de protection subsidiaire kritt. Dat heescht, si konnten an Dänemark bleiwen. Si hunn e Permis de séjour kritt. Si hunn e Permis de travail kritt. Si hunn e Programme individuel d'intégration kritt, mat Sproochhëllef, mat Preparatioun op Aarbecht an esou weider. Mir kënnen also soen, dass wann an Dänemark no enger Procédure d'asile, bei där iwwert d'Halschent vun de Leit integréiert ginn ass, oder am Land ka bleiwen, dass déi aner Halschent dann ausgewise gëtt, ass eng Saach. An do mengen ech, ass et och logesch ze soen, et kann een net endlos probéieren déi Leit, déi irregulär sinn, an engem Land ze halen. Et ass net de Fall, a mengen Aen, wann et wéi zu Lëtzebuerg en Taux de réussite gëtt, deen esou niddreg läit a wou et net nëmmen ëm Nummere vun Dossieren geet mä ëm Leit, deenen hir Kanner hei an d'Schoul ginn, ëm Leit, déi hei nei Partnerschaften ugefaangen hunn, ëm Leit, déi hei kënn schaffen, wa se dierften, an ëm Leit, déi Patroné fonnt hunn, déi bereet ware se anzustellen.

Ech denken, dass fir dee klengen Deel...

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Madame Err, hutt Dir och gekuckt aus wéi enge Länner déi an Dänemark komm sinn, déi d'Basis si vun Äre Chifferen, aus wéi engen diversifizéierte Länner, a wou Dir de Verglach gemaach hutt mat dem Pays d'origine vun deenen, déi bei eis de Statut vum Réfugié gefrot hunn?

Mme Lydie Err (LSAP). - Ech hunn dat gemaach, Här Minister, an ech hu festgestallt, dass d'Nationalitéiten an deene Länner do uewe sécherlech méi variéiert sinn, wéi bei eis. Dat ass awer, menger Meenung no, keng Erklärung fir eis, au contraire, et spillt a sech géint eis. Well wann an Dänemark 50% vu de Leit, déi aus der ganzer Welt kommen, net nëmmen haaptsächlech aus Zentraleuropa, mä och aus Pakistan, Afrika an aus Asien, kënnen integréiert ginn, a se do müssen eng Sprooch léieren, déi sécherlech mindestens esou schwierig ass wéi eis, da fannen ech, dass Dänemark beweist - Finnland huet iwwerengs eng ähnlech Situatioun - dass seng Capacité d'intégration jiddefalls vill méi grouss ass wéi eis, well et huet net eng Population d'origine un deene sech kënnen déi nei Demandeurs d'asile rattachéieren, an et huet vill méi eng grouss Variétéit. Also wier d'Kohäsion zu Lëtzebuerg sécherlech mat vill méi Leit aus där selwechter...

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Ech schwätze vum Taux de reconnaissance, Madame Err. Wann am leschte Mount zu Lëtzebuerg vun honnert Meint Demandeurs d'asile se bal alleguer aus Jugoslawien komm sinn, a

wann een a sechs Méint kuckt, wéivill der vun deenen unerkannt sinn, da kann ech elo scho bal soen, dat do 0% ass. Wann een also aus engem Land, wat net an enger Situatioun vun Oppression politique oder Conflit armé ass, kënn, a vu dat eis Chiffere vun deene leschten dräi Joer quasi ausschliesslech sech baséieren op Demandeurs, déi aus Ex-Jugoslawien kommen, erkläert dat en Taux de reconnaissance vum Statut vum Réfugié, deen anescht ass, wéi deen a Länner, wou et méi diversifiéiert ass. Ech wollt dat just soen. Et kann een ënnerschiedlech Jugementer doriwwer ginn, ech mengen, dat ass an der Politik normal, mä et muss ee Chifferen och verstoen à la lumière vun de Basen, déi zu deene Chiffere féieren.

Mme Lydie Err (LSAP). - Ech si ganz mat lech d'accord, dass déi Situatioun zu Lëtzebuerg eng aner ass, wéi an deenen anere Länner, an ech sinn och d'accord, dass déi Demanden, déi mer elo hunn, an deenen nächsten zwoe, eventuell dräi Joer missten en anere Sort kréien, méi rapid behandel ginn, an och méi rapiat behandel ginn, wéi dat virdrun de Fall war, wéi déi Leit aus engem Krichsgebitt komm sinn.

An ech kommen elo op déi Demanden, déi nom Krich aus Jugoslawien oder aus Zentraleuropa hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn. Ech wollt just mäi Rasonnement, wat ech ugefangen hunn, fäerdeg maachen, an lech froen, Dir Dammen an Dir Hären, a virun allem lech Här Minister, ob et net richteg wier ze soen, dass vis-à-vis vun deene Leit, déi wéinst eiser Inadaptable, wat d'Prozeduren ubelaangt, jorelaang hei waren, déi sech iwwert d'Schoul oder iwwer aner Moyenen ugepasst hunn, eppes besteet wéi eng Présomption d'intégration vun deem Moment un, wou se kënnen schaffen goen an hiert eegent Liewe bestreiden. Ech denken, dass och dat misst kënnen eng Ursaach sinn, fir där limitierter Zuel vu Leit e Recht ze ginn, zu Lëtzebuerg kënnen ze bleiwen.

Dat heescht net, dass Dir dann, Här Minister, well Dir haalt jo ëmmer ganz staark drop, fir ze soen, Dir wëllt lech un d'Gesetz halen, och wann Dir dat géift maachen, wat ech lech elo suggéieren, da wier Dir ëmmer nach am Kader vum Gesetz, well d'Gesetz dem zoustännege Minister ëmmer d'Méiglechkeet gëtt eng Ausnahm ze maachen, eng Ausnahm, déi justifiéiert ass an no objektive Kritäre kënn praktikéiert ginn, déi sech aus enger Situatioun eraus als logesch erweist, an déi wéinegstens fir eng Zäit, vu Fall zu Fall, deene Leit, déi haut matten am Wanter solle rapatriéiert ginn, eng Chance gëtt eventuell eng Zäitchen nach hei ze bleiwen, ouni domadder hinnen d'Illusioun ze ginn, dass dat op ëmmer an éiweg kënn sinn.

Ech mengen, dass net all déboutéiert Demandeurs d'asile ënnert déi Kategorie falen, an ech sinn der Iwwerzeugung, dass déi Demandeurs aus deene leschte Joren net kënnen déi Prezedenzfall, déi ech lech suggéieren, invoquéieren, fir deen nämlechte Regime ze kréien, well d'Situation de départ eng ganz anescht ass.

Déi Leit, déi haut, déi gëschter an déi d'virlescht Joer heihinner komm sinn, sinn an enger anerer Situatioun, a wat se manner laang hei sinn, wat et sécher méi logesch gëtt, dass déi Prozeduren, an deene se sinn, méi schnell eriwuer sinn, an dass déi Leit kënn zu virera kloer gemaach kréien, dass wa si dann net an dee klengen Deel vu Réussite fale vun der Convention de Genève, si müssen

heemgoen. Mä och dann, an do sinn ech op mengem subsidiaire Punkt, mengen ech, dass ee misst kucken, dass zu Lëtzebuerg déi Réckféierungen esou gemaach ginn, dass se an Uerdnung wiere par rapport zu der Transparenz a par rapport zu der Sécurité juridique. Déi zwoe Aspekter sinn de Moment zu Lëtzebuerg op jidde Fall net garantéiert.

Ech wëll lech dofir nach eng Kéier déi Pabeiere recommandéieren, déi um Niveau vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gi sinn am September 2001, dat heescht iwwer ee Joer hier, vum Commissaire européen des droits de l'homme, eng Recommandatioun, déi am Fong preziséiert ginn ass an enger Recommandatioun vun der Assemblée parlementaire, déi am Ufank vun dësem Joer ugeholl ginn ass. Ech wëll lech just ganz kuerz e puer Saachen aus dëser Recommandatioun soen.

Eischtens dräi Prinzipien - an ech liesen lech se vir, well et héiert sech sécherlech besser un, wéi wann ech probéiere se ze iwwersetzen:

„La procédure doit répondre à trois caractéristiques:

- La procédure doit être suivie au cours de ses trois étapes: au moment de la préparation du départ, pendant le voyage et le temps de la réintégration au retour.

- La sécurité et la dignité des personnes commandent une certaine individualité de chacun, même si cela peut paraître absurde face au nombre élevé des cas à traiter par jour par les autorités compétentes“. Mir sinn hei am Kader vum Artikel 33 vun der Genfer Konvention.

- Déi drëtt Charakteristik: „Afin de créer un climat de confiance, la procédure d'expulsion ou de refoulement doit être confiée prioritairement à des personnes spécialement formées. L'intervention des forces de l'ordre devrait être limitée aux personnes réellement violentes.“

Da kënn e Saz, deen am Fong ganz gutt resüméiert, wat herno am Detail hannendru kënn: „Les pratiques d'expulsion ou de refoulement se déroulent trop souvent dans une sorte de vide juridique ou en dehors de cadres législatifs, dans des contextes plus ou moins secrets où le recours à la force semble être toléré ou n'en est en tout cas pas exclu.“

Afin que les Etats respectent les trois caractéristiques ci-avant, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande:

- de mettre en place un contrôle indépendant des procédures d'expulsion, par exemple par l'institution d'observateurs d'ONG, de médiateurs ou d'ombudsmans;“ - d'ASTI huet also och op dësem Gebitt hei näischt erfondt, mä am Fong sech inspiréiert u Recommandatiounen, déi et op internationalem Niveau gëtt -

„de faire en sorte que tout étranger visé par une procédure d'expulsion ou de refoulement bénéficie d'une prise en charge qui soit individualisée, globale et suivie, à tous les stades de la procédure pendant la préparation du départ et au retour dans son pays.“

Ech mengen, dass ech et mir erspuere kann d'Detailler opzeziehen. Ech stellen just fest, dass all déi Recommandatiounen, déi et um Niveau vum Conseil de l'Europe gëtt, zu Lëtzebuerg, menges Wëssens jiddefalls, net praktikéiert ginn, an dat mir do duerch wierklech géife gutt drun doen, eis un déi Recommandatiounen ze halen, déi et um internationale Plang gëtt, well déi si jo alleguerten net aus der Loft gegräff.

Wëschenswäert wier et natierlech, dass et um Niveau vun der Unioun géng eppes, wéi eng Harmonisatioun ginn, wat d'Prozedure vum Retour ubelaangt. Duerfir

denken ech, dass et wichtig wier engersäits ze ënnerscheiden zwëschent deene Leit, déi jorelaang hei sinn, well eis Prozeduren ze laang gedauert hunn, deene Leit, déi Kanner an der Schoul hunn an enger Aarbechtsplaz kënnen kréien an deene Leit, déi nom Krich aus Jugoslawien heihinner komm sinn, déi Prozeduren ageleert hu vun deene mir wëssen, dass déi Prozeduren am Fong nëmmen dofir mat grousser Wahrscheinlechkeet agereecht gi sinn, well keng aner Méiglechkeet bestanen huet, fir während enger Zäit wéinstens regulär zu Lëtzebuerg kënnen ze séjournéieren.

Ech géif duerfir denken, dass och d'Saison de Moment ubruucht ass, fir ze plädéieren, fir sech d'Retoursprozeduren genau ze iwwerleeen a sech wierklech d'Méiglechkeet ze ginn, déi Konditiounen vun deene Retouren esou anzepaken, dass se och fir d'Lëtzeburger Bierger a Biergerinnen akzeptabel sinn.

Ech wëll zum Schluss kommen, andeem ech mäi Parteipresident zitieren, deen anlässlich zum 100-jährige Gebuertsdag vun och menger Partei Folgendes gesot huet: „Als Lëtzeburger verstir mir eppes vu Solidaritéit mat deenen, deenen et méi schlecht geet wéi eis, well mir an der Geschicht dacks bei deene waren, déi aus hirem Land gedriwwen gi sinn, dëst a Krichsäite wéi och an Zäite vun ekonomescher Nout. Den Émgang vu Lëtzebuerg an der Flüchtlingsfro ass eng schwierig Fro fir déi, déi direkt politesch Responsabilitéit ze droen hunn.“

Engersäits ass d'Menschlechkeet net d'Saach vu Gesetzter oder Gerichtsuertheeler, anersäits verlaangt de Rechtsstat, dass d'Gesetzter an d'Décioune vun der Justiz géuecht ginn. Eise Land ass scho villes gelongen, och a puncto Menschlechkeet. Vläch geléngt et eis, no enger Otempaus, d'Zréckféierung vun deene Familjen, déi sech bei eis eng nei Chance erschafft hunn, fir en neit Liewen unzefänken, méi als Ausnahm wéi als Regel unzegen. Mir sollten et fäerdeg bréngen dee Sputt, deen d'Menschlechkeet - an ech géif derbäi setzen, besonnesch an Zäiten, wou et esou kal an esou no bei Chrëschttag ass - „bei jiddfer Décioune vun der öffentlecher Hand léisst, voll auszespillen.“

Ech soen lech merci.

Des voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dem Laurent Mosar merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport, dee mir et am Fong geholl erméiglecht, a menger Interventioun relativ kuerz ze bleiwen.

Bei deenen heite Gesetzesprojeten handelt et sech ëm international Ofkommessen, déi tëschen de Benelux-Länner an de Länner Jugoslawien, Ungarn an der slowakescher Republik ausgedhandelt goufen, fir d'Réadmissioun vun den nationale Bierger an hir respektiv Länner ofzesécheren. De Projet 5008 ass en internationalen Accord iwwert den Transit vu jugoslawesche Bierger, déi mat Autobus oder Zuch wellen erëm heemgoen an do derbäi déi folgenden Länner duerchkräizen - vläch déi eng oder aner méi -: Albanien, Däitschland, Eistraich, Bosnien-Herzegowina, Kroatien, Ungarn, Italien, Slowenien an d'Schwäiz.

Dës Projete sinn an zwou Sätzungen vun eiser Chamberskommission analyséiert ginn. Bei den Accords de réadmission handelt et sech ëm den Engagement tëschen de Kontraktparteien, dass si

hir national Bierger, respektiv Awunner aus Drëttlänner ënner bestëmmten Erbstänn, déi en enger irregulärer Situatioun an engem anere Kontraktland sinn, erëmhuelen. Den Avantage vun dësen Accorden ass, datt all Land déi betraffe Leit erëmhëlt, wa bestëmmte kloer Exigenzen agehale sinn. Si keng Accorde virhanden, da muss all eenzel Réadmissioun nei négociéiert ginn.

Dës Accorde verbesseren deementsprechend d'Sécurité juridique tëschent de Länner. Kloer an einfach, respektiv pragmatisch Kritäre sinn zum Beispill, wéi een d'Nationalitéit feststelle ka vun engem betroffenen Asylant oder Flüchtling. Als Referenz gëllen natierlech offiziell Dokumenter, déi valabel sinn, wéi eng Carte d'identité, e Laissez-passer, e militärescht Dokument oder aner öffentlech Dokumenter, wéi zum Beispill e Führerschäin. Mä souguer konnte mir feststellen, datt Dokumenter, déi net méi onbedéngt valabel sinn, eventuell ofgelaf sinn, nach kënnen als Preuve gebraucht ginn.

Ech stelle fest, aus den Iwwerleeunge vun der Madame Err, datt si am Prinzip un den Accords de réadmission a sech näischt auszesetzen huet. Mir wëssen alleguer, firwat datt d'Accords de réadmission eng besonnesch Opmierksamkeet kréien. Mir hu Flüchtlingen aus Jugoslawien hei am Land an d'Prozeduren, déi doriwier entscheeden, ob si bleiwe kënnen oder net, kommen no an no ëmmer méi zu engem Ofschluss, a wann déi gerichtlich Décisiounen ofgeschloss sinn, da muss eng Décisioun kommen. Wann dës Décisioun negativ ass a beseet, datt den Demandeur d'asile net de Statut vum Asylant kritt, da muss hien eist Land verloossen, respektiv heemgoen.

Mir konnten eis aus den Aussoen an aus den Erklärungen vum Justizminister an der Kommissiounssetzung iwwerzeegen loossen, datt déi bis ewell gemaachte Réckféierungen an eisen An uerdentlech iwwert d'Bühn gaange sinn, esou gutt déi volontaire wéi déi forcéiert Réckféierungen. Déi Accorden, déi mir haut sollen ofstëmmen, vereinfachen d'Prozeduren vun de Réckféierungen. Si bidden eng Partie Garantie fir d'Leit an och fir d'Staten. Aus deem Grond wäert eis Fraktioun dës Accorde mat droen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Jacques-Yves Henckes age droen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, am Prinzip sinn all Leit virum Gesetz gläich, mä et muss ee soen, datt wann een d'Immigrationspolitik kuckt, da gesäit een, datt déi Gläichheet awer net besteet.

Déi Leit, déi sech schéi brav un d'Gesetz halen, hir Demande eraginn, fir an d'Land ze kommen, wa se aus engem net EU-Land sinn, kréie ganz vill Schwierigkeiten, fir eng Genehmegung ze kréien, fir hei an d'Land ze kommen an hei ze schaffen. Par contre gesäit een, datt déi Leit, déi illegal an d'Land kommen an déi vun der Gesetzgebung vun de Réfugiés politiques abuséieren, dann herno akzeptéiert ginn, net onbedéngt well se Réfugiés politiques sinn - well déi allerwéinegste sinn dat -, mä einfach well d'Prozeduren beim Stat esou laang gedauert hunn, datt een aus reng humanitäre Grënn keng Expulsioun méi virhuele kann.

Dat ass eng Situatioun, fir déi d'Regierung verantwortlech ass, well se net séier genuch reagiert huet. Mir hu Leit hei, déi eng Procédure abusive ugaange sinn, a wou ee gemierkt huet, datt drai Joer duerno, heiansdo souguer nach méi laang, déi Leit keng Ant-

wert kritt hunn, ob hir Demande justifiéiert wär oder net. Déi Leit hunn hei gelieft, si hu sech integréiert an doduerch ass et ganz schwéier, fir se herno un humane Plang nach eng Kéier an hir Heemécht zrëckzeféieren.

Mä op där anerer Säit ass et awer och net richtig, datt mer an enger Situatioun sinn, wou déi Leit eng gewësse Faveur kréien, déi sech an där Situatioun befannen, vis-à-vis vun den Demandeurs, déi eng legal Immigrationsprozedur wëllen duerchgoen.

Mir hunn dorobber hin an enger Motioun virun engem gudden Joer decidéiert, fir aus humanitäre Grënn verschidde Regularisatiounen duerchzezéien. Ech mengen, déi Motioun huet baséiert op Iddien, déi déi eenzel Fraktiounen eraginn haten an op engem groussen Débat, dee mer hei gefouert haten. Mir haten als ADR e puer Konditiounen gesat, fir déi Regularisatioun duerchzezéien. Eng Hauptforderung dovunner war, datt déi Leit, déi hei am Land sinn, deenen hir Prozedur net akzeptéiert ginn ass, d'Méiglechkeet kréie sollten, iwwer eng Autorisation provisoire vu sechs Méint, fir eng Aarbecht hei am Land ze fannen an, wa se eng Aarbecht fonnt hätten, fir deen Ablack regulariséiert ze ginn.

Ech mengen, dat war eng Iddi, déi och vun der CSV an der DP gedeelt ginn ass, an et ass eng gemeinsam Motioun zrëckbehale ginn, wou d'Regierung e ganz kloert Mandat an deem Sënn kritt huet, fir esou ze handelen. D'Regierung huet sech bis elo un dat Mandat gehat. Ech stelle fest, datt elo vun alle Riedner, keen ee Riedner bis elo gesot huet, déi Motioun wär hifälleg. Au contraire, si hu keen Amendement an deem Sënn eraginn, esou datt d'Regierung bis elo nach ëmmer dat Mandat huet, fir sech un déi Motioun do ze halen. Ech mengen, et ass och richtig, datt mer hei e ganz kloert Zeeche setzen, datt déi Motioun, déi vun CSV, DP an ADR, bei enger Enthalung vun der LSAP ugeholl gi war, nach weider Gültigkeit huet.

Et ass esou, datt an der Ausféierung vun där Motioun natierlech de Minister d'Responsabilitéit huet fir dee méi humanitäre Volet, deen och an der Motioun zrëckbehale ginn ass, ze exekutéieren. Mir kënnen net als Chamber all eenzel Dossier kucken an apprécéieren.

Här Minister, Dir an der Exécutive an et ass Är Responsabilitéit, fir dat duerchzezéien. Et ass kloer, datt dat keng einfach Missioun ass, mä ech mengen, dat Wichtigst ass, datt Dir lech un d'Motioun vun der Chamber haalt. Et kann op jiddfer Fall net esou sinn, datt ee Leit regulariséiert, déi herno liewenslaang dem Stat um Niveau vum RMG géingen zoufale, well se keng Aarbecht fannen oder keng wëlle fannen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob et net wichtig wär, fir déi Zuel vun neien Arrivanten erëm anzudämmen a ganz kloer Zeechen ze ginn, datt déi illegal Immigratioun muss en Enn kréien.

Här Minister, ech wier frou, wann Der ons géingt soen, wéi vill nei Demandes d'asile oder illegal Immigranten, wéi ee se elo wëllt nennen, an d'Land komm sinn zënter dem 1. Januar vun deem Joer, a wéi laang augenblécklech d'Prozeduren daueren, bis datt eng Décision définitive, souwuel vu Säite vun der Regierung kënn, wéi iwwert d'Prozeduren bei de Geriichter.

Mir haten deen Ablack gesot, datt et net dierft iwwer sechs Méint daueren, all déi Prozeduren zesammen. Ech hoffe just nëmmen, Här Minister, datt mer net do gréisser Délaien hunn. Ech wier frou, wann Der ons, indikativ op jidde Fall, kënn soen, wéi schnell déi meescht Dossiere ginn. A wann et

néideg wär, Här Minister, wäere mer bereet, fir lech ze ënnerstëtzen, wann eng Proposition de loi géing kommen, e Projet de loi géing kommen, deen d'Prozeduren kéint accélérieren. Well dat Schlëmmst, dat ass, wann déi Leit, déi hei eng Demande d'asile formuléieren, déi manifestement net motivéiert ka sinn, datt een do d'Prozeduren esou laang schleefe léisst, datt mer nees eng humanitär schwéier Situatioun kréien. Do huet d'Regierung d'Verantwortung, fir ze kucken, datt mer net an esou Situatiounen kommen.

Mir wäerten lech op jiddfer Fall ënnerstëtzen, wann Der humanitär Léisunge sicht, wann do mussen Décisiounen getraff ginn, mä mir wäerten lech awer och ënnerstëtzen, wann d'Regierung higeet an hir Responsabilitéit wëllt huelen, fir méi séier Prozeduren, sief et duerch gesetzlech Moossnamen, sief et duerch administrativ Moossnamen. Do sti mer hannerun lech a mir stinn och hannerun där Motioun, déi mer hei mat enger grousser Majoritéit gestëmmt hunn.

Déi Accorden, iwwert déi mer hei diskutéieren, sinn absolut noutwendeg, fir kënnen ons Gesetzgebung duerchzezéieren. Wéi mir se diskutéiert hunn an der Prozedur, konnte mer feststellen, datt mat deenen Accorden effektiv eng humanitär Réckféierung méiglech ass. Mir géingen an deem Kontext soen, datt et wichtig ass, datt elo d'Exécutive dovunner esou rapide wéi méiglech kann duerchgezu ginn. Ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu de Gesetzesprojeten an zu deenen Accorden alleguerte ginn.

E leschte Punkt, Här Minister, wollt ech awer nach schwätzen. Ronn 10% vun de Leit maachen e Retour volontaire an hiert Land. Se kréien dann eng Prime, mä ech hu gehéiert, datt e gudden Deel vun deene Leit anscheinend - ee Fall ass mer elo emol bekannt -, wéi se d'Prime haten, erëm den Dag drop an d'Land zrëck komm sinn an eng nei Demande d'asile ugaange sinn. Ech mengen, och dat sinn Abüen, déi mer net daerfen toleréieren a wou mer gegebenenfalls mussen iwwert de legislative Wee reagéieren. Well dat ass en Abus de droit caractérisé. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deene virleende Projets de loi.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener age droen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President, Dir Damen an Dir Hären, wéi mer de Méinde beim Schäin vun den Adventskäerzen iwwert dese Projet diskutéiert hunn, huet den Här Minister gemengt: Mécht ee Réckféierungen, jo oder neen? Dat ass e politesche Choix.

Ech ginn dem Här Frieden do fir eng Kéier Recht. Ech mengen och, datt dat e politesche Choix ass, deen d'Regierung geholl huet. Wa mer haut iwwert déi Accords de réadmission schwätzen, da geet et net einfach em eng reng technesch Fro, an do kommen ech vläicht och op dat, wat den Här Mosar virdu gesot huet. Wann et esou einfach wier, da kéint een natierlech an deenen Accorden och Virdeeler am Sënn vu méi Effizienz entdecken, mä et ass eng politesch Fro an et ass eng Fro vun der Motivatioun, déi hannert der Décisioun stécht, fir déi Accorden ze maachen. Si si jo d'Antwort op eng prezis Fro, nämlech déi, ob et gerechtfertegt ass, haaptsächlech jugoslawesch Flüchtlinge vu Lëtzebuerg fort ze schécken.

Här President, déi Rechtfertegung stelle mir als Grëng aus verschidde Grënn a Fro. Éischtens, et gëtt humanitär Grënn, déi Leit hei ze halen. Zweetens, Lëtzebuerg ass à même deen Effort ze maachen, fir déi Leit ze integréieren. Drëttens, et gëtt keng Gesetzer, déi eis dozou zwénge si ausweisen. Véiertens, dat Land - an ech schwätzen dann elo haaptsächlech iwwer Ex-Jugoslawien - an dat mer ausweisen, ass net prett seng Leit opzehuelen.

Zum éischte Punkt, den humanitäre Grënn, wéilt ech och op deen Automatismus agoen, deen zurzäit zu Lëtzebuerg herrscht, wann eng negativ Entscheidung an der Asylprozedur gefall ass. Déi zitt dann nämlech automatesch d'Opfuerderung no sech d'Land ze verloossen. Et gëtt also keen individuell Préife vun den Dossiere méi no där Entscheidung, an et ass och eppes, wat eng Rei vun ONG-en opgeworf hunn, ob dat eng korrekt Aart a Weis ass mat där Problematik ëmzagoen.

Et kéint een déi Dossiere jo och ënner anere Gesiichtspunkte préifen, wéi zum Beispill d'Situatioun am Heeméchtsland, d'familiär Situatioun, d'Méiglechkeet e Statut de tolérance ze accordéieren, an esou virun. Ech wëllt do de Livre vert vun der EU-Kommission, deen d'Madame Err virdu schonn zitéiert huet an dee wierklech e räichen Zitateschatz ass, zitieren: „En dernier lieu, il y a lieu de souligner qu'il faut, dans tous les cas, tenir compte de la situation individuelle. Il convient de dûment tenir compte des droits de l'intéressé au regard des droits de l'homme et de la proportionnalité de la mesure, en particulier dans les cas d'extrême détresse, en ce qui concerne les motifs d'expulsion impérieux ou de détresse excessive, en ce qui concerne les autres motifs d'expulsion.“

Just eng Klammer. Fir déi Leit, déi an där dote Situatioun sinn, kënn et och ganz oft zu enger extrem prekärer Situatioun. Wéi mer mat de Fraen aus dem Don Bosco zesumme komm sinn, konnte mer eis dovunner iwwerzeegen, dass wann ee bis eng Kéier déboutéiert an opgefuerdert ginn ass d'Land ze verloossen, dass een dann awer och wierklech quasi näischt méi vun der Regierung kritt, fir ze iwwerliewen.

Zweete Punkt. Lëtzebuerg ass à même deen Effort ze maachen, fir déi Leit ze integréieren. Ech erënnere drun, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Geschicht vun Integratioun vu Flüchtlingen hunn. Déi ass Enn de 70er Jore mat de vietnamesesche Flüchtlingen ugaange. Si ass an den 90er Jore weidergaang - iwwerengs ënner engem CSV-Justizminister -, wou mer 1994 bal 500 Bosnier integréiert hunn, wou mer 1995 bal 1.000 Ex-Jugoslawen integréiert hunn an 1996 nach eng Kéier. An dofir denke mer, dass Lëtzebuerg eng grouss Kapazität huet, fir Leit ze integréieren, an dass dat och hei nach eng Kéier eigentlech kéint de Fall sinn.

Dofir versti mer am Fong och net, firwat déi heite Regierung an där Matière ganz anesch handelt. Iwwerengs war dat oft guer keen Thema. Et ass weider net an der Öffentlechkeet driwwer debattéiert ginn. Et ass am Fong eréischt zënter e puer Joer, wou mer déi Fro esou polariséiert och mussen diskutéieren, well d'Regierung eng nei Attitude ebe geholl huet.

Bei der Regulariséierung am Joer 2001 hate mer och eng ganz Rei vun Demandeurs d'asile, déi hir Demande gestallt hunn an do sinn der och ganz vill, déi konnte regulariséiert ginn. Ech weess net, ob meng Zuele genau stëmmen, mä ech denken, dass do iwwer 1.000 Demandeurs d'asile waren, déi eng Regulariséierung ugefrot hunn, an e groussen Deel dovu se kritt huet.

Mä d'Problematik vun där Regulariséierung - an dorop wäert ech herno nach eng Kéier zrëckkommen -, ass haaptsächlech déi vum Stéchdatum vum Juli 1998, déi awer e ganz groussen Deel, an dat si wahrscheinlech méi héich Zuelen, vun de jugoslawesche Flüchtlingen ausgegrenzt huet.

D'Madame Err hat virdu scho vun den Demandes d'asile geschwat. Déi Zuel ass effektiv an der Lescht eropgaangen. Wann ee se zwar an de Kontext setzt vun deene leschte Joren, da gesäit een, dass mer 1998 an 1999, wéi de Kosovo-Krich ganz konkret war, do wäit méi héich Zuelen hate vun Demandes d'asile, wéi dat elo de Fall ass. Dat just fir déi Zuelen, déi elo ëmmer erëm genannt ginn, och an de Kontext ze setzen. Mir haten zum Beispill 1998 1.700 Demandes d'asile an 1999 2.900.

Drëtte Punkt, Här President. Et gëtt keng Gesetzer, déi eis dozou zwénge, déi Leit ausweisen. Mir hu Spillraum an de besteende Gesetzer. Engersäits am Asylgesetz an och am Gesetz iwwert d'Protection temporaire. Anersäits, an dat ass vläicht méi wichtig an och nach méi effikass, am Ausländergesetz, wou relativ daillech ass, dass een zwar ka Leit expulséieren, mä dass een dat net muss maachen.

An dofir sinn ech och net mat der Regierung a mam Justizminister averstanen, wann ëmmer erëm gesot gëtt, mir missten eis un d'Gesetz halen. An ech denken, dass mer dee Spillraum hunn, wa mer d'Leit heihalen; da gi mer net géint d'Gesetz.

Véierte Punkt. Dat Land an dat mer ausweisen, ass net prett, fir seng Leit opzehuelen. Vläch he e puer Wieder zur Lag an der Federatioun Jugoslawien, well dat bis elo och ganz wéineg thematiséiert ginn ass. Ech wëllt en Zitat aus dem Lëtzebuerger Wort vom 7. November bréngen, wou et drëms gaang ass, dass de Conseil de l'Europe refuséiert huet, d'Federatioun Jugoslawien opzehuelen. Ech zitieren: „Das Land scheiterte formal daran, dass es den bereits für Juni angekündigten Verfassungsentwurf für den neuen Staatenbund Serbien und Montenegro noch nicht gibt, der auf Wunsch der Europäischen Union“ - an da muss ee ganz gutt oppassen - „den nur noch auf dem Papier existierenden Bundesstaat Jugoslawien ablösen soll“.

Dir Damen an Dir Hären, do kann ee sech jo awer emol d'Fro stellen, mat wéi engem Stat Lëtzebuerg eigentlech déi Accords de réadmission ausgehandelt huet.

Ee weidere Problem, wat Ex-Jugoslawien betrëfft, ass och d'Coopératioun mam Tribunal vun Den Haag. D'Organisation Amnesty International huet och mam Hiweis op d'Menscherechter Drock op de Conseil de l'Europe gemaach, fir d'Bundesrepublik Jugoslawien net an de Conseil de l'Europe opzehuelen. Mir ass an der Kommissioun vum Vertrieber vun der Regierung gesot ginn, déi Accords de réadmission, déi hätten näischt mat der Mänscherechtersituatioun an deene Länner ze dinn.

D'Fro daerf awer erlaabt sinn, ob ee Leit kann an e Land zrëckschécken, dat gewësse Kritäre vun Demokratie a vu Mänscherechter net entsprecht. An ech wëllt hei och nach eng Kéier en Zitat bréngen, an zwar vun Amnesty International vom 20. September vun deem Joer, wou geschwat gëtt vu: „Continuous allegations of torture an ill-treatment by police throughout the country, and the apparent lack of the authorities to adequately address this issue. This failure to investigate and prosecute perpetuates a climate of impunity similar to that which exists in relation to war crimes and crimes against humanity“.

An da wéilt ech och nach, Dir Dammen an Dir Hären, en interne Rapport vum däitschen auswärtigen Amt zitieren, dee Mët vum leschte Joer erauskomm ass. Do ass Rieds vu Mënscherechtsverletzungen a vun der wirtschaftlecher Lag. Ech zitieren: „Das Land ist wirtschaftlich, sozial und finanziell ruiniert“. 12% vun der Bevölkerung vun der Bundesrepublik Jugoslawien liewen ënnerhalb vun der Armutsgrenz vun engem Dollar pro Dag. Eng onstabil politesch Lag duerch déi ongeklaarte Situatioun tëscht Serbien a Montenegro. Da gëtt gesot: „Die Bundesregierung“, also Jugoslawien, „wird von der montenegrinischen Regierung nicht anerkannt“. Et geet Rieds vu Repressioun vu Minoritäten.

An dann och een Aspekt, deen net onwichtig ass, de Gesondheitsystem an deem Land. Do gëtt gesot, dass bei chronische Krankheiten a geschwächtete Behandlungsmöglichkeiten bestinn, dass et zum Beispill net evident ass, fir Dialysen ze maachen. Et gëtt gesot, dass wann et iwwer d'Grundversorgung erasuegt, d'Medikamente immens deier sinn, an dass: „Die Versorgungslage in den letzten Monaten rapide verschlechtert“ gi wär. „Sie besteht nur noch für den geringen wohlhabenden Teil der Bevölkerung“.

An da kann een och nach dobäi soen, dass an deem Rapport steet, dass Schweden an och Eisträich hir Ofkommessen net a Kraaft triede gelooss hunn. Ech weess net, ob dat nach am Moment aktuell ass, mä op alle Fall hu si, wéinst der politescher Lag an der Bundesrepublik Jugoslawien, kee Bedarf méi gesinn, fir auszuweisen.

Een Argument, wat mer och wichtig erschénkt, dat ass d'Problematik vun de massiven Ofschiebung an d'Pays d'origines. An dat gëllt ganz sécherlech och fir Montenegro a Serbien.

D'wirtschaftlecher Situatioun gëtt nach méi schwéier, wa Leit en masse zréckgeschéckt ginn. Iwwerens, géif de Fait, dass wann een deene Leit, déi hei sinn, géif e Permis de séjour et de travail ginn, och zur wirtschaftlecher Entwécklung an deene Länner bäidroen, well et ass jo bekannt, dass Leit, déi hei schaffen, en Deel vun hirem Salaire benotzen, fir hir Familjen dohann ze ënnerstetzen. Dat wär sécherlech och eng Method, wéi ee kéint deene Länner aus hirer desolater Situatioun eraushelfen.

Da vläicht och nach e Wuert zu der internationaler Communautéit. ECHO, den EU-Büro fir humanitär Hëllef, ass amgaang sech aus Serbien zréckzézéien. Am Montenegro sinn d'UN an aner international Agencen amgaang hir Programmer ze reduzieren oder ze stoppen. Beim UNHCR-Fonds gesäit et ongeféier ähnlech aus.

Déi Leit, déi awer um Terrain sinn, soen, dass dat absolut eng falsch Politik ass, dass et vill ze fréi ass, fir an déi Richtung ze goen, an dass d'Leit wierklech keng Moyenen hunn, fir aus eegener Kraaft do kënnen ze iwwerliewen.

Alles dat weist also, dass d'Problematik an deem Land wierklech eng ganz aner ass, wéi dat heiansdo esou gär duergestallt gëtt.

An dann och nach eng Klammer zu den Accords de coopération. Et ass esou, dass et aner Länner an Europa gëtt, déi hir Accords de réadmission och ëmmer un Accords de coopération koppelen. Ech hat déi Fro an der Justizkommissioun opgeworf a krut du vum Regierungervertreter gesot, dat géife si net maachen, dat géif ausgesi wéi Mënschenhandel.

Sécherlech ass et eng ganz Problematik, déi do derhannert stécht, ob ee ka wirtschaftleche Ennerstétzung un Réadmissionsaccorde koppelen oder emgedréint. Et ass eng geféierlech

Saach. D'Gefor besteet och op EU-Niveau, dass do Drock mat der wirtschaftlecher Situatioun vun deene Länner gemaach gëtt.

Allerdéngs, och wann ee weess, dass et also net primordial em d'Verbesserung vun der demokratischer an der Mënscherechtsituatioun an deene Länner geet, muss een awer och feststellen, dass bei der Fro vun Ex-Jugoslawien viles schiefgelaf ass, an dass een eigentlech, als Europäesch Unioun, hätt missen, wann een dee Problem do hätt wëlle seriö ugoen, och iwwer eng Aart Marshall-Plang nodenken, sou wéi dee bei eis nom zweete Weltkrich ausgefuert ginn ass, fir d'Länner erëm wirtschaftlech opzebauen.

Well sécherlech huet et och ganz vill mat der desolater, wirtschaftlecher Situatioun ze dinn, dass déi Leit elo net méi wëllen zréckgoen, an et ass och kaum ze erwaarden, dass d'Leit an deene Länner bleiwen a versiche sech eng Existenz opzebauen, wann net duerch Wirtschaftshëllef nei a seriö Perspektiv geschaft ginn.

Da vläicht nach ee Wuert zu der allgemenger Tendenz an Europa, déi ëmmer méi staark gëtt, fir Flüchtlingen net ze integréieren. Mir hunn zu Lëtzebuerg zënter enger Zäitchen e Statut temporaire. Et gëtt ëmmer méi an déi Richtung geschafft, fir de Leit just eng zäitweilig Méiglechkeet ze ginn an eise Länner ze bleiwen. En fait muss ee feststellen, dass dat eigentlech eng Aushielegung vum Flüchtlingsrecht ass, esou wéi et zënter dem Enn vum zweete Weltkrich besteet, wann d'Leit net méi op Grund vun där Verfolgung, där se eng Keier ausgesat waren, d'Recht hunn, fir definitiv an eise Länner ze bleiwen. An och do gëtt et ONGen, déi sech dogéint wieren a soen, dass déi Leit, déi geflücht si viru Persécutioun, Tortur an onmenschlechen Traitementen, elo just nach en temporäre Statut kréien, deen ëmmer erëm kann a Fro gestallt ginn, esou dass se dann och, wann d'EU, oder Memberstate vun der EU et decidéieren, ëmmer nees kënnen zréckgeschéckt ginn.

Här President, zu den Accords de réadmission selwer just zwou kleng Bemierkungen, vläicht och méi technescher Natur. Dat eent betrëfft de Problem vun der Identitéit. De Statsrot hat sech relativ laang domat ausenaner gesat. Dat ass eng Problematik, op déi hei am Fong ganz wéineg agaan ginn ass, wéi dat dann ofleef, fir ze klären, ob déi Leit tatsächlech déi Identitéit hunn, wou behaupt gëtt, a mat wéi enge Preuve, dass dat bewise gëtt. An ech war erstaunt ze héieren, dass et hei zum Beispill bei de Readmissiounen duergeet, dass e Führerschäin do ass, fir eng Identitéit ze beleeden. Well mir haten eng ganz grouss Diskussioun am Kader vun der Regulariséierung, wou laang a breet gestridde ginn ass, wat eng gültig Preuve wär fir eng Identitéit, a wou gesot ginn ass, neen, mir mussen onbedéngt e Pass hunn. Et war ee méintelaange Sträit. Abbee, wann et emgedréint ass, wann et dréms geet, fir d'Leit zréckzeschécken, da schéngt déi Saach awer e bësse méi einfach ze sinn. An en zweete Punkt, ass deen, dass mer...

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Madame Wagener, juste pour préciser, wann d'Jugoslawien dat Dokument akzeptéieren, fir ze kucken, ob dat ee vun hire Bierger ass, dat huet jo näischt mat eis ze dinn. Also ass et eng ganz aner Prozedur. Si kucken op Grund vun Dokumenten, déi si etabléiert hunn, an hiren Dokumenten dann no, ob si nach aner Elementer doriwuer hunn. An de Führerschäin zum Beispill ass jo ee vun hiren.

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Här President, ech stel-

len trotzdem fest, dass déi Länner dann e bëssen eng aner Approche hunn, wéi eis Regierung eng hat, wéi et dréms gaangen ass, fir déi Leit ze regulariséieren, wat awer e rise Problem war an der Regulariséierungsprozedur.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Ech sinn net an der jugoslawescher Regierung!

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Do wäert Der mer jo awer sécherlech Recht ginn, dass dee Problem vum Pass den Haaptproblem wor an där ganzer Affär vun der Regulariséierungsprozedur, an dass all d'ONGen am Fong verlaangt hu vun där Regierung hei, dass se géif vun där d'oter Positioun ofkommen.

Den zweete Punkt ass deen, dass dat hei net Accordé sinn tëschent Lëtzebuerg an deene Länner, mä tëschent dem Benelux an deene verschidde Länner. An do stellt sech natierlech och a Matière vun Ofschiebung eng ganz nei Thematik fir eis, well dat bedeit jo, an dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, dass et absolut méiglech ass, dass an Zukunft gemeinsam kënnen Transporter organiséiert ginn, an eventuell och gemeinsam Abschiebezentren organiséiert oder géréiert ginn, esou dass mer och do an nei Dimensionen erakommen, mat deene mer hei zu Lëtzebuerg vläicht bis elo nach net konfrontéiert woren, a wou ee sech eigentlech och méi Fro misst driwuer stellen, wéi dat an der Kommissioun an och haut de Moien hei op der Tribün geschitt ass.

Här President, ech hat virdu scho gesot, ech géif nach e Wuert zur Regulariséierung soen. Dës Accordé sinn eiser Meenung no d'Konsequenz vun enger vill zevill limitierter Regulariséierung. An ech wéilt och hei nach en Zitat bréngen, an zwar vum Affekt Marc Elvinger, deen am August am Lëtzebuurger Land en Artikel stoen hat. Ech zitieren: „Il n'existe pas de raisons de forcer au départ ceux qui sont arrivés au Luxembourg en provenance de Yougoslavie dans le cadre de la crise du Kosovo. La première erreur politique a consisté à arrêter les dates limite de la procédure de régularisation lancée en mars 2001 de manière à, délibérément, en exclure ce contingent de réfugiés. La deuxième erreur politique consisterait à persister dans la première“:

Abbee, et schéngt genau dat ze sinn, wat am Moment amgaang ass ze geschéien, dass d'Regierung an hirem Feeler, dee se deemools gemaach huet, verbleift. Dee Kritär vun der Durée war och vill zevill restriktiv. D'Leit aus dem Kosovo-Krich woren net mat abegraff, a mir si weiderhin der Meenung, dass d'Kritären allgemeng vun där Regulariséierung hätte méi large misse sinn, och wat d'Aarbecht betrëfft, oder wat zum Beispill Kanner betrëfft an d'Scolariséierung vun de Kanner, well dat jo elo och e rise Problem duerstellt, dass Kanner, déi deelweis hir Schoul, oder ganz hir Schoul hei gemaach hunn, elo zréckginn an dann eigentlech kee richtegen Ofschloss hunn, wa se dohanne sinn. An ech wéilt och drop hiweisen, dass et eng europäesch Konventioun vun de Mënscherechter, eng Mënscherechtscharta an och eng Kannerrechtscharta gëtt, déi sech deem entgéint setzen. An och hei nach eng Keier Zitater aus dem Livre vert vun der EU-Kommissioun.

- „Dans tous les actes relatifs aux enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale“.

Motion 1
La Chambre des Députés, considérant

- qu'un nombre important de personnes déboutées de la procédure d'asile ont été invitées à quitter le pays;

- que le nouvel accord de réadmission avec la Yougoslavie facilitera le déroulement technique des retours et aura pour conséquence que les refoulements pourront être exécutés encore plus aisément;

constatant cependant

- que de plus en plus de personnes élèvent leurs voix contre cette politique du Gouvernement;

- „Une protection spéciale peut aussi être envisagée en faveur des ressortissants de pays tiers, qui sont nés dans un Etat membre et n'ont jamais vécu dans le pays dont ils ont la nationalité“.

Ech hoffen, Här President, dass dat zumindest de Memberen aus der CSV, mat hirem chrëschtliche Gewëssen, e bëssen ze denke gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e lescht Zitat, an domat kéim ech och zu menge Konklusiounen, vum Livre vert: „Le retour forcé des personnes en séjour irrégulier peut représenter un signal fort, tant pour les immigrés clandestins qui séjournent déjà dans les Etats membres, que pour les immigrés clandestins potentiels qui sont encore en dehors de l'Union“. An et kënn een dobäi setzen: „Tant pour la population résidente“, well et geet jo dorëm, den eegene Wielerinnen a Wieler ze weisen, dass een an der Asylpolitik aktiv ass. Et ass eiser Meenung no genau dat, wat d'Lëtzebuurger Regierung hei mécht mat hiren Accords de réadmission, well si sinn déi technesch Grondlag fir dee Signal fort vun de Refoulementer méiglech ze maachen, an awer och de Moyene, deem Signal an de Medien an an der Öffentlechkeet nach méi Resonanz ze ginn.

Mir stelle mat ganz vill Bedauere fest, dass vill Flüchtlingen d'Nerven net méi hunn, fir déi onerträgliche Waarderei matzemaachen op deem Dag, wou d'Police da virun hirer Dier steet, fir se matzuehuelen, an dass vill vun hinne sech elo awer mellen, fir „fräiwéileg“ ze goen.

D'Stëmmung zu Lëtzebuerg, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer vläicht am Moment net grad esou, wéi d'Regierung sech dat erwaart hat. Mir konnte mat vill Freed feststellen, dass et vill Leit zu Lëtzebuerg gëtt, déi mam Prinzip vun de Refoulementer an och der Aart a Weis, wéi se duergelouert ginn, net averstane sinn. Mir haten en Avis vun der Mënscherechtskommissioun, mir hate Lieserbréier an Zeitunge vu Schoulklassen, vu Schoulmeeschteren, vu Paschtoueren, vu Patronen, vu Biergerinnen a Bierger, vun eelere Leit, déi de Krich matgemaach hunn, Petitiounen vu Perséinlechkeeten, Appeller vu Gewerkschaften. Mir mengen, dass dat weist, dass d'Stëmmung zu Lëtzebuerg eng aner ass, zumindest bei engem groussen Deel vun der Bevölkerung, wéi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien dat ëmmer erëm hei behaupten, a mir hoffen als Gréng ëmmer nach, dass déi Protester d'Regierung dozou bréngen, vun hirer sturer Haltung an der Asylpolitik ofzekommen, an deene Leit eng Chance ze ginn, déi oft zënter Jore versiche sech hei ze integréieren.

An dofir, Här President, wéilt ech och eng Motioun deponéieren, wou mer der Regierung an de Majoritéitsparteien d'Chance ginn, fir vun hirer Positioun erfrozekommen, an och vun hirer Positioun a Saache Refoulementer, déi ze iwwerdenken a sech d'Fro ze stellen, ob et net awer Méiglechkeete gëtt, fir déi Leit, em déi et hei geet, zu Lëtzebuerg ze integréieren.

Motion 1
La Chambre des Députés, considérant

- qu'un nombre important de personnes déboutées de la procédure d'asile ont été invitées à quitter le pays;

- que le nouvel accord de réadmission avec la Yougoslavie facilitera le déroulement technique des retours et aura pour conséquence que les refoulements pourront être exécutés encore plus aisément;

constatant cependant

- que de plus en plus de personnes élèvent leurs voix contre cette politique du Gouvernement;

- que la législation luxembourgeoise n'exclut pas de permettre aux personnes déboutées de la procédure d'asile de rester dans le pays;

- que bon nombre d'entre elles ont produit des promesses d'embauche;

- que les familles réfugiées sont nombreuses dont les enfants ont été scolarisés en tout ou en partie au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à revenir sur sa politique d'expulsion des personnes déboutées;

- à instaurer un médiateur/une médiatrice entre le Gouvernement et les organisations se préoccupant du sort des personnes réfugiées;

- en attendant la fin de la médiation, à suspendre les expulsions forcées des personnes déboutées de la procédure d'asile;

- d'ouvrir la voie pour une intégration aux personnes déboutées;

- de considérer les promesses d'embauche ainsi que la présence d'enfants en âge de scolarisation comme un critère d'intégration.

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

(Interruption)

Ah, den Här Urbany mell sech! Wann ech mech net ieren, waart Dir net agedroen, Dir kritt awer selbstverständlech d'Wuert. Fir d'éischt den Här Serge Urbany an dann den Här Mosar.

M. Serge Urbany (dÉ/Lénk). - Här President, et ass mer virdu opgefall, wéi de Rapport vun deem Gesetz an esou kuerze Wierder, wéi mer et eigentlech guer net vun him gewinnt sinn, ewechgaangen ass iwwer eng Partie vun Texter, déi siwe Länner betreffen, déi dausende vu Schicksaler betreffen, déi domadder verbonne sinn. Mir si gewinnt, wann hie Gesetzer hei presentéiert vun der Finanzplaz, d'Organismes de placement collectif zum Beispill, dann huet hien eng wierklech Léift entwéckelt, fir iwwer den Detail ze schwätzen. Hei, wann et em konkret Mënschschicksaler geet, dann op eemol geet hien awer ganz séier doriwuer ewech.

Ech sinn an där heiter Fro der Meenung - ech hunn dat schonn e puermol gesot -: Mënsche sinn net illegal. Wann de Grousspapp vum President vum US-Representantenhaus Denis Hastert - et ass scho gesot gi vun der Madame Err - op den Här Frieden getraff wier als Justizminister, da wier hie mat deem nächste Schéff op Antwerpen zréckkomm an duerno op Osborn. Dat wär da geschitt.

(Brouhaha général)

Osweller, pardon! Ech entschëllege mech bei all deenen, déi an der Géigend wunnen.

(Hilarité)

Da wier hie wahrscheinlech, Här Henckes, wéinst Abus de procédure op dat nächste Schéff gesat ginn, deemools sinn et jo nach keng Fligere ginn.

Ech mengen, dass et glécklecherweis zu Lëtzebuerg - d'Madame Wagener huet et och nach eng Keier gesot - vill Leit gëtt, déi et net akzeptéieren, dass bei där heiter Regierung géint all bon sens a géint all chrëschtlech Nächsteléift - dat ass och emol wichtig hei ze soen, well ech betrechten nach ëmmer déi chrëschtlech Nächsteléift als en Deel vum allgemengen Humanismus, deem ech unhänken - Leit aus der Mët vun hiren Noperen an hire Veräiner gerappt ginn, Kanner aus de Schoule gerappt ginn,

nëmme well eng restriktiv Gesetzgebung an e Minister, deen déi mat enger eiserner Hand wëllt duerchféieren, dat angeblech esou verlaangen.

Vertrieder vun deenen Organisations, déi sech mat ganz vill Engagement fir d'Refugiéien agesat hunn, grad esou wéi Juristen, déi an hirem depriméierenden alldieglechen Asaz virum Verwaltungsgericht kämpfen an heiansdo e klengen Deelerfolleg hunn, deen awer fir déi Betraffe Gold wäert ass, hunn alleguerten am Detail nogewisen, ouni dass ech nach eng Kéier brauch dorobber anzegoen, dass et genuch gesetzlech Handhabe gëtt, fir eng Situatioun ze berengegen, déi ontragbar ginn ass. Déi Situatioun gëtt vun engem groussen Deel vun de Leit, oder op d'mannst vun engem Deel, deen ëmmer méi grouss gëtt, dobaussen als solch emfonnt.

D'Madame Wagener huet hei schonn de Marc Elvinger zitëiert. Ech wëllt en aneren Deel vu sengem Artikel zitëieren, deen, mengen ech, ganz kloer duerleet, wéi déi Situatioun ass, ëm déi mer hei sollen diskutieren. Hie seet: „Un pays qui à juste titre s'évertue de consacrer plus de 0,8% de son revenu national brut à la coopération au développement, et qui a toujours contribué à faire l'Europe, devrait se faire un honneur de contribuer au développement économique du Sandjak monténégrien et serbe, en permettant à des personnes condamnées au chômage en cas de retour dans leur pays d'origine, de travailler chez nous pour pouvoir soutenir ceux qui sont restés au pays et, moyennant le pouvoir d'achat ainsi transféré, contribuer à revitaliser les économies locales que dix années d'incertitudes et de guerre ont mis à terre.“

Lorsque ce n'est pas strictement nécessaire, le fait de renvoyer chez elles des familles, dont les enfants se sont intégrés au tissu social et éducatif luxembourgeois, et dont beaucoup n'auront pas même l'opportunité de poursuivre leurs études une fois rentrée chez eux, est humainement injustifiable. Quand simultanément - ech hunn dat och schonn hei e puermol gesot, an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn - „on s'efforce de recruter de la main-d'œuvre étrangère dans d'autres pays, la chose devient franchement honteuse“.

Et sinn déi Leit, déi op déi Situation honteuse hiweisen, Här President, et sinn och grouss Deeler vun der Press, Gott sei Dank, déi do matmaachen, et sinn déi vill Leit, déi hir Solidaritéit am Alldieglechen bewäisen an a ville Lieserbréiwer a Petitiounen hir Onzefriddenheet duerleeë mat där Politik, déi vun dëser Regierung an där doter Fro befollegt gëtt, et sinn déi Leit, Här President, déi d'Land duerstellen, net déi Leit hei bannen, déi Motioune votieren, fir ze fuerderen, déi auslännesch Leit missten ausgewise ginn.

Et ass wichteg, hei mat Zifferen ze operieren, sécher. Et ass och wichteg juristesches ze argumentieren, an dat gëtt och gemaach. Mä, ech mengen, méi wichteg ass et nach, fir ze soen: Et muss eng grousszügig Regularisierungsprozedur kommen. Déi éischt Regularisierungsprozedur huet jo bewisen, dass se noutweneg war, soss wier se jo warscheinlech net duerchgefouert ginn. Et ass eng ontragbar Situatioun an deene sech vill Leit, déi sou genannt Sans-papiers, befannen, déi keng Krimineller sinn, mä einfach nëmme Leit, déi illegal sinn, wéi den Här Minister géif soen, oder déi Abus de procédure bedriwwen hätten, wéi den Här Henckes géif soen. Dat si Leit, deene muss gehollef ginn. Dat sinn och Leit, wou d'Verständnis dobaussen do ass, fir hinnen ze hëllefen. Dofir wëll ech mech deene Virriednerinnen uschlëssen,

déi gefrot hunn, dass eng zweet Regularisierungsprozedur komme misst.

Wat déi puer Accords de réadmission ugeet, mengen ech, dass se op Drock komm si vun den EU-Länner. D'EU ass och amgang sech als Festung auszubauen. Ech sinn net esou iwwerzeegt, dass d'EU an deenen dote Froe vill méi fortschrëttlech ass, wéi Lëtzebuerg a säi Justizminister. Leider geet d'Richtung tatsächlech dohinner - dat ass ganz kloer zu Sevilla nom Sommet gesot ginn -, dass op déi dote Länner Drock ausgeübt gëtt, fir esou Accords de réadmission ze signieren. Dat ass ganz evident.

Dat hei ass een Accord, deen een, wann et einfach nëmme an technischen Accord wier, dee gewësse Situatiounen regelt, am Prinzip kéint unhuelen, well hie jo op der Gläichstellung vun deene verschiddene Partner berout. Bei engem Lëtzebuurger, deen a Jugoslawien géif ausgewise ginn, misst Lëtzebuerg sech och verpflichten, deen dann hei opzehuelen. Mä mir wësse jo alleguerten, dass dat eng reng formal juristesches Situatioun ass.

Den Hannergrond dovunner ass deen, deen elo beschriwwen ginn ass. Duerfir ass et inakzeptabel, fir esou en Accord ze stëmmen - aus menger Iwwerzeegung eraus -, well mer domat géifen zur Regierung soen: Et ass gutt. Macht esou weider an där doter schlechter Politik.

M. le Président. - Als leschte Riedner kritt den Här Laurent Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat eigentlech als Rapporteur gemengt, mir géifen eis haaptsächlech mat den Accords de réadmission beschäftegen. Ech hunn allerdéngs konstatiert, dass eng Rei vu Kolleeginnen a Kolleegen sech hei méi mat der Problematik vun der Réckféierung vu Flüchtlingen opgehale huet. Dofir wëll ech am Numm vu menger Fraktioun och zu där Problematik Stellung huelen, och wa se eigentlech net direkt de Sujet vun den Debatte vun haut sollt sinn.

Ech wëll eng Rei vun Observatiounen an Iwwerleeungen uféieren. Eng alleréisch, wou ech dem Kolleeg Urbany vläicht an Erënnung ruffe wëll, dat et an deenen Accords de réadmission och drëm geet, Leit zum Beispill Identitéitspabeieren ze beschafen, déi wëlle fräiwëlleg zrëckgoen. Et geet also hei net nëmme ëm de Retour forcé vu Leit, mä et geet och doréms, dass d'Leit iwwerhaapt kënnen heemgoen. Dofir hunn ech dann och Problemer domat, wann elo verschidde Riednerinnen a Riedner hei soen, si kéinten nëmme mat gréisste Reserven oder iwwerhaapt net deenen Accords de réadmission zoustëmmen.

Ech wëll och dem Här Urbany äntwerten, dass eng Rei vu Flüchtlingen aus Länner kommen, wou d'Autoritéit senger Fakultéit ganz no stinn, a wann do vläicht méi eng mënschlech Politik géif gemaach ginn, wéi den Här Urbany dat hei virdu gesot huet, da géifen zumindest aus deene Länner manner Flüchtlinge kommen.

(Interruption)

Ech wëll dann nach eng Kéier an Erënnung ruffen - a verschidde Virriedner hunn et scho gemaach -, dat a sech d'Reckféierung vu Flüchtlinge sech op eng Motioune baséiert, eng Motioune, déi mat grousser Majoritéit deemools an deemem Haus ofgestëmmt ginn ass.

Ech hu mer d'Méi gemaach, wéi ech mech fir dës Debatt preparéiert hunn, och e bëssen emol nozëlesen, wat a sech vun deene verschiddene Kolleeginnen a Kolleegen deemools gesot ginn ass.

Do si Remarken an Observatiounen gemaach ginn iwwer Kritären, déi net géife wäit genuch goen. Et ass gefrot ginn, dass sollen zousätzlech Kritären ageféiert ginn, mä ech hunn eigentlech bei kengem vun deene Riedner oder Riednerinne kënnen noliesen, dass hien oder si fundamental Problemer hätt am Prinzip mat der Réckféierung vu Flüchtlingen. An dat ass deemools och ganz kloer festgehale ginn. U sech maachen d'Regierung an den zoustännegen Justizminister weider näischt, wéi déi Motioune ze exekutieren an déi Leit, déi um Enn vun hirer Prozedur sinn, entweder forcieren oder wa méiglech fräiwëlleg erëm an hir Länner zrëckféieren.

Dofir sinn ech dann och e bësse verwonnert, wann ech elo héieren - an net nëmme an deemem Haus, mä och ausserhalb vun deemem Haus -, dass do elo grousst Erstauene wär, wa Leit zrëckgefëiert ginn. Hei geet et drëm, dass de Wëlle vun der Chamber exekutiert gëtt, an dofir mengen ech och, dass hei a sech de Justizminister déi richteg Politik mécht.

Eng zweet Observatioun, déi ech wollt maachen: Em wat geet et bei der Réckféierung vu Leit, déi sech illegal an eise Land befannen? Do geet et emol fir d'alleréisch - an de Justizminister gëtt jo och net midd, fir dat ëmmer erëm ze ënnersträichen -, ëm de Respekt vun eise Gesetzger hei zu Lëtzebuerg an ëm ee ganz wichteg Gesetz. Ech sinn ëmmer e bëssen erstaunt an och enttäuscht, dass a sech net méi doriwwer geschwat gëtt, nämlech ëm de Respekt vun Asyl, Asyl, deen an der Berner Konventioun vun 1951 festgeluegt ginn ass.

Ech wëll et och nach eng Kéier betounen, de politeschen Asyl ass eng politesche Notioun, an et ass keng wirtschaftlech Notioun. Dofir, mengen ech, muss een all Kéiers erëm hei widerhuelen - an do si mer jo méi oder wéineger op alle Bänken eens -, déi allermeeschte Leit, déi hei bei eis an d'Land kommen, kommen aus wirtschaftlechen Erwägungen. Et muss een allerdéngs wëssen, dass, wann ee säi Land aus wirtschaftlechen Erwägungen verléisst, well eben d'Situatioun prekär ass, da gëtt dat engem kee Recht politeschen Asyl unzufroen.

Wa mer dee Prinzip net méi hei respektieren, géif dat jo bedeuten, dass et an Zukunft géif onméiglech ginn, déi richteg politesch Verfollegt nach hei opzehuelen, well einfach keng materiell Kapazität méi dofir bestinn. Dofir dierf a kann et och net sinn, dass de politeschen Asyl mëssbraucht gëtt, fir hei Leit eng nei Heemécht ze ginn, déi, wéi gesot, aus reng wirtschaftlechen Iwwerleeungen an eise Land kommen.

Eng drëtt Observatioun, déi ech wollt maachen, dass ass, dass a sech déi Regularisierungsprozedur, wéi se deemools festgeluegt ginn ass, a wou se, wéi gesot, vun der Chamber e grouss Konsens kritt huet, a sech eng Diskussioun am Virfeld hat, wou notament verschidde Riednerinnen a Riedner der Meinung waren, si géif net wäit genuch goen, et missten nach vill méi Leit regulariséiert ginn. Deemools - an ech ka mech ganz genau erënnern - huet den Aarbechtsminister, de François Biltgen, hei dervir gewarnt, fir nach méi wäit ze goen a méi Leit hei ze regularisieren. Deemools huet e gesot, den Aarbechtsmaart géif och a senger Progressioun, déi en deemools nach hat, net erlaben, nach vill méi Flüchtlingen hei ze integréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Recht hat deemools den Aarbechtsminister François Biltgen, wann een elo och a la lumière vun

deenen neien Evénementer e bëssen d'Situatioun hei kuckt, wou mer all Dag, leider Gottes, mussen héieren, dass erëm Leit entlooss ginn, wou de Chômage all Dag an d'Luucht geet, och an de Grenzgebitter.

Et kann een nëmme, Här Bausch, de Minister doranner bestätegen, dass deemools, wéi en déi Regularisierungsprozedur do proposéiert huet,...

(Interruption)

M. le Président. - Den Här Bausch wëllt lech eng Fro stellen, Här Mosar?

(Assentiment)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här Mosar, wann dat esou wär, wéi Dir dat géingt soen, da froen ech lech hannendrun: Hutt Dir schonn nei Kenntniser, dass d'Regierung verzicht op d'Immigrationswell, déi se jo geplangt huet, wou se a Pole wëllt Leit siche goe fir déi Secteuren zu Lëtzebuerg, wou et manifest ass, obschonn zu Lëtzebuerg den Emploi vläicht réckleefeg ass, mer am Emkreess vun 300 Kilometer keng Aarbechtskräfte méi fannen? Ee Secteur dovunner ass deen, wou mer muer jo de reglementaresche Kader wäerten änneren am Droit de travail.

Hutt Dir Kenntnis dovunner, dass d'Regierung net méi wëllt nei Immigrationswellen op Lëtzebuerg unzéien? Wann dat stëmmt, wat sot Der do derzou?

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här Bausch, ech ka just soen, dass deemools den zoustännegen Aarbechtsminister mat Recht gesot huet, dass eisen Aarbechtsmaart all déi zousätzlech Leit net kéint verkraften.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Äntwert op meng Fro.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Ech mengen, dass haut d'Situatioun sécherlech sech net an deem Sënn verännert hätt, dass eisen Aarbechtsmaart méi Leit kéint verdreen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Äntwert mer op meng Fro.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Dir vermëscht Äppel mat Biren.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Neen, neen.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Dir wësst net, wéi den Aarbechtsmaart funktionéiert.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Madame Wagener, ech weess dat mindestens esou gutt wéi Dir.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Liest d'Avise vu verschiddene Berufskummeren, zum Beispill dem Horeca-Secteur, da kuckt Der emol, wat do gesot gëtt iwwert den Aarbechtsmaart.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Loosst den Här Mosar schwätzen. Jiddfreen huet d'Wuert ze froen.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, ech wollt och dozou nach eng zweet Iwwerleeung abréngen. Ech mengen, et ass virdu schonn ugeklongen, an do ass all Riedner hei warscheinlech mat mer eens, wéi wichteg et ass, dass mer och hei zu enger europäescher Harmonisierung vun den Asylprozeduren kommen. Esou eng europäesche Harmonisierung géif et sécherlech och vill méi einfach maachen, fir kënnen an Zukunft déi ganz Problemer, déi sech am Kontext vun Asyl stellen, ze léisen.

Et kann also dann och net sinn, wann een esou eng europäesche Harmonisierung wëllt hunn an dofir plädéiert, dass een da selwer als Land en Alleingang mécht an do wesentlech méi oppe Kritären zrëckbehält, wéi dat an eisen Nopeschlänner ass. Ech wëll do nach eng Kéier widerhuelen, dass, wa mir eis vergläichen, sou wéi hei d'Asylprozedur fonctionnéiert, wéi se hei gehandhaabt gëtt - all déi Méiglechkeete sinn, déi d'Leit hei zur Verfügung stellt kréien -, mer do wierklech net méi schlecht do stinn, wéi eis Nopeschlänner a mer eis par rapport zu deenen och net brauchen ze schummen.

Eng drëtt Iwwerleeung, déi ech hei och nach eng Kéier wëllt ubréngen: Wann een déi lescht Zuelen examinéiert - an de Justizminister wäert sécherlech herno a senger Interventioun och nach dorobber zrëckkommen - constatéiert een, dass et besonnesch an deenen dräi leschte Méint e substanzialen Zouwuess vu Flüchtlingen erëm aus Jugoslawien hat. Ech mengen, och do wär et e falscht Signal, wann een elo géif dohinner goen, an iwwert déi éischt Regularisierung nach eng zweet Regularisierung géif drunhänken, wéi dat hei vu verschiddene Säite gefrot gëtt.

Eng lescht Iwwerleeung, déi ech och nach eng Kéier hei wollt uféieren, ass déi vun der Dauer vun Séjour vun de Flüchtlingen. Ech mengen, dass ass och ee Punkt, wou a sech e grouss Konsens an deemem Haus besteet, fir ze soen, et ass einfach ongesond, wa Leit während dräi, véier a méi Joren hei zu Lëtzebuerg sinn, ier se Heem ginn. Mir haten och an der zoustännegen Kommissioun eng länger Diskussioun doriwwer, wou den zoustännegen Minister eis gesot huet, dass jo do elo eng Rei Leit méi agestallt ginn, souwuel um Niveau vun Justizministère, wéi awer och bei de Juridiktionen, sou dass et iwwerzeegt sinn, dass, zumindest wat den administrativen Deel vun dëser Prozeduren ubetrëfft, et an Zukunft wesentlich méi schnell wäert goen a mer do keng Délaie méi kréie vun dräi oder véier Joren.

Ech wëll awer - a besonnesch fir do e bëssen op déi Aussoe vun der Madame Err anzegoen - einfach nach eng Kéier d'Fro opwerfen. Wa mer der Meinung sinn, déi Prozeduren wäeren ze laang a mir missten iergendwéi dohinner kommen, dass déi Leit net méi dräi, véier Joren missten heibleiwen, ier se dann endgültig géife wëssen, wat elo mat hinne geschitt, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wou ee Plaze kënn fannen oder wéi ee kënn déi Délaie nach substanzial reduzieren? An da muss een natierlech och d'Fro stellen: Musse mer net och nach eng Kéier d'Asylprozedur, à la lumière ebe vun deenen Délaie, frësch iwwerdenken?

Do huet d'Madame Err virdu geschwat vun enger Inaptitude, déi do géif bestoen. Ech géif d'Madame Err froen: Wou sinn dann déi Inaptituden, Madame Err? Sidd Dir zum Beispill der Meinung, dass den Double degré de juridiction net dat richteg Instrument ass? Ech hu bis elo net kënnen novollzéien, wat Dir dann zum Beispill proposéiert, fir déi Délaie substanzial erofzesetzen. Ech mengen, et muss ee sech et ganz genau iwwerleeen, op wat fir ee Wee een do ka goen.

Ech wëll op zwou Propositionen agoen, déi a sech net weider hei an deemem Haus diskutéiert gi sinn, mä déi een awer vill am Émfeld héiert, besonnesch vun enger Rei vun ONGen, déi ëmmer erëm mat dëser Fuerderung kommen. Déi eng ass, fir ze soen, et soll een déi Leit, déi Kanner hunn, déi hei scolariséiert ginn, weinstens d'Scolarisation vun hire Kanner fäerdeg maache loossen a se dann zrëckschicken. Dat ass zum Beispill e Moyen, dee jo da forcément com-

portéiert, datt déi Leit nach méi laang hei sinn. A wa se dann herno vläicht siwen oder aacht Joer hei sinn, mengen ech, gétt et nach wesentlech méi schwéier fir si, fir sech erëm herno an hiren Ursprongslänner ze integréieren. Dofir, géif ech soen, ass dat sécherlech keng gutt Proposition.

Datselwecht géllt och fir déi Prozedur vun der Mediatioun, déi ëmmer erëm proposéiert gétt vu verschiddene Kreesser. Wa mir hei wëllen eng Mediatioun maachen, comportéiert dat jo och, datt dat erëm eng Rei vu Méint dauert. Och do gétt automatesch d'Durée vum Séjour dann nach wesentlech méi laang. Dofir, mengen ech, ass dat keng einfach Diskussioun, déi vun der Durée de séjour vun deene Leit, déi hei sinn. Et muss ee sech wierklech ganz genau iwwerleeën, wat ee mécht.

Perséinlech - an ech meng Fraktioun och - sinn ech der Meinung, datt um aktuellen Asylgesetz näischt ze änneren ass, datt dat Gesetz gutt an effikass ass.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech hei nach eng Kéier ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Justizminister eis voll Ënnerstützung garantéieren. De Justizminister, op eng iwwerluechten awer och op eng déeterminéiert Aart a Weis, féiert dat aus, wat vun der Chamber an der Motioun zréckbehale ginn ass. E mécht dat an engem äusserst sensibelen Domän.

Här Minister, mir hu voll Vertrauen an lech an an d'Regierung.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, Här Urbany?

(Interruption)

Dir hutt jo scho geschwat.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech hunn nach zwou, dräi Minutten.

M. le Président.- Et ass an der Rei, Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech soen elo eppes, wat ech hei net wollt soen, well den eigentleche Problem jo deen ass vun der jugoslawesche Leit, déi hei bei eis wunnen an déi mer alleguete kennen, a wou eng grouss Opreegung am Land ass. Mä mir maache jo och nach Accords de réadmission mat anere Länner. Mir maachen zum Beispill Accords de réadmission mat de baltische Länner.

Et kéint ee sech froen, wat huet dat hei elo direkt mat der Situatioun zu Lëtzebuerg ze dinn. Zum Beispill, hunn ech gelies, dass iwwert d'baltische Länner all déi Flüchtlingen aus Tschetschenien kommen. Dat heescht, wann en tschetschenesche Flüchtling, dee jo awer mat Sécherheet vu sech ka soen, hie géif ënnert d'Genfer Flüchtlingskonventioun falen, hehinner op Lëtzebuerg kënn, da gétt en direkt postwendend erëm zréckgeschéckt.

Une voix.- Dat ass dem Här Mosar egal.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Jo, dat ass dem Här Mosar egal.

(Interruption)

Och solle mer en Accord de réadmission mat Bulgarien hei stëmmen. Or, wie kéint iwwert de bulgaresche Wee a Westeuropa eran? Dat sinn zum Beispill ganz vill Iraker. Dat sinn och ganz vill Kurden, déi ënnert dem Saddam Hussein verfollegt ginn, wou jo esouguer gesot gétt, et misst, weinst där onwürdiger Mänschrechtssituatioun am Irak, ee Krich gefouert ginn.

Or, wat maache mer hei? Déi Iraker, déi hehinner kommen, wéi

zum Beispill Géigner vum Saddam Hussein, oder déi Kurden, déi verfollegt ginn, déi an hiren nationale Rechter ageschränkt sinn - iwwerens net nëmme vum Irak, mä och nach vun der Türkei, wat ë NATO-Member ass -, déi schécke mer dann och mat deenen Accords de réadmission zréck. Dat heescht ganz kloer, och charakteriséiert Fäll, déi ënnert d'Genfer Flüchtlingskonventioun falen, ginn iwwert deen heite Wee zréckgewisen.

A mir schéngt et, wéi wann iwwerhaapt déi ganz europäesch Readmissionsprozedur géif drop erauslafen, fir virun allem deene Länner, mat deene gutt politesch zesummegechafft gétt, et méiglech ze maachen, hir Ressortisanten zréckzehuelen, ouni ze kucken, wéi déi tatsächlech Mänschrechtssituatioun an deene Länner ass.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här Urbany, et ass grondfalsch, wat Dir sot.

Fir Aert éischt Beispill ze huelen: Wann een duerch d'baltische Staaten erakomm ass, onofhängeg dovun, wou en hierkomm ass, dann ass et dat éischt Land, wat dann e sécher Land ass, an deem Beispill déi baltische Staaten, an da gétt deen net an dat Land zréckgeschéckt, wat säi Pays d'origine ass a wou e vläicht enger Gefor ënnerworf ass, mä e gétt an dat Land zréckgeschéckt, wat als dat éischt sécher Land hätt misse Prozedur maachen. Dat ass e wesentlechen Ënnerscheid mat deem, wat Dir elo grad hei versicht hutt der Chamber ze erklären.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Dat weess ech net,...

(Interruptions)

...ech sinn net Jurist am baltische Recht, muss ech soen. An ech weess net, wat mat deene Leit geschitt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- D'baltische State gi Member vun der Europäescher Unioun. Et ass dat, wat d'Fro ass. Dat ass keng juristesche Fro, dat ass eng politesch Fro. Wann ee Member gétt vun der Europäescher Unioun, dann erfëllt ee gewisse Critèren, a wann déi erfëllt sinn, da kann een awer sécher soen, datt een och ee kann an esou ee Land zréckschécken. Datt déi dann zoustänneg sinn, dat gétt haut um Sommet zu Kopenhagen decidéiert.

Une voix.- Très bien.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Jo. Mä aus deenen Drëttlänner, wéi zum Beispill Tschetschenien oder Russland, kënnen da Leit zréckgewise ginn, wa se iwwert déi dote Länner transitéiert sinn. A wa se iwwert déi dote Länner transitéiert sinn, dann ass ëmmer a Fro gestallt, wou déi Länner se da weiderverfrachten.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, den Här Urbany mécht elo Schluss.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- D'EU wëllt och en Accord de réadmission mat China maachen. Ass dann d'Mänschrechtssituatioun a China esou gutt? Ech wëll déi Fro hei emol opwerfen.

(Interruptions)

M. le Président.- Dir Dammen, Dir Hären, d'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géng gären déi Accords de réadmission iwwert déi et...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här President, déi Accords de réadmission iwwert déi et de Moien hei geet, déi muss ee selbstverständlich am Kontext vun enger globaler Politik gesinn, Politik, déi mam Asyl engersäits, an anersäits mat der Bekämpfung vun der illegaler Immigratioun ze doen huet. Dofir géng ech gären e puer Punkten zu deene Sujeten erläutere.

D'Asylpolitik vun der Regierung ass eng, déi villsäiteg ass an déi ganz sécher net kann op deen Aspekt vun de gezwongene Retouren reduzéiert ginn. Dës Regierung an déi viregt Regierung hunn ëmmer gesot, datt se dem Konzept vum Asyl, also dem Schutz fir politesch Verfollegter, eng grouss Wichtigkeet géingen zoumoossen.

Déi Konventioun vu Genf, déi jo hei esou oft zitéiert gétt, ass 1950 geschriwwen ginn a war ganz kloer geduecht, datt misst évitéiert ginn, datt Leit, wéi am zweete Weltkrich d'Juden, verfollegt ginn an herno kee Schutz hunn.

Dat bléift fir eis e wichtige Prinzip, datt wann ee weinst senger Rass, senger Relioun, senger politescher Meinung verfollegt gétt, ee kënnen an engem anere Land Schutz kréien.

Mä net jiddfereen ass e politesche Verfollegter, an dofir muss een och d'Konsequenzen dovunner kucken. Dorobber kommen ech herno zréck.

Eng zweet Observatioun, wëll ech an deem Kontext hei maachen, déi dobausse lagement net bekannt ass, an dofir gétt déi Fro och ëmmer erëm gestallt. D'Leit soen a schreiwen, mä wann Der déi Leit zréckschéckt, firwat huet Der se dann iwwerhaapt op? Firwat loosst Der se iwwerhaapt kommen?

Et ass e Grondprinzip vun där Konventioun, datt jiddfereen, deen d'Wuert Asyl seet oder deen Asyl freet, muss am Land opgeholl ginn, muss an d'Prozedur eragelees ginn. Dat géllt och fir déi, déi elo nach kommen. Ech gesinn all Dag Leit, déi mer soen, ma da loosst déi dach net weider kommen. Mir hunn, a kee Land an Europa huet eng juristesche Handhab, fir den Asylbewerber, déi sech de Moien och erëm am Büro vum Justizministère mellen, ze soen, se dierften net kommen.

Drëtt Observatioun. Déi Froen hei, muss ee selbstverständlich an engem europäesche Kontext gesinn. Alles wat mir hei zu Lëtzebuerg maachen, do kucke mir selbstverständlich och, wéi déi Froen an Europa behandelt ginn. All Alleingang ass enger Politik schiedlech, déi versicht an dem Beräich vun der Immigratioun, am Beräich vum Asyl op eng iergendwéi kontrolléiert Aart a Weis, dat ze maachen. Dofir ass et richtig, datt een hei net Weeër geet, déi anerer och net ginn.

An ech wëll lech soen, datt mer dat an der Europäescher Unioun kucken, an datt mer do - mat ville Schwierigkeeten - versiche virunzekommen. Déi Schwierigkeete si grouss, mä wat d'Accords de réadmission ubelaangt, si mer der Meinung, datt mat enger Rei vun deene Länner d'Europäesch Unioun misst Accords de réadmission maachen, well eben déi eenzel Memberstaaten alleguete vill Schwierigkeeten hunn, fir där Accords de réadmission ze kréien.

Den Här Urbany huet elo grad vu China geschwat. Et gétt en europäeschen Accord de réadmission verhandelt mat China, an et muss een also och gesinn, dass do net iergendeen onméigleche lëtzebuergesche Justizminister

ass, deen op eemol op déi Iddi komm wär, mä dat sinn unanime Beschléss vum Conseil vun de Justiz- an Innenministere vun der Europäescher Unioun.

Véiert Observatioun. Ech hu gesot, mir mengen, datt den Asyl e wichtegt Konzept ass, wat et géllt héich ze halen. Grad esou meng mer, datt wa Leit an enger Krichsituatioun sinn, datt een dann eng moralesch Verflüchtung huet, hinne während där Zäit, wou de Konflikt bei hinnen ass, ze hëllefen. Dat hunn déi successiv Lëtzebuurger Regierungen och ëmmer a Jugoslawien gemaach.

Et ass net fir näischt, datt 1999 esou vill Leit aus Jugoslawien hehinner komm sinn. Déi Leit hunn eis alleguete gesot, datt wann dee Konflikt eriwuer wär, a wann de Milosevic net méi um Pouvoir wär, da géinge si heem goen. An dat war och ëmmer den Discours vun der Lëtzebuurger Regierung, och vun där viregter, datt an där Perspektiv deene Leit géng hei zu Lëtzebuerg, während der Krichsituatioun, gehollef ginn. Heibanne setzen der, déi an där viregter Regierung waren an an deeser och sinn, an déi dat hei net kënnen konstatéieren.

Asylpolitik muss een och gesinn, net nëmme ënnert dem eegene Bléckwénkel vun der Prozedur a vun dem Zréckféieren, mä och am Kontext vun der globaler Politik, vun der Hëllef vun deene Länner, deenen et manner gutt geet wéi eis. Dofir maache mer och eng Entwécklungspolitik. An déi eenzeg Antwort op den ekonomesche Misär a ville Länner op der Welt kann net sinn, fir ze soen, dann dierfen déi Leit alleguete bei eis kommen, si froen Asyl, versichen eng Schaff ze kréien an ze bleiwen.

Mir mussen och dat gesinn, wat mir an de Pays d'origines maachen, de Länner aus deenen d'Leit hierkommen, wéi Jugoslawien, wou mer bis elo schonn 11 Millioune Euro engagéiert hunn. Déi Programmer ginn ënnert der Direktioun vum Kooperationsministère virun. Mä op där anerer Säit maache mir och Entwécklungshëllef - mir hu bei de Budgetsdebatten doriwwer geschwat -, déi sech wierklech weise léisst, déi ënnert dem Spätzepeloton ass vun deenen, déi mat Generosität deenen Aermsten op der Welt hëllefen.

A wann ech an deeser Debatt hei fäerdeg sinn, dann hunn ech niewendrun eng Réunioun mat der Ausseministerin vum Niger, wou mer grad och iwwert d'Kooperatioun schwätzen. Mir maache finanziell Engagementer, och an deene Länner, wou mer esou Froe vu Migratioun a Misär an der Welt wuel net kënnen léisen, well dat bréngt mer net fäerdeg, mä op d'mannst hëllefen déi Situatioun e bëssen ze verbessern. Dorobber ass eis Politik ausgerichtet.

M. le Président.- Här Minister, d'Madame Wagener wëllt lech eng Fro stellen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, pardon.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här Minister, ech hu jo virun erwähnt, datt Lëtzebuerg an den 80er Jore vietnamesesch Flüchtlingen opgeholl huet, an an den 90er Jore bosnesch an ex-jugoslawesch Flüchtlingen, a wollt dofir froen, ob Der der Meinung sidd, datt dat deemools och net hätt dierfe geschéien, respektiv, datt déi Leit hätte missen zréckgeschéckt ginn, nodeem déi Konflikter an deene Länner ofgeschloss waren?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- All Dossier gétt an enger Asylprozedur natierlech individuell gekuckt, an déi, déi de Statut vum Réfugié kritt hunn an där Zäit, déi ware ganz sécher an där Situatioun.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Ech mengen net, datt d'Bosnier de Statut vu Réfugié kritt hunn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Dir hutt jo elo vum Vietnam geschwat. Ech soen awer, och vun deenen, déi duerno komm sinn. Wat sech virun där Zäit situéiert, wou ech net an der Regierung war, kennen ech net all d'Détails. Dir sécher och net.

Et muss een awer och d'Zuel berücksichtegen vun där mer hei schwätzen. De Fait, datt mer mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, wou e puer dausend Leit aus Jugoslawien komm sinn - Dir hutt viru selwer d'Chiffere vun 1998 an 1999 genannt -, an der all Mount nach weider kommen, stellt sech fir d'Lëtzebuurger Regierung eng ganz aner Situatioun.

Wa mir mat enger Situatioun ze dinn hätten, wou mer géinge vun 300 Leit schwätzen - ech soen einfach dee Chiffer -, da kéint een iwwer villes anescht diskutéieren, wéi wa mer mat enger Situatioun ze dinn hunn, wou mer vun e puer 1.000 Demandeurs d'asile schwätzen, a wou dauernd neier kommen.

Am Laf vun deesem Joer si bis elo 885 Leit komm, dovunner de Gros aus Jugoslawien. De leschte Mount waren et der 105, dovunner waren der eppes 70 aus Jugoslawien. Wa mer also net kloer Zeeche setzen, da verstinn déi Leit natierlech dorënner, datt et dee beschte Wee ass net beim Arbeitsminister e Permis de travail unzefroen, mä op Lëtzebuerg ze goen an Asyl ze froen. Si kommen an eng Prozedur, versiche méiglechst laang dran ze bleiwen a herno ganz ze bleiwen. An dat ass d'Problematik, mat där d'Regierung konfrontéiert ass, an net einfach fir ze soen, mä eis mécht et Spaass déi Leit heem ze schécken. Et muss een also de globale Kontext gesinn, sécher net d'mänschlecht Schicksal vun deem enge net gesinn, mä eng Regierung muss niewent dem Mänschschicksal vun deem Einzelnen och d'Globalpolitik kucken, an dofir hunn ech och hei méi grouss ausgeholl, wéi just den Accord de réadmission ze gesinn als en Instrument, fir méiglechst schnell d'Leit kënnen heem ze schécken.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Kann ech just ganz kuerz dorop agoen?

(Interruptions diverses)

Ech wollt dem Minister just soen, datt an där doter Logik vun der Regierung et awer onverständlech bleift, firwat fir déi Leit, déi 1998 an 1999 op Lëtzebuerg komm sinn, matten am Kosovo-Krich, déi Date limite esou gesat ginn ass, fir datt déi Leit net konnten ënnert d'Regulariséierung falen. Da wär Är Argumentatioun vläicht méi einfach nozevollzéien.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Deemools war eent vun den Haaptargumenter, och hei am Parlament, datt mer déi solle regulariséieren. Et ass ebe just guer net am Ufank vun den Demandeurs d'asile geschwat ginn, mä déi ganz Prozedur ass ugaangen, wéi gesot ginn ass, hei si Leit, déi wunnen zënter zéng Joer zu Lëtzebuerg an déi si Sans-papiers. Dat ware Leit, déi illegal zu Lëtzebuerg gewunn hunn, schonn eng Zäit hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Dunn ass gesot ginn, mir mussen eng Kéier dee Problem léisen, an wa Leit esouvill Joren hei waren, da ginn déi regulariséiert. Dat war den Ufank vun deene Petitiounen, déi zirkuléiert sinn, an dann ass herno gesot ginn, bon, dann huele mer déi, déi grad esou an där Situatioun sinn, grad esou laang schonn hei sinn an Demandeurs d'asile si mat an déi Prozedur eran.

Mä dat ass netde Wee op deen dës Regierung op jidder Fall wëllt goen, fir elo ëmmer erëm ze soen, ma elo waarde mer erëm dräi Joer, an da regulariséiere mer erëm. Dat hunn déi zoustänneg Ministeren hei öfters gesot. Dat ass also d'Positioun vun der Regierung iwwert déi Prozedur, an dat bréngt mech zu deem Punkt op dëser Plaz, fir ee Wuert dozou ze soen.

Déi Prozedur ass sécher laang, mä dat ass awer och bei waitem net nëmmen d'Schold vun der Regierung. Dat ass och zu engem ganz groussen Deel d'Schold, wann een do vu Schold ka schwätzen, vun deene Leit selwer, well niewent dem Fait, datt effektiv wéi déi Dossiere komm sinn, hate mer déi gréisste Schwierigkeiten, déi Dossieren an enger schneller Zäit ze bearbechten, well déi jo seriö bearbecht. Et ass jo net, datt mir einfach soen, all Dossier, dee vun engem Jugoslaw erakënt, dee kucke mir guer net. Déi Leit hu Recht op eng Auditou. Déi gi gehéiert. Den Dossier gétt beschriwwen. Déi Beamte maachen eng schwierig mä gutt Aarbecht, an déi mussen déi Dossieren also seriö kucken.

Mä duerno, a contrairement zu deem, wat de Gros vun deene Leit gesot huet, datt se souwisou géingen nom Kosovo-Konflikt heemgoen, hu se zu engem ganz groussen Deel déi Décisiounen, déi a mengem Numm geholl gi sinn an der Asylprozedur, virum Gericht ugefecht. Si hunn also alles gemaach, wat och hiert legitimt Recht ass, well d'Gesetz gesäit eng Gerichtsprozedur vir, fir déi Prozedur an d'Längt ze zéien. Do kënt also niewent der Auditou an der Décisioun vum Ministère vun der Justiz, eng Gerichtsprozedur, wou ganz oft d'Affekten dann och erëm Refixatioune froen. Et kënt derteschent nach zu engem Recours gracieux. Bal jiddereem mécht e Recours gracieux géint seng Décisioun. Dat dauert dann och erëm eng dräi, véier Méint. Da kënt et zum éischte Prozess. De Gros, 99%, vun deene Prozesser gi verluer. Se ginn oft confirméiert, mä d'Argument gétt gebraucht, da kënnen se nach esou vill méi laang bliwen, well dee Recours ass suspensiv. Dat heescht, esoulaang de Recours un Lafen ass, kann ee keen heemschécken.

Wann een dat also alles weess, da kann een awer net herno soen, gesitt Der, elo huet déi Prozedur dräi Joer gedauert, elo kënt Der awer kee méi heemschécken. Do hätt ech gär, datt d'Chamber géing soen, da schafe mer de Recours suspensiv of, oder mir schafen en zweete Recours of. Ech hat iwwregens am Numm vun där viregter Regierung eng Kéier esou ee Projet de loi gemaach. Wann ech mech gutt kann erënneren, war dee beim Statsrot no enger Opposition formelle hänke bliwen.

Ech plädieren haut net onbedéngt dofir, fir déi Prozedur op deem dote Punkt ze änneren, mä et muss ee just wëssen, datt wann een zwou Gerichtsprozeduren huet, wann een e Recours gracieux huet, dann dauert et laang.

Um Niveau vum Ministère de la Justice hu mer versicht déi Prozeduren ze verkierzen. An ech kann lech zum Beispill soen, vun deenen 800 Dossieren, déi dëst Joer nei erakomm sinn, sinn der bei eis schonn eng 350 fäerdeg, definitiv bei eis um Niveau vum Ministère de la Justice ofgeschloss. Et muss een natierlech och wëssen, an dat kënt zréck op dat, wat ech der Madame Err virdu geantwert hunn a menger kuerzer Zwëscheninterventioun, de Gros vun deenen Dossieren, déi elo erakommen, ass relativ llicht ze traitéieren, well mir fannen an deenen Dossieren, op d'mannst ass et dat, wat d'Beamte mir rapportéieren, absolut keen Element méi vu politescher Verfolgung. Well wann een haut aus Jugoslawien kënt,

dann ass dat awer e Land, wat amgaang ass zu enger Demokratie ze ginn. Do ware Wahlen, do waren iwwregens Lëtzebuerger Wahlobservateuren dobäi. Diskussiounen lafen, fir et an de Conseil de l'Europe eran ze huelen. Dofir muss een awer och gesinn, datt dat net e Land ass, wou ee kann deeselwechte Moment soen, wou mer diskutéieren, ob se an de Conseil de l'Europe kommen, datt dat e Land wär, wou d'Leit géinge politesch verfollegt ginn. E bësse Kohärenz am politeschen Discours muss een och hunn.

An ech kommen dann zu de Retouren. Do géing ech gär, zwou Saache soen: En Element iwwert d'Noutwendegkeet vun de Retouren an en Element iwwert d'Manier vun de Retouren. Ech si frou, datt eng Rei vun den Intervenanten de Moien d'gréngt Buch vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Retouren zitéiert hunn. Dat ass positiv, well dat beweist, datt se och gesinn hunn, dat d'Europäesch Kommissioun, de Kommissär Vitorino, iwwregens e sozialistesche Politiker, grad esou wéi eestëmmege déi 15 Justiz- an Innenministere an Europa der Meenung sinn, datt de Retour en indispensable Instrument ass, wann ee wëllt d'Asylprozedur respektéieren, wann ee wëllt, datt d'Immigratioun a kontrolléierte Bunne leeft. Dir hutt zitéiert aus dem Livre vert, ech zitieren lech och aus dem Livre vert, well deen hunn ech net geschriwwen:

„Une politique efficace pour le retour des personnes qui ont été déboutées de leur demande de protection internationale est indispensable“, ech ënnersträichen indispensable, „pour sauvegarder l'intégrité d'un régime d'asile commun et de la procédure d'asile commune. Lorsqu'une personne, qui sollicite une protection, a bénéficié d'une procédure équitable et de qualité, cette personne doit quitter le territoire et regagner son pays d'origine.“ Dat géllt fir den Asyl, an dat géllt och fir déi, déi illegal an d'Land kommen, ouni datt se Asyl gefrot hunn.

Och do ass et fir d'Lëtzebuerger Regierung kloer, datt déi Leit net dierfen zu Lëtzebuerg bliwen. Mënschlech sinn, chrëschtlech sinn, solidaresch sinn - an dat soen ech all deenen heibannen, déi wëlle Lektouren iwwert dat Kapitel ginn, an et muss een net mat mir d'accord sinn - dat heescht net automatesch, datt jiddereem, deen heihinner kënt ënner iergendwelchem Pretext kann hei bliwen. Dat alles an een Dëppe geheien ass net richtig.

(Interruptions diverses)

Et muss ee solidaresch si mat deene Leit, mä déi Solidaritéit ka sech a verschiddene Formen ausdrécken. Entwécklungshëllef, Accords de coopération, sinn zum Beispill ee Wee, fir dat ze maachen.

D'Aarbecht, den Accès zum Marché du travail, kann net d'Argument sinn, fir d'Prozedur vun de Permis de travail ze contournéieren. Et ass zwar net mäin Domän, mä ech schwätze jo hei am Numm vun der ganzer Regierung, an dofir och vum Kollege François Biltgen, deen ëmmer erëm villen arme Leit op der Welt, déi gär, an d'Permis de travail zu Lëtzebuerg hätten, an déi aus engem Drëtstat kommen, also engem net EU-Stat kommen, dee refuséiert. Wa sech iwwerall erëmschwätzt, datt et en einfache Wee ass, net beim Aarbechtsminister e Permis de travail unzefroen, mä einfach heihinner ze kommen, Asyl ze froen, da schaffen ze goen an ze soen: „Elo kënnen mer awer bliwen“, da kënnen mer d'Prozedur vum Permis de travail an d'Prioritéit fir d'Ressortissanté vun der Europäescher Unioun ofschafen. Dat ass dee Wee op dee kee Land an Europa geet, an och net dee Wee op deen d'Lëtzebuerger Regierung wäert goen.

(Interruptions diverses)

D'Retour ginn och vun deenen anere Länner aus. Och Länner, an deenen aner Parteien an der Regierung sinn a wou ech net als Justizminister tätég sinn, schécke Leit zréck. Ech komme mir jo heiansdo vir, wann ech dat liesen, wéi wann d'Lëtzebuerger Regierung géing eng Politik maachen, déi néirens soss géing gemaach ginn. Ech mengen net, datt Chrëschtdeemokraten an der belscher Regierung sinn. Ech mengen net, datt Chrëschtdeemokraten an der däitscher Regierung sinn.

(Interruption)

Ech mengen, do wäeren notament zum Beispill Grénger dran, wéi Dir et mir hei richtig rapeléiert.

(Interruption)

Ech soen dat jo net als e Reproche. Ech soe just, datt déi Länner, déi Parteien, well se an der Verantwortung sinn, och d'Leit zréckschécken.

Dir hutt vläicht gelies, datt an dem Afghanistan elo Militärflieger aus den Nopeschlänner zréck geflu sinn an dat eng vun den Décisiounen vum leschte Conseil vun der Justiz- an Innenministere war, fir Retours groupés ze maache vun ofgewisenen Asylbewerber an den Afghanistan. Lëtzebuerg war do net implizéiert, well mer aus där Regioun wéineg Demandeurs d'asile hunn. Mä, elo schonn zu deemem Moment sinn der zréckgeschéckt ginn. Déi aner Länner hunn an de Kosovo Leit zréckgeschéckt zu engem Moment, wou d'Lëtzebuerger Regierung nach keng zréckgeschéckt hat.

Ech soen dat just, well ech gäre jiddereem dozou invitéieren, deen e kritesche Bléck op eis Politik werft, wann ech glift und Zeitung vum den Nopeschlänner ze liesen an dann eis Politik par rapport zu deene Politiken ze jugéieren. Da muss een nach net mat eis d'accord sinn, well an der Demokratie kann nun emol jiddereem, Gott sei Dank, seng fräi Meenung hunn. Ech hätt just gär, dass ee seng Jugementer géing à la lumière vun deem kucken, wat déi europäesch Politik ass, wat eng Politik ass, déi verantwortungsvoll an deem dote Kontext soll sinn.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här Minister, ech ginn lech Recht. Par rapport zu deem, wat den Oppositionspolitiker vun der CDU, de Roland Koch, an Däitschland zum Beschte gétt betreffend d'Asylpolitik, ass effektiv d'Lëtzebuerger Regierung méi wéi human. Dat ass richtig.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Och den Här Koch ass net an der Regierung zu Berlin, an ech jugéieren...

(Interruptions)

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir zitéiert eis jo hei déi auslännesch Politiken.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Neen, ech kucken, wat auslännesch Regierunge maachen. Dat ass dat, wat fir mech ausschlaggebend ass.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Den Här Koch ass an der Regierung. Hie sëtzt an Hessen an der Regierung.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Loost de Minister schwätzen. Mir hunn hei mat der Lëtzebuerger Regierung ze dinn an net mat der däitscher.

■ Une voix.- Dat ass richtig.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Domat hu mer genuch ze dinn.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Dat ass och Är Aufgab, Här Fayot.

(Interruption et hilarité)

Ech kommen dann zu der Manier vun de Retouren, déi jo och hei zu enger Diskussioun gefouert huet. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt mir alles gemaach hunn an deene vergaangene Joren, fir datt Retours forcés kënnen évitéiert ginn. Et ass net esou, wéi wann déi Leit géingen op eemol enges Dags entdecken, datt se missten heemgoen.

Éischtens hu se ëmmer gesot - an der Zwëschenzäit soen se dat zwar net méi -, datt se nom Krich géingen heemgoen. Zweetens gi se um Enn vun der Prozedur vun de Beamten aus dem Justizministère geruff a kréien erkläert, datt se hire Prozess verluer hunn - hiren Affekt huet hinnen dat héchstwahrscheinlech och gesot, hien hätt dat hinnen op d'mannst misste soen -, an datt se sech opgrond dovunner elo an enger irregulärer, illegaler Situatioun zu Lëtzebuerg befannen. Si ginn dann invitéiert, fräiwëlleg d'Land ze verloossen.

Mir hunn am Summer och nach eng Kéier, well ëmmer erëm gesot ginn ass déi Leit géingen awer wierklech guer net wëssen, datt se missten heemgoen, en Informationsbréif geschriwwen, wou mer hinnen dat matgedeelt hunn, e Bréif, dee jo an der Öffentlechkeet vill kritiséiert a kommentéiert ginn ass. Ech mengen nach ëmmer, datt dee Bréif en Element war, fir datt herno wierklech kee kéint soen, hie géing dat net wëssen. Dee Bréif hat keen anert Objectif, an dee Bréif war och parfaitement an der Rei. Wann déi Leit awer soen, duerch hir Aussoen an duerch hir Handlungen, datt si net wëllte goen, an datt si net géinge goe bis d'Police se géing siche kommen, jo, Dir Dammen an Dir Hären, da froen ech lech awer, wat een dann als Regierung kann anescht maachen. Wann een net wëllt op de Wee goen, wéi hei notament déi gréng Fraktioun proposéiert huet, an net wëllt aus deene Grënn, déi ech virdu erkläert hunn, déi Leit hei halen, dann huet eng Regierung keen anere Choix méi, da muss se esou virgoen.

Et ginn och Leit fräiwëlleg heem, just do steet net ëmmer d'Televisiounskamera derniewent, mä de Gros vun deene Leit huet gesot, si wëllten net fräiwëlleg goen. An aus deene Grënn, déi ech lech virdu erkläert hunn an aus Fairness vis-à-vis vun all deenen aneren, deenen et op der Welt schlecht geet, an aus Fairness vis-à-vis vun all deenen, déi vläicht politeschen Asyl wierklech brauchen, muss d'Regierung viruieren, an déi Leit froen heemgoen. Gi se net fräiwëlleg, da gi se gezwongen.

Ech akzeptéieren net, datt da Vergläicher gemaach ginn, wann déi Retours forcés iwwert d'Bühn bruecht ginn, wéi wann dat ähnlech wär, wéi dat, wat am zweete Weltkrich geschitt ass. Ech hunn nach de leschte Freideg an engem Tageblatt-Leitartikel eng Geschicht gelies, déi an enger Form geschriwwen ass, déi fir eis absolut inakzeptabel ass. Do gétt geschriwwen: „Il est cinq heures du matin. La police débarque, va frapper à des portes. Il fait encore nuit et c'est l'inconnu. Chez les nazis on qualifiait ceci de rafler. L'humanité n'a guère progressé semble-t-il.“ Mais c'est faux! Et ass e groussen Ennerscheed, ob am zweete Weltkrich d'Nazie komm sinn a Leit matgeholl hunn, ouni datt si et virdu woussten, an a Konzentrationslager geféiert hunn, oder ob een zu Leit seet, déi um Enn vun enger Prozedur sinn,

déi équitabel ass, Leit, déi Affekten hunn, déi dräimol geruff an dozou invitéiert goufen, fräiwëlleg heemzagoen. An da soen déi: Neen, mir ginn net bis d'Police kënt. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat ass awer wierklech eppes anescht.

Ech akzeptéieren wierklech net, datt eis Polizisten, an datt déi, déi hinnen den Uerder ginn hunn, also d'Membere vun der Regierung an ech selwer, mat Situatiounen verglach ginn, déi zu deene schlëmmste Kapitele vun der europäescher Geschicht vum leschte Jorhonnert gehéiert hunn. Dat ass inakzeptabel an dat loossen ech net esou stoen. Ech wäert dat ëmmer erëm soen.

An deem Artikel kënt dann dee Saz vir - ech hu virdu dovou geschwat -: „Tout cela, diriez-vous, pour 1.200 personnes de trop, qu'on ne veut pas garder!“ Neen, och dat ass falsch, well ech hunn lech virdu erkläert: Et geet hei net em eng kleng limitéiert Zuel, et geet em dausende vu Leit an et kommen der all Mount honnert erëm dobäi. Et muss een dat an deem globale Kontext gesinn. Wa mer déi eng hei halen, muss mer och déi nächst hei halen. Et geet do schonn em 3.500 Leit plus déi 800, déi schonn erëm dëst Joer komm sinn. Et ass also visiblement eng aner Situatioun, wéi déi, déi hei beschriwwen gétt.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ Mme Lydie Err (LSAP).- Mir kënnen net endlos viruieren d'Leit wëllen hei ze halen, wa se déboutéiert sinn. Dat ass eng Saach. Ech mengen, fir all déi Leit, déi ausserhalb vum Krich heihinner komm sinn, ass dat e Prinzip, deen iergendwann Uwendung fënt. Mä géif et net gutt Ursache ginn, fir bei deene Leit, déi elo scho jorelaang hei sinn, well eis Prozedur esou laang gedauert huet - wat si vläicht arrangéiert huet, oder net -, wat hinnen eng Méiglechkeet ginn huet sech ze integréieren, a just bei deenen, eng Ausnahm ze maachen?

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Ech mengen, datt d'Äntwert dorobber an der Regularisatiounsprozedur ginn ass, wou d'Regierung gesot hat, datt dat eng Procédure unique wär. Zweetens, wa mer dat elo hei erëm maachen, da versichen natierlech déi nächst och erëm, fir méiglechst laang déi Prozeduren daueren ze loossen, fir erëm an déi nämlech Situatioun ze kommen, well ech soen lech, souguer bei deenen, déi mer elo dëst Joer schonn direkt déboutéiert hunn, war dat dat éischt, wat de Gros vun hinnen erëm gesot huet: A mir ginn net heem! Et gétt der och ëmmer, déi fräiwëlleg ginn, ech wëll dat ausdrécklech soen.

Ech hu mat deenen anere Kollegen an Europa geschwat an iwwerall hu se deen nämlechte Problem. De Retour ass dee gréisste Problem um Enn vun all deene Prozeduren an alle Länner vun der Europäescher Unioun. D'Retourpolitik ass iwwerall mat gréisste Schwierigkeiten verbonnen. Et ass dofir, wou mer um leschte Conseil vun de Justiz- an Innenministere d'Kommissioun gefrot hunn, net beim Livre vert opzehalen, mä souguer gemeinsam Standards erauszeginn, net a Form vun enger Direktiv, mä Richtlinie wéi mer dat maache sollen, well d'Justiz- oder d'Innenministere an Europa - an deene meeschte Länner sinn et d'Innenministere - mat där nämlechte Situatioun konfrontéiert sinn.

D'Froe vun der Révolutioun hu mer hei guer net ugeschwat. Firwat kommen déi Polizisten notament moies fréi? Ma well déi Leit soss am Dag net ze fanne sinn. Dat muss ee erklären. Dat muss ee wëssen. Aner Länner setzen déi Leit zwee bis dräi Deeg virdu op eng fest Plaz, dat heescht am

däitsche Langage Abschiebehaft. Dat hu mir bis elo net gemaach. Wann et sech awer erausstellt, datt d'Polizei ni méi ee virfénnt, da muss mer och iwwer esou Weeër diskutéieren. Mir hunn déi ëmmer gaange gi vun der Police, déi hei eng schwierig Aarbecht mécht. D'Police huet déi Aarbecht bis elo, oft am Ennerscheid mat anere Länner, op eng aussergewöhnlech professionell Aart a Weis gemaach, fir déi d'Regierung der Lëtzebuurger Police dankbar ass, wéssend d'Schwierigkeeten, déi dat doten all Kéiers mat sech bréngt.

Déi Retouren, déi mir maachen, sinn net géint d'Méischerechter weder am Prinzip nach an der Manéier, well mer ganz gutt oppassen a wéi ee Land mer d'Leit zréckschécken. Mir kucke schonn d'generell Situatioun vum Pays d'origine, nodeem mer schonn déi individuell selbstverständlech gekuckt hunn, souwuel am Kader vun der Asylprozedur, wéi och ob net en extrae Grond, wéi zum Beispill eng ganz schwéier Krankheet, besteet, well fir déi Fäll hu mer eng Prozedur. An deem Fall gi mer nämlech eng Autorisation pour raison humanitaire. Ech hu keng genee Chifferen dovunner hei. Ech rechen déi awer gären der Kommissioun no. Et ass regelméisseg, mä net heefeg, dat soen ech awer och, datt mer Autorisationen aus humanitäre Grënn, zum Beispill bei ganz schwéiere Krankheeten, ginn.

Retours forcés wäerten et och an Zukunft ginn. Si hunn en Effet an deem Sënn elo schonn, datt déi konsequent Haltung, déi mer an deene leschte Wochen haten, mat sech bruecht huet, datt sech elo eng 200 Leit gemellt hunn, déi vir-drin net wollte fräiwëllig goen, fir elo wëlle fräiwëllig ze goen, well mir hinnen ëmmer erëm erklären direkt an indirekt, datt et net dee beschte Wee ass, fir de Retour forcé ze maachen. Esou datt Dir och gesitt, datt eng Rei vun hinnen op de Wee vum Retour volontaire ginn. Nach muss mir dann all Kéiers d'Pabeieren ufroen. Dat dauert nun emol ganz laang, well all eenzelnen Dossier dohanne muss gekuckt ginn. Déi Autorisation krieë mer lues. Dofir hëllef en eben déi Accords de réadmission, fir datt mer se an Zukunft hoffentlech op eng méi strukturéiert a méi schnell Aart a Weis krieën.

Et wäerten et och, Dir Dammen an Dir Hären, Retours forcés ginn, wou sech illegal Immigratioun zu Lëtzebuerg opbaut. Et gëtt mer signaléiert, datt d'Zuel vun deene illegal hei ophalende Leit aus Bulgarien an deene leschte Méint zougeholl huet. Et ass fir mech a fir d'Lëtzebuurger Regierung ganz

kloer, datt, wann déi Leit hei enger Aktivitéit noginn, wat se net dierfe maachen, well se nëmme kënnen als Tourist hei sinn, d'Lëtzebuurger Regierung déi diesbezüglich noutwennege Moossnamen an d'Weeër leede wäert. Mir kënnen net zouloossen, datt onofhängeg vum Asyl illegal Immigratioun kënn. Dat ass zu Lëtzebuerg d'nämlech wéi an der Belsch an an Holland.

Ech hunn där Deeg an enger hollännescher Zeitung gelies, datt d'hollännesch Regierung elo am November 115 illegal Bulgare mat engem Charterflug heemgeféiert huet. Ech soen dat erëm eng Kéier, well ech lech invitéieren an där dote Problematik, wéi iwwerengs och wéinst anere Sujeten, auslännesch Zeitungen ze liesen - ech weess, datt der vill vun lech dat maachen -, an datt een dann à la lumière vun deem, wat do geschitt, d'Politik hei zu Lëtzebuerg jugéiert.

Här President, ech gesinn, datt d'Zäit ofgelaf ass. Ech wëll duerfir net méi op all déi aner Aspekter agoen. Ech mengen, datt déi Accords de réadmission, déi Dir haut de Moien hei zum Vote virleien hutt, am Intéret vun enger geregelter Politik am Beräich vum Asyl a vun der Immigratioun sinn.

Dat huet näischt domat ze doen, datt hei een ass, deen nëmme wëllt d'Gesetz uwennen. Ech soen zwar nach eng Kéier: Ech fannen et extraordinär, datt et gutt kléngt, wann ee seet, et soll een net ëmmer d'Gesetz uwennen, mä ech soen zu lech,...

(Interruption)

..., datt souger wa kee Gesetz do wier, datt ech mengen, datt et wéinst der Cohésion sociale, dem Zesummeliéien tëschent villen Nationalitéiten am Land, net gutt ass, an et där gudder Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg net dienlech ass, wann et niewent deenen, déi legal komm sinn, déi legal hei eng Schaff hunn, sech kënnen der hei installéieren, déi weder als politesch Verfollegter de Statut vum Flüchtling krieën, nach legal an d'Land komm sinn, an awer um Aarbechtsmaart hir Plaz fannen. Da setze mer d'Sozialkohäsion op d'Spill. An dat ass net dat, wat d'Lëtzebuurger Regierung wëllt maachen.

Mënschlech a solidaresch sinn - ech soen et nach eng Kéier - heescht net, datt jiddfereen, deen op Lëtzebuerg kënn, einfach hei ka bleiwen. Asyl kann net d'Entréesdier ginn, fir an eist Land ze kommen, fir jiddfereen, deen aus engem Dréttstat wëllt aus ekonomeschen oder anere Grënn no Europa kommen. D'Lëtzebuurger Regierung wäert an hirer Haltung festhalen. D'Lëtzebuurger Regierung ass bereet mat all Mënsch doriwwe ze schwätzen. Mir brauchen dofir keng Médiatoren, fir

tëschent eis an engem aneren ze schwätzen. Eist Land ass net esou grouss.

Ech féiere vill Gespréicher mat ville Leit. Ech ruffen net all Kéiers d'Press, fir eng Foto ze maachen. Ech kann dat awer maachen, wann Der mengt, et wäert keng Gespréicher. Ech sinn och bereet am Januar erëm eng Kéier all d'ONGen, déi an deem Beräich täteg sinn, ze emfänken, fir hinnen dat, wat ech hei gesot hunn auszeleeën a mat hinnen ze diskutéieren. Ech si bereet, an déi zoustänneg Parlamentskommissiounen ze kommen, mä mat der konsequenter Haltung wäert d'Regierung virufueren.

Ech soen awer zugläich hei, well ech déi Fro gestallt kritt hunn, datt an deenen nächste 14 Deeg bis un d'Enn vun deem Joer kee gezwongene Retour virgesinn ass, fir déi Froen ze beäntweren, déi am Kontext vun der friddlecher Zäit vum Enn vum Mount Dezember gestallt gi sinn. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Henckes freet d'Wuert après ministre.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här Minister, ech hat lech eng kleng Fro gestallt, wou ech frou wier, wann Der mer dorop kéint antwerten. Et ass scho matgedeelt ginn oder zu Ouere komm, datt verschidde Réfugiéen, déi e Retour volontaire gemaach hunn an déi, déi Prime da krute vun 600.000 Frang, mengen ech, ass et, kuerz Zäit drop erëm an d'Land komm sinn. Ech wollt froen, ob Dir dovunner Kenntnis hutt - den Här Biltgen hat esou eppes ugedeit - an ob do vläicht d'Regierung wëlles huet ze reagéieren? Wa jo: Wéi?

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Dir hutt selwer an Ärer Interventioun virdru vun esou engem Fall geschwat. Ech mengen, dat war och dee Fall vun deem den Här Biltgen hei geschwat huet.

Dee Risiko ass selbstverständlech net ausgeschloss, mä dee Moment géllt dat, wat mer bei deenen aneren och gesot hunn: Een, dee schonn eng Kéier an enger Prozedur war, kann net eng zweete Kéier an eng Prozedur kommen. Dee muss dann nach eng Kéier heemgeféiert ginn. Et si mir allerdéngs net a grousser Zuel där Fäll bekannt. Ech ka mech nëmme op dat beruffen, wat Dir selwer virdru do gesot hutt a wat, mengen ech, de Kolleeg Biltgen hei schonn eng Kéier zitéiert hat.

■ M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5008 a stëmmen doriwwe of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo iwwert dee virleende Gesetzesprojet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo- a 6 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme

Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par Mme Nelly Stein), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Jeannot Belling) et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zannussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5009 a stëmmen doriwwe of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen of iwwert de Gesetzesprojet 5009.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo- a 6 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Patrick Santer), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Ady Jung), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zannussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5010 a stëmmen doriwwe of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Gesetzesprojet 5010.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par Mme Nelly Stein), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Claude Meisch) et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zannussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5011 a stëmmen doriwwe of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Gesetzesprojet 5011.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny



www.avenir-europe.lu
de Lëtzebuurger Site
iwwert den EU-Konvent

Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder hätte mer déi véier Projete votéiert.

Motion

Mir hunn elo nach eng Motioun virleien. D'Motioun ass ausgedeeelt ginn. Et huet also jiddferen den Text schrëftlech viru sech leien. D'Madame Renée Wagener freet nach d'Wuert dozou.

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Här President, ech wöllt just nach eng Kéier bemierken, dass mer an där Motioun der Tatsaach Rechnung droen, dass ëmer méi Leit dobaussen hir Stëmmen erhiewe géint dës Politik vun der Regierung. An eisem Invite hu mer déi Fuerderungen opgegraff, déi och a verschiddeenen Appelen, notament an deem, deen elo nach virun e puer Deeg erausgaangen ass vun enger ganzer Rei vu Lëtzebuerger Perséinlechkeeten, gefuerdert goufen.

■ M. le Président. - Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, d'Zuel vun de Leit, déi sech zu deem enger oder anerer Sujet an zu där enger oder zu där anerer Positioun äusseren, kann net de Maßstab gi vun enger Politik, déi mer an eisem Beräich maachen an déi op gewësse Punkte baséiert. Et ass op Grond vun aldeem, wou ech wierklech d'Chamber géing bieden, dës Motioun net unzehuelen, well se an all hiren Aspekter absolut zu enger onrealistescher Politik géing féieren.

■ Des voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Mir stëmmen elo of iwwert déi virleien Motioun.

Vote

Déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun ass verworf mat 41 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Patrick Santer), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Claude Meisch) et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jean Asselborn), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo).

Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opghuewen.

(Fin de la séance publique à 12.29 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 119

Ordre du jour page 119

5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003

Discussion générale pages 119-137
pages 138-147
pages 148-164

Communication page 138

Communication page 148

5008 - Projet de loi portant approbation de la "Vereinbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger", signée à Berlin, le 21 mars 2000,

5009 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant;

- du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant, signés à Belgrade, le 19 juillet 2002,

5010 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002

et

5011 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002

pages 165-174

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens
(imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 5 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1374 et 1922	Alex Bodry	Refus du droit de visite aux personnes en détention administrative
1418	Mars Di Bartolomeo	Evolution du nombre de faillites
1848	Robert Mehlen	Bureau de coordination des travaux du Musée Grand-Duc Jean

Question 1374 (9.11.2001) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le refus du droit de visite aux personnes en détention administrative:

La résolution adoptée par l'Assemblée générale du 29 mai 2001 de l'ASTI fait état du refus du Ministère de la Justice d'accorder le droit de visite pour des personnes en détention administrative.

Il me paraît que ces personnes mises à disposition du Gouvernement sont dans une situation psychologique bien précaire et le plus souvent sans contacts au Grand-Duché. Le suicide de la jeune congolaise mise à disposition du Gouvernement il y a plus d'un an ne souligne-t-il pas cette situation délicate?

Dès lors je prie M. le Ministre de m'indiquer si le Ministère compte maintenir sa politique en la matière.

Quelles sont les raisons exactes qui expliquent cette rigueur concernant les visites autorisées aux personnes „mises à disposition du Gouvernement“?

Question 1922 (28.11.2002) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le droit de visite des personnes en détention administrative:

Ma question du 9 novembre 2001 (N°1374) concernant le refus du Ministère de la Justice d'autoriser des membres mandatés par l'ASTI de visiter des personnes en détention administrative est restée sans réponse à ce jour.

Le règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 m'amène à revenir sur la problématique. Comme l'article 4, alinéa 6 précise que le droit de visite pour le Centre de Séjour provisoire est réglé à l'instar de celui des prévenus, mais que les permis de visite sont délivrés par le Ministère, je saurais gré à M. le Ministre de bien vouloir m'expliquer ce refus.

Pour quelles raisons des représentants d'une ONG à caractère humanitaire ne peuvent-ils pas soutenir et rendre visite à des personnes en détresse?

Réponse (9.12.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

L'article 4, point (6) du règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 créant un Centre de Séjour provisoire pour étrangers en situa-

tion irrégulière prévoit que le droit de visite est réglé à l'instar de celui des prévenus, sauf que les permis de visite sont délivrés par le Ministre de la Justice.

Le droit de visite des prévenus est régi par les articles 228 et suivants du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires.

Comme le fait le juge d'instruction pour les prévenus, le Ministre de la Justice statue sur chaque dossier individuellement en cas de demande de délivrance d'un permis de visite à une personne retenue sur base de l'article 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers.

Question 1418 (28.11.2001) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'évolution du nombre de faillites:

Le nombre des faillites atteindra en 2001 un nouveau chiffre record. Déjà à l'heure actuelle quelque 1400 salariés sont concernés par ces faillites.

J'aimerais dès lors savoir de MM. les Ministres, quels sont les secteurs les plus touchés par ces faillites?

Par quelles mesures concrètes le Gouvernement entend-il réagir à cette évolution du nombre de faillites?

Réponse (18.12.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

D'après les statistiques établies par le STATEC, on constate que les secteurs économiques les plus touchés sont ceux du bâtiment, du commerce en gros, de l'horeca et de l'immobilier, location et services aux entreprises. Les statistiques pour les années 1997 à 2001 se présentent comme suit:

(Tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Des statistiques détaillées pour 2002 ne sont pas encore disponibles mais pour la période de janvier à octobre 2002 on dénombre 522 faillites alors que pour la même période en 2001, il y a eu 623 faillites.

Il convient de noter que l'évolution du nombre de faillites est large-

ment dépendante de la situation économique et de la situation concurrentielle entre les entreprises tant au niveau national qu'au niveau international, indépendamment des mesures qui peuvent être prises au plan législatif.

Comme indiqué par M. le Premier Ministre en mai 2002 dans son discours sur l'état de la Nation, il est dans l'intention du Gouvernement de prendre certaines mesures ayant pour objet de contrecarrer le phénomène des faillites. Des premières mesures très importantes viennent d'être prises dans le cadre de la loi concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (contrôle des obligations fiscales et sociales passées au moment de la délivrance de l'autorisation d'établissement, mise en place d'une centrale des bilans).

Question 1848 (7.10.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le bureau de coordination des travaux du Musée Grand-Duc Jean:

Bei der Realisation vum Musée Grand-Duc Jean, am Volleksmond Pei-Musée genannt, spillt eng auslännesch Firma (B.-O.), déi mat der Koordination vum den Aarbechte chargéiert ass, eng bedeutend, awer zimlech staark ëmstridde Roll. An dësem Zesammenhang géif ech lech gären dës Fro stellen:

1. Wat ass déi genee Missioun an d'Responsabilitéit vum dësem Koordinatiounsbüro? Wéi ass e.a. d'Responsabilitéit tëschent Architekten a Koordinatiounsbüro opgedeelt?

2. No wat fir enge Critèren ass dës Firma ausgewielt ginn? Ass dës Sélection am Kader vum Gesetz iwwert d'öffentlech Marchéee geschitt?

3. Wat sinn déi wesentlech Punkte vum Vertrag tëschent dëser Firma an Ärem Ministère? Wéi ass d'Fro vum der Rémunéatioun geregelt? Sinn Délaien ze respektéieren a si Strofe virgesinn, wann dës Délaien net agehale ginn?

4. Wéivill Leit huet dës Firma fir d'Realisatioun vum "Pei-Musée" engagéiert?

5. Wéi ass vu Säite vum Ärem Ministère d'Iwwerwachung vum dëser Firma séchergestallt?

Réponse (17.12.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

1. D'Missioun vum Pilotkoordinator besteet doran, d'Aktivitéite vum alle Bedeelegten ze organiséieren, ze koordinéieren an ze dirigéieren, fir den operationellen Oflaf souwuel vum den Etüde wéi och vum der Realisation vum Bauwierk ze optimiséieren.

Esou huet de Pilotkoordinator den Optrag fir en détailléierte Planning iwwert d'Etüden an iw-

wert d'Aarbechte getrei deene fixéierten Objektiv opzestellen, an hien ënnerhëllt de Kontroll vum reellen Oflaf a seng regelméisse global Adaptatioun.

Hie verséichert sech, datt d'Koordinatioun vum den Etüden tëschent dem Architekt an de bureaux d'études stattfënt, organiséiert all Aarbechtsréunioenen a schreift d'Berichter dovun, waacht iwwert de perfekten Austausch vum den Informatiounen an Dokumenter, stellt d'Autorisationsdossieren an d'Soumissiouns- an d'Adjudikationsdossieren zesummen, déi dem Bauherr müssen ënnerbreet ginn opgrond vum deenen Dokumenter, déi bei den Architekten a bureaux d'études agesammelt goufen.

De Pilotkoordinator erstellt di détailléiert Estimatioun fir de Käschtepunkt vum der globaler Operatioun, an enger Zesummenaarbecht mat deenen anere Bedeelegten, waacht iwwert d'Anhale vum der zougewisener Finanzenveloppe, assuréiert d'Gestioun vum der Verrechnung a setzt d'Comptabilitéit vum der Operatioun op de leschte Stand.

Déi architekural an technesch Entscheedungen a Propositionen, souwéi och déi technesch Gestioun a Koordinatioun vum Projet an déi entspreichend Relatiounen mat den Entreprises, fallen an d'Zoustännegkeet an ënner d'Veantwortung vum den Autoren vum Projet, jiddferee fir seng Spezialitéit an a senger Founctioun, ënner der Direktioun vum den Architekten.

De Koordinator muss sech sengersäits vergewësseren, datt d'Etüde vum den Architekten a bureaux d'études getrei deene fixéierten Objektiv oflafen an hie kontrolléiert de Fortgang dovun.

2. Berenschot Osborne ass e Büro vu Berodung a vu Management am Sektor vum der Konstruktiv. E gouf ausgewielt opgrond vum enger Kandidatur-Ausschreiwung fir Servicer vu Koordinatoren, déi am offizielle Journal vum der europäescher Unioun an an den einheimischen Zeitungen am Juli 1997 veröffentlecht gouf.

Opgrond vum dëser Kandidatur-Ausschreiwung huet d'Verwaltung vum de Bâtiments publics den 31. Oktober 1997 dem Herr Bauteminister proposéiert de bureau Berenschot Osborne mat der Koordinatioun vum Musée d'Art moderne Grand-Duc Jean ze chargéieren.

Den 13. November 1997 gëtt de Bauteminister säin Accord mat dëser Proposition.

Opgrond vum Accord vum Regierungsrat vum 20. März 1998 ass de ministerielle Arrêté de 15. Abrëll 1998 geholl ginn.

D'Selectionscritère vum de Kandidate woren:

- d'Referenze fir ähnlech Dingschtleeschungen

- d'Belegschaft déi respektiv vum Kandidat beluegt a fir den Optrag virgesinn ass

- déi virgeschloe Methodologie

- d'Qualifikatioun vum Kandidat

- déi verfügbar technesch Mëttele

- de Käschtepunkt vum der Missioun

D'Kandidaturausschreiwung, esou wéi den Optrag déi mat dem Koordinatiounsbüro ofgeschloss gouf, ass konform zu der Legislatioun iwwert d'öffentlech Marchéen, déi d'Méiglechkeet virgesäit esou Marchéen ofzschléissen.

3. Opgrond vum den Dispositionen ënner dem Punkt 1 kann

d'Missioun vu Berenschot Osborne als Pilotkoordinator op dat folgend resuméiert ginn:

1. Betreuung a Koordinatioun vum den Etüden a vum den Aarbechten

2. Gestioun vum Planning

3. Administrativ Gestioun vum Projet

4. Budgetär Gestioun a Kontroll

5. Koordinatioun vum den Entreprises a vum Projet, ausschliesselech vum engem operationelle Gesichtspunkt

De Kontrakt gesäit vir, datt d'Phase Etude an 12 Méint verwierklecht gëtt, d'Phase Execution an 30 Méint, an d'Phase vum de Rezeptionen a vum der Inbetriebnahm a 6 Méint.

D'Remuneratioun gëtt bestëmmt duerch d'Applikatioun vum engem Dags-Barème, deem am Kontrakt virgesinn ass fir déi reell erfollechte Leeschtungen:

- Dags-Tarif Koordinatioun LUF 30'000.- / EUR 743,68.-

- Dags-Tarif Permanenz chef de projet LUF 23'000.- / EUR 569,32.-

- Dags-Tarif Permanenz Techniker LUF 10'000.- / EUR 247,89.-

Nom Beispill vum de Kontrakter, déi mat deenen anere Büro vum der maîtrise d'oeuvre ofgeschloss sinn, gesäit de Kontrakt vum Koordinatiounsbüro gläichfalls keng Uwendung vu Strofe vir.

4. De Büro Berenschot Osborne, deem aktiv ass an de Sektore vum der Konstruktiv, der Industrie an den Infrastrukturen, huet en Émsaz vum EUR 10 Milliounen. Berenschot Osborne zielt méi wéi 110 Mataarbechter a gehéiert zum Grupp Berenschot Groep, deem, mat méi wéi 500 Mataarbechter, en Émsaz vum EUR 70 Milliounen erzielt. Ufanga nach op d'Gestioun vu Käschten ausgerichtet, bitt Berenschot Osborne elo seng Servicer a fir d'Gestioun vum Infrastruktur-Projeten a vu Gebaier, fir d'Realisatioun vu Risiko- a Faisabilitéitsstudien um Gebitt vum der Konstruktiv a vum aneren Auditen. Berenschot Osborne verfügt iwwer Büroen zu Utrecht, Bréissel a Lëtzebuerg.

Wat de Musée Grand Duc Jean betrëfft, sou hu vill Mataarbechter sech agesat am Laf vum der Ausschaffung vum Projet. D'Exekutioun vum Projet gëtt insbesondere betreit duerch d'Büroen zu Bréissel a Lëtzebuerg, déi méi wéi zwoelf Konsultanten zielen an d'Gesamtheit vum hire Kompetenzen dem Projet zur Verfügung setzen. De Pilotkoordinator, chef de projet, a säin Techniker assuréieren eng permanent Presenz um Standort vum den Aarbechten.

5. D'Obligatioun vum Pilotkoordinator gesi vir, datt hien de Bauherr permanent iwwert de Fortschrittsstand vum den Etüden a vum den Aarbechten informéiert, respektiv iwwer all eventuelle Räckstand.

Esou mécht de Koordinator d'Bestandsopnahm vum allen Ereegnisse, déi während den Etüden a während der Exekutioun vum Projet virfalen; grad esou ënnerhëllt hien déi regelméisse global Adaptatioun vum Planning.

De Koordinator stellt dem Bauherr e regelméisse Bericht iwwert de Fortschrittsstand vum Chantier an iwwert déi technesch a finanziell Aspekter zesummen.

Dës Elementer erméiglechen et ze beurteilen, ob déi zougewise Missioun esou wéi virgesinn ausgefouert gëtt.

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen

um Kanal S 29